

ALGER

LUMIERES SUR LA VILLE

Comité Editorial:

Chabbi - Chemrouk Naïma
Djelal-Assari Nadia
Safar- Zeitoun Madani
Sidi Boumedine Rachid

Réalisé avec le soutien financier de la
Délégation de la Commission européenne en Algérie

EDITIONS
DALIMEN



14-03-284



+

ECOLE D'ARCHITECTURE
& D'URBANISME D'ORAN
BIBLIOTHÈQUE
INVENTAIRE
Numéro 875/04
Oran, le 10 Sept 2007

ECOLE D'ARCHITECTURE
& D'URBANISME D'ORAN
BIBLIOTHÈQUE
INVENTAIRE
Du numéro 875/01
au numéro 875/07
Oran, le 10 SEPT 2007

Alger, lumières sur la ville

Comité Editorial:

CHABBI - CHEMROUK NAÏMA
DJELAL-ASSARI NADIA
SAFAR ZEITOUN MADANI
SIDI BOUMEDINE RACHID

Réalisé avec le soutien financier de la
Délégation de la Commission européenne en Algérie




جامعة العلوم و التكنولوجيا بومرداس
Université des Sciences et de la
Technologie
D'ORAN ~~U.S.T.O.~~
Service des Inventaires
INVENTAIRE
Numero 123 132
ORAN Le 22 12 04

EDITIONS
DALIMEN

+

123 128
123 135
22 12 04

Les avis et arguments développés dans les différentes communications n'engagent que leurs auteurs.



Note de l'Editeur

Une cité, eût-elle les dimensions d'une mégapole, est à l'image d'un être humain. Elle présente à son échelle, la même complexité, appelle les mêmes soins et la même assiduité dans l'examen de ses différentes fonctions... Elle est exposée aux mêmes risques de dérive, de déliquescence. Pour autant, une cité ne peut être ce que les hommes veulent ou auraient voulu qu'elle soit. Et les hommes, au fil des générations, tout au long d'un bon millénaire - d'aucun disent bien plus - ont fait d'Alger ce qu'elle est devenue : une ville tentaculaire, hétéroclites, aux expansions mal maîtrisées et à l'état général requérant non des diagnostics, mais des thérapies encore mal définies et certainement difficiles à administrer. Car les diagnostics eux ont été régulièrement effectués par les praticiens qui n'avaient certes ni les mêmes méthodes, ni les mêmes moyens, mais qui, administrateurs politiques, urbanistes ou architectes, historiens ou archéologues, sociologues ou poètes, se sont rendu compte de la lente mais inexorable montée des périls.

De nombreux ouvrages ont été consacrés à la capitale de l'Algérie. Si nous avons estimé utile d'adjoindre à cette bibliographie abondante la somme que nous vous présenterons dans ce volume, c'est parce qu'il nous est apparu intéressant de réunir dans un même ouvrage les points de vue, opinions, observations et... jugements de spécialistes reconnus de plusieurs disciplines.

Les thèmes qui articulent cet ensemble né d'un colloque composent, à notre avis, une vaste étude qui, sans épuiser le sujet, est à même de contribuer à la consolidation d'une réflexion active sur le devenir de cette agglomération aussi fascinante que...déconcertante : Alger.

Dalimen

ALGER: LUMIÈRES SUR LA VILLE

Colloque international tenu à Alger les 4, 5 et 6 mai 2001

Préface

La publication des actes du colloque international "Alger: lumières sur la ville" qui s'est tenu à Alger les 4, 5 et 6 mai 2002 constitue un événement important à plus d'un titre. Elle est tout d'abord le résultat des efforts de dizaines de personnes qui se sont mobilisées pendant près d'une année pour réussir à rassembler un aréopage exceptionnel de chercheurs et praticiens venus d'horizons géographiques et académiques très divers au chevet d'une ville superbe sortant à peine d'une décennie de troubles l'ayant plongé dans des souffrances urbanistiques et sociales de tous ordres. Elle est ensuite le fruit d'un formidable mouvement d'engouement et de sympathie émanant d'institutions et d'organismes culturels de pays amis qui ont tenu à manifester, par leur soutien actif et amical, leur très fort attachement à une capitale et à ses habitants commençant à peine à panser leurs plaies. Elle constitue enfin, l'expression la plus achevée d'une conception saine et porteuse d'avenir de la solidarité, celle qui rassemble, par delà les frontières et les obstacles linguistiques, les communautés scientifiques situées de part et d'autre de la Méditerranée, mais surtout les peuples et les valeurs d'humanisme qui les portent.

Pendant trois jours en effet, Alger est devenue ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être: un pôle de réflexion et d'échanges fructueux entre universitaires venus de disciplines diverses mais cependant complémentaires travaillant sur la ville. Les cinquante communications présentées dans ce document, par delà leur nombre, mais aussi leur diversité et leur qualité traduisent fidèlement la finalité recherchée par les organisateurs de ce colloque: l'interdisciplinarité, seule capable de rendre compte de la complexité de l'objet urbain en général et algérois en particulier. Et à cet égard, il n'est pas fortuit que la première communication dite en plénière, véritable plaidoyer en ce sens, ait émané non pas d'un chercheur en sciences sociales, mais d'un architecte algérois qu'il est inutile de présenter tant son empreinte sur la ville et sa notoriété au sein de la profession sont fortes: Jean-Jacques Deluz.

Qui d'autre en effet que cet Algérois par choix, et non pas par le hasard de la naissance, aura mieux exprimé le dilemme profond dans lequel se débattaient les différents acteurs spécialisés qui contribuent, chacun dans son domaine et sa "tour d'ivoire" à la production de la ville comme connaissance et comme projet: comment produire du parcellaire, du fragment de

connaissance ou de ville sans perdre de vue l'essentiel, c'est-à-dire la vision d'ensemble seule capable de donner un sens aux parties, de les lier entre elles.

Véritable leçon d'humilité et de lucidité amère, cette contribution a d'emblée donné le ton général de débats qui, par la grâce de la confrontation - parfois houleuse mais toujours positive - entre spécialistes de disciplines différentes et entre partisans de "chapelles" dogmatiques à l'intérieur du même domaine, ont permis de jeter des passerelles fécondes entre les approches fragmentaires des uns et les prétentions holistiques et hégémoniques des autres.

Les historiens, les sociologues, les géographes et les architectes et autres chercheurs en études urbaines qui sont venus parler d'Alger semblent en effet avoir d'emblée souscrit à ce devoir d'humilité, se risquant à l'écoute de l'autre et à la compréhension de ce qu'il dit pour deux raisons qui nous semblent majeures:

- La première découle de la nature même de l'objet étudié, la ville d'Alger qui, en tant qu'entité historique et symbolique forte, a conduit les auteurs à développer une attitude faite de plus d'empathie, c'est-à-dire de recherche des liens, des occurrences et du sens global à donner aux choses plutôt que celle de l'éparpillement techniciste et de dévoilement des sens particuliers et parcellaires.

- La seconde procède de l'alchimie extraordinaire de rapports humains et de travail qui se sont tissés au fur et à mesure de l'avancement des travaux entre les membres du Comité d'Organisation et du Conseil Scientifique représentant des institutions aussi diverses que l'École Polytechnique d'Architecture et d'Urbanisme d'Alger, le Département de Sociologie de l'Université d'Alger, le Centre Culturel Français, l'Institut Goethe, les Centres Culturels italien et espagnol d'Alger, etc.

Les communications présentées dans les quatre ateliers et en plénière, dans quatre langues différentes sur des sujets parfois très pointus allant de la quête des origines urbaines antiques aux problèmes urbanistiques, sociologiques, économiques et juridiques se posant à la ville actuelle, ont contribué à réaliser un véritable état des lieux des savoirs empiriques et des connaissances scientifiques parfois difficiles à rassembler, parce que puisant leur substance et leurs données dans une "littérature grise" souvent oubliée dans les archives et les rayonnages des bibliothèques et autres centres de documentation universitaires.

L'apport des enseignants-chercheurs a été à cet égard considérable. Ils ont en quelque sorte, par leurs exposés, aidé à exhumer des pans entiers de connaissances empiriques très précieuses, rendant visibles et lisibles des contributions décisives fournies par les mémoires et thèses élaborés durant la décennie passée, période de grand repli des universités algériennes sur elles-mêmes.

Nos amis étrangers, qui se sont bousculés en force pour apporter des témoignages précieux et des regards critiques empreints d'une inextinguible nostalgie et d'un amour indéfectible envers une ville dans laquelle beaucoup d'entre eux avaient séjourné et pratiqué leur métier, ne sont pas en reste. Ils n'ont pas, comme de coutume dans ce genre de manifestations, déballé devant des assistances assidues et curieuses, leurs valises à concepts passe-partout, mais apporté des

éclairages féconds sur des aspects historiques ignorés de la réalité algéroise et présenté des travaux d'un grand intérêt documentaire.

Enfin, les collègues nombreux venus apporter des éléments de comparaison et de distanciation critique par le truchement d'études et d'analyses élaborées à propos d'autres réalités urbaines, d'autres villes comme Cape Town, Marseille, Istanbul, Tunis, Oran, Constantine, etc. ont permis à tout un chacun de mesurer combien, malgré les nombreux points communs qu'elle partage avec les autres villes méditerranéennes, Alger a été et reste toujours Alger, c'est-à-dire un lieu à part, irréductible et encore plein de mystères.

Malgré les atteintes du temps et les stigmates hideux que lui ont apportés les hommes, ses habitants, Alger semble encore habitée par ce charme impalpable qui avait jadis fait chavirer l'entendement de Le Corbusier, au point de l'amener à commettre l'irréparable défiguration de son identité. Et dans les couloirs de l'EPAU et ses façades de béton brut, à travers les pérégrinations auxquelles nous ont conviés quelques auteurs dans la ville moderne des années cinquante, il a semblé à beaucoup de gens que l'esprit corbuséen rodait toujours, à la recherche d'une proie qu'il n'avait pu prendre.

Que tous les gens qui ont participé à faire revivre Alger dans les mémoires et comme objet d'étude et pas seulement de compassion soient remerciés. En particulier le Comité d'Organisation et sa véritable cheville ouvrière qu'était Nedjma Abdelfettah, sans laquelle le projet n'aurait pu naître et aboutir, le Comité Scientifique qui a eu la tâche ingrate de lire des centaines de communications de qualité inégale, les enseignants et travailleurs de l'EPAU qui se sont donnés à fond, les divers responsables d'établissements qui ont contribué chacun, et avec une totale disponibilité, à la réussite de cet événement scientifique majeur et enfin la Délégation de la commission européenne en Algérie et l'EPAU encore une fois, sans l'aide desquelles, la publication des actes et leur diffusion au large public auraient été impossible. La publication des actes de ce colloque dans un format et une présentation séduisantes constituent sans nul doute le meilleur des hommages que l'on puisse rendre à notre Alger si difficile à vivre, mais pourtant si belle.

Le Comité Éditorial

Sommaire

5 Préface

10 Villes originelles

- 11 ALGER A TRAVERS SES ARCHIVES
M. Omar Hachi.
- 15 ALGER AUX ARCHIVES NATIONALES
LES FONDS D'ARCHIVES RELATIFS À LA VILLE
D'ALGER ET CONSERVÉS AUX ARCHIVES NATIONALES
Noura Dahmani
- 20 URBANISME À ALGER.
PRÉSENTATION
DES SOURCES CONSERVÉES
AU CENTRE DES ARCHIVES D'OUTRE-MER
Agnès Gondail
- 27 CHRONIQUE D'UNE CITE ANTIQUE
Nacéra Benseddik
- 33 ALGER AU MIROIR DE SES SOURCES?
CE QUE LE FONDS D'ARCHIVES DE
LA REGENCE EST A SON HISTOIRE OTTOMANE
Isabelle Grangaud
- 41 DJAZAÏR BANU MAZGHANA DE SA FONDATION
PAR BOLOGHINE AU XVI SIECLES COMMUNICATION
Taleb Kanoun S.
- 46 CORRESPONDANCE
DES CONSULS DE FRANCE A ALGER
Mohammed Touili
- 53 LINGUA FRANCA, LANGUE MORTE
Jocelyne Dakhli
- 58 ALGER: XVIII^e-XVIII^e SIECLES: ITINERAIRES DE
FAMILLES, ITINERAIRES DE BIENS.
Fatiha Loualich
- 64 LA ZAOUIA RAHMANIA ET ALGER
Siham Bestandji
- 70 MODES D'ACTION COMPARES EN CENTRE ANCIEN:
MARSEILLE ET MEXICO QUELS ENSEIGNEMENTS
TIRER POUR ALGER?
Sabine Jossifort

80 La ville coloniale

- 81 ALGER, TUNIS, L'URBANISME EUROPEEN SUR LES
RIVES SUD DE LA MEDITERRANEE
Christophe Giudice
- 94 LE MARSEILLE DES ANNEES TRENTE
Temime emile
- 100 LE CAP (AFRIQUE DU SUD): URBANISATION ET
CONTRÔLE RACIALE
Allison Drew
- 108 ALGER: URBANISATION ET CONTROLE ETHNIQUE
1930 - 1962
Jean louis Planche
- 119 L'URBANISME DE LA VILLE D'ALGER ENTRE
LES DEUX GUERRESDE L'AMENAGEMENT
À L'EXTENSION
Samia Hakimi
- 126 ALGER - PARIS: CRISE DU LOGEMENT ET CHOIX
DES GRANDS ENSEMBLES AUTOUR DU XII^e CONGRES
NATIONAL D'HABITATION ET D'URBANISME D'ALGER
(MAI 1952)
Annie Fourcaut
- 132 MIROIRS, REFLETS ET GLACES SANS TAIN.
LA MODERNITE COMME POLYSEMIE
Bernard Haumont
- 140 LA GESTION URBAINE AUX ANNEES CINQUANTE. ALGER
Afifa Bounab
- 145 LES AMENAGEMENTS TOURISTIQUES COLONIAUX
(1897 - 1962), UN GENOTYPE POUR LA DURABILITE:
LE CAS DU BALNEAIRE ALGEROIS
Mimi khoua
- 151 LE CORBUSIER CHERCHANT A FAIRE D'ALGER
UNE CAPITALE DU 20^e SIECLE (1931-1942):
TRANSGRESSION PAR GERALD HANNING (1956-1959)
ET INSPIRATION POUR OSCAR NIEMEYER (1968-1970)
Alex Gerber
- 166 TERRITOIRES DU SUD:
LE CORBUSIER, ESPAGNE, ALGERIE
Juan José Lahuerta
- 171 LA RECONSTRUCTION DU CENTRE D'ORLEANS
VILLE PAR JEAN BOSSU:
UNE ARCHITECTURE ALGERIENNE MODERNE?
Alain Borie
- 179 L'ŒUVRE ALGEROISE de FERNAND POUILLON:
UNE LEÇON D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME.
Maachi-Maïza Myriam

186 *Le présent en devenir*

- 187 POUR UNE ANALYSE PLURIDISCIPLINAIRE
DU FAIT URBAIN: L'EXEMPLE D'ALGER
J.J. Deluz
- 195 ALGER: LIMITES FLUCTUANTES
POUR UN PROJET PRECIS
Rachid. Sidi Boumedine
- 206 LA STRUCTURE URBAINE D'ALGER:
D'UNE VILLE TURQUE FORTIFIEE,
A UNE GRANDE CAPITALE NATIONALE
Nadia Djelal-Assari
- 213 L'AGGRAVATION DES CONTRASTES SOCIAUX
A TRAVERS UNE EXTENSION SPATIALE ET UN
"FREINAGE" DEMOGRAPHIQUE DIFFERENCIES
DANS LA NEBULEUSE URBAINE D'ALGER.
André Prenant
- 236 MOBILITE RESIDENTIELLE ET RECOMPOSITION
SOCIO-SPATIALE LE CAS DE LA REGION ALGEROISE
Sid-Ahmed Souiah
- 248 MOBILITES RESIDENTIELLES ET STRUCTURES
METROPOLITAINES A ALGER
Louisa Amirèche
- 254 ENTRE ALGER ET ISTANBUL
MOBILITES DE MIGRANTS MAGHREBINS,
PLACES COMMERCIALES ET RECOMPOSITIONS
DES ESPACES URBAINS
Hélène Delos
- 257 ALGER - TUNIS:
INSTITUTIONS METROPOLITAINES
ET PLANIFICATION SPATIALE ESSAI COMPARATIF
Jelal Abdelkafi
- 261 LA VILLE D'ALGER ET LE DROIT
Chahane Benakezouh
- 274 ALGER ET L'URBANISME DURABLE - UN LONG
CHEMIN A PARCOURIR
Ewa Berezowska-Azzag
- 283 PROJETS DE FRONTS DE MER UNE COMPARAISON
INTERNATIONALE
Eckhart Ribbeck
- 286 MARSEILLE ET ALGER, ESPACES PORTUAIRES
EN MUTATION ET NOUVELLE CENTRALITE
Sahar Djedouani-Rakem
- 292 LE PAYSAGE ET L'ENVIRONNEMENT NATUREL
ALGEROIS: UN PATRIMOINE A PRESERVER
N.Chabbi-Chemrouk, L. Sidi moussa, S. Ait cherkit

302 *Espaces publics, symbolismes
& représentations*

- 303 LA (RE)PRISE D'ALGER 19/03/62 - 19/03/2002
ETAT DES LIEUX, QUARANTE ANS D'ESSAIS
Djaffar Lebset
- 319 ALGER, VILLE CONFISQUEE PAR L'ETAT
Safar-Zitoun Madani
- 329 ENTRE ORAN ET ALGER: UNE VIEILLE ET TOUJOURS
ACTUELLE HISTOIRE.
Fouad Soufi
- 338 DE LA HOUMA A L'ESPACE " CITE ", UNE EVOLUTION
HISTORIQUE DE L'ESPACE SOCIAL ALGEROIS.
Larbi Icheboudene
- 344 NOUVELLES ESTHETIQUES URBAINES
DE L'AFRIQUE ET DU MAGHREB
Propositions pour une lecture du cadre algérois
Sylviane Leprun
- 348 BAPTISER, DEBAPTISER: APPROPRIATION SYMBOLIQUE
ET CONNAISSANCE DE LA VILLE PAR LA TOPONYMIE
Nedjma Abdelfettah
- 361 VUES D'ALGER ET LIEUX COMMUNS:
FRAGMENTS POUR UNE HISTOIRE DE LA
REPRESENTATION
FRANÇAISE DE LA VILLE ENTRE COLONISATION ET
DECOLONISATION
Alain Messaoudi
- 368 VISIONS PICTURALES DE LA VILLE D'ALGER (1830-1962)
Nadira Laggoune-Aklouche
- 379 LE MIROIR BRISE DE LA METROPOLE ALGEROISE:
DE LA VILLE DISCIPLINAIRE A LA VILLE ORDINAIRE
Jean-Pierre Frey

Villes originelles

ALGER A TRAVERS SES ARCHIVES
M. Omar Hachi.

ALGER AUX ARCHIVES NATIONALES
LES FONDS D'ARCHIVES RELATIFS À LA VILLE D'ALGER
ET CONSERVÉS AUX ARCHIVES NATIONALES
Noura Dahmani

URBANISME À ALGER.
PRÉSENTATION
DES SOURCES CONSERVÉES
AU CENTRE DES ARCHIVES D'OUTRE-MER
Agnès Goudail

CHRONIQUE D'UNE CITE ANTIQUE
Nacéra Bensseddik

ALGER AU MIROIR DE SES SOURCES?
CE QUE LE FONDS D'ARCHIVES DE
LA RÉGENCE EST À SON HISTOIRE OTTOMANE
Isabelle Grangaud

DJAZAÏR BANU MAZGHANA DE SA FONDATION
PAR BOLOGHINE AU XVI SIÈCLE COMMUNICATION
Madame Taleb Kanoun S.

CORRESPONDANCE
DES CONSULS DE FRANCE À ALGER
Mohammed Tuilli

LINGUA FRANCA, LANGUE MORTE
Jocelyne Dakhila

ALGER: XVIII^e-XIX^e SIÈCLES: ITINÉRAIRES DE FAMILLES,
ITINÉRAIRES DE BIENS.
Fatima Loulich

LA ZAOUÏA RAHMANIA ET ALGER
Siham BESTANDJI

MODES D'ACTION COMPARÉS EN CENTRE ANCIEN:
MARSEILLE ET MEXICO QUELS ENSEIGNEMENTS TIRER POUR
ALGER?

MODES D'ACTION COMPARÉS EN CENTRE ANCIEN:
MARSEILLE ET MEXICO QUELS ENSEIGNEMENTS
TIRER POUR ALGER?
Sabine Jossifort

ALGER A TRAVERS SES ARCHIVES

M. Omar Hachi.

Résumé:

Aborder le thème d'Alger à travers les archives paraît un exercice facile a priori, vu l'importance de la place qu'occupe cette ville. Depuis son accession au statut de capitale, elle jouit d'une attention particulière dans tous les domaines d'activités des services publics. C'est dire que les archives qui la concernent devraient être riches et abondantes.

Les vicissitudes de déplacements, de destructions, de transfert enfin ont cependant nui à la bonne préservation des archives et le fonds ancien, dans son ensemble, offre malheureusement de grosses lacunes.

De quel Alger, à travers les archives, veut-on avoir connaissance?

Alger durant la période ottomane.

Alger durant la période coloniale.

Alger depuis l'indépendance.

Les séries conservées aux archives de la Wilaya, au Centre des archives nationales et à l'ex-Hôtel de ville, permettent de procéder à des recherches pour la connaissance historique d'Alger.

Aux archives de la wilaya, principalement, plus de 60 sous-séries sont représentées et les dossiers relatifs à Alger y sont présents, tant pour les domaines économique, social, culturel que politico-administratif et ce pour toute la période coloniale...

Les archives de l'ex-Ville d'Alger représentent le fonds le plus important et le moins connu faute de traitement archivistique. Ce sont aussi des archives de la période coloniale.

Au Centre des archives nationales, le fonds de la période ottomane dont l'inventaire a été établi est une source plus qu'appréciable pour l'histoire de la ville d'Alger. A ce fonds s'ajoutent plusieurs séries et sous-séries de la période coloniale intéressant la ville d'Alger dans de nombreux

domaines et pourvus d'instruments de recherche.

Il y a lieu enfin de préciser que des archives touchant à différents domaines intéressant la ville d'Alger sont aussi conservées au Centre des archives d'Aix-en-Provence et au Centre des archives militaires de Vincennes à Paris.

Introduction:

Aborder le thème " Alger à travers les archives " paraît a priori un exercice complexe du fait qu'Alger de par son statut de capitale administrative, politique, économique et culturelle a toujours bénéficié d'une attention particulière dans tous les domaines.

Installée dans sa double dimension de capitale politico-administrative et maritime depuis le 16ème siècle, Alger n'a pas cessé de le demeurer.

Ce rôle de capitale, assuré depuis 5 siècles, a donc engendré un fonds d'archives qui devrait permettre d'aider à prendre connaissance d'une réalité ou d'une connaissance historique. C'est dire que les archives qui la concernent devraient être abondantes.

Les vicissitudes de déplacement, de destruction et de transfert des archives ont cependant nui à leur préservation et le fonds ancien dans son ensemble offre malheureusement de grosses lacunes.

Les travaux du Colloque visant à établir une communication " recherche sur Alger ", notre intervention ne saurait s'arrêter au seul thème de " l'urbain " du fait que toute structure d'archives est chargée de recevoir l'ensemble des documents concernant les affaires traitées par les services de l'administration dont les attributions sont diverses et que par ailleurs il n'existe pas un fonds particulier sur Alger.

Dans leur ensemble, les archives relatives à la Ville d'Alger pourraient ouvrir des champs de recherche sur:

I/ Les conditions géographiques de l'expansion urbaine:

Le site de l'ancien Alger, la nouvelle ville, les faubourgs. L'évolution urbaine et les particularités architecturales (XVI-XXème siècles).

Les étapes de la croissance démographique.

2/ Les projets d'aménagement de l'agglomération:

Les projets d'habitat et d'urbanisation; " Le Corbusier 1930 ", " Agence d'urbanisme 1959 ", " COMEDOR 1975 ", " CNERU 1987 ".

3/ Les grands équipements et infrastructures:

L'assainissement, l'alimentation en eau, l'électricité et le gaz, les transports urbains, les routes, les chemins de fer, les ports, le transport aérien, et les espaces verts.

4/ L'aménagement du territoire:

La réhabilitation de la Médina (Casbah), l'aménagement ou la rénovation du tissu urbain colonial, la zone portuaire, les faubourgs.

5/ Le statut administratif:

Les formes de l'organisation municipale, la nouvelle organisation.

6/ La fonction culturelle:

L'enseignement, les bibliothèques, beaux- arts, musées, cinéma, théâtre, tourisme et artisanat.

Mon intervention portera sur l'existant en matière d'archives de manière générale, car il n'est pas possible au vu des méthodes archivistiques de créer un fonds spécifique qui regrouperait l'ensemble des informations sur la Ville d'Alger.

En effet, dans les méthodes de publication, les archivistes publient par fonds d'archives ou séries alors que les historiens et autres chercheurs souhaitent des publications par thème de recherche.

Que trouve-t-on dans les Archives de la Wilaya?

Le cadre de classement élaboré en 1927 comprend 93 sous-séries et 2 séries d'archives imprimées mais les déplacements et les destructions ont réduit ce fonds de la période 1830-1962.

Les fonds cités ci-après sont classés et pourvus d'instruments

de recherche:

- Administration générale de l'Algérie, rapports du préfet, actes administratifs, délibérations du conseil général etc...(archives imprimées).

- Personnel du département.
- Elections.
- Sécurité générale.
- Hygiène publique.
- Etat civil.
- Dénombrement de la population.
- Agriculture.
- Ravitaillement général.
- Bâtiments et service du logement.
- Tribunal administratif.
- Archives communales.
- Douanes.
- Eaux et forêts.
- Postes.

- Enregistrement domaine
- Domaine communal.
- Domaine public maritime.
- Affaires militaires.
- Voirie et vicinalité.
- Transport urbain.
- Chemins de fer.
- Hydraulique.
- Energie, électricité, gaz.
- Ports.
- Mines et carrières.
- Justice.
- Ecoles coraniques et medersas.
- Assistance publique.
- Associations déclarées.
- Syndicats professionnels.
- Cartes et plans.

Ces fonds répondent-ils aux axes du Colloque?

Pour rester dans l'esprit des axes du Colloque, nous pouvons distinguer certains fonds:

- | | |
|------------------------------------|----------|
| - Archives imprimées | 1830... |
| - Bâtiments et service du logement | 1852... |
| - Archives communales | 1853... |
| - Domaine communal | 1 856... |
| - Domaine public maritime | 1860 ... |
| - Voirie et vicinalité | 1834... |

ALGER A TRAVERS SES ARCHIVES

- Transport urbain	1881...
- Chemins de fer	1846...
- Hydraulique	1831...
- Energie, électricité, gaz	1889...
- Ports	1853...
- Cartes et plans	1830...

lesquels intéressent, pour une large part nous semble-t-il, un des trois axes à savoir "visions sur la ville et contraintes historiques".

Les archives étant choses du passé, on peut donc y trouver tous les dossiers produits par l'administration.

Le cas du fonds " Voirie et vicinalité " peut avoir un intérêt particulier du fait de l'aspect technique qu'il revêt; il présente aussi un second intérêt dans le cadre d'une recherche rétrospective car il donne une vue d'ensemble sur la viabilité et permet d'en suivre l'évolution:

- Plans d'alignement dans la ville d'Alger:	1834.
- Registres de voirie:	1858 à 1910.

C'est dire que les fonds d'archives renferment aussi bien des dossiers de projets qui ont été réalisés que des dossiers de projets qui ne l'ont pas été et sont restés à l'état d'études. Pour ces derniers, citons: plage artificielle de Bab-el-Oued; corniche des hauts d'Alger; Carrefour Gallieni (Addis Abéba); cimetière du Frais Vallon; route " express " surélevée entre Mustapha et Tafourah (1200m); funiculaires square-Casbah et Hôpital Maillot-Notre-Dame d'Afrique...

Les archives permettent aussi de retrouver le passé de cette ville: l'ouverture d'anciennes rues (Juba, du Léopard, Porte-Neuve), ou la rectification d'une nouvelle voie (rue de Chartres), ou la construction du front de mer (Bd de l'Impératrice) et des rues adjacentes, ou l'aménagement et les servitudes architecturales du quartier du Champ de Manœuvres; ou l'alignement de la rue Bab-el-Oued, ou le plan parcellaire de Zoudj- Ayoun, etc...

Il y a lieu aussi de préciser que la notice descriptive d'un article n'étant pas toujours très détaillée, il arrive que le document nous réserve une bonne surprise: configuration de monuments anciens (Caserne Kherratine, Bordj Bab-Azzoun, caravansérail du faubourg Bab-Azzoun).

Il est certain, par ailleurs, que le fonds des archives de la Wilaya ne représente qu'une partie de ce qui existe et qui

permet de faire la lumière sur Alger dans tous les domaines. Aux Archives de la Wilaya s'ajoutent d'autres structures qui détiennent des archives intéressant la ville d'Alger de manière notable. Ce sont:

I- Le Centre des Archives Nationales:

Le fonds relatif aux archives des administrations centrales de la période coloniale est très important et nombreux sont les dossiers qui intéressent la ville d'Alger. A titre d'exemple nous pouvons citer les sous-séries N et I N (Travaux publics) pour l'histoire et l'urbanisme et la série S (instruction publique- monuments historiques).

Certaines séries d'archives de la période post-indépendance peuvent aussi s'avérer indispensables à l'étude de la Ville.

Le fonds des archives de la période ottomane est particulièrement important pour l'histoire de la Médina d'Alger ou ancien Alger (1627-1860) et notamment de ses quartiers, ses monuments, ses rues, ses bains, ses fondations pieuses, ses mosquées, ses souks, ses corporations etc...

Il y a lieu aussi de signaler le fonds d'archives du service des ponts et chaussées de l'ancien département d'Alger ainsi que le fonds d'archives de la chambre de Commerce d'Alger, conservés au niveau de ce centre.

II- Les archives de l'ex Hôtel de Ville:

En matière d'informations sur la ville d'Alger, le fonds d'archives, qui est de loin le plus intéressant et le plus important, constitue la véritable mémoire de la ville. Il reste malheureusement encore inaccessible du fait du manque de personnel pour sa gestion et de l'absence de tout instrument de recherche.

Aucune procédure de traitement n'a en effet été réalisée, exception faite d'un récolement sommaire établi par le personnel des archives de la Wilaya d'Alger au cours de l'année 1999 et qui permet d'avancer la certitude que les dossiers de l'ensemble des services municipaux y sont plus ou moins représentés: délibérations du conseil municipal, arrêtés du maire, dossiers de réseaux, dossiers d'alignements, plans d'ensemble de quartier, urbanisme, dossiers d'écoles, dossiers de stades, etc...

Les archives du Bureau de l'Urbanisme d'Alger (dossiers

d'architecture: bâtiments, édifices et immeubles) dont la communication est ouverte, en principe, au public.

Les archives de la Régie Foncière (fonds de plans, cartes et dossiers du quartier de la marine et la basse Casbah) relèvent de l'autorité de l'établissement.

A ces trois structures, nous pouvons ajouter:

Le ministère de l'Habitat, le ministère des Ressources en eaux et le ministère des Travaux publics dont les services d'archives conservent des dossiers d'études techniques relatifs à la ville d'Alger remontant aux premières années de la colonisation.

Le ministère des Finances (Direction des domaines, Conservation des hypothèques),

Le ministère de la Justice (Etudes notariales),

Le ministère de la Culture (Agence d'archéologie et de préservation des sites et monuments historiques),

Le ministère des Affaires religieuses (possèdent eux aussi des archives concernant la ville d'Alger),

Enfin et en complément des structures indiquées, nous ne pouvons ne pas citer le Centre des archives d'Outre-Mer d'Aix-en-Provence et les archives militaires du Château de Vincennes où les dossiers concernant la ville d'Alger existent en grand nombre et dans tous les domaines.

Conclusion:

A la lecture de ce qui précède, nous pouvons considérer que la masse des archives relatives à la connaissance historique de la ville d'Alger est importante. Toutefois ces archives ne semblent pas avoir été très exploitées et nous ne pouvons que nous interroger sur les raisons: absence ou manque d'information, difficultés d'accès, ou désintérêt pour procéder à des recherches dans les archives.

La lecture de bon nombre d'ouvrages et articles parus depuis un certain temps sur Alger présente un caractère de compilation voire de redite qui laisse penser qu'il n'existe pas ou presque pas de nouveauté dans l'histoire d'Alger.

N'entendons-nous pas souvent la question " qu'avez-vous sur? " posée par les chercheurs, pensant trouver des

documents prêt à l'emploi pour le sujet ou le thème qui les intéresse alors que toute exploitation des archives passe par l'utilisation de l'instrument de recherche: répertoire ou inventaire.

Pour terminer nous ne pouvons que souhaiter qu'à l'avenir les recherches soient plus approfondies à travers les archives pour permettre d'avoir, peut-être, un autre regard sur la ville.

ALGER AUX ARCHIVES NATIONALES LES FONDS D'ARCHIVES RELATIFS À LA VILLE D'ALGER ET CONSERVÉS AUX ARCHIVES NATIONALES

Noura Dahmani

Résumé:

L'objet de cette communication est de présenter les documents que le Centre des archives nationales peut offrir au chercheur qui travaille sur la ville d'Alger.

Nous verrons tout d'abord ce qu'est le Centre des Archives Nationales, puis les fonds principaux relatifs à la Ville d'Alger qui ont été répartis dans deux catégories essentielles: les questions d'histoire urbaine et celles d'histoire économique et sociale.

A. Présentation du Centre des archives nationales.

Le Centre des archives nationales se situe à la rue Hassane Benaamane, les Vergers, Birkhadem, à 15 kms du centre-ville d'Alger.

Il a été créé en 1987 et le bâtiment a été inauguré en 1988. Le Centre a pour mission la conservation, l'exploitation et la communication au public du patrimoine archivistique national. Dans ce cadre, il est chargé entre autres:

- de provoquer le versement des archives des institutions et organes de l'Etat,
- d'exercer un droit de préemption ou de revendication sur les papiers et documents constituant le fonds des archives nationales quels qu'ils soient où qu'ils se trouvent et à quelque époque qu'ils appartiennent,
- de procéder au classement des archives privées présentant un intérêt historique" (Décret n° 87 - 11 du 6 janvier 1987).

Pour la concrétisation de ce programme, le Centre renferme dans ses 70 kms de rayonnages trois grands fonds:

1- Les archives ottomanes, de la période 1600-1860;

2- Les archives de la période coloniale (archives du G.G.A. et de certaines administrations et entreprises, dont les Travaux publics et la chambre de Commerce d'Alger et celui que j'ai classé: la série O: Agriculture - Commerce et Industrie - Ravitaillement;

3- Les fonds des administrations centrales et des entreprises depuis 1962, parmi lesquels on peut citer: Organisation Nationale des Statistiques (O.N.S.), Organisation des Coopératives Industrielles (O.C.I.), Finances, Planification, etc...

On y trouve également des sources imprimées (bibliothèque et fonds presse), une photothèque (5000 photos), un fonds d'archives audiovisuelles (6000 films) et une cartothèque (8000 cartes et plans).

B. Présentation des fonds relatifs à la ville d'Alger.

S'il est vrai que les fonds ont tous été mutilés lors du transfert en France en 1962, il reste encore quelques documents d'archives qui méritent de retenir l'attention des chercheurs qui travaillent sur Alger.

Par rapport à la ville d'Alger, deux grandes orientations de recherches peuvent être ouvertes: la première en histoire urbaine et la seconde en histoire économique et sociale.

1. Histoire urbaine d'Alger.

1-1. Le fonds Ottoman.

Le fonds Ottoman est connu. Les travaux d'Albert Devoux au XIXe siècle publiés dans la Revue Africaine et l'inventaire analytique qui a été réalisé par les Archives nationales montrent la richesse de ce fonds et son intérêt pour qui s'interroge sur ce que fut Alger avant 1830 du point de vue urbanistique.

Le fonds se compose de trois parties:

- 1-Beit El Beylik: actes domaniaux, 538 registres
- 2- Beit El Mal: documents financiers et fiscaux
- 4- Archives des tribunaux de la Charia: actes de l'Etat civil, actes successoraux, 14 318 documents

Tout le fonds est consultable sous forme de microfiches et microfilms, mais ce fonds ne concerne pas exclusivement Alger, certains documents sont relatifs à d'autres villes; ainsi on trouve

dans un des registres des dépenses de construction de la grande mosquée à Blida à l'époque du savant Belkacem, mufti des malékites, 1826 - 1827

- Les archives concernant les biens habous situent l'ordonnement général de la ville où on retrouve les rues et l'occupation de l'espace urbain comme les mosquées et les bains dans l'espace de la Casbah.

- Les habous de la mosquée se trouvant à Bab El Oued construite à l'époque de Abou Abdallah et de Sayed et de Hadj Mohamed de 1667 - 1676 et 1717 - 1718.

- Registre des habous de la mosquée construite à l'époque de Hocine pacha, 1688 - 1689.

- Restauration des sources, des rues, ruelles et des boutiques de la Casbah, 1784 - 1785.

Le fonds Ottoman est très riche en informations relatives à l'urbanisme, qui sont souvent très détaillées, indiquant les quartiers (houmas), les maisons, les fours (kouchas) et souvent les noms des propriétaires.

1-2. Les fonds de la période coloniale.

Pour les historiens qui s'intéressent à l'évolution de l'urbanisme algérois plus principalement durant la période coloniale, les Archives des Travaux Publics constituent une source capitale. Toute ou presque, l'évolution urbanistique de la ville rue par rue, quartier par quartier depuis 1830 y est consigné, et pour cause, les travaux publics font partie des plus anciennes administrations mises en place à Alger après l'annexion définitive de l'Algérie en juillet 1834. Et comme les territoires français étaient encore et jusqu'en 1848 limités à quelques villes côtières et principalement Alger, celle-ci accaparait l'essentiel des occupations de la Direction de l'Intérieur et des Travaux Publics.

2- a. Analyse globale du fonds travaux publics.

Le fonds des Travaux Publics se compose de plus de 2000 articles couvrant la période de 1864 à 1966. Il renferme différents thèmes tels que:

- Les constructions scolaires et hôpitaux,
- L'Habitat,
- Les rues, les quartiers,

Ce sont en général des rapports d'études, des procès-verbaux accompagnés de notes et correspondances diverses, plus des plans, croquis et photos.

Exemples de quelques liasses.

1-Projet de construction de deux groupes de maisons à étages au Clos Salembier destinés au logement des Européens et des indigènes (1936-1938):

- Rapport de l'ingénieur subdivisionnaire
- Plans des coupes et façades des bâtiments
- Devis

2- Réalisation d'une cité indigène à Ruisseau (1940-1946):

- Rapport de l'ingénieur et de l'architecte,
- Plans de: voirie,
- Trottoirs,
- Egout,
- Rues.

3- Construction de maisonnettes pour le recasement des musulmans à la cité de Climat de France (Frais -Vallon) 1940-1944:

- Rapports des ingénieurs du service de la carte géologique et du service de la Colonisation et de l'Hydraulique,
- Plans géologiques,
- Notes et lettres.

4- Construction d'un groupe d'immeubles (vieux moulins), Bab El Oued: Plans. 1931

5- Agrandissements et aménagements de la faculté de médecine 1938-1942

6- Travaux de construction de pavillons au niveau de l'hôpital civil de Mustapha 1938 - 1942:

- Rapport de l'ingénieur en chef,
- Photos.

On peut citer quelques noms d'architectes qui sont peu ou pas du tout connus alors que ce sont eux qui ont bâti Alger:

- BIENVENU
- BONNAFOUS
- BREUILLOT
- CARBONELL
- CHRISTOFLE, Marcel, Henri
- CLARO

- CRACIS et SEIGLE
- DUPIN René
- ENGEL, Maurice
- FERRAND
- GUIAUCHAIN
- LATHUILLIERE et SEILLER
- LOWE
- MONTALAND
- SALVADOR
- TAPHOUREAU
- TOMBAREL et POURCHER

2-b. Fonds Fernand POUILLON (1912-1986).

Il doit sa place particulière à la personnalité de l'architecte.

La première période algérienne est celle qui a vu la construction entre 1950 et 1957 de 5000 logements à la demande de Jacques Chevallier, maire d'Alger et notamment la réalisation en 1954 des cités de Diar el Mahçoul et Diar Saïda à Alger.

Le fonds Pouillon proprement dit concerne sa seconde période algérienne. On sait qu'après ses démêlés avec la justice française, il s'installe en Algérie entre 1966 et 1982 et travaille à bâtir des:

- Complexes touristiques et les hôtels,
- Des structures universitaires
- Des propriétés privées,
- habitats publics.

L'ensemble du fonds se compose de 1000 boîtes sous forme de plans, esquisses, études et calques ainsi que de correspondances, notes, études préliminaires et diverses pièces.

Quelques travaux réalisés par l'architecte

- Cité universitaire de Bab Ezzouar, 1975
- Complexes touristique de Tipaza (Matarès), 1968,
- Sidi-Ferruch, 1973, Zeralda, 1968,
- 1500 logements à Bordj El Bahri, 1982.

3. Documents consultables.

Les historiens auraient beaucoup à gagner en consultant ces autres sources:

3-a. Les documents iconographiques.

Le fonds se compose de reproductions lithographiques et de

photographies iconographiques qui remontent au 17ème siècle. 604 documents nous livrent de précieux renseignements tant pour la ville d'Alger que pour sa périphérie.

- La première série se compose de 154 documents à compter de 1830;
- La deuxième série se compose de documents à compter de 1970,
- La troisième série se compose de documents à compter de 1980.

Quelques exemples du fonds:

- Vue générale d'Alger vers 1830
- La Maison Carrée vers 1830
- Djamaa el Djedid vers 1850
- La porte de Bab-Azzoun

Bien sûr, Frederico Cresti a donné quelques informations sur l'iconographie de la ville d'Alger.(cf. Revue de l'Occident Musulman de la Méditerranée N°34/1982. Article intitulé: Description et iconographie de la ville d'Alger).

3-b. La cartothèque.

Les cartes et plans conservés aux Archives Nationales sont pluridisciplinaires: Administration, Géographie, Histoire, Militaire, etc...

Hélas nous ne possédons pas le plan d'Alger paru dans un atlas en 1575 à Cologne et que Monchicourt présente dans la Revue Africaine, vol. 66 (1925) pp.416-418.

Trois fonds principaux composent la cartothèque. En ce qui concerne notre exposé, les fonds qui nous intéressent particulièrement sont:

- Fonds des cartes et plans du Gouvernement général de l'Algérie composé de 3583 cartes et 2290 plans couvrant la période de 1830 à 1962 dont plusieurs relatifs à la ville d'Alger et sa périphérie comme:

- Le plan de territoire de Kouba.
- Le plan de lotissement des Haouchs, Cheraga.
- Le plan des sections d'El Biar et de Delly Ibrahim
- Fonds des cartes versé par l'Institut National de Cartographie (I.N.C.) composé de 1663 cartes couvrant la période de 1924-1963 et 1971-1991.
- Fonds des plans concernant les réalisations de l'architecte Pouillon.

Au niveau de la cartothèque, six instruments de recherche ont

été élaborés et ils sont mis à la disposition des chercheurs.

3-c. Le fonds presse: il se réduit à quatre titres.

- Travaux Nord Africains hebdomadaire 1937-1963.
- Travaux Publics et Bâtiments hebdomadaire, Alger 1949-1963.
- Travaux publics Actualités, bimestriel 1903-1964
- La Tribune des Travaux Publics, bimensuel 1946-1951

II. Histoire économique et sociale d'Alger.

Parmi les différents fonds qui m'ont été confiés, il m'a été donné de traiter celui de la Direction de l'Economie de l'Algérie, ce qui me permet aujourd'hui de faire ressortir les données ayant trait à la ville d'Alger. Ceci peut apporter un éclairage sur la vie sociale et économique qui existait à cette époque à Alger et surtout sur la politique coloniale exercée par le gouvernement français en Algérie, particulièrement la question juive pendant la Seconde guerre mondiale comme explicitée par le fonds ci-dessous.

1 - Fonds aryanisation économique.

Dans la série O: Agriculture-Commerce et Industrie-Ravitaillement on trouve une partie des archives du service de l'Aryanisation économique.

La création en août 1941 du service des questions juives placé sous l'autorité directe du Secrétaire Général du Gouvernement général est suivie en décembre de la même année de la création d'un service de l'aryanisation économique chargé d'appliquer les dispositions des lois relatives au statut des juifs et principalement celle relative aux entreprises, biens et valeurs leur appartenant. (Loi du 22 juillet 1941 rendue applicable à l'Algérie par décret du 21 novembre 1941).

L'aryanisation économique avait pour objectif d'exclure les juifs - sémites donc non aryens - de la vie économique. C'est donc un principe raciste qui est mis au service de la gestion économique.

Ce service a été dissous en 1943 et transmis à la Direction de l'Economie Algérienne.

La liquidation des dossiers ouverts explique la présence des archives de ce service au sein de la série O.

Le chercheur pourra retrouver d'une manière générale dans la série O et tout particulièrement dans les archives de ce service

de l'aryanisation économique et dans celles du ravitaillement, tous les problèmes économiques et sociaux vécus par les Algérois de toutes origines et toutes catégories sociales confondus. La localisation des biens des juifs dans l'espace géographique algérois et la réaction des uns et des autres face à la question de leur gestion devraient attirer l'attention des historiens.

Quelques exemples de dossiers traités

- Rapport de prise en charge d'immeuble urbain appartenant aux juifs et mis sous la gestion d'un administrateur provisoire, 1942-1943.
- Désignation de délégués provisoires des entreprises commerciales et industrielles privées de leurs dirigeants, 1943 - 1944.
- Réquisition de locaux administratifs, industriels, commerciaux ou particuliers, 1943 - 1944.

2 - Fonds Ravitaillement.

Grâce aux archives concernant le ravitaillement, c'est une véritable histoire sociale d'Alger qui est découverte. En effet qui en profitait? Quel domaine d'activité a été touché?

Les réponses à ces questions pourraient expliciter certains domaines de la politique française en Algérie.

Par exemple:

- Approvisionnement de l'Algérie en café et en sucre / 1947-1949
- Répartitions de tissus entre commerçants et usines / 1942-1945
- Attributions de farine aux boulangeries/ 1940
- Importations des marchandises en temps de guerre / 1938 - 1939;
- Ravitaillement de l'Algérie en blé / 1937-1938;
- Attribution des produits alimentaires à la population algérienne/1939- 1948;
- Attribution de tissus et vêtements aux grossistes indigènes et répartiteurs de tissus /1939-1948.

3 - Le fonds de la Chambre de Commerce (1833-1962).

Le fonds des archives de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Algérie est composé de 5280 cartons d'archives à caractère surtout économique, constituant des séries continues de 1833 à 1962. Elles retracent les étapes successives et les différents aspects de la mise en exploitation du pays. Ce fonds rend compte aussi de la situation économique et surtout des activités commerciales que l'Algérie a connues durant

l'occupation française.

Au niveau de la représentation des membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Algérie, il se trouvait des commerçants et des industriels algériens dont le nombre était important.

Liste de quelques membres influents de la C.C. d'Alger:

- Mustapha Tamzali
- Hamdan Ben Redouane
- Mohand Tiar
- Hassen Hafiz
- Aissaoui Othman
- Ben Marabet Hamdan,
- Bouamra Bahmed Ben Bakir
- Hadjout Brahim Ben el Hadj

En fait c'est toute la vie quotidienne des Algérois qui est inscrite dans les archives de ce fonds. On peut également y trouver.

- Les activités du port d'Alger qui dépendait de la C.C.I.A.;
- Les problèmes du coût de la vie, du chômage et des mouvements sociaux;
- Route d'Alger à Maison - Carrée par le bord de mer;
- Prix de la farine et du pain;
- Foire d'Alger;
- Prix des marchandises à Alger;
- Indices du coût de la vie;
- Autorisations de construction.

4 - Le fonds presse: il se réduit à trois titres.

- Algérie agricole et viticole, hebdomadaire, Alger (1958-1962).
- Algérie (L') Economique, bimensuel, Alger (1956-1962).
- La Tribune agricole, hebdomadaire 1957-1963

Conclusion.

Les sources relatives à l'histoire d'Alger sont réparties dans plusieurs fonds tant en Algérie qu'en France. Il est vrai que ceux conservés au Centre d'Aix sont certainement les plus consultés. Il faudrait également signaler les Archives du Génie Militaire à Vincennes. A Alger, avec l'apport des Archives des services de l'urbanisme de l'ex-APC d'Alger, et du fonds de la Wilaya, les fonds des Archives Nationales peuvent apporter leur contribution à une connaissance approfondie de notre capitale.

URBANISME À ALGER. PRÉSENTATION DES SOURCES CONSERVÉES AU CENTRE DES ARCHIVES D'OUTRE-MER

Agnès Goudail

Résumé:

Le Centre des archives d'outre-mer, situé à Aix-en-Provence, est un service délocalisé des Archives nationales dont la vocation est de recueillir, de classer et de mettre à la disposition du public les archives relatives aux anciennes colonies françaises d'Amérique, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie. Outre ces archives, d'origine publique ou privée, produites par les services ministériels chargés des colonies, par l'administration coloniale ou bien par des particuliers, le Centre des archives d'outre-mer dispose d'un fonds d'ouvrages de bibliothèque composé de plus de 100 000 volumes, d'une iconothèque de 140 000 images et d'une cartothèque de plus de 50 000 plans.

Cette communication a pour objet de présenter les ressources dont dispose le Centre des archives d'outre-mer pour l'étude de l'urbanisme à Alger. Cet exposé risque de paraître déséquilibré, tant l'essentiel de ces ressources, composées d'archives et de plans, est relatif à des projets du XIX^e siècle. Nous nous attacherons cependant à citer des fonds datant du XX^e siècle qui peuvent apporter des informations intéressantes quoiqu'un peu plus disparates sur la politique de l'urbanisme et de l'habitat en Algérie à cette époque. Pour finir, nous dirons un mot des fonds cartographiques et iconographiques du Centre des archives d'outre-mer, qui nous permettent de détenir un certain nombre de représentations d'Alger à toutes les époques.

Précisons que l'aire géographique de cette communication s'étend à Alger, mais aussi aux villages de ses environs, amenés à former sa banlieue puis à constituer le " Grand Alger ", tel qu'il a été défini par le décret du 24 février 1959 (Air-de-France [Rostomia](1), Baraki, Birmandreïs, Bouzaréa, Dely-Ibrahim, El Biar, Hussein-Dey, Kouba, Maison-Carrée [El Harrach], Oued-Smar, Saint-Eugène [Bologhine]).

I - Archives: le XIX^e siècle.

La prise de possession et l'occupation d'Alger par les Français, en 1830, conduisent l'espace urbain à des bouleversements rapides: des immeubles sont occupés par les militaires, d'autres sont mis sous séquestre, détruits ou abandonnés, les transactions se multiplient; dans certains lieux, des constructions spontanées apparaissent de manière anarchique. De plus, la ville conquise n'a pas toutes les caractéristiques qu'exige le rôle de place forte que les militaires lui ont assigné, ni les espaces et les formes correspondant aux besoins et aux habitudes des nouveaux arrivants. De ce fait, l'urbanisme est une préoccupation assez précoce pour les autorités françaises, sous deux formes quelque peu contradictoires. Elles se voient dans l'obligation de réagir, par mesure de sécurité publique, à la dégradation générale du bâti et à la " propagation des ruines " en publiant, dès 1832 et 1833, des arrêtés prescrivant l'entretien, le blanchiment régulier des maisons et la réparation des immeubles menaçant ruine. Mais surtout, il s'agit de rendre la ville, au moins en partie, conforme aux besoins des occupants, en la dotant, par exemple, de voies carrossables et de places ordonnées à l'europpéenne.

Face à ces besoins, l'organisation d'administrations aux compétences clairement départagées se fait lentement. Au début de la colonisation, plusieurs services différents interviennent dans les travaux publics, souvent de façon discordante. Le caractère militaire de l'occupation et la vocation de place forte d'Alger amènent le service du Génie militaire et la direction des Fortifications à jouer, dans un premier temps, un rôle prépondérant dans la levée du plan de la ville et la conception des alignements. Si ce rôle s'estompe progressivement, les services de l'Armée restent souvent associés aux travaux ou sont au moins consultés, tant les terrains militaires ou soumis à des servitudes particulières demeurent nombreux à Alger jusqu'à la fin du XIX^e siècle. L'administration civile n'est pas en reste: l'intendant civil nomme un architecte-voyer pour Alger dès le mois de novembre 1830. Le service des bâtiments civils et de la voirie, créé en 1843, se transforme en une direction en 1846, puis devient une part intégrante de la direction des Travaux publics dépendant du gouverneur général de l'Algérie. Plusieurs textes réglementaires pris entre 1846 et 1852 définissent les attributions respectives du Génie, du service des bâtiments civils et de celui des Ponts et chaussées. Pour finir, la municipalité d'Alger, bien que dotée dès 1831 d'un maire et d'un conseil municipal, ne sort de la tutelle étroite de l'administration centrale qu'à la faveur des ordonnances royales du 28 septembre 1847 et du 31 janvier 1848. Rendue compétente en matière de voirie et d'alignement, elle se voit

obligée de se doter de services spécialisés en 1850.

Fonds ministériels et fonds du gouvernement général de l'Algérie.

Si les fonds des autorités militaires sont conservés au Service historique de l'Armée de terre(2), si ceux de la municipalité d'Alger sont demeurés sur place, le Centre des archives d'outre-mer dispose de deux fonds essentiels pour contribuer à une vue d'ensemble sur cette période. Les fonds des services ministériels chargés du contrôle des affaires algériennes à Paris, placés jusqu'en 1871 sous l'autorité du ministre de la Guerre, puis sous celle du ministre de l'Intérieur, sont rangés dans la série F80. La série N du fonds du gouvernement général de l'Algérie regroupe, quant à elle, des dossiers provenant des services centraux chargés en Algérie des travaux publics civils depuis les débuts de la conquête. Précieuses mais nullement inédites, la série F80 et la série N ont constitué une part notable des sources utilisées par René Lespès pour son *Alger, étude de géographie et d'histoire urbaine*(3). Dans la mesure où les services qui ont constitué ces deux fonds correspondaient entre eux, leur contenu se complète et nous présenterons leurs principaux aspects en même temps.

Organisation des services.

Les séries F80 et N regroupent, en premier lieu, des dossiers sur l'organisation des services chargés des travaux publics en Algérie. Les documents qu'ils renferment, consacrés à la création et aux attributions de ces services, permettent aussi de suivre leurs activités, notamment au travers des rapports de mission de Charles Texier, inspecteur général des bâtiments en Algérie de 1844 à 1855 (F80 1254-1257, GGA N1-4, 8-14). Les travaux d'organismes même éphémères ne sont pas, non plus, sans intérêt. La commission des travaux d'Algérie, présidée par Hippolyte Lebas, membre de l'Institut, était chargée, de 1843 à 1848, de vérifier les aptitudes des architectes candidats à travailler en Algérie et de donner un avis consultatif sur les travaux à réaliser comme sur la meilleure façon de bâtir dans la nouvelle colonie (F80 1257). Entre 1858 et 1860, la commission permanente des travaux publics, instaurée auprès du ministère de l'Algérie et des Colonies, était chargée d'émettre un avis à propos des projets de travaux qui lui étaient présentés (F80 1668).

Plans d'alignement.

La série F80 et la série N contiennent, d'autre part, des dossiers sur les alignements de la ville d'Alger. Le ministre de la Guerre a eu pour attribution d'approuver les plans d'alignement d'Algérie jusqu'en 1860, avant d'être remplacé dans cette fonction par le gouverneur général.

Aussi les dossiers concernant les plans d'alignement de la série ministérielle F80 s'arrêtent-ils avant cette date (F80 811-815). Pour la même raison, des plans d'alignement sont attachés aux registres des arrêtés du ministre de la Guerre jusqu'en 1860. Quelques-uns concernent Alger, comme le plan d'alignement de la place Bresson et des rues adjacentes, attaché à l'arrêté ministériel du 23 juillet 1850 (F80 2019). Les dossiers relatifs à la voirie sont donc moins nombreux après 1860, l'intervention des services ministériels n'étant plus motivée par l'approbation des plans eux-mêmes mais par le contrôle des conventions passées par la municipalité avec des entrepreneurs ou par celui des modalités de financement. On peut citer, par exemple, le dossier relatif aux projets d'aménagement liés au dérasement des fortifications d'Alger, de 1891 à 1899 (F80 1828-1829).

Les plans d'alignement conservés dans les fonds du gouvernement général de l'Algérie couvrent une période plus longue, de 1831 à 1896 (GGA IN 3-7). Ces dossiers permettent de suivre les étapes de la transformation d'Alger et de ses extensions hors les murs. Un seul dossier est consacré à la confection du plan général d'alignement et de distribution d'Alger. Ce plan, dont la réalisation, communément souhaitée, a été ordonnée par le ministre de la Guerre dès 1836, ne parvient à sa conclusion qu'en 1858, avec toutefois des étapes intermédiaires d'importance, telles que le plan Guichain approuvé en 1846(4). Cette lenteur s'explique par les incertitudes sur le tracé de la nouvelle enceinte mais aussi par les opérations partielles d'alignement qui modifient régulièrement Alger, à tel point qu'à cette époque, même la réalisation d'un plan exact et actualisé de la ville soulève de grandes difficultés.

Manquant de documents graphiques, ce dossier contient toutefois des rapports et des correspondances échangées entre les principaux administrateurs de la Colonie, reflétant les différentes opinions de l'époque sur la vocation et l'articulation des quartiers de la ville. Au cours des années 1840, par exemple, si la ville basse semble désormais tout acquise à la population européenne, les avis divergent sur le sort à réserver à la ville haute, tantôt considérée comme un refuge pour les " indigènes " que l'humanité commande de leur laisser, tantôt comme une zone à l'abandon qu'il convient de mettre en valeur

et de transformer.

A côté du dossier de ce plan général, d'ailleurs partiellement exécuté, les dossiers de la série 1N s'attachent à 61 opérations d'alignement, simplement projetées ou réalisées, dont l'objet se limite à quelques rues ou à un quartier. Le chercheur peut y trouver, selon les cas, des plans de projet, des études, des rapports des commissions d'alignement, des rapports au Conseil de gouvernement, des délibérations du conseil municipal, l'avis des différents services techniques (Ponts et Chaussées, Génie), voire les cahiers dressés lors des enquêtes de commodo et incommodo, les protestations et réclamations des propriétaires menacés, l'approbation d'arrêtés d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les premiers alignements concernent, dès 1831, le noyau de ville constitué par la place du Gouvernement et les trois axes classés en grande voirie: la rue de la Marine, les rues Bab-Azoun [Ouanouri Mohamed] et Bab El Oued. Les dossiers retracent ensuite l'aménagement de la ville basse, avec la création de la place et de la rue de Chartres [Amar El Kama], de la rue de la Lyre [Bouzzina Ahmed], l'élargissement, l'alignement et le nivellement successifs de voies comme la rue des Consuls ou la rue Philippe. Dans les années 1860, un dossier est consacré à la construction du boulevard de l'Impératrice et du front de mer [Ernesto Che Guevara]. Des documents concernent également les voies créées dans la ville ancienne, comme la rue Randon [Ali La Pointe]. La sous-série 1N s'intéresse aussi à la création du nouveau quartier de la rue d'Istly [Ben M'Hidi Larbi], à la place du faubourg Bab-Azoun, désormais intégré dans la nouvelle enceinte fortifiée, puis aux axes qui se glissent dans les anciens fossés, comme le boulevard du Centaure devenu boulevard Gambetta [Ourida Meddad] et la place Bresson [Mohamed Touri]. Pour Bab El Oued, le Centre des archives d'outre-mer conserve des plans du projet de quartier Bugeaud réalisé par Liechtenstein et Vialar en 1845-1848. Ce fonds garde aussi trace de projets non réalisés d'extension de la ville vers Mustapha proposés à la fin des années 1850 par Vigouroux et Caillat d'une part, Genevay et MacCarthy de l'autre. Le dernier dossier de ce fonds, datant des années 1913-1924, est le seul à concerner le XX^e siècle, mais se rattache fortement aux dossiers précédents. Il s'agit du projet de transformation du quartier de la rue Bab-Azoun proposé par Andricu et Bonessio. Ce projet, transmis au gouvernement général par la municipalité d'Alger, bien qu'approuvé, ne fut pas exécuté.

La série N du gouvernement général comprend aussi des dossiers relatifs aux alignements de villages environnants d'Alger. Moins riches, ces dossiers comportent généralement le projet d'approbation du plan de distribution, d'alignement et de nivellement de la localité et un exemplaire du plan. Dans le cas

de Dély-Ibrahim, l'un des premiers villages créés par les Français en Algérie, le plan de 1855 ne fait que reprendre la disposition assez irrégulière que le village avait depuis ses débuts (1N14, 1PL 1148). Pour des villages plus récents, comme Guyotville [Aïn-Benian], le plan, précédant sans doute toute réalisation, est d'une rigueur géométrique (1N15, 1PL 1166).

Batiments civils.

La série ministérielle F80 contient des dossiers sur les édifices publics d'Alger jusqu'en 1860 (F80 1260-1277). La sous-série 2N du gouvernement général de l'Algérie couvre, dans le même domaine, la période 1831 à 1891. Beaucoup de bâtiments évoqués dans ces dossiers ont aujourd'hui disparu, comme c'est le cas, par exemple, de l'abattoir, du lazaret et du fondouk construits dans le faubourg Bab-Azoun, dans les années 1830-1840. Outre les aménagements du port et des marchés, cette sous-série concerne la construction ou l'entretien de bâtiments administratifs de toutes natures (palais du gouverneur général, préfecture, palais de justice, douanes, postes, gendarmerie, prisons), des établissements d'assistance et d'enseignement et des lieux de culte. Plus ou moins riches, ces dossiers comportent, selon les cas, de la correspondance, des projets, des avant-mètres et des devis estimatifs, des procès-verbaux d'adjudication de travaux, des plans, coupes et élévations des différents projets. Les dossiers les plus importants se rapportent au palais de justice (GGA 2N 35) et au lycée Bugeaud [Abd El Kader] (GGA 2N65-68). Le dossier relatif au palais de justice, conçu par l'architecte Gion en 1870-1874 aux abords du boulevard de l'Impératrice, comprend des avant-mètres, un devis estimatif, des plans représentant chaque niveau et les élévations de ce bâtiment projeté dans les années 1870, ainsi qu'un rapport de l'architecte sur les modifications qu'il a dû faire à son projet à la demande des magistrats. La construction du lycée dans le quartier Bab-Azoun, son transfert vers Bab El Oued et son entretien n'occupent pas moins de quatre cartons. On y trouve les délibérations de différentes commissions, de la correspondance, des devis, plusieurs avant-projets. On peut encore citer le théâtre d'Alger auquel trois dossiers sont consacrés (F80 1276-1277, GGA 2N 74). Ils témoignent du grand nombre de projets proposés depuis 1833 pour cet édifice. La réalisation de l'entrepreneur Sarlin, sur les plans de Chassériau et Ponsard, et ses incidences financières occupent une part non négligeable de ces dossiers, même si les documents graphiques se résument à des plans des précédents projets de théâtre et à des projets d'alignement des alentours de la place Royale et de la place Bresson liés à la transaction entre Sarlin et la municipalité d'Alger. En ce qui concerne les lieux

de culte, on citera l'exemple de la construction de la colonnade de la Grande Mosquée sur la rue de la Marine dans les années 1830 et la restauration des bâtiments entre 1849 et 1858, au sujet de laquelle le Centre des archives d'outre-mer conserve quelques rapports et plans (GGA 2N58).

Autres fonds.

Pour la période du XIX^e siècle, il convient de citer quelques autres fonds, de moindre importance, dont la consultation paraît cependant intéressante. Un comité de gouvernement établi auprès de l'intendant civil du royaume d'Alger par arrêté du 16 octobre 1830 préfigure le Conseil d'administration créé en 1832 qui, sous le nom de Conseil de gouvernement et moyennant quelques modifications, a perduré jusqu'en 1956. Ce conseil avait un rôle consultatif auprès du gouverneur général pour certains projets de lois, décrets et règlements. Il donnait notamment son avis sur les plans d'alignement et sur toutes les opérations touchant au Domaine et aux expropriations pour cause d'utilité publique. Les procès-verbaux de ses séances, conservés sous les cotes GGA 3F 1-326, peuvent s'avérer intéressants, surtout à ses débuts, alors que beaucoup de délibérations étaient consacrées au domaine public dans la ville d'Alger.

Mentionnons aussi, pour mémoire, les fonds de la préfecture d'Alger conservés au Centre des archives d'outre-mer. Malgré une grande pauvreté en matière d'urbanisme et d'architecture, on remarque, dans la sous-série 4M, vouée aux travaux de colonisation, un dossier relatif à la construction du lazaret du faubourg Bab-Azoun. Pour les villages entourant Alger, la même sous-série comprend des dossiers relatifs à des projets de programmes d'adduction d'eau et de voirie, où il n'est, toutefois, pas précisé si la réalisation a bien eu lieu.

II. Archives: le XX^e siècle.

Les sources conservées au Centre des archives d'outre-mer sont moins nombreuses pour le XX^e siècle. Elles ne constituent pas de séries homogènes. En effet, le Centre ne dispose pas des archives des services spécialisés dans les travaux publics en Algérie, alors que le rôle de plus en plus important du gouverneur général ne laisse aux services ministériels qu'un contrôle assez lointain dans ce domaine. Les dossiers que nous allons décrire sont donc, rarement, de nature précise et très limitée sur des projets d'urbanisme, et le plus souvent de nature très générale sur la politique de l'urbanisme et de l'habitat, l'une des priorités affichées par

l'administration de l'Algérie après 1940.

Les Archives ministérielles.

Alors que la série F80, que nous avons évoquée, s'interrompt vers 1905, la série 81F qui lui fait suite ne commence que vers 1940, à cause d'une importante lacune dans les fonds. A partir des années 1940, l'un des principaux rôles des services ministériels est de contrôler l'applicabilité des lois et de la réglementation métropolitaines en Algérie. Dans 81F, série riche de plus de 2000 articles, seule une quinzaine de dossiers se rapportent à l'urbanisme ou à la politique d'habitat et de logement social, envisagés le plus souvent sous l'angle juridique et réglementaire. Sur Alger proprement dit, on trouve, par exemple, l'approbation de l'avenant de 1948 à la convention passée entre la municipalité d'Alger et la régie foncière en 1931 à propos de l'aménagement du quartier de l'ancienne préfecture. Un autre dossier est relatif au contrôle des organismes d'habitat à bon marché ou à loyer modéré. On y trouve aussi des documents et quelques photos sur les réalisations de cités de recasement à Hussein-Dey et Maison-Carrée [El Harrach] par la Compagnie immobilière algérienne. Ce fonds comporte, par ailleurs, des documents plus généraux sur la politique d'urbanisme et les investissements dans ce domaine. On peut consulter à ce sujet les dossiers relatifs aux plans d'équipement. Considéré comme un point important de la politique française, l'habitat et le logement social fournissent un sujet à des articles ou des plaquettes destinées à promouvoir l'œuvre de la France en Algérie. Diar-Es-Saada, réalisation de Fernand Pouillon, en est un exemple.

En complément de ce fonds, il faut rappeler que les archives du ministère français de l'Équipement comprennent des dossiers sur l'urbanisme à Alger, et notamment sur le contrôle de la gestion des organismes d'habitat à bon marché. Rappelons que les fonds de ce service sont conservés au Centre historique des archives nationales pour la période antérieure à 1958 et au Centre des archives contemporaines à Fontainebleau pour la période postérieure à cette date.

Archives du gouvernement général de l'Algérie.

Les documents provenant du gouvernement général de l'Algérie sur la question de l'urbanisme à Alger au XX^e siècle ont un caractère relativement rare et isolé.

Cabinet civil des gouverneurs généraux.

Le gouverneur général, haute autorité de l'Algérie, disposait d'un cabinet civil, tout comme les responsables qui lui ont succédé: un ministre de 1956 à 1958, un délégué général du gouvernement en Algérie jusqu'en 1961 puis un haut-commissaire de la France en Algérie jusqu'à l'indépendance. Le Centre des archives d'outre-mer a recueilli les archives de ces différents cabinets, produites entre 1930 et 1962. Celles-ci constituent une mine de renseignements puisque les documents qu'elles contiennent touchent à tous les sujets qui ont attiré l'attention du gouverneur ou de ses conseillers; en revanche, les dossiers y sont généralement assez minces. En ce qui concerne l'urbanisme à Alger, on peut y trouver des documents relatifs aux grands projets d'urbanisme, comme celui de Tony Socart pour le quartier de l'ancienne préfecture: le dossier comporte uniquement des plans d'alignement, des tirages de plans des différents bâtiments prévus autour du nouveau Palais de Justice et de dessins des réalisations projetées (GGA 5CAB 43). Le contrôle administratif et financier des affaires municipales nous permet de disposer de documents généraux sur la politique d'urbanisme à Alger, comme ce rapport de 1944, très critique envers les réalisations somptuaires et les dépenses de la municipalité (GGA 5CAB 56), ou un rapport sur la création des cités satellites du Clos-Salembier [El Madania], de Climat-de-France et des Annassers (GGA 9CAB 113). La politique de résorption de l'habitat précaire est également une préoccupation récurrente. On peut citer, par exemple, un dossier relatif aux bidonvilles, comprenant un recensement des 58 sites de bidonvilles existant à Alger en 1947, dressé par les services techniques de la ville et accompagné d'une carte de situation (GGA 9 CAB 115).

On peut aussi découvrir des documents relatifs à des projets de bâtiments publics, parfois accompagnés de tirages de plans et de devis estimatifs, comme pour le foyer civique d'Alger de 1947, ou le terrain de sport et la maison du Peuple d'Hussein-Dey, vers la même époque.

Des groupements ou associations interviennent auprès du gouverneur pour proposer des réalisations. C'est le cas des Groupes Laïques d'Alger qui souhaitent réaliser un centre d'accueil universitaire au Parc Stéphan ou du comité de défense de la Casbah d'Alger.

L'Association musulmane des sans-logis propose, en 1950, des projets d'habitations collectives de style hispano-mauresque " dont elle fournit des plans (GGA 9CAB 140). Les procès-verbaux de la Commission consultative du fonds de dotation de l'habitat, chargée de répartir les crédits pour les opérations liées au logement social en Algérie, se

retrouvent dans plusieurs articles (GGA 9CAB 140, 10CAB 162). Pour l'année 1962, enfin, on citera un bilan imprimé de l'aménagement et de la construction en Algérie, datant du mois de mars (GGA 16 CAB 1).

Equipement.

La série L du fonds du gouvernement général de l'Algérie est consacrée aux travaux de colonisation. On y trouve pourtant des demandes de subventions pour des travaux d'adduction d'eau dans Alger et les communes avoisinantes: les dossiers correspondants concernent quelques projets datant des années 1900 à 1930. Citons un dossier relatif à la régularisation de l'Oued Smar à différents endroits de son cours et notamment sur le territoire de Maison-Carrée [El Harrach]. Il regroupe des plans et des profils, un rapport, un devis, un avant-mètre et un cahier des charges de ce projet daté de 1910 (GGA 38L 24).

Plan.

La série 1Y du gouvernement général se compose des dossiers du plan d'action communal de 1946, lancé par le gouverneur général Chaigneau suivant les principes d'un plan d'action en faveur des populations françaises musulmanes dont le Comité français de libération nationale avait posé les bases en 1943. Pour chaque commune algérienne, ce plan devait servir à établir un programme d'équipement pour la période 1947-1951 et à définir les besoins à satisfaire lors de programmes ultérieurs. Les dossiers préparés par les municipalités ont été retournés à la direction des Réformes du gouvernement général après avoir été examinés par les sous-préfets, les préfets, les ingénieurs des Ponts et chaussées ou même le recteur de l'Académie d'Alger. Contenant des documents ronéotypés et des reproductions de plans, ces dossiers ont été diffusés en de multiples exemplaires. Ils se composent de dix rubriques parmi lesquelles figurent "urbanisme et travaux d'édilité", "habitat", "viabilité". Le Centre des archives d'outre-mer ne conserve pas de dossier complet pour la ville d'Alger, mais seulement pour ses communes limitrophes. Le dossier consacré à Birmandreïs insiste notamment sur le déficit d'équipements collectifs et comprend des cartes imprimées présentant les projets d'équipement en matière de transports en commun ou de réseaux d'eau (GGA 1Y6). Le dossier réalisé par la municipalité de Maison-Carrée [El Harrach] contient un rapport sur l'habitat qui dresse un historique de la localité et de sa population. Il est accompagné d'une carte de la commune et de plans-types de logements sociaux prévus

pour reloger les familles de la cité du PLM, victimes de l'explosion d'un train de munition en 1943 (GGA 1Y 24).

Les articles cotés 9N1 et 2 du fonds du gouvernement général sont relatifs à l'exécution du plan d'équipement de l'Algérie pour 1949-1952. Ils comprennent notamment des rapports sur l'état d'avancement des travaux prévus au plan, parmi lesquels figurent des travaux de voirie à Alger.

Autres fonds.

Assemblée algérienne.

L'Assemblée algérienne, créée en application de la loi portant statut organique de l'Algérie du 20 septembre 1947 et chargée de gérer les intérêts propres à l'Algérie en accord avec le gouverneur général, avait le pouvoir de prendre des décisions dans certains domaines. Elle comprenait une commission de l'habitat dont les comptes rendus de séances ronéotypés sont conservés sous les cotes GGA 7F 60-90 (1948-1956).

Sections administratives urbaines.

En 1955, des sections administratives spécialisées ont été créées dans certaines localités rurales d'Algérie. La mission des officiers qui les dirigeaient était de surveiller, de protéger et d'assister les populations civiles. L'année suivante, sont apparues les sections administratives urbaines, destinées à jouer un rôle similaire dans les villes, et notamment dans l'agglomération algéroise. Si l'essentiel des archives provenant de ces sections se rapporte à la situation politique et au maintien de l'ordre, on y trouve parfois des données d'ordre économique et social. Le chef de la SAU du Clos-Salembier [El Madania] a, par exemple, réalisé une monographie qui décrit la répartition de la population et des différents types d'habitat dans ce quartier. Les rapports périodiques des SAU, tels ceux de la SAU du Climat-de-France, contiennent incidemment des notations sur l'habitat, la progression des travaux ou l'état des nouveaux logements sociaux.

III. Cartothèque et photothèque.

Comparé à d'autres territoires, l'Algérie, et particulièrement Alger, n'occupent pas une place prépondérante dans nos fonds cartographiques et iconographiques, mais les documents conservés par le Centre des archives d'outre-mer méritent d'être présentés.

Collections cartographiques.

Une grande partie des plans de la série 1N du gouvernement général, consacrée aux alignements, a été placée dans la cartothèque pour des raisons de conservation. Nous en avons parlé plus haut. Pour le reste, le Centre des archives d'outre-mer conserve un petit nombre de cartes manuscrites et surtout imprimées d'Alger. Beaucoup de ces dernières ont été dessinées par les services de l'Armée. On peut signaler, entre autres, un plan militaire d'Alger de 1829, montrant essentiellement son port et ses fortifications, levé en préparation de l'expédition d'Alger de 1830, le plan levé par des officiers d'état-major de la brigade topographique d'Afrique, sous la direction du général Pelet, en 1832, le plan général d'Alger dessiné par Charles Delaroche vers 1848, un calque de 1863 montrant la place d'Alger par Juliat, chef d'escadron d'artillerie, un plan général de la ville levé par V. Roger en vertu d'une délibération du conseil municipal de 1869, et divers plans imprimés publiés avant 1962.

Collections iconographiques.

Les collections iconographiques du Centre des archives d'outre-mer ont pour base essentielle le fonds des archives de l'ancien ministère des Colonies, mais elles se sont enrichies de documents reçus en don ou achetés sur le marché de l'art. Dans le domaine de l'Algérie, outre des achats réguliers, la dation Zouméroff, du nom d'un collectionneur français, a doté notre service de documents prestigieux.

A cette dation, nous devons les plus anciennes vues d'Alger que nous possédons: le recueil de lithographies de Lessore et Wyld, publié en 1835, d'après des dessins réalisés par ces deux artistes en 1832-1834. 41 lithographies sont consacrées à des vues et des scènes de genre prises dans un Alger qui paraît encore presque intact. On note par exemple une vue de la rue Bab El Oued avant son élargissement. Les lithographies sont accompagnées de commentaires intéressants. Nous conservons aussi un carnet, daté de 1839, de croquis et dessins d'un capitaine du 41^e de ligne, qui s'attache à des types humains mais aussi à des lieux d'Alger et de ses environs (mosquée Sidi Abd-er-Rahmane, fontaines de Birkhadem ou Birmandreïs).

Pour la décennie suivante, on peut citer un album de vues prises au daguerréotype par Bettinger, lithographiées par Champin et H. Walter, paru en 1847, dont un certain nombre de gravures sont consacrées à Alger. Autre fleuron de la dation Zouméroff, les albums des provinces d'Alger, Oran et Constantine, réalisés par le photographe Moulin lors de son

voyage en Algérie, en 1856, et offerts au général Daumas. Ces photographies, bien connues par ailleurs, offrent des vues de villes mais aussi de personnages officiels français ou algériens, s'éloignant quelque peu des images et des scènes conventionnelles. Pour Alger, on retiendra le fameux panorama vu de la mer, mais aussi des vues de la place du Gouvernement, de la rue de la Marine, de la Jenina et des rues de la Casbah. Moulin s'est également intéressé aux intérieurs: on notera une belle vue des salons du procureur d'Alger, avec son plafond stucqué.

Les images de Leroux, photographe d'Alger dans les années 1880-1900, sont également bien connues. Le Centre des archives d'outre-mer conserve de lui tirages isolés et albums. Pour la même période, existe une collection de plaques de verre dont l'origine n'est pas identifiée, mais parmi lesquelles une quarantaine de vues représentent différents lieux d'Alger.

Portant essentiellement sur les années comprises entre 1880 et 1930, notre collection de cartes postales réunit plus d'un millier d'images d'Alger (vues urbaines et scènes de genre), sans compter celles des villages environnants qui permettent de visualiser leur évolution urbanistique. Mentionnons aussi, pour mémoire, les albums d'établissements scolaires publiés par Toute et Petitin, essentiellement consacrés à des photos de classes, qui comportent aussi des vues des établissements, comme le lycée de jeunes filles d'Alger (1913) et l'école normale d'instituteurs de la Bouzaréah (1934-1935).

Pour la période postérieure à la Seconde guerre mondiale, les documents iconographiques dont nous disposons sont peu nombreux. Il faut citer un album photographique conservé dans la série 81F, qui représente quelques vues d'Alger et des grands ensembles qui s'y construisent.

Enfin, une collection de photographies aériennes datant des années 1950, dont 25 sont consacrés à Alger permet de constater l'évolution du tissu urbain.

Après ce tour d'horizon des fonds du Centre des archives d'outre-mer, j'espère avoir convaincu de tout l'intérêt historique de nos collections. Certes, elles concernent essentiellement des projets et des programmes, sans contenir de documents techniques sur leur réalisation dans les cas où celle-ci a effectivement eu lieu. De ce fait, elles donnent souvent une image d'Alger à l'état de projet, alors que les informations sur les transformations réelles se trouvent la plupart du temps, sous forme plus ou moins allusive, dans des documents écrits.

Si nos fonds ne sauraient donc se suffire à eux-mêmes et s'ils méritent d'être complétés par la consultation d'autres archives

plus techniques, j'espère avoir convaincu qu'ils valaient cependant une visite. Rappelons qu'en matière de présentation d'archives, il ne peut être question d'exhaustivité. Bien souvent, seule l'étude approfondie et minutieuse des dossiers permet de révéler toute leur teneur et de mettre au jour des éléments inédits. Cette tâche revient naturellement aux chercheurs et aux historiens.

Si j'ai tenté de mettre en lumière les richesses des fonds du Centre des archives d'outre-mer, je ne méconnaissais pas qu'il existe, en Algérie comme en France, d'autres fonds de grand intérêt. Pour la France, j'ai cité les archives du ministère de la Défense et les Archives nationales. Il faudrait dire un mot des archives privées d'architectes recueillies par différents établissements. Citons, par exemple, le fonds Paul Tournier, architecte de la Maison de la radio à Alger, conservé au Centre historique des archives nationales, le fonds Roland Simounet au Centre des archives du monde du travail, le fonds Le Corbusier à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts. D'autres fonds sont conservés par l'Institut français d'architecture et par des services d'archives départementales.

(1) Nous avons placé entre crochets le nom actuel des localités ou des rues, quand nous avons pu le trouver.

(2) Il s'agit des archives du commandement du Génie d'Alger (SHAT 1H 400-997), des archives des directions des travaux du Génie en Algérie et du fonds du dépôt des fortifications. Ces archives sont connues en particulier pour leurs collections de cartes et plans.

(3) Lespès, René. *Alger, étude de géographie et d'histoire urbaine*, Paris, librairie Félix Lacan, 1930. Les cotes de la série F80 citées dans cet ouvrage demeurent valables; les cotes de la série N du gouvernement général de l'Algérie ont, en revanche, subi des modifications.

(4) Le Centre des archives d'outre-mer ne conserve pas les originaux du plan général de la ville de 1846. Lespès soulignait déjà qu'il lui avait été impossible de les retrouver dans les différents services d'archives qu'il avait fréquentés (op. cit., p. 280, note 2). Il renvoyait au plan dessiné par Ch. Delaroche vers 1848, publié avec l'autorisation du ministère de la Guerre. En revanche, le Centre des archives d'outre-mer conserve un extrait du projet de plan intitulé: "projet des rampes Est et de la rue du Rempart Bab-Azoun" envoyé au ministre de la Guerre en mars 1846, dont les dispositions ont été réalisées (F80 814).

CHRONIQUE D'UNE CITE ANTIQUE

Nacéra Bensseddik

Prisonnière de son triangle protecteur, la cité était destinée à endurer les transformations mutilantes de bâtisseurs sans imagination. Respectées pendant des siècles par ses habitants, la plupart de ses ruines antiques servirent de matériaux de construction pour les fortifications, les édifices publics et les luxueux palais qui s'élèvent de toutes parts dans la ville ottomane. L'archéologue peut-il espérer récupérer des lambeaux de la cité antique afin de corriger la vision gravement lacunaire que nous avons de son histoire, quand on sait que la première ville française a été littéralement encastée dans l'Alger turc(1), dans la partie basse de la ville, entre les remparts, le port et les rues Bab-Azzoun et Bab-el-Oued, précisément là où s'étendait la cité d'Icosium, entraînant la découverte puis la destruction ou le réenfouissement des vestiges de l'époque romaine(2). Parce que les données historiques d'Icosim numido-punique et Icosium romaine sont d'origine presque exclusivement archéologique, l'actualité urbanistique avec son cortège d'effondrements de quartiers entiers de la vieille ville et de projets de construction dévastateurs, est dramatique. En l'absence d'une prise en charge du patrimoine archéologique, ça et là miraculeusement restitué, d'un Alger antique dont l'histoire reste encore à écrire chimère ou simple entreprise périlleuse et solitaire?, ce bilan est incantatoire(3).

Icosim

Entre la plage de Bab el Oued, battue par les vagues, et la baie de l'Agha, exposée aux vents du nord et de l'est, quatre îlots peu éloignés de la terre, présentaient le double avantage d'un excellent mouillage pour les bateaux et d'une position facile à défendre; la présence à 250m de là d'une véritable acropole naturelle d'où la vue domine toute la baie complète l'image d'un site

phénicien. 'Yksim " Ile des mouettes ", " Ile des hiboux " ou " Ile des pleines lunes ", y a vraisemblablement été fondée au IIIe siècle av. J.-C. Les documents à notre disposition sont exclusivement archéologiques(4):

1. Un ex-voto punique trouvé rue du Vieux palais.

2. Un sarcophage monolithique en pierre découvert en 1868, en partie engagé dans un caveau creusé dans le rocher, dans le jardin



Fig.n°1: Pièces de monnaie d'Icosim (avers et revers).
Musée national des antiquités

Marengo. Couvert de deux dalles, il contenait un anneau d'or, un bijou fait d'un fil d'or enroulé en spirale (élément de collier?) et une amulette égyptienne figurant Anubis, un fragment d'une autre amulette, des fragments d'anneaux en verre bleu, des fragments de perles en terre avec décor jaune et rouge; un vase en terre cuite était posé à côté du sarcophage.

3. Un pot contenant 158 monnaies puniques en plomb (154) et en bronze (4), frappées entre le milieu du IIe siècle et le milieu du Ier avant J.-C., a été découvert, en 1940, au cours de démolitions dans le quartier de la Marine(5). A l'avers une tête d'Isis-Astarté couronnée et coiffée en bandeaux; en face d'elle, une Victoire aux ailes éployées tend une couronne de fleurs. Isis couronnée par la Victoire ou personification d'Alger? Au revers, un personnage masculin, barbu et portant, sur la

tête, trois protubérances (rayons?), vêtu d'une tunique à mi-cuisses: Melqart/Hercule (cf. la légende de Solin sur la fondation d'Alger par des compagnons d'Hercule). Il est accompagné d'une légende punique IKOSIM (fig. n°1).

En 1941, dans le même quartier était découvert un trésor composé de monnaies d'Icosim associées à des monnaies royales massyles, découverte qui échappa aux services officiels(6). Ce dernier lot a été daté de 150-140 avant J.-C.

4. Toujours dans le quartier de la Marine, un puits de 19m75 a été découvert, en 1952, à l'emplacement du bâtiment du Trésor. Fouillé jusqu'à une profondeur de 14m50, il était tapissé de plusieurs couches de poteries superposées qui ont permis d'établir pour l'Antiquité trois niveaux chronologiques bien distincts:

A. Au fond, au-delà de 13m, poterie noire et grise comportant des tessons de Campanienne datable des IIIe, IIe et Ier siècles avant J.-C. Époque plus reculée que celle des monnaies d'Icosim, celle où des relations commerciales soit avec l'Italie du sud, soit avec les colonies grecques du sud de la Gaule ou de la côte orientale de l'Espagne. Au même niveau se trouvait un bol à pâte blanche fabriqué dans les ateliers gaulois de la vallée de l'Allier.

B. Entre -13m et -8m45, poterie rouge vernissée: Arezzo, gallo-romaine de Lezoux et Graufesenque (à partir des Flaviens).

C. Entre -8m45 et -6m40, poterie romaine courante seulement, de plus en plus grossière, sans vernis et sans décor en relief (IIIe, IVe et Ve siècles).

La rareté des documents relatifs à la vie économique dans la cité antique donne encore plus d'éclat à la découverte de ce puits dépotoir; l'étude du matériel nous a renseignés sur la vie quotidienne à Icosim-Icosium entre le IIIe siècle avant J.-C. et le IVe ou le Ve siècles.

apr. J. -C. ainsi que sur les relations commerciales de la cité avec l'Italie du sud, l'Espagne et la Gaule. Possession du royaume numide puis du royaume maure de Bocchus et de ses successeurs, Icosim appartient, de 25 avant J.-C. à 40 apr. J.-C., au royaume vassal de Rome de Juba II puis de Ptolémée. Une colonie de vétérans y fut alors fondée. A cette période intermédiaire appartiennent une monnaie de Cléopâtre VII trouvée en 1950 dans le centre d'Alger ainsi que le rattachement des colons, citoyens romains de la cité, à la ville espagnole d'Elche (Plin., III, 19). Témoignage supplémentaire de l'existence dans l'ouest de l'Afrique d'une civilisation ibéro-punique face à la civilisation gréco-punique de la partie orientale. Pour ces citoyens romains, Icosium a eu des magistrats municipaux romains avant l'annexion du royaume (2 dédicaces latines de L. Caecilius Agilis dont une a été encadrée dans le minaret de la Grande Mosquée).

Icosium

Supprimé en 40 par Caligula, le royaume maure fut partagé en 43 en deux provinces, la Maurétanie Tingitane et la Maurétanie Césarienne dont fit partie Icosium. Promue au statut de colonie de droit latin par l'empereur Vespasien, la ville s'étendait au nord jusque vers la place de Bab el Oued, au sud jusqu'au square Port Saïd (Bresson), à l'ouest jusqu'à la Casbah, le noyau se trouvant dans le quartier de la Marine. Diverses découvertes archéologiques effectuées à l'époque coloniale permettent d'en préciser les limites.

Les nécropoles

Parce que la législation romaine interdit d'enterrer les morts à l'intérieur des cités, il suffit de repérer les nécropoles pour fixer les limites d'une ville. Des tombeaux ont été localisés au-delà de Bab-Azzoun tandis qu'une véritable nécropole était découverte autour du jardin Marengo(7). En creusant les fondations du lycée Bugeaud, on a trouvé à 12m de profondeur, plusieurs sépultures romaines dont trois tombeaux importants (un à hypogée et columbaria) qui ont fourni un précieux matériel (urnes cinéraires en verre) visible au Musée national des antiquités. On ne s'explique pas la découverte, en 1859, de deux tombes à l'intérieur des remparts, aux 12 et 14 rue de Bab-el-Oued(8).

Les remparts

La ville antique, entourée d'une enceinte fortifiée qui ne résista pas en 371-372 au prince berbère révolté Firmus (qui mit à sac Icosium puis le rendit en 373 au général Théodose, avec tout le butin qu'il avait pris), s'étendait alors sur le quartier de l'Amirauté, îlots compris, jusqu'à mi-pente de la Casbah actuelle. On n'en a malheureusement reconnu avec certitude que sept morceaux, car ce qui restait du rempart romain, après les destructions de Firmus puis des Vandales, qui ont pris Icosium, a été réutilisé dans les remparts berbères du Xe et ottomans du XVIe siècles.

Les voies et les maisons

Des traces de rues et d'égouts ont été repérées lors des brutales interventions démolitions/reconstructions qui ont affecté le tissu urbain au milieu du XIXe: en plusieurs points de la rue de la Marine, près de la place des Martyrs (du Gouvernement), sous la Jenina, le long de la rue de Bab el Oued, rue d'Orléans, rue des Consuls (n'existe plus) et à l'angle de la rue de Bab-Azzoun et de la rue Kerar Smaïn (du Laurier). Les alluvions qui recouvraient ces voies romaines constituent une couche d'abandon qui correspond à une longue période de silence - fin de l'Antiquité? Haut Moyen-Age -, où le site n'a plus porté qu'un habitat léger ou considérablement réduit jusqu'à la refondation de la ville au Xe siècle par le prince ziride, Buluggin, sous le nom d'El Djezaïr Beni Mezghenna.

1. D'importantes constructions ont été reconnues rue de la Marine.
2. Les vestiges d'une maison décorée d'une mosaïque onmentale et d'une réserve à grains reposaient sous 5m de remblai à l'angle du boulevard Amara Rachid (des Palmiers/Amiral Pierre) et de la rue de la Licorne (n'existe plus).

CHRONIQUE D'UNE CITE ANTIQUE

3. Lors du percement du boulevard des Palmiers, deux gros murs perpendiculaires à la mer ont été repérés près de la rue des Lotophages; colonnes et pierres de taille ont été exhumés non loin.

4. 18 rue des Lotophages, sous l'ancienne bibliothèque, une mosaïque en place et une tête en marbre dans les déblais(9). Plus d'un siècle plus tard, lors des travaux de restauration de ce même quartier du "Bastion 23", on a mis au jour, au cours de l'année 1990, des structures de l'époque romaine, dont une salle pavée de mosaïque(10). De l'autre côté de la rue, un conservatoire de musique est en voie d'achèvement, en dépit d'une décision de justice ordonnant l'arrêt de la construction illicite et sans qu'aucune investigation archéologique ait été entreprise sur un terrain parsemé de céramique antique(11).

5. Entre le boulevard de la République (?), la rue Duperré et la rue Lamoricière, deux citernes, des caveaux et divers débris antiques ont été découverts en 1870 à 4m au-dessous du sol

même orientation, large de 5m60 à 5m85, bordée de trottoirs de 2m60 en arrière desquels se dressaient des blocs cubiques, restes des chaînes de pierres de taille qui armaient les murs des maisons riveraines. Les chantiers de fouilles de sauvetage du quartier Lallahoum, restés inachevés depuis près de 10 ans, ont confirmé l'importance de cette zone (fig.n°2).

9. Au nord, les fouilleurs ont mis au jour une vaste maison de l'époque romaine tardive dont la partie dégagée de la cour, pavée de mosaïque (fig. n°3), est dotée d'un bassin semi-circulaire en *opus tessellatum* figurant dauphin, poissons et canards (fig. n°4). Sur le même site, des silos de la fin de l'Antiquité ou du Moyen-Âge et des chapiteaux de l'époque ottomane attestaient la continuité de l'occupation humaine.

La fouille interrompue, le site a été presque totalement livré aux autobus après avoir servi pendant des années de dépotoir et de refuge bachique(14).

10. Vers l'entrée de la rue de la Lyre, se trouvaient des substructions romaines(15).

11. Rue du Vieux Palais, furent découverts diverses substructions dont quelques-unes en grand appareil, une base de colonne en place, un conduit antique, des restes de mosaïques, un fût de colonne en brèche africaine; un chapiteau corinthien du IIe siècle, qui appartenait vraisemblablement à un édifice d'une certaine importance, en provient également(16).

12. La place de Chartres (Amar el Kama) a livré des substructions romaines et des monnaies du Bas-Empire(17).

13. Au 11bis rue d'Isly (Larbi Ben Mhidi), on a mentionné la présence d'un mur antique " fort long, à peu près parallèle à la rue d'Isly " et épais de 0m50 environ, ce qui représente l'épaisseur courante de maisons ou d'édifices romains(18).



Fig.n°2 Plan (d'après Le plan des rues d'Alger, INC, 1999). Chantiers de fouilles du quartier Lallahoum

actuel(12).

6. Sous le Palais Consulaire, on a signalé deux murs romains en pierres de taille.

7. De la rue des Consuls proviennent un fragment de sculpture féminine et une inscription latine mentionnant un *praetor candidatus*(13).

8. Rue de Bab el Oued, le plan de S. Gsell signale aux n°11, 12 et 13 les vestiges d'une voie dallée sud-nord, à peu près de la

Thermes

Parmi les édifices publics de la ville romaine, on a signalé l'existence de deux édifices thermaux, l'un à l'emplacement de la cathédrale (Djamaa Ketchaoua), l'autre sous l'église Notre Dame des Victoires (Djamaa Ali Bitchin). Dans les premiers, des pavements mosaïqués, dont la plus grande partie a disparu, recouvraient des citernes(19); des chaises de bain découvertes non loin de là, au 14 rue de Juba, en provenaient. S. Gsell identifie ces thermes à la " maison de divertissement " décorée de mosaïques (" Dar el mal'ab ") signalée au XIe siècle par El Bekri.

Les édifices culturels

De la vie religieuse à Icosium, nous ne disposons que de rares témoignages. Outre la Triade Capitoline, non attestée mais très



Fig.n°3: Mosaïque du pavement (détail 1)

certainement honorée, le culte de Saturne et celui du dieu perse Mithra y avaient leurs fidèles. Un ex-voto, dédié au grand dieu cosmique de l'Afrique romaine, a été exhumé au cœur de la cité, à 100m du port(20). La dédicace mithriaque provient des travaux de fondations de l'ancienne mairie, rue du Vieux Palais. Une tête de Pomone, divinité des jardins, a été découverte dans les fondations d'une maison près de la citadelle(21). Une autre tête couronnée d'épis est considérée comme celle de la grande déesse agraire, Cérès(22). Si on ne sait rien des débuts du christianisme, ici comme ailleurs, on connaît, en revanche, trois de ses évêques, deux catholiques et un donatiste, ce qui montre que Icosium n'a pas été épargnée par le fameux schisme qui déchira l'église d'Afrique: Crescens, le donatiste, qui participa à la conférence de Carthage de 411; Laurentius, le catholique, présent sur la liste des 217 évêques convoqués à Carthage en 418; Victor, évêque de la ville sous domination vandale, aurait assisté au colloque de Carthage organisé en 484 par le roi vandale Hunéric. Icosium a peut-être reçu la visite de saint Augustin. La présence de chapiteaux et d'une *fenestella confessionis*, datés des Ve et VIe siècles, atteste l'existence d'édifices du culte chrétien encore à cette époque. El Bekri, géographe arabe du XIe siècle, frappé par l'importance des vestiges antiques de la ville, mentionne notamment " une église très vaste dont il reste un mur arrondissant d'orient en occident, lequel servant aujourd'hui de kibla légale lors des deux fêtes, est ornée de nombreuses peintures et images encadrées... "(23); A. Berbrugger considérait les vestiges découverts rue de la Marine, près de la Grande mosquée, comme des " débris de la



Fig.n°4: Mosaïque du bassin

vaste église"(24). Là aussi, à quelques mètres d'un monument historique classé, la Grande mosquée, un parking a été construit, il y a quelques années, en toute illégalité et sans aucun contrôle archéologique.

La vie économique

En dehors de la céramique des niveaux B et C du puits-dépotoir fouillé en 1952, quelques documents nous renseignent modestement sur les activités économiques de la cité romaine. Les fouilles du Vieux palais ont fourni une anse d'amphore estampillée(25). La découverte d'une pierre de contrepois de pressoir, dans le quartier de la Marine, révèle la présence d'une huilerie près du port(26). Il faut ajouter un moulin romain dans le chantier de l'hôpital civil de la rue Bab-Azzoun et, dans le voisinage, des tuiles romaines de grandes dimensions(27).

Aux environs de la ville

Les hauteurs, au-delà des limites de la cité, devaient être parsemées de villas rurales semblables à celles du territoire de Caesarea (Cherchell). Une statue de Pomone trouvée à El Biar et deux autres statues posées sur une mosaïque à Ben Aknoun sont des images de divinités de la végétation provenant probablement de petits sanctuaires ruraux. Des quartiers résidentiels occupaient aussi la bande littorale, notamment sur la voie d'Icosium à

sauvegarde et la promotion du patrimoine archéologique algérien); voir le bulletin de cette association, Athar, n°1, avril 1989.

(12) A. DEVOULX, Chronique, Rafr, 1871,; Icosium, Rafr, 1875,.

(13) Découvertes épigraphiques, Rafr, 1875, CIL VIII, 9260.

(14) Encore une belle occasion ratée pour Alger de recouvrer un pan de sa mémoire! Il faut espérer que les fouilles seront sérieusement reprises afin de rendre possible une analyse stratigraphique et une mise en valeur intelligible du site.

(15) A. DEVOULX, Icosium, Rafr, 1875.

(16) A. BERBRUGGER, Archéologie des environs d'Alger, Rafr, 1861,.

(17) A. BERBRUGGER, Notice..., A. DEVOULX, Icosium, Rafr, 1875.

(18) P. GAVALT, Antiquités récemment découvertes à Alger, Rafr, 1894.

(19) Il n'en reste qu'un panneau, exposé au Musée national des antiquités à Alger.

(20) P. GAVALT, art. cit.,

(21) A. BERBRUGGER, Notice, G. Doublet, Musée d'Alger, Paris, 1890.

(22) A. BERBRUGGER, Chronique, ouv. cit.

(23) Description de l'Afrique Septentrionale (trad. De Slane), Paris, 1965.

(24) A. BERBRUGGER, Notice, op. int.

(25) A. BERBRUGGER, Chronique, Rafr, 1861.

(26) A. BERBRUGGER, Notice...

(27) M. LE GLAY, A la recherche., AntAfr, 2, 1968,

(28) A. BERBRUGGER, Archéologie des environs d'Icosium, RAfr., 1861., On a recueilli au même endroit une bague d'or sur le chaton de laquelle était gravée une Minerve avec le hibou et, autour, le nom d'Athènes en grec; "le bassin a été détruit et la bague est restée entre les mains du Commandant Bérard qui dirigeait alors le Jardin d'Essai".

Rusgunia: une tête d'Hadrien trouvée en 1870 au 28 rue de Lyon (Belouizdad), à Belcourt, devait appartenir à une statue qui ornait une riche villa. Signalons aussi des petits thermes trouvés un peu plus loin, près du Jardin d'Essai, dépendances probables d'une autre villa de la même route littorale. Dans le même parc, étaient encore visibles, vers 1860, un vaste bassin ovale pavé de mosaïque dans la grande allée et une construction romaine dans le coin sud-est(28). Un vaste chantier, ouvert ces dernières années dans le Hamma, zone de passage de cette voie littorale romaine, aurait sans nul doute donné lieu à de multiples découvertes si le ministère de la Culture avait imposé un contrôle archéologique minimal.

Conclusion: demain?

Il y a longtemps qu'Alger a quitté l'abri de ses remparts pour prendre d'assaut les collines environnantes et la Mitidja, ou s'étaler le long du littoral à l'est et à l'ouest, au hasard des besoins dont ceux d'une démographie débridée sont les plus commodément allégués. La vieille ville, enserrée de toutes parts par les immeubles modernes, excite pourtant aujourd'hui encore les appétits des "bétonneurs". Ce que son sous-sol recèle encore de vestiges antiques, de temps à autre miraculeusement restitué, est traité avec mépris quand il ne disparaît pas dans le fracas des engins mécaniques. L'argument d'une préservation coloniale sélective, à l'avantage des vestiges d'époque romaine, auquel on recourt un peu facilement pour expliquer la rareté du matériel archéologique médiéval, n'a pas d'équivalent aujourd'hui. Il faudrait, en effet, un "œil-laser" pour détecter une quelconque préférence patrimoniale, tant le dédain pour la chose archéologique, toutes périodes confondues, est général.

(1) "Aujourd'hui, il faut un œil bien exercé pour découvrir où commence et où finit la vieille ville enserrée de toutes parts par les immeubles modernes... quand on pense aux heureuses réalisations que le Maroc doit à un urbanisme intelligent, on peut s'étonner qu'il n'en ait pas été de même pour Alger et qu'après 1830, laissant intacte la ville turque, on n'ait pas construit la ville française en dehors, sur les hauteurs de Mustapha où l'espace ne manquait pas... La ville française a poussé au hasard des besoins, un besoin souvent dirigé par la spéculation. Quant à l'urbanisme, il en a été question à Alger lorsque tout ou presque a été

construit... Des maisons de sécurité firent qu'en 1830 les nouveaux maîtres s'installèrent comme ils le purent à l'intérieur de l'enceinte dans la partie basse de la ville comprise entre les murs, le port, les rues Bab-Azzoun et Bab-el-Oued qui menaient aux portes du Sud et du Nord... Dans cet espace, le seul dont le sol fût à peu près horizontal, d'un accès commode et facile à dégager, on utilisa les plus belles maisons du quartier de la Marine pour y loger les habitudes françaises pour lesquelles elles n'étaient pas faites... En même temps les pioches des démolisseurs mirent bas quelques centaines d'immeubles"(G. Esquer, Alger et sa région, Paris, 1957, p. 15).

(2) Pour le détail des destructions de la ville berbéro-musulmane puis ottomane, causées par l'installation des troupes françaises et dénoncées aussitôt par de nombreuses voix françaises, et l'intense fièvre urbanistique dont devait naître Alger, voir N. BENSEDIDIK, L'Armée française en Algérie: "Parfois détruire, souvent construire", L'Africa romana, 13, Atti del XIII Convegno di Studio sull'Africa Romana, Djerba 1998, [Rome, 2000], p. 768-771.

(3) Grâce aux écrits de A. Berbrugger, A. Devouls, P. Givault et à sa propre enquête, S. Gsell nous a laissé une première synthèse archéologique sur Alger (Atlas archéologique de l'Algérie, Paris 1902-1911, t. 5, 11). Près de 50 ans plus tard, M. Le Glay repartait "à la recherche d'Icosium", ajoutant à la notice de S. Gsell les découvertes des années 50 (AntAfr, 2, 1968, p. 7-52). Un demi-siècle est passé, les quartiers historiques d'Alger sont de nouveau pris de fièvre constructive. Il nous a paru urgent d'ajouter de nouveaux numéros au plan de S. Gsell en signalant les découvertes effectuées çà et là entre 1984 et 1994 et restées inédites.

(4) Le passage d'Hercule à cet endroit et la fondation de la ville par ses 20 compagnons (EIKOSI, vingt en grec) relèvent d'une légende rapportée par Solin, un grammairien du III^e siècle après J.-C. (Solin, XXV, 17).

(5) Elles furent, au dire de P. Salama, déposées au Musée des antiquités d'Alger, Registre d'inventaire, année 1940, n°1410.

(6) Un lot de ces monnaies a été offert "anonymement" en 1995 au Cabinet des médailles de la BNF (29 plombs d'Ikosim et 28 numides massyles en bronze et en plomb); voir P. SALAMA et D. GERIN, Monnaies puniques d'Ikosim, in Numismatique, langues, écritures et arts du livre, spécificité des arts figurés, CTHS., Paris, 1999, p.

(7) A. BERBRUGGER, Notice,

(8) A. BERBRUGGER, Chronique, RAfr., 1858-59

(9) Archéologie des environs d'Icosium (Alger), RAfr., 1861

(10) Les vestiges ont été intégrés dans un édifice, reconstruit à l'identique, qui abrite actuellement la bibliothèque et les archives de l'Agence nationale d'archéologie (ex-Service des Antiquités).

(11) L'action en justice a été intentée contre la Wilaya d'Alger par une association d'archéologues, l'AASPPA (Association algérienne pour la

ALGER AU MIROIR DE SES SOURCES? CE QUE LE FONDS D'ARCHIVES DE LA REGENCE EST A SON HISTOIRE OTTOMANE

Isabelle Grangaud

Résumé.

Mon propos est une réflexion sur les conditions de l'étude de la ville d'Alger à l'époque ottomane à la lumière d'un très riche fonds archivistique, dont se sont emparés depuis quelques années beaucoup de chercheurs (historiens et architectes en particulier). Si la valeur documentaire de ce fonds ne fait aucun doute, sa richesse ne doit pas faire oublier que toute production scripturaire procède d'un projet qui informe et oriente son contenu réel, d'où l'importance, préalablement à l'étude historique, de l'analyse critique de cette production à la lumière de son histoire.

Les fonds des archives de la Régence d'Alger a connu une histoire mouvementée directement liée à la colonisation française. C'est au moment de la conquête qu'il a été rassemblé, au prix de grandes pertes d'ailleurs. Et si les documents sont relatifs à l'époque ottomane, un certain nombre des registres qui composent le fonds ont été cependant produits (ou compilés) plus tard, via l'établissement, sous l'égide des autorités française de nombreux recensements de biens (et notamment des biens immobiliers de la ville d'Alger).

C'est à cette dernière production archivistique que je voudrais m'intéresser précisément dans la mesure où, alors quelle est volontiers utilisée par les historiens pour lesquels elle constitue des séries de données pratiques, les conditions dans lesquelles cette documentation a été produite ne sont pas sans incidence sur l'image qu'elle restitue de l'Alger ottomane.

Je chercherai donc à reconstituer le contexte, les conditions et les étapes de la mise en forme de ce fond, et en particulier en ce qui concerne les documents élaborés à partir de 1830.

Je me demanderai ensuite, compte tenu des préoccupations qui sont à l'origine de sa formalisation, quels sont les apports, mais aussi les limites et les biais que cette documentation présente pour l'étude du passé de la ville.

1/ " Bobine 1 Z N° 70. Historique des ventes des biens avec diverses informations de tout genre sur la monnaie, les prix; la répartition des biens; indications sur les anciens et les nouveaux propriétaires, les différents litiges; état des immeubles et biens au profit de la Grande mosquée à Alger (1850); historique des donations habous à Alger par quartier et rue; biens au profit des différentes zaouias du pays, ainsi qu'aux différentes mosquées. XVIIIème siècle en arabe et en français. Fonds important.

Etat et énumération des biens du beylik, au profit de la Mecque et Médine à la suite de l'occupation d'Alger. Liste en français des actes habous, location de ces habous; montant de ces locations au profit de la Mecque et Médine; diverses informations contenues dans les actes habous, nombre de biens de la banlieue d'Alger; collecte des loyers des biens habous effectuée par le *beit-ul-mâldjî*; loyers des habous au profit des orphelins; habous au nom de *Yahiâ 'Aghâ*. 1246/1830-1831 à 1251/1835-1836, en arabe. " (Temimi, 1979: 98)

C'est en ces termes que, dans l'inventaire des " registres arabes et turcs d'Alger " établi par A. Temimi, le contenu de l'une des bobines du Centre des Archives d'Outre-Mer à Aix-en-Provence est résumé(1). Ces bobines contiennent les microfilms d'une grande partie des documents composant le " fonds d'archives de la Régence d'Alger ", dont les originaux sont aujourd'hui conservés aux Archives nationales d'Alger(2). On connaît les conditions dans lesquelles ce fonds, embarqué en France, en 1962, a été réclamé par le nouvel Etat indépendant, au prix de frictions diplomatiques entre les deux pays. C'est en 1965 qu'il est enfin restitué, la France ayant préalablement procédé à la copie microfilmée de la plupart des documents.

La bobine 1 Z n°70 est particulièrement imposante si l'on s'en tient au nombre de documents: on compte jusqu'à 696 pages microfilmées, réparties en plusieurs registres. L'importance du contenu de cette bobine ne tient pourtant pas seulement, selon A. Temimi, à son épaisseur mais à l'intérêt tout particulier de l'information que recèlent les documents. On y trouve une grosse quantité de données relatives à la ville d'Alger (et ses environs, son *fahs*), presque exclusivement concernée dans ce cas. Ce sont, dans leur grande majorité, des actes de propriétés foncières, immobilières, ou de habous,

établis à des époques différentes, pouvant remonter, non pas seulement au 18^{ème} siècle, comme l'indique l'inventaire, mais plus tôt encore.

La cohérence des éléments archivistiques rassemblés dans cette bobine, assez remarquable par rapport à d'autres, n'est, pour autant, pas totale. S'il semble que l'intégrité de chaque registre a été respectée, en revanche, certains documents cohabitent sans logique évidente. À côté de la masse imposante des registres répertoriant des propriétés d'Alger (ce qui constitue le " fonds important " signalé par l'inventaire de Temimi), on trouve un registre de l'administration du Bayt al-mâl relatif à la perception de loyers de jardins, boutiques et maisons ou des listes concernant des biens habous de Koleah. On rencontre encore un certain nombre de documents en français, qui sont soit la traduction de documents également présents, soit des tableaux de classements des types d'actes et des types d'emplacement des biens dans la ville d'Alger. Si bien qu'un certain nombre de registres, adoptant des classements différents, peuvent concerner à chaque fois les mêmes biens.

En dépit de ces " bizarreries " de classement, cette bobine, par sa richesse, paraît particulièrement bien se prêter à la recension de données pouvant éclairer l'histoire de la ville d'Alger. La présentation de son contenu pourrait être proposée, si ce n'est déjà fait, comme sujet de mémoire de maîtrise à un étudiant de l'Université d'Aix-en-Provence désireux de s'initier aux méthodes de l'histoire ottomane. Ces documents ont d'ailleurs nourri des travaux récents et remarqués, s'appuyant précisément sur le fonds des archives de la Régence d'Alger. Le contenu de cette bobine est sans conteste très riche, en particulier pour qui travaille sur les institutions de habous d'Alger, ou encore à la reconstitution spatiale de cette ville. Il s'agit de l'une des sources importantes utilisées notamment par Tal Shuval dans son travail sur La ville d'Alger vers la fin du XVIII^{ème} siècle (Shuval, 1998).

2/ Tal Shuval fait notamment usage des données de cette bobine à propos de l'étude de la zone résidentielle d'Alger, et en vue de l'identification des quartiers, considérés par l'auteur, comme par de nombreux historiens, comme " l'unité de base " de la " ville arabe traditionnelle " (3). Ce sont, avec quelques autres, les documents contenus dans cette bobine qui lui permettent de dresser la liste et de préciser le nombre de quartiers qu'abrite la ville (Shuval, 1998: 200 et suiv.). Il en comptabilise ainsi 41, qu'il repère approximativement et situe en utilisant le fond de carte publié par A. Raymond en 1985. Ce travail cartographique m'avait d'autant plus interpellé

que, travaillant sur la ville de Constantine au XVIII^{ème} siècle, j'avais constaté, à l'inverse, la difficulté de reconstituer la réalité de circonscriptions spatiales divisant la ville et de repérer ces quartiers (sous la dénomination de hûma) " formant des ensembles sociaux et administratifs relativement fermés ", dont, sans cependant les identifier, A. Raymond attestait formellement l'existence (Raymond, 1987). Non pas que les hûma n'existaient pas, seulement elles ne recouvraient pas ce type de circonscription spatiale. Une des raisons de cette absence pouvait être imputée aux sources utilisées. L'espace de Constantine était observé sur la base d'actes de propriétés ou de libellés d'adresses(4), qui rendaient compte d'un espace urbain dont les unités spatiales (souvent appelées hûma, mais aussi désignées par un seul nom propre), étaient définies par un centre bien plus que par des limites, en réalités fluctuante, et se chevauchaient et/ou s'emboîtaient. Si cela mettait en cause le principe d'une division de l'espace fondée sur des hûma en tant que cellules de base de la vie sociale dûment circonscrites, c'était au profit d'une mise en perspective de l'environnement urbain, faisant valoir notamment le poids de réseaux spatiaux fondés sur des modalités de " vivre ensemble " (Grangaud, 2002, 97-101), et pour lequel la hûma, quoique le terme soit conventionnellement traduit par " quartier ", renvoyait en fait à des configurations aux dimensions et aux identités spatiales variées, depuis la petite impasse jusqu'à l'ensemble d'un des quatre grands secteurs de la ville.

Devais-je imputer cette représentation de l'espace au prisme particulier des sources étudiées? L'absence de documents fiscaux pouvant éclairer les conditions de prélèvement des impôts urbains (ou, mais ceci dépendait-il de cela? de l'attestation de shaykh, ou " chefs ", de quartiers), l'absence également de recensements de la population urbaine, pouvaient être les raisons pour lesquelles ce découpage spatial, jugé globalement évident et structurel, échappait à mon analyse. Pourtant, la documentation utilisée par Tal Shuval pour reconstituer l'espace urbain d'Alger à travers ses quartiers, ne différait pas de celle disponible sur Constantine: il s'agissait, dans les deux cas, de répertoires de biens immobiliers constitués en habous ou faisant l'objet de transactions dont certaines remontant à une époque assez ancienne. La différence entre les documents constantinois et algérois tenait au mode de classement des biens: là où, à Constantine, aucun ordre ne prévalait, les biens algérois étaient, eux, rassemblés selon un classement opéré par quartier, le nom du quartier faisant office d'intitulé de chaque liste. Or les documents contenant ces classements, quelle que soit l'ancienneté des transactions retranscrites, sont plus récents, ils datent du tout début de la conquête française. On

peut se demander alors quelle est la base documentaire de ce recensement de biens. Selon quelles logiques ces documents ont-ils été rassemblés, de quoi procèdent les correspondances entre eux, qu'est-ce qui dans ce classement est nouveau et qu'est-ce qui, à l'inverse, est ancien?

La relative unité du contenu de la bobine 1 Z n°70 incite à poser ces questions, de même que les documents décalés, les bizarreries dont on a parlé plus haut, qu'elle abrite. Quel que soit le caractère partiel au vu de la totalité du fonds de cet ensemble archivistique, la matière et l'organisation de son contenu relèvent d'une histoire qui a affecté de la même façon le contenu de l'ensemble des bobines du fonds. De plus, retracer cette histoire revient à considérer que celle-ci explicite de la même façon l'ensemble du contenu de la bobine, c'est-à-dire y compris ce qui a priori semble relever d'incohérences inexplicables. C'est de ce point de vue que l'analyse de quelque chose d'apparemment aussi artificiel que le contenu d'une bobine de microfilm devient pertinente, et peut effectivement constituer les conditions d'une généralisation quant à l'explicitation des processus ayant abouti à l'élaboration de ce fonds archivistique. À partir de cette bobine, ce sont en effet les conditions de production du corpus archivistique lui-même que l'on cherchera à reconstituer, ne serait-ce que sommairement.

3/ La question de savoir comment s'est effectué le rassemblement des données nous entraîne, non pas à l'époque plus ou moins ancienne des transactions, mais à celle des tout débuts de la conquête française. Plus précisément, l'ensemble des documents composant la bobine 1 Z n°70 n'est pas étranger à l'une des questions liées à la formalisation du projet de domination coloniale dans les semaines qui suivent la prise militaire de la ville d'Alger le 5 juillet 1830, celle de la mainmise sur les biens susceptibles d'être versés au Domaine public; un aspect qui se trouve directement en rapport avec la mise en place de cette administration créée dès le 8 septembre 1830.

Cette question qui engage les conditions mêmes de la domination française se pose à plusieurs niveaux. La reconnaissance de la défaite d'Alger avait été monnayée par le Dey en des termes qui engageaient la France à respecter et à garantir, contre le principe d'une " reddition à merci ", les propriétés des habitants (Christian, 1846: 40)(5). De telles modalités de capitulation devaient constituer un handicap aux yeux d'une partie des autorités conquérantes, qui vont souhaiter les interpréter comme une exception algéroise, ne devant pas contraindre la politique menée à l'extérieur de cette ville. C'est le sens de l'opuscule rédigé par Bugeaud en 1838, que cite notamment Genty de Bussy (1839:53):

pourquoi faudrait-il envisager l'annexion du reste du pays en étant tenus par un engagement contracté par l'armée française en une situation unique, avec un seul chef (le Dey) et concernant les habitants d'une seule ville (Alger), quand cette mesure, à l'échelle du pays, entrave nécessairement la perspective de l'installation de colonies?(6) Contre quoi les opposants à cette ligne devaient arguer que cette convention avait été conclue " non pour une ville quelconque mais pour la capitale de la Régence "(7). Sans doute la question va-t-elle devenir plus cruciale lorsque, quittant le territoire urbain, elle ira se confronter au statut des terres tribales. On connaît les débats et manipulations juridiques qui ont eu lieu autour de la distinction entre terres melk et terres 'arch et la politique de cantonnement revenant à la spoliation et au refoulement pur et simple des populations qui, bientôt, à partir des années 1840, auront lieu(8). Pour l'heure, l'engagement de la France au respect de la propriété se posait d'autant plus évidemment que, de fait, la conquête s'était accompagnée de la démolition et/ou de l'occupation de bâtiments urbains appartenant soit à des particuliers, soit à des " corporations ", pour loger les troupes ou aux fins de services divers (église, hôpital, administration etc...) et que, donc, se posait le problème du versement de loyers et/ou d'indemnités compensatoires. En 1836, une commission fut créée en vue de préparer la liquidation des indemnités mais elle ne produira pas de résultats concrets.

Les autorités françaises devaient se heurter à un autre handicap majeur pour leur projet de prise de possession, étant donné, à nouveau, les termes de la convention de capitulation qui garantissait le respect de la religion des vaincus. Elles devaient, en effet, faire le constat que les propriétés de l'Etat étaient en réalité bien moins étendues que cela n'avait été supposé, compte tenu que les biens relevant de l'institution du habous, composant une partie non négligeable des propriétés urbaines, ne pouvaient être considérés comme relevant du domaine public (Genty de Bussy, 1839: 46). Nonobstant, le jour même où fut établie l'administration des domaines, le 8 septembre 1830, un arrêté du Général Clauzel stipula la réunion au domaine des " propriétés du Dey, des Beys, des Turcs(9) et des fondations pieuses dont les revenus étaient affectés aux deux villes de La Mecque et Médine "(10). Sous la pression de nombreuses protestations des autorités religieuses, les biens furent provisoirement restitués. Mais le principe de leur annexion fut définitivement reconduit, trois mois plus tard, par l'arrêté du 7 décembre 1830 qui stipulait non pas leur confiscation au profit de l'Etat, mais que leur gestion serait dorénavant soustraite aux administrateurs autochtones, pour être confiée aux services des domaines. La mesure était, de plus, élargie à l'ensemble des habous publics,

quelle que soit leur destination. On appréhende dans ces conditions quels étaient les enjeux de l'administration des domaines vis-à-vis du projet de colonisation qui s'affirmait alors. Ils n'étaient pas minces et nécessitaient des moyens dont cette administration ne disposait pas en réalité. L'avenir même de l'arrêté du 7 décembre est, à ce titre, démonstratif: celui-ci ne sera pas suivi d'effets " soit faute de personnel, soit par ignorance de la constitution de ces établissements" (Aïnouche, 1987: 526).

De fait, très concrètement, pour les hommes de l'administration des domaines, un certain nombre de tâches sont alors assignées, consistant à définir, le plus précisément possible, l'ampleur et la nature des biens de l'Etat. Et à distinguer, ce faisant, les propriétés du beylik, les biens habous et les biens de particuliers, en fonction d'impératifs liés, d'une part, à la compréhension de cette répartition dans l'espace et, d'autre part, aux orientations politiques des nouvelles autorités. L'idée est, en effet, de garantir, contre d'éventuelles revendications, la propriété de l'Etat, en même temps que d'établir les conditions du contrôle des transactions à venir, dont il s'agit de définir les règles.

Mobilisant un personnel en nombre important, l'administration des domaines s'attache, dans un premier temps, à procéder à l'établissement d'une documentation la plus exhaustive possible. Pour ce faire, elle s'appuie sur des conceptions relatives aux modalités d'ordonnement et de classement des données recueillies qui dépendent non pas tant de la nature des données que d'une culture administrative importée. On ne s'étonnera pas dès lors que cette autorité se soit confrontée à un mode de gestion qu'elle juge d'autant plus sommaire qu'il ne correspond pas à ceux qui lui sont familiers, et qu'elle ait déploré, notamment, l'absence de la tenue systématique et ordonnée de registres sur les questions qui l'occupent. Aussi, le plus gros du travail engagé, plus ou moins heureusement, par l'administration des domaines, va consister à établir, à partir de données recueillies, au gré du hasard et/ou des sollicitations (sous la forme de campagnes voulues méthodiques), y compris auprès des particuliers, une quantité de listes de transactions et de biens, restituées sous la forme de résumés d'actes, ce en cherchant à définir un mode d'organisation systématique consistant en classements divers. Ces données vont être généralement rassemblées et ordonnées dans des documents établis en langue arabe (soit, dans la langue des actes d'origine et avec l'appui d'un personnel recruté parmi celui des institutions pré-existantes à la conquête), mais vont ponctuellement faire l'objet de traductions, par un corps d'interprètes affectés à cet effet et toujours trop peu

nombreux selon les autorités en charge de cette administration. Cette élaboration, compte tenu de l'ampleur du projet, mais également en raison de l'évolution rapide de la politique de colonisation, ne va donner que de maigres résultats, finalement peu opérants. Genty de Bussy signale notamment la création en 1832 d'une commission de vérification des titres de propriété qui ne va rassembler en 6 mois que 143 titres de propriétés dont seuls 84 seront vérifiés, une vérification dont la validité ne devait pas être cependant pleinement attestée (1839: 63-66). C'est de cette campagne qu'il est précisément question dans un rapport adressé au printemps 1833 au Ministre de la guerre par Hamdan Khūdjā (11). Ce dernier, en tant que porte-parole des Algérois, est alors à Paris, entre autres pour appuyer la demande d'envoi d'une commission d'enquête à Alger chargée de répondre aux accusations d'abus perpétrés depuis la conquête et plus globalement de trancher quant au bien-fondé d'un projet de colonisation de la Régence, réclamé par certains, brocardé par d'autres, notamment parmi les députés. Le rapport de Hamdan Khūdjā, qui rappelle en préliminaire les termes de la capitulation, expose en 18 points les doléances des Algérois face à la politique de spoliation et d'occupation pratiquée par les autorités françaises dans leur ville. Il y est en effet question de la confiscation de fondations habous, de la démolition de propriétés sans indemnités, ni même d'estimations, de destructions et d'occupations de mosquées et de séquestre abusifs de biens privés. Enfin, Hamdan Khūdjā fait état de la saisie en grand nombre de titres de propriétés qui, pour certains, ont été restitués à leurs propriétaires quelques jours plus tard, mais pour les autres, plus de deux mois après. Il dénonce le principe de cette campagne et ses effets néfastes sur l'opinion: elle a été vécue comme une mesure de séquestre de la part des autorités françaises, doublée d'un sentiment d'insécurité par ceux qui, propriétaires, ne disposaient pas de tels titres et provoqué nombre de ventes précipitées souvent à vil prix. Et l'auteur de rappeler qu'en effet les preuves de possession d'un bien établies devant les cadis peuvent être, à Alger, comme dans l'ensemble du monde de droit islamique, aussi bien testimoniales que scripturaires. Mais l'auteur du rapport ne s'en tient pas à la mise en cause de cette campagne, il insiste encore sur les conditions dans lesquelles elle a été conçue, et la manière dont elle a été engagée de façon systématique selon une logique spatiale précise: selon l'ordre publié par le Ministre de la guerre, " tout possesseur de bien devait venir déposer à l'administration des domaines les titres constatant qu'il est réellement propriétaire, et " quartier " après " quartier " (hūma ba'da hūma). Et le premier " quartier " qui a été sollicité allait de Bab al-oued à Dār al-Imāra ".

La bobine 1Z n°70 est en réalité le témoin des travaux de l'administration des domaines à ses débuts. Elle rassemble non pas à proprement parler des archives de la Régence d'Alger, mais précisément une partie des archives des domaines, telles qu'elles ont été répertoriées et classées par Devoux à partir des années 1860, en sa qualité de " conservateur des archives arabes du domaine " - et ce titre exprime fidèlement, dans le langage administratif de l'époque, la nature même du fonds. C'est cette qualité " d'archives du domaine " qui explique aussi bien la nature des registres rassemblés, que la présence d'éléments témoignant du travail des autorités de cette administration au début de la conquête. C'est ce qui explique l'importance des données sur Alger, qui aux yeux de cette commission fait office de modèle, à partir duquel il s'agit de " créer une jurisprudence et des précédents pouvant servir au reste du pays peu à peu conquis ". Les autres localités étant appelées à " profiter, quand il en serait temps, de l'expérience des règlements en vigueur à Alger " (Genty de Bussy, 1839: 60). C'est ce qui explique également la présence de quelques traductions et d'un ensemble de classifications voulues systématiques des transactions et des biens.

4/ Non seulement la bobine 1Z n°70 est la reproduction d'un morceau des archives du domaine, mais de plus, par un heureux hasard, son contenu constitue une bonne illustration du fonds de ces archives; en raison notamment de la variété des documents qu'elle recèle.

La plupart de ces documents sont relatifs à des biens immeubles et fonciers, ce dont on ne s'étonnera pas, compte tenu des centres d'intérêt et des préoccupations de l'administration des domaines. Mais outre que cette matière n'est pas exclusive (il est question également de comptabilité du Bayt al-mâl dans l'un des registres), la variété des données s'observe à divers niveaux. Sont répertoriés des actes de propriétés privées (malk, de Koleah et dans les fahs d'Alger) et des biens habous (classés en partie selon l'origine de leur institution, Mecque et Médine, établissements religieux urbains divers, Grande Mosquée d'Alger et *subul khairât*, *saqiya*, andalous, janissaires; on a également un gros ensemble d'actes de 'anâ); des actes de biens urbains et ruraux; des biens localisés à Alger et son territoire et ailleurs, ici à Koleah; des registres de l'administration ottomane (le registre du Bayt al-Mâl) et française (en particulier, les registres 16, 19, 20 24 du service de l'enregistrement des domaines); des documents aussi bien anciens (des actes pouvant remonter au 16ème siècle) que plus récents (des tables répertoriant des noms de rue, mais également le registre du Bayt al-Mâl, tenu encore 15 ans après la prise d'Alger), documents rédigés soit en arabe, soit en français.

Cette variété n'est pas due au hasard, la présence de chacun de

ces éléments s'expliquant à la lumière des conditions de constitution de ce fonds. La présence du registre du Bayt al-Mâl par exemple, qui traite de la perception de loyers, est le produit de l'effort de l'administration des domaines pour rassembler les registres de l'ancienne administration. En effet, c'est auprès de ses services que furent déposés différents registres successivement recueillis auprès de particuliers ou d'institutions, au gré de la conquête, dans des conditions que l'on sait très aléatoires et qui sont à l'origine de forts nombreuses pertes. Genty de Bussy signale que de cette façon, en 1839, 137 registres avaient été répertoriés et il donne le détail de leur contenu (1839: 72). Ces registres étaient appelés à constituer l'une des sources en vue de " compléter la constitution du domaine de l'Etat " (74). Mais, de fait, ces registres " arabes " ne sont pas les plus nombreux. Le fonds est dominé en effet par des documents produits, à partir d'une documentation en arabe et d'époque turque, par l'administration des domaines.

Le principe du rassemblement d'actes de propriétés ou de biens habous, à propos d'une même localité ou ville, a été développé de façon assez systématique (ce qui ne veut pas dire de façon exhaustive) par l'administration des domaines. Dans cette bobine, outre ceux d'Alger, des immeubles de Koleah de différents types (habous des Villes Saintes, puis de la Mosquée Sidi al-Ambarek, enfin des propriétés privées), ont été répertoriés (en français) dans l'une de ces listes. Celle-ci est évidemment incomplète: elle se fonde sur les transactions ou les actes de constitution de habous dont les biens ont été l'objet. Le répertoire ainsi établi présente le contenu résumé de ces actes sans ordre chronologique. Cela indique deux choses: d'une part, ces données n'ont pas été recensées à partir de registres préexistants, qui auraient contenu l'enregistrement chronologique de ces différents actes. Le deuxième enseignement que donne l'état de ce répertoire est que, même si elle déplore l'absence de tels registres (ce qui rend sa tâche plus délicate), et si elle n'hésite pas à tenir compte de transactions anciennes (qui ne sont pas les dernières qui ont affecté les biens⁽¹²⁾), le souci de l'administration qui les a établis n'est pas de reconstituer cet enregistrement manquant. Il s'agit en fait, à partir d'une documentation partielle, de chercher à démêler ce qui dans cet ensemble de biens peut être considéré comme appartenant au domaine, et ce qui, à l'inverse, lui échappe et/ou dont les autorités se seraient indûment emparées. On peut même se demander si les actes n'ont pas été produits dans un certain nombre de cas par des particuliers (ou même les institutions concernées) précisément en raison de spoliations dont ils auraient été victimes.

La prise de Koléah est intervenue dans le sillage de la reddition d'Alger. Mais le " travail " opéré sur les actes de

propriété collectés sur place a été effectué, au fur et à mesure de l'avancée de l'armée française, dans la majorité des localités de la Régence d'Alger. Des listes comparables ont été plus tard établies (en arabe) pour Annaba, Constantine, Mila, Bedjaia, Biskra, Blida, et on en trouve notamment la trace dans les archives d'Aix (bobine I Z n°69). La constitution de ces documents a été opérée sous la forme d'un classement plus ou moins précis en fonction de la taille de la localité et/ou du nombre d'actes de propriété collectés. Si, par exemple, une même liste englobe indifféremment les propriétés recensées "à l'intérieur du village de Mila et à l'extérieur" (soit le territoire en dépendant), pour Constantine (pour laquelle on a rassemblé 326 actes en tout), deux listes distinguant immeubles urbains et ruraux ont été établies. Mais ce classement, quoique plus élaboré dans ce cas que pour les biens de Mila, reste très grossier par rapport au traitement dont ont été l'objet les documents relatifs aux biens de la ville d'Alger.

Le travail de classification élaboré pour Alger reste d'une ampleur inégale et d'abord parce qu'il s'agissait, pour l'administration des domaines, d'établir un modèle de traitement des données recueillies, aussi bien que de tirer des enseignements sur la nature des biens et leur répartition susceptibles de servir en d'autres lieux. C'est bien, en effet, en raison de ce qu'Alger fut la première prise, qu'elle devait servir de "laboratoire" en vue de la mise en forme du projet colonial. La deuxième raison pour laquelle Alger fait l'objet d'une telle attention est liée à l'importance des biens à l'intérieur et à l'extérieur de la ville (Alger étant la plus étendue et peuplée de la Régence). Dans ce cas, non seulement des propriétés particulières, comme des biens habous de diverses institutions, ont fait l'objet de recensements, mais encore ceux-ci vont donner lieu à plusieurs types de classifications. Quelques-uns des documents contenus dans la bobine I Z n°70 permettent d'en repérer la multiplicité, mais aussi de se faire une rapide idée sur les modalités d'élaboration de ces classements. Ainsi, possède-t-on une liste qui rassemble (sans souci d'ordre chronologique) sous le titre "établissements religieux", et fahs après fahs, les actes de constitution de habous ou de *ana* dépendant de l'administration de différentes institutions de fondations perpétuelles. Il y est question en grande majorité des biens de la Grande mosquée, mais également des *subul al-khayrât*, ou des "Pauvres andalous". Or, d'autres listes axées, elles, précisément sur les biens d'une seule de ces institutions, paraissent constituer le produit d'étapes ultérieures dans l'affinage de la classification.

Cela se vérifie notamment à propos d'autres biens, les immeubles urbains faisant plus particulièrement l'objet de

classifications fines. Outre que les biens de chaque institution habous y sont traités séparément des propriétés privées, deux autres paramètres vont informer, c'est-à-dire affecter, leur type d'ordonnement: d'une part le quartier, d'autre part la rue. A ce niveau, l'attention se focalise non plus seulement sur la nature des biens, mais sur un mode de localisation qu'il faut analyser.

5/ L'un des documents qui contient cette bobine se présente sous la forme d'un tableau de 61 pages dans lequel, rue après rue, des biens sont identifiés et situés. On le sait, la création d'une nomenclature de rues systématiquement nommées et délimitées dans l'espace est une création coloniale. Autrement dit, la classification des biens va consister à repérer ces derniers dans chaque rue en les désignant par un numéro (le numéro de la rue). Ce procédé illustre assez bien de quelle façon l'administration des domaines, par ce système de classement, contribue à intégrer un bien dans sa grille conceptuelle de l'espace, grille qui cependant, du point de vue des habitants de la ville, ne va pas de soi, s'impose même alors à eux. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si les classements par rue ne sont élaborés qu'en français. Ce procédé montre également que dans un certain nombre de cas les noms de rues empruntent aux toponymes locaux, mais ne recouvrent que rarement, sinon jamais, les espaces que désignaient initialement ces toponymes.

De la même façon, on peut se demander sur quelle base ont été circonscrits les quartiers à partir desquels les biens ont été ordonnés (en fait les mêmes biens que ceux concernés par le classement par rue, celui-ci produit dans une étape postérieure et par référence (explicite) au classement par quartier). A la différence des rues, le quartier, ou *hûma* (et c'est d'ailleurs sous ce terme précis qu'il est désigné dans les documents de classement) est un terme et une notion familiers. D'autre part, le classement par quartier emprunte beaucoup plus fidèlement que les noms de rues aux toponymes locaux. Cependant, plusieurs éléments signalent que ces quartiers ne correspondent pas en réalité aux référents spatiaux effectivement en usage dans la ville, lorsque les actes de propriété ou de habous ont été constitués. Le premier élément que l'on peut noter, c'est que les actes répertoriés comme appartenant à tel ou tel quartier ne situent pas précisément le bien concerné par référence à ce quartier. D'une part parce que d'autres référents que celui du quartier sont en usage, les référents de proximité par exemple (près de, à proximité de, au-dessus, en-dessous etc.). D'autre part, tout se passe comme si l'ampleur des quartiers de ces listes de classement, tout en n'étant pas totalement étrangers au langage des actes (certains biens sont situés effectivement

dans ces quartiers), ne correspondent qu'imparfaitement aux espaces que les actes leur prêtent. Si bien que sous la rubrique d'un quartier donné, peuvent apparaître des biens localisés dans d'autres espaces.

Un deuxième point peut être noté: dans les efforts de classement, il semble qu'il y ait eu, au départ, des flottements dans l'établissement d'une nomenclature stable. Par exemple, un document montre un classement des biens d'une mosquée richement dotée, Sidi Ramdhan. Or, ce classement intègre aussi bien des "hûma" que des localisations par proximité. Dans le même document, on trouve une "hûma mazhkûra" (littéralement: quartier susmentionné), qui rassemble les biens non localisés (parce que, dans l'acte, il est fait référence à une localisation déjà connue, et donc non notifiée...). D'autres classements (ceux-là mêmes qu'utilisera Tal Shuval pour définir une liste de quartiers de l'Alger ottomane), font apparaître des quartiers désignés non par un nom mais par un numéro: ainsi en va-t-il des "quartiers n°9, 17 et 19". Enfin, les recensions par rue contiennent, par souci de situer le bien, une rubrique "quartier arabe". Or, sous cette rubrique, rares sont les hûma répertoriées et il est beaucoup plus souvent question de référent de proximité. Ce qui permet pour nous de repérer à nouveau la différence qui existe entre les référents locaux usuels, tels qu'employés dans les actes de l'époque ottomane, et les "quartiers" constitués en vue du classement: il ne s'agit pas des mêmes espaces de référence. C'est d'ailleurs ce même terme de "quartier" qui est employé de façon générique pour désigner l'étendue d'un fahs.

Tous ces éléments montrent que les classifications opérées dans ces documents désignent par quartier une réalité différente de celle qui préexistait à la conquête française. Ils ne sont pas fondés sur les mêmes critères. Alors que les modes de localisation utilisés dans les actes originaux font référence à des espaces définis par leur centre, les quartiers reconstitués dans ces listes de classement sont, eux, des circonscriptions (définies par leurs limites) qui, bien que constituées par référence aux toponymes existants, ont été construites de toute pièce. En reconstituant ces quartiers dans son travail, Tal Shuval n'a donc pas reconstitué les quartiers de l'Alger ottomane mais seulement les circonscriptions établies par le service des domaines. Un travail effectué alors dans le souci de classer des données d'un accès d'autant moins évident qu'elles apparaissaient à ses responsables comme un composé d'éléments "infidèles, incohérents, incomplets, augmentés de la difficulté inappréciable de composer régulièrement un domaine dans une langue et avec une législation généralement inconnues" (Genty de Bussy, 1839: 59). Cela, du point de vue des présupposés d'un savoir social

élaboré hors de l'Alger ottomane, avec des catégories autres que celles en usage alors dans cette ville.

Enfin, on peut se demander à bon droit si cette nomenclature n'a pas correspondu à un découpage de circonscription resté à l'état de papier, par et pour les besoins de l'administration des domaines, soit sans impact effectif sur l'organisation et la gestion urbaine: en effet, la ville subit très vite après la conquête de lourds aménagements urbanistiques, qui contribuèrent à transformer sa configuration, et avec elle, ses repères spatiaux.

6/ A l'issue de cette enquête, deux séries de questions apparaissent, relatives à l'étude de la ville d'Alger. D'une part, l'hypothèse de la mise en cause du principe d'une division de l'espace urbain en circonscriptions spatiales bien délimitées appelées "hûma", se trouve renforcée. Cette mise en cause, loin de ruiner les tentatives d'analyse des divisions spatiales, montre seulement les limites d'une lecture des réalités du passé au seul prisme de catégories élaborées ailleurs. Pour comprendre l'espace de l'Alger ottomane, il s'agit d'en restituer les logiques à partir de l'analyse des usages et des classifications des contemporains de l'époque étudiée. Et quitte à admettre que celles-ci se donnent moins facilement et décrivent un paysage moins lisse et plus cacophonique.

Cette enquête montre aussi, d'autre part, que ce que l'on considère comme des archives de l'époque ottomane est en fait le produit d'une élaboration plus tardive: la bobine 12 n°70 contient une partie des documents de l'administration des domaines instituée en 1830. Ce constat a, me semble-t-il, des incidences non négligeables sur le travail de reconstitution historique de l'histoire de la ville d'Alger pré-coloniale. Il permet de saisir, derrière une masse de documents riche mais a priori désordonnée, une certaine cohérence d'ensemble, directement liée au projet colonial qui l'informe. Si l'Alger ottomane n'est pas absente dans ce fonds, celui-ci ne peut être regardé comme le simple recueil de données, plus ou moins disparates, sur la ville. Le même fonds possède d'autres séries de documents, en particulier la riche série des registres du Bayt al-Mâl. Notre enquête amène à s'interroger plus généralement sur les conditions concrètes selon lesquelles l'ensemble de ces données du passé ont été préservées: il serait naïf de penser que les autorités françaises auraient cherché à préserver de telles archives pour elles-mêmes, au nom d'un hypothétique "devoir de mémoire". De même que cela amène à s'interroger sur le principe de la conservation, voire de la constitution, de fonds archivistiques existant avant la conquête française. A nouveau, il serait naïf de postuler sans analyse préalable des modes de gestion du patrimoine archivistique, modes de gestion dont il faut

admettre qu'ils ne s'imposaient pas de la même façon à toutes les sociétés du passé. À l'inverse, il devient nécessaire d'apprécier en connaissance de cause ce que ces sociétés ont pu livrer sous quelles formes et avec quelles déperditions éventuelles en termes de traces scripturaires relatives à leurs modes de fonctionnement institutionnel.

C'est en s'interrogeant précisément sur les conditions de production (et d'instrumentalisations éventuelles au moment de leur constitution en corpus), dont les données archivistiques dont on dispose aujourd'hui ont été l'objet à des époques différentes, que l'on peut, et seulement à ce prix, aborder l'étude du passé d'Alger que ces sources nous invitent, et c'est une chance, à mener.

(1) L'inventaire de A. Temimi constitue un outil de premier ordre pour le chercheur travaillant aujourd'hui sur la ville d'Alger à l'époque pré-coloniale à partir du fonds archivistique d'Aix. Ce, en dépit du caractère nécessairement sommaire des descriptifs des bobines, compte tenu de l'importance du fonds d'une part et, d'autre part, de l'absence de classement de ce fonds; des aspects qui sont, en partie, à l'origine du moindre avancement de la recherche sur l'histoire de l'Algérie à l'époque ottomane. Il est indispensable de se reporter à cet inventaire préalablement à toute consultation de ces microfilms, vu notamment la difficulté matérielle de ce type de consultation sur écran.

(2) Ce fonds original, désigné aujourd'hui sous le nom de " fonds ottoman " a connu depuis l'indépendance, à la différence des copies microfilmées d'Aix, une réorganisation visant à rassembler des documents de même type jusque-là éparpillés.

(3) Sur cette conception, en terrain maghrébin, voir par exemple, Boyer (1962), Berque (1949), Raymond (1981; 1985; 1987), Stambouli et Zghal (1972), Le Tourneau (1947; 1957).

(4) J'ai travaillé à partir de trois sources différentes: 1/ un registre de déclarations de décès (conservé au Centre d'Archives historiques de la wilaya de Constantine), établi quelques années après la prise militaire de la ville par les Français à la demande des nouvelles autorités (hiver 1840-41). Les déclarants sont invités à décliner leur adresse (de même que leur nom, leur âge et leur métier); 2/ une série d'actes de propriétés et de transactions du XVI^{ème} siècle au XIX^{ème} siècle (liste établie au début de la conquête française MI 12 n°69, A2OM, Aix-en-Provence); 3/ actes d'achats et de ventes enregistrés devant le cadi au cours des 5 années 1787/1792 (" Registres des mariages et des répudiations 1787/1792 ", conservé au Centre d'Archives historiques de la wilaya de Constantine).

(5) La France s'engageait à " respecter l'exercice de la religion

mahométane et à ne porter aucune atteinte à la liberté des habitants de toutes classes, à leur religion, leurs propriétés, leur commerce et leur industrie ". Voir également Ainouche, 1987.

(6) " Chaque conquête nouvelle donne ouverture à un droit nouveau, et sans capitulation, ce droit est absolu ".

(7) Voir Ainouche, 1987: 517.

(8) Voir sur ce point par exemple Ageron, 1968.

(9) Les uns et les autres étant appelés au terme de la convention de capitulation, à quitter le pays.

(10) Ainouche, 1987: 520. Voir également Genty de Bussy, (1839: 58).

(11) Archives militaires de Vincennes, 1H20/1. Le texte sous la forme d'un manuscrit de 23 pages relié par un ruban bleu, se présente dans une version bilingue; en face de l'original en arabe se trouve sa traduction en français, qui, cependant, n'est pas le fait de Hamdan Khûdja, qui n'écrit pas cette langue, si même il la comprend. Le contenu de ce rapport a été édité dans le livre qu'il publiera peu après, en octobre 1833, Le Miroir, qui fera alors scandale, et dont il constituait la pièce n°1 en annexe. C'est ce que l'on peut déduire de la présentation de la réédition de l'ouvrage où, dans son introduction, Djeghloul fait du contenu de cette pièce une description fidèle au document de 1H20/1. Cependant, je n'ai pas pu avoir accès à cette édition de 1833. Il est certain, de plus, que la pièce publiée l'aura été en français seulement. Cette pièce n'accompagne pas la réédition de l'ouvrage, établie par A. Djeghloul en 1985 qui fait suivre le texte du Miroir de sa Réfutation (juin 1834) et de la réponse faite par Hamdan Khûdja (voir Khodja, 1985). La configuration est autre dans les archives du Ministère. Le document est suivi d'un autre, dont l'objet est d'en faire une analyse détaillée de la part d'un conseiller d'Etat, commentant le bien-fondé de chaque point (préalablement résumé) présenté par Hamdan Khudja et les réponses qui pourraient être apportées. Cette analyse, qui montre que les revendications de Hamdan Khûdja ne laissent pas indifférent ne préjuge pas de la réponse officielle qui y aura été faite: c'est en tout cas faute de réponse que Hamdan Khûdja aura par deux fois récidivé, et la deuxième en s'adressant directement au roi, avant que de rendre public le rapport.

(12) L'idée est de ne rien laisser passer, pour produire le maximum de visibilité quant aux transactions possibles d'une part, de l'autre, de se donner les moyens de procéder à la reconstitution de l'historique de la propriété (ce que se donnera pour tâche, notamment, la commission de vérification des titres de propriété de 1932).

DJAZAÏR BANU MAZGHANA DE SA FONDATION PAR BOLOGHINE AU XVI SIECLES COMMUNICATION

Salima Taleb Kanoun.

Résumé:

Transmettre c'est d'abord identifier, connaître. Il faut une connaissance approfondie de la valeur historique, urbaine, architecturale d'un lieu, d'un monument, et celle de sa signification.

Transmettre, c'est aussi pérenniser dans le temps et dans les mémoires, ce lieu ce monument. Donnons-nous alors un moment d'arrêt, et regroupons les données, les sources historiques, littéraires, archéologique... et faisons le point. Que savons nous d'El Djazaïr? Que nous faudrait-il encore chercher, vérifier, étudier, exploiter pour arriver à restituer l'image de cette ville, la pérenniser avant que le temps n'enfuisse à jamais sous le sol et dans les mémoires les derniers vestiges du noyau originaire, de l'embryon de la grande capitale ottomane, coloniale, indépendante et future métropole, la fondation de Bologhine, Djazaïr Banu Mazghana.

A travers cette communication, nous n'avons pas la prétention de présenter une lecture analytique où une recherche élaborée sur la fondation de Bologhine, mais une synthèse de l'ensemble des récits présentés par les médiévistes et contemporains, aidant dans un premier temps à une connaissance des origines du fondateur et du peuple de cette ville, ainsi qu'à une compréhension de son organisation (relativement à sa vie religieuse, économique, ...); synthèse permettant éventuellement de contribuer à la restitution de la structuration spatiale de cette ville.

Qui était Bologhine?

D'une tribu Sanhadjienne, Bologhine était le fils du fondateur de la dynastie Ziride, Ziri ben menad, chef des sanhadja de 945-981 et un partisan des plus dévoués des fatimides (1).

Ses succès militaires, ainsi que l'autorité qu'il exerça sur tout le Maghreb nous le présentent " sous l'aspect d'un véritable monarque " (2).

Tout comme son père nous précise Ibn-Khaldoun, Bologhine " avait cette volonté de prendre la tête des tribus du Maghreb

central (3). Quand le gouverneur fatimide El-Moëzz dût se rendre en Orient, il confia le gouvernement du Maghreb central et de l'Ifrikiya à Bologhine fils de Ziri (4) " Abū el Fotoh (père des victoires) et Seif eddoula (épée de l'empire) (5) sont les titres et surnom qu'attribua le gouverneur fatimide, à son successeur. Dès l'an 352 (973 de l'ère chrétienne) Bologhine prit le pouvoir en main et eu l'honneur suprême de monter sur le trône de Kairouan.

A la tête d'une armée composée essentiellement de sanhadja et de kutama, Bologhine ne cessa de pourchasser les zenata jusqu'à les refouler vers le désert, et réussit à travers ses multiples expéditions, à irradier du Maghreb, la domination des Umeiyades.

Bologhine mourut le 21 dou-l-hidja 373 (Mai 984) à Ouarekane, localité située entre Tlemcen et Sidjilmasa (6). On attribue au fils de Ziri un ensemble de fondations urbaines ".

Selon un axe stratégique, Bologhine fonda 3 villes: Lemdya (Médéa) à la lisière des hauts-plateaux, Miliana, sur la rive orientale du chelif, et la 3ème au bord de la mer, appelée Jazaïr bēni-mezghana du nom de la tribu Sanhadjienne qui vivait dans la région (7).

Les historiens et chroniqueurs accordent également à Bologhine la fondation d'une ville dans les Monts du Titterie, située à un carrefour commercial N/S et E/O, Ashir (8), faisant face à la ville de son père Ziri, Ashir capitale ziride (9). Ashir de Bologhine dominant toute la haute plaine des steppes, avait une position clé au cœur du Maghreb dans l'armature territoriale et économique de l'époque.

Mais ce n'est pas à la capitale de Bologhine que nous portons notre intérêt, mais à celle qui deviendra la grande capitale de l'empire ottoman, et de l'époque coloniale el-djazaïr des Bēni-Mezghana.

Fondation d'El - Djazaïr.

Aucune date précise n'est mentionnée pour la fondation d'El-Djazaïr. Les sources situent la fondation de cette ville pendant le règne de Ziri ben-menad, soit de 945 - 971.

C'est pendant cet intervalle de 26 ans que s'érigea, ou se repeupla la cité des Bēni-Mezghana. Comme nous l'avons déjà mentionné, c'est vers 973 que Bologhine, lieutenant des Fatimides gouverna l'Ifrikiya et le Maghreb central. A cette date, El-Djazaïr semble déjà faire partie de " l'éventail urbain " Ziride, puisque fondée pendant le règne de Ziri, c'est à dire avant 970, date à laquelle semble remontée la mort du chef Ziri (10).

Dans son étude sur cette ville, A. Devoux situe l'année 950, comme date plausible de cette fondation. Cette cité fut appelée Djezaïr Beni-Mezghana du nom de la tribu Sanhadjienne qui vivait dans cette région.

Que savons nous des Béni-Mazghana?

Très peu de sources nous donnent avec précision les origines de cette tribu. Ibn-khladoun qui demeure pour nous la source la plus fidèle, la présente comme étant une tribu Sanhadjienne de la première race (11).

Celle-ci précise t-elle, "descendait de Telkat, fils de Kert, fils de Sanhadja, leur pays renfermait les villes d'El-Mcila, Hamza, Alger, Lemdya, Miliana.

Au milieu de Sanhadja, vivaient plusieurs peuplades ayant la même origine qu'eux et dont la postérité habite encore les territoires où leurs ancêtres avaient demeuré. Ces peuplades sont les mentennan, les beni-othomane, les beni-mazghana[...] (12).

La même source nous dit également que toutes ces tribus étaient sous le joug, ou domination des talkata, qui sous le règne Aghlébide, avait pour chef Menad fils de Mencous, et père de Ziri, le prince berbère (13).

Une autre source du 16^e siècle parle également de cette tribu. L'espagnol Luis Del Marmol Carvajal, présente différemment celle-ci "Angel, que les mores appellent Gezaïr des ben-mosgana, fut construite par un peuple de berbères africains, appelés benimosgana. Les benimosgana ont la peau plus noire que blanche. Leur principal lieu de résidence est la Lybie, d'où ils ont étendu leur puissance jusqu'à ces régions, dont ils ont été les maîtres bien avant l'arrivée des Romains en Afrique "(14).

D'autres écrits, contemporains à ceux cités plus haut, tentent de situer également cette tribu: Berbrugger, palliant entre les récits d'Ibn-khladoun et Marmol, remonte la fondation première de cette ville des Beni-Mazghana, à l'époque pré-romaine (15), quand à Fournel, Bologhine se serait contenté d'agrandir la ville construite à une époque imprécise par une tribu Sanhadjienne (16).

Cette affirmation de FOURNEL, ne serait elle pas appuyée par le récit de l'historien An - Naisri, qui dans sa chronique, relate que " Bologhine, fils de Ziri, fonda Alger au milieu du 4^eme siècle de l'hégire sur indication de son père. Au paravent, cette ville n'était qu'un amas de cabanes habitées par les Béni-Mezghana " (17). Retenons donc par esprit la synthèse, que la ville des Béni-mezghana fut reconstruite, réédifiée, repopulée par Bologhine fils Ziri ben menad, entre 950/971.

El Djazaïr dans l'armature territoriale et économique de l'époque.

Il ressort des sources historiques que dès le 9^eme siècle, le Maghreb central, jouait le rôle de plaque tournante entre l'Afrique et l'Europe. Les principales places fortes, et métropoles, Tlemcen, Tahert, états kharidjites et Ashir situées occupaient une position nodale sur les itinéraires joignant l'Est à l'Ouest (Maghreb extrême, l'Ifrikiya) et Sud/Nord (l'Afrique du Sud vers la côte).

Sur cette dernière direction, Tlemcen et Tahert étaient des relais, un passage obligé du commerce transsaharien avant de rejoindre la côte (Hunain et Arsgul étaient les ports de Tlemcen, bougie de Tahert).

Dès sa fondation, Ashir la capitale ziride se rattacha aux deux ports de l'Ouest, Tenès principalement et Cherchell.

L'emplacement des fondations de Bologhine fut judicieusement choisi. A partir de la limite des hauts plateaux, un axe se créa, rejoignant la côte, jalonné par les villes zirides Médéa, Miliana, Djazaïr.

Dans les sources citées, il est relevé que " des voies de communications reliaient Tenès à Miliana, Médéa (Lamdya) en longeant le chef, puis ces villes à Ashir et à El-djazaïr ". Il est également précisé que quatre routes partaient d'Ashir. L'une d'entre elle se dirigeait vers la ville des Beni-Mezghana; la route par Médéa et Quazrouna (à proximité de Blida) rejoignait le port d'El-Djazaïr. Selon El Bekri (18), ce port devient une porte maritime; il serait à 6 jours de l'Espagne. Bien abrité, il est très fréquenté par les marins d'Ifrikiya, de l'Espagne et d'autres pays.

Nous ne disons pas que dès sa fondation, El-Djazaïr fut d'une importance stratégique; les chroniqueurs s'accordent à la présenter en ce début du 10^eme siècle comme ayant un rôle secondaire de point d'appui, et un port de commerce plus ou moins défendu. Porte maritime d'un réseau de ville de plus en plus important, quel était alors, le rôle de cette ville dans l'armerie économique?

La vie économique d'El -Djazaïr.

El-Bekri est le premier auteur d'époque, à parler de la vie économique d'El-Djazaïr.

Les géographes et voyageurs ne s'encombre pas généralement de détails. Ils se contentent d'énumérer deux ou trois types de cultures d'une région, notamment celles destinées à l'exportation. Pour présenter la vie économique de cette fondation, nous ferons la distinction entre " le commerce " les échanges, et la formalisation de cette infrastructure économique dans la ville.

L'activité commerciale.

Au 10^{ème} siècle, c'est Ibn-Hawqal qui le premier, nous donne des informations sur l'importance du commerce d'El-Djazair. " Des exportations de beurre, de miel, de figues et d'autres fruits, dit-il se font de ce port vers l'outre mer "(19).

Au 11^{ème} siècle, El-Bekri, nous présente une série d'itinéraires qui relient la côte espagnole entre Carthagène et l'embouchure de l'Ebre (20).

Dans son document " Remarques sur le commerce maritime en Afrique au 11^{ème} siècle ", C. COURTOIS relève deux nouveaux itinéraires en relation avec le port espagnol, dont l'un contournant Ibiza rejoignait El-Djazair à Peniscola.

Le port d'El-Djazair devenait ainsi pour les navires de Tortosa une escale du commerce Andalous. La ville des Banu Mazghana semble assurait un rôle de plus en plus important dans les relations commerciales maritimes, elle devient selon les écrits d'El-Yakubi, " la charnière des itinéraires de hautes mers et des itinéraires côtiers ".

Vers le milieu du 12^{ème} siècle, les écrits d'I-Idrissi, dans sa description de l'Afrique et de l'Espagne, corroborent ceux d'El-Yakubi, puisqu'il présente El-Djazair comme ayant un commerce très florissant (21).

Il semble d'ailleurs que dès le 13^{ème} siècle, " le port d'Alger est signalé sur les cartes ": Pisanes avec le port d'Algesira; carte dite de Charles VIII en 1375, et cartes de l'Europe occidentale dès le 14^{ème} siècle (22), ce qui atteste bien, l'importance que prit ce port, depuis sa fondation jusqu'au 15^{ème} siècle. Des registres d'achat de Barcelone de cette date là, consignent l'échange de laine, de peaux et d'huile d'Alger, contre draps et tissus. D'autres écrits, mentionnent les multiples relations commerciales (maritimes) d'El-Djazair avec les pays d'Europe.

De Mas LATRIE, dans son traité, de paix et de commerce, précisent que ces échanges commerciaux se faisaient notamment avec Pisanes et Gênois.

La ville de Bologhine, semblait jouir d'après ces données d'une certaine prospérité économique. Tous les récits consultés citent les échanges commerciaux avec l'outre mer. Mais que savons nous de l'activité commerciale, ou artisanale qu'abritaient les murs de cette ville?

En fait très peu d'éléments, nos médiévistes outre le commerce d'exportation, ne font que situer, voir signaler la formalisation de l'infrastructure du support économique intra muros. Comment se traduisait alors la structure des activités économiques d'El-Djazair? Dès le 11^{ème} siècle, El-Bekri la décrit comme "une ville renfermant plusieurs Bazzars " (23).

Au 12^{ème} siècle, c'est au tour d'I-Idrissi de citer " Les bazars très

fréquentés, les fabriques bien achalandées "(24).

Par fabriques, devrait-on comprendre boutiques d'artisans? Qu'en est-il également des bazars mentionnés par ces deux auteurs? Serait-ce le développement complexe du bazar des Médinas Musulmanes, c'est à dire le développement linéaire du souq en la juxtaposition de boutiques comme vérifié pour les Médinas de Constantine et Tlemcen (25). Y trouvait-on une organisation par corps de métiers, ou par catégorie de Produits?

Il semble que la description que nous fait l'Africain, répond un peu à nos préoccupations: " A l'intérieur, dit-il, se trouvent de belles maisons et des places bien organisées, dont chacune est consacrée à un art particulier, il y a également beaucoup de tavernes et de fours " (26).

Cet auteur semble donner plus de détails quand à l'organisation de la structure économique d'El-Djazair, ce qui répondrait en partie à nos questionnements. Il semble en effet, que ces activités soient regroupées par corps de métiers ou spécialisation artisanales en des lieux bien établis. Mais cet ensemble d'informations ne suffisent pas et ne permettent pas de retracer le schéma de cette infrastructure économique. Les travaux de E. MERCIER pour Constantine, et de BROSELAD pour Tlemcen, ont permis de reproduire assez fidèlement le développement de la structure économique de ces deux villes.

Les recherches effectuées par A. DEVOULX, ne nous permettent malheureusement pas de restituer, rétablir dans sa globalité le souq d'El-Djazair.

Son étude a été élaborée à la base " de nombreux titres de propriétés et autres pièces d'une authenticité irrécusables " (27).

C'est à la base de ces documents qu'il présente la place du gouvernement (aménagée à partir de 1830) comme étant le coeur de la ville berbère. Celle-ci était d'après l'auteur " occupée exclusivement par des boutiques que sillonnaient trois ou quatre rues partant de la rue Bab-Azoune et convergeant vers l'actuelle mosquée de la pêcheurie (28). C'est ainsi qu'il situe la Kaisaria de ce noyau historique (quartier marchand où se tenait une véritable bourse d'étoffe et d'autres produits de luxe).

Précisons que ce quartier garde jusqu'à nos jours la permanence de la fonction (caractère commercial pré-dominant). Nous renvoyons le lecteur à A. DEVOULX, pour une plus ample connaissance de cette structure économique. Nous estimons, nécessaire à ce niveau d'identifier les cadres et la nature des activités présentes en ce lieu. Ce sont là, les seuls informations que nous avons pu regrouper, et présenter, identifiant le lieu et cadre de cette activité économique de la ville de Bologhine.

Ibn Hawkel dans son descriptif cite les murs qui entourent la ville, L. l'Africain qui le dernier décrit la fondation de Bologhine avant l'occupation ottomane, dit que "ses murailles sont très belles et très solides et faites de grosses pierres". Que faudrait-il retenir de cela? A quelle époque a-t-on fortifié la ville? A qui revient la fondation de "el qasba el qadima" citée par Devoulx et autres sources? Ce système défensif ne serait-il pas l'œuvre des almohades connus pour leur architecture militaire et à qui revient la fortifications de la ville de Tlemcen et la fondation de son méchouar, les casbahs de Bougie et Constantine?

Beaucoup d'interrogations sont encore à soulever et c'est là l'objectif de cette communication: soulever des interrogations aidant à élaborer une méthode, une approche pour une lecture historique assez détaillée de la structure spatiale et des éléments du code architecturale de ce noyau historique.

Bibliographie.

- (1) Ibn khaldoun; histoire des berbères et des dynasties musulmanes de l'Afrique septentrionale, trad. de Slane, Paris 1978, t II pp 9-12.
- (2) Ibn el Athir, kamil fi t-tarikh ed leyde 1851-1876, trad. Fananin annales du Maghreb et de l'Espagne Alger 1901 p 377.
- (3) Ibn khaldoun op cit t II p 9.
- (4) Ibn khaldoun op cit t II p 9.
- (5) En Noweiri; appendices n°1 in Ibn khaldoun op cit t II pp 483-489.
- (6) Ibn khaldoun op cit t II p 12. En Noweiri; appendices n°1 in Ibn khaldoun op cit t II pp 483-489.
- (7) Idem p 6.
- (8) Ibn khaldoun histoire des berbères, t II p 56.
- (9) Idem.
- (10) Ibn khaldoun fixe la mort de Ziri à 970, alors qu'Ibn el Athir indique l'année 361/971. En Nuweiri lui, la situe vers juillet 971.
- (11) Ibn khaldoun; histoire des berbères op cit pp 4-5
- (12) Idem p 5.
- (13) Idem.
- (14) Luis del Marmol y Carvajal; description général de africa, sus guerras y vicistude desde la fundacion del mahometismo basta el ano 1571, granada 1573 - malaga 1599. cette source est également citée par Devoulx

op cit année 1875 p 297, et Cresti " contribution à l'histoire d'Alger " dans les documents de préservation et de mise en valeur des monuments et sites historiques, cours de post graduation de l'école polytechnique d'architecture et d'urbanisme epau- alger. Rome 1993 p 18.

- (15) Berbrugger; notices sur les antiquités romaines d'Alger, Alger 1845 p 134.
- (16) Fournel; les berbères, étude sur la conquête de l'Afrique par les arabes d'après les textes arabes imprimés, Paris-1875/1881, cité par h.r. Idris- la Berbérie orientale sous les zirides, paris 1962 p 275, et Cresti op cit p 19.
- (17) Voyages extraordinaires et nouvelles agréables par m.Abou.Ras.b.Ahmed b.Abd el Kader en Nasri, trad Arnaud in revue africaine 1878 p 434.
- (18) El-Bekri; description de l'Afrique Septentrionale, trad de Slane, Paris 1965 p 137.
- (19) Ibn hawkel; kitab surat el ard- configuration de la terre, trad wiet et kramer, Beyrouth - Paris 1964, p 73
- (20) El Bbekri; description de l'Afrique, op cit cité par courtois, " remarques sur le commerce maritime en Afrique au 11ème siècle " in mélanges d'histoire et d'archéologie de l'occident musulman, t II pp51-59.
- (21) El Idrissi; description de l'Afrique et de l'Espagne, trad. par. Dozy et m. de Goeje, réimpression anastatique, 1968 p 65.
- (22) Collection Art et Culture; El Djazaïr, édité par le ministère de l'information et de la culture, Alger 1974, p20.
- (23) El Bekri op cit p 136.
- (24) El Idrissi op cit p 65.
- (25) Taleh.kanoun.s. " lecture historique de l'organisation spatiale de la médina Algérienne. Cas de Constantine et Tlemcen; Alger 1998 chap 4 pp 274-284.
- (26) Leon l'africain; ilviaggio di giovan leone e le navigazioni quali si leggono nella raccolta di giovanbattista ramusio, Venezia, 1837.p 112.
- (27) Devoulx; Djezaïr Beni Mazghana in revue Africaine 1875 p 612.
- (28) Idem pp 516-518.
- (29) El bekri op cit p 136.
- (30) Devoulx, notes historiques sur les mosquées et autres édifices religieux d'Alger, revue africaine, 1875 pp 306-310.
- (31) Ouzidane, " El Djazaïr à l'époque ottomane, essai de restitution de son système hydraulique ", epau -Alger 1999 pp 47-50.

Un croquis élaboré par l'auteur, un plan d'ensemble établi à partir des relevés établis par l'état major français, appuyés d'iconographie du 16ème et 17ème siècle, ainsi que la présentation de fiches techniques présentant les actes étudiés, auraient nous le pensons facilité la compréhension de l'organisation de cette vie économique et permis de ressortir une esquisse de l'image de cette partie de la ville d'El-Djazair.

La même observation se fait concernant les édifices religieux, relevés et mentionnés par DEVOULX. Les recherches de cet auteur, semblent révéler une vie religieuse marquée par une omniprésence de lieux de culte (relativement à la taille de la ville) ainsi que l'existence de lieux d'enseignements.

La vie religieuse.

En remontant aux premières sources, il semble que la principale problématique, gravite autour de l'identification, et l'authenticité de la fondation de la grande mosquée d'Alger Djma'a el kebira, l'édifice attribué à l'almoravide Youcef ibn Tachfin.

La mosquée était-elle de fondation Almoravide? Serait-elle pour d'autres que la reconstruction et agrandissement du lieu de culte Idrisside, sur lequel s'est stratifié la mosquée de Bologhine?

Tels sont les principales préoccupations de nos auteurs. Il s'agit en fait à travers ce souci de précision de tenter d'identifier le langage architectural de chacune des époques vécues.

En quoi la Mosquée de Youcef s'identifierait-elle à celle de Tlemcen (fondée par le même gouverneur et pratiquement à la même époque), spatialement, architecturalement?

Si des divergences ressortent, y aurait-il alors permanence d'éléments architecturaux des dynasties antérieures? Quels seraient-ils alors?

Déjà, au 10ème siècle, El-Bekri, signale dans son récit la présence d'un "djama" (29).

Les premiers éléments de permanence sont précisés par ce même auteur. Il relève les traces et vestiges d'une basilique chrétienne dont l'abside persiste.

En fait El-Bekri fonde sa théorie de stratification relativement à l'existence des vestiges d'Icosium.

Au 14ème siècle Y. Ibn-Khaldoun, présente les inscriptions épigraphiques relevées dans cet édifice.

La première, située sur le Minbar, révèle une date de fondation (409 de l'hégire) antérieure au pouvoir Almoravide, d'où l'hypothèse d'une fondation Ziride par ce même auteur.

Le deuxième tracé sur le cadre de la chaire, date la construction du minaret à 723 (1322 - 1323).

La grande mosquée ne serait-elle pas reconstruite sur une préexistence d'époque Ziride par Youssef Ibn -Tachfin, améliorée, embellie par son fils Ali et finalisée avec le minaret par les Beni Abdeloued?

Un travail de magister traite le problème de la restauration de Djama'a el kebira, malheureusement aucune lecture ne se dégage de cette thèse identifiant le langage architecturale spécifique à cette dynastie Almoravide; Ce qui aurait pu étayer et confirmer certaines des hypothèses de nos auteurs.

D'autres établissements religieux et lieu d'enseignements "madrasa" sont signalés par A. DEVOULX(30) essentiellement celle de Sidi-Ramdane existante encore de nos jours, située sur les hauteurs de la ville. Nous n'allons pas énumérer tous les lieux de culte identifiés par l'auteur, il est recommandé de se reporter à la source pour une meilleure lecture de cette organisation religieuse de la ville des Beni-Mazghana sous le règne des dynasties berbères.

Là encore une carte schématique aurait facilité la lecture et permis d'évaluer l'importance de cette instance religieuse de l'époque.

Nous ne pouvons à border l'aspect religieux de la ville, sans parler de la présence d'un élément vitale pour la fondation d'une ville: l'eau.

Un travail de magister effectué récemment présente une étude élaborée sur Le problème hydraulique d'Alger à travers son histoire (31).

Diverses sources et points d'eau sont citées et situées par l'auteur de cette recherche: eaux de l'oued kniss, la source de la marine (la plus importante) Ain-Essoltane non loin de la mosquée actuellement de la pêche, et Ain-M'Zaouka dans la partie haute de la ville.

Ibn-Hawkal, El-Bekri dans leur description insiste sur les sources d'Alger. La présence de ces sources, facilita de la sorte la construction des hammams de cette ville, édifices annexés en général aux mosquées. Certains de ces lieux sont également cités et situés par DEVOULX.

Nous terminerons cette synthèse par présenter brièvement le système de fortification de la Ville d'El-Djazair.

Les récits historiques du 10ème et 11ème siècle nous présente une ville fondée par le ziride Bologhine au système défensif semble-t-il pas très important puisque la population au cas d'attaque se réfugiait dans l'île qui lui faisait face.

Les sources du 13ème et 14ème siècle nous révèle une Djazair au système défensif assez élaboré puisqu'elle aurait résisté et tenu au siège des hafides pendant un an. Cette dynastie n'occupait la ville qu'après une deuxième expédition par voies terrestre et maritime.

TABLEAU DE LA SITUATION POLITIQUE, ECONOMIQUE, SOCIALE ET CULTURELLE A TRAVERS LA CORRESPONDANCE DES CONSULS DE FRANCE A ALGER DE 1642 A 1792.

Mohammed Touili

Résumé:

Le choix d'un inventaire analytique comme instrument de recherche pour le fonds du Consulat d'Alger se justifie par l'abondance d'informations qui s'y trouvent contenues. En effet, le poste d'Alger est d'une grande importance pour la diplomatie française, notamment en raison du contexte politique qui fait de la Méditerranée, après la guerre de Hollande (1678), un espace essentiel.

Personnalité de premier plan, le Consul de France à Alger assume le rôle d'un ambassadeur puisqu'il écrit directement à la Cour et en reçoit ses instructions.

Les trente-et-un registres du Consulat d'Alger font partie de la série de correspondance de cent cinq postes consulaires, versée aux Archives nationales par le ministère des Affaires étrangères le 16 décembre 1932 et les 6 et 13 janvier 1933.

Les lettres auxquelles sont joints de nombreux documents annexes couvrent la période qui va de 1642 à 1792. Un premier répertoire, resté manuscrit, des séries BI et BIII avait été fait d'après les bordereaux de versement en 1934 et 1935 par Léonce Céliar, archiviste aux archives nationales. Un second instrument de recherche a été achevé et publié en 1982, sous forme de répertoire: "Correspondance consulaire, Consuls, Mémoires et Documents (Affaires Etrangères BI et BIII)". L'inventaire analytique de Pascal Even, publié en 1988 par le Centre des archives diplomatiques de Nantes "Papiers du Consulat de France à Alger 1585-1798", concerne pour l'essentiel les documents reçus par le poste consulaire. De nombreuses lacunes y sont signalées, notamment les archives pillées et détruites lors de

l'expédition de Duquesne en 1683, mais aussi pour la période 1763-1767. Ces lacunes se trouvent comblées par les documents contenus dans les trente-et-un volumes de BI concernant Alger. Le travail en cours se situe ainsi en complémentarité avec celui déjà réalisé.

La correspondance échangée avec Versailles apporte un éclairage extrêmement dense sur la période ottomane à Alger, dont l'historiographie se montre d'une grande pauvreté.

Les faits d'ordre politique, institutionnel ou économique concernant l'Algérie sont signalés avec précision dans la correspondance: l'élection du dey, les nominations des hauts fonctionnaires et des principaux officiers, les relations avec les beys, gouverneurs des trois provinces du Titteri, de Mascara et de Constantine, les révoltes des tribus, la complexité de la société algéroise stratifiée en castes ethno-professionnelles, les rôles de la milice turque, des commerçants et artisans maures et juifs, des raïs, des convertis, des négociants étrangers, des aventuriers et des illuminés.

La correspondance consulaire nous offre ainsi un tableau très complet des relations diplomatiques avec la Porte, Tunis, le Maroc, Tripoli ainsi qu'avec les différentes puissances européennes, au premier rang desquelles se place la France qui entretient des relations privilégiées avec l'Algérie.

La vie quotidienne à Alger, aux XVII^e et XVIII^e siècles, est abondamment décrite dans la correspondance avec Versailles: le train de vie des consuls dans leurs maisons de campagne, leurs relations avec les autres échelles, la société surprenante des esclaves de toutes nationalités, les intrigues des nombreux déserteurs d'Oran complotant l'assassinat du consul de France, des négociants et des missionnaires rendus responsables de leur maintien en captivité, l'exercice du culte dans les chapelles des bagnes et dans celle du consulat (repas de Noël et de Pâques, messes solennelles, Te Deum, célébration de la Saint-Louis), le rôle du vicaire apostolique; on y trouve aussi de nombreuses informations sur les Algériens à l'étranger, les ambassades en France, en Angleterre, à Constantinople, les esclaves détenus à Marseille, Toulon, Livourne, Naples, Malte; sur les problèmes liés à l'exercice du culte musulman et à celui de l'entretien des lieux de sépulture; sur le rapatriement des naufragés et des esclaves évadés d'Espagne, de Gênes ou de Malte et réfugiés en France; sur l'accueil et les secours donnés aux corsaires d'Alger à Brest, Toulon et Marseille.

Comment ne pas évoquer aussi les nombreuses et minutieuses observations concernant les phénomènes naturels donnés par le Bulletin d'Alger envoyé tous les mois

à la cour: relevé météorologique quotidien, manifestations sismiques dont la durée et l'intensité sont décrites avec une précision scientifique étonnante.

Les aspects événementiels ou idéologiques de la correspondance consulaire ne doivent pas nous empêcher de découvrir les grandes lignes directrices, les éléments structuraux. Cette correspondance ne répond-elle pas ainsi à l'exigence essentielle du document d'archives: garder une valeur secondaire forte, pérenne?

Lorsque j'ai entrepris le dépouillement de la correspondance consulaire française émanant d'Alger de 1642 à 1792, j'avais la conviction que cette importante masse documentaire de plus de dix mille folios se prêterait à une féconde relecture. J'avais aussi constamment à l'esprit cette réflexion de Jacques Berque sur les modes de communication entre les cultures et les civilisations: ceux-ci s'établissent dans ce que les sociétés ont de plus intime, de plus profond. Et c'est en effet par leur connaissance du pays d'accueil et de sa langue, par les nombreuses amitiés nouées que beaucoup de consuls ont su jeter entre Versailles et Alger des ponts qui devraient nous permettre, selon la belle formule de Paul Ricoeur, de "défatiser l'histoire".

Que faut-il entendre par là? En nous restituant un passé qui aurait pu offrir les prémises d'une autre histoire, ces documents nous permettent aussi - et j'emprunte ici encore les mots de Paul Ricoeur - de "sauver ce qui aurait pu être autre". Et l'on ne peut s'empêcher ici encore d'évoquer "ces occasions manquées" dont Ageron parlait à propos d'une histoire plus récente.

La correspondance consulaire nous propose des faits: aux historiens d'en rechercher les causes et de les interpréter. Elle est pour eux d'un intérêt évident aussi bien pour la connaissance d'une situation politique, sociale ou économique, que pour la perception des enjeux et des lignes directrices, des problèmes et des solutions entrevues.

S'appuyant sur des données concrètes, argumentant avec des exemples précis, la correspondance évite à l'historien les constructions abstraites, les interprétations réductrices.

La diversité d'informations qu'elle recèle est le reflet de l'ampleur des responsabilités du consul et de sa curiosité d'esprit.

Situons, si vous le voulez bien, les lettres objet de notre inventaire dans le fonds du Consulat de France à Alger. Celui-ci est conservé au centre des archives diplomatiques

de Nantes. Il a donné lieu en 1988 à la publication d'un inventaire rédigé par Pascal Evin: *Papiers du Consulat de France à Alger. Inventaire analytique des volumes de correspondance du consulat de France à Alger 1585-1798*.

Il s'agit pour l'essentiel des documents reçus par le poste consulaire. L'inventaire signale de nombreuses lacunes, notamment les archives pillées et détruites lors de l'expédition de Duquesne en 1683, mais aussi pour la période 1763-1767.

Ces lacunes se trouvent comblées par les documents contenus dans les trente-et-un registres de la correspondance reçue du Consulat par le Secrétariat d'Etat de la Marine et conservés aujourd'hui au Centre historique des Archives nationales sous les cotes A.E. B1 115 à 145. Ce sont eux qui font l'objet de notre inventaire analytique. Ils appartiennent à la série des registres de correspondances de 105 postes consulaires, qui furent transférés des archives de la Marine au ministère des Affaires étrangères lorsque ce ministère, après la Révolution française, reçut autorité sur les consulats, avant d'être versés aux Archives nationales les 16 décembre 1932 et 13 janvier 1933.

L'ensemble de la série de registres de la correspondance est accessible aujourd'hui par un répertoire publié en 1982: *Correspondance consulaire, consulats, mémoires et documents (Affaires étrangères B1 et B11)*, qui remplace l'ancien répertoire manuscrit établi en 1934 et 1935 d'après les bordereaux de versement par Léonce Céliér.

Les lettres conservées dans les registres de correspondance du Consul de France à Alger, auxquelles sont joints de nombreux documents annexes, couvrent, ainsi que je l'ai dit, la période qui va de 1642 à 1792. On y trouve en particulier le précieux "Journal d'Alger", que Pascal Evin considérait comme "une source importante pour approcher l'existence quotidienne du Consulat et de la capitale de la Régence à cette époque". Ponctuellement tenue, sur instruction du ministre, cette chronique rend compte, dit le consul Benoît Lemaire (en poste d'avril 1732 à février 1735) de "tout ce qui se passait d'intéressant à Alger...de toutes les nouvelles du pays...du détail des affaires que j'avais à traiter".

Personnalités de premier plan, les consuls de France à Alger assument le rôle d'ambassadeurs, puisqu'ils écrivent directement - et quotidiennement - à la cour et reçoivent ses instructions pour dialoguer avec le gouvernement algérien qui exerce, pour sa part, toutes les prérogatives de la souveraineté nationale. Certains, tels Jean de Clairambault

(1706-1717) ou Jean-Antoine Vallière (1763-1774) se révèlent des hommes remarquables par leur ouverture d'esprit, la pertinence de leurs analyses, voire la qualité de leur style. Ils s'emploient d'abord à défendre le pavillon et les intérêts de leur pays, mais leur correspondance permet aussi de saisir, au-delà de l'accidentel et de l'accessoire, les lignes politiques directrices des deux nations.

Le poste d'Alger est d'une grande importance pour la diplomatie française, notamment en raison du contexte politique qui fait de la Méditerranée, après la guerre de Hollande en 1678, un espace essentiel où s'affrontent les intérêts français, anglais et espagnols, mais aussi ceux des pays du Nord - Suède et Danemark - de Hambourg et des villes hanséatiques, des Républiques italiennes de Venise et de Gênes, de l'Empire, du Grand Duché de Toscane, des royaumes de Naples et de Sardaigne, puis, durant le seconde moitié du XVIII^{ème} siècle de la Russie et des Etats-Unis d'Amérique.

Des relations privilégiées ont été tissées dès le XVIII^{ème} siècle entre le royaume de France et Alger. Le traité du 23 avril 1684 instaure une paix centenaire entre "deux nations amies".

On ménage d'autant plus l'ombrageuse fierté des Algériens que "traiter dans une cour d'Europe et traiter à Alger, où l'on n'est accoutumé qu'à des déférences de la part des autres nations, sont deux choses bien différentes". Or les deys, - autant que les deïles, leurs épouses, particulièrement sensibles aux présents - y manifestent assez souvent "un penchant pour les Français".

Ceci est bien illustré par cette lettre du 2 septembre 1775 du dey Mohamed ben Othman à Louis XVI, à l'occasion de la naissance du duc d'Angoulême, fils du comte d'Artois, frère du roi: "Puisse nos vœux être exaucés par l'assistance de Jésus, de Marie et de l'ange Gabriel, ainsi-soit-il ! Votre nation et vos sujets jouissent chez nous d'un degré d'estime et de considération que nous n'accordons pas à nos autres alliés. Nous n'avons pas lieu de nous plaindre de cette déférence envers vous...C'est ce qui doit nous porter à cultiver l'amitié et la bonne intelligence qui règnent entre nos deux nations".

Le pavillon français assure la protection des vaisseaux du roi, dont le ravitaillement et les réparations sont, en règle générale, effectués gratuitement par le dey, cependant que les bâtiments algériens trouvent assistance dans les ports français. Ainsi Durand écrit le 20 mai 1699: "Je suis bien aise que sa Majesté ait donné ordre que dans tous les ports, les Algériens fussent traités en amis".

Le problème des prises et de l'esclavage a cependant occupé la majeure partie de la correspondance consulaire. Même si la conclusion de traités tendit de plus en plus à les interdire entre les deux nations, les infractions furent nombreuses, surtout en période de tension, et source d'infinis contentieux sur la restitution, le dédommagement, les rachats particuliers ou généraux par les associations ou les ordres religieux de la Merci et de la Trinité, sans compter que l'on avait aussi recours à la médiation des consuls français pour le rachat d'étrangers ou les affaires de pavillon, d'évasions, de désertions.

Par ailleurs, on observe rapidement la répercussion des événements français à Alger: la révocation de l'Edit de Nantes (1685) entraîne l'arrivée de protestants, passagers de bâtiments anglais et hollandais; les victoires révolutionnaires de 1792, notamment celle de Jemmapes, ont un retentissement qui appelle ce jugement du consul:

"La France peut trouver en les Algériens des amis et des alliés".

L'intensité du jeu diplomatique est sous-tendue par l'importance des relations économiques. Elles se manifestent à travers les activités commerciales de la Compagnie d'Afrique dans ses concessions du Bastion de France à La Calle et de ses comptoirs de Bône, Stora et Collo, l'installation de succursales des principales maisons de commerce de Marseille ou à travers l'affrètement constant de bâtiments français par les Algériens pour Tétouan, Salé, Mogador, Tunis, et très régulièrement vers Smyrne pour y embarquer des recrues. Les navires français assurent aussi chaque année le transport des pèlerins algériens jusqu'à Alexandrie. Les achats de blé algérien permettent souvent la soudure de l'approvisionnement du Languedoc et de la Provence. (Ainsi de 1701 à 1710, 200 000 hectolitres de blé sont expédiés chaque année à Marseille et au Havre par la Compagnie Hély).

Il faudrait y ajouter les cires, les peaux, les laines, les burnous "per cavalli", à l'usage de couvertures pour chevaux ou encore le corail réexporté vers la Russie, l'Inde et le Proche-Orient; la duchesse de Choiseul sélectionne, pour ses terres d'Amboise, brebis et bœufs du Constantinois et réclame, de surcroît, un berger; c'est, en revanche, à la compétence des maîtres-fondeurs de Rochefort qu'Alger fait appel pour construire une fonderie de canons. (Ainsi en 1774, Dupont fils prend la place de son père, décédé à Alger).

Ainsi pouvons-nous lire que "les Français étaient traités avec un air de prédilection qui excitait la jalousie des autres

nations". Les deys savent d'ailleurs habilement jouer de ces rivalités, tout particulièrement avec l'Angleterre, omniprésente en Méditerranée et défendant son pavillon par l'envoi fréquent d'escadres à Alger (ainsi celles de l'amiral Aylmer en 1699 et de l'amiral Byng en 1703). Les autres pays ne bénéficient pas du régime de faveur qui dispense la France et l'Angleterre du versement d'un tribut annuel pour assurer la protection de leur trafic marchand. La correspondance du représentant français met néanmoins en lumière l'activité de leurs consulats (celui de l'Empire est établi en 1727) ou le passage de leurs escadres (celle de Suède, en 1731, est accueillie par de grandioses festivités); la correspondance consulaire met aussi en lumière l'incidence des guerres européennes, des alliances et de leurs renversements (en particulier durant la guerre de Sept Ans 1756-1763, renversement des alliances opposant la France et l'Autriche à la Prusse alliée à l'Angleterre).

Les missives consulaires éclairent aussi la nature des rapports que la Régence d'Alger entretient avec la puissance tutélaire.

L'allégeance à la Sublime Porte, dont témoigne, par exemple, l'envoi de présents à l'avènement d'un nouveau dey, n'a plus guère qu'une existence formelle. Aussi est-il vain, observe le consul Michel Guyot de Kersey dans une lettre adressée au marquis de Castries, le 25 juin 1783, "que l'empereur Joseph II cherche à obtenir la paix avec la Régence par l'entremise de la Porte, qui n'a aucune autorité sur Alger... La Régence jouit de toute indépendance". On peut de ce fait affirmer, note-t-on dans une autre lettre que "la paix avec la Porte et la paix avec la Régence sont deux choses très différentes".

C'est enfin la complexité des relations avec les pays voisins - Tripoli, Tunis, Maroc - qui apparaît à travers l'évocation de tributs, d'alliances instables et de conflits.

Mais l'intérêt n'est pas moindre du tableau que la correspondance consulaire brosse de la situation intérieure de la Régence. Tout un réseau d'informateurs est d'ailleurs évoqué: renégats, anciens esclaves entrés dans la confiance du dey ou de grands personnages, à qui rien n'échappe, jusqu'aux plus tortueuses intrigues de palais.

"Je ne suis point actuellement aussi bien servi en espions que je ne l'étais avant la peste. Cette maladie m'en a enlevé deux des plus essentiels dont l'un était un riche négociant renégat portugais ci-devant esclave du dey et son ami de confiance.

Il faut que je tâche de m'en procurer d'autres. Ce n'est pas la dépense que je crains, mais je n'ose me livrer qu'à bonnes

enseignes de peur que mes tentatives à ce sujet venant à être découvertes, je me laisse tomber dans le discrédit et dans la disgrâce d'une nation aussi ombrageuse que celle-ci". André-Alexandre Lemaire à Rouillé, 3 septembre 1753.

Et tel consul (il s'agit de Jean-Antoine Vallière) de souligner la confidentialité des nouvelles "qu'il serait dangereux de communiquer au gazetier parce qu'il y a ici un homme qui rend au gouvernement tout ce qu'il trouve dans les gazettes de France et de Hollande".

Au-delà des points de vue, voire des préjugés individuels des observateurs, comme des aléas inhérents à la politique de la Régence et à la personnalité des deys, certaines observations viennent déranger les stéréotypes. Ainsi, Michel Guyot de Kersey, dans une lettre au marquis de Castries du 31 décembre 1783, note un sens de l'intérêt public tel que "le trésor du beylik est plus précieux que la vie des Algériens" et que "le dey ne croit point être maître de disposer pour quelque cause que ce soit de ce qui appartient à la Régence".

Pierre Thomas écrivait déjà le 2 août 1748 à Maurepas que l'administration apparaissait "d'une extrême rigueur et que le souci de la sûreté des gens rendait la ville d'Alger...aussi policée qu'aucune de l'Europe" et que l'on s'y préoccupait que "toutes les femmes puissent aller seules à 10 lieues à la ronde avec autant de sûreté que si elles étaient dans leurs maisons".

On peut d'ailleurs mieux apprécier le rôle de la femme dans cette société, à commencer par le rôle de la deïla dont l'influence est parfois si grande, que le divan, excédé, en vient à choisir un dey d'un grand âge, parce qu'il était las, écrit Philippe-Jacques Durand à Pontchartrain le 12 mai 1697 "d'être gouverné par les femmes des deys passés et que celui-ci n'en a aucune" (Hadj Ahmed El Atebi). Le Père Théodore Groiselle, consul par intérim, recommande, dans une lettre adressée à Choiseul le 15 mai 1761 "d'envoyer un consul qui soit marié et qui amène sa femme avec lui", pour le plus grand intérêt des relations diplomatiques par l'entremise des dames.

Cependant, l'ordre intérieur s'avère très précaire, fréquemment menacé par les troubles de la campagne qui entravent la levée de l'impôt et l'acheminement des vivres, par les révoltes durement réprimées de ceux que Jean-Antoine Vallière dans une lettre du 18 septembre 1768 adressée à Joseph-Marie Terray, ministre de la Marine, appelle les "Maures de la montagne" qui continuent à donner de l'inquiétude "car on ne peut pas les réduire". Et les consuls de mettre en garde contre la contrebande d'armes

(échanges de blé et autres denrées, dans des ports forains non surveillés, contre diverses armes et munitions. Rappel du monopole du dey et des beys sur le commerce).

Deux lettres sont particulièrement intéressantes sur ce sujet. La première, datée du 14 avril 1703, de Philippe-Jacques Durand à Pontchartrain (Jérôme Phélypeaux, comte de): " la barque Sainte Croix, capitaine Antoine Germand de Cassis, s'est perdue à 12 lieues à l'Est d'Alger... les plongeurs récupèrent neuf caisses... sept de ces caisses embarquées par le nommé Jean George (Grec qui était de passage) sous le nom de mercerie de Venise étaient toutes de canons de fusils; les deux autres pour le compte d'un autre Grec de Livourne, sous le nom de brocards de Lyon et de mercerie de Venise, étaient toutes de pistolets et de lames d'épée ". Ces marchandises ont été saisies par le consul car destinées à être vendues aux Maures. La deuxième lettre est datée du 10 janvier 1762. Groiselle écrit à Choiseul: " Je supplie Votre Grandeur de recommander à Mr le comte de Lanion et à Mr de Causan d'avertir bien sérieusement les Mahonnais qui viennent charger sur les côtes de prendre garde à eux de ne point porter de poudre pour la vendre aux Maures de la montagne; s'ils étaient trouvés faisant cette contrebande, ils la passeraient fort mal et nous ne serions pas maîtres d'arrêter la fureur du dey ".

C'est encore la situation des minorités qui se précise à travers les documents du poste. Considérés sans aménité par les consuls, qui les accusent souvent de cabale contre les intérêts de la France, les juifs, dont l'activité rayonne sur toute la Méditerranée, sont, pour beaucoup d'entre eux " nés, eux, leurs pères et leurs aïeux dans cette ville d'Alger... ils sont véritablement sujets algériens ", écrit François d'Evans en 1742. Quelques-uns peuvent même accéder aux plus hauts postes, tels celui de rais.

Le sort des esclaves sollicite particulièrement l'attention du lecteur, indépendamment des échos que l'on a de la situation des esclaves algériens en France (un millier en 1688, notamment à Marseille). (Lettre du consul André Piolle du 14 avril 1688).

En 1749, sont recensés, à Alger, trois mille esclaves espagnols, deux mille autres européens et cent soixante français, déserteurs des troupes espagnoles d'Oran ou pris sous pavillons étrangers, " qui ne sont plus réputés Français ".

Il ne semble pas aisé d'échapper à ce statut autrement que par le rachat ou, occasionnellement " l'échange réciproque ", qui donnent lieu, comme nous l'avons déjà rappelé, à une intense activité procédurière. Recommandation est en effet donnée aux commandants français d'éviter de recueillir à leur bord

des esclaves qui recouvreraient ainsi leur liberté.

La conversion à l'Islam est tenue en suspicion des deux côtés, bien que les renégats soient assez nombreux à s'être frayé une voie dans la société algérienne.

" Le dey rendit il y a quelques jours un jugement très agréable aux chrétiens: trois esclaves, dont un Français, s'étaient présentés à une mosquée pour apostasier; le marabout les reçut.

Sur les instances de nos missionnaires, le dey paraissait décidé à ne point agréer les nouveaux circoncis, car ils s'étaient fait eux-mêmes l'opération. Le marabout intervint, alléguant les privilèges de sa mosquée, l'intérêt et l'honneur de sa religion.

- Oui, répondit le dey, ils seront musulmans mais ils travailleront toujours comme et avec les autres esclaves. Quelqu'ait été le motif de la décision, elle tourne au profit de la religion, et est bien propre à contenir ceux que l'espoir d'un meilleur sort pourrait engager à faire de semblables avances ". Robert-Louis Langoisseur de la Vallée à Bourgeois de Boynes, 24 janvier 1774.

" Le premier décembre, 27ème jour de la lune de ramadan, les Maures allaient en procession... un esclave espagnol, transfuge d'Oran se précipite à travers la foule, atteint la bannière de Mahomet, l'embrasse et crie qu'il est et veut vivre et mourir en mahométan.

Le peuple eût bien voulu qu'on l'eût admis mais comme on n'ignore pas que le dey ne permet point aux esclaves chrétiens d'apostasier, on députa vers ce prince pour favoriser plus positivement ses intentions. Le dey, malgré la publicité de l'acte de cet esclave, en un jour de cérémonie très religieux pour les musulmans, ordonna aux gardiens du bain de le ramener et de l'obliger à force de coups, à se rétracter, commission qui fut si bien exécutée que ce malheureux confessa qu'il était chrétien ".

De La Vallée, 1^{er} décembre 1774:

La condition des esclaves se montre naturellement sous des aspects très différents: elle est rarement évoquée avec commisération - comme lorsque de jeunes victimes sont menacées par " la dégradation des mœurs qui règne en ce pays ".

A propos d'un jeune captif français, François d'Azan, de Saint-Gaudens, que son maître désire vendre:

" Plusieurs Turcs se sont empressés dans l'intention de l'acheter. Les intentions des chalans sont relatives à la

dégradation des mœurs qui règne en ce pays. Les uns ont en vue de s'en servir à une débauche que je n'ose développer. D'un autre côté, il y a eu des femmes qui se sont mises sur les rangs et de partout il y a des précipices ouverts qui donnaient lieu de craindre pour la personne de l'esclave en question dont la figure est assez prévenante... et pour sa religion". André-Alexandre Lemaire à Rouillé

25 septembre 1751:

La situation des captifs est parfois éclairée d'un jour inattendu par le courrier des intéressés. Jalousement gardé à bord, un certain Joseph Roza n'en écrit pas moins à sa femme: " Et comme nous n'avons point de guerre avec les Algériens, le capitaine a bien soin de me garder, car si je pouvais toucher terre, il ne serait plus le maître de mon corps et même je ne serais plus esclave. C'est pourquoi il m'a fait consigner. Je me place là où je veux dans le navire pour prendre l'air. Le capitaine est un bien brave homme, il prévoit toutes les occasions pour ne point me gêner que le moins qu'il est possible. Nous avons ici un consul, un vice-consul, trois pères et trois marchands français. Tous les jours, ils me font porter toutes sortes de rafraîchissements. Je vous assure que le plus riche de tous les esclaves n'est pas plus heureux que moi. Rien ne me manque grâce au Seigneur. J'ai le bonheur d'être aimé du capitaine, je ne reçois pas la moindre insulte ". Jean-Antoine Vallière à Choiseul - 6 janvier 1765.

L'Hôpital royal d'Espagne prend en charge les esclaves malades, mais son rôle et ses revenus sont sujets à controverse.

Il apparaît enfin que des périls surviennent souvent des esclaves eux-mêmes dont les complots et les menaces alarment le consul et les notables: en 1781, le vicaire apostolique Cosson est grièvement blessé par un esclave dans le confessionnal de l'église du bague; le coupable, un nommé Picard, est pendu à la demande du consul de La Vallée, qui juge que sa position est " réellement intenable " et en déduit que " le meilleur parti est de braver cette canaille... en sortant bien accompagné et bien armé ".

Les nouvelles consulaires évoquent bien évidemment le cadre de la vie quotidienne de la capitale de la Régence, notamment à travers l'irremplaçable Journal d'Alger.

Le compte rendu des transactions dresse un état des monnaies (piastres, sequins, aspres) et de leurs cours, des poids et des mesures (pans, grands et petits pics), et des droits de douane

différenciés selon la provenance et la nature des marchandises. Nous sommes par là informés des besoins et des goûts, des produits qui y répondaient: tel drap de Hollande, d'un rouge inimitable, est recherché par les Turcs; tel autre de Sedan, fin et léger, dit " pour femme ", est spécialement fabriqué pour les culottes d'hommes d'Alger. L'activité se ralentit ou s'interrompt au rythme du calendrier religieux: le ramadan rend déjà le Dey intraitable, de " la mauvaise humeur que ce temps inspire à tous les musulmans ".

A l'évocation attendue des festivités du Mouloud ou des Aïds se joint celle des fêtes chrétiennes: banquets des notables, repas offerts aux esclaves, messes solennelles avec chœurs et orchestres.

La relation des événements dramatiques apporte aussi sa moisson d'informations: épidémies de peste, dont celle particulièrement meurtrière de 1787; secousses sismiques dont l'intensité et la durée sont rigoureusement notées, comme le 17 mai 1760 où Blida est détruite; invasions acridiennes qui font l'objet de mémoires, tel celui que Langoisseur de La Vallée adresse à Buffon en juillet 1778. On apprend d'ailleurs la venue de nombreux savants dans la Régence:

-en 1725, un médecin, Peyssonnel vient herboriser (le bey de Constantine, Hassen le reçoit pendant près de deux mois).

-en 1732, le professeur Heberskiel - accompagné de six savants de Leipzig - est " envoyé par le roi de Pologne et électeur de Saxe faire des recherches sur les plantes et simples ".

- en 1764, le marquis de Chabert est installé dans la maison de campagne du consul pour s'y livrer à des observations astronomiques et dresser une nouvelle carte de la Méditerranée: le dey Baba Ali bou Sbâa " a goûté ce projet sans s'effaroucher ", note Jean-Antoine Vallière.

-en septembre 1784 arrive à Alger René Desfontaines, membre de l'Académie des sciences. Le dey Hassan et les grands de la Régence lui accordent pour ses recherches " toute la faveur qu'il pouvait désirer ". Voici ce que nous en dit Michel Guyot de Kersey:

" H.Desfontaines qui pendant tout l'hiver a suivi, aux environs d'Alger, ses recherches en histoire naturelle, s'est enfoncé dans l'intérieur des terres au retour de la belle saison. Il se trouve en ce moment dans la province occidentale de ce royaume, auprès du bey de Mascara qui a pour lui les plus grands égards. Il doit parcourir ces contrées jusqu'aux frontières du Maroc ". (17 juin 1785).

" Cet académicien a parfaitement rempli sa mission. Le Dey

et les Grands de la Régence lui ont accordé pour ses recherches toute la faveur qu'il pouvait désirer. Il lui a été permis de parcourir tous les lieux qui reconnaissent l'autorité de la Régence. Il a traversé le royaume de Tlemcen, un des plus beaux pays qu'il y ait au monde. Cet académicien a recueilli un millier de plantes parmi lesquelles trois à quatre cents nouvelles. Sa collection d'insectes n'est pas moins riche. Il a rassemblé divers autres objets d'histoire naturelle, a observé les mines de fer, de cuivre et de plomb dont l'Atlas est rempli. Enfin il emporte une connaissance parfaite de l'intérieur de ce royaume " (10 décembre 1785).

La correspondance fourmille encore d'informations pittoresques. Ainsi sur les usages linguistiques: on rapporte par exemple ce piquant témoignage d'estime du dey Ibrahim au consul Thomas (17 juillet 1793) " en petit mauresque ": " quando clamar per andar in Francia ô altri luoghi mi non mollar per ti " (est-il nécessaire de traduire?) " Lorsqu'on vous rappellera pour aller en France ou en d'autres lieux, je ne vous lâcherai point ".

Il s'avère d'ailleurs qu'à la fin du XVII^{ème} siècle la langue franque est plus en usage à Alger que le langage ordinaire. Dusault, l'envoyé du roi, doit défendre cette suprématie face à la collusion du consul anglais et des administrateurs de l'Hôpital royal espagnol d'Alger: "Je travaillerai à rompre cette union ".

On pourra enfin s'instruire ou se divertir à des histoires de somnambulisme et de maisons hantées - notamment celle du consul de Hollande, qui " n'est pas trop sûre à fréquenter " - ou méditer sur " le danger des aventures galantes en ce pays " que signale de La Vallée à Sartine le 18 avril 1774, intrigue dont les cuisiniers français peuvent encore se tirer à bon compte, quand leurs malheureuses partenaires sont " jetées à la mer, au grand regret des amateurs; elles étaient belles et la moins jeune n'avait guère vingt ans ".

Aussi pouvons-nous espérer que la lecture de cet inventaire ne sera pas trop fastidieuse. Nous souhaitons surtout qu'il ouvre de nombreuses perspectives de recherches et constitue un utile instrument de travail. Nous aimerions enfin qu'il aide à éclairer le passé d'un pays dont l'histoire récente a cruellement brouillé l'image.

LINGUA FRANCA, LANGUE MORTE

Jocelyne Dakhlia

Résumé:

"À partir des sources fragmentaires concernant la langue franque, il est possible de construire une plus vaste argumentation concernant les formes de "métissage" culturel que connaît une société urbaine telle que celle d'Alger à l'époque moderne. La question des locuteurs de la lingua franca n'en exige pas moins une réflexion spécifique, voire une relecture à l'encontre de la tradition historiographique sur cette question."

Ce qui reste à la France aujourd'hui de son empire, c'est la francophonie. L'essentiel de la politique de la France à l'égard de ses anciennes colonies se justifierait par leur francophonie, leur lien matriciel à la France par la langue. Ce rapport vestigiel à l'empire est euphémisé par le rôle de langue universelle auquel a pu prétendre la langue française, au XVIII^e siècle notamment, si bien que l'inclusion dans le monde francophone de la Roumanie, par exemple, estompe le caractère trop brutal d'une référence à l'ancien lien colonial.

Le français est donc historiquement une sorte de lingua franca de l'élite culturelle, sans considération de frontières nationales et politiques; c'est aussi une lingua franca impériale, au sens, cas de figure fréquent, où une langue nationale, langue des maîtres, des dominants, s'impose à l'ensemble d'un empire, d'une aire impériale.

Dans ces deux cas de figure, "lingua franca" s'emploie dans un sens générique, et tel est son sens le plus commun aujourd'hui. Historiquement, cette notion recouvre toutefois une réalité bien plus précise: il s'agit de cette langue que l'on parlait dans l'ensemble de la Méditerranée et que les historiens, tel M. Lombard, définissent par excellence comme une langue de l'échange, du commerce. Il s'agirait donc d'une langue essentiellement côtière, portuaire. Cette limitation ou cette délimitation peut être remise en question, mais ce qui m'intéresse dans le cadre présent, c'est de comparer ou d'opposer cette langue sans frontières, sans principe territorial, à ces langues nationales ou impériales qui peuvent être des langues secondes, véhiculaires, mais qui réfèrent aussi à un rapport de souveraineté, à une domination.

Le franco entre difficilement dans nos catégories parce qu'il ne

correspond à aucun schéma de souveraineté par la langue. Notre connaissance de ce phénomène est certes inégale. Dans l'ensemble des territoires méditerranéens sous domination musulmane, le cas du Levant n'a que faiblement attiré l'attention. Pour le Maghreb, en revanche, la masse documentaire connue est assez importante, elle constitue l'essentiel des sources disponibles sur la langue franque. On sait par exemple, pour l'anecdote, que lorsque Molière intègre au Bourgeois Gentilhomme ses fameuses strophes chantées en lingua franca, en 1670, celles-ci sont d'inspiration algéroise et non pas levantine.

Je vais donc en rester au cas du Maghreb et rappeler tout d'abord que tant au Maroc que dans les Régences ottomanes, jusqu'à la première moitié du XIX^e siècle environ, il n'y a pas de conflit entre l'usage de la lingua franca et celui de l'arabe (ou du turc). Il s'agit pourtant d'un pidgin à base de langues romanes, à base d'italien et d'espagnol, avec des apports du français, du provençal, du portugais, du grec et, dans une moindre mesure, de l'arabe et du turc, le tout dans des proportions variables selon les régions et selon les périodes.

La base, néanmoins, est indiscutablement romane. Or cette langue est parlée dans la rue, au marché aussi bien qu'au sommet de l'État. Elle est en usage à la cour, non seulement dans les échanges avec les consuls mais dans tous ceux qui impliquent un personnel administratif, militaire et domestique très fréquemment d'origine chrétienne. Elle justifie sans doute aussi d'un usage plus strictement domestique, interne à la sphère privée et qui est généralement sous-estimé, qui demanderait plus d'investigations.

De cette langue franque, langue morte, les dialectes maghrébins ont conservé l'empreinte, mais ce qui m'intéresse n'est pas un problème strictement linguistique (je n'aurais pas de toute façon de compétence pour l'aborder) mais un problème de mémoire.

D'une part la langue franque renvoie à une forme de "cosmopolitisme" (le terme est évidemment partiellement anachronique et inapproprié), à un brouillage ou une dénégation des frontières qui constitue un problème historique majeur, et d'autre part elle fait problème par l'oubli assez massivement consensuel qui la frappe aujourd'hui. Il s'agit d'une langue qui fut commune, partagée, que l'on entendait aussi bien sur les rives sud de la Méditerranée qu'à Marseille mais aussi dans des ports beaucoup plus septentrionaux. Or, tant au Maghreb qu'en France (qu'en serait-il du cas de l'Espagne ou de l'Italie?) la mémoire de cette langue métisse est infime, inexistante. En dehors d'un petit milieu de linguistes, du courant de la créolistique, qui l'étudie? Pour les historiens, elle n'a pas constitué un objet en soi. Quant au travail linguistique mais aussi littéraire qui s'est effectué depuis quelques décennies à partir des langues maghrébines, il n'a pas fait émerger le franco comme une langue indigène, fût-elle

vestigieuse, comme un héritage. Il y a donc oubli, ou occultation de la part de romanité qui est présente jusqu'aujourd'hui dans la langue que parlent les Tunisiens, les Algériens ou les Marocains (le cas libyen n'est sans doute pas très différent).

Cet héritage linguistique qui lie le nord et le sud de la Méditerranée est donc proprement inaudible, inouï. Ni les Français, ni les Maghrébins n'ont envie d'entendre de l'espagnol, de l'italien ou du français dans les dialectes maghrébins, sinon comme séquelle du moment colonial, comme une trace cicatricielle. Dans le meilleur des cas, en effet, on se réfère à l'acculturation coloniale, sans remonter plus avant dans le temps. L'événement fondateur par excellence de la mixité culturelle et du métissage linguistique serait la colonisation. Il y a là un schéma qui me paraît être partiellement un artefact.

La question des langues au Maghreb, il est à peine besoin de le rappeler, est toujours perçue sous le signe du déchirement, de la souffrance et d'un tiraillement inextricable. Les Algériens, tout particulièrement, seraient malades de leurs langues. Le schéma descriptif qui s'impose alors est toujours dual: le bilinguisme, la diglossie, la "bi-langue", écrit Khatibi. Or dans cette fissure, ce déchirement entre deux, il y aurait toujours une double dimension à prendre en compte, celle de la chute et celle de la rédemption.

Il y aurait en effet perte de soi dans le bilinguisme, dépossession de soi. Cette histoire étant indissociable de celle de l'acculturation coloniale, on y voit un phénomène d'une part récent, tardif, et d'autre part nécessairement lié à la contrainte et à la honte de soi. Le résultat ultime serait dans le cas de l'Algérie la production de ceux que les Algériens, avec leur humour caustique, appellent les "zéro-lingues", et qui ne maîtriseraient véritablement ni le français ni l'arabe.

Une telle vision du problème n'est pas spécifique. Elle rappelle notamment ce que dit E. Glissant de la "non-maîtrise d'un langage approprié, qui qualifie des situations d'asservissement historique, d'aliénation coloniale". La souffrance linguistique procéderait par excellence de l'acculturation coloniale. Mais la rédemption en procède tout autant. Khatibi, notamment, évoque "une clarté de pensée qui vit de chiasme, de cette schize". Il n'est pas non plus besoin de s'y attarder: tout un courant de la littérature maghrébine dite d'"expression française" (curieuse formulation qui semble évacuer toute dimension de créolité) s'est développé sur la base de cette faille, de ce déchirement fécond ou de cette "schize". Plus récemment, le témoignage, car c'est d'abord un témoignage, de Derrida, qui dialogue directement avec Khatibi dans *Le Monolinguisme de l'autre*, a considérablement accentué cette idée d'une charge de souffrance liée à la langue du franco-maghrébin, "franco-maghrébin" étant l'expression même dont use Derrida.

Ce trait d'union de franco-maghrébin, à lui seul, renvoie Derrida au "tourment, à la torture, à la lésion, à la blessure, à la terreur, à la guerre". "Ce trait d'union, écrit-il, ne fera jamais taire la mémoire". C'est donc une immense souffrance par la langue qu'il affirme comme sienne et qui viendrait en écho à celle des autres Maghrébins, musulmans. Mais Derrida revendique à cet égard une forme de suprématie; il serait, dit-il, plus franco-maghrébin que Khatibi, car il s'est vu, lui, interdire l'accès à toute langue non française de l'Algérie - arabe, berbère, hébreu ou judéo-arabe... - dans le même temps que le français lui était d'une certaine façon refusé. Sa langue maternelle, écrit-il, n'était pas sa langue maternelle. Il se définit autrement comme "un sujet de culture française" qui vient dire en français "je n'ai qu'une langue, ce n'est pas la mienne."

A Derrida, juif algérien, l'arabe ou le berbère sont interdits; le français lui est faussement donné, car la nationalité française lui est retirée en 1942. Khatibi au moins aurait à lui sa propre langue maternelle, aurait reçu la langue de sa mère, et c'est en ce sens que Derrida s'estime plus déchiré, plus souffrant, plus franco-maghrébin.

C'est ce schéma bien enraciné du bilinguisme qui paraît faire problème et plus largement ce monolinguisme originel. Il s'agit à mon sens d'une illusion. Non pas que la souffrance soit illusoire, elle ne l'est en aucun cas. "Être franco-maghrébin comme moi, dit Derrida, ce n'est pas, surtout pas, un surcroît ou une richesse d'identité, c'est un trouble de l'identité".

Mais pour un Maghrébin musulman, se penser comme monolingue, et se découvrir douloureusement bilingue, suppose aussi en amont un ensemble d'inhibitions et de censures qui ressemblent fort à celles vécues par Derrida à l'école ou au lycée. Et pour qu'un écrivain maghrébin puisse jouir de ce trouble de l'identité, il lui faut, symétriquement, oublier toutes les langues françaises de son histoire.

La langue maternelle d'A. Khatibi, comme celle de tout Marocain, comporte à n'en pas douter une forte proportion de termes et de tournures venus de l'espagnol, du français, ou d'une origine méditerranéenne plus indistincte et que l'on pourrait placer génériquement sous le vocable de la lingua franca. A cet égard au moins il n'est pas de monolinguisme. La langue maternelle, nourricière, de Khatibi était à n'en pas douter déjà empreinte de romanité, elle résonnait d'éléments du français, de l'espagnol, de l'autre rive de la Méditerranée. Cet arabe-là était déjà, d'une certaine façon, bilingue ou plurilingue.

On décrit toujours la période coloniale comme une période de forte acculturation - le fait colonial est même originellement

inhérent au concept - et la Méditerranée coloniale, celle de l'entre-deux-guerres notamment, serait l'un des temps forts du cosmopolitisme, tant à Alexandrie, qu'à Tanger ou encore Tunis. On se représente donc ce moment comme celui d'un intense brouillage identitaire et linguistique, que ce soit sous le signe folklorisé du pataouète ou à travers le déchirement existentiel du colonisé bilingue.

Il semble pourtant que l'on puisse aussi mettre en évidence un processus très exactement inverse. La colonisation, ainsi que la réaction nationale qu'elle induit chemin faisant, produisent concurremment un puissant processus de réduction identitaire et de purification des représentations de la langue et en certains cas de la langue elle-même. Dorénavant, et ce tableau est à peine caricatural, on est soit arabe, soit français, et la gamme des langues est censée se réduire à ce couple de l'arabe et du français. L'univers le plus quotidien se polarise selon ce couple et en Tunisie par exemple l'on sait à quel point ce système dual pouvait régir les réalités les plus ténues de la vie quotidienne, jusqu'au chien "arabe" et au chien "français". Cette polarisation duelle qui s'instaure peu à peu et consensuellement constitue une rupture radicale avec le rapport à l'autre Méditerranée qui caractérise les époques médiévale ou moderne.

Non que celles-ci n'aient connu aucune forme de polarisation, mais le régime de coexistence, y compris linguistique, était vraisemblablement d'un autre ordre, beaucoup plus fluide et enchevêtré. Je m'autorise à en faire un bref rappel historique. Dès le Moyen-Âge, des mercenaires chrétiens, seuls ou en garnisons, des artisans, des artistes et des captifs chrétiens de toutes sortes s'installent de manière provisoire ou définitive au Maghreb. Le phénomène s'enfle considérablement avec le développement de la piraterie et de la course, et à l'époque moderne, des dizaines de milliers de chrétiens se retrouvent un jour au Maghreb, pour des séjours de durée extrêmement variable. La plupart sont captifs, subissent leur destin, d'autres viennent plus librement tenter la fortune dans des sociétés qui ont la réputation d'être plus socialement mobiles que les sociétés européennes, certains se convertissent à l'islam, d'autres non. Dans les villes portuaires dévolues à la course, la proportion de cette population d'origine chrétienne est considérable. Même si ces évaluations sont maximales on peut citer à cet égard les chiffres que propose le père Dan en 1631 pour Alger, reprises par B. Bennassar: sur 100.000 habitants, Alger compterait 20 000 à 25 000 chrétiens et 9 000 renégats. A cette population structurellement mouvante, il faudrait encore ajouter la population plus flottante encore des négociants, marins, rédempteurs... qui vont et viennent entre l'islam et le christianisme.

Tous ces gens, recrutés dans un bassin méditerranéen au sens large qui englobe de fait l'Angleterre, la Flandre, ou encore la

Hongrie et l'Albanie, parlent entre eux la langue franque, comme ils la parlent avec la population de souche maghrébine plus ancienne. Les historiens, et en particulier les historiens maghrébins jusqu'à ces dernières années, la concevaient de ce fait comme une langue purement utilitaire et bâtarde au sens où elle n'aurait concerné qu'une population elle-même bâtarde et marginale, celle des gens de mer et des marins au premier chef: une langue sans rapport avec le vrai pays. C'est la perspective qui ressort des quelques paragraphes que M. H. Chérif par exemple a consacré à la lingua franca, dans lesquels la notion d'un monde interlope et plaqué sur le pays réel s'étend à la classe dirigeante ottomane, étroitement liée aux milieux du négoce européen.

Pourtant, si l'on relit de près les sources maghrébines traitant un tant soit peu du quotidien et de la langue du quotidien, on prend conscience que la diffusion de la langue franque était probablement beaucoup plus importante que ce que suppose un tel schéma. Les femmes, en particulier, les maîtresses de maison d'Alger par exemple, qui n'avaient guère l'occasion de se promener sur le port, parlaient la langue franque avec leurs domestiques de statut servile, captifs à demeure pendant un an ou vingt ans.

Prenons par exemple la relation de captivité de Joaà Mascarenhas, captif à Alger de 1621 à 1626. Il rapporte l'évasion d'une captive chrétienne et explique ainsi la capacité de celle-ci à partager la vie des "Alarves de l'intérieur des terres". " Ils savaient très bien parler leur langue, écrit Mascarenhas, surtout la femme. C'est chose courante chez toutes les captives chrétiennes, car de même que les maîtresses auxquelles elles ont affaire savent parler, et apprennent d'elles, la langue espagnole ou, comme elles disent, la langue franque, de même les chrétiennes apprennent de leurs maîtresses, très facilement, la langue mauresque. " Elles pouvaient encore la pratiquer dans le voisinage, tant la population d'origine chrétienne était mêlée au paysage urbain. Chaque courtier, chaque petit boutiquier devait aussi probablement la maîtriser - si le terme est approprié - c'est-à-dire posséder quelques rudiments enchevêtrés et codifiés des langues romanes. La fréquentation des tavernes et des bagnes enfin, en achevait la diffusion quotidienne et populaire, et le témoignage d'Aranda, pour Alger, est à cet égard édifiant.

Par ailleurs les villes côtières et portuaires n'étaient probablement pas seules concernées. Les brassages de populations, les phénomènes de migration laissent supposer cette pénétration, mais on doit aussi la mettre en relation avec la présence de captifs employés à des travaux agricoles dans une large périphérie des villes de course ou des villes à marché d'esclaves, employés à la culture de la vigne notamment. Aranda, par exemple, qui précise d'ailleurs que sa maîtresse " connaissait très bien la langue

espagnole et parlait aussi franco", nous donne son témoignage à ce sujet. On peut encore songer aux types de diffusion qui résultent de la présence de garnisons qui, tant au Maroc que dans les Régences ottomanes, comportent une proportion notable de chrétiens convertis. Les porteurs d'eau, les colporteurs kabyles qui venaient saisonnièrement à Alger et qu'évoque Haëdo, pour les années 1578-1581, pouvaient-ils par ailleurs ne pas réimporter chez eux quelques bribes au moins de leurs acquisitions linguistiques? Le même Haëdo mentionne les femmes kabyles qui venaient s'employer comme domestiques chez de riches renégates d'Alger.

A l'autre bout de l'échelle sociale, on ne peut pas voir non plus l'usage de la lingua franca comme un phénomène propre à un milieu strictement allogène. Le tableau mériterait d'être compliqué. Thédénat, par exemple, captif français, à la fin du XVIII^e siècle, évoque le bey de Mascara qui lui parle spontanément en lingua franca, puis en espagnol et en italien. Or, il s'agit du bey Muhammad al Kabir, qui est kouloughli.

Cette langue, quel qu'en soit le champ d'application, ne réfère donc par elle-même à aucune souveraineté, bien que romane. Elle n'est revendiquée ni par l'une, ni par l'autre des parties. Un topos mériterait à cet égard d'être explicité. Les musulmans, à la parler, croiraient parler la langue des chrétiens, et les chrétiens, réciproquement, imagineraient parler la langue d'échange des musulmans. Nul ne revendiquerait cette langue comme sienne. S'agit-il d'un topos colonial, visant un effet comique? On le rencontrerait sous la plume de Bugeaud, signale Khatibi, qui reprend à son compte ce même motif symétrique dans *Amour bilingue* et dans un ouvrage collectif, *Du bilinguisme*; le général Faïdherbe le mentionne plus sérieusement comme un trait propre du sabir. Bien en amont du contexte colonial, néanmoins, un captif français au XVII^e siècle, Chastelet des Boys, fait une remarque qui va dans le même sens. Au bout de quelques jours de captivité au bagne, il commence à comprendre ce qui se dit autour de lui, tout dans sa narration référant au contexte où se parle par excellence le franco, et il exprime cette accoutumance en ces termes: "Je commençais à entendre le Turc". Il entend à l'évidence par là "la langue en usage dans ce pays des Turcs".

Une langue qui serait à tous omniprésente, ne dénotant à coup sûr aucune identité nationale, il ne s'agit en aucun cas d'idéaliser un tel phénomène. La langue franque n'est pas un espéranto. Il faudrait prendre garde à une forme de dérive consensualiste qui, dans les sciences sociales, investit métaphoriquement la notion de lingua franca d'un sens nécessairement consensuel. Que la compréhension en soit immédiate, c'est là un présupposé sans doute discutable et à nuancer en fonction des situations, mais d'innombrables témoignages reprennent ce même constat: il

s'agirait d'une langue que l'on trouve comprendre sans jamais l'avoir apprise. De là à en faire la langue adamique, la langue universelle d'avant la chute, il y a un pas à ne pas franchir.

Il ne faut d'ailleurs pas imaginer une totale licence linguistique. Un témoignage est bien connu, celui du Dr Louis Frank sur le règne de Hammouda bacha, dans la Régence de Tunis, dans les premières années du XIX^e siècle. Le bey parlerait couramment la langue franque, mais lorsqu'il manifeste l'intention d'apprendre à écrire l'italien pur, soit le toscan, les ulémas de son entourage l'en dissuadent fortement. Le problème de l'enracinement dans l'écrit serait donc complexe, révélateur de tensions, et mériterait à lui seul une enquête spécifique. La maîtrise orale, l'usage parlé de cette langue franque demeurent en revanche parfaitement licites dans une infinité de situations sociales, du port jusqu'au sommet de l'Etat, en passant par les intérieurs domestiques, dès lors qu'ils intègrent une composante chrétienne.

Avec le rapport colonial, cette langue de l'entre-deux - et probablement le rapport culturel qu'elle dénote - vont voler en éclats. Autant l'historiographie post-coloniale nous a lassés de ces modèles interprétatifs dans lesquels la colonisation est un ressort inéluctable et permanent, autant, dans ce questionnement, on ne peut envisager d'en faire l'économie. Le rapport colonial, en effet, impose que la place de chacun soit claire, sur l'un ou l'autre bord. Elle sépare deux blocs, les Arabes et les Français, polarisation, comme on l'a mentionné, qui recouvre jusqu'aux objets les plus ordinaires du quotidien. Ce mouvement de dérivation broie au premier chef tous les individus ou les groupes qui se trouvaient à la limite, à la charnière de ces deux mondes, ou de ce qui devient deux mondes.

Désormais, la place et le rôle de chacun doivent être clairs. Toute la culture de l'entre-deux, et au premier chef la lingua franca, est donc appelée à disparaître, pour être reformulée, le cas échéant, sous le vocable d'une acculturation coloniale. La langue franque est dans un premier temps enseignée aux administrateurs français ou à l'armée, par le "Dictionnaire de la langue franque ou petit mauresque", paru à Marseille en 1830, qui semble d'ailleurs d'emblée opérer une certaine francisation du franco. Puis elle est très vite rejetée vers le sabir, puis le pataouète... Elle disparaît ainsi dans sa diversité romane, pour devenir une sorte de francarabe et reproduire de manière ultime la tension même de l'arabe et du français qui est inhérente au nouveau régime politique.

Mais si la colonisation française vise à purifier la langue, les langues, dans une acception épurée et de l'une et de l'autre, les Maghrébins eux-mêmes entendent rejeter ou ignorer cette dimension métisse de leur histoire et de leur parler. Le culte de l'arabité et de l'arabe classique fait désormais pendant à l'amour du

LINGUA FRANCA, LANGUE MORTE

français, de la langue de Victor Hugo. Nombre de musulmans apprennent alors le français avec fierté, et avec cette hypercorrection des dominés que décrit aussi Derrida pour son propre compte. Il affirme quant à lui ne pas même supporter les accents.

Derrida a donc exprimé l'incommensurable souffrance a posteriori qu'a été pour lui, juif algérien, Français par décret, l'imposition de la langue française au détriment des autres langues de son histoire. Il est vrai que pour un Maghrébin musulman, l'oubli en lui de toute romanité, de toute francité, était au contraire source de jouissance, jouissance d'être un, face à l'autre, remembrement de soi, mais cette extraction d'une identité indigène plus pure s'effectuait au prix d'un déni, d'un reniement que l'on commence à peine à mesurer. Elle supposait l'oubli du mélange préexistant à la dérivation coloniale.

Pourtant, la romanité de la langue franque est toujours présente, puisque les langues maghrébines résonnent toujours de termes et de tournures romanes, latines. La lingua franca est partiellement passée dans l'arabe, voire dans le berbère. C'est une part d'européanité, de francité qui est là, déjà là, solidement enracinée quand bien même les locuteurs en ont si faiblement conscience. Cette présence, néanmoins, est inaudible. Parce que cette forme de cosmopolitisme n'a plus cours, parce qu'on ne conçoit plus la langue dissociée de la souveraineté, une mémoire du franco renverrait à une forme d'impérialisme européen avant la lettre. Cette revendication d'une romanité partagée ferait aujourd'hui un beau pied de nez à tous les intégrismes identitaires, de part et d'autre de la Méditerranée, mais notre rapport politique à la langue aujourd'hui rend incompréhensible cette réalité du passé; à l'assumer le Maghreb assumerait une position de vassalité, d'acculturation pré-coloniale. La mémoire collective dominante est donc plus étroite mais politiquement plus sûre et plus pure: c'est une mémoire de colonisé, mémoire du bilingue et non pas du métis.

On éprouve quelquefois un doute, cependant. A lire les titres de certains romans ou de certains essais publiés au Maghreb, on peut se demander si la langue franque n'affleure pas dans la conscience de leurs auteurs. Qu'on en juge par quelques titres: Une odeur de mantèque (Khayreddin), Talismano, Phantasia (Meddeb), L'amour, la fantasia, (Djebbar) ou, dans le registre de l'essai Vomito blanco, Miseria, Familia... On pourrait multiplier ces signes, et pourtant ils ne réfèrent pas à une mémoire créole. La reminiscence du mélange est toujours battue en brèche par l'invocation d'un face-à-face colonial ou d'un affrontement entre l'Orient et l'Occident, sur un mode métonymique. On s'arc-boute presque toujours à un rapport au bout du compte colonial à l'Occident.

C'est le cas d'A. Meddeb, par exemple. Dans un texte autobiographique paru dans un recueil collectif sur le bilinguisme, il évoque la diglossie, rapportée pour lui à une dualité entre la langue de son père, langue de lettré, langue noble, et celle de sa mère, langue inférieure sur laquelle il écrit: "Au sens strict, le dialecte tunisois est ma langue maternelle, langue vite perçue impure, trouée par maints emprunts manifestes, surtout siciliens, pour désigner la timide entrée dans une modernité pauvre et distante."

Une dimension consciente du phénomène est donc présente mais disqualifiée, et Meddeb ne la reprend jamais à son compte. Lorsqu'il introduit des locutions dialectales dans sa langue de romancier, le français, lorsqu'il "pidgine" cette langue, ce n'est jamais à partir de ces emprunts siciliens. Un mot comme "talismano" est ainsi référé à Venise, à la langue de Dante, mais jamais à une réalité locale et indigène.

La même mise au loin se retrouve dans son usage du terme "fantasia". C'est un mot emblématique de la langue franque, comme l'avait précocement souligné H. Schuchardt, qui en révélait toute la richesse sémantique. C'est un terme qui réfère à l'ostentation, à la provocation, à la parade et au fait de faire des histoires et chercher l'affrontement. Ce sens est resté en plusieurs dialectes mais n'est pas celui que retient le romancier. Soit il se réfère à Dante et son alta fantasia, soit il invoque la Grèce et la notion de phantasia, telle que la commente al-Kindi, se situant dans la grande tradition de la culture arabe. Enfin, troisième acception, il utilise "fantasia" dans son sens technique, colonial, celui d'une parade équestre accompagnée de coups de fusils et d'un simulacre de combats. Le franco demeure inaudible.

On pourrait de la même façon déceler aussi sous la plume de Khatibi une découverte de la beauté de la langue espagnole, qui suppose un détour par Caracas et le Vénézuéla, sa présence dans le dialectal marocain restant problématique et difficilement audible en dehors d'une référence à l'occupation ibérique.

Autant d'indices d'une dénegation plus diffuse du métissage, de la créolité, qui profite à une mémoire à vif de la souffrance coloniale, y compris dans sa dimension de rédemption par la langue et par l'écriture. Le rappel à la mémoire de la lingua franca ne saurait, pour autant, être porteur d'une apologie du métissage ou de quelque apologie identitaire que ce soit. Le mélange en soi n'est pas une valeur. Mais il n'est pas anodin de rappeler aujourd'hui l'enracinement historique d'une identité déjà commune, d'une langue déjà commune. La langue de l'autre est déjà mienne. Le sabir est littéralement un savoir, un savoir sur soi-même.

ALGER: XVII^e-XVIII^e SIECLES: ITINERAIRES DE FAMILLES. ITINERAIRES DE BIENS.

Fatiha Loualich

Résumé:

Nous proposons une étude d'une famille de notables d'Alger de l'époque ottomane. Durant deux siècles, cette famille a servi le grand saint patron d'Alger, Sidi Abderrahmane El Tha'libi. En suivant l'itinéraire de ses biens, nous reconstituons cette famille, ses liens, ses alliances, ses relations. Nous l'avons repérée grâce aux actes de ses biens enregistrés chez le notaire d'Alger de l'époque ottomane. Cette étude s'inscrit dans le cadre d'une approche sociale de l'histoire de la ville d'Alger, plus précisément, dans celui de l'histoire des familles.

Présentation de la recherche.

L'objet de cette recherche s'inscrit dans le cadre de l'articulation entre les rapports de parenté et la circulation des biens. Cette articulation est au cœur des interrogations par lesquelles nous approchons notre documentation archivistique. Notre démarche se situe dans l'équation suivante: la reproduction sociale de la famille, la parenté et la transmission du patrimoine. Toute interprétation passe par la prise en compte des transferts qu'organise l'héritage, et le rôle de la variable parenté dans la logique de ces transferts. Ces deux approches sont: celle qui s'appuie sur le transfert de patrimoine, et celle qui considère les dynamiques de la reproduction sociale. C'est de la confrontation de ces deux démarches que peut surgir une compréhension renouvelée du rapport entre parenté et patrimoine. Il s'agit de l'importance donnée au lien de parenté. Cette prédominance du lien a pour corollaire, sur le plan de la transmission du patrimoine un sens aigu(1). Le fond de cette recherche se détermine dans les questions suivantes: comment les liens font les biens, et comment les biens ont souvent fait appel aux liens, et ont servi de support pour leur maintien et leur sauvegarde? C'est grâce aux différents liens qu'on a pu repérer certains biens, c'est aussi grâce aux biens que la reconstitution de certaines familles est devenue possible. Le patrimoine familial constitue une pièce essentielle dans la reconstitution des familles. Si dans la reconstitution des relations de parenté et d'alliance, les liens restent un domaine privilégié, les biens demeurent une piste non

négligeable. Cette démarche méthodologique trouve toute sa pertinence dans le thème choisi. Elle nous donne la possibilité de suivre à travers cet échantillon l'évolution des familles en fonction de certains paramètres: la transmission des professions, du statut social, du patrimoine d'une génération à une autre. Afin de saisir le maintien, la stabilité d'une position sociale, nous allons déceler les différentes stratégies qui sont à la base d'une mobilité et circulation concernant les liens et les biens. Cette étude s'inscrit dans le cadre d'une approche sociale de la ville d'Alger, plus précisément dans celui de l'histoire des familles.

Sources.

Nous testons notre questionnement sur les sources suivantes. Nous avons repéré dans le fonds des archives des *Mahakim Shar'iyya* d'Alger(2), les actes de biens d'une famille qui nous permet de retracer les itinéraires des liens et des biens en même temps. Le choix de cette sélection, comme échantillon pour cette recherche réside dans l'originalité et la richesse que nous présente cette sélection: itinéraire d'une famille, itinéraire d'un bien qui a circulé durant une longue période; nous avons suivi une longue partie de cet itinéraire, une tranche de vie qui s'étale entre 1570 à 1808, plus de deux siècles de circulation. Une famille qui sort de l'ordinaire, du commun par le fait que son histoire, son itinéraire se mêle à celui du grand saint patron d'Alger: Sidi Abderrahmane al Tha'libi. C'est par ce repère que l'itinéraire de cette famille ne relève plus du privé, hélas, il intègre le collectif, le global; la grande histoire, celle des villes et de ses monuments; du particulier au général, du local au global, d'une échelle à une autre, c'est cette dimension et proportion que prend cet itinéraire et que nous avons jugé utile de présenter ce cas dans cette étude. Ce sont ces motivations qui justifient notre choix.

Du particulier au général: deux itinéraires.

Nous proposons l'étude d'une famille de la population lettrée, famille de notables d'Alger de l'époque ottomane. Durant plus de deux siècles, cette famille a servi le saint patron d'Alger, Sidi Abderrahmane El Tha'libi. En suivant l'itinéraire de ses biens, nous reconstituons cette famille, ses liens, ses alliances, ses relations. Nous l'avons repérée grâce aux actes de ses biens enregistrés chez les notaires d'Alger de l'époque ottomane. Ces actes autorisent une véritable reconstitution des familles et des patrimoines.

L'objectif de ce travail est de reconstituer les différents types de relations qu'entretenait cette famille: relations de parenté et d'alliances, d'analyser, à partir de cas concrets, le fonctionnement

ALGER: XVII^e-XVIII^e SIECLES: ITINERAIRES DE FAMILLES. ITINERAIRES DE BIENS.

règle du système de parenté et d'alliance, le lien social et ses stratégies.

Avant de retracer l'itinéraire de cette famille, l'itinéraire de ses biens, nous donnerons quelques repères concernant le saint patron d'Alger.

Quelques repères sur Sidi Abderrahmane al Tha'libi.

Sidi Abderrahmane al Tha'libi appartenait à la tribu des Tha'liba, qui dominait dans la Mitidja et y exerçait sa souveraineté jusqu'à la fin du VIII^e siècle de l'hégire, (XV^e siècle), époque à partir de laquelle ses membres disparurent de cette contrée, exterminés par Abou Hamou II, sultan Abdelouadite(3).

Fils d'une noble lignée de la tribu de tha'liba, qui domina un certain temps la ville et sa région; né vers 1384, à Isser. Sidi Abderrahmane al Tha'libi saint patron d'Alger est un savant versé dans les sciences religieuses et un fervent mystique.(4)

Sidi Abderrahmane al Tha'libi, saint personnage, distingué par son érudition en théologie et en jurisprudence, est cheikh renommé grâce à son exégèse coranique qui s'est imposée à l'échelle du Maghreb. Un itinéraire riche, après de nombreux voyages: avant l'orient, en 1399, il s'arrêta d'abord à Bougie, centre de brillante culture, ensuite Tunis, le Caire ayant accompli le pèlerinage, il retourne au pays, muni d'une vaste culture et va faire désormais lui-même œuvre de science, délivrant à son tour mainte *fiqha*.(5)

Sidi Abderrahmane al Tha'libi mourut en 1470, dans son pays natal, une quarantaine d'années avant la fondation de la Régence d'Alger. L'établissement actuel qui abrite sa tombe a été construit vers 1611.

En 1695, le nouveau mausolée qui abrite la sépulture du saint patron d'Alger allait être doté d'un autre couronnement et la disposition intérieure de la salle allait être modifiée. En dehors de l'agrandissement et de la décoration de la salle (kobba) qui abrite sa tombe, diverses annexes sont également bâties autour de ce sanctuaire: salle de réunions pieuses, dortoir pour les pèlerins, cuisines, salle d'ablutions. De plus, le mausolée de Sidi Abderrahmane al Tha'libi est devenu le centre d'une petite nécropole(6). Saint des plus célèbres, situé hors de la porte Bab el Oued, de ce haut lieu, il domine Alger. S'il a traversé les siècles et n'est pas tombé en ruine ni dans l'oubli, c'est grâce à son influence et au respect dont il jouit; ces marques de considération ne sont accordées qu'à ceux qui se sont distingués dans la foule et font parti de l'exceptionnel. Ce destin exceptionnel explique

l'ampleur des donations et des offrandes qui affluent d'Alger et d'ailleurs. La population contribue par ces dons, donations à l'entretien de l'établissement et à sa reproduction(7). Il est doté de biens habous, un fonds important, divers, et varié: biens immeubles, vergers venant d'Algérois, et d'Algériens d'une manière générale(8).

Le personnel de cet édifice se composait de: wakil, imam remplissant les fonctions de muezzin - la charge de wakil était souvent temporaire, mais quelquefois héréditaire(9) - et de deux lecteurs du Coran ou Hazzabin. Le dernier wakil a été Al Hadj Hossein Ben Garwāsch dont la famille jouissait de cette charge depuis deux ou trois siècles(10).

Quelques repères concernant la famille Garwash.

L'histoire de cette famille est liée à celle des familles lettrées, religieuses qui représentent celles des Ulémas, hommes de sciences, et les familles maraboutiques. Elle a occupé le poste de wakil de Sidi Abderrahmane al Tha'libi durant une longue période; cette famille a gardé la continuité de cette charge dans les membres de son lignage. Cette continuité était source d'un prestige social: famille de Ulémas: Muhammad ben Garwāsch est un des quatre vicaires qui assistent le grand mufti malékite, Sidi Sa'id Qaddūra(11), dans la prédication et la direction de la prière, dans la Grande mosquée d'Alger(12). Le grand mufti algérois, fatigué, désigna comme successeur. Si le grand mufti choisit Muhammad Ben Garwāsch comme successeur, ce choix reste une distinction, une marque de déférence. Il reste quelques mois en poste. Le vœu de l'opinion publique était que la charge reste dans la famille de Sidi Sa'id al Hadj Ibn Ibrahim Qaddūra(13). Elle désigna à sa place son fils Muhammad, puis d'autres lui succéderent; en 1695 son frère Ahmed, avec quelques intervalles(14). La famille Qaddūra resta en poste jusqu'au début du XVIII^e siècle, en premier dans la lignée Qaddūra, ensuite, dans ses alliances, par le biais du neveu Abderrahmane al Mortadā, appelé au poste de mufti d'Alger à trois reprises. Abderrahmane al Mortadā meurt en 1135/ 1723, avec lui s'achève la prestigieuse carrière de maison de science des Qaddūra..

Le XVII^e siècle qui fut bon pour la course, vit également, à Alger, un certain développement des sciences religieuses: autour du cheikh Sidi Sa'id Qaddūra. Les égards posthumes rendus à Sidi Abderrahmane al Tha'libi par les Turcs pourraient donc s'inscrire parmi les signes divers et réciproques d'une stabilisation du sacré dans ses rapports avec le politique.

Lecture des actes: historique des liens et des biens.

Un héritage commun, d'un bien habous. Sa fondation remonte au dernier quart du XVI^e siècle, vers 1571, 984 de l'hégire. Le fondateur est le grand père, al mar'hûm al sayid Muhammad ben al sayid Ali Garwâsh(17). Le bien habous est haboussé selon le rite hanéfite, la totalité des actes ont été enregistrés à la Mahkama hanéfite. En 1808, 1223 de l'hégire, le bien tomba totalement en ruine, les dévolutaires veulent l'échanger (*al mu'awadha*). Avant de passer à l'application de cet usage que tolère le rite hanéfite, la mahkama est obligée de retracer le parcours du bien et de reconstituer l'historique des liens. Ainsi nous saisissons le bien à un moment donné de son histoire. Le bien transmis aux dévolutaires a circulé normalement, d'une génération à une autre. Usé par le temps, le bien habous tomba en ruine à plusieurs reprises, et demeure improductif durant de longues périodes. Les dévolutaires se sont adressés aux autorités compétentes aux muftis d'Alger demandant une fatwa.

En premier, la mahkama entame la procédure, afin de trouver une solution. Après un aperçu historique, par lequel la mahkama fait un rappel, elle reconstitue les faits en signalant les sources des informations: l'origine du bien, sa constitution en habous, ainsi que des détails relatifs à son état; ce qui suit c'est la lecture des différents actes, qui ont précédé la dernière étape, son échange. En présentant ces actes, nous essayerons de faire une lecture des différents contenus...

Premier acte, en 1665.

Le habous est constitué d'une maison (dâr) et d'un étage (ulwi), situés au lieu dit " seb'a liyât ", les sept tournants, voisine à la maison de Sarfâti. L'étage (al ulwi), et la maison (al dâr) sont tombés en ruine, et il ne reste rien du bâti, le bien est demeuré sur ce constat pendant de longues années(18). En 1076 de l'hégire, 1665, en présence de Muhammad ben Muhammad ben Sa'id al- Tobdji et Muhammad ben Muhammad al Ansâri, deux faqih-s, et le qadhi hanéfite, le bien passe au statut de " anâ ", la location à long terme; il est loué à un groupe de trois juifs. Le choix de ces locataires s'explique par le fait que le bien est dans une zone où il y a des habitations des juifs. La maison est voisine de la maison de Sarfâti, elle a été louée en co-propriété; les trois juifs ont, eux, les sept huitième, et un huitième est acquis par al sayid Muhammad al-Skâkri ben Ibrahim raïs al-mqâysi, un artisan fils d'un raïs. Ils ont investi pour sa reconstruction la somme de 16.500 dinars. Ils remettent chaque année au bénéficiaire la somme de 208 ryâls.

Les dévolutaires sont les suivants: al faqih al 'âlim al sayid Muhammad Ibn al - mar'hûm al- sayid Ali Garwâsh(19), et al-

Mu'adhim al adjel al-sayid H 'mida Ibn al Barbri, chacun une part, et al mu'adhim Allal et sa sœur Nafisa fils de Ibn Uthman une troisième part, et la quatrième part revient à Mohammed Ibn Khalil, et al sayid Mohammed Ibn Garwâsh déjà cité, et Awicha Bint Ahmad al Garwâsh, et Nafisa Bint Ibrahim Garwâsh.

Les dévolutaires cités sont des descendants de la lignée de Garwâsh, cette catégorie de dévolutaires en ligne agnatique. Les ayants droit masculins sont majoritaires. Est-ce qu'il a exclu ou inclu les femmes? Les femmes, dans le système habous même lorsqu'elles ne sont pas exclues de la succession, n'ont pas automatiquement le droit de transmettre leurs parts à leurs enfants. Si l'acte de constitution ne donne aucune précision(20), on constate que les femmes sont incluses dans cette succession; ceci implique que le fondateur a précisé dans l'acte de constitution par une clause que les femmes sont incluses et transmettent leurs droits à leurs descendants. Est-ce une pratique de familles de ulémas, hommes de religion ou une pratique courante? Le fonds documentaire d'où émane cette recherche contient un nombre important d'actes de biens habous dont la lecture dévoile que la majorité des fondateurs a opté pour la disposition suivante: les femmes sont incluses et transmettent leurs droits à leurs descendants. Est-ce une pratique de familles de ulémas, hommes de religion ou une pratique courante? Le fonds documentaire d'où émane cette recherche contient un nombre important d'actes de biens habous dont la lecture dévoile que la majorité des fondateurs a opté pour la disposition suivante: les femmes sont incluses et transmettent leurs droits à leurs descendants. Malgré la préférence souvent exprimée pour une succession agnatique, les fondateurs prévoient une succession utérine avant d'attribuer le bien habous aux autres membres de la famille et à la fondation pieuse. Le but essentiel du habous n'est pas d'exclure les femmes mais de maintenir l'intégralité du bien au sein du groupe familial. Dans cette génération de dévolutaires nous retrouvons une forte présence du groupe patronymique. Par les liens de parenté, de filiation ainsi que des dévolutaires par alliance, telle la présence d'al Barbri. La famille al Barbri est celle de notables algérois, qui sont dans le commerce, de grands négociants(21). Ils figurent parmi les dévolutaires par le biais de leur alliance à la famille Garwâsh. Ce genre d'alliance est une pratique courante, car prestige et fortune vont de pair. Le groupe des grands commerçants est étroitement uni par des liens de mariage et des relations d'intérêts au milieu des grands shaykhs(22).

Les locataires lèguent le bien à leurs descendants. Le bien construit dans le cadre de la location à long terme, " anâ " tombe en ruine, les descendants des locataires, les juifs, et de al sayid Muhammad Ibn Ibrahim raïs vu leur situation matérielle et leur faible revenu, déclarent qu'ils sont incapables de reconstruire le bien. En 1181, fin rajab en 1767 les locataires ensemble

remettent le bien aux dévolutaires concernés. La location sous le contrat à long terme "anâ", du bien a duré un siècle, de 1665 à 1767 (1076- 1181 H). La génération qui a cédé le bien en location et celle qui a loué le bien ont légué le bien à leurs descendants. On constate une large circulation. Deux siècles de vie, le bien a circulé avec plusieurs cycles familiaux; par cette pratique de location à long terme, le bien nous permet de saisir les composants des différents partenaires, ceux qui cèdent le bien en location, et ceux qui le louent. Le bien indivis se transmet tout entier au long des générations, les familles, les lignages s'identifient ainsi à l'unité d'une terre. Et d'une maison(23). Les liens de parenté et d'alliance maintiennent le bien sous forme de bâti, de débris, ou d'espace vide, ils sont là à chaque fois pour lui donner un nouveau souffle, le relancer, le faire démarrer de ses décombres. Du bien habous, il ne reste que l'espace, de l'investissement effectué par les locataires il ne reste que des débris. Le bâti, c'est l'édifice, la maison comme corps social, fondée sur la solidarité des héritiers. C'est la famille, avec ses liens et ses biens; il est difficile de séparer, à propos de l'habitation et des biens, contenu et contenant(24). C'est le prolongement du sens social qui l'emporte souvent sur l'édifice. Le territoire n'est qu'accessoirement géographique; c'est du pouvoir, des liens, le symbole, la référence, les coutumes et la mémoire(25).

Deuxième acte, en 1767.

En 1767 (1181 H) à la mahkama hanéfite, devant le qadhi al sayid al haj Ismail, qadhi hanéfite, les locataires du bien se sont présentés, ils étaient: al sayid Muhammad al Khordaji ben Ibrahim raïs al maqayisi, ainsi que les Juifs: Mûsa sa part et la part de son frère Yûsef et Harûn sa part et la part de son frère Mûsa et Ishâq sa part et la part du fils de son frère lamhûda ben Yûsef; ainsi que qatân, et Yamûna, chacun pour sa part. Daniel Mûsa et Sultân et Samwîl et Ibrahim et Jalâbi, chacun concerné par sa part; tous ensemble devant les autorités concernées, ils ont remis à ces derniers le bien en question ainsi que les débris de la construction faite par leurs ascendants en présence des témoins suivants: al dhimi Ishâq ben Harûn Belkheir, qadhi de la ta'ifat des juifs, actuellement, et Yaqûb ben Mûsa Beqâya qadhi de ta'ifat al yahûd. L'action s'est déroulée dans la mahkama hanéfite, et en présence des deux qadhîs de la corporation des juifs(26). Le bien demeure ainsi improductif; les dévolutaires sont nombreux, et éparpillés. Vu sa circulation, le bien s'est transmis du cercle des agnats et des alliances proches vers des liens et des alliances éloignées. Mais, malgré cette diversité et cette ouverture des alliances, ces dernières obéissent toujours à des stratégies bien étudiées. Bien que nous repérions un nombre intéressant de noms avec qui la famille Garwâsh a eu des liens et

des alliances, la diversité des patronymes porte en elle une certaine harmonie sociale qui s'explique par une certaine unité du rang social et du statut social.

Les dévolutaires en question à la recherche d'une issue juridique, s'adressent aux muftis pour la demande d'une fatwa. Cette demande a eu lieu juste après avoir reçu le bien des premiers locataires.

Ils ont tenté de fructifier le bien une deuxième fois, en le proposant pour une autre location à long terme par le contrat de "anâ". La situation est demeurée ainsi jusqu'à cette date: 1808 (1223 H), ou le Pasha, émit le vœu de prendre le bien en location.

Le troisième acte, Awâ'il safr 1223 (1808):

Al sayid Ahmad Pasha a exprimé son désir de prendre le bien en location, sous le contrat d'anâ; les bénéficiaires ont accepté la proposition faite par le Pasha, ils lui ont remis le bien en ruine, l'espace vide et ce qui reste de l'immeuble bâti par les locataires. Le Pasha s'est engagé pour une location à long terme, avec la liberté de bâtir dans cet espace ce qu'il veut comme il est stipulé dans les clauses de ce genre de contrat.

Le Pasha a entamé les démarches, il les a accomplies par le biais de son khadim al- mukaram Aïsa al- Biskri; ces démarches ont eu lieu, vers le début de safar 1223 (1808); durant le déroulement de la procédure, les dévolutaires concernés par le bien, cités dans l'acte en question, ont émis le vœu d'échanger le habous contre un autre bien plus productif objet de demande de fatwa déjà citée. Ils sont à la recherche d'une solution qui ne nuit pas à l'intérêt commun des bénéficiaires. Afin d'aboutir à la concrétisation de ce désir, les dévolutaires se sont adressés de la mahkama hanéfite, au qadhi al sayid al haj Ismail en lui demandant l'aboutissement de la consultation en cours. Ils informent le qadhi de la mahkama sur une proposition déjà formulée par le Pasha. Cette suggestion faite par le Pasha consiste dans l'échange du habous contre un autre bien proposé par l'intéressé. Il veut échanger le habous constitué de deux cours, une boutique (hâmut al sagha) qui se situe au marché des orfèvres (sûq al sâgha), la quatrième à gauche, du côté de la mosquée (al jami al djadid), mitoyenne à une boutique (dukân sarâf). Sûq al- sagha, le marché des orfèvres est au cœur des sûqs, en plein centre d'Alger(27). La boutique est une récente acquisition; son acte est daté de la mi- muharram 1223/1808.

Le qadhi a demandé l'acte de la boutique afin de vérifier le contenu, et son authenticité. La procédure dans des situations pareilles recourt à l'expertise; le témoignage des hommes de

terrain est indispensable. Ainsi le Pasha a approuvé le contenu de l'acte par le témoignage des témoins suivants: al hadj Muhammad Ibn Muhammad syndic (amin) des maçons actuellement, Ahmad al- Amâli Ibn Muhammad, maçon, et Ahmad al- Bûdwâwi, maçon; les témoins après étude et expertise aboutissent à l'évaluation suivante: la boutique en échange des deux cours de la maison (dâr) et l'étage (al ulwi) est plus rentable pour le habous. Après avoir entendu le témoignage du syndic des maçons, et des autres maçons, le qadhi a autorisé l'échange (al mu'awadha). Al sayid Ahmad Pasha par le biais du shawûsh dâr al imara actuellement a conclu l'opération en question: l'échange avec les bénéficiaires du habous. Ils étaient al sayid Muhammad Ibn al sayid Muhammad ben Garwâsh, sa part et la part de sa petite fille Nafûsa bint Mustfa, et les parts des al waliya Lalâhum bint Sa'id, et al waliya Zahrâ. Al sayid Qaddûr ben al sayid Muhammad al Barbri sa part, et la part des enfants de ses frères: Hasan ben Ahmad, et Hasina bint Muhammad Khûja. Al sayid Muhammad al yenisheri ben Ali sa part, et la part de Huseyn al Yenisheri ben Sulayman, et wali'a bint Mûsa shâwush et Khadûja bint Hasan, khûja al diwân actuellement. Fatima bint al Hâshemi, qui habite à Tlemcen. Muhammad al Yenisheri ben Hûda, la part de son épouse Zahrâ et la sœur de son épouse Lalâhum, bint Muhammad al Na'afi et sa petite-fille Rûza bint Rûza bint Huseyn. Puis Ali al Yenisheri ben al Qazzâz al Yenisheri ben Wâli les parts de ses enfants: Mustfa, et Zahrâ, et Hanifa et Ali al Yenisheri al Maqfûlji ben Muhammad, la part de son petit-fils Muhammad ben Hasan. Dans cette liste de dévolutaires nous constatons une ouverture sur les autres catégories de la société, beaucoup d'alliances, des stratégies bien étudiées, en parfaite harmonie, où la notion de proximité sociale est dominante. La proximité est d'abord dans la consanguinité, selon la notion et la conception du mariage arabe. Mais la proximité peut aussi être calculée en fonction de références à d'autres valeurs comme le statut, le voisinage(28).

Nous repérons plusieurs alliances avec des militaires, membres de l'administration, comme khûja al diwân; des khûjas, des simples fonctionnaires, comme des shawûshs, beaucoup de Yenisharis; nous repérons aussi des membres de cette famille qui habitent dans d'autres villes; la proximité n'est pas spatiale, elle est surtout sociale où le rang social, le statut social restent des marqueurs de références. On se marie loin dans l'espace, mais proche dans le social. Nous avons repéré parmi les dévolutaires cette Fâtma bint al Hashmi qui habite Tlemcen.

En conclusion de cet acte, les dévolutaires, ont, eux la boutique échangée contre leur bien habous. Le Pasha va renouveler la construction du bien démolé, il va investir l'argent de l'Ojak, et le revenu de la location du bien bâti sera versé au beylik. Ainsi il s'est dessaisi de son bien, la boutique, et il a donné le statut de

bien habous au bien déjà cité. La boutique a eu le même statut que leur bien précédent. Le Pasha enregistre le bien acquis parmi les biens de l'Ojak. Cette action a eu lieu au début de Safar de l'année 1223 (1808). Les actes une fois établis et authentifiés, le qadhi autorise leur application.

(1) Derouet Bernard, " Parenté et marché foncier à l'époque moderne, une réinterprétation ", in Annales H S S, n° 2, mars- avril 2001, (p.337-369), p.338-339.

(2) Les Archives des Mahakim Shar'iyya d'Alger, c'est le fonds des qadhis d'Alger de l'époque ottomane: la Mahkama Hanéfite et la Mahkama Malekite, les deux institutions qui ont géré toute la vie sociale d'Alger, les relations entre individus d'une part et les relations entre les individus et leurs biens d'autre part. Dans le cadre d'une recherche de thèse nous avons effectué un dépouillement bien affiné sur ce fonds. Ce dernier nous a permis de repérer plusieurs itinéraires de familles et de biens qui ont circulé durant une longue période. Ce fonds couvre la période du XVI^e- début du XIX^e siècle. Nous adopterons les abréviations suivantes: (A N) Archives Nationales Alger, (M Sh.) Mahakim Shar'iyya.

(3) Devoulx Albert, " Les édifices religieux de l'ancien Alger ", in Revue Africaine, n° 7, 1863, p 176- 177.

(4) Berque Jacques, L'intérieur du Maghreb XV^e - XIX^e siècle, Paris, Gallimard, 1978, p 210.

(5) Ibid, p 211.

(6) Marçais Georges, L'Architecture musulmane d'Occident, Tunisie, Algérie, Maroc, Espagne, Sicile, Paris, 1954, p 434.

(7) A N Alger, M Sh, les donations attribuées à Sidi Abderrahmane al Tha'libi étaient considérables, elles venaient des Algérois et des citoyens des autres villes, il occupe un territoire non négligeable, en biens immeubles, et vergers, à Alger et ses alentours.

(8) Devoulx Albert, " Les édifices religieux de l'ancien Alger ", Revue Africaine, n° 11, 1867, p- 53.
A N Alger, Fonds des Mahakim Shar'iyya.

(9) Devoulx Albert, " Les édifices religieux de l'ancien Alger ", in Revue Africaine, n° 6, 1862, p-377.

(10) Devoulx Albert, op-cit, p- 54.

(11) Sidi Sa'id Qaddûra ibn al Hadj Ibrahim, fils d'un négociant tunisien s'impose comme un grand transmetteur de tradition. Il occupe le poste de mufti malekite dès 1616, le grand mufti algérois, la cité le vénère, il reste en poste jusqu'à 1656. Quarante ans de magistrature, une personnalité rituelle de premier plan, il jouit d'un grand prestige. Pour

ALGER: XVII^e-XVIII^e SIECLES: ITINERAIRES DE FAMILLES. ITINERAIRES DE BIENS.

mesurer sa force et son autorité il inscrit la famille Qaddūra dans le lignage sacré. Le XVII^e siècle est dominé par la maison Qaddūra. Bien que Sidi Sa'ïd Qaddūra désigne Mohammad Ben Garwāsh comme son successeur, la cité n'approuve pas ce choix. Pour elle c'est dans sa descendance que le vieux mufti aurait dû désigner comme successeur. Elle le fait à sa place, en désignant son fils aîné Muhammad, qui reste en poste jusqu'à 1695. Puis son fils cadet Ahmad, puis dans ses alliances les Mortadā.

(12) Houari Touati, *Entre dieu et les hommes*, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1994, p 124.

(13) Boyer Pierre, " Contribution à l'étude de la politique religieuse des Turcs dans la régence d'Alger, XVI^e - XIX^e siècles ", in *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée*, 1966, (pp 11- 49), p 27.

(14) Houari Touati, op- cit, p- 125..

(15) Al Madani (A.T), Muhammad Uthman Pasha, Dey d'Alger 1766-1791, Alger, S.N.E.D, 1986, p 73.

(16) Berque Jacques, *L'intérieur du Maghreb XV^e - XIX^e siècles*, Paris, Gallimard, 1978, p 221.

(17) A N Alger, M Sh, boîte 106- 107, n° 23, 1076 / 1767.

(18) Idem

(19) Al faqih al'ālim al sayid Muhammad Ibn al mar'hum al sayid Ali Garwāsh, c'est le vicaire du mufti Sidi Sa'ïd Qaddūra. L'indice de 'ālim est réservé à une catégorie, d'hommes de religion. Il était faqih à la Grande mosquée d'Alger, dans l'entourage de Sa'ïd Qaddūra, son aïeul.

(20) Ferchiou Sophie, " Le système habous en Tunisie: logique de transmission et idéologie agnatique ", in Gast Marceau (sous la dir. de). *Héritier en pays musulman. Habous, lait vivant, manyahuli*, Paris, CNRS, 1987, (pp 57-74), p-63.

(21) Merouche Lemnour, " Les fluctuations de la monnaie dans l'Algérie ottomane ", in *Mélanges Charles- Robert Ageron*, Zaghuan, 1996, (pp 609- 630), p- 628.

(22) Pascual (J.P), Establet C), *Familles et fortunes à Damas, 450 foyers damascains en 1700*, Damas, IFEAD, 1994, 190.

(23) Le Roy Ladurie Emmanuel, Préface, in Collomp Alain, *La maison du père, famille et village en Haute Provence aux XVII^e- XVIII^e siècles*, Paris, P U F, 1989, p 8.

(24) Ibid.

(25) Grinberg, ...

(26) A N Alger, M Sh, boîte. 106 / 107, acte n° 6, 1181 / 1767.

(27) Emerit Marcel, " Les quartiers commerçants d'Alger à l'époque turque ", in *Algérie*, 1952, (pp 6-13), p 8.

(28) Bonte Pierre, " Introduction ", in " *Epouser au plus proche. Inceste, prohibition et stratégies matrimoniales autour de la Méditerranée* ", (sous la direction de), Paris, EHESS, 1994, (pp 7- 27), p 8.

LA ZAOUIA RAHMANIA ET ALGER

Siham Bestandji

Résumé:

Le phénomène confrérique et les zaouaya ont un ancrage profond dans la société algérienne. Sidi Rached et Sidi el Houari incarnent respectivement le Constantinois et l'Oranie; Sidi Abderrahmane, c'est Alger.

La tariqa Rahmania est l'une des plus répandues en Algérie. Ses adeptes sont affiliés localement à leur zaouia et plus globalement au " qoth " Sidi Abderrahmane qui est le pôle fédérateur de l'ensemble du réseau. Alger devient de ce fait ville de fédération de toutes les sensibilités de penchant rahmani, et s'installe en tant que telle dans l'imaginaire populaire. Les adeptes de la " tariqa " et nombre d'autres " tourouq " vouent à Alger la fascination d'un lieu saint qui se traduit par des visites traditionnelles cycliques prenant l'allure d'un pèlerinage appelé " ziara ".

Le " rakb " adopte le rituel de la ziara tout le long du parcours et des chemins venant de l'Est, de l'Ouest et du Sud.

C'est cependant le sens Est-Centre qui nous intéresse au premier chef pour mettre en exergue l'étroitesse des rapports entre les lieux fondamentalement assis sur une symbolique particulière du lieu sacré Alger.

La présente communication tentera de retracer des pratiques séculaires installées dans l'Est et touchant au fait confrérique d'affiliation Rahmania et de les rapporter à un contexte plus large: Alger.

Le changement d'échelle impose un changement de regard, passant de l'échelle locale à l'échelle d'un territoire confrérique qui ne compose pas systématiquement avec les limites réglementées des territoires, mais plutôt avec celles des rayonnements de pôles dans un réseau hiérarchisé où Alger occupera la place d'honneur en tant que " qoth ".

Introduction: pôles religieux et métropoles.

La question de la polarisation peut s'exprimer de différentes manières dans un territoire. Elle s'installe progressivement

dans l'espace par accumulation et stratification d'éléments et de facteurs polarisants. Elle compose étroitement avec l'espace et le temps et s'accomplit par un pouvoir d'influence d'un point sur un territoire. Elle procède par l'installation d'un réseau hiérarchisé selon une logique de distribution. La polarisation s'affirme ainsi en tant qu'invariant spatio-temporel.

L'espace algérien est principalement encadré par les trois métropoles du Nord: Oran pour l'Ouest, Alger pour le Centre et Constantine pour l'Est.

Les faits de l'histoire et de la géographie ont consacré ces points en tant que métropoles sur les plans économique, politique, administratif, ... et culturel.

C'est cependant sur ce dernier plan que la polarisation est intéressante du fait que les trois métropoles algériennes possèdent des pseudonymes qui leur sont connus autant que les noms communément usités pour les désigner. L'on parle de " bled Sidi el Houari " qui interpelle la région de l'Oranie, de " bled Sidi Rached " pour le Constantinois et de " bled Sidi Abderrahmane " pour qualifier indéniablement l'Algérois. Une superposition des pôles spatiaux et des pôles mystiques afférents à de saintes personnes qu'a connues l'Algérie, est ainsi réalisée.

Les métaphores persistent notamment dans les chants et la poésie que ces lieux et leur symboliques inspirent; elles sont le corollaire d'un ancrage profond du mythe de la sainteté dans l'imaginaire et les représentations des Algériens.

Les saints de l'Algérie furent des hommes de savoir et de grande piété ou alors des chefs de confréries religieuses elles-mêmes ancrées à la mesure de l'image de leurs chefs spirituels.

Nous traiterons ici de la zaouia rahmania, ordre confrérique authentique et de ses liens à Alger dans un contexte de culte des saints de " aqtab el Djazair ", notamment le fondateur de la tariqa rahmania, Sidi M'hamed Ben Abderrahmane et de la manière dont la " silsila " est perpétuée du mythe Sidi Ben Abderrahmane légendaire par ses deux tombeaux, enfin de la " ziara " à Alger, moyen et rituel d'entretien des liens et de régénération de la " baraka ".

Culte des saints et pôles d'identification:

Population fortement imprégnée des valeurs religieuses de l'islam et de ses productions ultérieures à travers ses trois traditions dont le soufisme⁽¹⁾, elle installe ses repères et ses pôles d'identification à travers la vénération et le culte des saints qui est désigné par le

terme générique "maraboutisme". Ce sont "Awliya' Allah Es salihine" (Hommes droits amis d'Allah).

Le culte des saints va d'une conception largement spirituelle des rapports de l'homme avec Dieu jusqu'à une certaine tautologie (pouvoir de faire des miracles) assez vulgaire d'ailleurs dénoncée par les Oulémas.

Spécifiquement religieuse, la notion de sainteté se construit autour de "modèles" spirituels qui sont le reflet d'un type de société.

Lorsqu'un saint est institué en tant que tel après avoir fait ses preuves (borhane, démonstration), il continuera de remplir ses fonctions dans la société après sa mort. Son tombeau (dharir) deviendra source de baraka et prendra la relève de son être physique. Le saint devenu point fixe, sanctuaire chargé de symbolique s'appellera "zaouia" (2).

Plus tard la zaouia deviendra lieu de rencontre et de réunion des adeptes et dévots de la "tariqa" (voie vers Dieu).

La tariqa est le chemin du voyage vers Dieu. Concrètement, elle désigne l'ensemble des rites d'entraînement spirituel proposée par la congrégation. Les fidèles sont appelés "ikhouan", plus couramment "khouan".

La zaouia, siège de la confrérie (le tombeau du saint n'y est pas lorsqu'elle est d'un niveau inférieur dans la hiérarchie du réseau) devient alors pôle d'identification et de fédération des populations de même sensibilité soufie. Par extension, elle peut rayonner plus large (notamment en ce qui concerne le sommet de la hiérarchie), comme c'est le cas de l'influence et de l'encadrement du Nord algérien par les trois pôles de sainteté.

Alger ou la double polarisation: Aqtab El Djazaïr.

Il s'agit-là de Sidi Abderrahmane El Thaâlibi et de Sidi M'hamed Ben Abderrahmane. Si le premier culmine en tant que métaphore du saint sur l'Algérois, c'est, cependant, à travers la tariqa Rahmania que nous nous proposons de traiter des rapports entre le Constantinois et l'Algérois et donc par son qotb Sidi Ben Abderrahmane. Le rituel de la ziara impose cependant la visite au premier saint d'Alger d'abord avant de se rendre et de prolonger quelque peu le séjour auprès du cheikh de la Tariqa.

Connu sous le nom de Sidi Mohamed Ben Abderrahmane "bouabrain" - nous en verrons le fondement plus loin -, il est né en 1715 (1126 de l'Hégire) - l'on dit aussi 1716 -, au

sein du arch des Aït Smaïl, une des tribus du Djurdjura. Il est issu d'une famille de savoir et de grande piété venue du Maghrib, d'une lignée de noblesse.

Sidi Abderrahmane commença ses études auprès de la zaouia du cheikh Es Seddiq Ben Aârab à Aït Irathen. En 1739, il décida de quitter sa tribu et se dirigea vers Alger pour approfondir ses connaissances. Quelque temps plus tard et à son retour du Hidjez où il entreprit un pèlerinage aux Lieux Saints, il s'installa en Egypte, trente années durant, où il passa le plus clair de son temps à El Djamaâ el Azhar auprès de ses maîtres et machaïkh(3).

Du fait de l'étroitesse de son rapprochement d'El Azhar, il fut nommé el Azhari.

Ainsi, la relation du Cheikh avec Alger fut d'abord entretenue lors de ses études. Cette ville représentait alors l'opportunité d'approfondissement de son savoir.

Fondation de la Tariqa Rahmania à Alger:

Il adhéra à la tariqa soufique connue sous le nom d'el Khalouatiya, dont le fondateur était un de ses maîtres, Cheikh Mohamed Ibn Salem El Hafnaoui.

Dans ce cadre, il fut envoyé en mission religieuse jusqu'aux Indes et finalement au Soudan où il résida plus longuement.

En 1770 (ou 1769)(4), et après une absence d'environ trente années, il revient en Algérie suite au conseil de son maître lui suggérant de continuer sa mission dans son pays natal.

L'objectif en était le vœu d'expansion de la tariqa el Khalouatiya le plus loin possible, ce que fit Sidi M'hamed sa vie durant en Algérie.

Il y revint tout rempli de la tariqa dont il est fervent dévot. Il s'installa parmi les membres de sa tribu (Aït Smaïl)(5) en compagnie de son épouse et de deux serviteurs qui l'ont accompagné du Soudan.

Dans un premier temps, il oeuvra à l'expansion des préceptes de sa tariqa au sein de sa tribu. Ses cours et ses prêches connaîtront un écho et un intérêt tels qu'il réunit autour de lui d'autres tribus de Kabylie; il édifia sur place la zaouia el Khalouatiya.

Par ailleurs, le rayonnement qu'il connut lui valut les plus grandes jalousies des marabouts de la région; ils firent pression sur lui, troublant considérablement la sérénité de ses activités en Kabylie.

Une fois assuré de l'ancrage de ses enseignements dans la région, il préféra la quitter pour se rendre de nouveau à Alger où il prêcha au niveau d'El Hamma avec laquelle (par le biais de son masdjid) il entretenait des liens privilégiés.

Son séjour à Alger ne fut pas de tout repos. Ses activités et ses prêches selon la Voie el Khaloutiya déranger les "Hommes de savoir et de fetoua".

Deux versions des périples du Cheïkh à Alger sont rencontrées(6):

La première stipule que les machaïkh constituèrent un conseil spécial dont le président était El Hadj Ali Ben Amin, connu pour son large savoir et sa grande piété.

Le conseil émit une "Fetoua" condamnant les prêches et les enseignements de Mohamed ben Abderrahmane, les qualifiant de contraires à la Sououna. Soutenu par les autorités, il exigea son départ d'Alger.

Dès que la nouvelle parvint à "Qachtoula", le pays de Ben Abderrahmane, les tribus se soulevèrent, organisant des marches qui eurent l'écho escompté. Les auteurs de la fetoua se rétractent alors annulant cette dernière et affirmant la conformité des prêches et enseignements de Mohamed Ben Abderrahmane avec les principes de la Sououna.

L'autre version confirme la réaction de certains machaïkh d'Alger qui vont causer des désagréments à Sidi Ben Abderrahmane. Elle affirme cependant que le Conseil des hommes de savoir et de fetoua se réunit et invita le cheïkh pour émettre une fetoua de validité de ses dires et de leur conformité avec la Sououna. Le Conseil était sous la protection du pouvoir en place (wali d'Alger) qui étendit sa protection au cheïkh lui-même, l'invitant à se rapprocher de son lieu de résidence où il continuerait à mener ses activités dans les conditions les meilleures.

La deuxième version semble être la plus fiable puisqu'à partir de ce moment, Sidi M'hamed mit en place la Tariqa Rahmania qui découlait de la Khalouatiya, cependant empreinte d'un cachet local.

La protection dont jouissait le chef de la confrérie lui permit d'étendre encore sa philosophie et sa Voie sur des territoires encore plus éloignés, vers l'Afrique.

Pressentant une mort prochaine, Sidi M'hamed retourne à sa tribu où il décidera six mois plus tard dans une réunion de ses disciples de désigner son successeur qui fut Cheïkh Ali Ben Aïssa El Maghribi:

"Soyez témoins que je lui lègue ma place, et toutes mes prérogatives. Vous lui devez désormais fidélité et obéissance, il représente mon être et mes dires"(7).

Le cheïkh Ben Abderrahmane décéda peu de temps après en 1793, à environ 78 ans.

Parmi ses élèves les plus proches étaient le cheïkh Ahmed El Tidjani, fondateur de la tariqa Tidjania en Algérie et le cheïkh Abderrahmane Bach Tarzi, fondateur de la zaouia Rahmania à Constantine.

Perpétuer la silsila (chaîne) Rahmania à Constantine:

C'est ainsi que la silsila (chaîne) confrérique fut sertie d'un nouveau maillon implanté à Constantine.

Elle est perpétuée par le disciple de Sidi M'hamed Ben Abderrahmane: Abderrahmane ben Hammouda ben Mameche qui édifia deux zaouaya Rahmania à Constantine(8). Les deux abriteront les tombeaux de la famille Bach Tarzi et l'une d'elle fait l'objet d'une rénovation qui lui permet de perdurer jusqu'à ce jour.

Des enseignements y furent dispensés selon la voie tracée par Sidi M'hamed. Outre son nom "Rahmania", elle s'appelait également la Voie de "La Ilaha Illa Allah" (il n'y a de dieu qu'Allah), et sa "hadhra" (présence: rite d'entraînement) est une suite qui semble infinie de répétitions de "La Ilaha Illa Allah".

La zaouia continue d'abriter des activités - bien que relativement réduites - des membres de la confrérie. Des réunions périodiques (le vendredi après-midi) ont lieu durant lesquelles les fidèles récitent des litanies (dhikr) et achèvent leur rencontre par la prière d'el Asser.

Par ailleurs, cette zaouia qui devient petite relativement à l'extension de la ville, à l'augmentation du nombre d'habitants et à l'édification de la grande mosquée el Emir Abdelkader (et l'université islamique), devient le lieu d'identification des citadins de Constantine, eux-mêmes minoritaires dans la ville. Ainsi, le plus souvent, des cérémonies de "Fatiha" unissant des familles citadines se déroulent dans cette zaouia.

La zaouia continue de célébrer la soirée du Maoulid En-Nabaoui.

Durant sa vie confrérique, le cheïkh Abderrahmane Bach

LA ZAOUIA RAHMANIA ET ALGER

Tarzi accomplissait le rituel de la ziara (visite) à son maître sidi M'hamed de son vivant et même après sa mort. Visite qu'il rendait à son " dharir " à Alger et à celui de Qachtoula des Ait Ismaïl. Il perpétuait par cet acte cyclique les liens au chef, aux lieux... et à Alger.

Sidi M'hamed Bouqabraïn: la légende des deux tombeaux.

Plusieurs versions content la légende des deux tombeaux. D'ailleurs, dans l'histoire de l'Islam, nombre de saints ont fait l'objet d'un transfert de corps après inhumation(9). Concernant Sidi M'hamed Ben Abderrahmane, les sources (dans leur majorité)(10) s'accordent au sujet de son enterrement dans son pays natal. Elles divergent cependant quant au mode de transfert du corps vers Alger et à l'intention qui sous-tendait ce faire.

Une version des faits avance que le transfert a eu lieu à l'instigation de l'autorité turque. Le pouvoir en place craignait que le renforcement du pôle déjà existant (la zaouia) par le tombeau du saint en Kabylie ne puisse fédérer encore plus les populations et les tribus en place qui ont fait leurs preuves en matière de résistance et de rébellion.

Il semblerait alors qu'à peine la nouvelle du décès de sidi Ben Abderrahmane propagée que les autorités turques pensèrent à son enterrement à Alger afin d'éviter que sa tombe ne devienne une " qibla " pour les visiteurs venant de toutes parts.

Ils entreprirent alors l'organisation de l' " enlèvement " du corps, et ce en envoyant deux groupes de personnes plus ou moins connues en tant que sympathisants de la tariqa pour participer à la cérémonie d'enterrement.

Un groupe devait participer à l'ensemble du rituel pendant que l'autre, profitant du retrait de l'ensemble du cortège, irait

ouvrir la tombe et transférer le corps.

La population locale s'étant rendu compte du stratagème, intercepta les groupes sur la route et vérifia la tombe où le corps était toujours.

L'autre version rejoint cette dernière dans ses traits majeurs; elle diverge cependant quant à l'intention qui sous-tendait l'acte de transfert.

Le wali d'Alger, ayant été très proche de sidi M'hamed, l'ayant protégé, permettant ainsi la propagation de la tariqa aux " confins " de l'Afrique, voulait que le saint soit aussi proche de lui dans sa mort. Il ordonna alors le transfert du corps pour l'enterrer à Alger (El Hamma) où le cheikh prêcha longtemps.

Cette version n'exclut pas la stratégie " inavouée " de transfert du pôle fédérateur des tribus de Kabylie vers Alger, d'où il rayonnera sur cette région au même titre que toutes les autres en Algérie et ailleurs.

La légende des deux tombeaux reste de ce fait en suspens.

Le résultat en est qu'aujourd'hui, l'on s'adresse indifféremment aux tombeaux du sidi Ben Abderrahmane d'Alger et de " Djardjara " (Djurdjara).

Le rituel de la ziara institué par les fidèles de la tariqa Rahmania procède d'ailleurs par la visite des deux saints d'Alger: sidi Abderrahmane el Thaâlibi et sidi Ben Abderrahmane puis le tombeau et la zaouia de Kabylie.

La ziara: entretenir les liens et régénérer la baraka.

Dans la culture musulmane, la ziara est recommandée à tous les niveaux. Elle commence à l'échelon familial considéré comme maillon de base dans l'organisation sociale; elle atteint l'apogée de sa signification et de sa valeur par la visite du prophète et des lieux saints de l'Islam. Ce type de ziara a largement alimenté le répertoire poétique religieux de tous

<p><i>Sidi Boumediène</i> <i>" Sidi Boumediène, je te viens pèlerin, Réponds-moi que je guérisse ! "</i></p>	<p><i>Ibn el Taoumi</i> <i>" Allons Pauvres Visitons Ibn el Taoumi ... "</i></p>
<p><i>El Issaouiya " Nous vous venons pèlerins, Ô famille de la Belle Voie De chez notre Maître Nous vous venons pèlerins Ô famille de la Belle Voie ! "</i></p>	<p><i>Rahmania</i> <i>" Allons Frères (ou pèlerins) Allons rendre visite à notre Père Ben Abderrahmane ."</i></p>
	<p><i>Et tant d'autres ...</i></p>

les temps de l'Islam.

La visite des saints de l'Islam (*ziarat awlia' Allah es ssalihine*) se situe à l'échelon intermédiaire. Elle a été chantée et narrée par nombre d'interprètes:

Cette dernière est le chant-type prélude et commencement du rituel de la ziara que réalisaient cycliquement les confrères Rahmani à Alger. C'est l'invitation au voyage physique et par la même au voyage spirituel.

La ziara à sidi M'hamed fut initiée par cheikh Abderrahmane Bach Tarzi qui témoignait de sa fidélité à son maître par des visites régulières de son vivant. Après sa mort, il persévéra dans sa tradition de pèlerinage.

Après la mort de Bach Tarzi, les confrères de la Tariqa adoptèrent la ziara en tant que rite faisant partie des lignes de leur Voie. Ils décidèrent alors d'un moment précis chaque année et appelleront le cortège " rakb ".

Le rituel partait de la zaouia se dirigeant vers la gare de chemin de fer de Constantine. Les fidèles sont munis des divers étendards suspendus de coutume aux coins de la zaouia Rahmania. Ils récitent des " mada'ih " et des chants proclamant la marche du rakb vers Alger.

Ils montent dans le train qui leur est alors réservé(11), salués par les accompagnateurs du rakb sur les quais de la gare, demandant la " fatiha " et la " baraka ". L'itinéraire est jalonné de stations et chacune d'elles est une occasion pour rassembler encore plus de visiteurs, jusqu'à la station terminale où ce sont alors les hôtes algérois qui accueillent " Rakb sidi Abderrahmane Bach Tarzi ".

Le rakb se dirige vers sidi Abderrahmane el Thaâlibi où il résidera le premier jour rendant ainsi le plus grand hommage à qotb el Djazaïr sans équivoque.

Le deuxième jour, les Rahmani se rendent à la zaouia de sidi M'hamed Bou qabraïn à el Hamma où ils passent toute la nuit.

Le troisième jour est alors passé chez le Kadi d'Alger, et c'est là que la fête atteint son sommet puisqu'elle regroupe des personnes et des artistes de tous bords: des gens de culte, des savants, des hommes politiques, des notables, des artistes, chanteurs chaâbi, andalous, rural...(12)

La visite prend fin entre le quatrième et le cinquième jours où la plupart des visiteurs rentrent chez eux.

Une minorité couronne l'événement par la poursuite de l'itinéraire vers la zaouia du saint à Djardjara (dans les montagnes), ressuscitant par ce corollaire la légende des deux tombeaux !

Ce rituel de visite qui entretenait les liens et régénérait la baraka cessa avec le début de la Deuxième Guerre mondiale. Il perdure dans l'imaginaire et les représentations mentales populaires. Chaque fois que l'occasion se présente, on le chante encore.

(1) " La notion de sainteté en Islam peut être considérée selon une triple perspective: le sunnisme, le shi'isme et le sufisme (...). Seules les traditions sufi (mystiques) font directement appel à une notion de sainteté définie comme un état spirituel d'union à Dieu, qui va jusqu'à " l'identification " (Ittihad), et auquel le mystique se prépare par ascèse et renoncement. La recherche et l'amour de Dieu jalonnent la voie. (...) A chaque époque se trouve, au sommet, le pôle (qutb ou ghawth) unique (...). (Des) hiérarchies, sensiblement différentes, seront proposées au gré des confréries et des régions ". L. Gardet, L'Islam - Les trois traditions, Encyclopaedia Universalis 2000 CD2.

(2) La zaouia est une des expressions linguistiques et conceptuelles d'un profil de lieu de culte lequel est multiforme et dont les pratiques peuvent être simultanées et complémentaires. En arabe, la zaouia correspond à un " angle ", un " coin ". Elle suppose donc un point générateur (sommet de l'angle) et une ouverture partant de ce dernier et lui obéissant, tel que la géométrie le configure. Sur le plan sémantique, le terme est issu du vocable " inzaoua " qui suggère le retrait, l'isolement. Le terme peut indifféremment désigner l'édifice ou le lieu et l'ordre confrérique qu'il incarne.

(3) Parmi ses maîtres l'on cite: Salem el Naftaoui, Aâmir el Tahlaoui, Hasan el Djadi, El Cheikh el Amroussi. Mohamed Nacib, Zaouaya du Savoir et du Coran en Algérie. Dar el Fikr, Damas - Alger, p.151 (en arabe).

Voir aussi à ce sujet Abderrahmane ben Mahamed el Djilali, Tarikh el Djazaïr el A'mm (Histoire Générale de l'Algérie), Tome 4, O.P.U. Alger 1994, pp.47 - 51.

(4) El Djilali affirme que le retour de Ben Abderrahmane à Alger aurait eu lieu en 1769 (1183 de l'Hégire). A. B. M. El Djilali, op cit p.47.

(5) Mohamed Nacib, op cit p.152.

El Djilali précise " qu'à son retour d'Egypte, le cheikh s'installe à

Béjaïa ". Il est probable que la dernière source parle du territoire de Béjaïa qui intégrait le pays des Aït Ismaïl.

(6) M. Nacib et Abderrahmane El Djilali, op cit.

(7) M. Nacib, op cit, p.153.

(8) L'une des zaouaya Rahmania de Constantine (connues aussi par zaouiet Bach Tarzi) est située au niveau du " Derb " faisant face à " Rahbet es-souf " dans la région Sud-Est de la Médina; l'autre au " Charaâ ", à proximité de l'ancien quartier juif.

Mohamed el Mahdi ben Ali Cheghaïeb, Oum el Haoudhir fi el Madhi ou el Hadhir (Mère des Civilisations Passé et Présent), El Baïth, Constantine 1980, p 256, (ouvrage en arabe).

Papier manuscrit rédigé par cheïkh el Hani Bestandji, citoyen de Constantine (et mon père), suite à ma sollicitation et à l'occasion de la rédaction de cet article.

(9) * Cela (transfert du corps) nous rappelle ce qui est arrivé au corps du cheïkh Abou Moussa El Doukkali dont le tombeau est situé au Maroc, de même le transfert du corps du cheïkh El Djazouli de son dharir d'Afghal vers Marrakech ". A. El Djilali, op cit p.51.

(10) Il est une version qui remet même en question le fait qu'il ait été enterré dans son pays natal. Elle stipule que le cheïkh a d'abord été enterré à Alger puis transféré vers son pays natal. Ibid. p.51.

(11) Cheïkh el Hani Bestandji, op cit.

(12) Il semblerait même que cheïkh Abdelhamid Ibn Badis ait participé au rakb de la Rahmania et à la ziara d'Alger dans ce contexte.

MODES D'ACTION COMPARES EN CENTRE ANCIEN: MARSEILLE ET MEXICO QUELS ENSEIGNEMENTS TIRER POUR ALGER?

Sabine Jossifort

Résumé:

Avec la poussée du libéralisme économique, de la globalisation des échanges à l'échelle internationale, la concurrence entre les grandes cités pour attirer activités productives et investissements se fait nettement sentir dans le monde depuis une vingtaine d'années.

Des campagnes de toilettage des grands centres urbains et particulièrement de leur image à destination des élites "circulantes"(1), se multiplient un peu partout.

Dans ce contexte de ré-habillage urbain, les secteurs centraux des grandes agglomérations qui incluent tout ou partie du noyau urbain historique, font l'objet d'un intérêt renouvelé et de convoitises. Pour la puissance publique, les quartiers centraux sont de véritables vitrines de la ville, là où se donnent à voir la prospérité d'une cité et l'excellence de sa gouvernance urbaine.

Mais intervenir et mener des projets de restauration ou de rénovation sur tout ou partie de ces quartiers, n'est pas chose aisée. La réglementation sert au mieux à préserver mais ne restaure ni n'entretient, raison pour laquelle des procédures opérationnelles sont mises en œuvre. La logique de réhabilitation a pris le pas sur la logique de préservation et aujourd'hui 55 % de l'économie du bâtiment va vers la réhabilitation (ce chiffre était de 4 à 5 %, il y a quarante ans).

Le sort des populations et des activités peu valorisantes des vieux centres représente l'épineux problème rencontré par les municipalités dans leurs projets. Jusqu'à une période récente, la solution au problème de restauration et de rénovation des centres anciens était de déplacer les populations résidentes vers des lotissements et de grands ensembles en périphérie.

Cette solution, brutale, a eu cours tant que l'État pouvait

croire, ou faire croire, qu'il pouvait prendre en charge la construction de milliers de logements dans des périphéries toujours plus lointaines.

Les crises économiques qui secouent les pays du Sud et du Nord, depuis la fin des années 1970, ont progressivement réduit les marges de manœuvres d'États de moins en moins providentiels. Aucun gouvernement, particulièrement dans le Sud, n'atteint les objectifs de construction de logements qu'il tente de planifier année après année.

La récente loi française dite de Solidarité et Renouvellement urbain s'inscrit à rebours de cette tendance. Établie sur un douloureux constat de continuelle dégradation du climat social et du cadre bâti des cités de périphérie, qui ne cessent d'accueillir les populations chassées des centres, cette nouvelle loi pose les jalons d'une reconquête collective et partagée des centres- villes.

En attendant une reconquête plus égalitaire en termes d'accès à la centralité, des villes tentent de restaurer, réhabiliter, rénover leurs vieux quartiers centraux avec des succès divers. Nous avons choisi de parler ici d'expériences menées par deux agglomérations: Marseille et Mexico.

1 - Préserver et protéger, restaurer et rénover: cadre général

De manière générale, on peut distinguer, au sein des centres anciens, deux grandes catégories articulées autour de la notion de patrimoine:

- les centres historiques inscrits ou classés au patrimoine (à un niveau local ou international),
- les vieux quartiers non classés qui ne possèdent pas d'édifice patrimonial remarquable.

Cette distinction conditionne l'approche qui sera faite par les autorités publiques quant au traitement qui sera réservé à ces quartiers.

De manière générale, les vieux quartiers non classés obéissent aux règles du marché et les permis de démolir ou de construire ne sont théoriquement pas indexés à une quelconque mesure de protection. Ils sont promis à plus ou moins courte échéance à des poussées spéculatives.

Jusqu'à une date récente, ces quartiers étaient souvent occupés par une population captive aux revenus modestes, qui revendique un enracinement dû à une longue pratique de ces espaces.

Préservation du patrimoine:

La notion de patrimoine en France date de la Révolution française. Mais les secteurs sauvegardés naissent d'une réaction à la reconstruction d'après-guerre dite de la table rase.

Au Mexique, pays aux mémoires plurielles, la protection du patrimoine (dont font partie les centres-villes) est constitutive de la construction d'une conscience nationale, indépendante puis révolutionnaire.

Préserver le patrimoine architectural et urbain, maintenir logements et habitants, soutenir et développer les activités économiques constituent les trois termes de la quadrature du cercle.

Objetif protéiforme, pluriel dans le nombre de domaines qu'il investit, il pose des difficultés croissantes aux aménageurs et aux sociétés génitrices de ses formes urbaines.

Les politiques de réhabilitation des centres anciens:

Sur le terrain, les procédures de revalorisation patrimoniale mises en œuvre se déclinent, selon une trilogie devenue fameuse entre: rénovation, restauration et réhabilitation. Elles ont chacune un sens opérationnel précis.

La Restauration: s'applique nécessairement à un monument ou à une œuvre d'art et évoque très fortement le retour à un état initial qui lui donne sa valeur.

La Réhabilitation: équivaut à la restauration mais ne concerne pas une œuvre d'art mais des édifices communs. Ce terme a plutôt une signification sociale: il s'agit souvent de redonner droit de cité à un quartier ou à un immeuble.

La Rénovation: comme son sens l'indique, il s'agit de remettre à neuf.

Ces interventions sont réglementées par des prescriptions architecturales et urbaines. Elles font l'objet de procédures opérationnelles et ponctuelles, gérées en termes de projet, visant à requalifier les quartiers centraux. Un panachage de ces trois modes d'intervention est en général choisi, en fonction de l'état du bâti, des prescriptions architecturales et des objectifs poursuivis en termes d'usage.

La législation de protection du patrimoine est souvent très sourcilieuse, rigide et ne facilite pas les adaptations souvent nécessaires. Les contrôles que cette législation opère sont contrants, dans bien des pays, par l'absence de procédures

d'intervention foncière ou d'aide à la réhabilitation des logements.

Le poids de cette législation décourage le secteur de la promotion privée qui, hormis le mécénat sur quelques projets très ponctuels, évite les secteurs sauvegardés et autres périmètres de protection pour déployer ses activités de promotion. Enfin, l'inscription ou le classement de ces vieux centres urbains au patrimoine mondial de l'Unesco ne constitue pas une panacée. Ces dispositifs induisent un certain nombre de contraintes relatives aux conditions de la préservation, interdisant de fait les transformations considérées non conformes à l'esprit du lieu. Les propriétaires, non autorisés à entreprendre des aménagements qu'ils estiment nécessaires, se sentent lésés et vont parfois jusqu'à détruire leur bien pour pouvoir reconstruire selon leurs besoins.

L'intervention et ses contraintes. État des lieux

Intervenir en centre ancien est un exercice particulièrement délicat et complexe.

Pour l'aménageur, les difficultés qu'il rencontre sont de plusieurs ordres:

- des pratiques sociales particulières,
- une population résidente souvent insolvable et incapable de financer les opérations projetées,
- une volonté des autorités politiques locales incertaine (que l'on doit relier aux temporalités différenciées de la mandature municipale et du projet de requalification urbaine),
- un montage réglementaire, financier et opérationnel complexe,
- une concertation insuffisante entre les acteurs concernés,
- une indisponibilité ou une irrégularité des crédits budgétaires affectés,
- et un coût du foncier souvent rédhibitoire.

Cette accumulation de contraintes est peu propice à l'élaboration d'interventions concertées sur ces types de tissu. Néanmoins, les choses changent. En France, la continuelle dégradation du climat social des cités de périphérie qui ne cessent d'accueillir les populations chassées des centres, oblige à mettre un frein au jeu des vases communicants. Plusieurs lois viennent entériner cette évolution dont la dernière, la loi SRU, tente de poser les jalons d'une reconquête collective et partagée des centres-villes.

A Mexico, le militantisme actif de quantité d'associations de quartiers centraux a fini par avoir raison des velléités

d'expulsion des habitants par les autorités.

Ceci nous amène à la question de la participation des citoyens à l'action publique.

La participation des habitants, préalable devenu incontournable:

La participation des habitants à la gestion et à l'aménagement de leur cadre de vie est une vieille lune.

Difficile administrativement à mettre en œuvre, les maîtres d'ouvrage, qui sont souvent des collectivités locales élues, peinent à intégrer la vox populi dans les laborieux montages institutionnels et financiers nécessaires à la moindre opération. La spécificité jacobine de l'administration française où les politiques sont définies par un corps zélé de hauts fonctionnaires dépositaires d'une sagesse et d'un savoir-faire Labellisé (ENA) explique en partie la résistance française à cette forme de contractualisation entre l'autorité et les citoyens qu'est le processus participatif.

Les outils pseudo-participatifs:

La loi, en réalité, n'encadre pas le processus de débat public. Juridiquement, l'enquête publique et la déclaration d'utilité publique sont nécessaires pour toute intervention en secteur sauvegardé (notamment lors de l'élaboration du Plan de sauvegarde et de mise en valeur).

Cette déclaration, qui donne une base légale à l'opération vise à informer le public, recueillir ses observations, celles du commissaire enquêteur et enfin celles des personnes publiques consultées. Dans les faits, l'enquête publique et la déclaration d'utilité publique qui jouent un rôle essentiel dans la procédure d'expropriation, sont des procédures très formalistes qui n'interpellent l'avis du citoyen qu'une fois le plan ou le projet déjà bouclé. Le public, mal ou sous-informé, confronté à des savoirs techniques et une législation compliquée qu'il ne maîtrise pas, se refuse à jouer un jeu dont il se plaint d'être la dupe.

L'enquête publique est une forme d'hybridation très française de pesante procédure administrative mâtinée de démocratopopulisme d'un autre âge.

Forme mineure de consultation des habitants pour les uns(2), elle est un alibi que les pouvoirs publics ont imaginé pour donner une touche démocratique à des interventions qui ne le sont pas toujours.

Néanmoins, cette forme de participation très hexagonale est dorénavant très institutionnalisée puisque l'élaboration de

chacun des nouveaux documents d'urbanisme issus de la loi Solidarité et Renouvellement urbain introduit systématiquement cette procédure de l'enquête publique.

Cependant, nous ne devons pas oublier les expériences participatives plus élaborées et plus respectueuses de la voix des citoyens et de leurs associations.

Des collectivités locales se plient d'avantage à cette nouvelle forme de coopération, souvent sous l'impulsion d'un maire, d'une équipe municipale éclairée mais surtout sous la pression d'associations très actives(3).

Des progrès ont été réalisés dans le champ de l'ingénierie sociale. La participation des usagers à la programmation architecturale et urbaine, même si elle est loin d'être acquise partout, est néanmoins plus courante.

La contrainte budgétaire:

Les niveaux de revenu des collectivités nationales et locales déterminent les volumes financiers accordés par la puissance publique à toute opération urbaine. Le faible recouvrement de la fiscalité dans ces quartiers paupérisés limite dans les faits l'accès des populations aux services de base (ramassage des ordures, sécurité) et, à plus forte raison, l'accès aux aides financières en faveur de la réhabilitation des logements et de l'amélioration du cadre bâti.

Parallèlement à cette contrainte purement budgétaire, doit-on associer les modalités de gestion des finances locales qui posent souvent problème, se répercutant par ricochet sur les activités programmatiques, les priorités à retenir, la concertation à soutenir etc.

L'aspect financier tend à prendre le pas sur toute autre considération et toute intervention n'est envisageable que si elle permet des retombées économiques pour les bailleurs de fonds, que ceux-ci soient publics ou privés.

Les politiques fiscales jouent un rôle prépondérant et représentent un des leviers empruntés par les autorités locales pour financer les opérations de restauration en centre ancien.

Mais le facteur financier constitue une entrave parmi d'autres et l'on ne saurait réduire les difficultés rencontrées par les municipalités opérant sur des centres anciens à ce seul verrou.

II - Exemples marseillais et mexicain:

Marseille et Mexico sont aux antipodes l'une de l'autre mais ont en commun de mener ou avoir mené des opérations de restauration et de rénovation en centre ancien. Dans les deux cas, ces vieux quartiers historiques ont des positions extrêmement centrales avec une forte visibilité, plus particulièrement à Marseille où le centre-ville, de taille très réduite, s'organise autour de l'artère centrale de la Canebière et son vieux port.

Les populations qui se sont maintenues sont les couches populaires, qui n'ont d'autre choix que de rester dans des appartements exiguës, dégradés quand ce n'est pas délabrés. A Paris, au contraire, ce sont soit les classes supérieures qui sont restées, voire revenues (gentrification), soit les ménages à une ou deux personnes qui peuvent se contenter de logements de petite surface.

Ces couches populaires y sont restées n'ayant pas d'autres choix et ont imprimé à ces vieux quartiers du centre des ambiances et des paysages collés à leur quotidien fait de survie, d'entraide et de débrouille. Les vieilles artères affichent des vitrines commerciales modestes, souvent délabrées avec une marchandise à bas prix. " Commerce de magasin, commerce sur le pas du magasin, commerce sur le trottoir, commerce sur la chaussée et commerce ambulant sont des formes solidaires qui s'entrelient l'une l'autre " disait Abdelmalek Sayad en parlant des quartiers de Belzunce et Noailles à Marseille. C'est aussi ce commerce qui participe activement à l'économie marseillaise.

Une démographie défavorable aux centres-villes:

À Marseille comme à Mexico, les centres anciens ont été désertés depuis la seconde moitié du XX^e siècle par son élite économique et culturelle au profit de lotissements plus confortables et sécurisés en périphérie.

De manière générale, dans le monde, les centres-villes perdent leurs populations et aucun phénomène de repeuplement massif des centres-villes n'a encore été observé.

Le déclin démographique touche non seulement les centres-villes mais également peu à peu les banlieues proches. La tendance générale est à la péri-urbanisation.

Que ce soit Paris, Marseille, Le Caire ou Mexico, c'est dans les grandes banlieues, situées dans des rayons compris entre 100 et 200 km, que la croissance est la plus forte. Avec les nouveaux moyens de communication et de transport, les

zones de peuplement ne cessent de se rapprocher. Marseille deviendrait une grande banlieue de Paris dont elle est distante de 3 heures en Train à Grande Vitesse (T.G.V.).

Marseille a perdu 8,7 % de sa population entre 1982 et 1999.

Sept de ses vieux quartiers centraux(4) (qui totalisent 312 ha sur les 23 903 hectares que compte Marseille) ont perdu plus de 20 % de leurs effectifs sur cette même période.

L'ancienne ville de Mexico (qui couvre 13 800 hectares) a perdu 42 % de sa population en 30 ans. Son déclin démographique a été plus ample et plus rapide que celui de la ville de Paris (10 500 hectares) qui n'a perdu que 27 % de sa population en 78 ans (1921-1999)(5).

I. Mexico, programme Renovación Habitacional Popular:

A Mexico, le centre-ville est à la mesure de cette gigantesque agglomération de plus de 16 millions d'âmes. Le centre-ville organisé autour de la grand-place appelée el zocalo regroupe des monuments historiques de première importance, monuments architecturaux ou archéologiques héritages des empires indiens pré-hispaniques et de la conquête espagnole. Le périmètre de la zone fédérale des monuments historiques couvre environ 500 hectares (sur 144 100 hectares que couvre le district fédéral et les 2 300 000 hectares que couvre l'État de Mexico et le district fédéral).

Le tremblement de terre de 1985 a considérablement affecté la ville de Mexico et plus particulièrement son centre historique qui comptabilise plus de la moitié des immeubles endommagés sur l'ensemble de l'agglomération.

Au total, ce sont environ 100 000 logements qui furent sinistrés.

Une puissante mobilisation populaire suivit qui permit d'associer les habitants sinistrés à l'action publique de reconstruction et de relogement sur place des populations.

Le programme, qui fut élaboré avec les populations, visait à rénover plus qu'à restaurer les logements détruits ou menacés. Cette rénovation consista en la reconstruction des bâtiments à l'identique, mais remis aux normes et avec le maintien des populations, devenues propriétaires entre-temps.

Dans le périmètre du vieux centre historique, 83 % des logements furent entièrement reconstruits et 12 % furent réhabilités. Il s'agit de logements souvent modestes, en

immeubles de rapport ou en collectifs organisés autour de patios (nommés *vecindades*), organisés en régime de propriété mais surtout occupés en location aux loyers souvent gelés.

Cette opération est exemplaire en ce qu'elle s'oppose aux pratiques en vigueur de destruction et reconstruction avec changement d'usage.

Exemplaire parce qu'elle n'est due qu'à la situation d'urgence et à la vive émotion que suscita le séisme et la situation des sinistrés au sein de la population mexicaine.

Exemplaire aussi parce qu'exceptionnelle et ne modifiant en rien les règles de gestion du parc de logements anciens où aucune procédure d'appui à la réhabilitation n'a cours parallèlement aux lois de protection du centre historique, aucune aide à la personne ne permet de supporter les coûts de restauration entreprise par les propriétaires.

La réglementation:

Ce programme de *Renovación Habitacional Popular* n'a été possible qu'après un assouplissement de certaines règles de protection du patrimoine.

Citons par exemple les règles qui exigent un respect absolu de la structure originale et des matériaux utilisés lors de la reconstruction. Idem pour les normes de densités autorisées qui passent de 800 hab/hectare à 1800 hab/hectare dans certains quartiers (dans certains secteurs de la médina de Fès la densité peut atteindre 3000 hab/hectare).

Sans ces mesures dérogatoires, le relogement de l'ensemble des habitants aurait été impossible.

L'institution productrice des normes de protection et son principal gardien (l'Institut national d'anthropologie et d'histoire - INAH) a dû prendre acte de la grande contradiction prévalant entre une réglementation respectueuse de la valeur patrimoniale des édifices et le maintien de formes d'habitat populaire dans le centre historique.

Mais en matière d'urbanisme opérationnel, l'outil de maîtrise foncière qui fut employé avec succès dans ce cas est bien l'expropriation qui représente l'article le plus anti-populaire de la plupart des codes de l'urbanisme. Pour cette raison, ajoutée au fait qu'il est coûteux, est rarement utilisé, des accords à l'amiable sont toujours privilégiés.

Il fut néanmoins plébiscité par l'ensemble des populations concernées, les propriétaires y compris, qui trouvaient là la possibilité de se dessaisir d'un bien (déjà très dégradé avant

le séisme) dans de bonnes conditions. Seuls ceux dont le bien a été détruit par le séisme, et qui pouvaient espérer revendre le terrain nu à bon prix, se soulevèrent contre cette mesure.

En France, l'expropriation est conditionnée à la déclaration d'utilité publique et donc à l'intérêt général. Elle doit avoir une fonction sociale en organisant un transfert des richesses immobilières de patrimoines privés au profit du domaine public. En théorie, l'expropriation ne doit pas servir à couvrir des opérations de promotion immobilière privée où le transfert s'opère entre anciens et nouveaux propriétaires. La Z.A.C. (Zone d'aménagement concertée) est le seul outil, soumis à enquête publique, qui prévoit l'accession à la propriété privée sur des biens expropriés. Mais comme nous l'avons vu précédemment, cette déclaration d'utilité publique (D.U.P.) est très contestée car peu concertative ou participative.

Le montage financier:

Le programme mexicain de rénovation d'habitations populaires est pris en charge par le budget fédéral qui sert aux financements sans retour sur investissement et par un prêt de la BIRD (Banque mondiale) remboursé par la vente des logements construits.

Le taux de subventionnement est très élevé, qui, malgré une hausse globale des dépenses de logement, permet aux sinistrés d'acquiescer ces logements sur la base d'un crédit bonifié courant sur huit ans (les remboursements ne dépassant pas 20 à 30 % du salaire minimum). En Égypte par exemple, la durée de remboursement des prêts accordés au titre de l'aide à l'accession à la propriété va parfois au-delà de 25 ans.

Il est évident dans ce contexte que cette opération a, à elle seule, canalisé une forte concentration de ressources économiques, sociales et politiques, pour le bénéfice exclusif d'un secteur spécifique et limité de la population. Cela souligne le caractère nécessairement ponctuel de ce type d'opération et donc peu généralisable.

2. Marseille: l'opération centre-ville

Marseille n'a pas subi de tremblements de terre mais peine à faire décoller une économie moins dynamique que ses voisines lyonnaise ou parisienne.

La cohérence de son tissu urbain, beaucoup moins monumental et patrimonial que celui de Paris ou Lyon, a subi avec la guerre, la reconstruction et la perte des colonies des

dommages qui plomberont pour longtemps son ascension au rang de seconde métropole française, rang âprement disputé avec Lyon.

Marseille est la dernière grande ville française dont le centre est habité par des populations d'origine étrangère.

Les vieux quartiers centraux, coincés entre un Nord pauvre et désindustrialisé et un Sud riche aux activités nobles, connaissent, après des dizaines d'années d'abandon, un regain d'intérêt.

Quelques projets épars se sont succédés depuis l'après-guerre qui ont éliminé certains des vieux ghettos. Mais ces projets, dénués de ligne directrice, n'ont réussi ni à réhabiliter ni à remodeler les vieux quartiers.

La loi d'orientation pour la ville promulguée en 1991 a braqué les projecteurs sur ces quartiers Belzunce, Noailles, le Panier, Joliette, Saint-Charles.

Pour s'attaquer à leur requalification urbaine, plusieurs procédures (administratives, juridiques et opérationnelles) ont été mises en place. En effet, pour rendre possible une opération de réhabilitation, il est souvent nécessaire de cumuler plusieurs procédures, lesquelles en retour complexifient considérablement les dossiers.

L'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (O.P.A.H.):

C'est une mesure d'incitation à la réhabilitation du parc de logements anciens par une aide financière, accordée à leurs propriétaires, calculée au prorata des travaux engagés.

Financée par l'État, les institutions de promotion du logement social (Agence nationale de l'amélioration de l'habitat - ANAH) et les collectivités locales, cette opération est l'outil vedette de la réhabilitation du parc de logements privés. On en compte pas moins de 670 en France. Son succès est probablement dû autant aux réels besoins en matière de requalification de certains vieux centres urbains qu'au caractère très électoraliste de cette mesure redistributive très ciblée.

Cette opération souffre néanmoins de travers handicapants: une publicité limitée à quelques supports, induisant ainsi un accès très confidentiel. Elle suppose l'existence et la disponibilité d'une épargne suffisante, ce qui dans le cas des quartiers comme Belzunce, Noailles et le Panier est loin d'être assuré.

Le Périmètre de restauration immobilière (P.R.I.):

Le périmètre de restauration immobilière a pour objectif la transformation des conditions d'habitabilité dans un périmètre défini à l'avance où l'habitat est très dégradé.

Cette opération n'est possible que couplée à la zone de protection du patrimoine paysager architectural et urbain, qui est une servitude d'utilité publique passive qui n'a aucun caractère opérationnel.

L'O.P.A.H. est à l'incitation ce que le P.R.I. est à la coercition. Cette opération oblige, sous peine d'expropriation (après D.U.P.), les mêmes propriétaires à réaliser des travaux(6) qu'ils n'avaient pas consentis à faire avec l'O.P.A.H.

Le programme d'acquisition foncière et immobilière que comprend tout P.R.I. est particulièrement pointé du doigt à Marseille. En effet, la municipalité, via ses sociétés d'économie mixte (S.E.M.), rachète les murs d'immeubles que leurs propriétaires ne veulent ou ne peuvent pas réhabiliter. En rachetant ces murs au-dessus du prix du marché (déjà fort bas), la S.E.M. a peu de peine à les acquérir sans recourir à l'expropriation. Elle ne tient pas à l'expropriation car cela l'obligerait à assurer le relogement des occupants. Elle préfère inciter les propriétaires à évacuer leurs biens en augmentant la valeur des immeubles à condition qu'ils soient vacants. Or, les propriétaires n'ont aucune obligation de relogement.

Lancées en 1993 pour le Panier et en 1994 pour Belzunce, ces P.R.I. sont très controversés et peinent à cacher une politique de nettoyage qui ne dirait pas son nom.

Le principe repose, encore une fois, sur un panachage de cinq lois dont 4 en faveur de l'investissement privé.

La première concerne l'établissement du périmètre opérationnel après D.U.P. La seconde est la loi Malraux qui permet aux investisseurs de soustraire les frais de restauration de leur feuille d'impôt. Le dispositif est complété par les lois Méhaignerie et Perissol en faveur du logement locatif et la loi Besson qui assure les investisseurs contre tout problème de gestion(7).

Cette procédure, on le voit, est très peu portée sur un traitement social de la problématique de la requalification des centres anciens où la concertation est absente du processus.

La loi d'orientation sur la ville (1991) soumet les opérations de restauration immobilière à une concertation préalable. Mais il s'agit là d'une concertation entre partenaires institutionnels.

Et Alger?

Ces deux expériences menées au Mexique et en France donnent un aperçu des difficultés réelles qui se présentent aux collectivités plus désireuses de préserver leur patrimoine urbain que social.

Et ceci nous amène maintenant à évoquer le cas d'Alger.

Que se passe-t-il dans ses vieux quartiers centraux?

Une première réflexion nous est inspirée par les taux de croissance démographique négatifs de la plupart de ces quartiers. Cela correspond bien à la tendance générale observée dans les grandes villes. Le centre se dépeuple au profit de banlieues qui s'urbanisent tant bien que mal sur des rayons de plus en plus éloignés. Cette décroissance laisse penser qu'une décohobitation est en cours, décohobitation toujours bénéfique à l'état souvent dégradé du bâti de ces quartiers. Elle est un préalable à toute opération de restauration à condition qu'elle soit institutionnellement et socialement accompagnée.

L'exemple de la Casbah d'Alger est assez éclairant. Un plan d'aménagement posant le cadre de toute intervention (conservation, restauration) sur le périmètre retenu est promulgué en juin 1985. Suivra, en 1992, l'inscription de la Casbah sur la liste du patrimoine mondial.

Pour autant, les démolitions se poursuivent et d'après Djaffar Lesbet, rien ne semble vouloir contrarier le lent déclin de ce patrimoine architectural et urbain unique. Trop longtemps marginalisées, les populations pauvres accélèrent la dégradation des maisons dans l'espoir d'un relogement. On voit ici clairement les limites d'une déconcentration non sérieusement assistée et les risques qu'elles font peser sur la préservation du patrimoine.

Mais si la Casbah focalise l'attention de tous, elle n'est qu'une partie du centre-ville. Qu'en est-il des quartiers de facture coloniale qui la bordent? Ne présentent-ils pas eux aussi un intérêt architectural et historique? Qu'en pensent les Algérois?

Alger a lancé un plan d'action urbaine stratégique en 1997. Ce Grand projet urbain (G.P.U.) vise à faire émerger de nouveaux pôles à forte centralité, dotés de fonctions métropolitaines. Ces pôles sont conçus pour participer à la revalorisation du port et de la baie d'Alger. Dans ce cadre, le noyau central historique d'Alger (La Marine et la Basse Casbah) est soumis à un programme d'intervention, de restructuration, de valorisation et de réhabilitation de son cadre bâti et de réaménagement de ses espaces publics.

Ce Grand projet urbain représente peut-être le moment choisi pour mener une vaste réflexion sur le devenir de ces quartiers constitutifs de l'identité algéroise.

Quel Algérien ou Algérienne ne connaît pas, sinon de vue du moins de mémoire, ces quartiers commercialement si actifs et populaires que sont Bab el Oued, la Casbah et la Basse Casbah, la place des Martyrs, la Pêcherie?

Ce patrimoine est le leur, il deviendra ce qu'ils voudront en faire.

L'action sur ces quartiers dépend de la volonté de leurs habitants.

Les intérêts défendus par les élus, gestionnaires et techniciens municipaux ont souvent pour effet, sous couvert de préservation du patrimoine, de privilégier l'accès aux centres anciens et l'accaparement des plus-values des opérations de réhabilitation à certains groupes sociaux au détriment d'autres.

(1) Terme utilisé par L. Rouleau-Berger in "Nouvelles centralités, nouvelles périphéries à l'ère des métropoles", colloque CAUE/Rhône, Université Lyon II, 1989.

(2) Renaud Y, "De la contestation à la concertation", Les Annales de la recherche urbaine, 2001, n°89, Plan Urbain, M.E.L.T., pp. 62 à 69.

(3) A Marseille, l'association "Un centre-ville pour tous" est très mobilisée contre les projets de la municipalité et dénonce des pratiques peu respectueuses des tissus sociaux que ces quartiers abritent.

(4) Belzunce, Chapitre, Noailles, Saint-Charles, Hôtel de Ville (Boulevard Panier), Grands Carmes (Haut Panier), Joliette.

(5) Moriconi-Ébrard F., De Babylone à Tokyo, les grandes agglomérations du monde, éd. Géophrys, Gap, 2000, p. 344

(6) Ces travaux de restauration sont définis dans un cahier des charges approuvé par la municipalité et les services de l'État, notamment ceux ayant en charge les monuments historiques.

(7) La Mairie s'engage à se substituer au locataire défaillant ou absent et à racheter l'immeuble au bout de dix ans si le propriétaire le souhaite.

Sélection bibliographique:

- Les Cahiers du C.R.E.P.I.F., Étude comparée du devenir des centres-villes arabes et européens, C.R.E.P.I.F., Paris, septembre 1997, n°60.

- Le foisonnement associatif, Les Annales de la recherche urbaine (revue), Plan Urbain M.E.L.T., Paris, 2001, n°89.

- Les urbanistes dans le doute, Peuples méditerranéens (revue), Paris, 1988, n°43, p. 155

- Intervenir en quartiers anciens: enjeux, démarches, outils. ANAH & MELT, Le Moniteur, Paris, 2000.

- Alger-Marseille-Barcelone, Revue la Ville -trimestriel-, Paris, janvier 1995, p. 156

- Ascaride G. et Condro S., La Ville précaire, les "isolés" du centre-ville de Marseille, l'Harmattan, Paris, 2001.

- Melé Patrice, Patrimoine et action publique au centre des villes mexicaines, Éditions I.H.E.A.L., Paris, 1998, p. 324

- Mathieu D., Tomas F. (sous la coord. de) Ville de Mexico, Ordinaire Latino américain 2000, n°180.

La Ville coloniale

ALGER, TUNIS, L'URBANISME EUROPÉEN
SUR LES RIVES SUD DE LA MEDITERRANEE
Christophe Gindler

LE MARSEILLE DES ANNEES TRENTE
Temime emile

LE CAP (AFRIQUE DU SUD): URBANISATION
ET CONTRÔLE RACIAL
Allison Drew

ALGER: URBANISATION ET CONTRÔLE
ETHNIQUE 1930 - 1962
Jean louis Planché

L'URBANISME DE LA VILLE D'ALGER ENTRE LES DEUX
GUERRES DE L'AMENAGEMENT À L'EXTENSION
Samia Hakimi

ALGER - PARIS: CRISE DU LOGEMENT ET CHOIX DES GRANDS
ENSEMBLES AUTOUR DU XIIe CONGRES NATIONAL
D'HABITATION ET D'URBANISME D'ALGER (MAI 1952)
Annie Fourcaut

MIROIRS, REFLETS ET GLACES SANS TAIN
LA MODERNITE COMME POLYSEME
Bernard Haumont

LA GESTION URBAINE AUX ANNEES CINQUANTE. ALGER
Afifa Bouab

LES AMENAGEMENTS TOURISTIQUES COLONIAUX
(1897 - 1962), UN GENOTYPE POUR LA DURABILITE:
LE CAS DU BALNEAIRE ALGEROIS
Mimi Khou

LE CORBUSIER CHERCHANT A FAIRE D'ALGER
UNE CAPITALE DU 20e SIECLE (1931-1942):
TRANSGRESSION PAR
GERALD HANNING (1956-1959) ET INSPIRATION POUR OSCAR
NIEMEYER (1968-1970)
Alex Gerber

TERRITOIRES DU SUD:
LE CORBUSIER, ESPAGNE, ALGERIE
Juan José Lahuerza

LA RECONSTRUCTION DU CENTRE D'ORLEANSVILLE PAR
JEAN BOSSU: UNE ARCHITECTURE ALGERIENNE MODERNE?
Alain Borie

L'ŒUVRE ALGEROISE de FERNAND POUILLON: UNE LEÇON
D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME
Maachi-Maiza Myrian

ALGER, TUNIS, L'URBANISME EUROPEEN SUR LES RIVES SUD DE LA MEDITERRANEE

Giudice Christophe

Résumé:

Engager une comparaison de l'urbanisme colonial de Tunis et Alger est une opération délicate tant la colonisation de ces deux pays a été différente. Le protectorat, institué en 1881 en Tunisie, a été pensé de manière à éviter la charge d'une colonisation à l'algérienne. Les deux types d'occupation ont défini les projets urbains français au Maghreb. A Alger, l'occupation militaire s'est traduite par la destruction de la ville arabe afin de mieux contrôler les populations locales. A Tunis, la ville coloniale s'est construite en dehors des remparts de la médina. On peut dater la naissance de la ville moderne à Tunis, à partir de 1860, quelques années donc avant l'installation du protectorat. Mais ce n'est qu'à partir de 1881 que cette partie de la ville s'est largement développée. Les sites d'Alger et de Tunis, sont différents, donnant, pour l'une, un rapport privilégié avec la mer et, pour l'autre, une relation de méfiance et de protection.

Les deux villes ont donc connu différentes orientations de développement. En Algérie, les autorités françaises ont voulu faire de la capitale la vitrine du savoir-faire française en matière d'architecture et d'urbanisme. Plusieurs plans d'aménagements ont tenté de modeler la ville et de maîtriser le développement. A Tunis, c'est essentiellement l'initiative privée qui a façonné la ville, l'action de la municipalité se limitant à la gestion du plan et du réseau viaire. Le plan de Tunis révèle un plan orthogonal, régulier et sans grande originalité. C'est, pour certains, la preuve que le projet urbanistique du protectorat était à l'image de l'entreprise coloniale: celle d'un placement de bon père de famille, modeste mais sûr. Les autorités ont, malgré tout, proposé différents plans d'aménagement et d'embellissement. Dès 1920, l'architecte Valensi, sur les ordres de la municipalité, a lancé, les grandes idées générales du développement de la ville, qui malheureusement n'ont jamais été appliquées. Cette gestion particulière de la ville a permis le développement d'une multitude de styles architecturaux, certains n'existant pas ailleurs. C'est le cas de l'art déco produit par les architectes italiens de Tunisie, donnant naissance à un style architectural quasi-absent dans la péninsule.

A ce titre, les plus grands architectes français se sont exprimés à Alger, durant l'époque coloniale et même après l'indépendance de ce pays. Le prestige d'Alger est alors beaucoup plus important que celui de Tunis.

Malgré ces différences fondamentales, les deux villes sont aujourd'hui marquées par le même phénomène de prise de conscience de leur patrimoine urbain. On assiste depuis plusieurs années à une réappropriation des quartiers issus de l'époque coloniale, de grands chantiers de réhabilitation ont été entrepris afin de remodeler les deux villes, de les adapter aux exigences des années à venir. A Tunis comme à Alger, le phénomène de l'étalement de la ville touche des espaces de plus en plus éloignés des centres historiques (ville arabe et coloniale) ce qui pose le problème du rôle de ces centres avec les activités de ce début de troisième millénaire.

Introduction:

Je mène actuellement une étude sur l'édification des quartiers européens à Tunis durant la période coloniale(1). La démarche adoptée, dans ce travail, est de s'interroger sur les parcours des différents artisans de la ville européenne de Tunis et de percevoir, au travers de ces itinéraires personnels, les objectifs suivis en matière d'urbanisme.

Cette recherche porte également une attention particulière aux différentes politiques d'aménagement urbain entreprises dans les autres villes du Maghreb sous domination française. Il s'agit par conséquent d'évaluer leurs éventuelles influences sur l'élaboration de la ville moderne de Tunis. Observer un bâtiment, une rue, un quartier ou la ville comme objet de monographie ne peut aider que partiellement à la compréhension globale des configurations urbaines au Maghreb durant l'époque coloniale. Mon ambition est donc d'insérer l'enquête dans une logique comparatiste en rapprochant le cas tunisois à d'autres agglomérations marocaines, algériennes ou égyptiennes. L'objectif est donc de mesurer l'influence des politiques développées à Casablanca et à Alger sur les acteurs mêmes de la construction urbaine tunisoise.

Lorsqu'il s'agit de comparer Tunis et Alger en matière d'urbanisme colonial, l'entreprise est délicate tant les deux villes sont à la fois différentes et se ressemblent malgré tout sur plusieurs points. Il est vrai qu'Alger et Tunis ont des caractères, des histoires et des statuts dissemblables. Elles ont connu l'arrivée de la colonisation à des époques différentes: la France s'installe en Algérie en 1830, en

Tunisie à partir de 1881.

La conquête de l'Algérie est conduite de 1841 à 1847 par une armée de 100 000 hommes, commandée par le général Bugeaud qui conquiert et reconquiert l'essentiel du pays. L'armée d'Afrique découvre une société possédant de solides facultés de résistance et s'engage dans une guerre de trente années. Son chef énonce clairement les objectifs des opérations: il souhaite vouloir gouverner le pays par la "charrue et l'épée". De 1830 à 1870, la France expérimente différentes politiques en Algérie. Des centaines d'hectares sont distribués, des villages créés. Mais les candidats français au départ sont peu nombreux, les abandons fréquents. C'est pourquoi, certains ont vu en Algérie, une terre de prédilection pour réaliser les projets les plus utopistes. Des fouriéristes y fondent une éphémère colonie, d'autres pensent en faire une terre d'accueil pour les "rebut" de la société bourgeoise française. En 1857, le ministère de la guerre songe à installer des colonies d'orphelins et d'enfants trouvés(2). On envisage d'y placer les maronites victimes des violences druzes, des catholiques irlandais victimes des protestants. La chute du Second empire inaugure le temps d'une Algérie livrée au parti des colonisateurs. Les "algérienistes" du nouveau régime souhaitent faire de ce pays une terre française. Une colonisation de peuplement est lancée, encouragée par la IIIème République. Puis, pour pallier ce manque d'intérêt, on procède à la naturalisation des populations étrangères (Espagnols et Italiens) afin de mener à bien la prise de possession du territoire. La loi de naturalisation du 26 juin 1889, qui transforme plus de 160 000 étrangers en citoyens français, permet de croire à l'entreprise algérienne, la colonie étrangère étant devenue partie intégrante de l'opération coloniale. En outre à partir de 1878, le développement de la culture de la vigne rend le projet d'une agriculture coloniale viable. Le vignoble algérien devient une culture rémunératrice qui sauve le vignoble métropolitain, dévasté par le phylloxéra, et attire des bras.

L'installation du Protectorat en Tunisie s'effectue avec plus de souplesse, même si l'armée française intervient de manière forte. Sfax, la deuxième ville du pays, est bombardée en 1884 pour avoir résisté à l'occupant. Mais le Protectorat tunisien ne donne pas lieu à une colonisation de peuplement comme en Algérie, même si certains coloniaux l'ont souhaité. La préservation d'un semblant de souveraineté est, pour la IIIème République, un moyen de gouverner à moindre frais, évitant ainsi le coût d'une guerre de conquête et l'installation d'une administration conséquente. Ces deux formes de colonisation préfigurent le rapport qu'ont entretenu les responsables politiques avec les deux pays. Elles portent les

desseins qu'ils leur réservaient. Dans ces conditions, on peut s'interroger sur la nature des projets urbains développés pour répondre à leur politique ou leur intérêt.

Je me propose donc de relever quelques éléments de comparaison entre les deux cités, l'objectif étant de comprendre comment un urbanisme européen s'est installé et développé de l'autre côté de la Méditerranée durant l'époque coloniale. C'est en m'appuyant sur le cas tunisois que je tenterai de mesurer la réalité du phénomène énoncé par l'intitulé de ce colloque "Alger ville miroir". Deux points seront abordés: le premier concernera les conditions qui ont permis l'émergence de quartiers européens à Alger et Tunis, le second portera sur les destinées divergentes des deux cités en matière d'urbanisme.


1- Deux villes pour deux projets urbanistiques:

Les deux villes présentent des contraintes géographiques importantes qui ont gêné et perturbent encore leur développement. La quête de nouveaux espaces a donc été, dans les deux cités, une constante afin de répondre à la demande croissante de logements.

1.1 Tunis est une ville au fond d'une lagune:

Tunis est située au fond d'un golfe, bordée de deux lacs, le lac Bahira et la sebkha Sedjoumi. Les collines du Belvédère, celles de Bel Hassen et du Djebel Djelloud achèvent de cerner la ville. L'espace entourant Tunis a été pendant de nombreuses années un glacis de protection devant tout ce qui venait de la mer. C'est donc dans ce périmètre limité que la ville a dû se développer. Mais il faut remonter à Carthage et au Moyen Age pour comprendre les raisons de son emplacement.

Carthage a toujours dominé le pays et la région durant de longues années. La cité phénicienne(3) a bâti sa prospérité sur les relations commerciales qu'elle a entretenues avec les divers peuples de l'Afrique et de la Méditerranée. La proximité de la mer lui a permis de s'imposer et d'affirmer sa puissance. Cette ville est, une première fois, détruite, puis reconstruite, par les Romains (146 et 44 av. J.C.), puis, de nouveau détruite par les Vandales (en 440) et les Byzantins. Elle est ensuite conquise par les Arabes en 695, reprise par les Byzantins qui y débarquent des troupes, définitivement soumise en 698 par les soldats de Hassan Ibn Nôman qui l'abandonne au profit du site de Tunis. Carthage, affaiblie et



dépeuplée, est détruite pour faire échec à toute nouvelle reconquête(4). Elle sert ensuite de carrière, de vulgaire réserve de pierres pour élever la nouvelle capitale de la province arabe(5).

Pourquoi abandonner le site de Carthage favorable au commerce et à l'exploitation des richesses qui en découlent? Aussitôt après la chute de Carthage, les conquérants arabes jettent les bases d'une nouvelle ville, dont la première fonction fut celle d'un arsenal maritime à l'abri du large. La logique de la fondation de Tunis repose sur les mêmes fondements que celle de Kairouan. Sidi 'Uqba Ibn Nafi' fonde en 670, à 60 kilomètres de Sousse, Kairouan ou Qayrawan (terme qui signifie "place d'armes"). Il s'agit d'un campement permanent, installé au cœur de la steppe, à l'abri des attaques de la flotte byzantine et devant servir de base opérationnelle pour lutter contre les Berbères.

Tunis profite donc d'une position géographique qui a fait la fortune de l'antique Carthage pour s'imposer comme capitale: elle est située à l'extrémité orientale du Maghreb, au fond d'un golfe qui ouvre un large accès sur le détroit de Sicile et opère une jonction entre les deux bassins de la Méditerranée. Sur le continent, elle se place au point de convergence de voies de circulation aisée (vallées et dépressions du Tell, plaine orientale). Ainsi, depuis le fond de sa lagune, la ville peut contrôler les routes terrestres vers l'intérieur du pays, se prémunir d'attaques venant de la mer et dominer un passage important en Méditerranée entre la Sicile, Malte et le Machreq.

Instaurée dès le XIII^{ème} siècle par les Hafssides, aux dépens de Kairouan, la primauté politique et administrative de Tunis se maintient sous la domination turque. Sous la dynastie des Husseinides, l'essor de la ville est amplifié, la banlieue se développe, le Bardo devient même le lieu de la résidence gouvernementale. L'installation en 1881 du Protectorat en, dont le régime est favorable à la centralisation du pouvoir, n'a fait qu'accélérer le processus de Macrocéphalie. Par ailleurs, on remarque que les relations entretenues avec l'espace maritime reposent essentiellement sur la méfiance, ce qui n'est pas le cas à Alger.

1.2 Alger est perchée au-dessus de la mer:

La date exacte de la fondation d'El Djazaïr n'est pas précisément mentionnée. Les historiens semblent dater la fondation de la ville vers 945-971. Les difficultés de datation à Tunis et Alger sont proches, mais le site quelque peu différent, n'est guère plus favorable. La situation d'Alger est

en effet celle de nombreux ports méditerranéens. La ville domine une baie arquée ouverte au nord, adossée au sud aux collines du Sahel, incluant le massif de Bouzaréa, près du débouché littoral d'une plaine fertile, la Mitidja. Au-delà, elle commande l'accès, vers l'ouest, à la vallée du Chelif, vers l'est, aux hautes plaines constantinoises, voies naturelles traditionnelles qui relient la Tunisie au Maroc.

Il faut rappeler que la ville fut prise par les Français non pas par la mer mais par la campagne. Durant la seconde guerre mondiale, les armées alliées, en 1942, ont également opéré par la campagne en utilisant la même stratégie. Alger est une ville bloquée par un relief escarpé au sud, ce qui gêne son développement. Le littoral ne laissant qu'une étroite bande plane immédiatement dominée par des coteaux escarpés, il a naturellement accueilli les excroissances de la ville. Le développement de la cité a donc consisté à surmonter ce relief difficile, donnant lieu à des ouvrages originaux et de grande envergure. Jean Jacques Deluz réalise une description de l'arrivée par bateau dans le port d'Alger ou l'ensemble de la complexité du site apparaît(6).

2 Deux villes méditerranéennes:

2.1 Une relation difficile avec la mer:

Dans le cadre de ma thèse, j'étudie le développement de Tunis de 1860 à 1945, période durant laquelle l'Algérie et la Tunisie subissent sur leur sol l'installation et le développement de la puissance coloniale française. L'espace urbain a représenté le symbole même de la colonisation, le lieu du pouvoir et de sa maîtrise. Mais l'Algérie et Alger ont été une sorte de laboratoire expérimental. On voulait faire d'Alger une ville française d'Afrique, le pays une région française. Le Corbusier a même envisagé d'édifier Alger comme la porte de l'Afrique, la continuation de la ligne imaginaire Lille-Paris-Lyon-Marseille-Alger-Dakar(7).

L'œuvre française en Algérie a généré, en Tunisie et au Maroc, de nouvelles approches dans l'aménagement des villes. L'espace urbain traditionnel tunisois a été, en partie préservé; à Alger, en revanche, une partie beaucoup plus restreinte a été maintenue.

Dans tout l'empire, la colonisation a juxtaposé à la ville indigène une forme urbaine métropolitaine qui supporte des fonctions nouvelles et un autre peuplement. Cette dichotomie est encore aujourd'hui perceptible dans le paysage, une vue aérienne rend cette opposition flagrante. Tunis a orienté son principal axe de développement vers le lac, symbolisant ainsi

l'ouverture de la ville vers la France et la mer. Or, Tunis n'est pas un port naturel, le site est inadapté au commerce maritime. Les marchandises et les passagers arrivent à La Goulette. Ils sont ensuite acheminés jusqu'à Tunis par barque. Francis Giffard donne un aperçu intéressant de l'arrivée à la Goulette et de l'état de la ville en 1881:

" Le jour se lève, et amène un vacarme inouï. Ce sont les Maltais et les Arabes de toute sorte qui viennent à la pointe de l'aube montés sur de vieilles barques, pour chercher le passager et le débarquer à terre. (...) Les drogmans viennent à bord du paquebot et sollicitent les voyageurs pour les conduire à l'hôtel, les promener en ville. (...) La première impression que ressent le Français, en débarquant à la Goulette, est des plus vives. Elle n'est pas précisément enchantée, mais elle frappe fort. C'est que la Tunisie est restée le pays arabe dans toute sa lumineuse pauvreté.

Alors que l'Algérie s'est francisée au point de n'avoir plus que de rares villes entièrement arabes, la Tunisie n'a pas encore été touchée par la transformation européenne, ou du moins Tunis l'a été si peu, que ce n'est guère la peine d'en parler "(8).

A partir de 1881, l'installation d'un port à Tunis est devenue indispensable à l'opération de colonisation. Il a fallu aménager un canal pour relier Tunis à la Goulette, des bassins pour accueillir des bateaux à fort tonnage. Les travaux engagés entre 1888 et 1893 se sont élevés à 13 500 000 F. Le 28 mai 1893, le port est achevé: la mer arrive par un canal au pied de la cité. Mais cette transformation essentiellement économique n'a pas permis l'éclosion d'un front de mer, d'une véritable relation entre Tunis et la mer. Le résultat donne encore aujourd'hui une impression d'inachèvement dans cette partie de la ville. L'avenue principale débouche sur les entrepôts et les quartiers industriels du port et de la petite Sicile.

Le commentaire que l'on en faisait, en 1927, illustre une mauvaise gestion des espaces centraux de la ville: "...Puis, à mesure que l'on avance, les constructions qui bordent l'avenue diminuent peu à peu d'ampleur: certaines ne sont que de simples baraquements. Ces abris sommaires sont surtout nombreux à droite, dans le quartier pauvre de la petite Sicile, ainsi nommé du pays d'origine de ses habitants "(9).

En d'autres termes, l'avenue principale qui devait incarner la modernité et se devait d'être la plus belle avenue de Tunis, se terminait dans l'entre-deux-guerres par un quartier industriel et populaire, qui, à certains endroits, s'apparentait à un bidonville. Même si des projets ont tenté de réorienter le rapport de la ville avec la mer, il est totalement différent de celui entretenu à Alger.

A Tunis, le lac Bahira a toujours représenté un espace repoussoir, le réceptacle durant des années des immondices et des égouts de la ville. L'été, une odeur pestilentielle envahissait les rues de la ville basse et les maisons des quartiers européens. Les riches tunisois fuyaient la ville pour l'air plus sain de la Marsa ou de Hammam-Lif. Même si l'armature de la ville arabe a été préservée à Tunis, sa composante coloniale ne possède pas le cachet de son homologue algéroise. Elle a toujours été fortement dépréciée parce que les terrains sur lesquels elle s'est développée, au XIX^e siècle, ont, longtemps, été considérés comme insalubres.

2.2 1860, naissance des villes européennes d'Afrique du Nord?

L'instauration d'un urbanisme colonial à Alger et Tunis répond donc à des logiques, intimement liées aux statuts des deux territoires. Lorsque les Français arrivent à Alger en 1830, la ville arabe est encore vivante. Tout comme à Tunis, elle respecte un plan composé d'un entrelacs de rues et de ruelles dont certaines finissent en impasse. Il n'y a pas de place publique. Les habitations sont basses, organisées autour d'une cour intérieure, les ouvertures vers l'extérieur peu nombreuses. La forme de la ville d'Alger ressemble à un triangle dont la base est la mer et les falaises rocheuses, le sommet la *Casbah*. Les militaires la décrivent comme un établissement sans ordre, sans espaces publics et ne convenant ni aux exigences de la circulation des convois militaires ni aux besoins commerciaux. C'est pourquoi leur premier souci a été de créer une place d'armes pour réunir les soldats. Les troupes du génie ont choisi le carrefour des routes les plus importantes et l'emplacement des équipements du pouvoir pour s'installer. Ainsi les militaires commencent à démolir la partie basse de la ville pour y gagner de l'espace et construire des casernes. C'est aussi l'occasion de maintenir la ville arabe sous le feu des canons. Pour se protéger des indigènes, des " dangereux Arabes ", les rues doivent être larges, accessibles aux camions comme aux canons. L'armée devance les dispositions développées par Haussmann à Paris; dont le tracé de la voirie devait permettre de se prémunir des classes réputées dangereuses. Dès 1831, les abords de la *Casbah* sont donc dégagés des maisons qui obstruent les communications, les portes d'entrées de la ville sont déplacées(10), des mosquées transformées en caserne ou en église. C'est une opération logistique mais surtout symbolique qui est entreprise. C'est la France toute entière qui s'installe et doit s'affirmer pleinement. L'armée du génie s'impose urbaniste, aménage, transforme la ville et s'impose comme un

véritable Etat dans l'Etat. Elle assume la charge de l'ensemble de l'entreprise de colonisation et devient le premier acteur social.

Par la suite, l'installation des Français génère l'implantation de nouvelles activités urbaines, impliquant le développement du commerce et par conséquent des activités portuaires. Les transformations et les aménagements du port d'Alger le placent, en 1925, au 2ème rang des ports français pour le tonnage après Marseille, au troisième rang, après Le Havre pour le nombre des navires.

En 1860, les premières démolitions passées, Napoléon III, en visite à Alger, recommande de laisser la vieille ville en l'état. Il ne change pas pour autant la logique de l'entreprise. Elle est même étendue à l'Algérie toute entière, entraînant un accroissement de la dépendance du pays envers la métropole, le libéralisme économique et la naissance d'une société urbaine et industrielle(11). Néanmoins, il pose la première pierre du *boulevard de l'Impératrice* qui borde les quais de la ville. Ce projet est un moyen de la protéger de la mer par un système de fortifications, de rendre plus aisées les communications entre le port et la cité. Il permet de conquérir de nouveaux espaces en descendant en amphithéâtre vers la mer, de faire d'Alger un débouché naturel des campagnes viticoles. Par ces arcades la cité gagne ainsi près de 40 000 m² de terrains à bâtir. Le front de mer devient l'élément majeur de l'urbanisme algérois du XIXème siècle. Cette solution sera reprise par Le Corbusier dans ses différents projets. L'idée étant de contourner les difficultés du terrain en disposant les voies de communication(12) sur les toits des édifices, pour ouvrir la ville sur la mer. Ce n'est donc qu'à partir de 1860 que la ville "européenne" d'Alger prend son envol, soit trente années après la conquête et plusieurs crises économiques. C'est à partir de cette date que le colon en tant qu'acteur prend le pas sur le militaire. Le développement des faubourgs hors de l'enceinte commence du côté de *Bab el Oued* et de *Mustapha*.

Le milieu du XIXème siècle est également pour Tunis l'acte de naissance de la ville moderne. La présence de quartiers habités par des Européens est ancienne. On dénombre entre 2000 à 3000 Européens à Tunis en 1830, 10 000 en 1860. Il faut rappeler qu'il existe à Tunis, comme dans tous les pays musulmans, une pratique élaborée au Moyen Age qui permet aux négociants étrangers de se regrouper par nationalité dans de simples maisons, pour se protéger, dans les régions nomades, des pillages; les caravansérails. Ces établissements de forme carrée, organisés autour d'une grande cour sont souvent construits en dehors de la ville. Le rez-de-chaussée

est réservé au dépôt des marchandises, l'étage est divisé en appartements pour loger les négociants. L'implantation de ces bâtiments est mobile. Au XIIIème siècle, ils sont construits en dehors de la cité, entre la porte de la mer et le lac Bahira. A partir de 1659, des marchands français s'installent dans la ville basse. En vertu d'une pratique coranique qui interdit aux non-musulmans de posséder des biens immobiliers, le Bey Hamouda Pacha leur loue des maisons pour qu'ils y logent. Le "fondouk des Français" est situé *rue du Consulat* et *rue des Remparts*(13), dans la partie basse de la ville arabe, à proximité de la porte qui donne sur le lac, l'actuelle *Bab el Bahr*.

Entre 1837 et 1860, les Européens s'installent dans cette partie de la Médina, autour de la *place de la Bourse* dont le nom provient d'un bâtiment servant autrefois de lieu de réunion à tous les négociants européens. Toutes les activités commerciales politiques et culturelles y sont concentrées. A cette date, le quartier européen se limite à la place de la bourse. En 1865, Amable Crapelet dans son *Voyage à Tunis*, précise bien cette répartition de la population tunisoise: "Les musulmans habitent la ville haute, les Francs, les Italiens, les Maltais, les Juifs, la ville basse et les faubourgs" (14). La ville haute est située dans la partie ouest de la Médina, à proximité de la casbah. La partie basse est constituée des quartiers situés dans la partie est, non loin de la porte qui mène au lac, *Bab el Bahr*, la porte de la mer.

Ces quartiers sont réservés aux populations dont la bonne société se méfie. Il est impensable pour un bourgeois tunisois de vivre dans cette partie de la ville. Par ailleurs, les eaux usées évacuées par un fossé, appelé "Khandaq" dévalent la faible pente pour se jeter dans le lac. Ces égouts creusés au milieu de chaque artère sont recouverts, dans la médina et dans les faubourgs, d'une dalle de pierre. Au-delà de la vieille ville, ils aboutissent à de larges collecteurs à ciel ouvert pour se déverser dans le lac(15). De plus, toutes les rues de la médina ne sont pas empierrées. Par temps de pluie les ruelles se transforment en bourbier. La place de la bourse devient une véritable mare. Pour traverser ces étendues de boue, on utilise de petites échasses, appelées *Trampani*, qui, fixées au soulier surélève le piéton de 5 à 10 cm environ. Elles permettent aux dames des diverses colonies d'éviter d'endommager leurs élégants escarpins.

3 Genèse et création de nouveaux espaces: la ville européenne

3.1 Le pacte fondamental de 1857, les Européens prennent possession de la ville moderne:

En 1860, l'essentiel de la population européenne se concentre encore dans le *quartier franc* autour de la place de la bourse. Même après l'installation du Protectorat, un grand nombre d'Européens élisent toujours domicile dans la ville ancienne. Mais c'est essentiellement le statut social qui justifie une telle implantation. En effet, depuis septembre 1857, le pacte fondamental, inspiré de la charte ottomane de 1839, autorise les Européens à devenir propriétaires. Ce pacte, confirmé par la constitution de 1861, déclare l'égalité de tous les sujets du royaume devant la loi. Il donne ainsi aux étrangers le droit d'exercer le commerce dans toutes les industries et tous les métiers. Il devient possible aux non-musulmans d'acheter toutes sortes de propriétés à l'égal des habitants du pays. C'est à partir de cette date que les Européens se lancent dans la construction d'une nouvelle Tunis entre la mer et la vieille ville. Les terrains situés en dehors de la médina sont investis; de multiples spéculations sont alors possibles. Le point d'ancrage de notre thèse se situe précisément en 1860. Le choix de telles bornes chronologiques est justifié par la construction, cette année-là, de l'ambassade de France en dehors de la Médina. L'édification de ce bâtiment est lancée sur les ordres de Léon Roches(16), nommé en 1855 consul de France à Tunis. Il obtient du Bey l'autorisation d'installer le Consulat de France en dehors des murs.

Cet édifice, dessiné par l'ingénieur Philippe Caillat(17), est construit par Pierre Colin. En 1881, il devient la résidence générale de France, puis sert de vitrine à la puissance coloniale durant tout le Protectorat. Il est installé face au cimetière chrétien et à la chapelle Saint-Antoine qui deviendra la cathédrale devant laquelle une place est aménagée. Ce bâtiment a représenté jusqu'en 1881 la limite du quartier franc. On peut se demander pourquoi le consulat a été construit à cet endroit, d'autant plus qu'avant Léon Roches, le consul habitait à La Marsa. Cette implantation peut être interprétée comme l'illustration de l'état d'esprit de l'époque en matière d'urbanisme. Peut-être faut-il mettre en relation ce choix avec les motivations de l'urbanisme moderne né d'une réaction contre les maladies des villes anciennes. La Médina symbolise la saleté, l'insalubrité. L'emplacement de cette construction incarne le choix " d'un grand bourgeois du Second Empire aspirant à un train de vie nobiliaire loin du centre urbain dont les ruelles n'autorisent pas l'entrée des voitures à cheval "(18). Il est probable que

plusieurs notables ont eu l'intention d'investir dans ce quartier mais il leur manquait l'aval de l'autorité beylicale. Il ressort, des différentes études menées sur ce sujet que ce bâtiment ne serait que l'expression d'une spéculation sur l'édification d'une grande avenue appelée à devenir un quartier résidentiel et lucratif. Anne-Marie Planel a révélé dans sa thèse qu'il n'existait guère de bâtiments privés sur cette avenue. Cet axe a d'abord été investi par des administrations générées par la révolution technologique: les bâtiments du télégraphe, les gares de chemin de fer (française et anglaise). L'extension de la ville vers le lac et l'emprise des Européens sur cet espace intervient avant l'arrivée du Protectorat. Mais durant plusieurs années, la vie citadine reste cantonnée encore dans la médina et ses faubourgs. A partir de 1881, l'augmentation numérique de la population européenne entraîne le développement de l'avenue de la Marine. Pierre Giffard, disait à cette époque, qu'en-deçà de la porte espagnole (Bab El Bahr) " un ensemble tout à fait européen sortait de terre(19)". Néanmoins, cette construction représente indéniablement l'impulsion qui a donné naissance à un urbanisme de type européen à Tunis.

D'autres personnalités ont pu profiter des largesses beylicales pour acquérir des terres de part et d'autre de l'avenue de la Marine. C'est le cas de la famille Fasciotti qui reçoit du bey en 1865 un terrain situé au sud de la résidence. La famille a la charge de combler les marécages et de gérer l'écoulement des eaux usées. Peu à peu un terrain de plus de 13 hectares est gagné sur le lac. Sur ce domaine, les Fasciotti autorisent la construction de maisonnettes en échange d'un loyer modique. Des centaines d'ouvriers, principalement des Siciliens, s'y installent, profitant de la proximité du port et des entrepôts pour travailler. Le quartier prend alors un caractère bien particulier, à tel point qu'on l'a nommé " La Piccola Sicilia ". En 1881, l'avenue de la Marine trace une allée rectiligne, véritable colonne vertébrale de la future cité moderne. Ce n'est qu'une promenade mais en quelques années elle est transformée en une grande artère animée. Elle est coupée perpendiculairement par l'avenue de Carthage.

Un plan en damier apparaît alors, caractéristique d'une ville neuve. Durant les premières années de l'expansion coloniale, elle est devenue la chasse gardée des Européens et des Juifs tunisiens ou livournaï. Les notables tunisois sont un peu écartés de cette partie de la ville; ils ne la dominent pas. Abdelhamid Hénia interprète cette faible représentation des tunisiens dans les acquisitions de biens immobiliers comme une sorte de revanche de la part des Européens et des Juifs. Une réponse à l'exclusion qu'ils ont subie avant 1857, quand il leur était interdit d'acquérir directement des biens immobiliers(20). Il faut attendre l'entre-deux-guerres pour

A Alger comme à Tunis, les quartiers européens ont mauvaise presse. On dénonce leur mauvaise conception, la pauvreté de leur architecture. Ce sont les quartiers indigènes qui retiennent les regards, les commentaires. Henriette Célarié(22) dans un récit de voyage en Algérie et en Tunisie reprend, comme tant d'autres, les clichés de l'arrivée à Aleeer et Tunis:

* Un éblouissant décor se déroule sur les coteaux, face à la mer, parmi les jardins. Sauf quelques lieux fameux : la baie de Naples, la Corne d'Or, jamais rien de pareil n'a enchanté le regard.

Quand on pénètre en ville, la partie moderne, il faut l'avouer, déçoit un peu. Sans doute, elle est affairée et élégante comme il convient à une capitale; elle offre de vastes places ombragées de palmiers et de hauts bananiers; ses avenues sont bordées de ficus qu'il ne faut pas d'ailleurs trop vanter aux habitants (ils leur reprochent " d'être en zinc "), sous les arcades des rues passent quelques burnous et de blancs



Illustration n° 1: Tunis en 1927, guide bleu, 1927.

fantômes mystérieux; tout cela cependant serait sans grand caractère particulier si Alger, par bonheur, par miracle, n'avait conservé le vieux quartier de la Kasba. "

Aujourd'hui, même si l'on ne peut que regretter l'état de délabrement de la Casbah, ce sont ces quartiers qui autrefois étaient inintéressants qui constituent le caractère si particulier d'Alger.

L'auteur est moins chanceux pour l'étape tunisienne. Arrivé de nuit, il regrette de ne pouvoir faire la comparaison avec Alger. Tunis apparaît alors beaucoup moins éblouissante. Le lendemain, lors de la découverte de la ville, ses commentaires ressemblent à ceux réservés pour la partie coloniale algéroise: " La ville de Tunis n'a guère de monuments. La ville moderne, pas davantage. La résidence? Il se peut qu'elle soit pratique pour les " services " divers qui y sont installés mais au point de vue artistique, mieux vaut n'en point parler. La cathédrale? Rien n'est plus ridicule que les statues difformes, têtes enflées et membres grêles, placées sur sa façade. On se demande quelles espèces de monstres l'artiste avait devant lui le jour où il dessina les sujets de sa décoration"(23)".

Par ailleurs, l'auteur s'extasie sur les bâtiments construits près de la Casbah, ceux qui accueillent l'administration coloniale. Le style architectural adopté n'est pourtant pas une oeuvre locale, il en a l'apparence et c'est ce qui compte. Dans toute cette littérature, la ville moderne de Tunis n'est guère mise en valeur, elle est même totalement dépréciée. La déception est grande pour ces voyageurs à la recherche de dépaysement et d'exotisme en Afrique du Nord ou au Moyen Orient. Ce qu'ils découvrent à Alger, Tunis, Casablanca ou Le Caire, c'est ce qu'ils auraient découvert en parcourant l'Europe. Au-delà du désintérêt manifesté par ces voyageurs, la ville souffre d'un réel manque de moyens et de prestige. Lors de l'exposition coloniale de 1931 à Paris, les représentants de la municipalité font état des faibles ressources dont ils disposent, et qui les obligent à réduire leurs ambitions en matière d'urbanisme. Il est rappelé, à cette occasion, que pour la partie européenne, toute liberté est laissée aux architectes en matière d'édifices privés même si ceux-ci donnent lieu à des concours où le souci d'esthétique s'allie aux nécessités de la technique. Pour la zone des souks, les projets de construction nouvelle ou de transformation extérieure sont soumis à un sévère examen de la part du Service des antiquités et des arts(24). Les représentants de la municipalité reconnaissent qu'en matière d'habitations privées le propriétaire jouit d'une grande liberté pour construire le bâtiment qu'il désire. C'est sans doute la grande différence qu'il convient de relever. Le Tunis européen s'est principalement édifié grâce aux investisseurs privés, l'action municipale se concentrant sur le tracé des rues, leur

équipement, la législation foncière.

Paul Sebag, dans son monumental livre sur la ville, précise bien que ceux qui avaient présidé à la naissance de la ville n'avaient pas vu grand. La ville moderne n'offrait guère de belles perspectives au promeneur. Il a manqué à la Municipalité l'ambition et les moyens de mettre en œuvre une politique urbaine audacieuse.

Tous les observateurs le disent: arriver par bateau à Alger suscite une émotion qui ne se reproduit pas à Tunis. Il est vrai que la baie est extraordinaire: Henriette Célarié, nous l'avons vu, la compare à Naples. L'architecte Moretti place Alger parmi les trois plus belles baies du monde après celle de Rio et devant celle d'Istanbul(25). L'arrivée à Tunis se fait à La Goulette. De plus la découverte de la ville européenne révèle un paysage beaucoup plus modeste qu'à Alger. Tunis n'a pas connu de grands penseurs de la ville, qui auraient imaginé un développement idéal de cette cité. Le tracé a été dessiné par des ingénieurs et des topographes inconnus, les bâtiments conçus par des architectes sans grande prétention. C'est une ville fonctionnelle qui a été créée. Les travaux nécessaires à son développement ont été réalisés par la direction des travaux publics. Le plan de la ville respecte un quadrillage qui répond à un souci de fonctionnalité plus qu'à un souci d'esthétique. Pour Serge Santelli, c'est le degré zéro de l'urbanisme colonial et la ville aurait été construite " sans l'intervention d'architectes(26)". C'est un peu excessif, mais le dessin du plan qui a été réalisé par des techniciens, révèle cette volonté de gérer à l'économie, le développement de la cité. On ne peut que regretter le fait que Tunis n'ait pas été durant la colonisation le théâtre d'opération de grands penseurs de la ville. Henri Prost, Michel Ecochard, Auguste Perret, Fernand Pouillon qui sont des référents en matière d'urbanisme et ont défini ce que devait être l'urbanisme colonial n'ont pas officié en Tunisie, mais principalement au Maroc, sous l'influence de Lyautey, au Levant, en Algérie avant et après l'indépendance. Le Corbusier est le seul à avoir construit à Tunis. En 1929, pour le compte du riche industriel Baizeau, il dessine le plan d'une villa cossue, mais on est très loin des chantiers titanesques qu'il projette par la suite pour la cousine algéroise. Dans cette construction, il n'intervient pas sur la trame urbaine, il ne fait que répondre à une commande.

Les autorités municipales tunisoises ont bien tenté de rectifier un développement urbain qui s'est fait pendant des décennies sans plan, sans vision d'ensemble. La municipalité a demandé, en 1920, à Joseph Valensi d'élaborer un plan d'aménagement dont la seule application fut le percement de l'avenue Jean Jaurès qui par sa courbure devait casser le quadrillage. En 1935, après plusieurs années de gestation, un

nouveau plan aboutit. De cette étude qui prévoyait la percée de la *Médina*, seuls ont été retenus l'assainissement de la Hara, le quartier juif et l'aménagement de l'avenue Gambetta, l'actuelle avenue Mohamed V. Cette avenue perpendiculaire à l'avenue Bourguiba devait donner naissance à une esplanade en bordure du lac. Mais ce projet est resté à son stade le plus primitif, la nature des sols ne permettant pas de construire à faible coût. Ce n'est que dans les années soixante que la ville a poursuivi son extension dans cette direction.

L'inventaire des différents plans d'aménagement de la ville, pour la période qui nous intéresse, concerne celui de J. Valensi dressé en 1920, suivi de l'étude de M. Chevaux en 1935, celle de B. Zerhuss en 1945. En 1948, l'architecte Deloge apporte un nouveau plan qui dessine les contours de l'actuelle métropole et en 1957, M. Kosmin élabore celui de l'après-indépendance.

A Alger, la fine fleur de l'architecture française s'est exprimée. Perret, Le Corbusier, Pouillon, ont pensé, imaginé ce que pouvait être, et devait être, Alger. Ils l'ont d'ailleurs pensée comme une ville française en représentation à l'étranger.

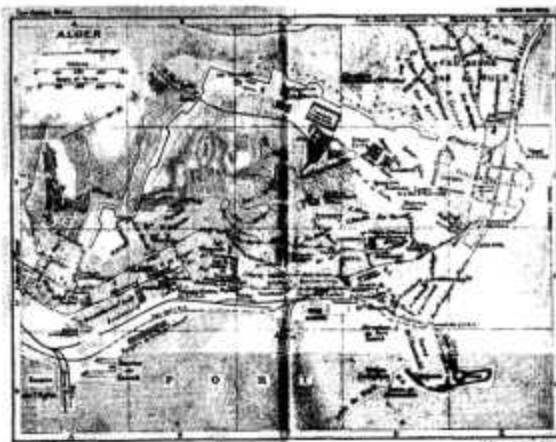


Illustration n°2: Alger en 1927, Guide bleu, 1927.

Entre 1929 et 1942, Le Corbusier a proposé sept projets dont le célèbre plan " obus ". Même s'il a été rejeté, il a profondément marqué les esprits. Plusieurs de ses élèves ont par la suite construit et appliqué certaines des théories du maître. L'immeuble " pont Burdeau " en est un exemple. Construit par l'architecte Marie, il se réfère aux propositions de Le Corbusier pour résoudre l'occupation d'un site mouvementé et escarpé. Le toit de l'immeuble est utilisé pour



Illustration n°3: Les Etablissements Pilter, machines agricoles et industrielles sur l'avenue Jules Ferry, Tunis, 1905.

la circulation des automobiles. L'immeuble de l'aéro-habitat construit en 1955 en est un autre, conçu sur le modèle de l'unité d'habitation de Marseille.

Entre 1925 et 1935, Alger connaît plusieurs plans d'aménagement. Un plan dessiné en 1930, approuvé en 1931, propose de diviser la ville en différentes zones et d'en préserver la couronne de verdure. Ce plan n'a jamais été réalisé, mais l'année suivante, la commune confie à Prost et Rotival un plan d'étude régional qui dépasse le cadre de la cité. Cependant, il faut attendre 1948 pour que l'Agence du plan réalise des aménagements de grande envergure et intervienne sur l'armature de la ville. Alger porte encore les marques de ces projets, régulièrement renouvelés, parfois appliqués mais souvent démesurés. Ils tentent de répondre aux besoins croissants de logements et d'espace. C'est souvent l'urgence qui pénalise ces réalisations et répètent souvent des erreurs déjà dénoncées en métropole depuis de nombreuses années. Après l'indépendance, les autorités ont développé une politique de prestige et ont distribué de grands projets aux vedettes de l'architecture moderne: Pouillon, Niemeyer, Kenzo Tange, Skidmore(27)...

Pour le cas tunisois, il est difficile de trouver l'équivalent: Joseph Valensi est sans doute celui qui s'impose comme l'architecte le plus important. Il est l'auteur de la grande synagogue, située avenue de la Liberté et du plan d'embellissement de 1920. Dans ce projet, il propose de nombreuses solutions pour remodeler la ville et lui donner de nouveaux espaces, l'idée force étant de rompre le quadrillage du plan. Des artères courbes (telle que l'avenue Jean Jaurès) doivent casser la monotonie. Il souhaite doter l'extrémité de l'axe principale de la ville, l'avenue Jules Ferry (l'ancienne promenade de La Marine et future avenue Bourguiba) d'un

véritable front de mer. Un bassin décoratif rehaussé de motifs et d'un éperon doit terminer l'ensemble lui donnant un caractère maritime.

Valensi a envisagé de multiplier les espaces verts, de créer des terrains de sport sur l'esplanade Gambetta, d'aménager des places publiques à plusieurs endroits de la ville. Il a projeté de transformer le cimetière israélite, autrefois en dehors de la ville, en une grande place publique avec jardins et fontaines(28). A plusieurs reprises dans son étude il fait référence à Alger, caressant l'idée de donner à Tunis " son Mustapha supérieur "(29).

De l'ensemble des solutions proposées seules quelques-unes ont été adoptées: l'essentiel est resté à l'état de projet. L'auteur du plan est celui qui a inventé un style proprement tunisois en matière de villa, même si son œuvre est davantage orientée vers la construction de villas bourgeoises de La Marsa ou Gammarth. Il est le seul architecte tunisien apparaissant dans les archives de l'Institut français d'architecture (I.F.A.).

Par ailleurs, Tunis a toujours souffert d'un déficit important de logements. L'exode rural, l'immigration, l'accroissement naturel ont poussé les plus pauvres à établir les premiers gourbivilles dans l'entre-deux-guerres aux marges de la ville(30).

Pour résoudre ces problèmes, des initiatives privées ont tenté de fournir aux plus modestes des logements décentes. Avant la première guerre mondiale, on a senti le besoin de fournir aux populations modestes européennes des conditions de vie à la fois hygiéniques et agréables. Tunis innove sur ce point: elle devance la loi Loucheur de 1929 et permet la création de sociétés privées pour l'édification de cités ouvrières. Dès 1897, un décret beylical favorise la construction de maisons salubres et à bon marché. Il accorde certains avantages fiscaux aux sociétés, à condition que les maisons soient achevées. Sous l'impulsion de quelques personnalités, plusieurs ensembles sortent de terre: La société " Franceville " (Société tunisienne anonyme coopérative d'habitations salubres et à bon marché à capital variable), créée sur l'initiative de M. Dimayo et du docteur Bertholon. La société ne peut bâtir que pour ses actionnaires. Il faut donc d'abord y entrer comme simple actionnaire. Après avoir suffisamment souscrit, l'actionnaire peut construire une habitation dont il est, dans un premier temps, le locataire et dont il peut devenir le propriétaire après paiement d'un loyer pendant 20 années. D'autres expériences de ce type sont développées: Mutuelleville est fondée dans des formes similaires par M. Huart. La " Ruche de Tunis " est une société d'habitation créée en 1897 pour stabiliser et fixer sur le



Illustration n°4: Un bâtiment de la petite Sicile, rue Oum Kalthoum, Tunis, 2003. Cliché C. Giudice, 2003.

XIX^{ème} siècle et jusque dans l'entre-deux-guerres, les styles baroque ou néo-baroque, classique, néoclassique, Art nouveau et Art déco. Après vingt années de présence française en Tunisie, les styles architecturaux changent. Le style "conquérant" est utilisé pour les grands bâtiments publics et ceux du gouvernement. C'est un style classique, austère, caractérisé par l'emploi de colonnes et de frontons, une référence à l'art grec et romain. Il est utilisé pour incarner l'attachement à la métropole, la puissance militaire. Ces bâtiments sont implantés à proximité des remparts, au sein des rues dessinées par la destruction des remparts (rue des Maltais, rue Bab Carthagène, rue Bab Souika).

L'Art nouveau et l'Art déco ont été introduits par des architectes italiens qui l'ont beaucoup exprimé dans des commandes privées, villas ou immeubles de rapport. L'Art déco s'est imposé dans les quartiers de la moyenne et haute bourgeoisie, comme à Lafayette, au Passage, sur l'avenue Jules Ferry. Des lotissements localisés à la périphérie de la ville ont été entièrement consacrés à ce style. C'est le cas à Muuelleville, dans le quartier Cité-Jardin et à Montplaisir. Les architectes italiens ont produit en Tunisie l'essentiel de ce que compte l'Art déco italien. En effet, ce style est rare en Italie, à part quelques édifices à Milan, Rome ou Catane, le reste du pays n'a pas connu cette mode. Les travaux officiels et de grande envergure étant réservés aux professionnels français, la plus grande partie des bâtiments privés, villas, hôtels particuliers a été l'œuvre d'architectes italiens. Pour les commandes publiques, l'architecte français Resplandy incarne le courant Art déco. Il est à l'origine de plusieurs édifices publics: l'Hôpital civil, le Lycée Carnot, le Palais de Justice, la Municipalité, le Casino du Belvédère, Le théâtre

municipal lui est également attribué et l'ensemble de la rue Léon Roches (l'actuelle rue M'Barek). Resplandy obtient même le prix de l'Exposition Coloniale de Marseille en 1906.

Par la suite, les architectes européens sont influencés par les arts tunisiens et maghrébins. Ils produisent des types architecturaux originaux. Les bâtiments élaborés par Raphaël Guy ou Resplandy sont les meilleurs exemples d'une "architecture moderne de style arabe", définie par le terme d'arabisation. Ce style emprunte partiellement des éléments de l'architecture traditionnelle arabo-musulmane (les créneaux, les arcs, la céramique). Il constitue la règle de composition des bâtiments officiels et de certaines villas dans les années 20 et 30. Nous pouvons ainsi citer le Ministère des Finances, le Collège Sadiki (de l'architecte Maillot), le bureau de poste de Bab Souika (de Raphaël Guy), ou bien encore l'Institut Pasteur.

A partir de 1943, Joseph Zehrfuss tente d'insuffler à la ville un vent de modernisme et de lui appliquer les concepts de la charte d'Athènes. Il déclare vouloir "introduire quelques-unes de ses idées": rationalité, orientation, lumière et salubrité. Il exerce ensuite en Algérie, construisant notamment des ensembles de logements, avant de se heurter à l'hostilité de Fernand Pouillon et du maire Jacques Chevallier. En Tunisie, le cahier des charges est très strict. En raison de la pénurie de matériaux consécutive à la seconde guerre mondiale, il doit construire vite, sans ciment, sans fer ni bois. L'équipe d'architectes contourne ces difficultés en retrouvant les principes et les matériaux de la construction traditionnelle. L'atelier d'architecture dont il a la charge dresse les plans d'extension de Sfax et Bizerte, deux villes, gravement touchées par la guerre. Il propose pour l'extension de Tunis la création de villes nouvelles de 30 000 habitants, tout autour de la ville. Il est plus économique d'aménager de nouveaux espaces plutôt que d'intervenir au cœur même de la ville, tant la tâche est difficile. Il trace celle de Zarzouna, dirigea le plan d'extension d'autres agglomérations, la conception et la réalisation de tous les édifices publics, plans types d'écoles, ensembles de logements, dispensaires et marchés. Il signe plus particulièrement le cimetière militaire de Gammarth et l'immeuble de la Sécurité. L'action de Zehrfuss et de son équipe avorte en 1947, lorsque le nouveau secrétaire général décide de renouer avec la tradition administrative du Protectorat, c'est à dire confier la gestion de l'architecture et de la ville aux ingénieurs de la Direction des travaux publics. C'est sans doute une des pages les plus brillantes de l'histoire architecturale qui est tournée(35). Dans le bilan qu'il dresse de son œuvre, Zehrfuss est triste de constater qu'en Tunisie, les villes se sont développées dans la confusion, en abandonnant les traditions de l'architecture

locale, le tout sur une base spéculative(36).

Conclusion:

Par ce court exposé nous constatons bien qu'Alger a enduré une implantation française violente. La capitale a subi de plein fouet les innovations destructrices de la colonisation. En Tunisie, le statut du Protectorat n'a pas permis à la puissance protectrice d'agir comme en Algérie. L'armature socio-économique présente à Tunis, a été plus solide que celle d'Alger. La conquête de 1881 n'a pas supprimé les corporations et les réseaux d'entraide. C'est donc grâce à la bourgeoisie urbaine qui a su s'adapter à l'économie coloniale(37) qu'une partie de la ville précoloniale s'est maintenue. Les quartiers européens de Tunis ont été édifiés par des propriétaires qui étaient intégrés à l'économie locale avant même l'arrivée du Protectorat. Pour Alger, c'est une gestion plus autoritaire qui fait de cette ville une ville française d'Afrique du Nord. Les différents gouvernements français ont voulu faire d'Alger une capitale dont le modèle était Paris, de ce fait Alger a connu un rayonnement plus important.

On notera trois points sur lesquels reposent les différences entre les deux cités. Le premier est lié au statut du pays dans l'empire colonial français: le Protectorat a permis de préserver la médina de Tunis, même si celle-ci est fortement délabrée lors de l'Indépendance. D'autre part, la partie coloniale de la ville présente un caractère unique: du fait de sa modestie, elle a généré une architecture proprement tunisoise, qui comprend à la fois les villas de Gammarth (banlieue nord de Tunis) de Joseph Valensi et les édifices Art déco de facture italienne du quartier de la "petite Sicile". Enfin, parce que les autorités ont géré la Tunisie comme une entreprise publique, certaines initiatives privées telles que les sociétés d'Habitation à Bon Marché ont été novatrices dotant la ville de plusieurs sociétés de construction à bon marché.

Par ailleurs, il faut noter que ces quartiers issus de la colonisation, ou d'opérations d'urbanisme de la fin du XIX^{ème} siècle, sont actuellement en déclin. On peut élargir cette réalité au-delà de l'espace maghrébin ou colonial. En Tunisie comme en Algérie, les politiques de préservation du patrimoine s'en désintéressent, parce qu'ils ne semblent pas appartenir au patrimoine national. A Tunis, des quartiers entiers de la ville européenne sont en train de disparaître, et avec eux, une partie de l'histoire de la ville s'évapore.

La crise du logement à Tunis entraîne la création de

banlieues, de plus en plus lointaines, où la référence aux quartiers européens est inexistante. Il n'existe pas de continuité du bâti entre les quartiers Lafayette ou Mutuelleville et la série des différents El Menzah, quartiers périphériques construits pour absorber l'explosion démographique de la ville.

De plus, l'activité touristique aidant, ce sont les constructions de la Médina, de l'axe Bourguiba qui ont mobilisé de grands programmes de conservation. La ville se développe actuellement sur les Berges du Lac et dans le quartier El Nasr, donnant naissance à une autre centralité. La ville coloniale est alors considérée comme un espace repoussoir, les futurs projets d'aménagements lui destinent une disparition proche et de nouvelles fonctions; Les quartiers industriels situés à proximité du port sont destinés à être remodelés pour accueillir de nouvelles fonctions commerciales, résidentielles et de loisirs. A Alger, les bâtiments de style néo-mauresque ne sont pas inscrits dans la liste du patrimoine à préserver. Ils font partie du mobilier urbain et assurent un rôle toujours aussi important dans l'occupation de l'espace mais sans pour autant être protégés.

Une autre phase s'ouvre alors pour ces deux cités, celle de la gestion du patrimoine architectural dans son ensemble. Quelle politique de préservation peuvent-elles et doivent-elles développer pour ne pas perdre une partie de leur histoire?

(1) Titre de la thèse en cours: La construction de Tunis " ville européenne " et ses acteurs de 1860 à 1945, sous la direction de Daniel Rivet, Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

(2) Rivet, D., Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation, Paris, Hachette, 2002., p. 133.

(3) La fondation est datée du IX^{ème} siècle avant Jésus-Christ selon les uns, du VIII^{ème} siècle selon les autres.

(4) Sebag, P. Tunis, histoire d'une ville, Paris, L'harmattan, 1998, p. 84.

(5) On peut encore apercevoir dans de vieilles maisons de la médina des colonnes, des décorations qui proviennent de la capitale phénicienne.

(6) Deluz, J.-J., Alger, Chronique urbaine, Paris, Editions Bouchène, 2002, p. 12.

- (7) Voir sur ce point la communication dans ce colloque de M. Alex Gerber, "Le Corbusier cherchant à faire d'Alger une capitale du XXème siècle: 1931-1942" dans colloque "Alger, ville miroir", Alger, EPAU, mai 2002.
- (8) Giffard, F., Les Français à Tunis, Paris, Editeurs Havard, 1881, pp. 10 et 11.
- (9) "Algérie, Tunisie", Les guides bleus, Paris, Hachette, 1927, p.343.
- (10) Lespès R., Alger, étude de géographie et d'histoire urbaine, Alcan, Paris, 1927, p. 12.
- (11) Carlier, O. "L'espace et le temps, reconstitution du lien social: l'Algérie de 1830 à 1930", Urbanité arabe, hommage à Bernard Lepetit, Paris, Acte Sud, 1998, pp. 149-224.
- (12) Malverti, X., "Alger, Méditerranée, soleil modernité", Architecture d'outremer, Liège, Madraga, 1992, p.32.
- (13) Planel, A.M., Demeures et palais de France en Tunisie, Tunis, C.D.T.M., 1990, pp.13 à 29.
- (14) Crapelet, A., "Voyage à Tunis", Paris, Le tour du monde, n° 262 263, 1865, p. 14
- (15) Sebag, P. Tunis, Histoire d'une ville, Op. Cit, p. 287.
- (16) Nous pouvons considérer Léon Roches comme l'un des premiers acteurs de la construction européenne à Tunis. La biographie présentée par le dictionnaire Lambert fait état d'un personnage intégré aux rouages politiques du Bey et aussi éminemment influent à Tunis. Il est l'initiateur, en 1858, de la création de la municipalité, de l'extension du télégraphe du Bardo, de l'adduction des eaux de Zaghouan vers Tunis. Une rue allant de la rue Al Djazira à la rue d'Allemagne portait son nom. Elle a été renommée depuis, rue Mbarek. C'est, par ailleurs, dans cette rue que Resplandy réalisa ses plus belles constructions.
- (17) Le dictionnaire Lambert nous présente ce personnage comme un ingénieur-architecte. Il est, entre autres, l'auteur du plan de restauration des aqueducs des eaux de Carthage et du projet de distribution de ces eaux dans Tunis. Il devient à partir de 1883 inspecteur de la voirie de la ville.
- (18) Planel, A.M., La communauté française de Tunisie au XIXème siècle, Thèse IIIème Cycle sous la direction de Lucette Valensi, EHESS, novembre 2000, p. 411.
- (19) Giffard, P. Les Français à Tunis, Paris, Havard Editeur, 1881, p. 51.
- (20) Hénia, A., Propriété et stratégies sociales à Tunis, XVIème XIXème siècles, Tunis, Faculté des sciences, 1998, p. 233.
- (21) Berque, J. Le Maghreb entre deux Guerres, Tunis, Editions du CERES, 2001, p. 330.
- (22) Celarié, H., Un mois en Algérie et Tunisie, Paris, Librairie Hachette, 1924, p. 10
- (23) Ibidem, p. 184.
- (24) Royer, J., "L'urbanisme à Tunis par la municipalité", L'urbanisme aux colonies et dans les pays tropicaux, Paris, 1932, p.55.
- (25) Deluz, J-J, Op. Cit., pp. 12 et 13.
- (26) Santelli, S. Tunis, le creuset méditerranéen, Paris, Editions du C.N.R.S., 1995, p. 6.
- (27) Deluz, J.J, Op Cit, pp.169.
- (28) C'est aujourd'hui le parc Habib Thameur.
- (29) La municipalité de Tunis, Notice sur le projet d'aménagement d'embellissement et d'extension de la ville de Tunis, Tunis, Imprimerie Weber, 1920, p. 8.
- (30) Liauzu, Cl. "Un aspect de la crise en Tunisie: les 1er bidonvilles", Revue Française d'Histoire d'Outre-Mer, Paris, LXIII, 1976, n° 232-233, pp. 607-621.
- (31) Direction Générale de l'Agriculture, du commerce et de la colonisation, Les Habitations à Bon Marché en Tunisie, Tunis, Imp. Victor Berthod, 1931, p. 4
- (32) Voir "Les habitations à Bon Marché en Tunisie", La vie urbaine, 1933, n°20, pp. 125-134.
- (33) Benoit, F., "Cent ans d'urbanisme Nord-Africain", L'architecte, août-septembre-octobre 1932, p.81-82.
- (34) Voir le Bulletin général du commerce et de l'industrie, octobre 1952 pp 897-921.
- (35) Santelli, S. "Tunis la Blanche", Architecture d'outre mer, op cit, p 97.
- (36) Zerhufuss, B., "La construction en Tunisie", Annales de l'institut technique du bâtiment et des travaux publics, 1950, p.5.
- (37) Nouschi, A. "Limites du modèle européen dans le Maghreb colonial", Coquery-Vidrovitch, La ville européenne outre mer: Un modèle conquérant?, Paris, L'Harmattan, 1996, pp.139-147.

ALGER: URBANISATION ET CONTROLE ETHNIQUE 1930 - 1962

Jean-Louis Planche

Résumé:

Le phénomène des bidonvilles permet de juger à quel point l'habitat dans l'Alger colonial se caractérise par une ségrégation ethnique de fait. En l'absence de toute législation locale ou nationale d'Apartheid. La ségrégation relève de la police interne qu'exerce sur elle-même la société coloniale. Une société libérale et démocratique ne peut édicter la ségrégation ethnique. Celle-ci n'en régit pas moins le paysage urbain. Avec une force à la mesure du paradoxe selon lequel "les sociétés coloniales où les inégalités raciales sont les plus marquées sont celles qui ont eu les métropoles les plus démocratiques" (Pierre HASSNER).

Les premiers bidonvilles se perçoivent à Alger au début des années 1930. Dès 1936, la municipalité d'Alger s'inquiète de cet attentat urbain. En 1945, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la nouvelle municipalité, la Préfecture et le Gouvernement général s'inquiètent plus encore. En 1953, la municipalité de Jacques Chevallier est élue sur un programme d'éradication énergique des bidonvilles. Pour Jacques Chevallier, les bidonvilles sont un foyer de subversion. Ce grand bourgeois français voit juste, le très subversif MTLA aussi. Le parti indépendantiste nommé, au printemps 1954, comme responsable de la Kasma de Maison-Carrée, dont relèvent les bidonvilles les plus peuplés, un de ses meilleurs cadres, Mustapha Ben Mohammed.

La présente communication s'attache à étudier les discours et les réalisations, face aux bidonvilles, des municipalités successives, tant droite autoritaire dans les années trente, et France combattante dans l'immédiate après-Guerre mondiale, que droite populiste - à partir de 1953.

Leurs discours et leurs réalisations expriment l'incapacité d'éradiquer les bidonvilles. Au-delà, cette impuissance démontre l'impossibilité d'éradiquer de la société coloniale un racisme que le caractère libéral et démocratique de la métropole rend plus pernicieux encore, par le renfort qu'apportent le "racisme de sang" et le "racisme de rang". La communication pose aussi les jalons d'une étude sur l'importance des

bidonvilles dans la lutte de libération nationale.

Depuis 1930, les trente-deux dernières années de l'Algérie dite alors française sont marquées par une urbanisation intense. Alger double, et au-delà, sa population entre 1926 et 1954(1), sous l'afflux d'Algériens chassés des campagnes par la misère vers la ville la plus riche. En 1930, les Européens formaient les trois-quarts de la population d'Alger. En 1954, les Algériens sont majoritaires dans la Grand Alger, et 46% dans la ville où leur proportion s'accroît lorsque la guerre éclate et ravage les campagnes.

Devant "cette armée d'invasion"(2), même les plus savants, les sociologues et les géographes urbains qui savent par métier raisonner, perdent leur rationalité. L'exode rural introduit dans la ville, écrivent-ils, un "barbarisme insolite", crée un véritable "attentat topographique et menace sociale", contre "l'équilibre superbe" de l'Alger colonial. A lire les hommes de science, on mesure ce que pense l'opinion commune.

Pourtant, nul désordre dans l'urbanisation. Le contrôle ethnique qui ordonne le paysage urbain réagit sans faillir à l'événement. Il continue d'assigner à chacun sa place selon sa "race", à déterminer le type d'habitat, à régler les itinéraires. L'outil est remarquable et économe en trouble. Il impose une puissante ségrégation de fait sans aucune coercition, aucune instruction officielle, nul ordre écrit.

Pour traduire leur admiration, les géographes urbains comparent le processus à celui imposé par le général Lyautey conquérant le Maroc: construire séparé, ne pas se mélanger. L'éloge de cet apartheid a d'autant plus de saveur que Lyautey méprisait l'administration et l'armée d'Algérie. Or, en matière d'urbanisation et de contrôle ethnique, "les Algériens", comme le Maréchal les désignait avec dédain, n'utilisent ni la force des armes, ni la contrainte policière, mais laissent simplement aller le jeu des forces sociales(3).

Quant à nous, nous nous limiterons dans cette étude, une fois déterminés la règle et le fait, puis les instruments du contrôle, la méthode de l'échantillon représentatif, en l'espèce le bidonville. Le bidonville de l'Algérie coloniale n'est pas "insolite", il n'est ni un "attentat" ni une "menace". Le bidonville est, dans l'ordre colonial des choses, l'aboutissement banal de l'habitat urbain du colonisé qui, d'habitat surpeuplé en habitat dégradé, puis en habitat clochardisé, sans rupture de continuité aboutit au bidonville. Il est, en situation coloniale, le terme au-delà duquel viendra, lorsque la colonisation mourra d'épuisement ses ressources historiques, non le néant hanté de cauchemars monstrueux, mais un monde sans elle qui lui est impossible à penser.

La règle et le fait.

Pour établir un contrôle ethnique, les pouvoirs publics sont démunis. Les références juridiques viennent de France où la règle est le principe d'assimilation. Le principe est considéré avec respect en Algérie. Il est le ciment de la communauté européenne, formée d'Espagnols, d'Italiens, de Maltais et de Juifs indigènes, tous agrégés par assimilation autour d'une minorité française. Le respect est encore plus grand à Alger dont la fonction est d'être l'exemple urbain de l'assimilation. Il est totalement impensable que la loi impose dans Alger une ségrégation "raciale".

Au demeurant, la notion de "race" est absente des textes juridiques que la France utilise dans son empire colonial(4). On en retrouve des traces infimes dans un Protocole d'accord sur les Nouvelles-Hébrides (1914), qui fait allusion à "la race océanienne", et dans deux décrets pris pour la Cochinchine (1871, 1928) qui tentent de définir une "race française", "par le nom et autres critères" (sic). Dans la période envisagée(5), le mot "racisme" lui-même est rare. Dans les années 1930 et 1940, il est presque toujours employé pour caractériser les Etats fascistes, dans les années 1950 pour décrire le monde nord-américain; son utilisation à usage interne est considéré comme polémique(6).

La "race", en Algérie, n'en est pas moins un déterminant indélébile. Les critères juridiques sont peu rationnels. "L'indigène", catégorie juridique fondamentale, est déterminé par son statut religieux, le plus souvent musulman(7). Né musulman, serait-il converti à une religion chrétienne, il continue d'être régi par son statut d'origine. Abandonner ce statut est presque impossible, ce qui empêche d'obtenir les droits de citoyens, et contraint à demeurer sujet français, inégal en capacité par naissance.

La règle, universaliste, généreuse, ignore la "race". Mais le fait est racial, c'est-à-dire inégalitaire. L'inégalité ethnique en capacité est le fait colonial par excellence. L'Algérien est avant tout un incapable financier, incapable d'accéder à la propriété, au crédit, au salaire, au contrôle de l'argent qu'il verse en impôts, dans des conditions égales à celles des Européens. Incapable, comme le mineur, l'assisté judiciaire ou le pauvre, il rejoint la cohorte de ceux sur lesquels repose l'apartheid social.

En matière ethnique, les pouvoirs publics se gardent donc en retrait, en position de total "laisser-faire" économique et social. Ils sont libéraux, démocrates, civils. Lorsqu'est mise en cause la sécurité coloniale, la loi permet de déléguer à des milices civiles et citoyennes le droit de contrôle colonial. On sait l'usage qui s'en fit en mai-juin 1945 dans le Nord-constantinois où la

responsabilité des civils fut écrasante dans le massacre des Algériens(8). Au-delà de l'événement, cette politique générale repose sur la capacité du social à contrôler le racial, et à le résorber. Elle laisse la société se réguler elle-même en multipliant les citoyens, selon la règle d'assimilation à l'identité nationale française. Règle et fait mettent en œuvre deux champs de forces, les forces de séduction et les forces de contrainte(9).

Séduction et contrainte.

La séduction est la règle du modèle français. L'attraction du salaire et la promotion sociale des enfants sont une de ses voies. Elle permet de tirer hors de la misère la famille, elle est rarement ouverte au Musulman. Car, à un poste de travail ou dans une fonction, le salaire le plus élevé qu'il puisse atteindre par l'ancienneté ne peut être supérieur à celui de l'Européen qui débute. Contraint de mettre au travail ses enfants, il ferme à sa famille l'espoir de promotion sociale. Le contrat qui lie en France l'Etat et le citoyen(10), l'Etat offrant protection et promotion à condition de rompre toute autre allégeance, exclut le Musulman. Pour lui, la séduction devient frustration permanente et révolte.

La contrainte est le fait du mépris social qui, en situation coloniale, se redouble du mépris racial. L'apartheid social est, de fait, fortement racialisé en vie coloniale quotidienne. Mais celle-ci n'en est pas pour autant un enfer sartrien.

Le mépris de classe intervient pour ordonner la perception des groupes humains en une cascade de l'évitement et de l'exclusion. Tout en haut est le "Français de France" de la rue Michelet ou des hauteurs de Mustapha(11), tout en bas le Musulman noir biskri(12) de la Casbah.

Cette cascade du mépris évoque la société française de l'Ancien régime au XVIII^e siècle, quand mépris de caste et mépris de classe se combinaient. La France républicaine n'hésite pas à faire appel en Algérie aux légitimités archaïques, aux principes anciens tel le suffrage censitaire, contre lequel s'est faite la Révolution de 1830, puis celle de 1848. En 1945, la majorité communiste, socialiste et gaulliste à l'Assemblée s'indigne que les Algériens refusent l'ordonnance de 1944 qui réserve les droits électifs à 60 000 Musulmans, à titre non-héréditaire.

Le racisme de Méditerranée est cependant d'une nature singulière qui tempère le mépris de classe. Soit l'interjection "sale race !", aussi familière et ancienne que la Méditerranée et son coudoisement des "races". Elle a le sens archaïque du mot

"race" qui désigne, à la fois, la lignée et tout groupe d'individus caractéristiques(13). Cette forme atténuée de racisme s'explique par la présence ancienne des religions monothéistes, et par l'impérieuse nécessité de vivre ensemble. Elle est un racisme de proximité, racisme de voisinage entre peuples qui se côtoient dans les commerces les plus intimes. Chacun est pour son voisin le danger le plus familier, et réfère chacun à sa place, dans la hiérarchie d'un mépris qui reflète un ordre ethnique du monde partagé par tous implicitement. Cela a favorisé un certain désordre initial dans la cohabitation à Alger.

Un certain désordre ethnique initial.

Au départ de l'entreprise coloniale fut un certain désordre ethnique dans Alger. Séduction et contrainte vont donc avoir à faire, pour trier, rejeter et imposer le contrôle ethnique. Il fallait aux Européens se loger. Aux premiers temps de la colonisation, ils se logèrent à la Casbah et dans son extension, le quartier de la Marine, avec les Musulmans qui n'avaient pas quitté la ville, ou commençaient de revenir.

De ce désordre, il demeure des traces un siècle plus tard. Les Juifs sont nombreux en Basse-Casbah, autour de la rue Ahmed Bouzrina(14) et de la place du marché. En Moyenne-Casbah, Européens, Juifs et Musulmans se mêlent, parfois sur le même palier de maisons à patio où chaque famille vit à l'exiguë, porte ouverte sur la galerie. A la Marine, en août 1929, les Musulmans sont le tiers de 18 000 habitants parmi lesquels dominent les Italiens. C'est la cohabitation d'une misère sordide(15). Ceux qui le peuvent s'en vont.

Une minorité de commerçants européens ou juifs enrichis en Basse-Casbah va vers les lotissements de villas ou les appartements des beaux-quartiers. Ils conservent sur place leurs commerces et leurs bureaux. Et tous ne partent pas, tels ces Juifs de Médéa ou du Sud, accoutumés, disent-ils, à vivre "à l'orientale", expression qui déguise l'attachement aux voisins musulmans. Partent aussi les Européens qui ont pu accéder aux groupes d'Habitations à bon marché qui se multiplient à Bab-el-Oued et à Sidi-M'hamed(16), et dont très peu de Musulmans peuvent payer le loyer.

Les départs s'accroissent d'un coup lorsque, dans la nuit du 30-31 août 1929, un immeuble s'effondre à la Marine, faisant 59 morts. 2 000 habitants du quartier sont évacués. Les travaux d'arasement commencent avec lenteur en 1932, et s'interrompent en 1942. Les Européens sont emmenés vers des baraquements édifiés au Champ de Manœuvre, en attendant que se terminent les groupes d'H.B.M. en chantier. Le très grand nombre des Musulmans s'en va où il le peut, vers la Casbah, ou vers les banlieues. A la Casbah vont les dockers qui restent ainsi

près du port. En banlieue partent les familles les plus démunies(17). Dissimulés dans les anfractuosités du terrain, les premiers bidonvilles naissent.

Ainsi commence de se défaire la cohabitation désordonnée et populaire qui, dans le plus vieil Alger, faisait se coudoyer en un monde interlope Musulmans, Napolitains, Majorquins, Provençaux et Corses, où chacun connaissait chacun et parlait quelques mots de sa langue ou de son patois. C'est le monde de Cagayous, le héros éponyme du Vieil Alger, qui parlait bien davantage d'arabe que le savant Musette n'a voulu lui en mettre en bouche(18).

Dans certaines villes moyennes de l'intérieur, la cohabitation initiale perdure. C'est le cas en Oranie à Tlemcen, et davantage dans le Constantinois où, plus minoritaires, plus pauvres, Européens et Musulmans se mêlent plus. A Guelma, mosquée, sous-préfecture, église sont presque mitoyennes dans le quartier nord de la ville où vivent Musulmans et Européens ensemble. A Sétif, Européens et Musulmans cohabitent au Faubourg supérieur de la Gare et autour de la Sous-préfecture(19).

Mais là aussi, l'Algérie entre en crise, en 1934. Cette crise générale culmine en huit années de guerre et s'achève en 1962 par l'exode des Européens. Au niveau qui nous intéresse, la crise se traduit par une accélération considérable de l'urbanisation. L'apparition des "bidonvilles" en est le phénomène le plus perceptible. Le mot lui, au départ, n'existe pas.

Quand le mot "bidonville" apparaît, le problème disparaît.

Avec l'année 1934 la crise économique est là. Elle arrête les chantiers de construction, suspend les projets, assèche les caisses de la municipalité d'Alger. Elle s'éternise jusqu'en 1941. Elle chasse plus encore les Musulmans des campagnes vers les villes, en cohortes faméliques. Pire, la crise économique se double d'une crise d'autorité. Le Musulman devient "arrogant", se plaignent les agents de l'autorité coloniale, les contremains européens sur les chantiers, les ménagères européennes sur les marchés, les voyageurs européens des transports en commun. Dans l'autobus ou le tramway il ne cède plus sa place, sur le chantier il recourt à la grève, sur le marché il refuse de se faire voler et, face aux gendarmes ou aux fonctionnaires, il maintient ses dires.

La première perception par les Européens du phénomène "bidonville" s'est faite par la relation d'une catastrophe. L'évolution de l'opinion apparaît à la lecture de *L'Afrique du Nord illustrée*, hebdomadaire publié, sur papier couché, pour

classes moyennes et supérieures. D'abord édition nord-africaine de L'Illustration, l'hebdomadaire en a gardé l'excellente tenue. D'une "indigénophilie" mesurée, il envoie ses reporters dans les quartiers musulmans, où ses lecteurs ne vont pas.

Le 3 janvier 1931, *L'Afrique du Nord illustrée* fait sa couverture par la photographie d'un désastre: au-dessus de Sidi M'Hamed(20), la falaise s'est effondrée en blocs énormes dans la nuit, écrasant trois "gourbis" autour d'un café maure. Dans la petite mecha arabe de la campagne glissée là sous la roche avait vécu une famille, avec son commerce silencieux et sa clientèle allant et venant sous les feuillages de la pente. Tout un monde furtif et parallèle s'était affairé, invisible des villas implantées alentour dans un quartier d'Européens aisés. Parmi les morts, on dénombra des parents et alliés venus pour une fête de mariage. Le journaliste déplore la naïveté, l'insouciance et les morts.

La place accordée au reportage, et les photographies témoignent que la rédaction du magazine s'interroge sur cette apparente intrusion de la campagne dans la ville, en l'un des quartiers les plus bourgeois. Mais les mots lui manquent pour caractériser ce qu'elle pressent être plus qu'un fait divers, sans être encore un phénomène social.

Les mots manquent toujours lorsque, venu l'été 1932, *L'Afrique du Nord illustrée* décrit(21) ce qu'elle nomme "les gourbis" d'El Kettar, ensemble de constructions en planches, couvertes de toiles maintenues par des pierres, au revers de la Casbah, à Bab-Dydid. Le terme n'est pas entièrement inadéquat. Le journaliste a été frappé par les traits campagnards d'une population qui vit avec ses chèvres et sa volaille sous les eucalyptus, entre le ciel et la ville.

Le reportage insiste sur les ravages "terribles" de la tuberculose. Puis il se porte à 300 mètres, à la Cité musulmane(22) de 63 appartements qui vient d'être achevée, boulevard Abderazak Hadad(23). Il ne tarit pas d'éloges sur la propreté méticuleuse des locataires, sur la qualité de l'entretien, et réfute la rumeur selon laquelle les Musulmans ne sauraient pas utiliser des appartements modernes. La remarque a du poids, car *L'Afrique du Nord illustrée* a des capacités de vigilance raciale, ainsi qu'en atteste un reportage sur le campement gitan de la Haute-Casbah(24). Le montage de l'article est signe que la réflexion progresse(25). L'opinion n'est plus devant un fait divers, mais face à un problème, qu'on lui présente ponctuel et soluble.

Or, deux ans plus tard, alors que le mot apparaît, le problème disparaît de la place publique, preuve, pour les familiers de la culture politique française, qu'un phénomène social a été reconnu, qu'il inquiète, qu'il doit être marginalisé et mûrir en

silence. En janvier 1934, *L'Afrique du Nord illustrée* publie un reportage sur Bidonville. Le mot est encore un nom propre, celui d'un faubourg de Casablanca, au Maroc, immense par la taille et la misère. Employé d'abord avec précaution, longtemps placé entre guillemets, très péjoratif, voire vulgaire, il s'imposera au sens commun en Algérie, car il fait image. En France, considéré comme un mot colonial un peu sordide, dénué d'exotisme, il sera rarement employé avant les années 1960; on utilise le mot "îlot", qui vient de l'urbanisme, et diminue avec avantage le phénomène, alors même que la réalité n'est pas négligeable(26).

L'article de *L'Afrique du Nord illustrée* était-il destiné à préparer l'opinion à une réalité plus proche du lecteur algérois? Le magazine évitera désormais le sujet. Le temps n'est plus à la commisération indulgente, mais au resserrement du contrôle.

Le subreptice resserrement du contrôle.

La crise est là. En août 1934, une foule de Musulmans, trompée par l'attitude conciliante de l'armée qui est antisémite, pille le quartier juif de Constantine, puis massacre des Juifs. Devant ce signe du désordre qui vient, la Direction des affaires indigènes au Gouvernement général demande d'avoir un service de renseignements spécifique. En 1935, le Centre d'information et d'études voit le jour. Il sera le meilleur service de la France en Afrique du Nord. Le temps paraît venu de resserrer le contrôle(27). Mais l'aspect policier n'est pas le trait essentiel. Au demeurant, le C.I.E. n'a pas de pouvoir de police judiciaire(28). La subrepticité définit bien davantage le contrôle.

Car c'est la société qui définit les normes de l'action, de la pensée, et, en définitive, de la pensée de l'action en fixant les limites de l'impensable et de l'indicible, en délimitant la frontière entre la bienséance et le silence. Ne pas nommer, et garder le silence sur un problème social est une conduite politique ordinaire. Pour le pouvoir dominant elle présente le danger d'être porté à négliger le problème, mais l'avantage qu'il soit rapidement pris en charge par ceux qui se sentent menacés.

Le simple itinéraire d'un individu dans la ville n'est nullement innocent, et multiplie les évitements. Qu'ils soient sociaux ou raciaux, ces évitements sont rapidement intériorisés. Les Européens ne vont pas dans la Casbah. Les Musulmans allant de la Casbah vers Sidi-M'Hamed évitent la rue Ben M'hidi, prenant comme itinéraires d'évitement la Place des Martyrs, la rue Ahmed Chaïb, ou la rue Asselah Hocine(29). Dans une métropole, tout commissaire d'arrondissement sait qu'aux points de contact entre populations socialement très

différenciées, il faut placer des hommes "en civil". Mais la police qu'exercent les individus sur leur propre comportement et sur le comportement de leurs voisins est bien plus efficace pour marquer et défendre les limites de leurs territoires.

Ce sens des limites se lit dans l'article que donne Augustin Berque, l'un des initiateurs du C.I.E., à *La Revue africaine*, revue savante de l'Université d'Alger, à l'automne 1936(30): "Le gourbi n'est pas seulement générateur d'épidémies: il propage le malaise, la désespérance, parfois la révolte". Contrôleur des communes mixtes(31) à la Direction des affaires indigènes, il passe pour l'un des meilleurs connaisseurs des Musulmans et sera nommé en 1937 directeur de l'économie sociale indigène. Il est quand même un peu désespéré. Le terme rural de "gourbi" vient sous sa plume pour décrire un phénomène urbain alors qu'en ville il ne dispose d'aucun garde-champêtre, caïd, agha et bachagha pour contrôler ces populations insolites. Et ses correspondants du C.I.E. sont socialement trop haut placés pour aller chercher si bas l'information.

Le phénomène pourtant n'est pas nouveau. Les villes moyennes de l'intérieur sont confrontées à lui depuis parfois vingt ans. A Sétif, le délégué financier Charles Lévy a entrepris dès 1923 la construction de la cité Bel Air pour éradiquer "une agglomération lépreuse", tantôt appelée "Village nègre" tantôt "Beni-Ramassis" dont les 150 masures regroupaient un millier de personnes. La mortalité annuelle y était supérieure à dix pour cent et mettait en péril la ville. Il l'a placée à 400 mètres, hors des remparts. A Guelma, la cité Bon Accueil et la cité de la Nouvelle École, construites à titre préventif à la Porte de Constantine, achevées en 1930, auront retardé de vingt ans l'apparition des bidonvilles.

Augustin Berque sait tout cela mieux que personne. Il a comme une exaspération d'être contraint à reconnaître l'existence de "ces agglomérations sordides, Bidonville, Beni-Ramassis, Oulad Plaçat qui déshonorent les grandes cités algériennes". Il cite Oran, il n'ose pas citer Alger. Serait-ce parce que la ville exemplaire s'est laissée surprendre et frapper au cœur, alors qu'Oran sait contenir ses bidonvilles dans les faubourgs?

Le moment est exceptionnel, il est vrai, depuis juin 1936. Il y a une alarme qui pousse à passer la mesure. Rozis, maire d'Alger, a prononcé devant son conseil municipal, le 25 août 1936, des paroles urgentes sur "la nécessité d'assainir la Casbah [...], et de faire disparaître ces villages de tôles, de gourbis qu'on a laissés s'implanter dans tous les espaces vides de la ville et qui constituent non seulement une honte, mais encore un danger du point de vue de l'hygiène et du point de vue social". Le discours a impressionné. Rozis, porté à la mairie d'Alger par la Ligue des Croix-de-Feu, cultive le geste et le discours "à la fasciste". Dans quelques mois, il adhèrera au Parti Populaire Français de Doriot

dont le discours impérial, inégalitaire, fascisant (32), le rassure.

Mais l'émotion se dissipe. Elle était liée à la fièvre provoquée l'été 1936 par le Front populaire et ses désordres auxquels participent les Musulmans. Ils ne sont plus seulement "arrogants", ils deviennent inquiétants. Le 2 août 1936, au Stade municipal d'Alger, Messali Hadj ose appeler à l'indépendance. Mais la fièvre retombe lorsque le Front populaire interdit son parti. Rozis et les siens retournent à leur politique d'impavides conservateurs de l'ordre colonial le plus économe, Augustin Berque à la manipulation des notables et au renseignement. Ainsi ne donne-t-il pas suite à la proposition d'enquête sur l'habitat musulman, faite par le géographe Lespès(33). Augustin Berque se rassure du chiffre publié par le recensement de 1936 pour la commune d'Alger(34). La population musulmane a perdu 177 personnes depuis 1931, elle en gagnait 3 000 chaque année précédente.

Le chiffre est faux(35). Une partie de la Marine a été évacuée, mais toutes les maisons vides n'ont pas été arasées. Les Musulmans sont revenus, malgré les risques(36). Et dans Alger, signe de la pression, les bidonvilles se multiplient. De surcroît, tout Alger n'est pas dans la commune d'Alger. Dans les communes de banlieue limitrophe, la population musulmane a presque doublé en cinq ans, à Bologhine(37) (+85%), à Hussein-Dey (+84%), à Kouba (+74%), à La Bouzarèche (+71%). Pareil accroissement n'a jamais été observé, alors même que l'on ne construit plus. Certains avancent le chiffre de 18 bidonvilles totalisant au moins 5 000 personnes, en 1938(38).

Une seule voix se hasarde à passer la frontière du silence. Le 6 octobre 1938, un incendie ravage le bidonville de la Carrière, à Sidi-M'hamed. A 200 mètres flotte le drapeau à croix gammée du Reich sur la somptueuse Villa Sésini, Consulat général de l'Allemagne nazie. A l'initiative d'un actionnaire, musulman aisé, *Alger-Républicain* organise une souscription, puis une longue enquête(39). Le quotidien a été lancé le 6 octobre. Il est l'organe du Front populaire, et suit le programme auquel il s'est engagé devant ses actionnaires: "Il ne nous suffit pas que le bougainville habille joyeusement les murs des demeures somptueuses de Mustapha(40). [...] Nous dirons ce qu'il faut que l'on sache".

"30 000 miséreux vivent en Bidonvilles", titre *Alger-Républicain*. Chiffre trop élevé pour correspondre à la population des bidonvilles, il est très inférieur au total de ceux qui vivent en habitat précaire, en habitat dégradé et en habitat surpeuplé. Il traduit l'imprécision de ces notions et l'opacité de la connaissance. Cette opacité a une vertu. Elle empêche de

reconnaitre la spécificité ethnique de la population en bidonville qui est en quasi-totalité musulmane à Alger(41). Car serait-il possible de laisser voir l'échec de l'assimilation dans la ville exemplaire? Serait-il possible de l'écrire dans un journal du Front populaire, pour qui seule l'assimilation peut justifier la colonisation?

La journaliste-reporter, Lucienne Jean-Darrouy, est effarée(42). Éparpillés dans la ville, plus nombreux sur ses limites, les bidonvilles se hasardent aux abords de lieux prestigieux, tel le bidonville logé dans l'enceinte turque près de l'Opéra. Le bidonville d'El Kettar est une composition surréaliste: plusieurs dizaines de familles vivent contiguës aux tombes du cimetière musulman. Le bidonville de Mahieddine, sous le boulevard des Martyrs, est une petite ville avec tailleurs, épiciers, artisans qui s'obstinent à travailler, malgré l'inondation des pluies d'automne, malgré l'épidémie.

"Nous autres les meskines, dit un vieillard à Lucienne Jean-Darrouy, on n'a pas la force (il veut dire l'argent) pour payer le logement dans la maison des Français". Le loyer du terrain n'est pourtant pas gratuit: 20 à 50 Francs par mois(43) à El Kettar, 25 Francs à Mahieddine pour 5 à 6 m², à charge d'édifier sa cabane. Le retour sur investissement, pour le propriétaire du terrain acheté à Mahieddine moins de 600 Fr. le m², atteint 50% par an. Aucune des villas ou des appartements de prestige qui se louent dans Alger n'assure à son propriétaire un profit aussi prodigieux. Le propriétaire d'El Kettar est un Français, huissier à Ghardaïa, celui de Mahieddine est caïd à l'Arba.

En bidonville, les loyers sont inférieurs, à surface équivalente, aux loyers pratiqués dans la Casbah, où la chambre de 8 m² se loue entre 60 et 75 Francs par mois. Non que le revenu familial soit plus misérable, mais la Casbah n'en peut plus. On compte dans certains logements deux personnes par mètre carré. On loue à une famille par demi-chambre. L'asile de nuit pour Musulmans, ouvert en 1930, est à présent réservé aux Européens. Les bidonvilles sont l'exutoire indispensable.

Face à ce déferlement, la Préfecture a des velléités de contraindre. Obligation est faite à la misère de se dissimuler derrière des palissades, obligation aussi, depuis l'incendie, de construire en maçonnerie, ce qui s'avère impossible. Mais le contrôle social est plus efficace. Lucienne Jean-Darrouy en fait l'éloge.

Certains actionnaires d'Alger-Républicain ont mal supporté le reportage. Ils expriment le malaise de lecteurs, fonctionnaires qui pensent à gauche, mais se sont haussés d'un cran dans l'habitat à la faveur de la crise. Leurs traitements, avec "tiers colonial", ont résisté. Ils ont pu accéder aux lotissements de

villas construits sur les hauteurs, alors que la crise appauvrisait les professions libérales. Comme en Métropole, ils suivent le gouvernement Daladier et inclinent avec lui à droite(44). Lucienne Jean-Darrouy achève son reportage dans la confusion. Son dernier article tout en lumière, en jets d'eau, en espaces verts et pierres de taille, est un rappel des projets fabuleux auxquels rêvait l'intelligentsia algéroise, quand elle écoutait Le Corbusier, l'architecte venu de Paris lorsque l'argent ruisselait, lui promettre qu'il ferait d'Alger une ville radieuse. En post-scriptum, Lucienne Jean-Darrouy présente ses excuses aux conseillers municipaux communistes, élus musulmans de la Casbah. Elle a oublié de rappeler leur politique de "lutte contre le taudis".

Les temps ne sont plus à la commiseration. L'année 1938 n'est pas achevée que Rozis, pour contraindre des expulsés de la Marine à quitter les baraques du Champ de Manoeuvres, fait enlever les toits qui les abritaient(45). Une dizaine de familles refusaient de partir, ne pouvant accéder aux H.B.M. de la ville. Elles partent. Des familles musulmanes les remplacent. Couvert de tôles maintenues par des pierres, un nouveau bidonville s'installe et croît, à la faveur de la guerre qui vient.

A la faveur de la guerre.

A la faveur de la guerre, et de la défaite en juin 1940 face à l'Allemagne nazie, Vichy impose un régime qui pratique avec conviction le racisme. Ce régime de notables, conservateurs, a confiance dans le fascisme pour préserver les privilèges. En échange, il assure aux nazis une transition vers le fascisme qui limite les heurts à l'inévitable(46). Dans une Algérie structurée par les tensions ethniques, les manifestations du racisme d'État sont l'objet d'un contrôle étroit.

La misère totale est la condition de la paysannerie algérienne sous le régime de Vichy. Dans les campagnes et les villes, colons et affairistes contrôlent les mécanismes-clefs d'une économie placée sous contrôle d'État. Les salaires agricoles sont si faibles que les Algériens refusent le travail en terres coloniales. Les colons obtiennent du Gouverneur général Châtel, affairiste notoire, qu'il impose le travail forcé. L'exode des campagnes vers Alger prend les dimensions d'une fuite. Le contre-amiral de Rivoyre, venu en juin 1941 enquêter pour préparer l'entrée dans une Europe allemande, voit la misère des paysans qui s'aggrave et l'opulence des colons qui prospère; il cite en exemple le bidonville Mahieddine dont l'extension lui paraît considérable(47). Au moins 5 000 personnes(48) vivent en bidonvilles sur la commune d'Alger.

Augustin Berque, devenu Directeur des affaires indigènes,

réagit. Il fait prendre le 13 septembre un arrêté expropriant les terrains au profit de l'Office H.B.M., seul propriétaire jusqu'à recasement des populations(49). La mise sous séquestre couvre d'un principe moral une analyse courte: en louant son terrain, le propriétaire crée le bidonville, il suffit de punir le propriétaire, le phénomène disparaîtra. L'Office H.B.M. prend en main les bidonvilles les plus peuplés, mais beaucoup d'autres voient leurs "propriétaires" se multiplier. Propriétaires sans titres, ils sont capables d'aller en justice et d'obtenir le concours de la force publique. Les 68 "propriétaires" du bidonville Mahieddine, en novembre 1948, perçoivent 1,7 millions de Francs par an(50). Autant dire qu'ils sont pour la police un réseau d'informateurs efficaces(51). Cette affaire sordide, aux dépens des habitants de Mahieddine, met en valeur la réalité de Vichy en Algérie, flambée de l'affairisme, corruption de l'administration, obsession du contrôle policier.

Parallèlement, Vichy entreprend la première opération de recasement. Les chantiers s'ouvrent au bidonville de Scala-Nador, situé dans un repli du plateau d'El Madania, et à Oued Korine(52). L'Office H.B.M. construit des *rhorfes*, maisonnettes d'une seule pièce, en briques, couvertes d'une voûte haute à la concavité accentuée. Ce choix a l'avantage d'éviter le béton qui fait défaut. Le chantier d'Oued Korine (60 *rhorfes*) est poussé, car le bidonville, au bord de la route, est impossible à dissimuler. A Scala-Nador (850 *rhorfes*), le bidonville s'est logé dans un ravin; on commence par une rangée de *rhorfes* sur chaque crête, pour le masquer. A la fin de la Guerre, Oued Korine est terminé, mais chaque *rhorfa* est surpeuplée. A Scala-Nador, l'avancement des travaux est inférieur à 20 %

Au total, en mai 1945, deux centaines de familles, soit 1 000 à 1 200 personnes, ont été relogées. Il est impossible à présent d'ignorer les bidonvilles où vivent, dans Alger, plus de 10 000 personnes, alors que de 1939 à 1945 le surcroît de mortalité a limité l'excédent naturel de la population musulmane à 2 600 personnes(53).

Tout promeneur dans les espaces verts qui bordent la ville en découvre, multipliés dans les replis d'un relief qui leur est favorable, dans les creux d'oued, au revers de pentes hasardeuses. Peu visibles, signalés par de légères fumées et par un va-et-vient de déplacements sur les sentiers et les chemins, ils ne sont pas un trouble et en rien une menace. En ville, ils sont dissimulés derrière des palissades. La consommation d'alcool n'y est pas sensible, et encore moins la prostitution(54). Certes, dans les plus vastes, les jeux clandestins sont une plaie. Mais les bidonvilles ne sont pas des foyers de criminalité et de violence. Dans l'entassement et la promiscuité, cette normalité est remarquable. Elle suppose un contrôle social interne

extrêmement fort, au niveau des familles, du groupe de cabanes et du bidonville. De fait, la présence d'un contrôle permanent peut seule expliquer la rareté des incendies, alors que l'emploi de matériaux très inflammables, l'usage du kanoun et de la lampe à acétylène sont généralisés. Pourtant les bidonvilles inquiètent.

"Une véritable monstruosité".

"Cela n'a plus rien du bled et ressemble encore moins à quoi que ce soit d'europpéen; c'est une véritable monstruosité", écrit l'hebdomadaire *Égalité*, en exergue d'un grand article en première page, le 24 novembre 1944. Organe du mouvement des Amis du Manifeste et de la Liberté, le journal, dont Ferhat Abbas est le directeur politique, exprime l'opinion des nationalistes rassemblés autour de lui en une lame de fond qui parcourt l'Algérie. Le sous-titre de l'article, en caractères gras, est explicite: "L'Ignorance, la Misère et le Vice".

Certes, le but de l'article est de condamner la colonisation, ainsi qu'en atteste le titre général: "Les fruits véreux de la colonisation algérienne". Par ce reportage sur les 5 000 habitants de Mahieddine, *Égalité* entend illustrer la phrase qui court parmi les Algériens depuis la défaite de juin 1940, "Les Français sont incapables de nous faire vivre", aphorisme auquel le spectacle de l'abondance anglo-saxonne, lors de l'occupation Alliée de l'Afrique du Nord en 1942-1943(55), a donné la force de l'évidence. Mais l'écriture du reportage intrigue. Elle oscille constamment entre un double langage, celui de la commisération et celui du mépris hostile: "La vie s'est organisée, au sens le plus patriarcal, le plus primitif"; "propre méticuleuse, surprenante" des cabanes, "en opposition avec la saleté de l'extérieur"; "des enfants magnifiques. Des enfants sauvages" qui ont vécu dans "la liberté, le vice". Est-ce le choix d'une journaliste française, Lise Marche, à qui *Liberté* a confié le reportage? Lise Marche reprend ostensiblement un article de G. Letellier, publié dans l'hebdomadaire français *Renaissance*, dont un extrait a été placé en exergue, encadré, avec un titre significatif: "Une véritable monstruosité".

Certes, Ferhat Abbas cherche avec obstination à trouver des lecteurs dans l'opinion française. Certes, il ne désespère pas de faire adhérer des Français au mouvement des A.M.L. Est-ce la seule raison de cette ambivalence, ou faut-il y voir davantage, l'entraînement d'une partie de l'intelligentsia algérienne à participer au contrôle social?

La même ambivalence marque les travaux de la commission réunie le 13 mai 1945, à l'initiative du Préfet(56). Elle est composée surtout de syndicalistes et militants des partis d'

gauche. Périllier, préfet, préside, à gauche. A cette date Alger est sous le choc du soulèvement et de la répression dans le Nord-constantinois. L'accord est général sur la nécessité d'éradiquer les bidonvilles, vite. La commission se divise sur la proportion de chômeurs dans les bidonvilles, les uns les croient majoritaires, les autres protestent. La question est, pour tous, prioritaire. Les chômeurs, sous-prolétariat suspect pour le mouvement ouvrier, sont devenus inquiétants depuis l'émeute de Sétif. Les uns voudraient que la police les expulse très loin, d'autres se contenteraient de les éloigner en banlieue et de les y loger(57).

La commission s'accorde à reloger ceux qui ont un emploi. Mais l'habitat sera léger, car il faut ne pas laisser le travailleur se complaire dans le provisoire. C'est accuser l'habitant du bidonville d'être responsable de son bidonville, comme l'ivrogne de son alcool, ou le fumeur de kif de son chanvre. La seule divergence forte oppose les partisans de l'assimilation, dont les arguments sont d'ordre philosophique, et les partisans d'une "séparation". Ceux-ci insistent pour que les cités soient dotées de leur propre école, dispensaire, commerces et poste de police, afin de limiter les contacts et "les heurts" avec l'extérieur.

La commission créée par le préfet Périllier devient permanente. Elle n'est plus entravée par un Augustin Berque, mis à la retraite par le Gouverneur général qui juge "douteux son loyalisme aux institutions républicaines"(58). Un bureau, créé par la municipalité France combattante(59) du général Tubert, établit la statistique, recense. Un afflux d'immigrés a été enregistré fin mai 1945. Ce sont des Nord-constantinois fuyant les massacres, venus par les montagnes, couchant dans les fourrés(60). En mars 1946, les besoins sont immenses(61), 50 000 personnes à reloger d'urgence: 12 000 en bidonvilles, près de 40 000 en logements très dégradés ou menaçant ruine. Les rhorfas achevées, 319 maisons basses sont en construction à Mahieddine. Mais bois, fer, ciment manquent, ou sont accaparés.

L'exemple du quartier de la Marine est expressif. 70 000 m² ont été rasés, soit 80% de la superficie. Les matériaux de récupération, entreposés par la Régie foncière, sont considérables et leur valeur a décuplé. Des affairistes les négocient au prix fort. L'expropriation des propriétaires musulmans aurait aussi permis d'excellentes affaires, en indemnisant seulement le terrain nu, et en retardant souvent de 10 ans le versement de l'indemnité en francs dévalués. Seuls les naifs ont porté l'affaire devant le Tribunal de Commerce. Le gouverneur général Chataigneau et la municipalité Tubert, peu appréciés par le monde des affaires, n'ont rien pu empêcher. Ainsi des Musulmans, jadis propriétaires d'immeubles à la

Marine, ne peuvent racheter un simple appartement dans Alger, et sont condamnés à partir en banlieue(62).

Lorsqu'en octobre 1947 les partis de gauche perdent la municipalité d'Alger, le bilan dans le secteur de l'habitat est dérisoire(63). La situation du logement dans Alger, difficile pour beaucoup, est critique pour les Algériens. Le mal-vivre contribue à entretenir chez eux la défiance provoquée par les récents massacres du Nord-constantinois. Ils vivent la cohabitation avec les Européens comme une contrainte, et ce retrait entretient en réaction chez les Européens la hantise de "la révolte arabe". Chaque communauté se replie sur elle-même, le contrôle ethnique se renforce.

La nouvelle municipalité se soucie plus de revanche sociale et politique que d'habitat. Gazagne, maire d'Alger, a quelques compétences. Spécialiste du droit musulman, il est sous-directeur de l'Algérie au ministère de l'Intérieur, passe par le Commissariat aux affaires juives, puis dirige au Gouvernement général la répression de mai-juin 1945 en tant que secrétaire général. De 1948 à 1954, la population d'Alger s'élève de 308 321 à 355 040 habitants. Entre 1934 et 1954, Alger a presque doublé sa population. Pendant ces vingt ans, il a été très peu construit, il manque en 1954 près de 150 000 pièces pour retrouver le niveau d'occupation très médiocre de 1934.

Une ville proche de l'asphyxie.

Deux signes prouvent que l'habitat de la ville est proche de l'asphyxie en 1954. L'immigration se déporte sur les communes limitrophes dont la population, depuis 1948 a crû de 165 000 à 230 000 habitants. Dans Alger, 35 000 personnes vivent dans 120 bidonvilles; la Casbah a le sien, aérien, formé de constructions précaires édifiées sur les toits terrasses.

L'apartheid de fait s'est encore renforcé. Moins de 2% des Européens d'Alger lisent ou parlent l'arabe. 79 % des 164 000 Algériens vivent en quartiers ethniquement homogènes où les Européens vont très peu. Dans les quartiers dits "mixtes", où les Européens sont majoritaires(64), les Algériens vivent en îlots ou en immeubles homogènes. Des itinéraires d'évitement leur permettent de se rendre sur leur lieu de travail, chez l'épicier musulman, de conduire les enfants à l'école dite indigène. Le désir d'échapper au contrôle ethnique ne se manifeste que dans les classes moyennes, où les Algériens sont peu nombreux(65). Les lieux de rencontres sont les lignes de transport en commun le long des ports, et les stades. Les heurts sont nombreux. Le Gouverneur général a interdit les équipes sportives ethniquement homogènes(66). Malgré cela, les rencontres sportives se font sur surveillance des C.R.S.

Deux hommes ont pris la mesure de la situation. Mustapha Ben Mohammed(67)est depuis 1946 secrétaire de la section Casbah du PPA-MTLD, le parti de Messali Hadj qui se bat pour une Algérie algérienne. Trotskiste de sentiments(68), il a su marginaliser le Parti communiste algérien et imposer le PPA-MTLD. Mais en 1954, il a compris que le centre de gravité politique n'est plus dans la Casbah. Il s'est déplacé vers le Sud, vers le Hamma et vers El Harrach où vivent les deux-tiers des Algériens du Grand-Alger, où sont les grands bidonvilles. Au printemps 1954, il obtient d'être nommé secrétaire du Parti dans ce secteur. Il est alors conseiller municipal de Jacques Chevallier.

Jacques Chevallier est, en 1954, député-maire d'Alger(69). Homme politique remarquable, ce grand bourgeois a d'abord réconcilié gaullistes et pétainistes sur les positions les plus conservatrices. Or, cet ultra sent venir le péril. Fin 1950, il propose une alliance avec les nationalistes du PPA-MTLD. "Il est plus sûr d'avoir auprès de soi des demi-rebelles, écrit-il, que des domestiques". Il est soutenu par les gaullistes et par le riche Georges Blachette. En mai 1953, il est élu maire d'Alger.

Il lance alors la plus grande opération d'urbanisme social qu'ait connue l'Algérie. Il veut raser les bidonvilles et recaser leurs habitants en cités. Parallèlement, il veut construire de grands ensembles pour les classes moyennes vivant en habitat dégradé, et y faire vivre ensemble Algériens et Européens afin de constituer une troisième force, entre Européens ultras et Algériens nationalistes. Malgré Messali Hadj qui dénonce une tentative "néo-coloniale", le PPA-MTLD d'Alger accepte. Il obtient six postes d'adjoint au maire, est associé au programme d'habitat social. Ainsi le service d'ordre messaliste fait-il évacuer le bidonville de Champ-de-Manoeuvres, Jacques Chevallier refusant d'employer la police.

Jacques Chevallier a su impliquer une mince couche d'Européens libéraux, intéresser les grands bourgeois européens d'Alger, et rallier à lui, au sein du PPA-MTLD, une fraction importante des cadres, à la recherche du compromis qui éviterait l'inévitable. De fait, entre l'hiver 1953 et l'été 1954, cette fraction obtient la majorité au Comité central et provoque l'éclatement du Parti. Mais l'événement se précipite, la France doit en 1954 accorder son indépendance à l'Indochine, et commencer de négocier celle du Maroc et de la Tunisie. En Algérie, l'inévitable survient.

Lorsque survient l'inévitable.

Le 10 novembre 1954 au matin, la police retire 86 bombes d'un

puits au bidonville Rimbaud, à La Redoute(70). La Guerre d'Algérie, commencée 10 jours plus tôt, épargnera Alger pendant un an. Jacques Chevallier accélère ses chantiers où ses méthodes nouvelles font merveille, où la construction atteint des vitesses inconnues. Des records sont établis: un immeuble de dix étages est construit en six semaines, un immeuble de dix-huit étages en trois mois(71). La construction en hauteur permet d'abaisser à 500 000 Fr. le coût de la pièce équipée (frigorifique inclus). Un système de crédit à taux préférentiel, à 1%, voire à taux nul, est établi pour l'accession à la propriété, plus de la moitié des appartements étant destinés à la vente. Certains projets du Corbusier sont réalisés, tel l'immeuble-pont du boulevard Salah Bouakouir, ou le téléphérique du Hamma à Diar el-Mahçoul.

En mai 1958, le pronunciamiento de l'armée met fin à la municipalité de Jacques Chevallier. Près de 10 000 appartements ont été construits. Le chantier des Anassers, prévu pour loger 130 000 personnes en 26 000 logements a été ouvert: le montage financier achevé avec le concours des grands organismes français de crédit, l'achat des terrains a commencé et la voie médiane de 30 à 60 mètres de large est terrassée(72).

Mais il est trop tard. En 1960, le Grand-Alger compte 860 000 habitants, soit 300 000 de plus qu'en 1954. Le contrôle ethnique est total. Il est assuré par les Sections administratives urbaines de l'armée qui quadrillent les quartiers algériens(73). Plus d'un Algérien sur deux du Grand-Alger est un immigrant, deux sur trois en comptant les fils d'immigrants.

Un sondage de 1961 révèle qu'un habitant sur trois de bidonville est né en bidonville. Mais le recensement complet ne peut être achevé, l'enquête ayant été interrompue par le bombardement au canon, lors des émeutes nationalistes de l'automne 1961. L'utilisation du canon en l'occurrence est un symbole opératoire qui invalide par l'absurde, comme tentative inopportune, la "fraternisation" commencée par l'armée trois ans plus tôt, en mai 1958, pour mettre fin à l'apartheid entre Européens et Algériens. Au printemps 1962, l'exode des Européens d'Alger confirme, *in vivo* et *in fine*, cette invalidation.

(1) Années de recensement général de la population.

(2) REVERDY (Jean-Claude), DESCLOITRES (Claudine et Robert), L'Algérie des bidonvilles. Le tiers-monde dans la cité, Paris-La Haye, Mouton, 1961, p. 26, 35, 44 et préface de BERQUE (Jacques), p.7.

(3) Ibid., p.42.

(4) URBAN (Yvri), La législation antisémite de Vichy et les concepts juridiques de l'indigénat: une filiation?, mémoire de D.E.A., Aix-en-Provence, Faculté de Droit, 1998; entretiens avec l'auteur, Mars 2002.

(5) Hormis les trois années du régime de Vichy.

(6) Entretiens avec Pierre Enckell, lexicographe.

(7) Le statut est mosaïque, dans le cas des Juifs sahariens, non concernés par le décret Crémieux de 1870.

(8) 16 000 tués. PLANCHE (Jean-Louis), "La répression civile du Nord-constantinois, mai-juin 1945", in La Guerre d'Algérie au miroir des décolonisations françaises, Paris, Société Française d'Histoire d'Outre-mer, 2000.

(9) PLANCHE (Jean-Louis), "Modèle de souveraineté français, mobilités et violences à Oran et Marseille (1919-1939)", Cahiers de la Méditerranée, Nice, n°61, Décembre 2000, p.91-119

(10) MUCHENBLED (Robert), La société policée, Le Seuil, 1999, chapitre VI, "Savoir vivre en République".

(11) Auj. rue Didouche Mourad, et hauteurs d'Hydra.

(12) Venu de Biskra, il est souvent éboueur, ou employé de hammam, et réputé sorcier.

(13) Ainsi Giraudoux parle-t-il, dans Bella, Paris, Grasset, 1923, de "la race internationale" des grands hommes.

(14) Alors rue de la Lyre

(15) JORDI (Jean-Jacques), PLANCHE (Jean-Louis), Alger 1880-1939, Bruxelles, Ed. Complexe, 1999, p.140-142.

(16) 7 000 appartements ont été construits de 1922 à 1934. Créé en 1920, l'Office H.B.M. bâtit solide et aéré.

(17) René MAUNIER a vu en 1930 ou 1931, "tout proche d'Alger, des cabanes formées de bidons ajustés". Cité in REVERDI (Jean-Claude), DESCLOITRES (Claudine et Robert), op. cit., p.21

(18) Gagnous est de la Marine, et non de Bab-el-Oued, comme on le dit. Moins de 15% de son vocabulaire est emprunté à l'arabe, cf. SIBLOT (Paul), "De l'opprobre à la glorification, le statut symbolique des langues 'inférieures'. Le cas des sabirs d'Afrique du Nord", Cahiers de linguistique sociale, n°24, 1994, Université de Rouen.

(19) PRÉNANT (André), "Facteurs du peuplement d'une ville de l'Algérie intérieure: Sétif", Annales de Géographie, n°334, p.434-451,

(20) Alors Belcourt

(21) L'Afrique du Nord illustrée, 9 juillet 1932, 2 photographies.

(22) Construit par l'Office H.B.M. créé par décret du 25 avril 1921. L'Office construit solide et aéré, mais construit peu.

(23) Alors boulevard de Verdun.

(24) L'Afrique du Nord illustrée, 26 décembre 1931, p.4-5, 5 photographies. "[...] produits quasi-dégénérés d'un mélange de races [...], incroyablement prolifiques, [...] êtres qui s'accouplent, prétend-on, en présence les uns des autres, ils pratiquent l'inceste".

(25) Membre de la rédaction, le dessinateur et rédacteur Charles Brouty a le privilège d'être un familier de l'austère Sénateur Duroux, alors l'homme le plus influent d'Alger par sa surface politique, sa fortune et ses journaux.

(26) Ainsi à Paris "la zone", "Tilot" de Chalons", à Marseille "Tilot Saint-Charles" au centre-ville.

(27) Le C.I.E. est encadré par des officiers en position de détachement auprès du Directeur des Affaires Indigènes. Chaque préfecture a son service C.I.E. rattaché au Centre, sis au Gouvernement général. Le C.I.E. publie analyses, rapports et fiches de renseignement; il gère les émissions arabes et berbères de Radio-Alger. La qualité de ses correspondants (hauts fonctionnaires, élus, universitaires et notables) en fait un service très informé.

(28) Il ne peut fouiller, perquisitionner, arrêter.

(29) Alors Place du Gouvernement, rue de Tanger ou rue de Constantine.

(30) BERQUE Augustin, "L'habitation de l'indigène algérien", Revue africaine, 1^{re}-2^e trimestre 1936, p.43-100. Le numéro, antidaté, a été publié à l'automne.

(31) Par opposition aux communes de plein exercice, ce sont les circonscriptions territoriales rurales où vivent la majorité des Musulmans.

(32) Le P.P.F. est subventionné par l'Italie fasciste.

(33) LESPES René, "Projet d'enquête sur l'habitat des indigènes musulmans dans les centres de l'Algérie", Congrès des Sociétés savantes de l'Afrique du Nord, 1935, p.434

(34) M.C., "La population algérienne", Renseignements coloniaux, Paris, n° de juillet 1938, p.147.

(35) L'inspecteur général de l'INSEE écrira qu'alors la carence du Service central de la Statistique en Algérie était "complète et congénitale", cf. KATEB (Kamel), Européens, Indigènes et Juifs en Algérie, 1830-1962, Paris, INED, 2002, p.226-227.

(36) Alger-Républicain, n°27, 1^{er} novembre 1938.

(37) Alors Saint-Eugène.

(38) GINER, COURTINE, La Grande pitié de la Casbah d'Alger, Alger, 1952. Le chiffre se réfère au Grand-Alger.

(39) Alger-Républicain, du n°21, 26 octobre 1938, au n°30, 4 novembre 1938.

(40) En fait Mustapha supérieur, appelé plus tard Hydra.

(41) Ce n'est pas le cas à Oran.

(42) Seule journaliste professionnelle recrutée, elle vient de L'Echo d'Alger.

(43) Le revenu familial est en général inférieur à 200 Francs par mois.

(44) LABORIE (Pierre), L'opinion française sous Vichy, Paris, Le Seuil, 1990, II^e Partie "Vichy avant Vichy?"

(45) Alger-Républicain, 1^{er} janvier 1939.

(46) DURAND Yves, Le Nouvel ordre européen nazi, 1938-1945, Bruxelles, Editions Complexe, 1990.

(47) CANTIER (Jacques), L'Algérie sous le régime de Vichy, Paris, Odile Jacob, 2002, p.111

(48) Chiffre donné par l'architecte de la Ville, Claro, en mai 1945, Alger-Républicain, 14 mai 1945.

(49) Arrêté gubernatorial mis en application par un arrêté préfectoral du 7 février 1942.

(50) TORRÈS (Georges), Les bidonvilles de la commune d'Alger, Alger, Faculté des Lettres, D.E.S. de géographie, 1949. Georges Torrès était fils de docker, militant communiste, agrégé de géographie.

(51) Dépendant en 1954 des Renseignements généraux.

(52) Alors Frais Vallon.

(53) WISNER (Alain), L'Algérie dans l'impasse, Paris, Ed. Spartacus, 1948, p.40.

(54) A la différence des bidonvilles du Maroc.

(55) A la fin du printemps 1945, le Jardin d'Essais à Alger, sert encore de camp de triage à l'armée britannique qui l'a réquisitionné en 1942. Les Anglais, comme les Américains, payent salaire égal aux ouvriers employés, qu'ils soient algériens ou européens, salaire 4 à 5 fois supérieur au prix d'Alger.

(56) Alger-Républicain, 14 et 24 mai 1945.

(57) La suspicion sécuritaire est exprimée ouvertement par les délégués confédéraux d'Alger et de Rabat à la II^e Conférence nord-africaine de la C.G.T., tenue à Alger le 17 juin 1945. Archives d'Outre-

mer, Aix-en-Provence, FM MAA/977/A, Rapport au Ministre, 28 juin 1945.

(58) A.O.M. FM MAA/600/A, Lettre du Gouverneur général au Ministre de l'Intérieur, 29 mai 1945.

(59) Organisation patriotique créée en 1943 par le Parti communiste et le mouvement de résistance Combat Outre-mer.

(60) A.O.M. G.G.A. 9H44, Note de la Direction de la Sécurité générale, 31 mai 1945.

(61) Alger-Républicain, 5 mars 1946.

(62) Égalité, 13 et 27 juin, 4 juillet 1947.

(63) Moins de 1 000 pièces construites par an alors qu'il en eût fallu construire 20 000.

(64) Sauf dans la partie supérieure de Notre-Dame d'Afrique.

(65) CUOCQ J., "Cohabitation et famille", in La cohabitation en Algérie, Ed. du Secrétariat social d'Alger, 1956.

(66) Pour tourner la loi, les équipes algériennes recrutent quelques joueurs juifs algériens.

(67) PLANCHE (J-L), "L'enjeu de la Casbah", in Alger 1940-1962, Ed. Autrement, Paris, 2000.

(68) Président du Parti des Travailleurs, il est aujourd'hui doyen d'âge de l'Assemblée Populaire Nationale.

(69) PLANCHE (Jean-Louis), "Jacques Chevallier, député-maire d'Alger", in Alger 1940-1962, op.cit.

(70) A.O.M., G.G.A. 10 CAB/54, Rapport du Directeur de la Sûreté générale, Alger, 10 novembre 1954. Le réseau des "propriétaires" veillait.

(71) POTTIER René, "Alger ville pilote", Encyclopédie mensuelle d'Outre-mer, n°68, avril 1956, p.172-177.

(72) DALLOZ Pierre, La méthode d'urbanisme d'Alger, multigraphié, 34 pages recto, s.l., mai 1958.

(73) REVERDY J.C., Habitations nouvelles et urbanisation rapide, conditions écologiques de l'adaptation au logement en Algérie, Aix-en-Provence, Centre Africain des Sciences Humaines Appliquées, 1963, multigraphié, 175 p.

L'URBANISME DE LA VILLE D'ALGER ENTRE LES DEUX GUERRES DE L'AMENAGEMENT À L'EXTENSION

Samia Hakimi

Résumé:

Les collections de projets sur la ville d'Alger depuis le début de la colonisation ne sont pas des objets morts traduisant les idées d'un tel ou d'un tel, mais bien des idées inscrites dans la mémoire et dont on voit bien la ré-émergence à l'occasion d'autres interventions sur la ville. Ces hommes de l'art que sont Poirer, Guiauchain, Chassériau, Vigouroux et Caillait, Eugène de Redon nous ont légué une ville où l'on retrouve à l'analyse une parcelle de chacun de leurs projets. L'emplacement du palais du Gouvernement ou l'emprise sur la mer, la rue du Telemly en sont des exemples. Cela invite à penser que la ville est un peu l'addition des projets que l'on fait sur elle, le produit des représentations que l'on en a. René Danger, à son tour, propose en 1931 dans son projet d'aménagement d'embellissement et d'extension (PAEE) une vision globale originale, une synthèse des décisions et des études antérieures.

Nous nous proposons d'analyser le PAEE élaboré par René Danger, rendu d'utilité publique en 1931, suite à l'application à l'Algérie de la première loi urbaine française, la loi Cornudet en 1922. Le plan Danger est informé par son contexte et serait en quelque sorte l'élément émergeant de l'enchaînement des dessins sur la ville, en somme, la couche visible d'un processus de stratification. Si la ville échappe régulièrement à son dessin, fluctuant au gré des modes architecturaux ou des doctrines technocratiques, elle échappe moins facilement aux grandes lignes de son destin, préfiguré par le plan consensuel. L'urbaniste agnit non seulement comme révélateur des intentions sur la ville, mais également comme fixateur. Cependant, certaines parties du projet seraient stables dans le temps. Au-delà d'une contribution à l'histoire urbaine de la ville d'Alger, l'intérêt de cette communication est de montrer que le PAEE (1931) par bien des aspects est l'aboutissement des projets antérieurs sur la ville et exprime un renouvellement progressif des représentations de la ville, lié au processus de sa modernisation. Ainsi, nous traitons de l'urbanisme et de l'aménagement de la ville d'Alger entre les deux guerres et plus

particulièrement du PAEE d'Alger et la transition vers le Plan d'Aménagement Régional (PAR). Si la législation de 1919 crée quasiment de toutes pièces un appareil juridique et administratif, l'élaboration du PAEE s'appuie sur des références, des règles, des formes d'organisation, des modalités de fonctionnements antérieurs. On peut se demander quelle est l'importance du projet PAEE dans l'évolution de la ville: comment le PAEE est-il une synthèse des projets antérieurs sur la ville, et quels sont les éléments nouveaux qu'il permet de mettre en place? Dans quelle mesure ce projet infléchit-il ou confirme-t-il des décisions ou des desseins antérieurs? apporte-t-il des éléments nouveaux? lesquels? Pour Alger, le travail sur le plan régional est lancé presque en même temps que le PAEE. Maurice Rotival s'est joint à Henri Prost pour cette étude; la commande est passée en 1930(1).

L'approche de Danger se distingue de celle d'urbanistes qui proposent des plans en complète rupture avec les générations antérieures, comme les études de Le Corbusier sur Alger, qui auraient pu connaître un franc succès. Elle permet, en revanche, de questionner les facteurs d'installation d'un plan dans le temps. A partir de 1830, la colonisation française entraîne un bouleversement politique radical qui a complètement transformé la forme et la structure de la ville d'Alger, que ce soit par les extensions au-delà des limites ou par la récupération et le lotissement de terrains intra-muros, par des substitutions, des percements de voies. Au début du XXe siècle, le processus d'annexion des communes limitrophes transforme la ville en une agglomération étendue sur un vaste territoire, les nouvelles infrastructures routières la rendent de plus en plus accessible. La croissance de la ville a été si rapide qu'elle s'est trouvée face à des problèmes d'aménagement préoccupants. Les réponses et les solutions à ces problèmes sont alors liées à une volonté de maîtrise de l'extension de l'agglomération par des plans d'aménagement, comme en témoignent le plan Danger et le plan Prost.

La ville en transformation: Alger, d'une petite ville turque à une ville coloniale.

Bien qu'ils n'aient pas été réalisés dans leur ensemble, les plans d'alignements proposés à la fin des années 1850 par Chassériau et par Mac Carthy formulent les idées principales, telles l'extension vers le sud de la ville, l'emprise de terre-plein sur la mer, la place du palais du gouvernement, etc. La configuration urbaine de la ville montre l'opposition entre les quartiers historiques et les quartiers d'extension. A travers cet examen de sa morphologie, la ville d'Alger se révèle comme un espace divisé en deux entités distinctes en fonction d'une ségrégation

sociale et d'une ségrégation fonctionnelle. Or ces deux entités morphologiques ne sont ni isolées ni enfermées sur elles-mêmes. Au contraire, elles sont articulées les unes avec les autres à travers un réseau viaire hiérarchisé. Elles font partie d'un tout pour former une seule ville, la ville d'Alger. Une capitale est née avec la construction de places, de boulevards mais aussi de nouveaux équipements tels que l'Opéra. Cet équipement a été fondamental pour la jonction de la ville ancienne avec la ville européenne. La ville européenne va être construite au coup par coup, suivant les besoins du moment, déterminant ainsi la configuration de la future capitale algérienne(2).

Il est vrai que, à l'initiative de l'un de ses membres, le conseil municipal adopte en 1913, pour les parties Nord et Sud de la ville, un plan général d'alignement remarquable celui d'Eugène de Rodon. Mais aucune application n'en est faite, étant donné les dépenses très élevées qu'exige sa réalisation.

La législation d'urbanisme appliquée à l'Algérie.

Un décret en date du 5 janvier 1922 étend à l'Algérie la loi du 14 mars 1919. La loi du 19 juillet 1924 complète celle du 14 mars 1919; elle est rendue applicable à l'Algérie par un décret en date du 25 octobre 1925(3). Ce décret spécialement rédigé pour l'Algérie précise quelles sont les villes qui ici, doivent obligatoirement établir un plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension. Il sera modifié par le décret du 31 juillet 1929 sur les servitudes esthétiques en Algérie. L'Algérie étant une colonie, la loi du 14 mars 1919-19 juillet 1924 y a été rendue applicable avec de légères adaptations. La planification urbaine est née du désir d'avoir un plan qui embrasse la totalité du territoire, désignant une discipline d'aménagement des villes. Au début du siècle, l'aménagement des villes relève d'une démarche globale et prévisionnelle intégrant et coordonnant tous les usagers du sol. Par la loi adoptée le 14 mars 1919, qui a pris le nom de son rapporteur, Cornudet, se crée l'obligation aux villes de 10.000 habitants et plus, d'avoir un projet d'aménagement, d'embellissement et d'extension(4). Cette législation française vient à la suite d'un mouvement international d'idées et de débats lié à des préoccupations de l'aménagement urbain et sous-tendu par des écrits savants (à caractère sociologique, économique ou géographique) et des intentions politiques.

Ce projet d'aménagement, d'embellissement et d'extension est élaboré après des enquêtes minutieuses, des recherches approfondies, destinées à faire connaître les besoins de la ville, à étudier les divers éléments qui entrent dans sa composition. Ces travaux doivent aboutir à la confection d'un programme faisant

ressortir toutes les questions intéressant le futur plan, exposant les diverses données que les techniciens doivent solutionner en tenant compte des règles générales de l'urbanisme et des particularités locales. Il doit constituer en quelque sorte l'image de la ville telle qu'elle doit être organisée(5). En dehors des dispositions capitales de la loi de 1919-1924, le programme joint au plan d'alignement doit déterminer un ensemble de servitudes hygiéniques, esthétiques et archéologiques. Les servitudes esthétiques et archéologiques sont d'un autre ordre. Elles visent à créer un patrimoine local, et à protéger le patrimoine existant.

Le plan Danger et la société des plans régulateurs et la nouvelle municipalité Brunel.

C'est sous la municipalité dirigée par Charles Brunel Maire d'Alger à partir de 1929, qu'est confectionné le dossier du PAEE de René Danger. Le Conseil municipal d'Alger examine et donne son accord pour son projet d'aménagement, d'embellissement et d'extension dans sa séance du 4 avril 1930. L'analyse urbaine menée par Danger sur Alger, s'appuie sur la thèse de René Lespès(6). Cette approche historique, économique, démographique et sociale s'attache aux caractères du site, à la topographie d'Alger, élément très important, à l'histoire économique et sociale de la ville, à la démographie, au nombre d'habitants par zone ou par quartier et par catégorie ethnique.

La démarche du plan d'extension s'organise principalement en fonction de ce qu'on commença alors à appeler "un zoning résidentiel et fonctionnel". Elle se réfère également à une politique de "desserrement hygiéniste" et d'extension urbaine vigoureuse, le tout structuré par de nouveaux axes de circulation et par l'élargissement de voies existantes. Le découpage de la ville en zones n'appelle chez Danger pratiquement aucun commentaire justificatif, il intervient uniquement pour assurer une meilleure répartition de la construction et de la population. La Casbah n'a pas été prise en compte dans son projet. Cela n'empêche pas Danger, dans le même temps, de préconiser au moins une large percée sud-nord à travers la vieille ville, et la destruction presque complète du quartier de la Marine en conservant les deux mosquées: la Grande mosquée et la mosquée de la Pêcherie. L'urbaniste envisage la production de nouveaux bâtiments qui correspondent à une vie publique occidentalise et marquée par la colonie. En effet, les équipements existants ne répondent pas au devenir que l'administration coloniale veut alors donner à Alger, et pour la placer au rang de capitale de l'Afrique française(7).

Parallèlement, à partir de 1927-1928, date de la préparation des fêtes du Centenaire, au cours desquelles est lancé tout un

programme important de grands travaux, Alger prend définitivement sa destinée de capitale, avec la construction du casino d'Alger, de l'Hôtel El-Safir, ou celle du Foyer civique. Le plan d'extension prévoit l'occupation de quartiers nouveaux encore inhabités. Danger reprend une idée déjà ancienne, présente dès 1858 dans plusieurs projets d'agrandissement et d'extension: conquérir sur la mer les terrains plats.

Le plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension a orienté son effort d'urbanisation dans trois directions. Tout d'abord, il comporte des alignements directeurs, l'élargissement ou le redressement d'anciennes voies, l'ouverture de voies nouvelles. Il détermine un certain nombre d'espaces à réserver, notamment pour la création de jardins, de réserves boisées et de belvédères. Enfin, il s'annexe des règlements appelés à améliorer les conditions de la construction dans l'ensemble de la commune. Au point de vue architectural, un double effort, public et privé, est mené durant les années 1935. Du côté de l'administration municipale, le Foyer civique est construit au milieu du Champ de Manoeuvres. La construction du palais du gouvernement sur la trace des anciens remparts, idée qui avait germé dans un plan du début de la colonisation, suite au dérasement des remparts turcs, est enfin effectuée par Guiauchain.

Le règlement par zone du plan Danger.

Le territoire d'Alger est divisé en quatre zones, A B C et D, regroupant chacune des quartiers entiers et des secteurs auxquels un même règlement est appliqué.

Le PAEE est approuvé et rendu d'utilité publique le 17 août 1931 par arrêté du Gouverneur général de l'Algérie dans l'esprit d'être modifié, pour ne pas retarder la procédure(8). La municipalité s'engage alors à établir un plan rectificatif, sur lequel seront portées les modifications demandées par la commission départementale, la commission supérieure et les diverses administrations(9). Le plan va subir une série d'ajustements, de modifications qui vont progressivement le vider de son contenu sans qu'il soit formellement abrogé ou fondamentalement remis en question.

Du côté de la ville neuve à construire, le PAEE amorce l'Alger futur appelé à s'étendre sur toute la banlieue. Ce travail a permis en effet de savoir où et comment devait se faire l'extension de l'agglomération algéroise(10).

Du P.A.E.E. au plan d'aménagement régional.

Les années de l'entre-deux-guerres sont propices aux débats sur l'urbanisme et l'architecture à Alger. Plusieurs architectes proposent différents projets et de nombreuses expositions sont organisées ainsi que de nombreuses conférences. L'étude du PAEE suscite des débats sur les questions d'urbanisme et d'architecture. Les plans d'urbanisme resteront comme la manière la plus sûre d'entrer dans une commune et d'avoir une commande, c'est-à-dire d'avoir la possibilité d'obtenir des marchés de construction(11).

Le plan d'aménagement de Le Corbusier:

Le Corbusier élabore une trentaine de plans, pour Alger mais aussi pour Genève (1933), Hellocourt (1935), Rio de Janeiro (1929), Buenos Aires (1938) et Paris (1922-38), tous sans commande ou rémunération; ils s'appuient à divers degrés sur les principes de " la ville radieuse ". Le Corbusier a travaillé pour Alger pendant treize ans. Il a présenté entre 1932 et 1942 six variantes du " Plan Obus " sans aucune commande officielle, du moins jusqu'à 1937 où il a fallu la recommandation de cinq ministres pour le nommer membre de la commission officielle dite du plan de la région d'Alger(12). Alger devient le théâtre de débats passionnés sur l'architecture et l'urbanisme autour du grand projet de modernisation lié à une période d'expansion.

Parmi les urbanistes qui ont travaillé à un plan d'aménagement pour la ville d'Alger, Maurice Rotival, Tony Socard, M. Croci ont présenté des plans d'aménagement dans l'esprit qui était véhiculé par l'association des " Amis d'Alger ", et dans l'espoir de décrocher des contrats de construction.

Le plan d'aménagement de Maurice Rotival:

Rotival est le seul ingénieur urbaniste de sa période. Il a travaillé en collaboration avec Prost. C'est l'un des premiers à proposer une cité d'affaires à la place du quartier de la Marine(13).

Le plan d'aménagement de M. Croci:

Croci est ingénieur honoraire des chemins de fer, il travaille d'abord sur le projet de la gare centrale d'Alger, entre la place du Gouvernement et le square Bab-Azzoun. Persuadé que l'emplacement de cette gare transformerait l'organisation de la ville(14). Croci, lui aussi, inspiré par le boulevard du Front de mer, propose de le prolonger par un bâtiment long de trois mille

sept cent mètres, compris entre l'Agha et l'extrémité est du port d'Alger. Cependant, le plan d'aménagement et d'embellissement établi par Croci possède un tracé viaire en damier, avec une succession de places, de carrefours, de rues larges. Il suppose une destruction et une reconstruction complète de la ville, ce qui aurait ruiné les finances de la commune, même si dans son discours, il affirme le contraire.

Plan d'aménagement de Tony Socard:

Tony Socard, urbaniste, Il propose un moyen d'urbanisation de la ville par un système de parcs sur les espaces libres ou facilement récupérables. Son projet comporte une classification par catégories, l'établissement d'une artère résidentielle, le boulevard de la Corniche, et d'une artère commerciale, le boulevard Front de mer. Il reprend l'idée de récupérer des terrains plats par une jetée sur la mer(15). Il classera la ville en zones. Tony Socard sera l'urbaniste de la Régie Foncière de la ville d'Alger et proposera l'aménagement du quartier de la Marine.

Propagande de l'architecture et de l'urbanisme moderne à Alger.

Différentes manifestations se tiennent à Alger dans les années 30, comme le Congrès International de l'Urbanisme aux Colonies. Le Congrès de l'Urbanisme Colonial, s'est tenu du 10 au 15 octobre 1931 à Paris sous la présidence du Maréchal Lyautey et de Henri Prost. Il a pour but de grouper les réalisations, les projets, les théories, afin de donner les bases d'une étude d'ensemble, qui s'étend aux questions d'hygiène, d'esthétique, d'architecture et de travaux publics. Le Congrès ne se borne pas aux colonies, toutes les nations de latitude intertropicale ont été invitées. Les travaux présentés ont été publiés en 2 volumes, avec quantité de plans, graphiques et illustrations.

" Les Amis d'Alger ", une association fondée le 20 juin 1929, club d'idées, soucieuse d'urbanisme, prend l'initiative de cette première exposition d'architecture et d'urbanisme en 1933, couplée avec un cycle important de conférences. Une deuxième exposition intitulée " La Cité Moderne " fait suite à l'exposition " d'Architecture et urbanisme " de 1933, toujours organisée par l'association des " Amis d'Alger "(16). Ces expositions sur la ville moderne ont eu un réel succès et le comité de " La Cité Moderne " propose de transformer sa troisième exposition en Exposition Internationale. Ce sera l'exposition internationale tenue à Paris en 1937.

Le PAEE va donc subir une série d'ajustements, de

modifications. Poursuivant le remaniement avorté de 1930, le premier rectificatif, entrepris dès 1931 par le service de l'urbanisme concerne les alignements nouveaux ou élargis ainsi que les servitudes nouvelles.

Il est approuvé par le conseil municipal le 8 janvier 1932(17). Le deuxième rectificatif porte essentiellement sur la création de la zone E, avec une réglementation spéciale, dans laquelle une partie de la ville est traitée comme un monument historique, et l'autre partie comme un " quartier musée ", et sur l'intégration de l'extension du port dans l'aménagement de la ville. Il est adopté par le conseil municipal dans sa séance du 27 avril 1934, et rendu d'utilité publique par arrêté du Gouverneur général de l'Algérie, le 26 octobre 1937.

Ce règlement a pour but de conserver à ce quartier son caractère et son esthétique, en imposant aux habitants l'obligation de ne restaurer leurs maisons ou de n'en édifier de nouvelles que dans les conditions qui concourent à cet effet suivant les propositions d'ensemble et les caractéristiques de l'architecture locale(18) Un objectif principal de la loi Cornudet a été atteint avec la réglementation spéciale de la zone E du quartier de la Casbah d'Alger. La spécificité du PAEE réside en effet dans l'établissement de ce règlement pour la ville historique, et la qualification du " quartier musée " pour une partie de la Casbah. Dès son installation, la nouvelle municipalité de Rozis, en mai 1935, est saisie de requêtes, formulées par de nombreux propriétaires demandant une révision de la liste des terrains frappés de servitudes(19) Ce rectificatif va aussi intégrer l'étude du plan régional ainsi que le voudra la loi de 1935 sur les plans régionaux.

Du projet d'aménagement au projet régional.

Très tôt la Commission supérieure d'aménagement et d'embellissement des villes avait compris que les PAEE ne pouvaient être limités au seul territoire de la commune et qu'il importait par conséquent, d'ouvrir un champ plus vaste à ces études d'urbanisme. Un rapport à ce sujet fut remis, le 18 janvier 1929, au ministre de l'Intérieur et aboutit au projet déposé au sénat au cours de 1932. Ainsi, l'extension de l'urbanisme à la région correspondait à une nécessité qui a abouti au décret-loi du 25 juillet 1935. C'est précisément à cette période, en 1930 que Henri Prost est appelé à établir le plan régional de la ville d'Alger.

Le 1^{er} projet d'aménagement de la région d'Alger établi en 1930-1936.

Les discussions sur l'élaboration du plan régional d'Alger se déroulent presque en même temps que celles qui concernent le PAEE(18). Le programme du plan régional défini par Henri Prost vise dans son programme à ordonner les circulations pour atténuer l'extension en largeur et faciliter l'accès aux coteaux supérieurs. Il vise également à ordonner les constructions sur le territoire des communes de l'agglomération, comme il a été fait pour la ville d'Alger. Il est prévu dans ce plan la création de cités nouvelles pour les travailleurs algériens, ainsi que la préservation des principaux sites et vues panoramiques et les réserves d'espaces libres. Sont envisagés aussi le réaménagement du port et de ses abords en fonction de la construction d'une gare maritime, et la création de réseaux routiers nouveaux, rendant la circulation plus facile sur ce site accidenté. Lorsque le décret-loi du 25 juillet 1935, instituant en métropole les projets régionaux d'urbanisme, intervient, le plan directeur d'Alger est déjà établi. Par décret du 6 novembre 1937, la Région algéroise est constituée. Elle comprend outre les 14 communes du précédent plan régional, les communes de Maison-Blanche, Birkadern, Ouled-Fayet et Zéralda. Le Comité Régional, prévu par l'article 2 du décret-loi du 25 juillet 1935, est constitué par arrêté préfectoral du 4 avril 1938.

C'est notamment toute la vie " immobilière " de cette région qui se trouve engagée dans ce vaste territoire à " urbaniser ". Le décret contient des clauses propres à empêcher les manœuvres spéculatives. Il facilite l'acquisition par les collectivités publiques des terrains et immeubles susceptibles de faciliter la réalisation du projet d'urbanisme régional. Le plan régional doit compléter et redresser l'œuvre des plans communaux d'aménagement. Il s'agit de répartir de manière équilibrée la population sur les diverses parties de la région. Partant de là, il ne s'agit pas d'étendre la ville mais plutôt de l'améliorer et de coordonner son urbanisme.

Deux notions émergent ainsi: d'une part, le branchement des agglomérations sur les réseaux d'équipements territoriaux régionaux, d'autre part une nouvelle échelle tissulaire intermédiaire, qui répond aux nouvelles exigences démographiques, hygiéniques, institutionnelles et comportementales des sociétés de masse, mais qui continue d'accueillir une forme différente de contextualité sous les noms de quartiers nouveaux ou de quartiers d'extension, de cités-jardins, de villes nouvelles. D'autre part, étant donné que Danger a travaillé sur le PAEE en même temps que Prost sur le PAR, le premier étant partie intégrante du second, le système de circulation a permis à la fois de relier les deux entités l'une à

l'autre tout en les connectant avec les réseaux techniques à l'échelle de la région et du territoire. Le deuxième rectificatif du PAEE s'harmonise avec le plan régional, Alger entre alors dans une ère de grands travaux(19).

Le 2^{ème} projet d'aménagement de la région d'Alger par Renaud (1938-1942).

Les travaux essentiels lancés par la deuxième étude du plan régional, sous la direction de Renaud, comportent d'une part, des travaux de voirie destinés à faciliter l'accès aux hauteurs de la ville d'Alger et à améliorer la circulation longitudinale, non seulement en bordure des fronts de mer mais aussi sur les hauteurs en suivant les lignes de niveau, d'autre part, des œuvres édilitaires, comme la construction de grands collecteurs (en particulier celui du collecteur nord), la construction de nouvelles gares (gare maritime, ferroviaire et d'autobus), l'aménagement d'une plage artificielle et d'un parc des sports. Simultanément, un effort très important est fait en matière de lotissements indigènes. La réalisation de ces différents ouvrages a facilité grandement la lutte contre le chômage.

Le problème de l'habitat indigène est devenu extrêmement difficile à résoudre, au moment précis où sa résolution s'impose plus sérieusement que jamais pour des raisons d'ordre social et politique. Le problème de l'habitat indigène est posé depuis 1930, mais rien de concret n'est réalisé, à part quelques prototypes ici et là. Cette question n'est pas une priorité pour les municipalités successives, avant celle de Chevallier (1953), c'est-à-dire pratiquement jusqu'à l'éclatement de la guerre d'Algérie.

Dès 1945, une troisième étude du PAR est entreprise par le service départemental d'urbanisme créé entre-temps par le conseil général d'Alger. La ville a éclaté et il apparaît désormais clairement qu'elle ne peut plus être étudiée et aménagée séparément de la région qui l'entoure. Il s'agit d'éviter une extension désordonnée et ruineuse pour l'économie générale. Suite aux législations successives d'urbanisme, des PAEE aux plans régionaux, se manifeste de plus en plus une tendance vers un urbanisme national, où l'ensemble du pays serait divisé en régions d'urbanisme(20). Parallèlement à cette tendance de l'urbanisme vers l'équipement général d'un territoire, il est aussi une autre tendance de l'urbanisme qui est particulièrement intéressante à marquer. Si, d'un côté on voit s'éloigner considérablement l'urbanisme de son sens " urbain " par ailleurs, on voit également le problème repris à son origine, c'est-à-dire le logement(21). En ce qui concerne la politique de l'habitat, il s'agit d'éviter au maximum la construction dans les quartiers agglomérés trop denses et de détruire les bidonvilles et les

quartiers insalubres, en recasant les habitants dans les nouvelles cités. Il est question de décongestionner les quartiers trop denses et surtout la Casbah, foyers de maladies, et de réaliser à proximité de grands courants de circulation et dans les emplacements aérés et salubres.

Avec l'installation du conseil municipal de Chevallier (1953-1958), se dessine une nouvelle tendance et une prise de position quant à la politique urbaine et sociale à adopter; celle d'un homme qui a pris conscience de l'existence d'une population musulmane longtemps marginalisée, dont les conditions de vie et d'habitat sont alarmantes. Le maire veut faire de la construction des logements sociaux pour les Français et les musulmans, quelle que soit leur origine, la vitrine de son action municipale. "C'était la première fois que, grâce à Chevallier, les Algériens allaient habiter une véritable ville [...] Jusque-là, on n'avait offert aux musulmans que du bidonville perfectionné ou des cités de recasement." La nouvelle municipalité tente de substituer aux conceptions d'urbanisme antérieur, une conception humaine devant assurer à la population de nouvelles conditions de vie, d'habitat et de travail et par là même, de plus grandes facilités de loisir et de culture. L'idée de reprendre et de continuer les grands travaux d'avant-guerre est donc déjà présente en 1948. Cependant ce n'est qu'en mars 1952 qu'est décidé l'établissement du 3ème projet rectificatif au PAEE de la ville. Le rectificatif porte notamment sur l'aménagement du chemin vicinal n° 7 dit boulevard du Telemly.

Ainsi, les projets établis depuis 1846, approuvés ou non, exécutés ou différés constituent un capital d'idées dont une grande partie a été exploitée; certaines idées ont été reprises plus tard et développées à partir de nouvelles données socio-économiques. Chaque plan nouvellement établi prend en compte les orientations et les axes de développement essentiels du plan précédent, ou du moins retient les idées restées encore valables par rapport à l'évolution des notions d'aménagement. Outre cette continuité dans les idées et directives de l'aménagement d'Alger, il faut considérer la succession des municipalités et leur prise en charge des programmes. Chaque municipalité élue est confrontée à ce type d'exercice. Si la poursuite des programmes de construction constitue une part essentielle de leur mission, le problème du logement ne sera la priorité qu'à partir de la municipalité de Gazagne. La plupart des projets sont déjà en chantier, certaines études sont reprises, adaptées et éventuellement réalisées.

Dans cet esprit, la municipalité de Jacques Chevallier prend en main de nombreux projets lancés pendant la période 1947-1953 par la municipalité de Gazagne. L'Agence du plan fera même du projet des Annassers, dont l'idée était déjà proposée dans le plan régional de 1948, son cheval de bataille, également l'étude du

3ème Rectificatif du PAEE approuvé en 1931.

En Algérie, la loi sur les PAEE et celle sur les plans régionaux restent en vigueur jusqu'en 1955. Jusqu'à cette date ces législations constituent la charte de l'urbanisme algérien. En revanche, en métropole, elles sont remplacées par la loi d'urbanisme du 15 juin 1943. Les nouveaux textes métropolitains relatifs à l'urbanisme sont introduits en Algérie par la loi du 7 juillet 1955. Celle-ci n'apporte que peu de modifications, mais fait œuvre de décentralisation en créant la section de la France en Algérie.

L'évaluation ne doit pas seulement porter sur le succès des grands dessins d'espaces publics, le succès des grandes compositions réalisées. Elle doit prendre en compte la durabilité des décisions. Il est important de s'interroger sur les méthodes d'évaluation. Or dans bien des cas, ces plans (PAEE) ont eu une longévité extraordinaire et ont servi de fond de plans pour l'Agence du plan, dans la période 1953-1958. Conformément à l'approche spatiale propre à Danger, le plan permet d'abord de confronter les volontés politiques à la réalité du site. En tant que préfiguration, le dessin-plan est aussi le principal instrument de médiation dont dispose l'urbaniste, dans la mesure où il lui permet d'illustrer ce que la ville pourrait devenir.

Une médiation qui n'est pas que spatiale, mais aussi historique, puisqu'elle fusionne en une synthèse unique les temporalités du projet. Enfin, en tant qu'instrument de planification, il propose les indications nécessaires à la mise en œuvre des transformations urbaines.

(1) Pour une étude plus détaillée voir ma thèse de doctorat: *L'urbanisme et l'architecture à Alger entre les deux guerres: Aménagement, embellissement, extension et protection*, sous la direction de Jean-Louis COHEN, Université Paris 8, 2002.

(2) Voir Maurice Maris, (sous-directeur au Gouvernement Général de l'Algérie, secrétaire général honoraire de la mairie d'Alger), *La réforme municipale*, Larose, Paris, 1921, dont un chapitre est consacré à l'œuvre municipale à Alger, pp. 27-34.

(3) Décret paru dans le Journal Officiel de la République française, 31 octobre 1925.

(4) Voir Raoul de Clermont, *Histoire de la législation et de la réglementation des plans d'aménagements*, Imprimerie de "l'Ouest-Eclair", Rennes, 1922. Association générale des hygiénistes et techniciens municipaux.

(5) René Danger, "Comment composer un plan d'aménagement de la

ville ", Chantiers nord-africains, avril 1932, pp. 293 - 306.

(6) René Lespès, Alger. Esquisse de géographie urbaine. Introduction au plan d'agrandissement et d'embellissement de la ville d'Alger, Alger, J. Carbonel, 1925, 232p. Voir également du même auteur, Alger. Etude de géographie et d'histoire urbaines, Paris, F. Alcan, 1930, 861p.

(7) René Lespès, " Le plan d'aménagement d'extension et d'embellissement et les grands travaux de la ville d'Alger ", Bulletin de l'Afrique Française, 1933, pp. 561-567, pp. 671-675 et pp. 774-778. Voir aussi René Lespès, Messerschmitt Paul, " Alger 1935 ", Chantiers nord-africains, mars 1935, pp. 159 - 263.

(8) Journal officiel de la République française, 28 août 1931.

(9) Lettre du préfet au maire d'Alger, 25 août 1931, citée dans les délibérations du conseil municipal d'Alger, 8 janvier 1932. Archives de la Direction de l'Urbanisme et de la Construction et de l'Habitat de la Ville d'Alger (DUCH).

(10) Ville d'Alger, Règlement concernant la police de la voirie et des constructions, du 13 juin 1931 approuvé par le préfet le 14 juin 1931, Alger, imprimerie commerciale A. & L. Solal, 1931, 98p.

(11) Voir Jean Pierre Gaudin: " Savoir et savoir faire dans l'urbanisme en France au début du siècle ", Ecole d'architecture Paris Villemin, In Extension, n°11, 1987.

(12) Maximilien Gauthier, Le Corbusier ou l'Architecture au service de l'homme, Paris, Denoël, 1944, FLC.

(13) Maurice Rotival, " Vaut-on faire d'Alger une Capitale? ", Chantiers nord-africains, janvier 1931, pp. 27 - 37. Egalement voir Maurice Rotival, "Contribution à l'aménagement de l'Alger futur ", Chantiers nord-africains, mars 1933, pp. 242-243.

(14) M. Croci, " Etude d'aménagement et de transformation partielle d'Alger ", Chantiers nord-africains, février 1932, pp. 137-144.

(15) Tony Socard,
- "Esquisse du grand Alger ", Chantiers nord-africains, mars 1933, pp. 242-243.

- "Le climat Algérois et son influence en urbanisme ", Chantiers nord-africains, septembre 1933, pp. 916-926.

- "Le zoning urbain ", Chantiers nord-africains, août 1933, pp. 807-818.

- "La trame des villes ", Chantiers nord-africains, janvier 1934, pp. 45-55.

- "Alger, évolution naturelle des quartiers ", Chantiers nord-africains, février 1934, pp. 131-135.

(16) Sur l'exposition de " La Cité Moderne ", voir également Journal général, travaux publics et bâtiments nos d'avril et mai 1936, Afrique, 1936; Chantiers nord-africains, avril et mai 1936; Algeria, mai 1936; La construction Moderne, 19 juillet 1936. Voir Action de la S.A.M. (société des architectes modernes), " Exposition de "La cité Moderne " à Alger

du 28 mars au 26 avril 1936 ", SAM, n° 1 juillet - octobre 1936, p. 10-11.

(17) Extrait du registre des délibérations du conseil municipal, séance du 8 janvier 1932, DUCH.

(18) Henri Prost, "Le plan régional d'Alger ", Chantiers nord-africains, mai 1936, pp. 259-262.

(19) Voir " Un deuxième plan rectificatif au projet ", Journal général travaux publics et bâtiments, n°888, 4 mai 1934.

(20) L'expression anglaise de planning paraîtrait mieux adaptée. C'est d'ailleurs en Angleterre, devant la complexité des problèmes posés par la reconstruction et la nécessité d'avoir une coordination et une doctrine générale, qu'a été constitué en 1943 un ministère du Planning.

(21) Début des années 1940.

ALGER - PARIS: CRISE DU LOGEMENT ET CHOIX DES GRANDS ENSEMBLES AUTOUR DU XII^e CONGRES NATIONAL D'HABITATION ET D'URBANISME D'ALGER (MAI 1952)

Annie Fourcaut

Résumé:

A l'occasion du Congrès national d'habitation et d'urbanisme d'Alger, en mai 1952, sont débattues les solutions à la crise du logement qui touche Alger comme les grandes villes de la métropole. A Alger, la crise du logement, semblable dans ses effets à celle de l'agglomération parisienne, se double de la question du logement des populations musulmanes. Deux solutions s'opposent dans les débats du congrès: une ségrégation libérale qui séparerait Musulmans et Européens, logés dans du collectif et de l'individuel ou une modernisation architecturale volontariste, fondée sur la construction de logements collectifs, permettant d'assimiler Européens et Musulmans.

"Les villes indigènes ont été envahies, bouleversées, saccagées par notre administration plus encore que par nos armes. Un grand nombre de propriétés individuelles ont été, en pleine paix, ravagées, dénaturées, détruites". Alexis de Tocqueville, Rapport sur l'Algérie, 1847(1).

En mai 1952, se tient à Alger, le XII^e Congrès national d'habitation et d'urbanisme, organisé par la puissante Union nationale des fédérations d'organismes d'HLM (UNFOHLM) et par la Confédération française pour l'habitation et l'urbanisme(2). A cette occasion, l'ensemble des responsables de la politique du logement, - le ministre Eugène Claudius-Petit lui-même, les directeurs du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, un responsable de la direction du Trésor, les hommes du mouvement HLM, un responsable de la caisse des Dépôts et Consignations représentant le directeur général - se transporte à Alger pour discuter de la crise du logement et des solutions financières, techniques et architecturales à lui apporter. Un voyage d'études, consacré au problème de l'habitat urbain, organisé par la Fédération algérienne des organismes de HBM

accompagne le congrès.

Le congrès de 1952 est l'occasion d'une double série d'analyses, produite par la technocratie naissante de l'urbanisme et du logement social et les responsables algérois. La première vise à donner des solutions globales à la crise, notamment grâce au système neuf de financement par des primes et prêts qu'instaure la loi de 1950. Ce congrès présente les débats - feutrés ou techniques - et les analyses produites dans un cadre officiel par les responsables de la politique de la construction, débordés des deux côtés de la Méditerranée par la crise du logement, dans un pays ruiné par la guerre et dépendant des crédits du Plan Marshall. Il est l'occasion d'une analyse de la crise du logement en France, en Algérie et tout spécialement à Alger, d'où ressortent les spécificités algériennes et la vision, parfois divergente, qu'en ont les responsables métropolitains et locaux. Dans le débat sur les solutions possibles - immeubles collectifs ou cités d'habitat indigène -, le cas d'Alger apparaît comme le miroir grossissant et déformant des difficultés de la métropole, et tout spécialement des interrogations autour du devenir de l'agglomération parisienne. Alger, comme paradigme de la politique française du logement, est ici saisie en ce début des années 1950, moment charnière de réflexion sur les solutions à adopter, temps de l'urgence et de l'hésitation des décideurs, avant le déclenchement de l'insurrection en Algérie et de "l'insurrection de la bonté" de l'abbé Pierre durant l'hiver 1954, qui voit les mal-logés, morts de froid, pour la première fois, médiatisés.

Interrogations des années 1950:

A l'heure où "la rénovation des villes est devenue une mesure de salut public"(3), le début des années 1950 offre un pertinent point de vue d'observation sur une double interrogation des responsables: moderniser, certes, mais où trouver les crédits et que construire pour loger les ruraux qui affluent vers les métropoles, et s'entassent à Alger dans les bidonvilles, comme à Paris dans les garnis et les hôtels meublés?

Le constat d'échec du mode de financement du logement social français est unanime: le circuit instauré depuis la loi Siegfried (1894), qui fait de la CDC via le Trésor le bailleur de fonds des sociétés de HBM puis d'HLM, n'a pas permis, dans l'entre-deux-guerres, de construire un nombre suffisant de logements sociaux, alors que les capitaux privés se détournaient par ailleurs de la construction. A Alger même, malgré l'OPHBM créé en 1921 et la Régie foncière de la ville d'Alger, en 1931, les quelques cités de logement social font figure de prototypes: cité Scala par Lathuillière (1935), cité patronale Altairac (1931), cité Sainte Corinne-Ouchaya

(1937)(4). Ce constat est partagé, dans les années 1940, par la CDC elle-même, qui souhaite se désengager du logement social. Le rêve d'une Caisse autonome nationale de la construction, au financement nébuleux, agité sous Vichy, préconisé par Henri Deroy, son directeur général, au nom de la caisse des Dépôts et Consignations devant le Musée Social, en février 1944(5), est, de nouveau, repris au congrès d'Alger, et balayé par le ministre E. Claudius-Petit, qui " en a rejeté le principe en indiquant que cette caisse n'apporterait aucune ressource nouvelle "(6).

Pour sortir de l'impasse du lourd circuit CDC-Trésor-HBM, le gouvernement met en place une nouvelle procédure de financement par la loi du 21 juillet 1950, qui consiste en l'octroi d'une prime à la construction à laquelle est associé un prêt spécial garanti par l'Etat et distribué par un organisme semi-public, le Crédit Foncier de France. C'est l'invention, au côté du secteur libre et du secteur social, du secteur aidé, qui vise à faire repartir la construction privée grâce à une aide publique, au départ sans destination sociale particulière, en fait à destination des catégories modestes et moyennes(7). Ce système est appliqué en Algérie à des conditions nettement plus avantageuses pour les emprunteurs, en raison d'engagements spéciaux pris par le Trésor algérien en accord avec le Crédit foncier(8):

" Les prêts peuvent atteindre 80 % du prix de revient (...). Grâce à des bonifications prises en charge par l'Algérie, le taux d'intérêt ne dépasse pas 4 %, et est même réduit à 3,50 % pour certaines catégories d'emprunteurs: fonctionnaires, anciens combattants, familles nombreuses. L'Algérie accorde sa garantie pour la fraction du prêt qui excède la somme susceptible d'être avancée par le Crédit Foncier. Enfin, le Gouvernement général de l'Algérie accorde des prêts ou des subventions aux communes qui désirent réaliser directement un programme de construction. Les subventions peuvent atteindre 50 % du prix de revient (...)"(9). Ces largesses du Trésor algérien, qui engage sa garantie sur l'achèvement de l'ensemble des opérations de prêts, sont considérées comme des opérations pilotes, qui pourraient influencer les débats métropolitains en matière de financement du logement.

Soucieux de promouvoir une vaste politique de construction, le Gouvernement général de l'Algérie ne néglige pas pour autant les sociétés de HLM. Il a institué un Fonds de dotation de l'habitat alimenté par une subvention du budget algérien. Ce fonds vient en aide aux organismes d'HBM tout d'abord en préfinançant leur programme jusqu'à concurrence du quart après intervention de l'accord et de la totalité lorsque le prêt est définitivement accordé. Il prête ou subventionne pour l'achat des terrains; " Toutefois, il a été entendu que cette aide ne s'appliquerait, pour l'instant, qu'à la construction de logements musulmans"(10).

L'Algérie est donc plutôt favorisée par l'invention par le Trésor algérien de procédures dérogatoires permettant un large financement public de la construction privée, ou un démarrage des opérations municipales ou de logement social, situation due à l'acuité de la crise généralisée du logement, et au fait qu'elle sert de banc d'essai des procédures financières avant leur extension en métropole.

Reste entière la question de la forme des constructions et de leur mixité, dans une ville où sont distingués Musulmans non évolués, Musulmans évolués et " ceux qui sont restés au milieu du gué "(11), distingués des Européens, classés, eux, par les responsables des politiques du logement en catégories sociales. Au début des années 1950, rien n'est totalement tranché, et la politique massive de constructions collectives n'est qu'en gestation. Le MRU a comme priorité l'achèvement de la Reconstruction en métropole, qui ne se termine qu'en 1954. Le Plan Courant est en préparation dans les directions du ministère; le concours industrialisé, remporté par E. Beaudoin à Strasbourg avec la cité Rotterdam, indique une nette orientation pour le grand collectif industrialisé, mais en même temps la procédure LOGECOS, qui accompagne les primes et prêts, autorise, voire favorise, la construction de maisonnettes individuelles.

A Alger, juste avant le règne de Jacques Chevallier, élu maire en 1953, les indécisions sont voisines: le Plan d'urbanisme régional de 1948 de Jean de Maisonneuve et Watzte prévoit des grands ensembles sur les plateaux, mais Alger est une ville qui résiste aux planificateurs; ont été construits aussi bien des logements de type indigène pour Musulmans comme la cité du Clos Salembier par Lathuillière, sur le modèle mis au point par Ecochard au Maroc, et des grands ensembles, par Zerfuss et Sebag, dans le quartier du Champ-de-Manœuvres. Avant les choix de Jacques Chevallier pour Alger et les débuts du Plan Courant de 1953, avant le changement d'échelle des moyens et des opérations à partir de 1958 loi-cadre de 1957, suivie du décret sur les ZUP de fin 1958, annonce du Plan de Constantine -, ces années de transition sont propices à la lecture des hésitations des politiques.

Crise nationale, spécificités algériennes:

L'opinion prend conscience que la fin de la Reconstruction ne met pas un terme à la crise du logement, devenue un drame national. Alors que le retour de la croissance permet d'entrevoir la fin des années noires, la crise du logement devient intolérable: squatts, garnis, hôtels meublés, wagons de réforme, entassement des jeunes ménages chez les parents, cabanes de banlieue transformées en habitat permanent défigurent les villes françaises, et tout spécialement la banlieue parisienne. La

population de la région parisienne s'accroît de deux millions de personnes entre le recensement de 1954 et celui de 1968. Au cours des années 1950, on a enregistré jusqu'à 180 000 nouveaux venus par an, moitié par accroissement naturel, moitié par arrivée de la province ou de l'étranger: suivant l'image célèbre, toutes les quatre minutes, un provincial débarquait à Paris pour trouver un emploi. La crise freine la productivité de la main d'œuvre; la population mange à sa faim, mais le mauvais logement, mal réparti, empêche le redémarrage de l'économie telle qu'elle a été envisagée par le premier plan Monnet. Danger national, qui affecte la morale et la productivité, la crise du logement devient pour la première fois en France une préoccupation nationale et une affaire d'Etat. Pour sortir les travailleurs du taudis, il faut de l'air, de la lumière, du soleil et de la verdure pour tous.

Les destructions dues à la guerre, dans une région qui n'est pas la plus touchée par les bombardements, aggravent cependant le problème des mal-logés. Le surpeuplement atteint un logement sur quatre en 1962. Rares, surpeuplés, les logements sont sous-équipés, comme le montre le recensement de 1954: ni sanitaires, ni W.C intérieurs dans la plupart des cas, et l'eau courante dans à peine la moitié des logements. Le déficit global pour la région est estimé en 1954 entre 410 000 et 500 000 logements. L'épisode des cités d'urgence⁽¹²⁾ place au premier plan de l'actualité régionale les conséquences dramatiques de la crise du logement; il met aussi en lumière les contradictions de l'heure: comment construire dans l'urgence et à bas prix des logements qui ne deviennent pas immédiatement "des taudis neufs"? Les responsables du ministère tirent des leçons de l'affaire des cités d'urgence: il est impossible de construire un logement qui ne soit pas immédiatement défectueux pour moins d'un million de francs. D'autre part, la construction individuelle multiplie les coûts d'équipement des terrains en voirie et réseaux divers, ainsi que le nombre d'entreprises. Cette expérience manquée de baraques d'Etat pour les mal-logés ouvrait la voie au choix déterminé du collectif. Des réflexions sur cette crise sort, à partir de la seconde moitié des années 1950, la politique de constructions de grands ensembles collectifs de logement social, à Alger comme autour des grandes villes de métropole. Car Alger et la région parisienne connaissent une situation voisine de croissance et de crise: déficit de la construction sociale dans l'entre-deux-guerres, arrêt total pendant la guerre, exode rural, entassement des migrants dans des bidonvilles ou des taudis surpeuplés, improvisation dans l'urgence d'un habitat de fortune: baraques pour sinistrés, cités d'urgence, cités de recasement.

Mais des spécificités locales aggravent à Alger la crise nationale. L'exode rural est à son maximum entre les années

1940 et les années 1960, liées à la "clochardisation"⁽¹³⁾ des ruraux et au croît démographique global: l'augmentation annuelle de la population est de 150 000 habitants par an. Ce pays de ruraux s'urbanise, avec 26 % de population urbaine en 1948. Alger est passé de 287 000 habitants en 1936 à 370 000 au début des années 1950. La misère rurale crée les bidonvilles qui abritent à Alger 20 000 habitants; leur nouveauté effraye le représentant de la CDC, qui ignore que des quartiers assez semblables existent en proche banlieue parisienne⁽¹⁴⁾:

"Ce sont de véritables agglomérations surgies au hasard sur un terrain vague ou le long d'une route et constituées par un assemblage d'abris hétéroclites faits de planches, de tôles rouillées et de lambeaux divers. Sous ces abris misérables, qui ne protègent même pas leurs habitants contre la pluie ou le froid, s'entassent des familles entières qui vivent, il est à peine besoin de le dire, dans des conditions d'hygiène et une promiscuité inimaginables pour des Européens"⁽¹⁵⁾.

Et cette croissance se fait en l'absence d'une tradition urbaine, déficit qui caractérise l'Algérie, et est pour les urbanistes locaux la racine historique du problème⁽¹⁶⁾:

"Nous sommes loin des médinas marocaines ou tunisiennes, véritables villes autonomes possédant leurs traditions et toutes les caractéristiques d'un esprit urbain original et développé. Qu'on le sache bien, la condition rurale qui est à l'origine de la formation de la population algérienne et qui lui donne sa vigueur, son apparent laisser-aller et, disons-le aussi, son esprit calme et souriant, domine le problème de l'urbanisme dans ce pays et lui confère un caractère particulier"⁽¹⁷⁾. Le risque est celui d'une ruralisation infinie d'Alger, devenue un immense village impossible à urbaniser:

"(...) le village indéfiniment étendu, c'est-à-dire une espèce de prolifération de maisons difficiles à discipliner, s'accrochant à tout ce qui reste d'espace libre et dégénérant elle-même pour aboutir au gourbi urbain dont le bidonville constitue la plus caractéristique des manifestations. Nous en sommes aujourd'hui à percevoir avec terreur que cette menace devient une réalité, que la création même de cités dites musulmanes où l'on s'efforce de garder un soupçon de ce traditionalisme aussi désuet que celui qui consisterait à favoriser en plein Paris l'aménagement de villages auvergnats ou savoyards, n'arrête nullement, mais au contraire encourage, par une reconnaissance officielle de la vie rurale dans la cité, le développement infini des formes d'habitat les plus rudimentaires"⁽¹⁸⁾.

Rare morceau de ville hérité des Berbères et des Turcs, la Casbah est dans un état de vétusté dangereux pour la vie de ses habitants, depuis le changement de sa population:

"Cette belle ville n'est plus qu'un souvenir. Les familles

bourgeoises musulmanes l'ont quittée, pour s'établir dans la ville européenne ou dans leurs villas de banlieue. La Casbah a tourné immédiatement au taudis, avec ses maisons vieilles, plus entretenues du tout, couvertes de surélévations sans grâce, souvent de bidonvilles, envahie par une population très pauvre qui s'entasse, une famille par pièce, généralement une famille nombreuse. Et surtout, la Casbah est en train de périr de vétusté. "(19). Soit un immense îlot insalubre, dont la démolition, intégrale ou partielle, est envisagée avec le relogement de ses habitants, qui nécessiterait la construction de 40 000 logements neufs.

Ultime spécificité de la crise, la double question du logement des Musulmans et de celui des Européens. La crise du logement musulman est la plus aiguë, et le nombre de logements neufs nécessaires fixé à 50 ou 60 000. Mais la crise du logement européen n'est pas moindre, même si elle prend des visages plus métropolitains: les jeunes ménages en souffrent particulièrement et elle a de graves conséquences politiques: " Elle constitue aussi un obstacle majeur à l'immigration de nouveaux éléments français qui sont cependant nécessaires à l'industrialisation du pays et au maintien de l'influence française ". Enfin, le coût de la construction est de 20 à 25 % plus élevé en Algérie, à cause des importations, des transports et du faible rendement de la main d'œuvre.

Solutions et projets: deux doctrines?

Si tous s'accordent sur l'analyse de la crise et sur l'urgence de sa résolution, les solutions proposées pour la modernisation urbaine d'Alger divergent nettement, au sein même des participants au congrès. Deux questions s'entrecroisent. Celle de la mixité: faut-il loger ensemble, ou à part, Algériens et Européens, chaque catégorie étant, de plus, l'objet de subdivisions? Celle de la forme des logements neufs que l'effort public va permettre de construire, en individuel de type indigène ou en collectif. Débat qui renvoie à celui qui oppose les partisans de l'assimilation à ceux du développement séparé, dont les positions changent suivant les contextes politiques successifs. Mais le volet urbain du débat oppose clairement, s'agissant d'Alger, deux doctrines où conceptions urbanistiques, préoccupations sociales et politiques coloniales sont imbriquées.

La première position est celle d'une ségrégation raisonnée, héritée de l'histoire du mouvement HBM et transposée en contexte colonial, qui s'accompagnerait d'une modernisation urbaine progressive. De façon tout à fait significative, elle est

développée par les participants métropolitains du congrès, soucieux d'un traitement raisonné des spécificités locales et du coût des opérations. Une fine ségrégation des formes et des financements doit offrir une gamme de solutions variées. Pour les habitants musulmans des bidonvilles, peu évolués, le logement collectif serait une grave erreur. Il faut construire " des logements très simplifiés ne comportant qu'un minimum d'installations: postes d'eau et WC ", soit des cités d'urgence indigènes, mais adaptées à la mode musulmane, quelques pièces autour d'une cour fermée. Les prêts du Gouvernement général aux collectivités locales peuvent financer ce type de cités de recasement; coût unitaire: 600 000 à un million de francs, soit exactement la fourchette de prix des cités d'urgence construites en France en 1954-1955.

Les HBM sont réservées " en faveur des classes laborieuses de la population européenne et de la fraction de la population musulmane qui a déjà atteint un certain degré d'évolution: petits fonctionnaires, cheminots, employés, ouvriers spécialisés ". Mais alors que les dirigeants locaux des sociétés de HBM sont partisans de la mixité de leurs immeubles collectifs (à Constantine, cheminots français et musulmans vivent côte à côte dans un groupe d'HBM), la CDC préfère financer des groupes entièrement séparés d'immeubles collectifs à destination des couches populaires européennes et musulmanes.

Enfin, les catégories sociales européennes moyennes, fonctionnaires, commerçants et petits industriels, sont invitées à utiliser la législation favorable du financement aidé, qui leur permet le choix de l'emplacement et de la forme de l'habitat, puisqu'il s'agit d'une aide à la construction privée(20). Soit une solution libérale, fondée cependant sur des financements publics et parapublics, mais qui propose aux concepteurs publics de suivre les tendances spontanément ségrégatives du marché, et de laisser Alger se moderniser doucement, sans rupture franche avec la situation antérieure: les migrants dans des bidonvilles propres, les ouvriers de Bab-El-Oued dans des immeubles distincts, les classes moyennes là où elles le choisissent, c'est-à-dire dans la ville européenne ou sur les hauteurs.

La seconde est celle de la modernisation urbaine radicale et assimilationniste, défendue par M. Lathuillière, architecte conseil du Gouvernement général: du Collectif pour tous, Européens et Musulmans. Ce choix s'appuie sur une vigoureuse condamnation de toute forme d'habitat individuel à Alger: les cités de recasement ne sont que des " gorbis améliorés "(21), l'accès à la petite propriété individuelle de la maison musulmane une " tromperie " qui ne produit que des

révoltés, la maison urbaine mauresque n'a sa place qu'à la campagne ou dans de lointaines banlieues, pas en ville. Au même moment, urbanistes et architectes du MRU condamnent unanimement l'épisode des lotissements de l'entre-deux-guerres, qui avait vu l'accès spontané à la petite propriété individuelle de 700 000 mal-lotés en banlieue parisienne(22). Mais le refus classique de la maison individuelle, au nom des principes de l'urbanisme, accompagne ici un projet social et politique; l'unification des conditions d'habitat doit unifier les modes de vie et rapprocher les communautés, sous l'égide de l'architecte:

"Le logis exerce une grande influence dans le comportement familial; le taudis déteint sur l'individu et crée, à partir de souches paysannes saines, la pègre des villes; la villa de banlieue exigüe a créé un type petit-bourgeois caractéristique; le logis collectif impose des disciplines qui façonnent l'homme civilisé. C'est là que le rôle de l'Architecte apparaît nettement, le rôle qui dépasse largement les limites de l'art et de la technique et prend une signification sociale d'une grande ampleur"(23).

Le logement populaire musulman doit "prendre de la hauteur"; petits collectifs dans les villes moyennes, grands collectifs à Alger. Le dépaysement salutaire produit par la nouveauté contraindra les Musulmans à abandonner toutes traces de coutumes rurales, comme la possession de chèvres et de moutons. Ces premiers logements collectifs doivent être sommaires et robustes, mais évolutifs. Parallèlement, l'habitat européen doit perdre ses caractéristiques trop métropolitaines et s'accroître d'espaces de plein air indispensables, loggias, balcon, etc. À terme, Européens et Musulmans, éduqués par la pratique de l'habitat collectif, se retrouvent dans des immeubles pourvus d'air, de lumière, d'espaces libres; la modernité architecturale permet l'assimilation de tous, et l'accession de tous les Algérois à une urbanité qui leur fait souvent défaut:

"Nous considérons que les exigences urbaines, autant que les nécessités sociales, appellent la maison collective dont le volume doit varier suivant l'importance de la ville et non suivant les origines de ses futurs occupants"(24).

Ces idées banales - l'habitat collectif donne le sens de la vie en communauté, la standardisation des conditions de logements fait disparaître les distinctions sociales - justifient en métropole la construction des grands ensembles. Mais elles prennent à Alger un relief particulier: on y devine les prémices du projet que Jacques Chevallier tente de réaliser de 1953 à 1958 avec l'aide de Fernand Pouillon: faire d'Alger une véritable ville moderne en offrant à tous un logement social de qualité brassant des populations d'origine et de condition différente.

(1) Alexis de Tocqueville, *De la colonie en Algérie*, présentation de Tzevan Todorov, Complexe, 1988, p. 169.

(2) On s'appuie ici sur les archives de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC); le versement du 08/02/57, 22/2-22/5, comprend l'ensemble des interventions du Congrès d'Alger de mai 1952; toutes les citations sont extraites de ce versement; nous remercions le Comité scientifique du colloque "La CDC, la Seconde Guerre mondiale et le XXe siècle", ainsi que P.Y. Aigrault et F. Grélaud, archivistes, de nous avoir communiqué ces documents.

(3) Jean Canaux, vice-président de la Société française des urbanistes, "Une politique foncière urbaine", rapport au XIIe Congrès d'Alger.

(4) Xavier Malverti, "Heurs et malheurs de l'architecture algéroise", p. 166-173, in *Alger 1940-1962 Une ville en guerre*, Paris, Mémoires, n° 56, Autrement, 1999. Voir aussi l'intervention de J.P. Frey au présent colloque, p. 9.

(5) Annie Fourcaut, "La CDC et le logement social de la loi Loucheur à la guerre: un constat d'échec?", colloque "La CDC, la Seconde Guerre mondiale et le XXe siècle" Paris, novembre 2001, à paraître.

(6) "Compte rendu du Congrès des organismes d'HLM à Alger (mai 1952)"; il s'agit du compte rendu fait par le représentant, anonyme, de la CDC.

(7) Sabine Effosse, *L'invention de la construction immobilière aidée en France 1937-1967. Histoire d'une procédure publique de financement du logement privé*, thèse, dactylographiée, Université de Paris X, 2001, 2 vols; sur l'Algérie, voir p. 254-257.

(8) Henri Deroy, ex-directeur de la CDC et directeur du Crédit Foncier, effectuée en octobre 1947 un voyage en Algérie, où il rencontre longuement le directeur général des Finances de l'Algérie, Roger Goetze; c'est là que les deux hommes mettent au point ce système particulièrement avantageux pour les emprunteurs. Cf. Sabine Effosse, op. cit., p. 255.

(9) "Le problème du logement en Algérie", Bureau central de la CDC, rapport du congrès d'Alger.

(10) Idem.

(11) Germaine Tillon, "Ces hommes qui ont travaillé à Billancourt, à Saint-Denis, dans les hauts fourneaux lorrains, qui ont combattu à Verdun (...) ne sont pas des hommes d'Orient. Faute d'instruction, de technicité et de ressources, les trois-quarts d'entre eux ne sont pas non plus des hommes d'Europe. Que sont-ils alors? Des Algériens du

vingtième siècle, et croyez- moi, ce n'est pas une situation enviable. Comme disait un vieux Kabyle: " Vous nous avez conduits au milieu du gué et vous nous y avez laissés. ", L'Algérie en 1957, Paris, Les Editions de Minuit, 1957, p. 23.

(12) Gwenaëlle Legoullon, La politique des cités d'urgence 1954-1958, mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Paris I, dir. Jean-Louis Robert et Annie Fourcaut, 2000.

(13) Germaine Tillon, op. cit, p. 27.

(14) Voir par exemple les images du film documentaire d'Eli Lotar et Jacques Prévert, Aubervilliers, tourné en 1945 à la demande de Charles Tillon, nouveau maire d'Aubervilliers, et sorti en 1946.

(15) " Le problème du logement... ", rapport cité, non paginé.

(16) On peut aussi penser que cette ruralité dominante est un produit de la politique coloniale française en Algérie: " In Algeria french policies led to the virtual obliteration of pre-colonial towns, whereas in Tunisia and Morocco, the older urban forms coexisted to an appreciable extent with the new. ", Rabah Boudebaba, Urban growth and housing policy in Algeria A case study of a migrant community in the city of Constantine, Avebury, Ashgate Publishing limited, Brookfield, 1992, p. 49.

(17) " L'habitat des Musulmans dans les villes d'Algérie ", Rapport de M. Lathuillière, architecte conseil du Gouvernement général, mai 1952, p. 18.

(18) Idem, p. 19.

(19) " Le problème de la Casbah d'Alger ", rapport de M.P.Molbert, ingénieur en chef de la ville d'Alger, mai 1952.

(20) " Le problème du logement... ", rapport cité.

(21) M. Lathuillière ne recule pas devant l'autocritique de ce qu'il a construit au Clos Salembier, de petits logements mitoyens sur un étage, avec petite cour et claustras: " Non, il ne faut plus gaspiller de crédits pour réaliser, sous l'égide de la France, à peine mieux que ce que l'on veut faire disparaître. Nous avons tous fait des expériences de cette nature et probablement de bonne foi avec l'excuse de n'avoir eu, à l'époque, ni matériaux ni moyens matériels permettant de faire mieux. ", rapport cité, p. 23.

(22) Annie Fourcaut, La banlieue en morceaux. La crise des lotissements défectueux en France dans l'entre-deux-guerres, Grâne, Créaphis, 2000.

(23) M. Lathuillière, rapport cité, p. 25

(24) Idem

sociales locales. Les rôles mondiaux ou internationaux des grandes villes ne peuvent se déployer que si les structures urbaines et les organisations sociales locales les accompagnent. On sait ce qu'il en est advenu, comme si quelque monstre national, à l'image d'Ouranos dans le mythe grec de la création du monde, ne pouvait s'empêcher de manger ses enfants, face à Gaïa, déesse de la terre: la ville moderne se semble pas ou plus pouvoir absorber ces populations qui viennent d'ailleurs, et notamment d'une terre qui ne les fait plus vivre.

Toutes choses égales, et pour revenir aux thématiques de ces journées, il ne peut être question d'Alger, de ses formes urbaines, de son architecture et de sa modernité sans tenir compte de ce qu'elles doivent à l'histoire et à ses péripéties. En effet, mon propos porte essentiellement sur le constat que la ville d'Alger, considérée dans des limites restreintes ou plus larges et plus ouvertes au grand Alger, n'aurait jamais pu développer jusqu'à leurs termes les prémices de modernité qu'elle avait su cependant faire naître et déployer dans ses espaces urbains et sociaux. Comme si, de façon répétitive ou récurrente, ce qu'on appelle la modernité, avec ses ambiguïtés et ses contradictions, calait devant ce qu'elle dévoile ou met à nu.

Alger et l'Algérie ont presque toujours tenu (et sans aucun doute encore aujourd'hui) des positions particulières dans les représentations collectives et les imaginaires français. Reflet et symptôme de l'histoire urbaine, sociale et politique française au travers de ce que certains ont pu qualifier de "gouvernement à distance", support pratique et symbolique territorialisé des relations complexes passées mais vivaces entre les colonisateurs et les colonisés(1), Alger cristallise au fil du temps et de ses rythmes propres, les horizons d'attente, forcément contrastés, des diverses communautés nationales, religieuses et culturelles, et cela tant en France qu'en Algérie(2).

Quelques rappels.

Nombreux ont été les écrivains ou les peintres épris d'orientalisme qui, débarquant à Alger dans la seconde moitié du 19^{ème} siècle ou au début du 20^{ème}, découvrirent avec regret ou amertume qu'ils avaient voyagés pour rien ou pour pas grand chose. "Alger ne serait qu'un mauvais reflet de Marseille et les maisons construites par les Européens ne se signaleraient que par leur vaine prétention à imiter la rue de Rivoli" écrit Théophile Gautier en 1862, révisant de la sorte en termes assez critiques un premier jugement de 1845. Quelques temps plus tard, Isabelle Eberhardt décrit successivement ses enthousiasmes et surtout ses déceptions parce qu'elle ne trouve pas dans la ville d'Alger de quoi satisfaire ses aspirations à l'exotisme, à l'orientalisme et à

l'indigénisme(3). Face à ces déceptions, nombreux sont les colons ou même les métropolitains engagés dans des opérations foncières, immobilières ou industrielles qui envisagent dans le développement et la croissance d'Alger une opportunité sans égale pour s'enrichir ou tout au moins pour valoriser à bon compte des épargnes et des capitaux: "Alger est un immense chantier dans lequel l'immobilier devient l'un des investissements les plus sûrs et les plus rentables, non seulement de la Colonie, mais de la France. (Alors que la rente locative était d'environ 5 % à Paris, elle est de 15 à 20 % à Alger). Désormais, ce sont de véritables immeubles de cinq ou six étages, toutes des constructions dues à l'initiative privée, qui bordent les boulevards au tracé régulier d'une largeur supérieure à 12 mètres", nous rappellent les maîtres d'œuvre de la publication d'Autrement(4).

On saisit ainsi ce qui va constituer les socles de la plupart des politiques urbaines et architecturales et ce qui règlera pendant longtemps les formes de l'agglomération algéroise. Si, contrairement aux autres villes et pays du Maghreb, l'interpénétration des habitats et des populations a pu constituer une des spécificités d'Alger, il convient de souligner les aspects mythiques et les dimensions politico-idéologiques de cette réalité. De l'appel de Napoléon III en 1865 qui demande aux Algérois venus l'accueillir de "traiter les Arabes, au milieu desquels vous devez vivre, comme des compatriotes", jusqu'aux dernières vagues et soubresauts de la fraternisation et de l'intégration proposées aux musulmans au début des années 1960, presque un siècle plus tard c'est à dire beaucoup trop tard, il y eut de longs temps pour façonner l'urbanisme et le paysage algérois, sans que les populations arabes et musulmanes ne soient invitées à y participer ou même simplement à se faire entendre (destruction de la basse Casbah par exemple).

Certains ont pu de la sorte tenter de distinguer divers visages de l'urbanisme colonial en Afrique du Nord: le style du vainqueur se différencierait de celui du protecteur(5). Le premier proposerait ou imposerait une interpénétration voire une intégration structurellement inaboutie (parce que sans doute impossible) entre la ou les traditions arabes et la modernité européenne, et entre les diverses populations. Le vainqueur viserait une modernisation à marche forcée du pays qu'il conquiert, ou faute de pouvoir le faire dénierait aux habitants d'origine le droit ou la capacité à intervenir dans les affaires publiques. Le protecteur par contre accepterait bon gré mal gré la coexistence de sociétés distinctes, chacune marchant à son rythme vers des modernités plus ou moins convergentes.

On reconnaîtra des différences de doctrine relatives aux conditions de la colonisation, comme d'autres qui concernent la décolonisation: l'autonomie interne était consacrée dès 1954 en Tunisie; l'indépendance dans l'interdépendance en 1955 au

MIROIRS, REFLETS ET GLACES SANS TAIN. LA MODERNITE COMME POLYSEMIE

Bernard Haumont

Résumé:

Alger et l'Algérie ont presque toujours tenu (et sans doute encore aujourd'hui) dans les représentations collectives et les imaginaires français des positions particulières et symptomatiques de cette relation complexe et encore vivante entre le colonisateur et le colonisé autant sinon plus que le Maroc ou la Tunisie. L'Algérie a occupé pendant longtemps une place centrale dans la construction de ces représentations, mais sur des bases fort différentes puisque, d'une part l'orientalisme et l'arabisation ont été partiellement écartés au profit de la modernité (ou tout du moins de certaines représentations de celle-ci), et que d'autre part la guerre d'indépendance et ses conséquences ont occulté de nombreuses réalités.

Notre communication porterait sur les façons dont quelques observateurs ou praticiens français ou européens de l'architecture ou de l'urbanisme (depuis 1945) ont pu mêler (ou tenter de mêler) dans leurs regards, leurs analyses ou leurs propositions des représentations autochtones et des visions "modernes". Notre argument principal est que, pendant cette déjà longue période, il y a eu de très nombreuses recherches et propositions pour développer des programmes ou des projets architecturaux et urbanistiques importants *a priori* acceptables par les diverses communautés, mais qu'elles n'ont pas trouvé en général les accords culturels, sociaux ou politiques nécessaires pour leur réalisation (à quelques exceptions près). Ces échecs sont inscrits évidemment dans des temps de conflit ou de guerre, mais ils reflètent aussi les difficultés que les diverses idées de modernité et de modernisation urbaine développées par les praticiens ont rencontrées, et surtout les façons dont elles ont achoppé sur d'autres attributs et réalités de la notion de modernité, lorsque mise en œuvre par les colonisateurs d'abord, puis par d'autres formes sociales, culturelles et politiques ensuite.

Avec cette communication, nous entendons de la sorte interroger sociologiquement les rapports actuels et contemporains à la modernité: comme question sociale et comme mouvement architectural, et aussi comme prise en compte des usages et des

comportements de la part des citadins et des citoyens.

"Lumières sur la ville", tel est le très beau titre de ces rencontres. Vues de France cependant et rapportées à Alger, ces lumières sont intermittentes, voire fluctuantes comme un phare qui va et qui vient, tantôt lumineux, tantôt sombre ou obscur. Alger, et sans doute plus largement l'Algérie, brillent en effet de mille feux, dont les uns soulignent la vivacité et l'aspiration à la modernité des populations, et dont les autres, malheureusement, conduisent à des fournaies et à des cendres. Comme si, plus ou moins régulièrement, les multiples efforts menés pour faire d'Alger une grande métropole africaine ou mondiale, se consumaient eux mêmes face aux difficultés et aux contradictions de l'indépendance et de la modernité.

Je ne peux à cet égard résister à l'évocation de deux moments de ma vie, d'abord comme étudiant, ensuite comme sociologue de la ville. Je suis venu pour la première fois en Algérie et à Alger dès 1962, immédiatement après le cessez le feu et la déclaration d'indépendance: il s'agissait alors de concourir à l'émancipation et à la formation de la jeunesse, puisque pendant quelques mois à Philippeville-Skikda, j'ai participé à des cours et à des enseignements réunissant des jeunes adolescents algériens pour les aider à accéder aux "savoirs modernes" de l'époque. Je ne suis pas sûr, depuis que l'arabisation de l'enseignement primaire et secondaire ait participé à cette modernisation que nous étions nombreux, tant en Algérie qu'en France, à appeler de nos vœux. Je crois profondément qu'avec cette mesure, Alger au premier chef s'est coupée d'une des sources de sa modernité: elle repose justement sur la confrontation des deux langues et des deux cultures.

De Montréal à Abidjan les exemples sont pourtant nombreux de confrontations positives. Plus tard, dans les années Bourmediennes au milieu des années 70, il s'est agi dans le cadre d'un travail mené pour la DATAR de réfléchir aux grandes villes, capitales ou métropoles, susceptibles de jouer un rôle important dans la géographie et la géo-politique mondiale: Alger, avec Montréal et Singapour furent retenues avec quelques autres comme villes emblématiques de l'émergence de nouvelles polarités régionales ou mondiales. Il faut reconnaître que ces villes furent choisies comme terres d'enquête parce qu'elles se trouvaient, et se trouvent encore pour certaines d'entre elles, à la confluence de courants culturels et de flux économiques qui en faisaient à l'époque des villes candidates à des rôles internationaux sinon mondiaux. Depuis, il est vrai, les problématiques concernant les grandes villes se sont transformées au profit d'interrogations sur les villes mondiales et surtout globales. Retenons dans cette perspective que les rôles et les fonctions susceptibles d'être assumés à l'échelle du monde s'appuient sur des structurations

Maroc. Et en mars 1956, ces deux pays étaient indépendants. Exemples supplétifs s'il en était besoin aux revendications et aux actions armées des indépendantistes algériens. Retenons en pour l'instant que l'indépendance algérienne a été acquise dans la lutte, le sang et les larmes, comme si tout devait se passer dans la violence, et plus tard dans sa sanctification.

A ce point et pour aller vers des périodes plus proches de nous et surtout se rapportant à la ville, on ne peut manquer d'évoquer Le Corbusier et ses contradictions, bien qu'il convienne de resituer ces dernières dans les évolutions de sa réflexion et de ses projets. De ses grands projets pour Alger (Plan Obus de 1932 en particulier) à ses découvertes puis à ses ralliements à l'architecture méditerranéenne, matifiée d'Algérie, de M'Zab et d'hellénisme, on peut percevoir que du Modulor au brise-solcil l'inspiration corbuséenne se nourrit tout à la fois de la représentation d'un homme abstrait, "l'homme biologique", et de symboles et de signes essentiellement inscrits dans les seules perceptions visuelles, physiques ou esthétiques: "La clé c'est regarder... regarder/observer/voir/imaginer, inventer, créer"(6). Dans cette perspective, l'homme réel, concret, est assez largement absent, et le caractère arabe des choses, des bâtiments et de l'urbanisme dans une compréhension anthropologique ou historique ne l'intéresse que de façon très secondaire(7). Sans doute peut-on associer à ce constat de désintéressement pour les populations algéroises au profit de la seule architecture ce qu'il est maintenant convenu d'appeler l'Ecole d'Alger avec ses tentatives d'exprimer un modernisme architectural, sous le soleil d'Afrique et sous le regard du CIAM. Dans ce sens, il serait souhaitable de se livrer à des analyses fines de la commande et de ses conditions qui permettraient d'éclairer les voies quelque peu divergentes bien qu'intrinsèquement liées de la modernité coloniale et d'une modernité algéroise bien que non arabe.

Une grille d'analyse.

Ces rappels, annoncent et illustrent les thèmes principaux de mon propos: les contradictions et les polysémies de la modernité architecturale et urbaine. Les questions qu'elle soulève semblent être au cœur de la question algéroise (et peut être algérienne): la tension permanente et souvent déçue, contrairement à d'autres villes, pays et sans doute à d'autres démocraties, entre d'une part des "horizons d'attente" propres à des individus, des groupes et des communautés qui ne trouvent que rarement les possibilités de formuler leurs aspirations, et d'autre part des "espaces d'expérience" dont ces mêmes individus, groupes et communautés sont différenciellement porteurs. Il ne faut pas ici sous-estimer les nécessités de "mise en récit" ou de "mise en intrigue" que tout projet collectif requiert et qui en constitue la

base sinon le ciment; encore faut-il également prendre en compte cette tension et les décalages, les déceptions et donc aussi les révoltes incorporées ou éclatantes qu'elle peut dans certaines circonstances entraîner ou provoquer(8). Dans ce sens, la multiplication des divers plans et schémas de développement d'Alger, depuis le Plan de Constantine jusqu'au schéma d'aménagement métropolitain, en passant par le POG (1971-1975) du Comedor, le PUD (1981-1983) du CNERU, ou encore de PDAU de 1991-1993... laisse à penser qu'il n'y a pas de réflexion approfondie sur Alger, sa croissance et ses transformations urbanistiques, sauf à l'envisager comme grande capitale du 21ème siècle. Cet objectif, sérieux, ne semble pas toutefois entraîner l'adhésion des populations, trop lourdement confrontées à des questions d'habitat et de logement dans la quotidienneté de la vie. Dit autrement, un destin mondial ou international d'Alger ne pourra se jouer et surtout se réaliser que si une part importante de la population est à même de se reconnaître dans un tel projet.

C'est dans cette perspective, ou plutôt avec cette grille d'analyse, qu'il paraît possible d'envisager la modernisation d'Alger, ses réussites et ses échecs depuis la fin de la seconde Guerre mondiale, soit depuis plus d'un demi-siècle. C'est à dire le temps pour reconsidérer plutôt qu'évaluer ces dernières décennies. Cette reconsidération doit être menée en relation avec quelques grandes tendances et évolutions propres à la situation coloniale et aux conditions d'émergence puis de consolidation de l'état d'indépendance. Les phénomènes permanents de destruction/restructuration s'inscrivent dans ce qu'on peut envisager comme la règle des taux inégaux de changement: certains traits des systèmes culturels se transforment plus rapidement que d'autres. Ainsi par exemple, la démographie, les aspects de la quotidienneté... évoluent plus fortement que l'économie, les techniques ou encore les modalités et les conditions de l'urbanisme. Et très certainement la ville d'Alger a enregistré et enregistre encore ces taux différentiels de changement qui sont partiellement à l'origine des différences et des décalages entre les horizons d'attente et les espaces d'expérience.

Une périodisation nécessaire.

Une périodisation même rudimentaire doit être esquissée afin de proposer un minimum d'intelligibilité aux mouvements démographiques, sociaux et urbanistiques caractérisant Alger depuis près de soixante ans. Quatre périodes peuvent être a priori retenues. Chacune met en jeu et en scène dans la ville des dimensions et des tensions spécifiques aux rythmes et aux formes des modernisations envisagées ou mises en œuvre, et

ainsi diverses conceptions de la modernité urbaine, puisque leurs termes et leurs contenus varient fortement d'une époque à une autre. Les façons dont les relations spatiales et territoriales entre les diverses populations sont successivement abordées sinon traitées fournissent en effet des indicateurs puissants quant aux tensions mentionnées entre horizons d'attente et espaces d'expérience, ainsi que sur les écarts existants entre des modernités (comme projets, voire comme utopies) et des modernisations (comme réalisations et donc comme mesures de la réalité).

Le sociologue que je suis se trouve ici confronté à une difficulté majeure puisqu'il s'agit de qualifier et de distinguer les temps de la vie qui ne sont que rarement simultanés aux temps de la vie politique, ni d'ailleurs à ceux des mouvements culturels et sociaux des populations. La multiplication évoquée des plans, schémas et autres grands projets par la ville d'Alger, depuis 1962 notamment, atteste de ces décalages permanents, où tantôt le rythme de la vie politique tend à s'assujettir celui de l'élaboration des plans, et à tantôt le rythme de la croissance démographique et de son déploiement sur le territoire tend à dévaluer les périmètres des projets, avant même qu'ils ne soient finis d'élaborer.

C'est pourquoi j'aurais tendance à reconnaître quatre périodes successives dans l'histoire d'Alger depuis la fin de la seconde guerre mondiale, en étant tout à fait conscient d'une part que ce découpage présuppose un certain point de vue, et d'autre part qu'il est également nourri de ruptures et de mouvements plus lents et plus longs, dont certains parfois restent longtemps souterrains.

Ces quatre périodes peuvent schématiquement être reconnues:

- une période de modernité coloniale et libérale (1945-1954), où le cosmopolitisme de la colonie et l'imbrication relative des habitats ne doivent pas masquer les distances culturelles et sociales existantes entre les diverses communautés;
- une période de modernité constructive et technique (1954-1962) pendant laquelle les efforts enfin menés en faveur de l'habitat, pour tous et pour urbaniser les populations migrantes, sont rattrapés par la guerre et les mouvements vers l'indépendance, Alger jouant alors un rôle phare et contrasté, de Jacques Chevalier à la bataille d'Alger;
- une période de modernité internationale et bureaucratique (1962-1988), où l'affirmation de la ville d'Alger comme une des capitales du Tiers Monde s'est progressivement perdue dans des réalisations emblématiques sans que des solutions urbaines ne soient mises en œuvre au profit des populations algéroises;
- une période de modernité régressive (1988-2000), où les

problèmes algérois et la question urbaine sous-jacente n'ont pu à nouveau trouver de solution ou de résolution après les grandes manifestations en faveur de l'habitat et du logement et des conditions de vie. La libéralisation économique s'est avérée insuffisante, tandis que l'émergence d'un fondamentalisme armé a paradoxalement renvoyé à plus tard la résolution de la question urbaine.

Avec cette périodisation, évidemment globale et qui de ce fait ne s'arrête pas aux conjonctures ou à des événements plus factuels encore, il s'agit de rendre compte des façons dont la modernité urbaine comme aspiration partagée et comme réalité vécue est fréquemment restée distante des besoins des couches populaires ou moyennes tout en modelant fortement les espaces algérois. Soit par des édifices ou des aménagements importants, soit par des choix déterminants pour la période suivante.

On retiendra cependant trois choses au moins de cette périodisation proposée:

- sauf exception, l'urbanisation d'Alger, de 1945 à maintenant, s'est faite beaucoup plus au coup par coup, selon des opérations plus ou moins exemplaires mais souvent uniques ou selon des "coups partis", élaborés à un certain moment, mais sans que ceux-ci trouvent réellement place dans les options suivantes. De ce fait, Alger semble changer par fragment ou par segment, sans qu'une vision d'ensemble ait pu ou su imposer durablement ses choix. La situation géographique et surtout morphologique de la ville d'Alger encourage très certainement ces coupures et ces césures dans le temps et l'espace. Certains iront même à penser ou à dire que cette fragmentation urbaine participe au charme et à l'agrément de la ville. D'autres souligneront au contraire que cette fragmentation concourt fortement et durablement aux difficultés des transports et de la circulation des habitants, en même temps qu'elle ne peut donner une représentation claire ou dynamique de la ville, sans compter les problèmes d'accessibilité à quelques grands services publics;
- quelle que soit la période considérée, le pouvoir urbain semble avoir été confisqué par certaines couches ou catégories sociales au détriment de la majorité résidente: processus courants ou communs dans les situations coloniales, processus moins fréquents dans les situations d'indépendance, même si nous savons tous que celles-ci, du moins pendant un certain temps, ne reflètent pas des positions de classe, au sens habituel du terme. De plus, peut-être faut-il considérer que le FLN et l'ALN après les affrontements post-indépendance sont restés marqués par des attitudes ou des sentiments hostiles sinon tout au moins défiant vis-à-vis de la ville et de la capitale en particulier;
- les composantes cosmopolites de la ville, dimension déterminante de son aura et de ses influences, ont

progressivement diminué: des départs massifs des pieds-noirs, toute origine confondue, aux migrations plus lentes ou plus discrètes des années 70, 80 et 90, force est de reconnaître que nombreux sont les personnels qualifiés et les intellectuels qui ont choisi l'émigration, temporaire ou définitive. Sans évoquer évidemment les étrangers. Dans ce sens, un appauvrissement certain de la vie urbaine algéroise s'est opéré: initié avec la décolonisation, conforté par les choix politiques suivants, ces mouvements de recentrage de fait sur des populations homogènes se sont accélérés avec les années noires de lutte contre l'islamisme.

Quelques exemples.

Ces constats généraux n'épuisent pas, bien évidemment, les explications possibles pour comprendre aujourd'hui la situation de la ville d'Alger. Dans ce sens, je voudrais évoquer par mémoire et plutôt à titre méthodologique deux périodes successives de l'histoire de la ville d'Alger: de 1945 à 1954, puis de 1954 à 1962. Je laisserais volontairement dans l'ombre les périodes suivantes, n'étant ni le plus informé, ni le plus qualifié pour les aborder.

La modernité coloniale.

De 1945 à 1954, les mouvements migratoires dominent progressivement les situations urbaines algériennes et de la sorte les évolutions de la ville d'Alger. La modernisation de l'agriculture et de la viticulture, pousse vers les villes, Alger et la Mitidja notamment, une quantité importante de population tout à la fois coupée de ses bases locales, tribales et familiales et peu familière des mondes urbains. Des flux importants de population s'orientent vers les villes littorales algériennes d'une part et vers la métropole française d'une autre. Cette dernière attire une main d'œuvre peu coûteuse pour ses industries plus ou moins taylorisées ou en voie de l'être: sidérurgie, automobile, construction et travaux publics... On assiste ainsi à une modernisation poussée et rapide, mais dont les termes sont totalement commandés par des impulsions extérieures: lobbies agricoles et coloniaux présents en Algérie et en France; reconstruction et modernisation de la métropole, bien que leurs effets et leurs conséquences s'appliquent d'abord (retombent sur, serait-on tenté de dire) de façon particulièrement dure aux populations arabes et musulmanes en voie d'urbanisation(9).

Durant cette période se constituent à Alger ou à ses abords divers habitats spontanés pour lesquels les autorités publiques d'une part, les praticiens et les professionnels de l'architecture et de

l'urbanisme d'une autre, ne se mobilisent que peu. Cette période est plutôt marquée par les intérêts portés aux populations européennes en matière d'habitat et d'équipement. Des logements sociaux, de facture proche de ceux réalisés en métropole à la même époque, sont ainsi construits.

Toutes choses égales, les crédits majeurs de l'Etat français s'orientent vers la guerre d'Indochine ou vers la reconstruction de la métropole, ce qui ne laisse que peu de place pour l'Algérie et pour Alger, pourtant considérés alors comme départements français.

De façon sélective, des immeubles d'habitat et des équipements de qualité sont réalisés dans la ville européenne. Ainsi trouverait-on à Alger des architectes qui se mobiliseraient et s'engageraient aisément auprès de clients et de commanditaires français, plus à même de "goûter" et d'apprécier la modernité dont ils seraient les porteurs(10). Il serait possible que ces intérêts portés principalement vers la clientèle et les administrations européennes et françaises correspondent au rejet partiel des "architectes modernes" des marchés métropolitains de la commande. Cela reste toutefois à vérifier.

On ne peut être que frappé, rétrospectivement et donc avec un regard oblique, du contenu des catalogues ou du panthéon des réalisations "modernes" aujourd'hui reconnues. Ils sont presque exclusivement constitués de bâtiments ayant des fonctions d'équipement ou de logement pour les cadres et les employés de l'administration ou des grandes sociétés; aucune ou presque destinée aux populations musulmanes et arabes n'apparaît digne d'y figurer au titre des bâtiments remarquables(11). A l'opposé, les cités de recasement destinées en principe à résoudre la question des bidonvilles et des baraquements restent médiocres et surtout peu nombreuses, bien que le Plan régional d'urbanisme de 1948, conçu par Maisonneuse et Watez ait projeté la réalisation de programmes importants de logement sur les plateaux. Les moyens ne furent cependant pas apportés.

Les populations arabes d'Alger, entassées dans les quartiers traditionnels ou agglomérées dans des bidonvilles et donc déjà "mal loties", rencontrent de surcroît les difficultés liées à l'absence de travail. L'industrialisation, engagée en 1946 dans le cadre des Réformes musulmanes n'est pas poursuivie et le Plan quinquennal ne fut pas réalisé. Fin 1954, seuls 15 000 emplois nouveaux avaient été créés: "Pratiquement, la population musulmane ne s'en aperçut pas"(12).

Trois aspects essentiels de cette période peuvent être retenus. Tout d'abord, la croissance démographique d'Alger, majoritairement musulmane et d'origine rurale, se traduit par l'accroissement et le déploiement très rapides des bidonvilles et

des occupations spontanées de presque tous les espaces disponibles. Contrairement à des processus généralement observables ailleurs, ces bidonvilles se localisent simultanément dans les périphéries de l'agglomération et dans les marges, les interstices et les intervalles de la ville bâtie(13). Cette situation nouvelle et surtout particulière à Alger s'accompagne de formes très fines d'interpénétration des habitats et des micro-situations ségrégatives singulières, qui tiennent plus cependant de la co-existence que d'une véritable mixité.

Parallèlement, les aspirations à une modernité voulue et non subie se font jour au sein des populations algériennes arabes. Les progrès de la scolarisation quoique encore timides (302 000 enfants musulmans scolarisés en 1954 contre 110 000 seulement en 1944) et surtout les effets sur les comportements et les consciences de l'émigration algérienne en France (1 adulte masculin sur 7 en 1954)(14) ont favorisé la prise de conscience de la co-existence de deux Algéries: l'une en voie de développement et d'enrichissement et qui profite essentiellement aux Européens, l'autre entraînée dans un processus élargi de paupérisation et de précarisation. Comme le souligne C.R. Agedon, cette prise de conscience a transformé assez radicalement la juxtaposition et l'imbrication des deux cultures: " les différences devenaient inégalités et injustices ".

Enfin, le poids des lobbies et des intérêts coloniaux doit être souligné: au sein des instances françaises, notamment parlementaires, ils pèsent très fortement sur les alliances et les accords de gouvernement de la 4ème République.

Jusqu'à un certain point, l'interpénétration mentionnée des habitats, parce qu'elle s'inscrit dans l'urbanisation des rapports coloniaux qui jusqu'à la seconde guerre mondiale étaient largement circonscrits dans les mondes agricoles et ruraux, accroît les distances sociales et politiques entre une société coloniale européenne et urbaine et une société musulmane fortement déculturée mais à qui il est demandé de s'acculturer promptement à une situation urbaine. En retenant que le système colonial constitue le contexte de référence à partir duquel prennent sens presque tous les comportements et en particulier les rapports entre les deux communautés ethniques. Sans doute est-on déjà dans une situation qui va favoriser " un face à face, qui n'exclut jamais le côté à côté ". Ambiguïtés des situations dont Alger va connaître les termes.

Une modernité constructive.

A partir de 1954, et jusqu'en 1962, les conditions de la guerre d'indépendance pèsent lourdement sur la situation algérienne et

dominent les formes et les modalités de l'urbanisme algérois. Aux efforts de Jacques Chevallier (1953-1958) et de ceux de l'Agence du Plan (1955-1960) avec P. Dalloz, G. Hanning et évidemment J.-J. Deluz et R. Descloitre, F. Pouillon ou R. Simounet et par le grand projet des Anassers, se substituent rapidement une administration et une gestion militaires caractérisées par le développement de cités de relogement, de recasement ou de regroupement. Les ambitions de J. Chevallier et des " progressistes "(15) sont progressivement battues en brèche et ainsi même les magnifiques programmes conçus par F. Pouillon distingueront l'habitat pour les européens de celui pour les algériens musulmans: de la sorte les objectifs affichés, c'est à dire faire en sorte que " les Algériens (habitent) une véritable ville (alors que) jusque là, on n'avait offert aux musulmans que du bidonville perfectionné ou des cités de recasement "(16) ne rencontreront qu'un succès partiel. Outre la différence de " confort " mentionnée, ces réalisations s'inscriront dans un tissu urbain peu structuré, qu'elles s'avèrent incapables de réorganiser. Ce constat évident aujourd'hui doit être toutefois replacé dans les débats d'alors: il est reproché à F. Pouillon en particulier par P.A. Emery et J. de Maisonneuve de consacrer encore et toujours la notion d'îlot alors qu'il faudrait aller vers les notions modernes d'unité d'habitation et d'espaces verts. On sait que J. Chevallier récusait cette orientation sur la base de l'analyse de la réalisation de B. Zehrfuss. On sait également que les architectes modernes puristes critiquaient les conceptions de F. Pouillon parce qu'il se consacrait à l'anecdotique en sacrifiant dans bon nombre de logements la vue et l'éclairage au nom de l'organisation urbaine générale et de l'importance donnée au logement lui-même(17).

Bien qu'inabouties d'un certain point de vue, les réalisations de F. Pouillon comme celles un peu plus tard de R. Simounet osaient toutefois affronter directement une certaine évidence: la modernité architecturale, référée aux populations algériennes, à leurs lignées et à leurs familles, ne se satisfaisait pas des espaces et des lieux proposés par les modernes. " L'espace retourné " selon la belle expression de Marc Côte exigeait une modernité spécifique avec laquelle certains ont essayé de travailler avec notamment un traitement particulier des espaces publics(18). Entre les actions et les programmes initiés par la municipalité Chevallier et les propositions formulées par l'Agence du Plan(19), les cités de recasement ou de relogement augmentent, en correspondance avec les volontés militaires de voir se regrouper les populations algériennes musulmanes afin de mieux les contrôler ainsi que leurs territoires. A nouveau, les moyens ne suivent que partiellement, et les " regroupements " plus ou moins spontanés, entraînent l'extension et la multiplication des bidonvilles, des habitats spontanés et illicites et des baraquements.

Dans ces contextes, le Plan de Constantine est élaboré et mis en œuvre. Le projet des Annassers est ainsi transformé, mais plus fondamentalement, il s'agit d'accélérer et d'accroître la production de logements et d'équipements afin que la population musulmane soit enfin convenablement logée et dispose des services minimaux de proximité (écoles, dispensaires...). Très ambitieux, le Plan de Constantine n'a pu ou su résoudre les multiples problèmes auxquels il était confronté, ni apporter les solutions aux questions que posait le développement des mouvements nationalistes, en particulier après l'année 1956 marquée par la dissolution de l'Assemblée algérienne, la réforme communale immédiatement confisquée par les militaires et les fameuses SAS, le congrès de la Soummam réorganisant l'ALN et le CNRA, et l'arrestation des principaux leaders du FLN. Relevons à cet égard, que la question urbaine, déjà et cependant pressante, n'est que peu présente dans les documents d'alors du FLN et de l'ALN. Comme si l'attachement rural d'un certain nombre de responsables ne leur avait pas permis de considérer vraiment la question urbaine.

Technocratique et centralisé, le Plan de Constantine, gaulliste voire gaullien dans sa forme et son contenu, reste déterminé sinon surdéterminé par la situation politique et militaire. La nomination de P. Delouvrier et l'installation le 10 février 1959 du Conseil Supérieur du Plan de Constantine visent à transformer les situations locales. Les conséquences de ce Plan sont visibles dans le paysage urbain d'Alger: la ville devient " le premier chantier de France "(20). Des investissements publics plutôt que privés sont fortement engagés. Si ce Plan envisage des réaménagements du territoire, en particulier dans les domaines de l'industrie et de l'habitat, il concerne aussi et évidemment la ville d'Alger. De grands programmes d'habitat et d'équipement sont envisagés dont certains sont mis en œuvre, en s'appuyant mais en les détournant de ce que l'Agence du Plan avait dans ses dossiers et en développant de nouveaux programmes. On peut certes regretter l'aspect bureaucratique et surtout technocratique de ce Plan, à l'opposé de ce que les animateurs de l'Agence avaient pu proposer antérieurement. Il faut cependant envisager le saut qualitatif et quantitatif que ce Plan envisageait: produire près de 100 000 logements en quelques années pour tenter de résoudre cette lancinante question du logement, notamment celle des populations musulmanes.

On a beaucoup glosé sur l'abandon des principes formulés par l'Agence du Plan et par G. Hanning. Encore faut-il se souvenir que cette période correspond aussi en France aux développements des grands ensembles et des grands programmes industrialisés de logements. Il n'y a pas eu de la sorte complot vis-à-vis de particularités algériennes: le temps des

grands ensembles et de l'industrialisation du bâtiment est à l'ordre du jour, ici ou là, et à ce titre il ne sera que peu étonnant de retrouver dès 1965 Paul Delouvrier pour présider aux destinées des villes nouvelles parisiennes d'une part, et à celles du Plan Construction visant à moderniser la branche, d'une autre.

Pour Alger, une politique quantitative se substitue à une autre plus qualitative sinon plus sensible, mais elle semble incapable de répondre à l'urgence de la question du logement. Encore faut-il reconnaître que si les premiers tourments de ces politiques d'habitat ont pu correspondre aux souhaits militaires de maîtriser les lieux et les espaces, les seconds rencontrent l'absence de prise en compte et en charge de différences possibles dans les modes de vie et dans les modèles culturels des familles au profit de normes générales d'habitat et de l'industrialisation de la construction. Cela sera également le cas en France.

Il reste que ce Plan, dans son souci d'essayer de régler la question du logement à Alger, a presque totalement négligé la question urbaine. Il a de plus entraîné à nouveau des différences fortes dans les façons de traiter les logements et les habitats des populations européennes et musulmanes: surface des logements, nombre de pièces, distribution de celles-ci, importance et localisation des pièces d'eau et des sanitaires... Tout en sorte pour qu'à nouveau " un gouvernement à distance " ignore les situations locales et de ce fait provoque un très grand nombre d'irritations et de frustrations, tout en se montrant sur le fond incapable de résoudre les problèmes posés.

Quelques rappels...

Que retenir de ces propos et de ce qu'ils ont cherché à mettre à jour dans des histoires complexes, dont seulement maintenant les fils paraissent pouvoir être saisis.

Alger, parce qu'à la fois préfecture et capitale, du moins durant la période coloniale, a hésité entre ces deux rôles. Plus tard, parce que capitale d'un Etat indépendant, Alger et les pouvoirs la concernant n'ont su ou pu choisir entre un projet de grande ville moderne, à la mesure des ambitions internationales du gouvernement algérien, et un projet plus social et politique visant à accompagner et à rencontrer les besoins d'une population croissante.

Aujourd'hui la ville et l'agglomération d'Alger sont certainement arrivés à un point névralgique voire gordien de leur développement: continuer à considérer, dans une ligne héritée de la colonisation, que les pouvoirs étatiques et urbains peuvent se tenir à l'écart ou à distance de la ville capitale, ou à l'inverse se confronter plus ou moins frontalement à l'avenir de cette grande ville qui n'est pas encore ni une métropole, ni une ville mondiale

mais qui pourtant en rassemble de nombreux atouts.

(1) Parmi l'actualité récente, les "regrettables incidents" du match de football France-Algérie ou à l'opposé les récits proposés par les journaux français et algériens de "l'accueil particulièrement chaleureux" fait au Président Chirac lors de sa visite à Alger et à Bal El Oued en décembre 2001, illustrent la vivacité et les ambiguïtés de la complexité des relations entre les deux pays.

(2) Il serait certainement éclairant de se livrer à un petit travail historique et sémantique se rapportant aux très nombreuses et diverses dénominations qui ont été successivement ou parallèlement utilisées pour désigner les populations présentes en Algérie: dans les documents administratifs et politiques, dans la presse, dans les parlers populaires ou savants... Une première esquisse avait été proposée par Myriam Karchi (DEA "Les représentations des populations et des habitats en Algérie dans les discours coloniaux", IUP Université de Paris XII, 1995) qui mériterait d'être prolongée et approfondie et surtout élargie aux discours algériens et nationalistes. De plus, il serait nécessaire de se livrer au même travail quant aux populations algériennes présentes en France, de 1ère, 2ème ou même 3ème génération.

(3) T. Gautier, cité par Lespès R.: *Alger, étude de géographie et d'histoire urbaine*, F. Alcan Paris, 1930, p. 245; I. Eberhardt, cité par Caduc E.: *Une capitale culturelle*, in *Alger 1860-1939*, Autrement, Paris, 1999, p. 74-100.

(4) Jordi J-J et Planche J-L.: 1860-1930: une certaine idée de la construction de la France, in *Alger 1860-1939*, op. cit., p. 38-39.

(5) Béguin F.: *Arabisations*, Dunod, Paris, 1983. Picard A.: *Architecture et urbanisme en Algérie*. D'une rive à l'autre, in *Figures de l'orientalisme en architecture*, Revue du Monde musulman et de la Méditerranée, n° 73-74, 1994, p. 121-136.

(6) Lettre de Le Corbusier à sa femme, lors de son séjour à Alger en 1931. Cité par Gerber A.: *L'Algérie de Le Corbusier, les voyages de 1931*. Presses polytechniques et universitaires romandes. Lausanne 1993.

(7) "L'architecture arabe nous donne un enseignement précieux. Elle s'apprécie à la marche, avec le pied: c'est en marchant, en se déplaçant que l'on voit se développer les ordonnances de l'architecture". Le Corbusier. *Œuvre complète*. 1929-1930. Boesiger. Zurich. 1934. p.24.

(8) On aura reconnu dans ces notions "d'horizon d'attente" et "d'espace d'expérience" d'une part, et de "mise en récit" ou en "intrigue" d'une autre, les façons dont Paul Ricoeur se saisit de concepts développés par la phénoménologie en général et H.R. Jauss en particulier pour élucider quelques principes à l'origine de la production de valeurs et de sens pour l'action. Cf. Ricoeur P.: *Temps et Récit*, 3 vol., Le Seuil, Points Essais, Paris 1991; et *Du Texte à l'action*, Le Seuil, Points Essais, Paris, 1998.

(9) On se reportera évidemment aux travaux de Pierre Bourdieu: *Sociologie de l'Algérie*, PUF, Que Sais-je ? Paris, 1961; et *Le Déracinement*, Ed. de Minuit, Paris, 1964. Voir aussi Tillon G.: *Le harem et les cousins*, Le Seuil, Paris, 1966.

(10) Cf. Monnier G.: *L'Architecture en France. Une histoire critique*, Ph. Sers. Paris, 1990, p. 339.

(11) Seul écart à ce constat, la mention que fait X. Malverti des constructions de la Cité du Clos-Salembier confiées à M. Lathuillière: *Heurs et malheurs de l'architecture algéroise*, in *Alger 1940-1962*, Autrement, Paris, 1999, p. 168.

(12) Ageron C.R.: *Histoire de l'Algérie contemporaine (1871-1954)*, tome 2, PUF, Paris, 1979.

(13) Descloitre R. et Reverdy J.C.: *L'Algérie des bidonvilles: le tiers-monde dans la cité*. Mouton, Paris-La Haye, 1961.

(14) Chiffres avancés par C.R. Ageron Op. cit.

(15) Peu de choses au départ devait conduire J. Chevallier, issu de la bourgeoisie et élu en 1946 député d'Alger avec le soutien d'H. Borgeaud, à passer d'un statu quo colonial "satisfaisant" à des tentatives (trop tardives ?) de s'allier avec les mouvements nationalistes algériens (cf ses articles dans l'Echo d'Alger du 19 au 26 décembre 1950). Rattrapé par la guerre et par les évolutions des mouvements nationalistes algériens (et sans doute aussi par ceux des défenseurs de l'Algérie française), J. Chevallier pourra notamment inclure à l'actif des 6 années de son mandat les 10 000 logements réalisés, l'engagement de 25 000 logements à Bachjarrah et l'ouverture de plus de 500 classes scolaires. Ces efforts certains pour instaurer le "dialogue entre algériens" vient très certainement trop tard: le gouvernement français auquel J. Chevallier participe depuis juin 1954 aux côtés de P. Mendès France est renversé en février 1955, tandis que les conseillers municipaux musulmans démissionnent, sont arrêtés ou rejoignent le FLN.

(16) F. Pouillon, entretien avec M.H. Contal dans la revue *Créé*, n° 209, 1986 - Voir également Pouillon F.: *Mémoires d'un architecte*. Le Seuil, Paris, 1968.

(17) Emery P.A.: *L'architecture en Algérie. 1930-1962*. In *Techniques et Architecture*. N° 329, fév.-mars 1980.

(18) Côte M.: *L'Algérie ou l'espace retourné*. Flammarion. Paris. 1988.

(19) On se reportera évidemment à l'ouvrage de J-J. Deluz: *L'Urbanisme et l'architecture d'Alger*. Mardaga et OPU. Liège-Alger. 1988. Et puis, plus récemment et plus subjectif encore Deluz J-J.: *Alger, chronique urbaine*. Ed. Bouchène. Paris. 2001.

(20) Espel F. et Dimka D.: *Alger, deuxième ville de France. La Pensée moderne*. Paris. 1959.

LA GESTION URBAINE AUX ANNEES CINQUANTE. ALGER

Afifa Bounab

Résumé:

Alger, aux années cinquante, connaissait de grands bouleversements aux plans social, démographique et politiques. La ville elle-même croissait de manière débridée, menaçant au sud le réservoir de belles terres agricoles, rampant lentement vers les piémonts de l'Atlas blidéen, à l'est étirant ses tentacules vers les petites agglomérations des piémonts de la Kabylie

(A. Bounab "Gestion urbaine et idéal urbanistique". Mémoire de Magister, bibl. E.P.A.U. p. 92/95.)

Les émeutes succédaient aux émeutes, révoltes de la faim, de la mal vie et du sentiment d'injustice se cristallisant en crise identitaire et d'appartenance nationale. Les grondements de la révolution armée se faisaient menaçants pour les fondements coloniaux, ajoutant aux discordances des voix métropolitaines et locales coloniales

(voir *Le 13 Mai du grand capital*, p.30, tome 3, "La guerre d'Algérie", J. Bonis, H.J. Douzon, J. Freire, P. Haudiquet, H. Alleg.).

Dans la cacophonie générale des intérêts qui se divisaient, et alors que la quatrième République jouait ses derniers accords, la ville d'Alger se densifiait en consommant ses ravins en cités de recasements pour les Algériens, en cités H.L.M sur les hauteurs, "doubles" lorsque les financements le permettaient (J.J. Deluz, J. Labruyère-Deluz, "Le logement social à Alger").

Dans l'urgence les opérations de logement se succédaient au gré des opportunités, des intérêts immédiats et des vieux réflexes discriminatoires. Sans doute du fait de l'effet colonial, le zonage admis par ailleurs comme moyen d'éviter les incompatibilités fonctionnelles, était un sujet de discorde sur lequel butaient T. Socard, H. Prost, G. Bardet... Alors que H. Prost avait tranché sur la question au Maroc en séparant les quartiers européens nouveaux des anciens quartiers autochtones par des zones de verdure hygiénique, "les ceintures vertes", (B. Taylor, "Discontinuité planifiée, les villes coloniales modernes au Maroc" in C.R.A n°9, p.46), T. Socard continuait de désapprouver les proximités abusives, "les mélanges trop brutaux", justifiant son attitude

par les traits géographiques d'Alger: "...morcelé, le site d'Alger se prête excellemment à la formule des "cités satellites,

"... des cités d'habitations à peuplement spécialisé avec leurs organes propres, leurs jardins et leurs parcs. "... Isolement de l'habitat, mais liaisons circulatoires".

(T. Socard in "Esquisse du Grand Alger", les Chantiers Nord Africains n°3, 1933). G. Bardet préconisait plus audacieusement "l'urbanisme de synthèse" dont l'un des attributs serait le brassage des différentes couches sociales occidentales, des kabyles et des arabes par des extensions stellaires dans lesquelles s'étageraient "comme les stratifications du site" les différentes habitations. (G. Bardet, "L'urbanisme de synthèse". In Le maître d'œuvre n°13, 15 Mars 1946) (voir également le mémoire de D.E.A de S. Almi, "Impact des théories fonctionnalistes de l'urbanisme sur les discours théoriques, juridiques et administratifs en Algérie", I.U.A.P Nov. 1982. Chap. IX. Progressisme et culturalisme triomphe des modèles.).

Le plan de Constantine allait radicaliser l'action urbanistique et ramasser l'ensemble des exigences en une stratégie d'actions sociales, économiques et militaires de manière à endiguer les mécontentements, et généraliser l'intervention de la métropole. (A. Bounab, "Gestion urbaine et idéal urbanistique" op.cit. Les espoirs du libéralisme français, p.119/121)... C'est dans ce contexte de crise aux multiples facettes que l'aventure de la gestion urbaine allait imprimer un tournant majeur de son évolution.

Les hygiénistes, ces utopistes concrets.

Historiquement la gestion urbaine (G.U) s'est constituée par la succession d'expériences théorisées a posteriori, entrecoupées de grands débats d'idées et de résolutions d'expérimentations. L'entre deux-guerres mondiales avait définitivement basculé le fait urbain dans le domaine de la puissance publique du fait de sa complexité et de sa vulnérabilité extrême.

Et, bien avant qu'on établisse la méthode scientifique de l'urbanisme, on se trouvait contraint de gérer la ville, donc de la produire et d'en contrôler la croissance. Ce fut la mission historique des hygiénistes dont le groupe de la villa Médicis réuni autour de Prost qui codifièrent les opérateurs et les modes d'intervention sur l'urbain, allant jusqu'à préciser les sujets de réflexion majeurs. Ils avaient désigné les colonies comme lieu d'expérimentation, à l'instar des premiers utopistes anglo-saxons qui cherchèrent l'ailleurs dans les

terres lointaines d'Amérique, loin des chicaneries administratives de la métropole, de ses lourdeurs et des enjeux électoraux. Le Maroc, l'Indochine, l'Algérie, autant de territoires vierges de traditions stériles où ces grands prix de Rome pourraient expérimenter leur vision de la production de la ville idéale en appui des autorités militaires et des édiles locaux. C'est la naissance de l'urbanisme municipal, du plan directeur hygiénique et du droit urbain; le plan, il est vrai, ne valant que par la personnalité de l'autorité publique, civile ou militaire sur laquelle s'appuyaient ces architectes.

H. Prost, en collaboration harmonieuse avec le maréchal Lyautey ouvrit une voie au Maroc et put réaliser la démonstration pour laquelle il s'était exilé. Il conçut le plan régional de Casablanca (1913/1923) en déployant les concepts, alors tout nouveaux, de zonage et de procédures d'urbanisme la loi Cornudet qui rend les plan d'aménagement et d'embellissement obligatoire parait en 1919 Rapidement, c'est-à-dire en 1928, il s'attaqua au plan d'aménagement et d'organisation de Paris. En Algérie, il laissera une empreinte moins marquante.

De la même manière, les actions des membres de la S.F.U (la Société française d'urbanisme, créée en 1913, était une section d'hygiène urbaine et rurale du Musée social) s'enchaînaient dans les colonies. Certains n'eurent pas à s'expatrier, tel T. Garnier qui mit en oeuvre ses convictions à Lyon en communion d'idées avec H. Herriot, alors maire de la ville et dont L.Benevolo décrit l'oeuvre ainsi: " Il a eu l'occasion d'appliquer ses concepts architecturaux à la ville de Lyon, et a construit entre 1904 et 1914 une série d'édifices publics et de quartiers d'habitation exemplaires, insérés dans un plan unitaire ".(Voir aussi in les Cahiers de la recherche architecturale, J.C. Delorme, " Les plans d'aménagement et d'extension des villes françaises ").

L'idée des hygiénistes tenait à la recherche du pouvoir, celui qui confère la puissance au plan d'urbanisme qui jusqu'alors restait un projet de papier strictement dépendant des aléas des enjeux supérieurs. L'alliance savoir/pouvoir résonnait comme un mode de ralliement à l'exercice de ce savoir nouveau; la G.U, dont l'énoncé de stratégie tenait lieu de théorie de l'urbanisme, réaffirmant par cette confusion des rôles ses compromissions dans les modes de gouvernement (G.Wright et P.Rabinow, " Savoir et pouvoir dans l'urbanisme moderne colonial ", in C.R.A). Car, pour les pouvoirs de France et des colonies, la mission civilisatrice de l'urbanisme était aussi une " variable politique clé " qui avait pour mission de reconquérir la confiance des Français ainsi

que l'expliquent G.Wright et P.Rabinow: " Cette attitude envers les différences culturelles et raciales, n'impliquait en aucun cas une croyance dans l'égalité, car l'architecture et la planification urbaine étaient considérées comme des moyens de démontrer la supériorité des Français comme civilisation, comme membre d'une race, de prouver cette supériorité aux populations indigènes et aussi aux Français eux-mêmes ". (in C.R.A,p.28).

M.Tafari quant à lui, tout en semblant ignorer les tentatives de l'urbanisme colonial et parlant de la formation de l'idéologie du mouvement moderne dira très justement: " La fin de l'utopie et la naissance du réalisme ne sont pas des moments qui s'enchaînent mécaniquement. En fait, à partir de 1840 environ, utopie réaliste et réalisme utopique coexistent et se compensent mutuellement. Le déclin de l'utopie sociale signifie l'effacement de l'idéologie devant la politique des choses mise en place par les lois du profit; il ne reste plus désormais aux idéologues de l'art, de l'architecture et de l'urbanisme, que l'utopie de la forme pour tenter de contrôler le désordre à travers l'ordre et trouver, dans une synthèse idéale, une totalité humaine." (M.Tafari, projet et utopie, p.46).

C'est pourquoi les questionnements se focalisaient sur la croissance urbaine, ses formes, ses modalités et ses instruments: quelle puissance opératoire devait-on attendre du périmètre d'urbanisation? Quel pouvoir de transformation devait-on accorder aux nouveaux établissements sur les anciens? Quels sont les seuils de croissance et comment définir la taille de l'intervention? Cette problématique nouvelle, par l'articulation et l'enchaînement des paramètres qu'elle introduisait, montrait une évolution des préoccupations de la filiation des utopies sociales ainsi reformulée par les membres de la S.F. U, tendus vers la réalisation, l'opérationalité.

L'ordre devait découler en premier lieu de la formulation conceptuelle de la croissance urbaine, de sa modélisation, par la recherche de systèmes, de règlements. T.Socard se préoccupa beaucoup de ces questions, produisant notes, théories et règlements (" La trame des villes ", 1945; " Les rapports élémentaires en urbanisme, contribution à la méthode du zoning "; " Réglementation des lotissements ", 1941; " Le plan régional du comté de Londres ", 1944) (in D.E.A, S.Almi,). Mais c'est sur la définition de l'unité urbaine de base que vont s'affronter les opinions les plus tranchées, recherchant un lien de correspondance entre l'organisation sociale hiérarchisée (G.Bardet), l'unité géographique, physique, ou symbolique (Poete), ou encore tel T.Socard

l'activité socio-économique et la "taille des échelons normaux d'agglomération minimum" et par là établir des seuils de densité optimum, des systèmes de hiérarchies d'équipements... L'idée d'une croissance par petits paquets de villes communautaires rattachés par un lien de hiérarchie fonctionnelle offrait l'espoir du développement organique maîtrisé, idéalement formulé par les utopies sociales, cependant normalisée, et réglementée. C'est "l'unité de voisinage", la cité satellite réinventée, prenant des connotations diverses selon les écoles, mais s'imposant comme une échelle d'intervention incontournable et nécessaire à la programmation spatiale.

Erreur méthodologique dira H. Lefebvre; simplisme conceptuel et absence de corrélation avec les niveaux de complexité des phénomènes urbains et des réalités sociales...

C'est pourtant cette simplicité d'usage qui séduira et présidera à l'élaboration du plan régional du comté de Londres d'Abercrombie et Forshaw; à l'aménagement du plateau des Annassers à Alger par G. Hanning; de Chandigarh par Le Corbusier en collaboration avec Forshaw; enfin de Brasília par L. Garcia.

C'est alors que le raisonnement prit une envergure essentiellement nouvelle dans la mesure où il conditionna la réalisation des modèles ainsi mis en place par la maîtrise d'œuvre, ce qui est le propre de l'urbanisme moderne (la G.U.), qualifié d'"autoritaire" par L. Benevolo, qui stigmatise ainsi l'alliance savoir-pouvoir, dans son ouvrage "Histoire de l'architecture moderne".

Ainsi, ces académiciens, grands prix de Rome et héritiers de la tradition de l'urbanisme haussmannien, posèrent les jalons de l'urbanisme centralisé qui allait présider aux opérations des grands ensembles d'abord, des villes nouvelles ensuite, abusivement attribué au C.I.A.M. Il fut expérimenté dans les colonies.

La gestion urbaine, un instrument de la théorie:

Les terribles destructions engendrées par la deuxième grande guerre précipitent les événements, poussent à la mobilisation des moyens et suscitent l'organisation de l'action de reconstruction. En France, deux lois feront date, en institutionnalisant l'action de l'architecte et en fixant les droits de l'usage du sol (loi du 9 mars 1940/41, publiée en 1946; loi du 23 février 1941 et 15 juin 1943). La charte de l'architecte reconstruteur, publiée par le Commissariat

technique à la reconstruction, instituait l'ordre des architectes (dont H. Prost était alors membre du conseil supérieur) ainsi que l'agrément aux tâches de la reconstruction.

En France, la reconstruction des villes détruites par les bombardements allemands engage des moyens d'études, de construction et de maîtrise d'œuvre encore inédits. On procédera par le remembrement de la propriété immobilière de manière à rationaliser l'intervention publique

(A. Kopp, F. Boucher, D. Pauly, "l'architecture de la reconstruction en France 1945/1953") "L'étude à grande échelle et portant sur des ensembles importants, la référence constante à la notion de planification spatiale et d'urbanisme, la mise en place d'un appareil juridique et administratif adapté à la situation d'après-guerre, constituent précisément cette nouvelle forme de maîtrise d'ouvrage caractéristique des opérations de la reconstruction." dira le collectif d'auteurs. L'unité spatiale d'intervention en plein tissu urbain à l'échelle du quartier et l'amélioration de la qualité du logement social seront caractéristiques de l'époque de la reconstruction et constitueront en soi des moments importants dans la constitution du capital expérience sur lequel se fondait toute la démarche résolument expérimentale de l'urbanisme moderne de gestion.

Ce savoir-faire apparaîtra dans les œuvres de F. Pouillon sur la commande inspirée de J. Chevallier alors maire d'Alger, tête de file du libéralisme colonial, époque ainsi évoquée à grands traits par J. J. Deluz: "1955/1958 - Période Chevallier maire d'Alger: l'idéal intégrationniste, le rêve de la ville méditerranéenne confrontés aux réalités coloniales. Appel à Pouillon. Création de l'Agence du Plan. Intervention de la "cité double" (une partie européenne, une partie musulmane) qui est une tentative d'intégration ethnique et la "flagrance de la ségrégation". (J. J. Deluz "Le logement social à Alger"). J. Chevallier avait consciemment intégré l'urbanisme dans ses stratégies politiques en s'appuyant sur la collaboration et le conseil des architectes dans son action municipale. La construction des célèbres cités était bien la promesse de changements des politiques coloniales à l'égard des musulmans, symboles que F. Pouillon avait si brillamment traduit par une architecture honnête, sans complaisance orientaliste, avec ce souci cependant de ne pas trop choquer, tout en exploitant le magnifique panorama du site par l'agencement des bâtiments de gabarits variés autour de places aux géométries et aux fonctions diversifiées, d'où la proximité de la mer reste sensible, si elle n'est pas visible, en permanence.

F. Pouillon qui était à la recherche d'un asile, trouva l'Eldorado, qui commença avec sa collaboration avec

J.Chevallier et se poursuivra avec autant de bonheur jusqu'à sa mort, avec le gouvernement algérien. C'était encore l'urbanisme communal, et F.Pouillon se mêlait peu d'urbanisme. Cette mission fut confiée à l'agence du plan (A.E.D.A.A) organe de réflexion et de prévision des opérations que la politique municipale devait entreprendre; un organe autonome, indépendant des services de l'administration, qui n'avait aucune mission de suivi ni de contrôle sur les directions et les services de l'administration. " Ce fut, en Mai 1954, que M. J.Chevallier me demanda de créer ce bureau d'urbanisme et d'en assurer la direction. Je m'estimais comblé de voir s'offrir à moi le soutien qui allait me permettre d'expérimenter librement et d'oser. Je voyais devant moi l'occasion de servir Alger, cité belle entre toutes et attachante. Et pensant à la France, à ses régions vivantes, à ses villes, à Paris je caressais l'espoir de leur faire et indirectement du bien en proposant par notre exemple une méthode d'urbanisme qui ne fût pas cette fois illusoire ". (P.Daloz, T.A., 1958.)

P.Daloz, qui avait une longue expérience de l'administration française (il avait dirigé le service d'architecture au ministère de la Construction de 1948 à 1958) avait succombé, comme ses prédécesseurs, à la tentation de l'aventure des utopies, car il redoutait les entraves de l'urbanisme administré; il recherchait le pouvoir d'exercer un urbanisme de gestion éthéré, libéré de la politique, des enjeux, et des règles stérilisantes. Il voulait expérimenter la méthode en laboratoire stérile déliée des entraves qu'il laissait à la métropole. " Dans un pays de juristes comme le nôtre, un document qui a reçu le sceau officiel peut faire échec même à la vie. " (P.Daloz, T.A., 1958). Alors que J.Chevallier escomptait une méthode de gouvernement des projets municipaux, P.Daloz espérait l'action libre, neutre. Sur ce point, ils semblaient d'accord "... Chevallier et Dalloz, idéalistes l'un et l'autre, voulaient, avant tout, faire une " belle ville ". A ce point de vue, le choix de Hanning ne pouvait être plus judicieux. Dans cette " foire aux illusions ", personne ne pouvait avoir raison. La faillite ultérieure de l'agence le montrera. " (J.J.Deluz, in Aperçu critique sur l'architecture et l'urbanisme à Alger). " L'architecture plutôt que la révolution ", dirait J.Chevallier; " Le pouvoir au bout du crayon ", semblerait rétorquer P.Daloz... (Ces expressions, qui sont bien entendu empruntées respectivement à Le Corbusier et à M.Castells nous semblent bien convenir à la situation des deux personnages).

De fait, ni l'un ni l'autre ne cachait ses opinions ("...Aujourd'hui, il est plus sûr d'avoir auprès de soi des demi-rebelles que des domestiques. ", J.Chevallier, in " La guerre d'Algérie ", op. cit.), ni ne ménageait ses moyens (P.

Daloz dut se séparer de Descloîtres, sociologue de l'Agence qui gênait trop de monde par l'orientation socio-politique qu'il imprimait à sa documentation). Cette entreprise municipale est l'image de l'alliance parfaite savoir-pouvoir, sans compromission directe avec l'administration coloniale.

L'aménagement du plateau des Anassers, une cité satellite, essai de villes nouvelles:

L'agence du plan ne se préoccupait pas des rhétoriques procédurières du Plan directeur d'Alger. Son objectif et sa démarche étaient précisément à l'opposé des logiques des raisonnements de droit et se maintenaient à distance des problèmes administratifs, position que lui conférait son statut. Pour l'aménagement d'Alger, l'agence avait formulé les grandes lignes d'orientation du développement de la ville à partir d'une analyse du site plus plastique et organique que prétendument scientifique. Similaire au site de Rio de Janeiro, la géographie d'Alger ne pouvait s'accommoder des solutions routinières et étriées qui résultent d'ordinaire des raisonnements confus et savants de l'urbanisme fonctionnaliste régulateur. L'agence avait résumé la problématique de la croissance d'Alger par un geste aussi limpide de clarté, l'équerre, que le projet Obus de Le Corbusier était foudroyant de simplicité. Par ce schéma graphique simple, G.Hanning résumait les analyses patiemment élaborées par l'équipe pluridisciplinaire que P.Daloz avait choisie pour outiller le raisonnement et aider à la décision. L'option du développement de la ville sur les hauteurs devenait une donnée évidente du site et des facteurs d'économie agricole de protection de l'Atlas blidéen. La ville devait organiser sa zone industrielle, le long de l'oued El Harrach, dont les rives étaient déjà mitées par les installations d'activités diverses, et l'habitat devait trouver où se loger sur les collines et les terrains interstitiels encore vierges selon une orientation d'implantation des bâtiments choisie de manière à satisfaire à la fois aux exigences d'ensoleillement du logement et de préservation des panoramas à partir de l'espace public, placettes, balcons urbains ménagés sous les pilotis des immeubles... Les quartiers implantés sur les hauteurs devaient être reliés par une voie inter-quartier de façon à désengorger le trafic littoral; les schémas de transports en commun reprenant les options paysagères du plan préconisaient de privilégier les modes aériens, tels que les téléphériques pour traverser les ravins, les viaducs.

En fait le Plan directeur auquel présidaient P.Daloz, G.Hanning avec l'appui de toute une équipe

pluridisciplinaire reprenait les options du plan de 1948. La novation résidait dans la manière de le conduire, de le produire et de le médiatiser, pour emprunter la terminologie actuelle.

G. Hanning qui avait acquis un vocabulaire graphique curviligne propre aux caractéristiques du site, par lequel il indiquait des parties d'occupation du site plutôt que des délimitations foncières définitives "...scandalisa des administratifs bornés et routiniers aussi bien que la plupart des architectes qui y pressentaient la fin de leur tranquillité. Les îlots étaient figurés par des " haricots " ou des " doigts de gants ", comme les appelaient avec hargne les urbanistes officiels, et indiquent non une délimitation précise mais un schéma intentionnel. " (J.J. Deluz, in *Aperçu critique...*). (Ce même graphisme, à près de quarante ans d'écart, provoquera les mêmes réactions d'incrédulité effarée de la part des architectes lorsque que J.J. Deluz l'employa dans le schéma d'aménagement de la ville nouvelle de Sidi Abdellah pour indiquer les emprises d'implantation des quartiers.)

Les propositions de l'agence du plan s'élaboraient dans le mouvement, sur la base d'une maquette du site, sur laquelle l'ensemble des décisions ou propositions étaient figurées au fur et à mesure. Chaque problème était réfléchi à l'échelle qui convenait, solutionnant les problèmes techniques, proposant des sites d'implantation, ou inversement indiquant des vocations de sites, enfin expliquant les principes de base de l'urbanisme algérois...avec tous, qu'ils soient opérateurs, promoteurs immobiliers, ou responsables des services de l'urbanisme. L'Agence du plan devenait le carrefour des échanges sur les diverses décisions d'opérations sur Alger, c'était là sa méthode et sa fonction principale. C'est ainsi que G. Hanning et P. Dalloz entendaient la méthode d'urbanisme, en quoi la gestion urbaine s'imprégnait d'un savoir-faire nouveau.

La méthode était peu commune et dérangeait les certitudes. Ce en quoi elle innovait en particulier c'était la méthode d'évaluation de la capacité du site, (la rentabilité) non seulement en soi mais intégrée dans une vision de l'urbanisme méditerranéen, par laquelle on proposait un nouveau raisonnement des servitudes urbaines. (voir mémoire de Magister, A. Bounab, *Gestion urbaine et idéal urbanistique...*).

Le plateau des Anassers, un ensemble de terrains de 400 ha, situé sur les hauteurs d'Alger, à une dizaine de kilomètres du centre colonial, au caractère géographique accusé, avait finalement échoué sur les tables à dessin de G. Hanning. Il était

question d'une échelle encore inédite, 26 000 logements pour 130 000 habitants, comprenant des activités de services et d'y créer de l'emploi. La fondation de ce quartier satellite (on trouvera les deux dénominations de l'opération, tantôt ville-satellite, tantôt quartier-satellite, la terminologie n'était pas encore tranchée) d'Alger devait être un modèle de ville intégrée. Le projet avait été confié à Tombarel en 1948, mais n'avait reçu aucune suite concrète. G. Hanning dessina une composition tellement étrangère aux coutumes des faiseurs de grands ensembles français que leurs réactions se firent très vite hostiles. Les opérateurs, promoteurs immobiliers et constructeurs, venus tout droit de la métropole avec les technocrates du Plan de Constantine entendaient mener les opérations selon les habitudes de la métropole. Le projet était inscrit dans les opérations du programme de construction de logements du plan de Constantine, échappait par conséquent à la prérogative municipale.

P. Delouvrier, Délégué général du Gouvernement, était en charge du plan de Constantine. Il tirera les conséquences de cette opération lorsqu'il présidera, plus tard, le district de la Région parisienne, au moment d'établir les procédures d'édification des villes nouvelles françaises. A Alger, il mettra en place l'ensemble des instruments du plan et des procédures de financement, juridique et administrative des opérations de construction. (In mémoire de Magister, A. Bounab, *Gestion urbaine et idéal urbanistique*, op. Cit.) En définitive, la gestion urbaine aura franchie une étape dans l'établissement du profil du métier d'Architecte - Urbaniste en montrant en quoi la planification spatiale restait du domaine de la composition, et en quoi la gestion du plan était dépendante des instruments de la médiation. Aujourd'hui il semble ordinaire de rencontrer des organes de centralisation de l'information, de médiation de l'action urbaine de telle ou telle métropole, ou des centres d'études et de recherches urbaines attachées aux municipalités; le vocable même de pluridisciplinarité est devenu familier. En 1955, c'était d'avant - garde. L'expérience coloniale algérienne aura été marquante à bien des égards.

LES AMENAGEMENTS TOURISTIQUES COLONIAUX (1897 - 1962), UN GENOTYPE POUR LA DURABILITE: LE CAS DU BALNEAIRE ALGEROIS

Mimi klioua

Résumé.

Le tourisme balnéaire algérois relate une culture de villégiature qui a été obliérée par des considérations commerciales. Il s'agit de réfléchir à lui ré attribuer sa valeur d'usage qui émane du lieu, un lieu doté d'une image forte à l'interface de l'histoire et des cultures qui l'ont marqué de leurs empreintes.

Ainsi une lecture prospective de ces lieux de villégiature où se sont superposées deux façons différentes de vivre le bord de mer, nous enseigne que la pratique des loisirs est sacralisée par l'architecture et l'urbanisme de ces stations et villages métissés. Autant d'indicateurs de permanence qui se sont fossilisés sur le littoral algérois et s'imposent à la mémoire du lieu.

Dans une première étape, 1897-1914, les aménagements balnéaires devaient s'inscrire dans le déjà vu, la nouvelle colonie devait recréer le cadre favorable à l'épanouissement des nouveaux arrivants, le plan fait donc la part du changement. Puis de nouvelles esthétiques et formes urbaines s'imposent au modèle exporté pour faire image.

Ce qui frappe avant tout dans ces lieux c'est l'harmonie qui ressort du site, du paysage, de l'ensoleillement. La proximité de la ville leur confère une animation permanente et une fréquentation en toute saison. N'est-ce pas là la qualité attendue du développement touristique?

La ville, support privilégié du tourisme

Le fondement du tourisme algérois était urbain. Dès la fin du 19^{ème} siècle, l'esprit de festivité faisait partie des animations de la ville, une démarche qui permettait de passer du concept de tourisme urbain à celui de tourisme de ville.

La mise en tourisme d'Alger passe par la réinterprétation du texte urbain de la ville conquise et le maintien de son caractère exotique: la première conditionne le déjà vu, et sert la cause

première d'une politique de peuplement, la seconde l'attrait, car, si la population musulmane a été déstituée et exclue de sa ville, le caractère métissé d'Alger attire. J.J. Jordi écrit:

"le pittoresque et le caractère particulier de ce pays fraîchement conquis a suscité l'attrait de nombreux touristes"(1). Les deux contribuent à faire image.

Le caractère festif de la ville

C'est "dans cette perspective festive et de mise en scène de la ville que l'on peut attribuer certaines caractéristiques de la ville coloniale"(2). Ainsi, une politique culturelle a été mise en place. Parmi les grands équipements entrepris, les musées comptaient comme une priorité culturelle et "civilisatrice". Le musée des beaux-arts conçu par l'architecte Guillon, la reconversion des demeures du 16^{ème} siècle en musée tels le Bardo, Dar Aziza... la construction de l'Opéra municipal comptent "un théâtre n'est plus un édifice de luxe, c'est un établissement d'ordre public... C'est un moyen de civilisation..."(3)

Des jardins, squares, places et jardins botaniques faisaient partie de cette composition urbaine. Les édifices culturels ont profité d'une implantation paysagère qui est certainement au fondement du tracé du parcours culturel. Ce dernier se superpose sur le parcours culturel des *mouassams*. Des lieux d'agrément ont été aménagés pour les nouveaux citoyens, constituant ainsi des loisirs de proximité. Les aménagements du port de plaisance et du Yachting club algérois, de la piscine d'El-Kettani, et du R.U.A. devinrent rapidement le rendez-vous de la jeunesse européenne d'Alger et pendant l'été l'animation y était grande. Les cafés, cinémas et salons de thé ont contribué également à maintenir une animation constante dans la ville.

Les hôtels et palaces

Le climat de la côte d'Azur était très prisé pour les séjours d'hiver. A la fin du 19^{ème} siècle, la gentry britannique lui préfère les températures plus clémentes de l'Afrique du Nord(4). Dans un premier temps, les hivernants élisent domicile sur les hauteurs d'Alger, puis ils leur préférèrent le luxe des somptueux hôtels flamboyants neufs.

L'architecture hôtelière consistait en des unités hôtelières urbaines. Les impératifs de la vue sur la baie d'Alger constituaient une exigence à leur implantation. C'est d'ailleurs à partir des fenêtres de l'hôtel "d'Orient" puis de celles de l'hôtel "le Victoria", que Karl Marx maintenu au lit par une bronchite avait décrit Alger à sa fille. L'hôtellerie de luxe a produit de véritables monuments architecturaux tels que "l'hôtel Saint Georges" (El-Djazaïr) fondé en 1889,

"l'Hôtel Albert Premier" à Alger, "le Cirta" et "le Panoramique" à Constantine, ainsi que "le Royal" d'Oran. Des hôtels moins prétentieux abritent des bourses plus modestes: "l'Hôtel de la Régence", "l'Oriental", "le Continental".

L'hôtel Saint Georges représente un des fleurons de l'architecture néo-mauresque. "Symbole des phénomènes d'ouverture aux cultures exogènes, aux cultures singulières, de mixité, d'influence croisée,"(5) (ill.2.) l'hôtel, gigantesque bâtisse construite vers 1900 a été édifié pour recevoir les aristocrates en villégiature. Il a gardé toute sa magnificence, son grand salon à arcades polylobées, ses céramiques, stucs et jardins soulignant les fastes du tourisme colonial. Gabriel N. chercheur allemand, qualifie l'architecture hôtelière de cette fin de siècle de miroir du "comportement social"(6).

L'architecture moderne a doté Alger de l'hôtel Aletti (Es-Safir). Hamid Ougouadfel classe l'équipement sous la rubrique "Grands Projets". Il attribue au concepteur le mérite d'avoir inscrit son projet d'hôtel urbain dans "une architecture de continuité, innovante et révolutionnaire"(7). Hamid Ougouadfel nous explique que la continuité est assurée par l'implantation de l'hôtel sur le lieu de pèlerinage de "Sidi Abdel Kader". Il écrit: "Quant à la zaouïa, lieu de visite cyclique (ziara), l'hôtel en réinterprète la fonction, caractère sacré non compris, puisqu'il est le lieu d'activités ludiques et cycliques, notamment les sorties du samedi soir. L'hôtel perpétue d'une certaine manière, la mémoire du lieu de même qu'il opère (inaugure) un glissement sémantique et une articulation historique du vécu de la société du xxe siècle avec une véritable sacralisation des loisirs, du week-end, des vacances."(8)

La variété est apportée par l'architecture. L'architecte effectue une relecture du lexique urbain, architectural et fonctionnel, il inscrit le projet dans une composition d'ensemble. Le projet se fonde dans la continuité formelle et rythmique du tissu Hausmanien et s'impose comme une variété architecturale, s'inscrivant dans la composition d'ensemble du champ lexical du front de mer.

Les hôtels Saint Georges et Aletti constituent les témoignages représentatifs des tendances architecturales qui ont marqué l'époque coloniale. Le premier appartient à la saga des palais. Il exprime un style mauresque qui prend fondement dans un courant d'idées orientaliste. Xavier Malverti traduit: "L'orientalisme est à l'architecture ce que l'algérianisme est à la littérature." L'algérianisme reflète un changement d'attitude qui s'attelle au mouvement moderne, mais qui prend son fondement dans un mouvement plus profond. Ce courant est à l'architecture ce que l'école d'Alger est à la littérature et aux beaux-arts. Georges Guiauchin s'élève contre la production architecturale qui régnait et lui reproche "les pastiches honteux". L'architecte engage en

1905 une réflexion de fond sur l'architecture moderne à Alger. Il recommande de "s'inspirer plutôt du fond que de la forme, de pénétrer en quelque sorte la philosophie des arts musulmans pour en dégager l'essentiel et les caractéristiques"(9). Dans son ouvrage "Alger, Méditerranée, soleil, modernité"(10), Xavier Malverti reconnaît à l'architecture moderne d'Alger coloniale le caractère remarquable de ces réalisations et l'attitude d'un urbanisme respectueux de l'esprit du lieu, moins brutale que celui qui l'avait précédé. Deux écoles qui s'affrontent sur un même support autour de pensées différentes, deux hôtels qui expriment la volonté touristique, artistique et philosophique du moment.

Planification du tourisme balnéaire

Au cours de la première période de 1897 à 1914, le tourisme visait le double objectif d'une politique de peuplement et d'une activité économique. La planification n'était pas conçue à des fins touristiques mais elle visait à orienter le développement vers une confirmation de la colonie. Le processus de planification s'est effectué selon deux approches: une approche globale et une approche continue et souple.

● Une approche globale

Les aménagements balnéaires, que nous appelons stations touristiques entrent dans cette logique de peuplement. En effet, la reproduction des stations balnéaires françaises du XIXe siècle entre dans une stratégie du déjà-vu. La nouvelle colonie devait être conforme au mode de vie de ces nouveaux arrivants, et se devait de leur offrir un cadre favorable à leur épanouissement. Ainsi, de nouveaux espaces urbains et des équipements ont été édifiés pour favoriser leur sédentarisation. Le plan s'exporte et trace les grandes mutations; de nouvelles typologies et de nouvelles formes urbaines sont alors introduites. C'est ainsi que la période coloniale a vu l'apparition de structures balnéaires embryonnaires de dimensions modestes strictement privées et à l'usage de groupes sociaux privilégiés. Plusieurs chantiers commençaient alors sur le cordon côtier. Ils prenaient en charge les lotissements, les attractions, les installations et les services touristiques.

● Une approche continue et souple

Ces aménagements balnéaires ont été progressifs et plus étalés dans le temps jusqu'à former de véritables villages balnéaires. Ces implantations sur le cordon côtier ouvrent alors le contact avec la mer comme lieu de loisir et de villégiature. Les villages

balnéaires se sont fixés en dédoublement des villages agricoles côtiers ou villages-*"escales"* auxquels fait référence Marc Côte: "Les villages-escales sont issus d'une logique d'implantation les inscrivant dans le réseau côtier à qui l'on attribue le rôle d'acheminer les produits agricoles des campagnes vers les villes portuaires."(11)

Typologies des sites touristiques balnéaires

Si la logique d'implantation de ces établissements balnéaires s'inscrit dans un réseau territorial, la forme d'organisation urbaine et architecturale rappelle celles des stations balnéaires du XIXe. en France et en Angleterre. Deux typologies ont donc formalisé l'urbanisme balnéaire: la station ou le lotissement, le village balnéaire

La station ou le lotissement

Principes fondateurs

Ces établissements sont le résultat de promotions immobilières. La vue sur mer s'impose à la localisation du lotissement, les villas du front de mer de Saint Eugène (Bologhine) aménageaient de nouvelles pratiques spatiales et engageaient de nouveaux rapports d'habitat avec le bord de mer. La station est généralement située dans le prolongement du village agricole, comme à Fort de l'Eau (Bordj El Kiffan). Le modèle urbanistique est celui exporté de la station thermale du XIXe siècle selon "les principes de la quadrilogie: hôtel, casino, front de mer et la base nautique ou la plage"(12). Il est à noter que ces équipements étaient alors réservés à la population européenne, les autochtones n'ayant accès qu'à certaines plages "populaires".

Lecture urbaine

La station s'organise par l'extension longitudinale du front de mer, considéré comme l'axe structurant de l'organisation urbaine. "C'est lui qui délimite l'extension du domaine bâti."(13) Dominique Rouillard écrit: "Elles (les maisons) prennent pied sur le trait de côte, et le surmontent par ce déambulateur paysager, l'ordre de la vue y est déterminant."(14)

La symbolique du front de mer est rattachée à son rapport au rivage, au rapport des promenades du bord de mer, elle est déterminante de sa situation privilégiée. La distance parfois importante entre le dénivelé front de mer et la plage est parfois traitée en escalier.

La forme urbaine est fonction du front de mer et diffère selon

son rapport au rivage. A Fort de l'Eau (Bordj El Kiffan), la station suit la linéarité de la plage du Lido, par contre à Guyotville (Aïn Benian), la configuration de la baie impose une forme plus compacte.

Le tracé urbain est généralement régulier. Il est structuré par une trame orthogonale organisée par deux voies principales, voire trois voies parallèles au front de mer, elles-mêmes entrecoupées d'axes perpendiculaires permettant l'accès à la plage et assurant la ventilation des parcelles de la "2e zone". Le découpage parcellaire favorise des parcelles plus larges (par rapport au trait de côte) que longues afin de faire bénéficier de la vue sur mer le maximum de villas.

Une architecture de représentation

Des petits châteaux de Fort de l'Eau (Bordj El Kiffan) avec leurs tourelles et clochers, en passant par les chalets normands et les villas mauresques, "les architectures ont exprimé les rêves et fait se côtoyer les styles les plus fous à l'identique des côtes bretonnes ou hollandaises"(15). L'expression architecturale est caractéristique. Elle s'inspire des références identitaires des propriétaires qui exportaient un savoir-faire correspondant à leur manière de vivre. Ces conceptions se sont souvent alourdies de nombreux détails architectoniques, puisés dans les souvenirs de la région d'origine ou dans l'architecture locale. " Une variante diatopique " que l'école Muratorienne désigne comme une typologie enracinée dans une tradition expérimentale mais ayant évolué dans des époques différentes. L'ensemble plonge immédiatement le visiteur dans l'atmosphère des stations de la belle époque.

Ses constructions ne sont plus toutes visibles. Beaucoup n'ont pas résisté aux agressions de l'air marin. Il reste néanmoins quelques villas, rares témoignages d'un patrimoine en perdition.

Le village balnéaire

Les villages agricoles du littoral se regroupent en un réseau à l'intérieur d'une même unité territoriale et se superposent très souvent au système de production agricole colonial. La proximité des villages agricoles au rivage a favorisé sur la bande côtière l'établissement de villas et de petits cabanons occupés pendant la saison d'été. La multiplication de ces constructions individuelles a créé de véritables agglomérations qui se sont organisées en villages. Certains villages agricoles tel Aïn Taya ou Guyotville (Aïn Benian) sont passés d'une activité agricole à une activité mixte, associant agriculture et villégiature. La Pérouse (Tamentfoust) implanté sur le site de Rusgunae fut annexé à la caserne de la marine militaire du Cap Matifou

(Bordj El Bahri) pour ensuite intégrer une activité balnéaire.

Principes fondateurs

Ces nouveaux établissements balnéaires procédaient par :

Superposition / Substitution : tel est le cas des villages qui mettaient leur pas sur des établissements déjà existants. Le village de La Pérouse (Tamentfoust) doit sa fondation au port phénicien, puis cité romaine Rusgunae premier établissement romain avant Icosium. Plus tard le village colonial voisinerait la basilique romane, les nécropoles et le fort turc. Une partie du village, notamment le lotissement du chemin des Ruines, a été construite sur et avec les ruines de Rusgunae où existe encore les thermes, la basilique romane et les nécropoles.

Superposition : Comme mentionné précédemment, il n'est pas rare de retrouver le parcellaire agricole en tant que structure régissant le tracé du village à l'exemple de Guyotville (Aïn Benian).

Juxtaposition au village agricole : C'est ainsi que le village agricole de Douaouda a été dédoublé par Douaouda-Marine (Douaouda les Bains), Fouka-Marine se juxtapose à Fouka, Alger Plage à Cap Matifou (Bordj El Bahri)...

La relation entre les deux entités s'effectue par une voie paysagère ou une voie structurante historique (voie romaine).

Les composants du village

- Le site: formé par une mince bande littorale et d'une longueur variable selon la configuration côtière. La variété des sites présente l'alternance de falaises abruptes, de plages linéaires, de plaines côtières ou de petites criques...

- La villa / le cabanon: moins prétentieuse que celle de la station, sa syntaxe architecturale fait référence à la typologie identitaire de l'émigrant. L'intimité de la villa est préservée par un jardin sur rue, le jardin sur mer donne généralement accès à la plage. L'étymologie du mot cabanon indique: petite cabane en Provence, petite maison campagnarde, chalet de plage. "Les cabanoniens" est un terme galvaudé, désignant les propriétaires des cabanons (le jargon balnéaire désigne par cabanon les maisons occupées seulement pendant la période estivale).

- La rue: espace public de promenade et de communication pour les longues soirées d'été, les rues perpendiculaires à la ligne de côte sont des contre-points, des échappées visuelles sur la mer.

- La place: espace public autour duquel s'organisent les commerces et quelquefois l'église et l'hôtel.

- La plage: espace public de jour, baignade, sport nautique, lieu de rencontre et de représentation sociale.

- Le port: port de pêche ou de plaisance, espace public méditerranéen.

Structure urbaine

Le tracé est généralement orthogonal. Le village en damier est structuré par la voie principale. Au croisement de cette dernière avec la route qui mène au port ou à la plage s'ouvrira la place autour de laquelle s'organiseront les commerces de première nécessité (l'épicerie, la boulangerie). Cette organisation fait que dans le cas des villages de Jean Bart (El-Marsa), La Pérouse (Tamentfoust), La Madrague (El Djémila), on peut se promener dans le village sans apercevoir le port.

Là aussi, "la ligne de côte demeure le référent identitaire si fort qu'il crée une rente foncière maximale laquelle diminue lorsqu'on s'en éloigne" (16). Le parcellaire en bande plus longue que large suit la ligne de côte. Les singularités qu'il présente d'un village à un autre sont fonction du développement paysager, de la configuration géographique et de la rentabilité foncière. Les parcelles faisant face à la mer profitent d'une façade sur mer assez large dissimulant la villa dans une verdure luxuriante.

Les lots bordant la voie principale du village s'apparentent plus au découpage des villages agricoles. Ils sont étroits et moins profonds. Cette forme imposera au village un habitat en bande étagée sur deux niveaux, avec accès à partir de la rue. Le trottoir est vécu comme espace de transition et de prolongement au logement. Le soir, le seuil extérieur au logement est aménagé avec des banquettes pour recevoir les parties de dominos. L'alignement des murs le long de la rue principale aménage des parcours ombragés et crée une coupure d'échelle qui prend en charge le promeneur et abrite les discussions animées. Le rez-de chaussée est quelquefois occupé par les commerces de première nécessité. Les ports des villages de Jean Bart (El Marsa), La Pérouse (Tamentfoust), La Madrague (El Djémila), La Pointe- Pescade (Raïs Hamidou) sont des ports de pêche et de plaisance. Les digues abritent les petites embarcations des vents dominants et, sur le ponton, les filets séchent et le poisson se vend à la criée. Généralement, les maisons du port sont en étage, le rez-de chaussée étant réservé au garage à bateaux.

Lecture typologique

La typologie de la façade sur rue se lit en parcourant progressivement le nuancier de couleurs des maisons contiguës et du *sky line* des toitures de tuiles romaines. La paroi continue s'alterne parfois d'un dédoublement d'échelle, "une fugue" qui inscrit le tout dans une composition d'ensemble.

Les éléments architectoniques utilisés sont là pour donner de la diversité et manifester des artifices de goût, génoises,

barreaudages accentuant les fenêtres, balcons, avancées, ferronnerie, autant de détails empruntés au lexique méditerranéen.

La représentation et l'identité touristique coloniale

Lieu de représentation

Les lieux balnéaires coloniaux sont chargés de symbolique. Lieu de représentation, ils mettent en scène une société qui doit affirmer sa réussite sociale dans les colonies et cherche à reconstituer un univers familial identifiable. "Nous voulons dégager notre autonomie esthétique." (17) L'image mentale des villégiatures d'outre-mer est prise en charge par l'architecture urbaine. Elle est théâtralisée autour d'un parcours connu et reconnu par les vacanciers. La promenade du visiteur s'organise autour du front de mer, de la plage et du port. Les villas, quant à elles, ponctuent l'ensemble et confèrent de la variété aux séquences du spectacle villégial.

La matérialité de l'image

La matérialité de l'image se construit à partir de la composition d'ensemble, des chromatiques, des matériaux et de l'imaginaire. Le raffinement et le mauvais goût s'exposent et se côtoient, et rendent compte du statut social du propriétaire. Les productions de villégiature de cette époque constituent un lexique architectural retraçant aussi bien les "fantasmes du moment" que les comptes en banque des propriétaires. "Edifier le caprice" (18), telle était l'exigence à laquelle devait répondre l'architecture, villas flamboyantes pour la saison d'été.

Le devenir

Bien que limitées, ces implantations sont rapidement étouffées par l'extension urbaine post-indépendance. L'urbanisation anarchique répond à l'implantation massive de population rurale. La situation géographique de Bordj El Kiffan, El Djemila ou Ain Bénian et leur proximité d'Alger leur ont fait supporter les décisions politiques et économiques d'une industrialisation effrénée et d'un urbanisme incontrôlé qui vont les intégrer à la capitale.

Une densification anarchique des constructions licites ou non s'est effectuée autour de ces villages. Une extension, n'entrant dans aucun plan d'ensemble, le plus souvent d'une vétusté désolante et précoce, succède à une édification hâtive.

Bordj El Kiffan, El Djemila, Ain Benian, Raïs Hamidou et

l'ensemble des agglomérations et villages côtiers situés sur le littoral Ouest d'Alger supportent le poids de ces contraintes dévastatrices. Ces établissements subissent une altération de leur paysage qui est passé d'une structure isolée à un alignement linéaire en tache d'huile, constituant une paroi bétonnée s'étalant de Ain Taya à Ain Benian. Cette situation est due à l'absence d'une politique globale de sauvegarde et à l'absence de règles qui doivent régir la sauvegarde, la valorisation et le développement de ces villages circonscrits du rivage algérien.

Certains villages ont été préservés ou presque. Tamentfoust, El Marsa, Ain Chorb, Ain Taya, dont le développement s'effectue dans la logique urbaine qui perdure et s'imprime à la forme imposée par le modèle de l'urbanisme colonial. On s'accorde à reconnaître à cette organisation urbaine sa souplesse d'adaptation, "reconnaissons-lui le droit d'exister et d'évoluer à définir et à garantir la valeur de ses villes" (19).

Conclusion

La recherche prospective que nous avons effectuée nous a révélé, d'une part, l'intégration des loisirs et du tourisme comme pratiques urbaines et d'autre part, les rapports de complémentarité et de dépendance de l'espace touristique balnéaire à son environnement naturel. Ce qui frappe avant tout dans la visite des établissements balnéaires coloniaux, c'est l'harmonie qui ressort du site, du paysage et de l'ensoleillement. L'ensemble des établissements touristiques coloniaux sont dotés d'une image vraie fortement imprégnée d'une identité villégiale. Une image singulière que leur confère la composition classique fondée sur un rapport d'équilibre entre l'homme et son environnement de vacances. L'espace y est ordonné et facilement reconnaissable, l'unité urbaine est obtenue à partir de la mer, et la variété à partir de l'architecture. La variété architecturale surprend, retient l'attention. Les villas romaines, mauresques, les haciendas, cabanons, lesquels côtoient tours, donjons, marabouts sont autant de témoignages d'un génotype touristique singulier.

Pour le balnéaire, authentifier voudrait dire inclure d'avantage notre nuance et notre variété méditerranéennes et rechercher parmi nos mérites culturels et nos valeurs patrimoniales (au sens le plus étendu) ceux qui peuvent susciter l'intérêt et répondre aux attentes des touristes. L'histoire du tourisme balnéaire algérois nous enseigne que la solution de l'animation passe par la création de projets touristiques intégrés à un tissu urbain préexistant pour qu'ils puisent en l'identité des lieux et en nécessite la sauvegarde.

Ce tourisme intégré associait aussi bien la gestion des espaces par leur préservation et leur mise en valeur, que la participation

de la population locale. Oui, car la ville n'est pas loin, elle est là, protectrice, rassurante, et ainsi une relation s'établit entre les deux entités, l'une parce qu'elle y trouve les loisirs et la détente et l'autre parce qu'elle se complète à la dépendance de sa proximité.

Aujourd'hui, pour sa relance "le tourisme se fait marketing" et se doit de rompre avec les logiques d'entreprises qui parsèment les côtes du même ouvrage, sous le prétexte de touristification, de mouvement de mode et l'on sait que la mode est très vite désuète. Seule façon de pérenniser: tendre à la durabilité et valoriser par des actes homéopathiques, des projets intégrés qui savent résoudre l'alchimie complexe du tourisme prospère et de la préservation du patrimoine (entendu dans son sens le plus large). Cette entrée singulière à l'architecture et à l'urbanisme touristique que nous pensons avoir analysé dans les pages qui ont précédé, nous enseigne que les processus de durabilité sont préalablement inscrits sur nos côtes. Des modèles d'aménagements soutenables, pour un avenir durable du littoral, une image touristique reflet de l'identité du lieu, qui porte en elle l'originalité "d'une destination" en interface avec les exigences du marché.

(1) Jordi, J.J.: Le Temps des hivernateurs, in *Alger 1860-1939 Le modèle ambigu du triomphe colonial*, op cité, p101.

(2) Leprun, Sylviane: Matériaux pour une lecture comparative d'Alger et de Dakar 1840-1899 in *La ville européenne exportée*, ed La Vilette, Paris 1995, p.14, pp133.

(3) Leprun, Sylviane: *ibid.*, copie de la lettre de MM. Benaïm, au ministère de la Guerre, Alger 10 avril 1846.

(4) Les écrits de Jean-Jacques Jordi comptent 1500 Anglais à Alger à la fin du 19ème siècle.

(5) Aillagon, J.J.: Nos projets pour le XXIème siècle, in *Muséart* n°70, mai 1997, p.12.

(6) Knol, GM: L'architecture des hôtels 1870-1914: Innovation technique et miroir du comportement social in *Architecture, urbanisme et aménagement en milieu touristique*, op. cité, P. 23.

(7) Ougouadfel, Hamid: L'Architecture de l'hôtel Es-Safir (ex-Aletti) ou la ville dans l'édifice. La transition à l'économie de marché: La ville & l'architecture, in *HTM* n°3 avril 1995, p.157.

(8) Ougouadfel, Hamid: *Ibid.*, p.161.

(9) Malverti, Xavier: *Entre orientalisme et mouvement moderne, Alger 1860-1939*, Op cité, p114.

(10) Malverti, Xavier: *Alger, Méditerranée, soleil, modernité, Architectures françaises outre mer*, Ed. Mardaga, Paris 1992.

(11) Côte, Marc: *L'Espace retourné*, op cité.

(12) Hubert, Macé: Tendances internationales de l'urbanisation touristique sur le littoral, in *Les Cahiers de l'espace* n°1, mars 1985.

(13) Laborde, Pierre: *Ibid.*, p13.

(14) Rouillard, Dominique: *Le site balnéaire*, Ed Mardaga, Pierre, Liège, p.311, p357.

(15) Rouillard, Dominique: *Le site balnéaire*, Ed Mardaga, Pierre, Liège, p.311, p357.

(16) Laborde, Pierre: op cité, p 16.

(17) Randau, Robert.: *Cagagio*, par Musette, Alger, 23 avril 1920, imprimerie Victor Rollet.

(18) Rouillard, Dominique: *Le Site balnéaire*, op cité, p.243.

(19) Massiah, Gustave et Tribillon Jean-François: *Ville en développement*, Ed. La découverte, Paris, 1988, p.36, p320.

LE CORBUSIER CHERCHANT A FAIRE D'ALGER UNE CAPITALE DU 20^e SIECLE (1931-1942): TRANSGRESSION PAR GERALD HANNING (1956-1959) ET INSPIRATION POUR OSCAR NIEMEYER (1968-1970)

Alex Gerber

Résumé:

Evoker les tribulations algériennes de LC, c'est taire le récit d'un échec. Alger "la capitale de l'Afrique" selon lui, doit négocier la modernité, mais la macro-architecture gigantesque qu'est le "Plan Obus A", présenté en 1933, et les cinq propositions suivantes, n'ont aucune chance d'être acceptées. Avec la mort de LC en 1965 et avec l'usure du temps, son architecture et son urbanisme sont du domaine du passé et ses idées ne peuvent être appliquées aujourd'hui. Dans "Mise au point", son testament spirituel avec "Le voyage d'Orient", il écrit: "... rien n'est transmissible que la pensée. Cette pensée peut ou non devenir une victoire sur le destin au-delà de la mort et peut-être prendre une autre dimension imprévisible...". D'autres architectes et urbanistes, algériens ou étrangers, connus ou inconnus aujourd'hui, présenteront des propositions pour Alger et il faut espérer que l'on y trouvera la même générosité et l'immense respect de la culture islamique qui enrichissent le premier plan de LC pour Alger: "Un plan général d'urbanisation si brutal, si basculant, si neuf, que nous l'avions appelé plan Obus, un projet qui éclata comme une catastrophe, un défi, un espoir, et qui nous rallia tant d'amis dans le monde entier". LC savait mieux que personne dire pourquoi la Casbah est "un chef-d'œuvre d'architecture et d'urbanisme". Ceci confirme ce que prétendait Friedrich Nietzsche, que seuls ceux qui sont aujourd'hui à l'avant-garde puissent comprendre ceux qui l'avaient été à leur tour, dans le passé: "La parole du passé est toujours parole d'oracle: vous ne la comprendrez que si vous devenez les architectes du futur et les interprètes du présent". (1)

L'étude de l'œuvre de LC se heurte à une difficulté première un peu paradoxale: la pléthore de l'information et la



Le Corbusier à Alger en 1933, sur le terrain de la gare maritime



Le Corbusier vu par René Gille
"Les chantiers nord-africains"

multitude des avis déjà exprimés font que l'on est confronté à la fragilité de tout ce qui a été dit. Les six projets d'urbanisme concernant la ville blanche, faites pendant ses tribulations algériennes entre 1931 et 1942, puis celles des autres urbanistes jusqu'en 1970, n'ont pas été situés historiquement et, dans le cadre de ce bref aperçu, il n'en sera guère différent en ce qui concerne la grande histoire et - surtout - la petite histoire.

Il semble bien que LC - son travail d'urbaniste bénévole - a fini par marquer Alger. Et nous citons ici comme continuateurs conceptuels, les deux architectes Gerald Hanning et Oscar Niemeyer. Hanning est pour Jean-Jacques Deluz "un élève de LC - le seul peut-être qui ait su, dans son enseignement, puiser dialectiquement les éléments d'une conception nouvelle". (2) Quant à Niemeyer, il s'était inspiré d'un croquis de son disciple LC trouvé in "Poésie sur Alger" lors de la conception d'un Centre civique futur et il avait choisi comme collaborateur-urbaniste Marc Emery, le fils de Pierre-André Emery, cet architecte suisse qui avait été l'ami et le délégué de LC à Alger, jusqu'à son départ définitif, en 1942.

Les plans de Le Corbusier pour Alger (1931-1942)

Si ces projets urbanistiques portent les stigmates de ce que Bruno Etienne a appelé la "glottophagie coloniale", le premier n'en fait pas partie. La vision enthousiaste qu'a LC de l'Algérie, en 1931, est d'une puérilité si déconcertante que ses premières propositions auraient aussi bien pu concerner Rio de Janeiro. Lorsqu'il présente en 1933 son premier projet, le Plan Obus A, il considère l'Algérie comme la marche méridionale d'un futur empire latin couvrant la France, l'Espagne, l'Italie et l'Afrique. Il voit sa capitale sur une position importante du méridien passant de la Manche à l'Afrique Equatoriale permettant ainsi un maximum d'échanges futurs. Pour lui "Alger a cessé d'être une ville coloniale. Elle est à la tête de l'Afrique et s'inscrit au nombre des grandes villes qui ont créé la culture méditerranéenne". LC répète sans cesse qu'il ne fait pas de politique, se considérant comme un "technicien" et il sera aussi bien attaqué par des gens de la Gauche que de la Droite, étant un personnage contradictoire. Il croit donc au totalitarisme du plan, mais pas aux vertus de la démocratie parlementaire. Selon lui, l'Etat doit être dirigé par "l'Autorité" s'appuyant uniquement sur les avis des spécialistes formant l'élite de la société. Cette remarque préliminaire est nécessaire pour pouvoir mieux comprendre son parcours pendant cette période de 1931 à 1942, troquant son appartement à Paris, en attique et construit par lui, contre une chambre au Queen's

hotel à Vichy pour être au service du Maréchal Pétain. Il sera touché de rencontrer son portrait, celui du bon père aux yeux bleus, partout à Alger, en 1941/42.

1929: Le début de la chronique

Venant au début de notre petite chronique qui commence en 1929 et qui finira en 1970, l'effondrement catastrophique d'une cité-caserne vétuste du quartier de la Marine, occupée par une population européenne pauvre, alerte l'opinion publique. Situé au pied de la Casbah et construit à la hâte à l'emplacement de sa partie basse, se trouvant dans l'axe de la grande jetée avec sa courbe exquise où se love l'Amirauté turque, ce quartier était devenu un foyer d'insalubrité et de misère. Le maire Charles Brunel, situé politiquement au centre-gauche, prend la décision courageuse de démolir, puis de remodeler ce quartier, une opération rendue possible par la création d'une régie foncière. Ce quartier et sa destination seront, pendant onze ans, au centre des propositions de LC, étant persuadé qu'il ne devait pas redevenir une zone occupée uniquement par de l'habitat.

1931-1933: (Plan Obus A)

Au mois de mars 1931 il débarque pour la première fois à Alger, sa correspondance nous en donne la preuve, alors qu'il situera le début de ses études urbanistiques en 1930, antédantant celles-ci pour mieux pouvoir contrecarrer des projets locaux antérieurs. Encore à bord du paquebot "El Golea" il avait écrit à un ami suisse: "Que vais-je faire à Alger en ce moment? On m'appelle pour apporter quelques lumières sur la question de l'urbanisation de la ville. Urbanisation? C'est à l'heure présente, dans tous les continents, la question névralgique". Depuis le large il voit se détacher le Palais du Gouvernement, alors encore en chantier, l'œuvre de Jacques Guiauchain d'une dynastie d'architectes algérois, pour Jean de Maisonneuve "un prince qui s'est offert Perret comme constructeur" et pour LC un bâtiment où "pour la première fois, un état avait choisi de construire moderne". Sa première impression, est-elle la bonne? En effet, il écrit dans une lettre à sa famille: "Je ne vois pas de gratte-ciel à Alger...". Il y est invité par "Les Amis d'Alger" pour donner deux conférences en présence d'hommes politiques de haut niveau. A l'écoute du public - conquis par l'argumentation du "technicien" - il serait, d'après LC, motivé à prendre les décisions adéquates pour résoudre les problèmes de la ville en pleine croissance. Un cycle de conférences-débats est organisé avec divers urbanistes renommés pour préparer une

LE CORBUSIER CHERCHANT A FAIRE D'ALGER UNE CAPITALE DU 20^e SIECLE

Immeuble arrière de l'Aéro Habitat.



exposition d'architecture qui a lieu en 1933 et permet à LC de présenter, sur 23m de cimaise, la première version - la plus radicale - de ses six projets, le Plan Obus A.

Ce plan dont le nom provocateur fait penser à une bataille où les canons grondent, est caractérisé par un A majuscule, car il sera suivi, au fil des années, par des versions successives, devant faire d'Alger, en un demi-siècle, une " Ville

Radieuse ". D'après Jean-Pierre Giordani, l'auteur d'une thèse sur ce sujet, " le Plan Obus est la réponse aux accusations d'académisme dont LC fut alors l'objet ". En refusant un urbanisme " d'embellissement et de jardinage ", il propose donc un urbanisme à trois dimensions, un projet d'architecture à l'échelle de la ville. Espère-t-il créer un projet total, une oeuvre qui lui permettrait de justifier son affirmation, notée par Albert Camus, venu l'interroger en 1933: "Quand on est un artiste, il y a des moments où l'on ressent qu'on est plus qu'un homme ". LC se voit, dès le début, dans le rôle du combattant solitaire, prêt au sacrifice suprême, ce qui explique sa pensée messianique. Cette façon d'agir ne peut conduire qu'à la tragédie de l'échec, un échec recherché par cet être nietzschéen, considéré à tort comme exalté et naïf. Lors de l'élaboration de ce plan, en 1932, le maire d'Alger, Charles Brunel, situé politiquement à ce qu'on appelle aujourd'hui le centre-gauche, était préoccupé par l'avenir de sa ville. Pour cette raison il avait rendu visite à l'atelier parisien de LC où il ne pouvait s'empêcher d'exprimer son immense déception, découvrant un projet qui consiste à vouloir construire une ville sur la ville, donc selon lui, utopique et totalitaire. LC lui répondait par une longue lettre finissant par les termes suivants:

"...Monsieur le Maire, concédez-moi que cette idée n'est pas pour dans cent ans. Elle est dans l'immédiat, d'aujourd'hui. Et telle, elle est raccordable aux solutions futures qu'Alger, capitale d'Afrique, pointe sud du quadrilatère Paris, Rome, Barcelone, devra tôt ou tard aborder. Je ne désespère pas d'être entendu. Je persiste dans mon effort avec une conviction inébranlable. D'abord le quartier de la Marine, un terrain au cœur d'une ville intense, un terrain disponible à toutes les initiatives des temps modernes. Ce quartier était un bouchon, coupant en deux la ville d'Alger. On réinstalle le bouchon. Rues-corridors, immeubles biscornus. Un désastre-type de procédés avachis. Voilà la menace "

Que propose LC avec ce plan dont l'urbaniste Marc Emery, le fils de celui qui fut son délégué en Algérie, dit aujourd'hui qu'il s'inscrit " magistralement dans le site d'Alger que LC a parfaitement compris ", ce plan qui est, selon ce dernier, la solution au " problème le plus difficile que j'ai affronté... ". Le point de départ des plans A et B est un gratte-ciel, d'abord situé près de la caserne Pélissier, puis déplacé en direction de la grande jetée. Cette " Cité des Affaires " est munie d'ascenseurs pour voitures, car un immense pont routier conduit horizontalement, depuis son toit, vers les collines de Fort-l'Empereur. Juste au-dessous, parallèle à la côte et dessinant de part et d'autre un énorme lacet d'une dizaine de kilomètres, passe à angle droit une autoroute qui dessert le périmètre algérois de 1933. Elle occupe la terrasse d'immeubles-viaduc dont le dernier étage est un garage continu, réservé aux

habitants logeant au-dessous. Le principe d'exécution est simple. Les Ponts et chaussées construisent d'abord le viaduc, c'est-à-dire sa structure en béton armé. Lorsque le gros œuvre est terminé, la population est logée sur les différents niveaux, les "terrains à bâtir superposés" où chacun peut caser, à l'intérieur de la structure, sa petite maison dans le style de son goût. Un logement moderne peut ainsi côtoyer, par exemple, une maisonnette en style mauresque, une idée originale ouvrant la voie vers la démocratisation du domaine bâti, offrant la liberté dans l'ordre, une conception de l'urbanisme qui a gardé son actualité.

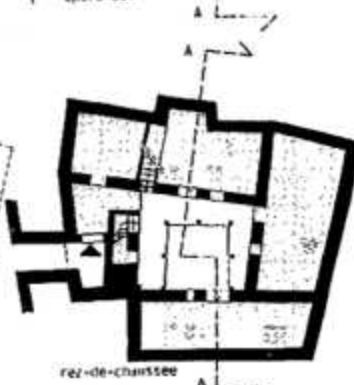
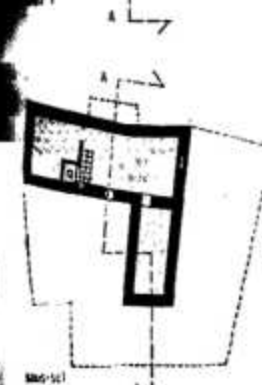
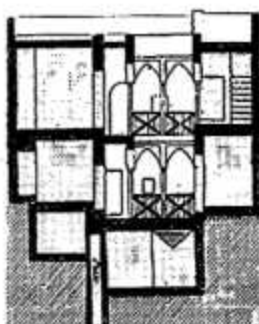
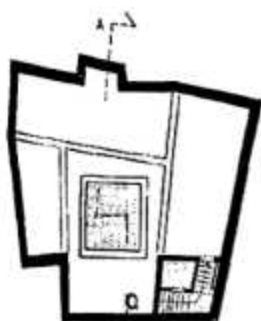
Selon la place dans la pyramide sociale, chère à LC, les énormes "Redents de Fort l'Empereur" sont réservés à la bourgeoisie aisée, celle qui a pris en main le destin de la cité, la surface par habitant étant de 45 m². Quant aux habitants du viaduc continu et sinueux, ils sont prévus pour loger la classe ouvrière qui n'a droit qu'à une surface de 15 m² par personne. Ces appartements se trouvent au-dessous de la côte 100m. Or, le climat humide d'Alger fait que l'on préfère habiter au-dessus de l'actuel Bd. Krim-Belkacem, se trouvant précisément à ce niveau. Ces bâtiments du Fort l'Empereur, dont les courbes "sinueront, comme sinuent les bords de la mer", sont desservis par une autoroute incorporée à mi-hauteur; comme elle est ainsi abritée et n'ayant qu'une circulation de desserte, elle est flanquée par des trottoirs. Selon LC, en empruntant toutes ces autoroutes aériennes, "l'homme prend possession d'un paysage construit par lui". C'est une version motorisée de ce qu'il appelle "la promenade architecturale", un élément essentiel de son architecture qu'il retrouve ici: "L'architecture arabe nous donne un enseignement précieux. Elle s'apprécie à la marche, avec le pied; c'est en marchant, en se déplaçant que l'on voit se développer les ordonnances de l'architecture. C'est un principe contraire à l'architecture baroque qui est conçue sur le papier, autour d'un point fixe théorique. Je préfère l'enseignement de l'architecture arabe". En 1933, lorsque LC présente son premier projet pour Alger, la ville compte environ 300 000 habitants, dont deux-tiers sont d'origine européenne. Jusqu'en 1980, la date d'échéance prévue par lui, 400 000 habitants supplémentaires auraient été logés par le Plan Obus A, alors que les besoins réels seront 3 ou 4 fois plus élevés, la ville ayant grandi beaucoup plus vite. Mais si l'on se base sur le taux d'occupation actuel des logements de la capitale, le Plan Obus aurait hébergé un nombre d'habitants bien plus élevé.

Le point faible de ce projet est son aboutissement sur la Casbah qui l'aurait étranglé et, comme on la survole par les autoroutes, ceci aurait annulé l'intimité de ses terrasses. Admirateur de la Casbah, LC ne cessera pourtant jamais de dire qu'il fallait la protéger, en particulier pour des raisons touristiques.

Modèles architecturaux: discussion sur les références

Un collaborateur de LC en 1938, Edvard Ravnkar, était persuadé que l'emblème pharaonique, sur leur casque, avait inspiré LC en projetant cet "axe africain" qui caractérise graphiquement les Plans Obus A et B. Ils sont pour lui une "sculpture en pleine géographie et topographie". Un autre commentaire qu'il avait peut-être rédigé peu avant son décès, puisque l'article sera posthume, parle d'une "action de l'œuvre sur l'alentour: des ondes, des cris ou clameurs, des traits jaillissent comme un rayonnement, comme actionnés par un explosif: le site proche ou lointain est secoué, domine ou caressé. Cette longue recherche urbanistique africaine fut une lente découverte des ressources possibles d'une topographie hostile aux solutions paresseuses. Quand le sol est si exigeant (falaises, humidité aux lieux bas, victoire sur les hauteurs...), l'idée se trouve comme moulée dans une matrice impérieuse. Les organes apparaissent, dénichent leur insertion au lieu utile, leur forme spécifique valable et le milieu s'intègre dans une plasticité qui en est comme le réceptacle acoustique". Cette recherche trouvera un lointain écho dans les murs de la chapelle de Ronchamp (1950-1955) et l'acoustique des formes par rapport aux directions cardinales sera un élément de base de sa conception architecturale. En ce qui concerne celle du Plan Obus A, les archives de LC ne nous apprennent rien sur son élaboration. Seuls ses écrits nous donnent quelques réponses à nos questions: ce plan est romain, pas par sa forme, mais par son esprit. LC reproche au Maréchal Lyautey, œuvrant au Maroc: "Il n'a pu être romain". D'après LC, Paris n'avait pas compris "ce destin de l'Occident: agir, composer, créer la vie moderne (pas celle des Américains, ni celle des Germaniques)". Le modèle serait: "Rome, Rome tenant tête aux Barbares, Rome ayant vaincu les paysages mêmes, mer et montagne". Il en est de même, en ce qui concerne l'urbanisme du début de la colonisation: "Les militaires de la conquête (1830) traçaient des beaux plans de ville, ils savaient urbaniser. L'Algérie vaut par les tracés militaires. Ce qu'on a fait en ces dernières années (ou laissé faire), n'est que misère pitoyable, négation de l'urbanisme".

LC adore, depuis son voyage d'Orient de 1911, les aqueducs. Celui de Constantinople l'avait impressionné: "...une horizontale immense vient de la campagne faire une épine rigide au dos des sept collines". Découvrant ses Plans Obus A et B celle-ci devient "une horizontale de couronnement" qui est à l'origine celle d'un aqueduc ottoman qui avait alimenté la Haute-Casbah. On trouve un croquis de l'aqueduc de Rome et il publiera une photo de celui de Ségovie, en Espagne: "...Cet aqueduc, hors de l'échelle des maisons, détruit l'harmonie du site? Mais non! L'aqueduc a fait le site". Cet



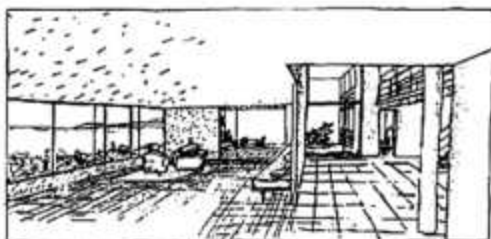
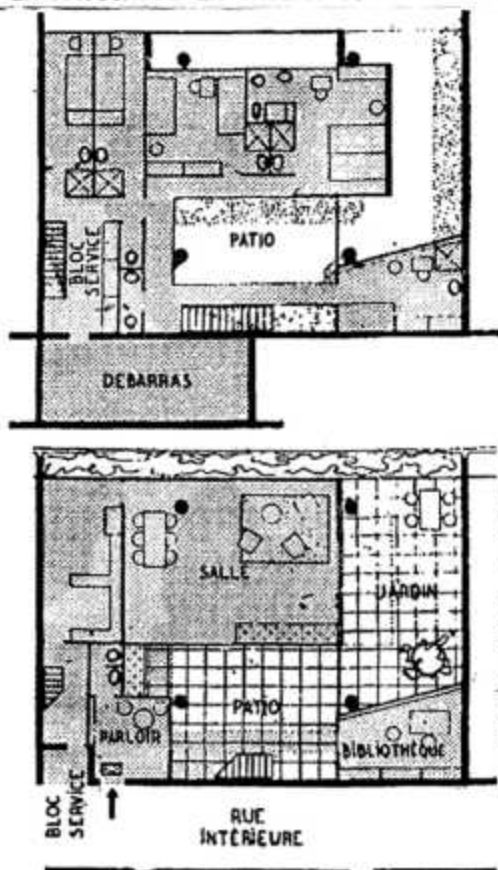
en survolant Rio de Janeiro, en 1929, qu'il avait esquissé pour la première fois un interminable viaduc habité, préfigurant celui d'une baie comparable, selon lui, à celle d'Alger qui "a comme seul défaut d'être trop belle", en citant une nouvelle fois Albert Camus.

Le pont habité connaît une longue tradition et les exemples sont nombreux. Quant à l'autoroute en Caticque, elle nous fait penser à l'usine Fiat-Lingoretto, construite entre 1914 et 1923 par Giacomo Matte-Trucco, aujourd'hui entièrement rénovée par l'architecte Renzo Piano. LC a visité ce bâtiment à deux reprises et donné un compte-rendu précis. Il a emprunté le circuit servant à l'essai des voitures. Avec sa rouillardise, il a tiré profit d'avoir été pris en photo au volant d'une voiture sport de la marque en question, une Barilla Spider. Sa future voiture sera une petite Fiat verte qu'il nommera "ma grenouille". LC a dessiné à plusieurs reprises, arrivant ou partant d'Alger par paquebot, la ville et sa silhouette. On y voit le front de mer de Frédéric Chassériau (1860-1866), posé sur les "Arcades des Anglais" qui rappellent les docks disparus d'Adelphi de Robert Adam, car tout a été construit par l'entreprise de Sir Morton Peto. Sur un croquis de LC cette belle réalisation urbaine est désignée par le mot "bien". Le détail d'une arcade est accompagné par une notice: "Un précédent. Le viaduc du port. Les arcades sont habitées. Camions et autos passent dessus".

La vitesse de la circulation automobile exige des formes fluides, ce qui nous fait penser aux séguis que LC a vues dans les oasis du M'zab. En effet, en décrivant son Plan Obus il dit d'avoir "pétri une argile". On pense donc, en voyant ses grandes courbes, à "l'architecture née" des hommes du désert où les murs sont "faits de terre moulée à la main, selon des plans émouvants d'efficacité et de déférence aux désirs sensibles de l'âme". Quant au barrage de Beni Isguen, ses ondulations forment de vastes arcs qui permettent une meilleure résistance à la pression de l'eau, lors des rares crues.

La silhouette urbaine est importante pour LC. Sous un croquis représentant Istanbul vue depuis le Bosphore, il avait noté une recommandation à "MM. les Bâtisseurs", attirant leur attention au fait de penser à la silhouette lorsqu'ils feront leurs projets. Se souvenant de celle d'Edirne où la mosquée de Selim II (1569-1575) est "une tiare

LA MAISON DE LA CASBAH COMME MODELE ARCHITECTURAL DE LE CORBUSIER



L'intérieur de l'appartement: le "patio" est à droite (croquis de Le Corbusier, FLC 14349).

"sur le dôme de la ville, il utilise le même mot pour qualifier le couronnement que forment les blocs de Fort l'Empereur qui sont *"une tiare sur le nouveau visage de la capitale"*. Sa silhouette n'exprimerait plus le pouvoir religieux, mais le pouvoir de l'homme *"par la vérité, la clarté et la pureté"*. Impressionné par la végétation d'Istanbul, il écrit: *"Stamboul est un verger, nos villes sont des pierrailles"*. Pour cette raison il prévoit une rangée de palmiers sur le front de mer et il propose de transformer le quartier du port en une véritable oasis. Il cite un proverbe turc que l'on ne semble plus connaître en Algérie: *"Où l'on bâtit, on plante des arbres"*. Pour LC la Casbah est un *"chef-d'œuvre d'architecture et d'urbanisme"*, elle est une véritable leçon de ce que doit être la ville. N'est-elle pas une structure *"fondée sur la base d'une cellule biologique d'habitation qui, bien constituée en*

soi, fait souche et se multiplie. Et l'ensemble est au service de la cellule". Il transpose cette qualité de la médina nord-africaine dans ses propres concepts, remontant à 1914, lorsqu'il appelait cette cellule la *"Maison Dom-ino"*. Le Plan Obus n'est donc que la multiplication, à l'échelle d'Alger, de cette cellule, un thème principal de son architecture. Sa *"cité-universitaire-caravansérail"* pour étudiants, conçue en 1925, mais pas réalisée, était aussi une répétition d'une cellule de base avec toit-jardin. Voici le témoignage de LC:

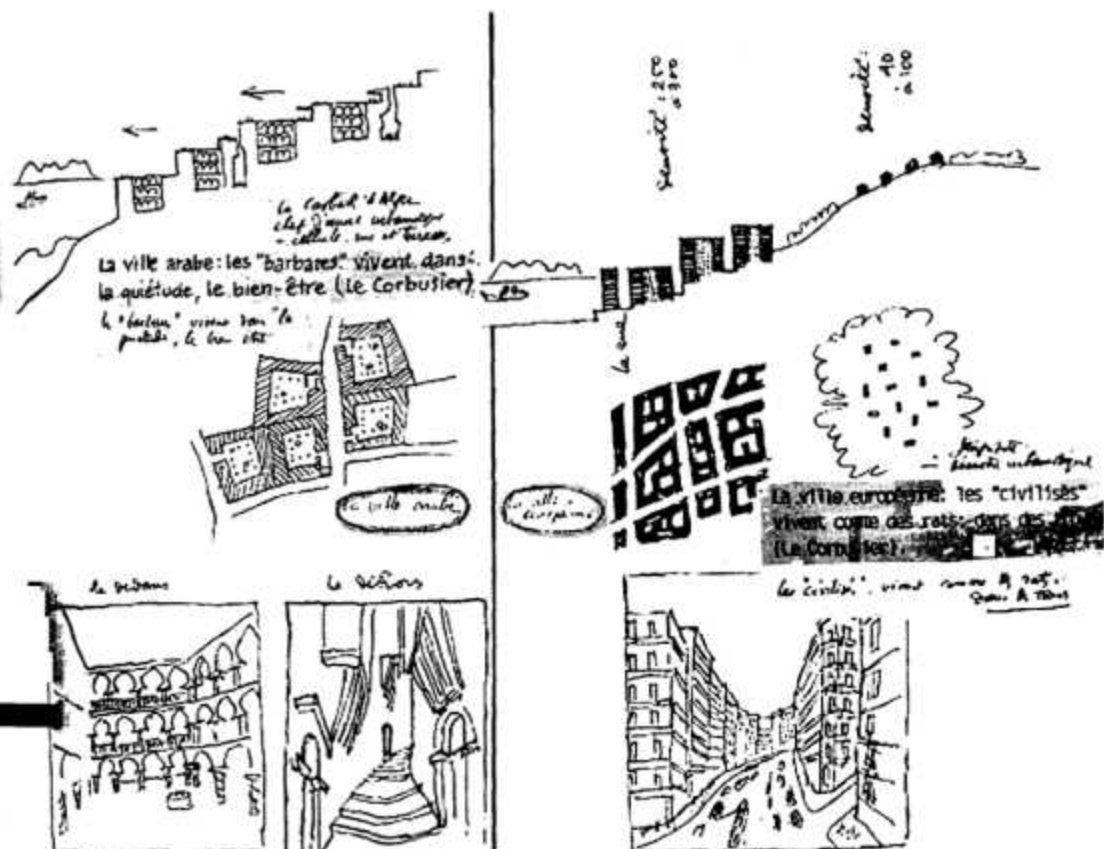
"Tout est encore debout dans la Casbah engorgée; tous les éléments d'une architecture infiniment sensible aux besoins et aux goûts de l'homme. La ville européenne peut en tirer un enseignement décisif, non pas qu'il s'agisse d'annoncer un glossaire d'ornements arabes mais bien de discerner l'essence

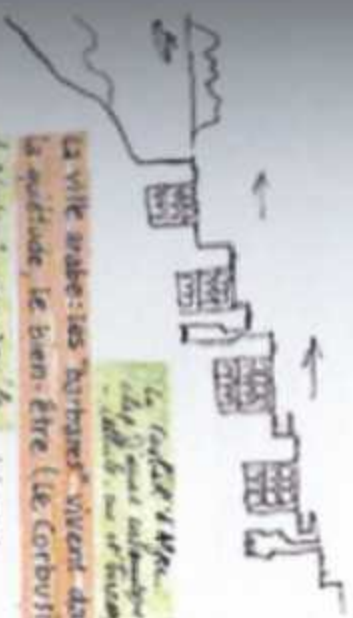
LE CORBUSIER CHERCHANT A FAIRE D'ALGER UNE CAPITALE DU 20^E SIECLE

même d'une architecture et d'un urbanisme. D'autres problèmes sont alors posés, se référant à des coutumes différentes et devant satisfaire d'autres besoins. Une base fondamentale est commune: le soleil d'Afrique et le paysage... La construction de ces terrains à bâtir superposés permettra à tout propriétaire d'acquiescer la surface qui lui plaira et d'y faire construire à son gré, en toute liberté, des villas étonnantes - même en Renaissance italienne. Et, résultat des techniques modernes (respiration exacte) et du dispositif de chacun des plans, il sera possible de reconstituer non pas le style arabe des anciennes résidences des coteaux de Mustapha, mais le confort arabe, c'est-à-dire la fraîcheur et l'abri et la vue à volonté, et les contrastes si prodigieusement architecturaux des volumes vastes et petits, des hauteurs de 2m 20 et 4m 50. Ils ont pu se loger si nombreux et à l'aise, dans les ombres diverses des cours, dans l'espace des horizons de la terrasse, parce que cette architecture arabe détiend le secret des dimensions humaines... Mais on seul allait à la Casbah, moi aussi, l'un des lieux les plus beaux

d'architecture et d'urbanisme: harmonie, vie africaine, calme de la maison, aventure de la mer".

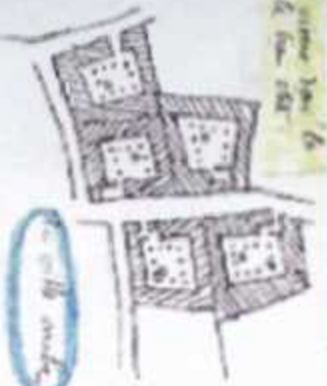
Pour LC, "Les Femmes d'Alger" de Delacroix est une œuvre qui ne finira pas de le fasciner, encore avant Picasso. Sa peinture murale à Cap Marin en témoigne et il travaillera vers la fin de sa vie sur ce sujet, mais brûlera ses esquisses. Son ami Samir Rafi, assistant à la scène, réussira à garder celles qui avaient, grâce à son intervention, échappé à la destruction. Avec son jeune guide Jean de Maisonneuse, LC visite les petits bordels de la Casbah, les seules maisons qui leur sont accessibles. Ils font des relevés de leurs composantes architecturales et LC dessine les prostituées, ce qui lui permet de "découvrir la noblesse du nu féminin grâce à la structure plastique de certaines femmes de la Casbah sous la lumière douce mais nuancée d'Alger". Cette ville est pour lui un corps féminin, ce qui explique la couverture de "Poésie sur Alger" représentant une femme nue avec une tête de bélier, animal familier de sa mythologie





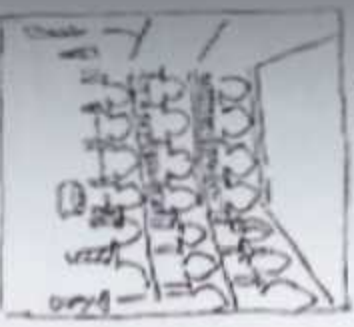
La ville arabe: les "habitants" vivent dans la hauteur, le bien-être (Le Corbusier)

Le "habitat" arabe: les "habitants" vivent dans la hauteur, le bien-être (Le Corbusier)

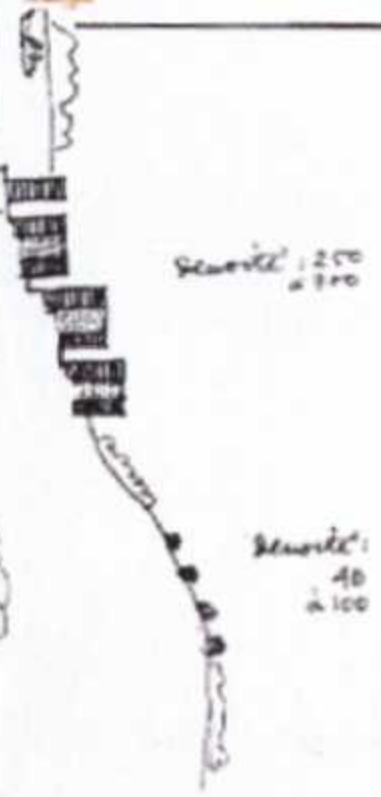
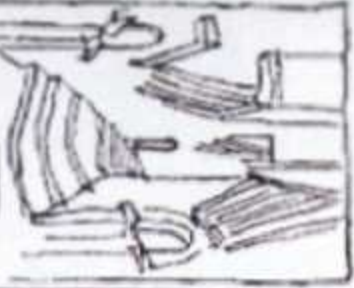


la ville arabe

La ville arabe



La ville arabe



la ville arabe

La ville européenne: les "civilisés" vivent comme des rats: dans des trous (Le Corbusier).

Le "habitat" arabe: les "habitants" vivent dans la hauteur, le bien-être (Le Corbusier)

Le "habitat" arabe: les "habitants" vivent dans la hauteur, le bien-être (Le Corbusier)



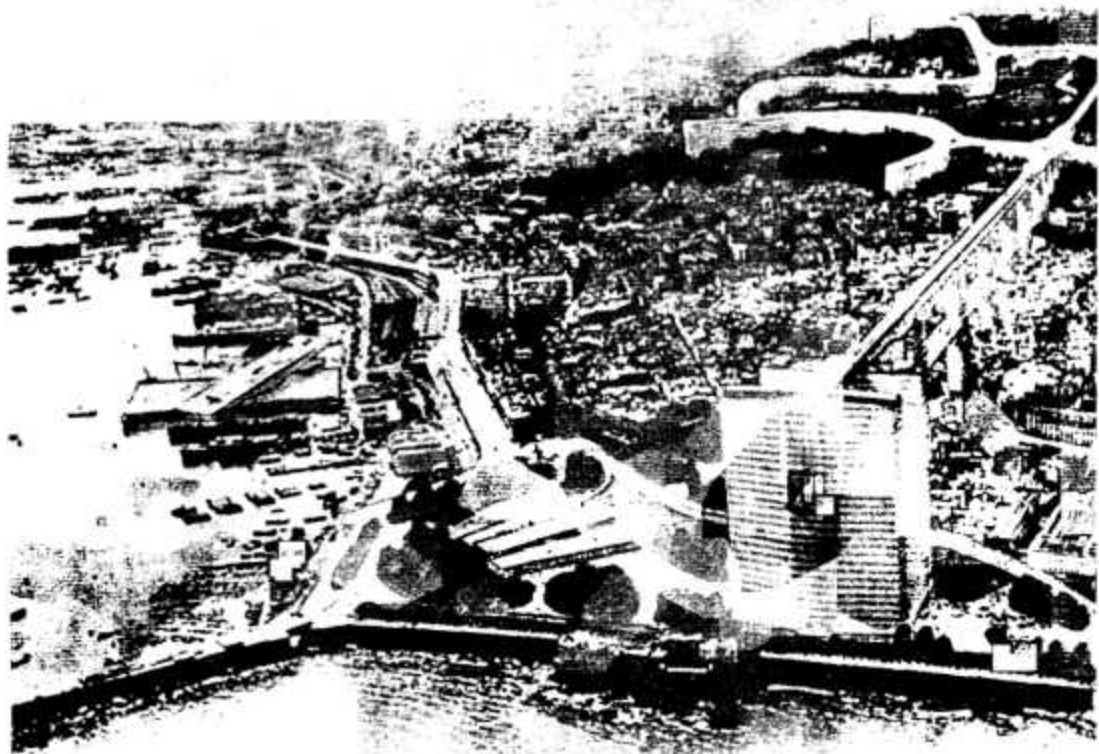
et signe astral, le tout devant le Plan Obus. Pour les uns, ce plan rappelle les formes de la femme, les autres croient voir celles de l'écriture arabe. LC nous dit qu'il y a beaucoup d'intentions dans un projet d'architecture et d'urbanisme, car il s'agit ici d'un " véritable monde qui se révèle à qui de droit, ce qui veut dire: à qui le mérite ".

1933: Le Plan Obus A est refusé par le public et par la presse

Nous sommes en 1933, au moment crucial, celui de l'exposition du Plan Obus A. Elle n'attire guère l'attention du public et de la presse, ne voulant rien savoir des idées révolutionnaires de celui qui est pour eux un " parisien " car il existe une forme de vanité insulaire, l'assurance algéroise d'être " les plus forts ". Les caricatures montrent son profil anguleux, alors que LC lui-même se voit dans le rôle du Messie des images pieuses. Mais la cause principale de sa

défaite est le changement brutal de la situation économique. Alors que la crise mondiale, en 1929, avait eu comme effet un afflux de capitaux, ce qui explique l'euphorie lors des fêtes du Centenaire de la colonisation, la crise frappe en 1933, à son tour, l'Algérie et 70% des travailleurs du bâtiment perdent leur emploi. Edmond Brua

continue à soutenir LC, mentionnant dans la presse spécialisée " des obus dont le sifflement cherchait à renouveler le miracle des trompettes de Jéricho ". Lui et le groupe des supporters de LC essayent, en vain, de mobiliser les étudiants, puisque selon Montherlant, à ce moment-là, " tout est jeune, Alger est une ville jeune ". Dans un petit article dans " Alger-Étudiant ", LC cite son mot d'ordre: " Tout ce que nous pouvons donner aux hommes, c'est notre enthousiasme... Rendre à la poésie toute sa valeur... Je suis demeuré, pour mon bonheur, un étudiant permanent et impénitent. Je n'aime pas les écoles, l'académisme où l'on s'encroûte ". Comme la plupart des étudiants, les édiles, à l'instar de leur maire Charles Brunel, ne veulent rien savoir



LE CORBUSIER CHERCHANT A FAIRE D'ALGER UNE CAPITALE DU 20^E S^ECLE



d'une ville que l'on démolit pour en construire une autre, et ceci en pleine récession. C'est encore Brua qui décrit, en 1973 par son dernier article, la séance mémorable où LC défend une ultime fois son Plan Obus A; s'agit-il d'une provocation ou de l'espoir insensé d'un homme qui se dit "arrivé à un moment de maturité où il faut que j'œuvre":

"Conférence devant une salle comble, bourrée aux trois-quarts d'auditeurs hostiles. La foule était subjuguée, sinon conquise. Plus la clarté était aveuglante, plus grande fut la nuit: l'architecture sans urbanisme. Nous avons perdu la bataille d'Alger. Certes, un jour viendrait où les idées de LC se dresseraient dans le paysage... seulement elles ne porteraient ni son empreinte totale, ni son nom, elles ne seraient que des dépouilles prélevées sur son génie créateur..."

L'incertitude de Brua est justifiée car, comme dit Sainte-Beuve, "il n'y a pas d'élèves, il n'y a que de nouveaux maîtres". Emery, Miquel, Simounet, Bossu et quelques autres, comme Marie, qui construira l'immeuble-pont Burdeau - une édition de poche du Plan Obus - feront des réalisations honnêtes, mais, en effet, prélevées sur le génie

créateur de LC. Il écrit à bord du navire quittant le port: "... Alger s'enfonce, corps splendide, aux hanches et seins souples, mais recouvert de plaques écœurantes d'une maladie de peau. Le corps pourrait être monté dans sa splendeur, par le jeu des formes judicieuses, par la mathématique de rapports audacieux établis entre une topographie naturelle et une géométrie humaine... ". De retour à Paris, il envoie une dernière correspondance à Brua: "...Je veux que mes plans aient raison, et seulement mes plans, malgré les gens au pouvoir, malgré les fluctuations politiques. Un plan technique est en dehors de la politique".

1934: Plan Obus B, suivi des Plans Obus C, D, et E

La proposition en 1934 du Plan Obus B, une version diminuée et désastreuse du plan précédent, ayant cette fois un pont routier reposant sur sept piliers prenant appui sur la Casbah, traversée en diagonale, ce qui l'aurait anéanti. La nouvelle position exigée du gratte-ciel ne permet pas d'autre solution et LC sait qu'elle est mauvaise, car le projet est présenté de telle façon que seuls les professionnels puissent s'en rendre compte. Quant aux plans suivants, les Plans Obus C, D et E, ils ne sont plus de la macro-architecture. A partir de 1938, une grande importance est donnée à un gratte-ciel qui "renferme tous les bureaux de la cité". Etudié dans ses détails et présenté en 1945 avec une maquette en bois à l'échelle du centième, c'était le seul projet de LC qui aurait eu une faible chance de pouvoir se réaliser, mais pour lui c'était toujours "le tout ou rien".

1942: Plan Directeur d'Alger et de sa région

En 1942 LC présente, comme délégué du gouvernement de Vichy, son dernier plan d'urbanisme, un "Plan Directeur d'Alger et de sa région" resté, à ce jour, inédit. Il s'agit de deux plans à l'éch. 1:20 000 montrant l'état en 1942 et 1955, puis d'un plan détaillé à l'échelle 1:12 600 pour 1980, le tout accompagné d'un rapport justificatif. Les zones d'habitat européens et indigènes sont séparées. Sa nouveauté est le fait

que le gratte-ciel soit déplacé au Bastion 14 au-dessous de la Grande Poste, ce qui lui avait été conseillé par les architectes modernistes d'Alger, ayant pris en compte la tension politique alors régnante. Le quartier de la Marine devient un centre culturel et culturel musulman où un minaret très élancé devient la dominante verticale. En prenant cette décision, il reproduit le schéma du dualisme colonial ou ce que Janet

LE CORBUSIER CHERCHANT A FAIRE D'ALGER UNE CAPITALE DU 20^e SIECLE

cherche à compromettre LC aux yeux du pouvoir, le nouveau maire, depuis 1938, Rosis, étant un homme de la droite. Il semble donc que les représentants de la *"Blut und Boden-Architektur"* ne se soient pas trompés en ce qui concerne le camp qu'avait choisi LC. Le 12 juin 1942, le Conseil municipal d'Alger décide de rejeter en bloc son Plan Directeur. C'est l'échec et le départ définitif d'Algérie et il se peut que pour lui aussi, "les plus beaux paradis sont ceux que l'on a perdus". Le 1er juillet est la date de la rupture avec le gouvernement de Pétain et il tire sa référence en se disant:

"Adieu, cher merdeux Vichy" et "Vichy me fait vichier". Le 18 novembre, toujours en 1942, les Anglo-américains débarquent à Surocouf, à l'est d'Alger qui devient ainsi la capitale officielle de la France, après avoir été, sous le Maréchal Pétain, sa capitale officieuse. Pour LC la partie est jouée. Qu'emporte-t-il dans ses bagages? On pense à toutes ces études urbanistiques proposées gratuitement et à quelques projets architecturaux, tous sans aucune certitude de se réaliser, des projets qui vont remplir les ouvrages de l'*"Oeuvre complète"* et tomber dans l'oubli. Beaucoup de raisons pour ressentir de l'amertume, certainement. Pourtant, LC peut emporter tout ce qu'il avait appris, car le voyage est pour lui une technique de découverte et de questionnement de l'art. Jean de Maisonneuve l'accompagnait toujours au bateau, mais gardait en mémoire son premier départ, en 1931, où il entendit son cri soudain, depuis le pont, à la surprise des gens officiels: *"dis le bonjour à Conchita!"*. Un bon souvenir de leurs virées dans la Casbah et on la retrouvera, avec une très jeune Algérienne partageant sa chambre, dans l'œuvre graphique corbuséen. Maisonneuve devenu l'ami de LC lui rendra souvent visite à Paris où résidait son autre ami, Albert Camus. Il était de loin le meilleur témoin pour nous dire ce que l'Algérie avait apporté à LC: *"Il paraît bien que les voyages à Alger ont eu une influence capitale dans l'évolution de son œuvre, dans ce qu'on pourrait appeler son "humanisation". C'est en effet l'homme qu'il retrouve à Alger, architecturalement et plastiquement... Il rebouclait ici les premières expériences de son périple de jeunesse de 1911 en Turquie et en Grèce"*.

1947-1950

L'échec cuisant de LC profite aux architectes locaux, issus des Beaux-Arts, qui avaient travaillé contre lui au sein d'une Commission d'Urbanisme dont il était membre. En 1947, on lit sous la signature de LC: *"...depuis 17 ans je lutte pour Alger, ayant soumis bénévolement sept plans... Pour l'heure les profiteurs occupent le sillon tracé si ardemment: la poésie étant remplacée par "la béotie"..."*.

En 1948 est accepté le plan de Prost-Rotival, un plan qui cherche à préserver le Sahel et la Mitidja, cette dernière qui est devenue ce bourbier tel que l'a décrit Boualem Sansal dans *"Le serment des barbares"*. Ce plan est le seul projet d'urbanisme d'Alger, après ceux du Second Empire, à être suivi de réalisations délibérées. Le quartier de la Marine, commencé à être reconstruit à partir de 1950 par Tony Socard, est un désastre urbanistique: deux rangées d'immeubles de huit étages, flanquant une avenue transversale, coupent la Casbah définitivement de son milieu naturel, la Méditerranée.

Le plan de Gerald Hanning (1955-1959)

En 1954, le maire d'Alger, Jacques Chevallier, charge Pierre Dalloz, haut fonctionnaire du ministère d'Eugène Claudius Petit - un des plus actifs admirateurs de LC - de créer ce qui deviendra l'Agence du Plan "d'Alger qui fonctionnera six années. Pour Dalloz, LC avait échoué par *"le seul fait d'avoir cherché la solution sur le problème"*, tout en critiquant son Plan Obus: *"Je me méfie de l'urbanisme de l'homme seul qui présente comme choses sérieuses des rêveries plastiques sans lendemain"*. Il choisit comme associé l'architecte Gerald Hanning qui avait travaillé depuis 1938 pour LC, puis avait démissionné en 1945, dénonçant sa tendance esthétisante en ce qui concerne la reconstruction de la France. Dalloz rend visite à LC pour lui annoncer la création de cette Agence du Plan et, dès le lendemain, celui-ci lui transmet tous ses plans concernant Alger, espérant que son successeur en fera bon usage.

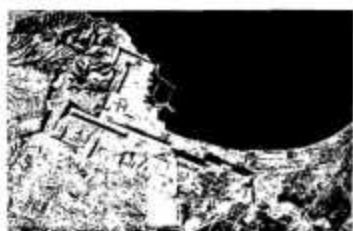
En 1956, Dalloz ayant - sans doute - décelé dans les propos de LC son amertume d'avoir été mis à l'écart, l'invite à Alger, tout en précisant qu'ils avaient conservé, sur leurs plans, son gratte-ciel du Bastion 14. LC tarde à répondre. La raison nous est donnée par sa note manuscrite que l'on a trouvée dans ses archives: *"Après 27 ans, en 1957, le plan d'Alger fut décapité par... les amis (Ote-toi que je m'y mette)"*. Mais lorsqu'il apprend soudainement qu'un architecte péruvien de l'Agence du Plan serait chargé d'étudier son "gratte-ciel", il répond enfin à Dalloz, lui proposant de le faire construire avec lui et Gerald Hanning, *"s'il le veut"*, puis avec *"mes vrais amis à Alger"*. Hanning proposera un gratte-ciel en forme de lame au quartier de la Marine, qui, heureusement, ne se réalisera pas. Son plan pour Alger, inscrivant la ville en une trame formant une équerre est, d'après Jean-Jacques Deluz, *"une transgression du Plan Obus"*, un plan qui subira le même sort, étant, lui aussi, un échec total. Quant aux raisons, elles seront analysées par Deluz qui reprend, en 1959, la direction de l'Agence du Plan.



LE PROJET DE G. HANNING DE LA CITÉ DES ANNASSERS ET CELLE DU GRANT-CELL DE LC AU BASTION 14.



REPRÉSENTATION DE LA VILLE IMAGINÉE COMME OBJET RÉEL, SUR PHOTO PAR J.-D. DELUZ (1959).



L'EMPREISE RÉGIONALE D'ALGER.

LES VILLES SATELLITES POUR ÉVITER LES INTÉRIEURES TRANSPORTS QUOTIDIENS ENTRE LE LOGEMENT ET LE TRAVAIL (GÉRARD HANNING EN 1959).



L'amertume d'Edmond Brua, ressentie après l'ultime conférence publique de LC, en 1933, était justifiée. Emery, Miquel, Simounet, Bossu et quelques autres, comme Marie qui construit l'immeuble-pont Burdeau - une édition de poche du Plan Obus - font des réalisations honnêtes, mais, en effet, "prélevées sur le génie créateur de LC".

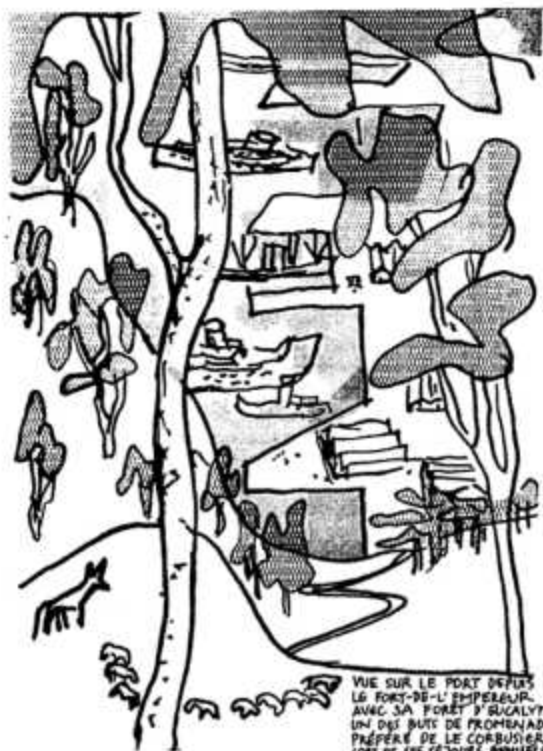
Le plan d'Oscar Niemeyer (1968-1970)

En 1962, l'année de l'indépendance algérienne, LC, de passage à Rome, note dans son carnet:

"Ce Rome n'est plus - devant tous les peuples mis debout, marchant". L'année 1964 est celle de la préparation de la Conférence afro-asiatique et on s'apprête à construire un très-grand hôtel initialement encore plus élevé que celui qui sera réalisé, l'hôtel Aurassi. Comme il écrase par sa position le Fort de l'Empereur et la Casbah, les urbanistes Jean de Maisonneul et Charles Bachofen proposent, en vain, de le situer au quartier de la Marine, sous la forme et à l'endroit du

gratte-ciel de LC, ce qui aurait présenté un moindre mal. En 1965, après le décès de LC, les Français et les Suisses organisent, dans une galerie de la rue Pasteur à Alger, une petite exposition commémorative, inaugurée par un invité d'honneur, Eugène Claudius-Petit.

En 1968, Baghdad Ould Henia, dirigeant alors le COMEDOR qui s'occupe de l'urbanisme du Grand-Alger, pense-t-il à ce que ferait LC maintenant? Il invite Oscar Niemeyer, alors en exil à Paris, l'architecte qui fut un élève de LC, avant de devenir son disciple, s'admirant réciproquement, venant, de surcroît, d'un pays anciennement colonisé, le Brésil. Niemeyer est donc bien reçu par le Président Boumedienne qui lui dit: "Vous allez être mon conseiller en architecture. Je vous donne carte blanche". Niemeyer construira l'EPAU et deux universités; ensuite il proposera l'extension de la capitale le long de la baie avec, comme élément principal, un centre gouvernemental. Ce projet ambitieux étant critiqué, il écrit à son interlocuteur direct, le Commandant Djelloul: "... Dire que de telles solutions sont pour l'an 2000 constitue un manque de

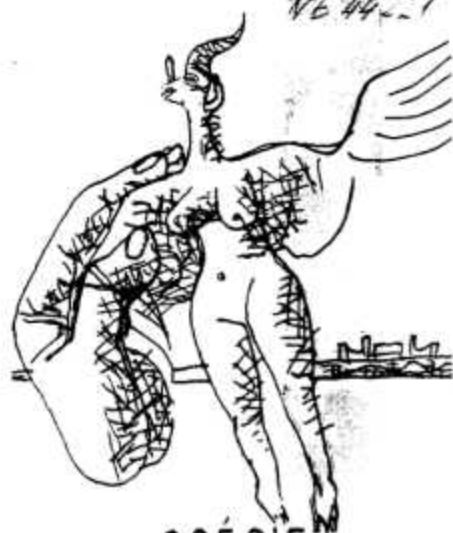


VUE SUR LE PORT DEPUIS
LE FORT-DE-L'EMPEREUR.
Avec sa forêt yuccalypt
un des buts de promenade
préférés de Le Corbusier
dont ne que ce vieux animal

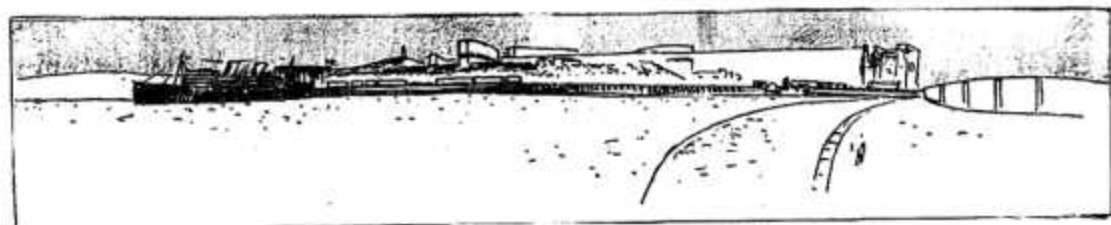
LE S'ÉTAIT INSPIRÉ DU VERS : « GARDER MON AILE DANS TA MAIN » (S. MALLARMÉ)

LE CORBUSIER

N° 442-1



POÉSIE
SUR
ALGER



calme et de béatitude", elles avaient nourri son œuvre, marquée à tout jamais par des formes pleines sous la lumière, comme la Chapelle de Ronchamp (1950-1955).

Et en 1948, lors de l'élaboration de la Cité de la Sainte-Baume par la conception d'un habitat horizontal et dense, c'était la médina nord-africaine qui lui avait servi de modèle. Un avant-projet portait le nom de "Casbah", ce qui ne déplaisait pas au maître d'œuvre, Edouard Trouin, lui aussi un admirateur de la vieille ville d'Alger. La Cité n'a pas été réalisée, mais ce projet allait inspirer beaucoup d'architectes

à travers le monde. A Alger c'était Roland Simounet avec la cité Djenane el Hassan (1957) au Frais-Vallon.

Quant à l'Aéro-Habitat (1955) dont le principal artisan est Louis Miquel - "ouvrier modeste mais tenace et intègre" - il se réfère à l'Unité d'habitation à Marseille.

LC avait découvert par ses relevés dans la Casbah une architecture respectant totalement l'échelle humaine, des relevés dont il avait dit à Maisonsseul qu'ils n'avaient jamais quitté sa table de travail, jusqu'au jour où ils lui auraient été volés: "Une maison arabe est mesurée au pas des jambes, à

LE CORBUSIER CHERCHANT A FAIRE D'ALGER UNE CAPITALE DU 20^E SIECLE

la hauteur des épaules. Les patios et chambrettes sont dimensionnées à la calme mesure des pas, et les hauteurs du tout sont celles qu'estime une tête portée sur des épaules: colonne à la hauteur d'épaule, et avec au-dessus, passage de tête". En 1950, cette découverte capitale est à l'origine du "Modulor, un système de mesure harmonique à l'échelle humaine".

Quant au Couvent de "La Tourette" (1960), il résume toute l'œuvre de LC et beaucoup de détails nous font penser à ce qu'il avait vu en Algérie, en particulier au M'zab.

Nous avons parlé de ses bagages lors de son départ en 1942 et oublié de dire qu'ils contenaient un cadeau qu'il allait faire à la ville d'Alger. Ses émotions vibrantes, ressenties lors de ses séjours en Alger entre 1931 et 1942 sont résumées dans "Poésie sur Alger" (3), cinquante pages illustrées par des croquis de sa main, un petit ouvrage à la portée de toutes les bourses, commençant par: "La poésie rayonne sur Alger; elle n'est point subjective, mais pètrie de réalité nord-africaine". Conçu en 1942 et publié en 1951, cet opuscule était alors envoyé avec une dédicace amicale à Jean de Maisonsseul, son jeune guide, devenu urbaniste et architecte diplômé et qui fondera l'Institut d'Urbanisme d'Alger, ce "garçon bien" habitant alors la Ville blanche "où la mer, la chaîne de l'Atlas et les Monts de Kabylie déploient leurs fastes bleus".

(1) Nietzsche Friedrich: "Seconde considération intempestive". GF-Flammarion, Paris. 1988. Page 131.

(2) Deluz Jean-Jacques: "L'Urbanisme et l'Architecture d'Alger. Aperçu critique". Pierre Mardage, éditeur, Office des Publications Universitaires. Alger 1988. Page 64.

(3) Le Corbusier: "Poésie sur Alger". Falaize, Paris 1951 (épuisé).

TERRITOIRES DU SUD: LE CORBUSIER, ESPAGNE, ALGÉRIE (*)

Juan José Lahuerta

Je voudrais, dans cette conférence, vous faire part de quelques commentaires sur les voyages que Le Corbusier réalisa en Espagne ainsi que sur les textes et les dessins que lui inspirèrent ces voyages. Comme vous le verrez, il s'agit d'un sujet qui, sous différents aspects, est relié à l'Algérie et ce, d'une manière qui n'est pas précisément banale ou fortuite. C'est entre 1930 et 1931 que Le Corbusier, accompagné de son frère Albert, de Pierre Jeanneret ou de Fernand Léger, réalisa plusieurs voyages en Espagne. Lors du second de ces voyages, celui de 1931, ils se dirigeaient vers l'Afrique et ils traversèrent la Péninsule en voiture, dans la Voisin de Le Corbusier, par la route de la côte méditerranéenne que Le Corbusier appelait "la route Primo de Rivera", du nom du dictateur espagnol qui avait été destitué cette même année 1931, en avril, peu de temps avant que ne soit proclamée la République en Espagne. Le Corbusier et Léger écrivirent des articles sur ces voyages. Léger sur celui de 1930 dans *L'Intransigeant*, Le Corbusier sur celui de 1931 dans *Plans*.

Le titre de l'article de Le Corbusier est significatif: "Coupe en travers. Espagne, Maroc, Algérie, Territoires du Sud". Territoires du Sud, en effet. Expression qui illustre bien le point de vue de Le Corbusier. Et ici il nous faut rappeler, une fois de plus, que 1930 est l'année du Centenaire de la colonisation française de l'Algérie, ce qui donne lieu à un grand nombre de manifestations la plus importante étant l'Exposition coloniale de 1931, à Paris. On assiste alors à un regain des sentiments colonialistes français quelque peu endormis, semble-t-il, non seulement sur le plan de la politique et de la propagande mais aussi sur le plan culturel et artistique. L'Orient, cet Orient mystifié que sont les territoires du Sud du "calme, luxe et volupté" de Baudelaire au "Du sang, de la volupté et de la mort" de Barrès l'Orient donc, est de nouveau un sujet pour les artistes. Il suffit pour cela de rappeler l'intérêt renouvelé de Matisse, ces années-là,

pour les odalisques et ses figures paresseusement allongées dans ces décors bizarres qui surgissaient banalement des cartes postales et des murs de son studio: des femmes résignées de par leur condition de femmes et d'orientales. Mais revenons à présent au texte de Le Corbusier dans *Plans*, et en particulier à la première partie consacrée à l'Espagne. En Espagne, précisément, ce texte a toujours été interprété d'une manière positive. Déjà à l'époque, il fut traduit et publié dans certaines revues espagnoles qui signalaient les éloges que Le Corbusier faisait de la route de la côte méditerranéenne, tracée et construite, comme je l'ai dit, sous la didacture de Primo de Rivera. Le Corbusier écrit par exemple: "Primo de Rivera a donné l'ordre et Le Corbusier souligne ces mots: donné l'ordre de construire à travers l'Espagne le Circuit national... une route continue qui est la plus belle que je connaisse, qui est parfois merveilleuse... une splendeur". Cependant, en réalité, ces éloges qui sont des éloges à l'Autorité, à une époque où Le Corbusier la cherchait partout et à laquelle il consacrait ses livres, ces éloges donc ne représentent qu'une partie du texte, la partie qui a le plus à voir avec l'inertie de la pensée théorique de Le Corbusier de ces années-là. Il y a d'autre part d'autres questions dans ce texte qui ont trait à d'autres topiques différents: en particulier les clichés français sur l'Espagne et en général ce que peuvent être les clichés sur les territoires du Sud à une époque de renouveau de l'enthousiasme colonialiste. Quel est en réalité le sujet du texte?

Tout d'abord, Le Corbusier compare la route au chemin de fer. À l'époque de *Plans*, lorsque Le Corbusier a changé les dimensions de l'échelle de ses analyses et de ses propositions qui ne sont plus marquées par la machine mais par l'homme mystifié du "nouvel humanisme", par "l'homme réel", il semble logique qu'il préfère la route, qui relie et assemble les lieux et les personnes, au train qui traverse sans s'arrêter, sans toucher le sol, des contrées lointaines et crée, comme dit Le Corbusier, de grandes villes séparées. La route qu'il parcourt en longeant la Méditerranée espagnole a, de ce point de vue, un caractère paradigmatique. Il s'agit à ses yeux d'un ruban construit dans un parage où rien n'existait auparavant. Primo de Rivera a donné l'ordre, dit Le Corbusier. C'est comme passer l'aiguille et le fil pour unir en une seule aiguillée ce qui était séparé, et le faire à l'échelle humaine, comme l'écrit Le Corbusier: "Cette route, c'est elle qui fera vivre l'Espagne: le sang qui circule". Or, quelle est l'idée implicite dans ces descriptions, dans ces métaphores de la route comme artère ou sillon vivifiant? Évidemment l'idée que la route circule - et j'insiste sur le dynamisme du mot circule sur un territoire figé, immobile. "La route", dit Le Corbusier, coupe en travers des cultures séculaires ou

millénaires". L'Espagne est, en effet, pour lui comme pour Léger dans son article qui décrit l'autre voyage, un paysage figé qu'ils traversent à toute vitesse dans sa Voisin. "Nous sommes des barbares descendus de la Voisin métallique, écrit Léger, nous sommes des barbares, nous sommes vite dans un pays lent". Un paysage donc, statique, dans lequel ils pénètrent à la vitesse de leur machine. Le Corbusier écrit, par exemple: "Beauté plastique d'une grande route, pure, en soi. Beauté paysagiste dans la nature ambiante, d'une grande route pure". Et Léger écrit plus clairement encore: "Un pays couché, allongé... Les sierras sont en largeur... On pense déjà aux dunes de sable du désert. Toute cette platitude, cette horizontalité..."

Et lorsque Le Corbusier parle de "vitalisation du paysage millénaire par la route moderne", nous ne pouvons pas ne pas signaler l'expression beaucoup plus explicite que Léger donne de la même idée: "Une automobile dans cette vie au ralenti, c'est inconciliable. C'est le XIIe siècle avec toute sa séduction et sa surprise".

Le Corbusier comme Léger semblent intéressés par la création d'images qui montrent le contraste entre eux, qui viennent d'arriver et parcourent la route à toute vitesse, et le paysage, figé non seulement d'un point de vue plastique, en tant que forme, mais aussi dans le temps. Cet arrêt, cette fixité plastique et temporelle, ne sont autre chose que des images de ce qui est archaïque.

Léger parle d'une terre du XIIe siècle. Le Corbusier, d'un paysage millénaire. Et cet archaïsme, dans lequel s'établissent des rapports entre la terre et l'homme, le paysage et le temps, cet archaïsme, dans la perspective de Le Corbusier, dans la perspective du "nouvel humaniste" et de "l'homme réel", ne peut être que ce qui est original, ce qui est pur. Le Corbusier explique comment la route de Primo de Rivera pénètre dans un territoire qui n'est pas, comme il le dit textuellement, contaminé par la civilisation. Cette civilisation est le capitalisme générique que Le Corbusier nommait à cette époque d'un terme non moins générique. Il disait, par exemple, "l'argent".

Et le paysage espagnol n'est pas contaminé, il est sans tache: "Nulle souillure, nulle perversion de l'argent", écrit Le Corbusier. Il s'agit d'une vision de l'immaculé, qui est aussi une vision de l'innocence, et qui va encore au-delà. Voici ce qu'il est, littéralement, un territoire vierge.

Le Corbusier écrit: "Les maisons, au milieu des terres cultivées, sont chastes", et il souligne ce dernier mot, "chastes", qu'il emploie de nouveau à d'autres occasions: "Ce pays, écrit-il par exemple, est pureté et noblesse. C'est chasteté aussi."

La chasteté suppose un degré supérieur par rapport à la simple absence de péché. C'est la vertu de la pureté mais aussi un vœu. La vertu qui s'oppose à la luxure. Léger, dans son texte, se plaint que cela ne puisse pas durer longtemps: "Nous pénétrons là-dedans violemment, en renversant les valeurs. Pour apporter quoi? La destruction sera rapide; l'homme du Nord qui déborde va briser cet admirable édifice millénaire".

Le Corbusier se plaint de même, mais cette fois-ci en tant qu'"homme du Nord", c'est-à-dire en disant à la jeune République espagnole ce qu'elle doit et ce qu'elle ne doit pas faire, en lui conseillant de conserver cette stationnarité plastique et temporelle, cette chasteté qu'il a vue dans le paysage espagnol: "République, attention! Ce serait un attentat contre la vie elle-même si tout cela - il parle de la route - si tout cela devait ici conduire à la mésaventure nordique".

Au cours de ses voyages dans les territoires du Sud, comme dans ses voyages en Amérique du Sud ou en Russie, Le Corbusier cherche de nouveaux marchés pour ses idées et ses projets. Ce n'est pas un hasard si à cette recherche correspond une vision colonialiste de l'Espagne aussi évidente que celle qui apparaît dans ce texte. C'est une mentalité endémique, colonial-paternaliste, qui engendre explicitement cette vision du Sud, d'une Espagne figée dans une pureté sans perversions.

Il ne s'agit pas d'expliquer cela d'une façon détaillée - cela dépasse d'autre part le cadre de cette communication - cependant, il est clair qu'historiquement tout colonialisme a été accompagné de cette autre version du colonialisme même, destinée à atténuer la mauvaise conscience, c'est-à-dire le paternalisme. Cet "humanisme" qui voit l'autre comme un bon sauvage, qui trouve chez l'autre toutes ces vertus et cette pureté n'existant plus dans la société développée, et qui donc veut l'obliger à conserver ces dernières, c'est-à-dire à rester, à s'immobiliser dans son sous-développement. Un sous-développement qui peut se revêtir de magnifiques figures rhétoriques: la plasticité du paysage, la suspension du temps, l'absolu, la pureté, la chasteté, l'innocence, etc.

Pour toute la tradition culturelle française et centroeuropéenne en général le Sud, et en particulier l'Espagne si proche, le Sud donc est l'endroit où l'on conserve encore les passions et les sentiments que les conventions ont fait disparaître de la vie courante du Nord. Dans le texte de Le Corbusier, comme dans celui de Léger, les termes comme

pathétisme ou race abondent. On trouve aussi, d'autre part, sans contamination et immobile.

La vision que Le Corbusier projette sur l'Espagne n'est pas anecdotique: c'est la vision qui correspond exactement à une époque de crises. Crise sociale, crise politique et crise économique nous sommes en 1931 mais aussi crises personnelles. Or, face à la crise, l'Espagne, avec son paysage millénaire, est, pour Le Corbusier, ce qui ne change pas, ce qui reste identique à soi-même dans une merveilleuse contraction plastique. Face à la crise, ce qui ne change pas donne un sentiment de sécurité.

Ainsi, une fois de plus, comme tant de fois, le Sud est, en réalité, une entéléchie: le Sud est une représentation du Nord. Le Corbusier écrit: "Je ne connais pas de plus beau pays, vieux de 2 000 ans et vivant dans les mêmes campagnes cultivées, au pied des mêmes sierras dénudées et désertes, le grand aujourd'hui". Et, plus loin, en plein délire héroïque: "Espagne = César, Califes de Cordoue, Charles-Quint".

La vision la plus rétrograde de l'histoire d'Espagne coïncide nécessairement avec son immobilisation dans une forme sans formes, dans un temps sans temporalité. C'est ainsi que Le Corbusier l'a vue, telle qu'elle était déjà prévue, vue à l'avance. Et le voyage continua jusqu'au Maroc et en Algérie.

Mais j'ai dit auparavant que je m'en tiendrai aux voyages espagnols. En 1932, Le Corbusier retourna en Espagne. Un nouveau voyage en voiture avec Pierre Jeanneret tout autour du pays. De ce voyage, s'il ne reste aucun texte il reste plusieurs croquis dans les carnets et, surtout, un cahier que Le Corbusier data postérieurement de 1931, mais qui semble correspondre à ce voyage de 1932. Je travaille actuellement sur cette question mais là n'est pas notre sujet pour l'instant. Quoi qu'il en soit, ce qui nous intéresse c'est ce que contient ce très beau cahier à grandes pages sur lesquelles Le Corbusier a réalisé une série de dessins appliqués aux crayons de couleur: quelques détails d'architecture populaire, quelques notes sur les peintures romanes de Gérone ou du Musée d'Art roman de Barcelone ces peintures qui, quelques années auparavant, avaient enthousiasmé Picasso, entre autres et surtout des dessins de femmes du Barrio Chino (littéralement le quartier chinois, en fait le quartier du port de Barcelone), des femmes qui pour certaines sont nommées: Pilar Palacio ou la Manolita. Lorsque Le Corbusier visita pour la première fois Barcelone, en 1928, il alla contempler la Sagrada Família de Gaudí. "C'est un drame", dit-il d'une façon aussi ambiguë que polie.

Cependant, il remarqua aussitôt autre chose, apparemment de

moindre importance: le toit ondulé des petites écoles provisoires que Gaudí avait construites sur le terrain du chantier pour les enfants des ouvriers employés dans la construction. Les voûtes réglées de Gaudí, cette fameuse "volta catalana" (voûte catalane), devaient attirer l'attention de quelqu'un qui, comme Le Corbusier, à cette époque de "Une maison, un palais", commençait sérieusement à s'intéresser à certains styles de construction traditionnelle et à leurs matériaux. Malgré cela, ce n'est que dans les années 50 que Le Corbusier s'intéressa de nouveau à Gaudí. En fait, et cela selon toute logique, il avait plutôt du mépris pour l'œuvre ultradécorative, baroque, kitsch, de Gaudí. Dans les illustrations de l'article de Plans que nous avons commentées, la Sagrada Família figure, précisément, comme contrepoint à une image du paysage, d'architecture populaire: ce qui est artificiel et prétendument cultivé contre la vérité de la terre, contre le réel, voilà ce que semble nous dire cette opposition binaire. Ainsi, lorsqu'en 1932 Le Corbusier retourne à Barcelone, ce ne sont pas les courbes réglées de l'œuvre de Gaudí, ce qui l'intéresse le plus, mais les courbes des femmes du Barrio Chino. Le Corbusier ne dessine des femmes que lorsqu'il visite ces territoires qui sont pour lui sans tache: il le faisait en Algérie et au Brésil, ainsi qu'à Barcelone, en Espagne. Comme tant d'autres artistes de culture française, Manet, Picasso, Picabia, Masson, Le Corbusier dessinait des "Espagnoles". De même que dans ce texte que nous avons analysé, ce qui caractérise ces "Espagnoles" de Le Corbusier, c'est le topique: celui de l'Espagnole qui correspond aux Gitanes sur les photos des cartes postales de sa collection, aux Espagnoles illustrées dans ses articles, ou aux descriptions de la littérature qui traite de l'Espagne, ou bien, mieux encore, des bas quartiers barcelonais, ainsi qu'aux descriptions du roman de genre français. Voici, pour exemple, cette description d'une "Espagnole" de Paul Morand dans *La nuit catalane*: "À ses cheveux qui, quand elle eut ôté son chapeau, apparurent absolument tendus jusqu'aux oreilles où on les laissait s'échapper en frissons mousseux, si huilés qu'ils cessaient d'être noirs et recueillaient tous les reflets, au chignon tordu comme un linge, ruisselant de strass, on retrouvait l'Espagne". Cette description de Morand, ces cheveux ondulés, noirs, huilés, est-elle tellement éloignée de ce portrait de femme du Barrio Chino réalisé par Le Corbusier? On trouve dans les deux le même topique de l'Espagne. Mais, de même que pour le texte, les dessins ont une autre dimension. Le Corbusier veut voir à travers ces femmes qu'il dessine souvent nues, le visage d'un monde archaïque encore proche de l'origine et, donc, même si paradoxalement ce sont des prostituées, un monde pur. Naturellement ceci apparaît d'une manière plus évidente dans les dessins des femmes

d'Alger. Stanislaus von Moos a déjà dit des choses très pertinentes sur ce que signifient ces dessins dans l'œuvre de Le Corbusier, je ne m'aventurerai donc pas sur ce sujet. Je voudrais toutefois faire une observation. Face à l'orientalisme banal et décoratif qui surgit en France au cours de ces années de commémoration du centenaire de la colonisation de l'Algérie, ou plus encore, face à l'orientalisme artificieux, et pourquoi ne pas le dire, de parodie chez certains artistes comme Matisse, les femmes nues de Le Corbusier veulent être, une fois de plus, une métaphore d'autres sortes transcendantes de nudité, comme par exemple la nudité de l'âme.

On sait, par ailleurs, que certains de ces dessins de femmes nues n'ont pas été réalisés à partir d'un modèle réel mais à partir de cartes postales. Ainsi, l'intervention de Le Corbusier est plus violente: il dépouille ces femmes de tous les attributs médiatiques, de ces ornements artificiels que le particularisme et le désir de plaire au touriste rendent obligatoires. Face à la contamination à laquelle oblige le regard impur et banal du Nord, face à ce qui serait donc pour Le Corbusier la véritable prostitution, les nus se transforment en un acte de purification, de vérité. Quelque chose de semblable survient à Barcelone. Son Barrio Chino était devenu, dans la littérature de genre européenne de ces années-là, le symbole du quartier du port: les bas quartiers de Barcelone étaient, dans les romans de Morand, Carco, Mac Orlan, Montherlant, et dans ceux de Bataille et Genet, publiés plus tard mais écrits à la même époque, les bas quartiers de l'Europe entière. Et c'est là que Le Corbusier trouve les femmes espagnoles. Les femmes d'Alger suivirent dans l'œuvre de Le Corbusier un chemin complexe. Ce défi qu'il se lança à lui-même et qui avait pour objectif la réalisation d'une grande œuvre qui ferait concurrence dans le privé à Ingres, Delacroix et Picasso... Pas moins! Les femmes de Barcelone prirent un autre chemin, plus rapide et plus modeste, sans doute, mais non moins tragique. Même si c'est pour d'autres raisons. Par ailleurs, elles couronnèrent la vision que Le Corbusier avait projetée de l'Espagne au cours de ses voyages. Ces femmes iraient rejoindre l'ensemble de peintures et de croquis de fin 1938 et début 1939 que Le Corbusier appela à cette époque *Barcelone*, et qu'il rebaptisa, dans les années 59-60, lorsqu'il reprit le sujet pour une série de lithographies, *La chute de Barcelone*. Le schéma est toujours, pour l'essentiel, le même. Une femme très fortement plastique, volumineuse et aux contours droits, vue de face, occupe la moitié du tableau, tandis que dans l'autre moitié, une autre femme, ou peut-être la même, se décompose, la tête en bas, tombe en morceaux comme une ruine, comme une sculpture brisée. Sur l'un de ces dessins,

on peut voir ces deux femmes reliées explicitement par deux traits: l'un réticulaire et clair, l'autre comme une pelote enchevêtrée ou un labyrinthe. Au fond, des courbes ondulantes rappellent l'horizon de collines qui entourent Barcelone et que Le Corbusier avait déjà dessiné à une certaine occasion en le mettant en rapport avec le corps d'une femme. Par exemple, dans ce cahier réalisé lors de sa dernière visite à Barcelone en mars 1932.

D'une part, donc, des femmes comme métaphores du paysage et de la ville même, et d'autre part, l'opposition entre l'ordre construit et le chaos. Deux thèmes assez connus, semble-t-il, dans l'œuvre de Le Corbusier. Il faut cependant situer cette série de peintures à son époque, c'est-à-dire en 1939. La guerre civile espagnole, qui commença en 1936, était sur le point de s'achever avec la victoire des troupes franquistes. Ces femmes métaphoriques et ce double affrontement entre construction et destruction, ordre et désordre, ce manichéisme présenté comme un jeu, comme un jeu de figures, comme un jeu de contraires, est très vivement en rapport avec la position qu'adopta l'art français en général face à la guerre civile espagnole. Dans les peintures et les dessins de Le Corbusier nous voyons, derrière les images doubles les plus évidentes, une autre métaphore: la représentation d'une guerre imaginaire. Les remords et la mauvaise conscience des artistes et des intellectuels français face à la tragédie qui se joue en Espagne engendrent une interprétation qui tient lieu d'échappatoire et de consolation, une interprétation littéraire de la guerre civile, dont le point culminant est une vision mystifiée, une vision sacrificielle de la guerre. L'Espagne, nous l'avons vu, c'est ce paysage et ce peuple qui sont à la fois tellement proches et tellement lointains, de l'autre côté de Pyrénées, à la pointe extrême de l'Europe, "une" Afrique. Depuis toujours, en définitive, l'Espagne est un nom de tragédie. Ce qui est espagnol est exotisme et frontière, le point de rencontre des contraires. Ce qui est espagnol c'est ce qui est africain mais plus mystérieux encore. De sorte que la guerre est présentée, dans la littérature et dans l'art français de cette époque, comme un rituel archaïque d'où surgissent les éléments les plus obscurs et les plus lointains de la magie, de la religion, ainsi que de l'anthropophagie. La construction mythique de l'Espagne qui s'était élaborée tout au long du XIXe siècle, et qui avait acquis de nouvelles nuances dans les années trente - des années de crise, comme nous l'avons dit - parvient à son point culminant avec la guerre civile. On avait déjà parlé, à propos de la corrida, de passion et de cruauté, d'amour et de mort. Comment ne pas voir dans la guerre civile, cette guerre entre frères, la corrida définitive, la corrida la plus grandiose? L'un des livres de reportages sur la

guerre civile espagnole de cette époque s'intitulait précisément *L'arène espagnole*. Ainsi pour tranquilliser les consciences de ces intellectuels et artistes, la terrible réalité de la guerre se dissout dans le mythe, un mythe exaspéré qui, en définitive, établit la différence espagnole. Deux métaphores bien éloquentes seront constamment appliquées à la guerre civile: celle de la tauromachie et celle du labyrinthe, toutes deux directement liées au mythe du minotaure. Ces deux images ne sont peut-être pas très éloignées de cette opposition de femmes, d'ordre et d'égarement, des peintures que Le Corbusier intitula *Barcelone*. En pleine guerre, André Masson qui avait vécu avec Bataille en Catalogne entre 1934 et 1936 présenta à Paris une exposition intitulée, précisément, *Espagne 1934-1936*. Sur la couverture du catalogue, une illustration de Masson lui-même: une tête de taureau dans la nuque duquel est plantée, non loin d'une banderille munie de rubans légers comme des flammes, et près d'un œil furieux à côté duquel des mains soutiennent un crâne, la verticalité péremptoire d'une épée. C'est ce que disait Michel Leiris à propos de cette exposition dans un texte intitulé *Le peintre-matador: "la verticalité péremptoire de l'épée"*. Verticalité péremptoire qui se plante dans le taureau furieux sans forme définie et le crâne. C'est-à-dire, tauromachie et labyrinthe, l'opposition et l'essence la plus archaïque du mythe. Pour Leiris, comme pour tant d'autres, la corrida est la grande métaphore de la guerre, qui à son tour est métaphore de l'Espagne entière. Comme le drame, dit-il, dans lequel on réunit la règle et l'exception. Vingt ans avant, Le Corbusier avait écrit que dans le jeu à mort entre le torero et le taureau, c'est l'exactitude qui l'emporte. La chute de Barcelone est le point culminant de la vision que Le Corbusier s'est formée de l'Espagne: une Espagne imaginaire dans laquelle, nécessairement, tristement, cette exactitude restera pour toujours en suspens.

(*) Ce texte est un extrait du livre Le Corbusier. "Espagne", Carnets, Fondation Le Corbusier, Paris / Electa, Milano, 2001.

LA RECONSTRUCTION DU CENTRE D'ORLEANSVILLE PAR JEAN BOSSU: UNE ARCHITECTURE ALGERIENNE MODERNE?

Alain Borie

Résumé:

Ancien collaborateur et disciple direct de Le Corbusier, Jean Bossu a exercé après la Deuxième Guerre mondiale, de 1945 à 1983, en France métropolitaine, à La Réunion et aussi en Algérie.

Jean Bossu entretenait une véritable passion pour l'Algérie dont il admirait l'architecture populaire. Ses dessins attestent d'une connaissance approfondie des maisons, des villes et des paysages algériens. Sa carrière algérienne dure à peine une vingtaine d'années entre 1955 et 1973-75. A Alger même, il n'a construit que peu d'édifices, deux immeubles pour les Ponts et Chaussées sur le port (1958-1960) et, après l'indépendance, l'immeuble des Domaines entre 1970 et 1973. Ses réalisations les plus importantes se situent en dehors de la capitale, comme la préfecture de Tiaret (1966-1970).

Mais c'est peut-être la reconstruction du centre *Saint-Réparatus* d'Orléansville réalisée (figure 1) entre 1959 et

1962 qui est l'œuvre la plus significative de l'état d'esprit dans lequel il intervient en Algérie. Dans ce projet, Jean Bossu est aussi éloigné d'une attitude "orientaliste" que d'une attitude "moderniste" et semble échapper au dilemme entre une architecture moderne de pure importation et l'imitation nostalgique d'un pittoresque local. Ici plus que dans d'autres projets, il a su retrouver une certaine continuité culturelle avec l'architecture algérienne sans abandonner les grands principes du mouvement moderne. A Orléansville, Jean Bossu a peut-être jeté les bases d'une architecture algérienne moderne.

Orléansville: une synthèse culturelle et une démarche originales

C'est à la suite du tremblement de terre de 1954 que Jean Bossu est amené à intervenir à Orléansville (devenue El Asnam après l'indépendance)(1). Sa mission est, au départ, celle d'architecte en chef de la reconstruction, complétée ensuite par celle de maître d'œuvre pour la réalisation du centre commercial de la ville, le centre *Saint-Réparatus*. Construit entre 1959 et 1962, ce centre n'aura, malheureusement, qu'une courte vie puisqu'il sera lui-même détruit en 1980 à la suite d'un nouveau séisme, plus ravageur encore que le précédent qui anéantira toute la ville. Déficience des normes de sécurité antisismiques dans la réglementation française en vigueur à l'époque, malfaçons cachées dans l'exécution par insuffisance des ferraillements(2), plusieurs causes peuvent expliquer cette catastrophe. L'œuvre majeure de Bossu en Algérie n'aura vécu qu'une vingtaine d'années. Son intérêt justifie néanmoins une analyse, et sans doute une réévaluation.

Même s'il n'y est pas né, Bossu connaît l'Algérie: il a effectué son service militaire à Alger en 1938 et il part ensuite à Ghardaïa afin d'effectuer des relevés des maisons et des villes du Mزاب à la demande de Le Corbusier. Bossu possède donc une connaissance directe, non seulement de l'architecture et des villes, mais aussi des paysages algériens. D'innombrables dessins témoignent d'une observation aiguë et méticuleuse de tout ce qu'il découvre dans la région d'Alger ou dans le Mزاب. C'est toute la richesse de cette expérience visuelle qui va nourrir ici son intervention. Orléansville peut apparaître comme une œuvre de synthèse entre la culture algérienne et la culture moderne de l'architecte.

Bossu arrive à Orléansville avec un esprit critique vis-à-vis des préceptes modernes et des automatismes du langage architectural international. Il prend conscience de



place haute de *Réparatus* 3, photo collection Jean-Michel Bossu

l'inadaptation des modèles occidentaux par rapport au contexte algérien :

" Je devais, en principe, transplanter les verrières, les vitrines et tout l'attrail de notre habitat moderne des banlieues parisiennes sur un territoire pas trop mal ciselé par le génie militaire, qui ne méritait pas, comme tant d'autres, d'être fusillé à bout portant par nos objets d'exportation "(3).

Par ailleurs, Bossu s'écarte ici délibérément de la logique fonctionnaliste conventionnelle dans laquelle était tombée la production courante en France. On est loin, à Orléansville, de l'urbanisme qui se pratiquait alors dans les grands ensembles (ou les opérations résidentielles), résultat passablement abâtardi d'une pensée fonctionnelle privilégiant surtout une démarche " de l'intérieur vers l'extérieur ". On connaît le hors d'échelle, la résidualité des espaces publics dans les ensembles " urbains " obtenus ! Bossu lui-même n'échappait pas à ce système pour les ensembles de logements sociaux qu'il réalisait en France à la même époque à Fumay ou à Revin entre 1956 et 1962 ! Il faut croire que le contexte de la construction était plus contraignant en métropole qu'en Algérie.

Dans le projet d'Orléansville, Bossu manifeste une grande liberté de pensée. Il travaille par zooms successifs : il envisage d'abord la perception lointaine de la ville, puis l'apparence de ses façades, ensuite la manière dont vont se profiler les bâtiments, et ne traite les détails de distribution des logements qu'en fin de parcours. Adoptant une démarche qui va de l'extérieur vers l'intérieur, il opère une inversion complète du processus de conception par rapport aux pratiques habituelles de l'époque.

Même s'il y a de nombreux allers et retours de l'une à l'autre, il est possible de distinguer trois étapes successives dans cette démarche :

- 1^{ère} étape : la façade
- 2^e étape : la coupe des bâtiments
- 3^e étape : le plan

La façade : une ordonnance urbaine et une réponse au climat.

Paradoxe apparent, la façade est le premier élément constitutif du projet. Ceci est lié aux circonstances de la reconstruction d'Orléansville. Bossu n'intervient pas ici en tant qu'urbaniste mais d'abord en tant qu'architecte en chef. Les tracés généraux de la ville ont déjà été fixés par le service départemental d'urbanisme, sous la direction de Jean de Maisonneuve. Dans toute la partie centrale de l'agglomération, le maillage orthogonal de la ville coloniale

détruite a été conservé afin de mieux intégrer les quelques bâtiments demeurés sur pied(4). Pour son centre commercial, Bossu se trouve donc dans une trame urbaine traditionnelle avec des rues et des îlots et non sur un terrain totalement vierge où on aurait pu librement installer une composition " moderne ".

En premier lieu, sa mission d'architecte en chef le conduit à coordonner l'apparence des édifices confiés à différents architectes d'opération. Bossu propose donc ce qu'il appelle un " cahier de morphologie " pour fixer les principes directeurs et les diverses possibilités de façades données au choix des architectes. D'où la priorité donnée à l'enveloppe des bâtiments. Rencontrant de grandes difficultés dans l'application de ce cahier des charges, c'est, en fin de compte, dans sa propre opération de *Saint-Réparatus* qu'il trouvera surtout l'occasion de le mettre en pratique.

On peut distinguer quatre aspects essentiels dans le travail des façades de *Saint-Réparatus* : la couleur, le système des travées, les percements et la texture des matériaux, la modénature peinte.

La couleur

Bossu commence par une étude visuelle du site d'Orléansville et tire ses premières idées urbaines du paysage alentour.

L'architecte a toujours eu une prédilection pour le dessin de paysage. Il avait déjà dessiné de nombreux paysages algériens, montagnards ou côtiers, notamment la baie d'Alger. On ne retrouve nullement dans ces dessins une vision pittoresque de voyageur orientaliste. Bossu regarde plutôt l'Algérie en géographe. Avec une incroyable précision,



Le paysage de la vallée du Chéouli à Orléansville, dessin de Jean Bossu (coll. Jean-Michel Bossu)

ses dessins relèvent non seulement les formes du relief, mais les découpages agricoles et les types de culture qui sont annotés champ par champ, plante par plante, arbre par arbre. Un de ses premiers gestes, quand il arrive à Orléansville, est naturellement de dessiner le paysage de la vallée du Chéliff, celui que l'on découvre depuis l'escarpement sur lequel va s'implanter le centre commercial. Malgré sa rapidité, ce dessin consigne avec soin l'étagement de cette géographie, depuis les hauteurs lointaines et arides " *modèle doux beige clair (sans arbre)* " qu'il compare un peu plus loin au " *désert syrien* ". Il souligne au crayon rouge le rebord vertical du plateau et les éboulis de terre qui tombent sur la vallée du Chéliff, il pointe au crayon l'emplacement de toutes les cultures " *rangées d'orangers ou orangers isolés* ", il identifie chaque essence d'arbre, dessine les cyprès, les palmiers et les haies avec sa méticulosité coutumière(5).

D'emblée il ne définit pas un tracé ni une forme, mais bien une couleur: Orléansville sera une ville rouge comme la terre sur laquelle elle s'implante. Bossu choisit un matériau, la terre cuite, qu'il désignera toujours par l'expression " *produit rouge* ". Sensible au caractère spécifique du lieu, il déclare: " *Le premier cadrage qui s'imposait, était de réaliser une ville rouge et non blanche. Cette cité ne devait pas casser le site, mais bien s'y encastrer, se faire avaler par lui, au contraire des villes littorales qui, sur ce continent, doivent claquer, blanches comme des voiles.* " (6).

La travée

Dans le cahier des charges qu'il tente d'imposer aux architectes d'opération, Bossu suggère un certain nombre de choix de façades sous forme de travées-type de largeur variable (6.00, 4.80, 3.60 et 3.00 mètres) et pour une hauteur allant de R+1 à R+2, avec ou sans portique, avec ou sans entresol. Un peu comme à l'époque classique, il retrouve là l'idée d'une ordonnance architecturale pour coordonner un projet urbain. Dans cette priorité donnée à l'idée de travée, il faut voir un principe acquis au contact d'Auguste Perret chez qui il avait travaillé en 1933-1934. Il avoue lui-même " *Après quatre années de caravansérail (c'est ainsi qu'il nommait l'atelier de Le Corbusier, rue de Sèvres) et la lassitude des formes sans structures, je passai deux années rue Franklin chez Auguste Perret.... J'appris ce qu'étaient une travée en béton armé et un plancher* " (7).

Dans sa propre opération, il choisira un unique type de travée de 6m x 6m, pour l'ensemble des trois édifices à construire. Cette trame va quadriller de manière systématique l'ensemble du projet. Elle s'avère assez large et suffisamment

neutre pour pouvoir s'appliquer, quelle que soit la découpe au sol des bâtiments et quel que soit le type de programme, logements, commerces, hôtel, marché. Ce systématisme, peu visible une fois les bâtiments construits, apparaît bien dans la maquette d'étude de sol, montrant l'ensemble des points d'appuis coupés au niveau du premier étage.

Cette maquette analytique, typique de la méthode de travail de l'architecte, révèle aussi son goût pour le modelage du sol. A la différence de Le Corbusier dont l'architecture affecte un certain détachement vis-à-vis du terrain, laissé la plupart du temps à l'état " *naturel* " (8), Bossu travaille le terrain avec soin. C'est ce qu'il appelle " *la gravure au sol* ". Profitant ici de la déclivité, il crée glacis, soutènements, emmarchements et rampes qui dialoguent souvent de manière contradictoire avec les bâtiments et articulent entre eux les différents espaces publics.

Les percements et les matériaux

C'est au niveau des éléments de façade que Bossu s'éloigne le plus du purisme corbuséen. La mise en œuvre des matériaux, le contraste entre la rude ossature de béton et le remplissage en brique, les effets de damier et de claustras évoquent le travail de Perret dans son répertoire non-monumental de la fin des années 20. On pense par exemple au calepinage de brique de la chapelle d'Arcueil (1927-29), ou à la façade de la maison de Mela Muter (1927-28) ou de Chana Orloff (1926-29)(9). Chez Bossu, on retrouve ce même goût pour le travail des textures.

Pour remplir les travées de béton, Bossu ne va utiliser que 3 composants, toujours identiques, mais disposés chaque fois de manière différente:

- une brique creuse " isotherme " de 30 cm x 15 cm (en façade);
- un élément de claustra de 15 cm x 15 cm qui peut tantôt être laissé vide et servir d'orifice de ventilation, tantôt être vitré en retrait et laisser filtrer la lumière, ou bien être rempli de ciment blanc et venir ponctuer la façade à certains emplacements;
- une fenêtre type de 90 cm x 90 cm.

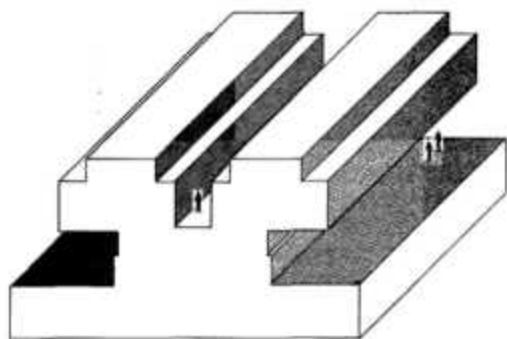
L'architecte justifiera ces choix par des raisons climatiques, mais la combinaison de tous ces éléments s'avèrera d'une étonnante richesse formelle. L'ensemble est modulé sur une trame carrée que l'on retrouve à toutes les échelles.

Au sujet des fenêtres, on peut remarquer que, parmi la douzaine de solutions de façade proposée initialement dans le *cahier de morphologie*, on ne trouve que deux fois la fenêtre en longueur corbuséenne. Et de plus, quand il

appliquera ce cahier des charges à ses propres bâtiments, Bossu éliminera complètement la fenêtre en longueur au profit de ses petits percements carrés: *" Ces baies, critiquées sur plans, ont, dès leur réalisation, emporté tous les suffrages. Ce dimensionnement existe dans la tradition des pays méditerranéens. Je dois avouer ici que des baies à la façon des " magasins " des grandes villes me furent demandées ainsi que des loggias. Ma réponse fut précise: " s'il faut ouvrir pour avoir à refermer, il est fort dispendieux de s'offrir des magasins pour habiter "(10).*

La modénature peinte

Le domaine où Bossu fait preuve de la plus grande originalité c'est celui de l'utilisation de la peinture. Dans les lieux directement accessibles au public comme les ruelles hautes, des couleurs éclatantes viennent recouvrir la totalité des façades. Partout ailleurs, Bossu vient juste surligner en blanc certains éléments d'architecture: il suit ainsi les



Orléansville, coupe de principe sur les bâtiments et schéma de la " moulure urbaine " (dessin A. Borie d'après archives IFA)

continuités horizontales des bandeaux d'acrotère et des planchers, cerne ou relie entre eux certains percements, ponctue avec délicatesse certains motifs.

L'architecte fait tenir, à la peinture blanche, le même rôle que celui de la modénature dans l'architecture occidentale. Mais ici, au lieu d'être en relief, elle se trouve totalement aplatie. A fleur de paroi, Bossu met en place cette sorte de " modénature du pauvre " qui vient infléchir ou parfaire la lecture de sa façade comme les traditionnels badigeons de chaux dans l'architecture vernaculaire méditerranéenne. Il en définit parfaitement le rôle et en suggère aussi toute la

sensualité, quand il la compare au " rouge à lèvres ", un rouge à lèvres blanc, en quelque sorte!

Loin d'une esthétique puriste, la rusticité des maçonneries, le jeu des claustras et de la modénature peinte, forment des motifs imprévus ou de mystérieux signes cabalistiques qui finissent par saturer les parois comme le décor de certains monuments islamiques. Dans cette " sorte de tapisserie au point noué "(11) comme il l'appelle, Bossu retrouve une esthétique vernaculaire, profondément imprégnée par l'art et par l'artisanat orientaux.

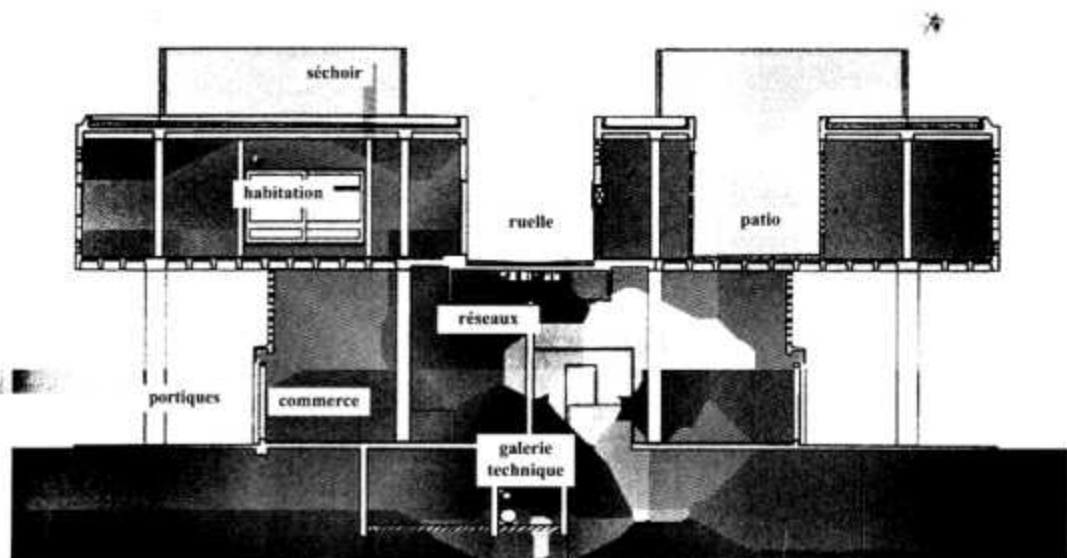
La coupe: un gabarit urbain et un principe d'implantation.

La coupe est le second élément déterminant le projet de *Réparatus*. Le travail en coupe intervient à deux niveaux, dans le principe de la coupe de chaque bâtiment et dans la coupe générale sur l'ensemble.

Le principe de coupe: la " moulure " urbaine

La grande originalité du centre *Réparatus*, c'est de donner la priorité à la coupe et non au plan pour déterminer la volumétrie des différents édifices qui composent l'ensemble. Ce sont les circonstances particulières du programme qui imposent à Bossu ce travail préalable sur la coupe des bâtiments. Le projet de *Réparatus* devait reloger des commerçants sur des propriétés individuelles, en superposant les logements aux magasins. Mais Bossu, grâce à l'étonnante invention de la ruelle suspendue donnant directement accès aux habitations, supprime les escaliers individuels et substitue un système de " copropriété horizontale " à la propriété individuelle. Il commence donc par définir une coupe transversale qui intègre d'un seul coup toutes les exigences fonctionnelles:

" Pour les trois Réparatus, une seule coupe en travers, sorte de moulure a été étudiée. Cette coupe-type " gabarite " les cinq niveaux superposés. ...Une ville entière peut être composée avec cette " moulure ". ...Le complexe de cette moulure se décompose au rez-de-chaussée, en commerces simples ou jumelés dos à dos, entresols commerciaux, dépôts ou vente. Une coursive en portique abrite et protège ces deux niveaux commerciaux sur toute leur hauteur. A l'étage, une rue suspendue, sorte de coursive à ciel ouvert, distribue de part et d'autre les logements qui coiffent les commerces. Les terrasses qui couvrent les logements sont accessibles de ceux-ci par leurs patios "(12).



Cette coupe permet d'engendrer, par "extrusion" horizontale, un profil continu que l'architecte appelle "moulure urbaine", et dont ni la longueur ni le plan de masse ne sont définis a priori. La forme urbaine que met en place Bossu est donc a priori linéaire: il a la volonté de créer, avant toute chose, une continuité urbaine, une unité horizontale. Nous retrouvons ici l'idée traditionnelle de *gabarit* continu comme principe de base de la composition urbaine pour définir et contenir toute une série d'architectures. Mais le *gabarit* que propose Bossu n'est pas un profil classique définissant uniquement le vide de l'espace public. C'est un profil moderne définissant et enveloppant complètement les parties bâties sur toutes leurs faces, et dont on peut aisément dépister les réminiscences corbusiennes.

Pour faire la coupe sur sa *moulure*, Bossu reprend, avec assez d'exactitude, le profil de la villa Savoye qui présente cette même ordonnance ternaire, alternant verticalement des parties basses en fort retrait, un étage principal en porte-à-faux et un attique à nouveau en retrait. On a même l'impression qu'il prend un certain plaisir à détourner cette référence ! Les terrasses solarium de la villa deviennent des séchoirs à linge (!), les pilotis de vrais portiques urbains et les fenêtres en longueur, nous l'avons déjà constaté, sont oubliées au profit de petites ouvertures carrées.

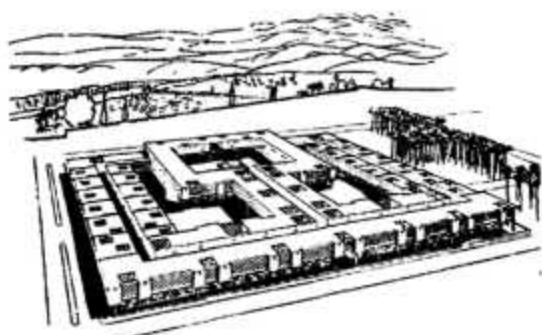
Mais Bossu emprunte aussi plusieurs éléments de la tradition algérienne: l'organisation de la maison autour d'une cour, le "patio", la présence de ruelles étroites assez intimes, loin de

l'animation urbaine pour desservir l'habitat, et, dans quelques cas assez rares, des saillies en forme de moucharabieh pour filtrer le regard depuis les logements.

Cette "moulure" constitue donc, en fin de compte, une véritable synthèse entre des thèmes spatiaux purement algériens et certains éléments du vocabulaire corbuséen habilement détournés. Les choix architecturaux qu'elle induit sont autant fonctionnels qu'esthétiques: ils indiquent clairement un souci d'adaptation au mode de vie local (intimité des logements, indépendance et discrétion de leur desserte par des ruelles, générosité dimensionnelle des espaces publics liés aux commerces), en même temps qu'une réponse aux duretés du climat (ventilation transversale, et grandes hauteurs sous plafond de la plupart des locaux, profondeur des portiques, etc.)

La coupe générale et les principes d'implantation

Dès qu'il arrive à Orléansville, Bossu a l'idée de profiter de la déclivité du terrain. Cela apparaît dans le dessin qu'il a effectué sur le site évoqué plus haut. On y découvre, en surcharge, des petits schémas d'implantation de ses bâtiments en plan et en coupe. C'est surtout au niveau du *Réparatus* 3 que se pose le problème de la pente. La dénivellation d'à peu près un étage entre le haut et le bas du terrain, va suggérer à l'architecte un parti de coupe intéressant: à la périphérie, la "moulure urbaine" suit la



Vue perspective de *Réparatus 3* à Orléansville, archives IFA

déclivité par ressauts successifs, tandis qu'au centre elle demeure à l'horizontale. La place haute qu'elle détermine va pouvoir ainsi venir se superposer au marché. Point d'orgue de la composition, cette place très cadrée vient s'ouvrir par de larges portiques sur le paysage du Chéiff jusqu'à l'horizon. Tout le plan est donc décentré et "mis en tension" vers le Nord, en direction de la vallée. L'ensemble des constructions des trois *Réparatus* crée une grande variété d'espaces publics, depuis les esplanades externes très animées, en passant par les "places" internes étagées sur différents niveaux, jusqu'aux ruelles silencieuses. A l'époque où il a été conçu, ce projet représentait une avancée considérable dans la prise de conscience urbaine, par la fermeté de ses tracés et par la claire détermination de ses espaces.

Le plan: un caravansérail urbain.

Le plan, enfin, est le dernier élément qui détermine la démarche de Bossu.

C'est l'élément le plus contextuel du travail de l'architecte. La configuration des bâtiments, le réglage de leur implantation sont dus, en grande partie, aux contraintes de tracés et aux liaisons visuelles que Bossu veut établir avec l'environnement immédiat.

L'ensemble vient s'installer entre deux rues parallèles: une rue haute au Sud (la rue d'Isly) et une rue basse au Nord (la rue Bouteloup). Seul le *Réparatus 2* franchit cette dernière pour venir

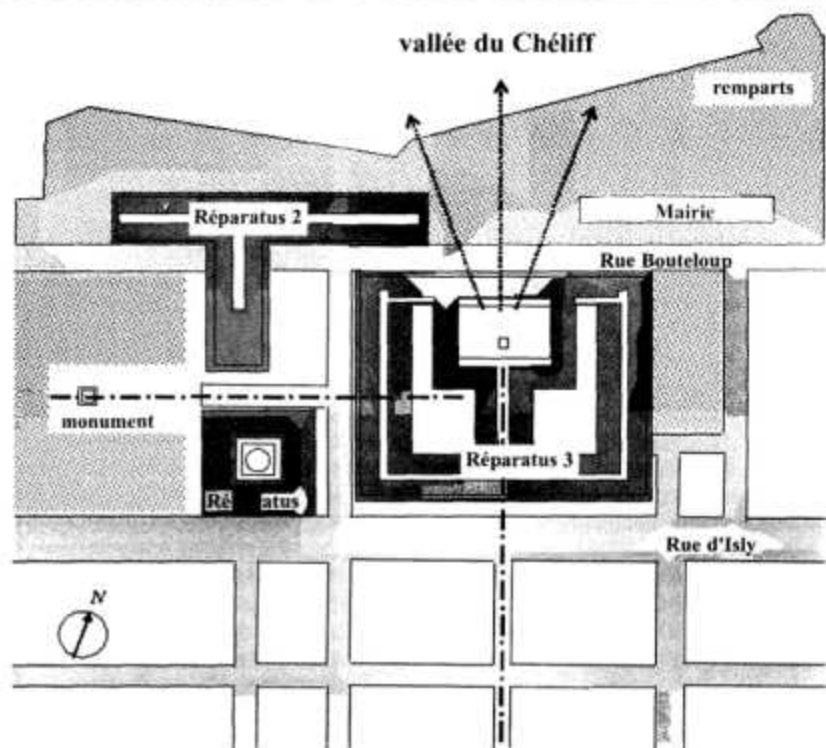
compléter le front discontinu de bâtiments (avec la mairie et

l'église) le long de la vallée du Chéiff. Entre le *Réparatus 1* (massif et centré qui contient l'hôtel) et le *Réparatus 2* en forme de "T" (qui contient commerces et habitations), Bossu maintient un interstice qui ménage un axe visuel vers l'Ouest sur le monument et le jardin public, correspondant vers l'Est à une enfilade de porches sous le *Réparatus 3*.

C'est ce dernier qui possède le plan le plus inattendu. On est frappé par son classicisme, voire par son anachronisme... Il se présente comme deux quadrilatères emboîtés, cernés par des bâtiments. Le bâtiment central qui partage l'ensemble en deux parties identiques est strictement axé sur le prolongement d'une rue Nord/Sud qui débouche dans la rue d'Isly. Un passage en rez-de-chaussée ménage une visée vers cette rue et confirme cette volonté de correspondance. La parfaite symétrie de l'ensemble, dont on pourrait s'étonner chez l'architecte, apparaît donc uniquement pour des raisons contextuelles. L'effet d'emboîtement fait songer à quelque mosquée indienne, comme *Qouat-el-islam* à Delhi(13), et son installation en escalier sur la déclivité évoquerait plutôt quelque medrese ottomane, comme la troisième et la quatrième medrese de la Suleymaniye à Istanbul(14). Dans le *Réparatus 3*, Bossu retrouve la force et la grandeur des équipements des villes islamiques. Etant donné son caractère commercial, il ferait plutôt penser à une sorte de caravansérail.

Dans ses croquis d'avant-guerre, Bossu ne représente pas seulement l'architecture islamique savante, mais les maisons populaires et les cafés, et surtout les gens dans la rue... Il dessine la vie algérienne ! Rien n'échappe à sa curiosité. A Ghardaïa, il consigne non seulement les agencements architecturaux, les silhouettes urbaines, mais il détaille l'activité grouillante de la grande place avec un scrupule quasi ethnographique. Bossu relève les principaux points d'agglutinement humain et les traces des cheminements naturels empruntés par les individus, totalement indépendants du carcan quasi orthogonal imposé par les bâtiments.

A Ghardaïa la force et l'ordre d'un modèle régulier contiennent l'animation aléatoire apportée par les activités. De manière analogue, à Orléansville c'est la raideur des trois "pièces urbaines", qui permet toutes les appropriations, autorise tous les désordres, établissant une dialectique qui garantit l'équilibre entre les deux. Même s'il évoque les *casbahs*, pour justifier son projet, Bossu se garde bien d'en reproduire l'apparence tortueuse et ne fait aucune concession aux décrochements fantaisistes, ou aux déhanchements



Inscription urbaine du centre Saint-Réparatus à Orléansville (dessin A. Borie)

volumétriques. Jusqu'au bout, Bossu garde sa rationalité. Il sait bien que le " pittoresque oriental " vient autant de la manière dont les habitants s'approprient les lieux que de l'aspect artificiellement mouvementé d'une architecture. C'est ce qui l'éloigne de Simounet ou de Candilis par exemple.

Une architecture algérienne moderne.

Après Orléansville, dans la plupart de ses réalisations ultérieures en Algérie, Jean Bossu ne retrouvera pas un équilibre aussi réussi entre spécificités algériennes et rationalité moderne. L'influence de l'architecture vernaculaire méditerranéenne diminuera dans son œuvre. Il rejoindra une ligne de pensée plus directement corbuséenne, avec toutefois une écriture architecturale très personnelle, souvent presque baroque. Les derniers projets algériens réalisés après l'indépendance sont imprégnés du brutalisme qui

régnait alors un peu partout dans l'architecture moderne, ce qui n'exclut pas un certain raffinement et une grande virtuosité dans le dessin des façades. En quelques années, Bossu sera passé d'un traitement pictural à un traitement complètement sculptural de l'enveloppe. Entre Orléansville et Tiaret, les grands à-plats de matériaux, de textures et de couleurs feront place à des façades richement travaillées en profondeur par des systèmes de meneaux et de brise-soleil.

Le projet d'Orléansville, imaginé par l'architecte à la fin des années 50, marquait, par son côté " tenu " et composé, un retour à des modes d'urbanisation traditionnels. Mais on peut penser que, par le jeu sur la troisième dimension, par l'inventivité de sa place et de ses ruelles suspendues, il ouvrait aussi une nouvelle voie dans l'approche des formes urbaines. Sorte de pièce urbaine avant la lettre, il frappe par le volontarisme et la vigueur de sa volumétrie et, en même temps, par la spontanéité et l'inventivité de

ses enveloppes. C'est une œuvre anachronique, difficile à situer dans la production de l'époque, et pourtant profondément enracinée dans son environnement géographique et culturel. Avec des architectes comme Fernand Pouillon ou Roland Simounet, Jean Bossu a sans doute jeté les bases d'une architecture algérienne moderne.

(12) Cf. Jean Bossu, " A Orléansville (Algérie): un centre commercial " dans *La construction Moderne*, 1962 N° 5, p. 30-39.

(13) Cf. Satish Grover, *Islamic architecture in India*, New Delhi, 1996.

(14) Cf. Godfrey Goodwin, *A history of ottoman architecture*, London 1971

(1) Cf. Xavier Dousson, Jean Bossu, architecte (1912-1983), mémoire de DEA sous la direction de Gérard Monnier, Octobre 1997. Tous les renseignements historiques concernant l'œuvre de Jean Bossu contenus dans cet article, sont puisés dans cette étude.

(2) Ce sont les deux causes principales de l'effondrement du bâtiment contenant le marché, dit Réparatus 3, le Réparatus 1 et le Réparatus 2 ayant été moins endommagés, d'après Miroslav Kostanjevac, ingénieur au cabinet de René Sarger, responsable de la construction du centre. Cf. Xavier Dousson, *ibidem*.

(3) Cf. Jean Bossu, " Orléansville, front Nord, reconstruction du centre commercial Saint-Réparatus " in *Technique et Architecture*, 21e série, N°1, novembre 1960.

(4) Cf. Aleth Picard, " Orléansville, la reconstruction après 1954 ", dans *Architectures françaises Outre-mer*, Mardaga, 1992.

(5) Ce dessin fait partie, comme tous les autres dessins d'avant-guerre en Algérie évoqués dans cet article, de la collection privée de Jean-Michel Bossu, fils de l'architecte.

(6) Cf. Jean Bossu, " A Orléansville (Algérie): un centre commercial " dans *La Construction Moderne*, 1962, n°5.

(7) Cf. Jean Bossu, *Lettre à l'académie d'architecture*, dans Xavier Dousson, *op.cit.*

(8) Il suffit de penser au fameux couvent de La Tourette réalisé exactement à la même époque et avec un type d'implantation assez similaire.

(9) Cf. Maurice Culot, David Peyçérè, Gilles Ragot, *Les frères Perret, l'œuvre complète*, Paris 2000.

(10) Cf. Jean Bossu, " A Orléansville (Algérie): un centre commercial " dans *La Construction Moderne*, 1962, n°5.

(11) Cf. Jean Bossu, *ibidem*.

L'ŒUVRE ALGEROISE DE FERNAND POUILLON: UNE LEÇON D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME.

Myriam Maachi-Maïza

Résumé:

L'œuvre architecturale de Fernand Pouillon a marqué l'histoire et la géographie d'Alger.

Diar-es-Saada, Diar-el-Mahçoul et Climat-de-France ont non seulement marqué la capitale mais ces cités d'habitation restent des réponses originales au problème du logement de masse, encore d'actualité: Fernand Pouillon y introduit cette nouvelle notion qu'est l'architecture urbaine.

En 1966, l'architecte redémarre sa carrière à Alger, avec la réalisation d'équipements touristiques: Moretti, Sidi-Fredj, Zéralda, Tipaza. Il y expérimente une nouvelle voie en architecture qui s'apparenterait au Post-modernisme, avant l'heure.

Tous ses projets d'habitat, de complexes touristiques, de maisons individuelles... sont de véritables creusets d'expérimentation sur tous les plans: typologique, compositionnel, contextuel et stylistique.

Et si l'originalité de Fernand Pouillon n'est pas d'avoir inventé des types déjà constitués, il a le mérite d'avoir su les réinterpréter et les combiner pour obtenir des compositions architecturales et urbaines parfois magistrales. Plus que dans le vocabulaire, Fernand Pouillon excelle dans la syntaxe.

Pour son œuvre algéroise, ses références architecturales sont autant la Casbah, le M'zab, Venise ou Carcassonne et ses variations typologiques s'inscrivent dans des compositions aux influences classiques.

Son architecture n'est-elle pas une manière de proposer des ponts entre culture occidentale et culture orientale?

Son œuvre algéroise où se mêlent les influences romaine, ottomane, italienne, espagnole et française n'est-elle pas une forme de revendication de l'unicité méditerranéenne et pourquoi pas, de l'universalité de l'Architecture?

** La cité me plut tout de suite...il en émanait une profonde vitalité, elle resplendissait. Les maisons blanches,...aux*

architectures difformes, bénéficient de la lumière et du site...face au port et à la mer. "(1)

Introduction:

Fernand Pouillon tient une place à part dans l'histoire de l'architecture algéroise, de l'architecture tout court: il a construit plus de deux millions de mètres carrés en Algérie(2) et ne se revendique d'aucun courant architectural. Hélas, cette œuvre considérable reste encore peu ou mal connue sur le plan scientifique.

Cités d'habitation, complexes touristiques, hôtels, villas, écoles, cités universitaires... production énorme rien que pour Alger et ses environs. Ces programmes très divers vont donner à l'architecte l'opportunité de travailler des thèmes et des écritures très différents. Certains qualifient l'architecture de Fernand Pouillon de pastiche, voir d'historiciste tandis que d'autres lisent dans la diversité de l'œuvre une quête de l'absolu...

Mieux comprendre l'architecture algéroise de Fernand Pouillon, c'est l'étudier suivant quatre aspects:

- L'aspect contextuel,
- L'aspect compositionnel,
- L'aspect typologique,
- L'aspect stylistique,

Cet article se propose donc de présenter le regard d'une jeune chercheuse sur l'œuvre algéroise de Fernand Pouillon. L'objectif est d'en acquérir une connaissance plus fine et plus rigoureuse, à travers l'analyse de certains aspects de ses projets pour essayer de cerner la spécificité de son architecture à Alger et ensuite se demander si cette architecture peut encore donner des leçons.

" L'architecture urbaine " à Alger, dès les années 50:

Dès son arrivée à Alger en 1953, Fernand Pouillon change les idées admises en matière d'habitat. Nous sommes à la veille de la guerre de Libération, et Jacques Chevallier, alors, maire d'Alger, tente de désamorcer la crise par la réalisation de projets d'habitat de grande envergure. Diar-es-Saada (1953-54; 732 logements), Diar-el-Mahçoul (1954-55; 1550 logements), Climat de France (1955-57; 3500 logements) sont des réponses originales au problème du logement de masse, à plus d'un titre:

- Fernand Pouillon veut construire des cités H.L.M à l'image



Illustration n°1: Porte urbaine à Diar el Mahçoul
" grand confort "



Illustration n°2: Le marché de Diar el Mahçoul
" moyen confort "

des palais." Le Corbusier a dit: Une maison. Un palais. Moi, je ne l'ai jamais dit, je l'ai fait. L'Unité d'habitation de Marseille était un palais, mais il y avait mis la pauvreté qu'il aimait, un certain misérabilisme dans ses sculptures par

exemple. Moi, je répète que l'homme a besoin d'un décor, il aspire toujours à mieux vivre, dans le luxe si possible "(3). Tout d'abord il se marginalise par rapport aux architectes de l'époque influencés par le Mouvement Moderne et les CIAM(4), et qui comme Zerhuss réalisent des " unités d'habitation " ratées, simples " barres " posées, au 1er Mai par exemple. Rappelons: le problème du logement pour le plus grand nombre, reste encore un problème d'actualité !

- Il applique une nouveauté: la " méthode Pouillon ", à savoir: faire plus, dans le moindre temps, au moindre coût, sans oublier de produire une architecture de qualité.

- Il développe une idée nouvelle: " l'architecture urbaine " c'est-à-dire qu'il crée une certaine urbanité surtout à Diar-es-Saada et Diar-el-Mahçoul, inexistante dans les autres HLM. Elle se traduit par le soin et la maîtrise des espaces extérieurs pensés et réalisés jusqu'au détail: " Je pense la ville pas comme un aviateur mais comme un piéton ". Fernand Pouillon choisit les vues panoramiques (sur la place ou sur la mer à Diar-el-Mahçoul), les perspectives (sur les jardins plantés ou les fontaines au centre de la composition de Diar-es-Saada), le traitement des sols, des façades (céramique et bois pour la tour " totem " à Diar-es-Saada), les sculptures et leur emplacement (point final de la composition à Diar-es-Saada): " Fernand Pouillon donne une dimension sociale à ses logements en offrant plus de mètres carrés, plus de confort, mais surtout plus de plaisir, notion nouvelle et presque immorale dans les années cinquante ", écrit B.Huet(5).

Seuls les Italiens à travers la " Tendenza "(6) reconnaîtront en lui un précurseur de " l'architecture urbaine ", tandis que la presse spécialisée française le boycottera(7).

- Depuis la Villa des arcades(8), il dirige en véritable " maître de l'œuvre ", dans le sens où il contrôle toutes les étapes du projet de sa conception à sa réalisation. Il faut dire que la conjoncture lui était plus que favorable ! Ainsi, il va jusqu'à faire venir la pierre des carrières de Fontvieille (Bouches du Rhône en France)! Souci de rationaliser? En prétextant que dans ces trois opérations la pierre était le matériau le plus économique et plus rapide à mettre en œuvre.

De sa collaboration avec Eugène Beaudoin, Fernand Pouillon restera fidèle à une composition urbaine soignée, où les " vides " et les pleins s'équilibrent. Le non-bâti: patios, cours, jardins, esplanades, portes (la porte de la Mer à Diar-el-Mahçoul) et les passages urbains (les célèbres escaliers urbains de la cité Diar-es-Saada) sont travaillés autant que les " pleins ": les bâtiments. " C'est l'espace public qu'il conçoit

d'abord, par l'enchaînement de séquen ces articulées autour desquelles il dispose ses volumes ", comme l'explique Bernard Huet. Exemple: la grande place pavée avec ses parois décorées de céramique et boiseries, la porte de la Mer qui encadre une vue exceptionnelle sur la baie, et la perspective sur la mosquée (Diar-el-Mahçoul, quartier grand confort). Toutes ses images rappellent ce que nomme A.Ferlenga (9): un processus de dramatisation de l'architecture.

Et si dans la composition globale de ses édifices, Pouillon manifeste un goût pour la monumentalité qui d'ailleurs lui sera longtemps reproché, tel l'aspect forteresse de la cité de Diar-el-Mahçoul ou la place des " 200 colonnes " conçue à l'image du *meidan* d'Ispahan. Mais c'est avoir l'esprit réducteur si l'on n'y voit que cette caractéristique dans son architecture, car les espaces intimes sont nombreux et parfois très recherchés, par exemple: les balcons et terrasses, placés à l'abri des regards derrière le grand portique de la place des 200 colonnes (à Climat-de-France), sont propices à la convivialité. Christine Delorme présente cette attitude comme une " loi des visions réciproques "(10). En fait, l'architecte joue entre la monumentalité et l'intimité des espaces.

Sur le plan contextuel, Alger a priori bénéficie d'un site exceptionnel (Voir les nombreux thalwegs et les lignes de crêtes dans le relief d'Alger); de plus, pour les trois cités, comme pour la plupart de ses projets, l'architecte " prend " le site avec génie, en respectant la topographie (d'innombrables points de cotation figurent sur tous les plans d'exécution). Les pentes entre les quartiers d'El Kettar et de Frais-Vallon

gagnera une nouvelle silhouette.

Sur le plan stylistique, l'ordonnement des façades des trois cités, (à Climat-de-France, les ouvertures sont alignées et les portiques rythment la place des 200 colonnes). Fernand Pouillon ne craint pas la répétitivité, pourtant les façades ne sont jamais monotones: il choisit deux ou plusieurs types d'ouvertures puis il travaille et retravaille plusieurs combinaisons.

La rigueur des procédés constructifs (pierre banchée, portiques en pierre de taille articulés à des murs en brique), place Fernand Pouillon à cette époque sous l'influence d'Auguste Perret. Et s'il s'éloignera peu à peu du rationalisme, il restera fidèle au principe du maître: " Celui qui, sans trahir les matériaux ni les programmes modernes, réussit à produire une œuvre qui semble avoir toujours existé, qui en un mot est banale, celui-là peut se tenir pour satisfait ".

A l'image de la ville, une diversité du langage:

L'architecture algéroise de Fernand Pouillon peut être le point de rencontre de plusieurs influences. Architecture moderne, post-moderne, peu importe, car c'est avoir un esprit réducteur que de résumer une architecture à son style... L'essentiel est ailleurs, nous allons tenter de l'expliquer.

Une chose est sûre, Fernand Pouillon prône la continuité historique et, par conséquent, se met en marge du Mouvement Moderne; sa démarche est assez complexe.

1965 marque le début du second séjour de Pouillon à Alger, désormais capitale d'un pays indépendant. Ainsi, le nouveau gouvernement crée l'AETA (Agence des équipements touristiques en Algérie) et lui commande des aménagements touristiques pour l'ensemble du territoire, en insistant sur le besoin d'une architecture nouvelle, plus adaptée à la culture algérienne à la fois si unique et si variée.

Une période d'intense activité commence pour l'agence qui s'engage dans l'exploration de nouvelles voies. Les projets se dessinent et se réalisent simultanément: sur la côte turquoise se construisent; l'hôtel El Minzah en 1966; les complexes de Moretti, du Club des pins et de Zéralda en 1967; les complexes de Sidi-Fredj et Tipaza dès 1968.

Formé à l'école des Beaux-arts, Fernand Pouillon a une base classique, mais en bâtissant dans un pays qui n'est pas le sien, il n'est pas indifférent à la culture locale; toutefois " sa conception du local ne relève pas d'une pensée régionaliste mais d'une posture moderne ", écrit B.Huet (12). Ainsi on peut interpréter autrement ses références à la Casbah puisqu' elle-



Illustration n° 3: Diar El Mahçoul dans son site(11)

étaient déclarées inconstructibles mais Fernand Pouillon, avec les moyens et l'aide du maire d'Alger, relève le défi: Alger y



Illustration n° 4: Le quartier du corsaire

même est un pur produit des stratifications de l'histoire, où les époques romaine, turque, française, espagnole... se superposent. L'architecture de Fernand Pouillon reflète autre chose qu'une architecture pastiche, elle est plutôt une architecture à plusieurs niveaux de lecture que nous allons définir comme une caractéristique de son architecture algéroise.

Sur le plan typologique, Fernand Pouillon cherche à se démarquer de l'époque coloniale; ce qui explique qu'il emprunte, pour ses hôtels, des types architecturaux spécifiques aux tissus urbains, qu'il adapte suivant l'échelle du projet. Par exemple le complexe de Zéralda prend pour modèle "la ville", or l'échelle d'un complexe hôtelier n'est pas celle d'une ville ! Attilio Petruccioli présente la démarche comme de l'auto-ironie(13).

Autre exemple, à Sidi-Fredj, le quartier du corsaire, se veut une entité à l'image de celle de la Casbah d'Alger, on y retrouve l'effet de massivité par des murs porteurs, (allant parfois jusqu'à un mètre d'épaisseur dans le café maure); l'utilisation des patios, au nombre de sept, tous différents, par leur forme (carrée ou rectangulaire), leur dimension (de 2 à 5 travées), leur décor (colonnes lisses ou torsadées, chapiteaux en corbeille ou lobé, arcades en plein cintre ou outrepassées); utilisation de la céramique artisanale sous des formes diverses

(objet décoratif, traitement de sol et de façade). Mais encore une fois la notion d'échelle est reformulée, les dimensions des espaces varient suivant les programmes, ils ne sont plus modulés comme jadis, en fonction par exemple, du tronc de thuya.

Sur le plan compositionnel, Fernand Pouillon reprendra pour ses équipements touristiques le modèle de ses cités d'habitations où l'on retrouve plusieurs principes de composition: le plan centré (Hôtel Riadh), le plan longitudinal (Hôtel El Manar), l'introversion (studios dans le quartier du Corsaire), l'extraversion (appartements sur la Marina).

Il recherche dans la composition un équilibre entre bâti (volumes pleins) et non bâti (volumes creux) tels les patios, jardins, piscines, fontaines. Les articulations sont travaillées subtilement, ce sont en général des galeries, des portiques, des escaliers...(hôtel du Port, hôtel Riadh).

Enfin l'ensemble de la composition est souvent dominé par un élément vertical comme élément de repère: la tour des douanes au port de Sidi-Fredj, la tour en brique de l'hôtel Riadh, le " beffroi " à Zéralda. A l'échelle de l'édifice, les deux grands types de distribution sont utilisés: en boucle (distribution autour d'un espace central comme la piscine à l'hôtel du port), et linéaire (exemple: les couloirs interminables de l'hôtel el Manar). On peut rencontrer l'un, l'autre ou les deux modes dans un même édifice (exemple: hôtel Mazafran).

Sur le plan stylistique, les hôtels de Pouillon ont fait couler beaucoup d'encre ! Certains puristes iront même jusqu'à qualifier son architecture de pastiche. En fait, " Fernand Pouillon s'amuse en faisant des références "(14), on peut rajouter qu'il s'amuse avec talent car le résultat cache des conceptions parfois très élaborées (le S.E.T à Tipaza) malgré certaines extravagances.

Historiques ou imaginaires, les patios de la Casbah à Sidi-



fredj, un pont vénitien sur la place du corsaire, les portes de Carcassonne à Tipaza...les références ne seraient-elles pas aussi des souvenirs de voyages, des clins d'œil aux touristes, pour revendiquer l'unicité méditerranéenne ou l'universalité de l'architecture?...

Fernand Pouillon puise son vocabulaire autant dans le répertoire de l'architecture vernaculaire que dans celui de l'architecture moderne, là n'est pas son mérite; mais par contre, il a su exprimer tout son talent dans la combinaison originale des types empruntés, autrement dit, Fernand Pouillon n'est pas dans le vocabulaire mais dans la syntaxe, parfois éclectique (une porte de la Casbah face à un pont vénitien !, dans le quartier du corsaire, à Sidi-Fredj).

Enfin, c'est peut-être encore sur le plan contextuel (physique) que l'architecte développe tout son génie. Alger, c'est d'abord un site exceptionnel et Fernand Pouillon met en évidence le "genius loci" de la cité (au sens de C.Norbert Schulz). Terrain plat ou accidenté, il sculpte littéralement ses projets dans le site, jusqu'à le sublimer; dans le cas des hôtels, les exemples les plus significatifs sont les sites de Sidi-Fredj et Tipaza.

Pour les projets ponctuels, les maisons individuelles, par exemple, l'architecte a pour principe d'inscrire ses projets sans modifier la topographie, tout en transformant les contraintes de l'environnement en effets architecturaux. Ainsi, les terrains en pente favorisent les vues panoramiques et les jeux de niveaux (villa à El-Achour).

Fernand Pouillon a construit une trentaine de villas à Alger et dans ses environs, pour lesquelles il adopte deux écritures:



Illustration n°5: La Corne d'argent à Tipaza (15)

La première est moderne: des jeux de volumes parallélépipédiques, des toitures plates, des terrasses. Comme pour ses équipements, le blanc reste la couleur dominante pour ses projets au nord du pays; parfois la pierre, la brique pleine ou le bois sont employés, sans enduit, afin de faire apparaître toute l'expression du système constructif. Le rapport construction-expression plastique est un principe récurrent dans l'architecture de Fernand Pouillon: la façade en pierre et voûtes d'arêtes en briques apparentes (villa à El-biar), poutres et mezzanine en bois (villa à Mackley).

La seconde écriture se veut une expérience dans le néo-mauresque, où les principes de centralité, introversion sont vérifiés (exemple à Mackley) où les effets recherchés sont atteints. Dans le cas de ses projets de villas à Alger, en référence à l'architecture turque, il recherche la massivité:

"une vraie épaisseur des murs pour obtenir une architecture forte" (16) (villas à Mackley et à El-Achour), les effets de surprise et du secret. En parfait maître de l'espace, il obtient tantôt un espace ouvert par l'effet des doubles hauteurs (villa à Mackley), un espace fermé quand il réalise des alcôves ou des pièces dérobées (villa à El-Achour)

L'eau, la lumière, les jardins, sont employés tels des matériaux ayant une forme qui se travaille au niveau de la composition. En effet la piscine est incluse dans le patio planté, lui-même au centre de la composition d'une villa à El-Biar.

Nous venons de comprendre combien l'architecture de Fernand Pouillon est diverse et peut être complexe. Nous avons vu que plusieurs niveaux de lecture se superposent, par exemple sur la façade générale du port de Sidi Fredj, les éléments architecturaux (les pilastres et les ouvertures, à l'échelle de l'édifice) peuvent être groupés chaque fois différemment, avec bien sûr, un principe unificateur: l'ordonnancement. (voir l'étude de la façade du port).

Conclusion:

A Alger, Fernand Pouillon a répondu à des programmes très divers par une diversité du langage.

L'originalité de son œuvre algéroise, nous l'avons vu, s'exprime dans la composition architecturale et urbaine, c'est-à-dire, dans la combinaison savante, mais jamais ostentatoire, de types architecturaux puisés dans des cultures très diverses pour obtenir des compositions, dans le site d'Alger, parfois magistrales. La spécificité de cette œuvre se traduit par des

références empruntées aussi bien à la Casbah, qu'au M'zab, à Venise ou Carcassonne... L'architecture de Fernand Pouillon est la preuve que les cultures peuvent " fusionner " entre elles: orient- occident, traditionnelle- moderne.

Tous les projets paraissent encore d'actualité: de par les sujets abordés (la question du logement), de par leur conception (beaucoup de thèmes ont été travaillés dès les années 50, par Fernand Pouillon, se retrouvent dans l'architecture de Bofill ou Ceriani, entre autres).

Sa leçon d'architecture: ne pas avoir l'esprit réducteur en voulant chercher seulement un style dans une œuvre, c'est comme vouloir classer l'architecture de Fernand Pouillon, l'essentiel est ailleurs...

Sa leçon d'urbanisme: composer, c'est respecter le contexte physique et culturel, maîtriser le projet du général au détail, pour le confort (au sens large du terme) des utilisateurs, sans oublier que l'urbanisme et l'architecture sont étroitement liés.

Le Métier apparaît en filigrane dans toute son œuvre, avec le réalisme comme fil conducteur.

Concevoir et réaliser des projets est par définition la fonction d'un architecte, et Fernand Pouillon a eu le privilège de jouer pleinement son rôle; aujourd'hui, la réalité est tout autre ! En effet, à Alger, il a pu jouir, à l'époque, d'une conjoncture très favorable (soutien du pouvoir central avec un plan de charge impressionnant, possibilité de choisir ses sites...). En plus de son talent incontestable, c'est une grande part de la réussite de son œuvre.

Enfin, si Fernand Pouillon a pu exercer et exprimer au mieux son Métier, dans le sens de " bâtisseur "(17) ou de " maître de l'œuvre " comme il se plaisait à le dire(18), c'est aussi sans aucun doute parce qu'Alger est doté d'un contexte physique et culturel exceptionnel !

(1) Extrait de " Mémoires d'un architecte " de Fernand Pouillon - Le livre de poche-Paris-1968

(2) Voir l'article de A.Sellali et R.Aït-Rabah " Le retour à Alger " dans " Fernand Pouillon architecte méditerranéen ", Edition Imbernon-Marseille 2001

(3) Propos de Fernand Pouillon recueillis par M.H Contal parus dans la revue " Crée-architecture intérieure " n°209-Déc-Janvier 1986.

(4) CIAM: Congrès Internationaux de l'Architecture Moderne

(5) Voir l'article de B.Huet: " La modernité de Fernand Pouillon " dans " Fernand Pouillon architecte méditerranéen " Edition Imbernon-Marseille 2001.

(6) Mouvement néo-rationaliste des années 70 qui regroupe des architectes italiens (A.Rossi...) réunis autour de U.Rogers et de la revue " Casabella ".

(7) Voir l'article de B.B Taylor " Architectures en Afrique du Nord, " AMC N°11-avril 1986.

(8) Son atelier-résidence, dans une demeure d'époque ottomane qui domine la baie d'Alger

(9) Article d'Alberto Ferlana " L'histoire comme matériau " dans " Fernand Pouillon, architecte méditerranéen ".

(10) Article de C. Delorme " Fernand Pouillon, un urbaniste intimiste ", revue Urbanisme N° 320 septembre-octobre 2001.

(11) photo de M.Damerdj, extraite de " L'urbanisme et l'architecture d'Alger ", opus cité.

(12) Voir l'article de B.Huet " La modernité de Fernand Pouillon " dans " Fernand Pouillon architecte méditerranéen ", Edition Imbernon- Marseille 2001.

(13) voir l'article de A.Petroccioli " les choix typologiques de Fernand Pouillon " dans " Fernand Pouillon architecte méditerranéen " édition Imbernon-avril 2001.

(14) Propos de Jean-Jacques Deluz, recueillis lors d'un entretien en Juin 2001.

(15) Photo A.Sebe.

(16) Idem.

(17) Référence aux bâtisseurs du Moyen-Age, Fernand Pouillon était un fervent lecteur d'Auguste Choisy.

(18) Voir l'article " Maître d'œuvre et maître de l'ouvrage " de Catherine Sayen dans " Fernand Pouillon, architecte méditerranéen ", Imbernon- Marseille-2001.

Le présent en devenir

POUR UNE ANALYSE PLURIDISCIPLINAIRE DU FAIT URBAIN
L'EXEMPLE D'ALGER
J.J. Delor

ALGER: LIMITES FLUCTUANTES
POUR UN PROJET PRECIS
Rachid, Sidi Boumedine

LA STRUCTURE URBAINE D'ALGER
D'UNE VILLE TURQUE FORTIFIEE,
A UNE GRANDE CAPITALE NATIONALE
Nadia Djelal-Assari

L'AGGRAVATION DES CONTRASTES SOCIAUX A TRAVERS UNE
EXTENSION
SPATIALE ET UN "FREINAGE" DEMOGRAPHIQUE DIFFERENCIES
DANS
LA NEBULEUSE URBAINE D'ALGER
André Prenat

MOBILITE RESIDENTIELLE ET RECOMPOSITION
SOCIO-SPATIALE LE CAS DE LA REGION ALGEROISE
Sid-Ahmed Souh

MOBILITES RESIDENTIELLES ET STRUCTURES
METROPOLITAINES A ALGER
Louisa Amiriche

ENTRE ALGER ET ISTANBUL
MOBILITES DE MIGRANTS MAGHREBINS
PLACES COMMERCIALES ET RECOMPOSITIONS
DES ESPACES URBAINS
Hélène Deim

ALGER - TUNIS:
INSTITUTIONS METROPOLITAINES ET PLANIFICATION
SPATIALE ESSAI COMPARATIF
Jelal Abdellah

LA VILLE D'ALGER ET LE DROIT
Chabane Benakrouh

ALGER ET L'URBANISME DURABLE - UN LONG CHEMIN A
PARCOURIR
Ewa Berezowska-Azzag

PROJETS DE FRONTS DE MER UNE COMPARAISON
INTERNATIONALE
Eckhart Ribbet

MARSEILLE ET ALGER, ESPACES PORTUAIRES
EN MUTATION ET NOUVELLE CENTRALITE
Sahar Djedouani-Rakou

LE PAYSAGE ET L'ENVIRONNEMENT NATUREL ALGEROIS
UN PATRIMOINE A PRESERVER
N.Chabbi-Chemrouk, L. Sidi moussa, S. Ait elrhik

POUR UNE ANALYSE PLURIDISCIPLINAIRE DU FAIT URBAIN: L'EXEMPLE D'ALGER

J.J. Deluz

Avant d'aborder le thème d'Alger proprement dit, je voudrais proposer une rapide réflexion méthodologique sur la façon même de l'appréhender, dans le cadre conjoint de la recherche et de la pratique.

Pour ce qui me concerne, je suis un praticien et si j'ai enseigné l'architecture, si je travaille sur des projets de réalisation, c'est à la fois pour exploiter et communiquer une expérience, à la fois parce que cette expérience s'est nourrie d'enseignements reçus.

Je ne me considère pas comme un chercheur. La recherche est, pour une très grande part, par sa nature même de lente et patiente élaboration théorique, en amont de la pratique, détachée d'elle par les contraintes de ses types d'approches. La recherche est, par essence, universitaire. Elle est également, par essence, spécialisée. L'accumulation des savoirs, dans les divers domaines de la connaissance scientifique, technique ou critique, nécessite la mobilisation de chercheurs de plus en plus pointus, donc de plus en plus spécialisés dans des domaines de plus en plus restreints. Si des pans entiers de l'histoire ont fait l'objet de recherches relativement anciennes, aujourd'hui l'affinement de ces recherches va concerner un petit fragment de cette histoire; l'analyse d'un décret ou d'une correspondance retrouvée en archives fera l'objet d'une thèse. Cela est parfaitement normal et la communauté des chercheurs peut être vue comme une armée d'ouvriers creusant chacun son tunnel à la recherche d'un trésor.

D'un autre côté, il y a les acteurs, ceux qui construisent la société telle qu'elle est ou telle qu'elle veut devenir: les politiques, les économiques, financiers ou hommes d'affaires, les créateurs du cadre urbain, du cadre rural et du cadre culturel, cadres qui constituent la texture réelle de cette société.

Pour celui qui agit dans l'un de ces niveaux de participation, le problème crucial qui se pose va être celui de sa relation (souhaitée ou ignorée) avec tout le cadre théorique élaboré par les chercheurs. Or, entre les uns et les autres, selon mon

expérience, il y a un hiatus et ce hiatus est loin d'être dépassé.

Si dans certains domaines, la recherche est ciblée (création de médicaments, fabrication d'armes chimiques ou nucléaires, construction de machines, ... etc.) et financée par les fabricants dans un contexte où les critères d'efficacité politique, économique et technologique se rencontrent, dans le domaine des sciences sociales, les objectifs en question, politiques, économiques et technologiques sont loin de converger sur des consensus.

L'urbanisme et l'architecture, contrairement à ce qu'ont pu imaginer les partisans d'une neutralité de ces domaines, et par conséquent d'une possible approche spécifiquement technique, sont en réalité des disciplines que l'on doit rattacher (sans en nier la dimension technologique) aux sciences humaines. Or si les chercheurs, tant sociologues qu'économistes, que spécialistes en science politique, ou juriste, qu'historiens, qu'archéologues, qu'urbanistes, géographes, démographes, ou statisticiens, ou architectes, que sémiologues, qu'ingénieurs de l'aménagement urbain ou rural, qu'ingénieurs de la construction ou des matériaux, pour citer les domaines les plus directement concernés, sont conscients de cette relation nécessaire de leurs recherches à la finalité construite de la ville ou de la campagne, de l'autre côté, les acteurs du développement, de l'aménagement et de la construction se réfèrent systématiquement à des objectifs à court terme dans lesquels la recherche n'apporte que des visions inutiles ou perturbatrices.

Dans ma pratique, je ressens très fortement ces discordances. J'y vois une double carence:

1°/ D'un côté, les acteurs du développement, de l'aménagement et de la construction ont tendance à mettre en priorité le critère de l'efficacité immédiate pour des raisons évidentes: opportunisme politique (obligation de résultat) et opportunisme économique (respect des investissements, rentabilité des études). Dans le meilleur des cas, ils vont sélectionner d'éventuels résultats de recherche opérationnelle dans leur problématique propre, qui pourront être certaines données démographiques (dans l'exemple de relogement de populations sinistrées ou de démolitions de bidonvilles), certaines données technologiques (dans le cas d'options particulières d'entreprises pour des procédés innovants tels que la préfabrication ou au contraire l'invention de matériaux référant à la tradition, parpaings de terre stabilisée ou autre), certaines données architecturales (dans le cas de choix d'architectes branchés sur une théorie d'architecture urbaine comme par exemple la théorie de l'îlot propagée en son temps

par les recherches de Panerai ou de Krier), ... etc. Par contre, plus généralement, les décideurs et les exécutants se contentent de reproduire les modèles du moment sans recourir à des résultats de recherches innovants, quels qu'ils soient.

2°/ De l'autre côté, l'organisation de la recherche en milieu universitaire favorise cette absence de relations avec la réalité du développement du pays, à chacune de ses échelles. La recherche est fragmentée, chaque spécialiste, comme je l'ai dit précédemment, creuse son tunnel et chacun ignore en grande partie ce que font les autres spécialistes, comme si, bien que la finalité soit la même, (de quoi est fait le tissu urbain et architectural ancien et actuel, comment il a évolué, vers quels objectifs, il peut évoluer) cette commune finalité n'interférerait pas sur le travail propre de chacun.

Le sectarisme des spécificités universitaires, mais aussi l'impossibilité de tout savoir dans un domaine scientifique devenu trop complexe, expliquent ces cloisonnements. L'homme universel de la renaissance n'est plus qu'un mythe.

Or l'analyse de n'importe quel problème urbain ou architectural qui se pose va mettre en évidence la nécessité de raccorder l'ensemble des recherches sur un même sujet à l'objectif visé par le problème, faute de quoi toute solution va être fragmentaire, soit en restant inscrite dans la routine des modèles existants, soit en n'utilisant qu'un résultat de recherche tracé dans une filière spécifique.

Je pose donc la question (et quelques exemples sur Alger pourront concrètement expliciter cette problématique) d'une possible (ou impossible?) passerelle entre l'ensemble des recherches en sciences sociales et technologiques et la réalité du développement, de l'aménagement et de la construction.

Or il ne faut pas se faire d'illusions sur la possibilité de susciter des recherches pluridisciplinaires: celles-ci sont envisageables, très exceptionnellement, entre deux spécialistes de formations différentes. Une équipe de recherche où soient représentées toutes les disciplines est du domaine de l'illusion. Les conflits de prérogative feraient éclater une telle structure avant même qu'elle ait produit quoi que ce soit. Le problème ne peut donc pas être appréhendé sous cet angle.

Par contre, il me paraît possible de sensibiliser les intervenants de la pratique (politique, économique, technique, artistique) à la nécessité devant laquelle ils se trouvent de faire appel à l'ensemble des chercheurs

scientifiques. Il s'agit, non pas d'imaginer que des individus (politiques ou praticiens) puissent eux-mêmes effectuer une synthèse des recherches sur les domaines de leurs problèmes immédiats pour en tirer des solutions innovantes, mais de proposer qu'ils s'appuient systématiquement sur des structures de gestion qui soient elles-mêmes pluridisciplinaires. Ces structures seraient à même de débattre à partir de l'apport de la recherche, sur les solutions de synthèse qui pourront en découler. (C'est par exemple ce que tente d'instaurer l'établissement public de l'agglomération nouvelle de Sidi Abdellah où se regroupent dans la mesure de moyens encore élémentaires - des gens de formations différentes).

Pour résumer cette introduction méthodologique, je dirai que faute d'une conscience sérieuse de cette problématique, on court plusieurs dangers qui sont patents dans ce qui s'est passé depuis des décades dans les domaines de l'aménagement et de l'architecture.

A/ L'impossibilité de maîtriser les problèmes à un niveau de synthèse intégrant les sciences humaines dans leur ensemble, conduit les décideurs à considérer ces problèmes sous leur seul aspect technique: l'urbanisme se traite comme un complexe de règlements et de normes. L'être humain dans la ville n'est plus qu'une unité de calcul et les critères, relativement irrationnels, de l'esprit urbain, de la continuité urbaine, de l'appartenance au quartier, du plaisir visuel, sont laissés à l'initiative de l'exécutant, qui, lui, n'a généralement de préoccupation que sa rentabilité.

B/ Les décideurs, impulsés par la pression politique, sont constamment à la recherche des solutions qui pourront résoudre les problèmes posés en satisfaisant tous les critères, avec, en priorité (sinon en exclusivité), celui de l'économie et celui des délais d'exécution. Mais ils n'ont pas derrière eux les structures pluridisciplinaires capables de proposer des solutions de synthèse établissant des compromis acceptables, concilier les impératifs de l'efficacité avec ceux de l'humanisation de l'espace, de l'intégration de l'être humain dans le jeu. Aussi se rabattent-ils sur ce que j'appellerai "la solution miracle".

On a eu la solution miracle (grand ensemble puis zone d'habitation nouvelle -ZHUN-), on a eu le retour aux sources (reproduisons nos villes et villages traditionnels) et l'appel au modernisme (nous sommes capables de construire en hauteur), on a eu la préfabrication et l'importation de modèles, on a eu l'appel aux vedettes internationales (bonnes ou médiocres, de Niemeyer à Bofill), ou la croyance à telle

ou telle théorie d'architecture, (l'îlot fermé entre quatre rues comme panacée urbaine, par exemple), on a eu l'appel au libéralisme et la volonté de désengagement de l'Etat.

Je montrerai, sur quelques exemples relatifs à Alger les dangers de ces démarches. Les architectes en sont souvent eux-mêmes dupes. Etant manichéens par nature, ils imposent - lorsqu'ils y adhèrent ou qu'ils l'élaborent - leur théorie comme seule voie tracée. Mais, comme je l'ai indiqué, ce ne sont que des théories d'architectes, donc de spécialistes, qui, restant fragmentaires au regard de la réalité, débouchent sur une illusion de résultat. Qu'ils aient été constructivistes, post-modernistes, minimalistes, qu'ils aient suivi Venturi ou Rossi, ou d'autres illusionnistes, ils sont restés dans l'impasse du spécialiste.

Dans le domaine de la recherche, ces théories sont certainement utiles, mais dans le domaine de la pratique, elles peuvent faire des ravages. Faute de maîtriser ce rapport entre la recherche spécifique (réductrice) et la réalité complexe, toute tentative d'application théorique dogmatique est vouée à l'échec. Cela est également important au niveau de l'enseignement où l'étudiant dupé croit que son travail spécifique est une simulation de la réalité, alors qu'il n'est qu'un exercice pratique (et non pas une pratique de la discipline).

La vérité, si elle existe, n'est pas dans l'application de théories fragmentaires mais dans la maîtrise méthodologique.

A la lumière de ce qui précède, il serait intéressant d'analyser les phénomènes urbains d'Alger en rapport avec la recherche. Le programme du colloque met l'accent sur l'approche scientifique de la ville, telle qu'elle peut se développer dans chacune des spécialités concernées et qu'il s'agirait de stimuler.

Or à ce niveau, à travers l'exercice de mon métier (planifier l'espace et construire), je suis conduit à dresser un constat de carence urbaine: la ville ancienne vieillit mal et menace disparition, la ville moderne se développe dans les formes les plus désolantes. Les études scientifiques sur le passé et le présent de la ville pourraient sans doute nous aider, au niveau de l'action, à prendre de bonnes décisions. Or il faut bien dire que ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Pourtant, il me paraît que la recherche scientifique sur la ville d'Alger est très abondante et qu'un recensement exhaustif serait d'abord nécessaire; que par contre l'insuffisance des connaissances et des conclusions qu'on en peut tirer vient du

cloisonnement des disciplines: l'histoire urbaine ne peut pas s'éclairer par le regard exclusif de l'urbaniste, de l'architecte, du géographe, de l'historien ou de l'archéologue, du sociologue ou de l'économiste. Dans chacune de ces spécialités, le spécialiste a fait de nombreuses approches portant sur la ville antique et la ville berbère (dont on ne sait pas grand chose, il est vrai) sur la ville turque (pour laquelle les études sont abondantes), sur la ville coloniale " ancienne " (1830 - 1930), sur la Casbah pendant l'époque coloniale, et sur la ville moderne (1930 - 1962, 1962 à aujourd'hui). Mais toutes ces approches (ou presque) sont sectorielles.

La mise en commun des données (et par conséquent des connaissances) va être une condition - clé d'un développement urbain harmonieux.

Pour illustrer cette proposition, j'adopterai une approche basée sur la fragmentation de l'espace urbain en trames homogènes: la Casbah, la ville coloniale du 19^e siècle, la première périphérie dans laquelle on peut localiser les grands ensembles français, (Pouillon, courant " Agence du plan ", Plan de Constantine), l'habitat pour musulmans, les quartiers de villas ou de résidences, puis la grande périphérie où la ville s'est développée depuis l'indépendance (en fait depuis les années 70) avec les nouveaux grands ensembles, les lotissements, l'habitat informel ou illégal, etc., enfin les amorces actuelles de la rénovation urbaine et des orientations les plus récentes de la politique métropolitaine.

Une approche pluridisciplinaire de chacune de ces " Trames " située dans son contexte historique, politique, urbain et géographique, permettrait de façonner une mosaïque de " faits urbains " dont la synthèse constituerait le tableau urbain global de la ville.

Je ne peux pas, dans un exposé aussi court, traiter de chacune de ces trames, même si je ne fais qu'effleurer les problématiques qu'elle suscite. Je me contenterai de quelques exemples.

La ville se présente comme une mosaïque dont chaque pièce est ce qu'on peut appeler une " trame homogène " caractérisée par l'époque de sa création, la société et l'économie qui l'ont conditionnée, l'évolution elle-même relativement homogène de son tissu.

Il est rare que ces trames s'interpénètrent. Il est même, malheureusement, rare que ces trames se raccordent harmonieusement les unes avec les autres. La Casbah d'Alger est restée délimitée par les traces des anciens remparts, qui sont toujours des césures. Par contre, son évolution a subi les

effets de la dualité coloniale, et s'est trouvée coupée par les actuelles rues Amar Ali et Abderrahmane Arbadji en deux trames qu'on a dénommées haute et basse Casbah.

La haute Casbah étant aujourd'hui la trame résiduelle de la médina conserve des caractères de grande valeur historique et architecturale. Les études que nous en possédons sont nombreuses: sur le plan historique, "la ville d'Alger vers la fin du XVIII^e siècle" de Tal Shuval, sur le plan sociologique "la Casbah d'Alger, gestion urbaine et vide social" de Djaffar Lesbet, sur le plan architectural "la Casbah d'Alger, et le site créa la ville", d'André Ravereau, "Alger" de G. Guiauchain, sur le plan des évolutions du tissu et de son contenu humain, les nombreuses études faites depuis l'indépendance dans l'objectif d'une réhabilitation constamment ajournée, pour ne citer que celles que j'ai en mémoire. Il ne semble pas qu'il y ait manque de connaissances. Le problème se situerait plutôt au carrefour de ces connaissances, dans leur exploitation en vue d'une authentique préservation du tissu: tissu, si réduit soit-il aujourd'hui, (depuis 1830 jusqu'au jour présent, la Casbah est une peau de chagrin) il garde une valeur symbolique immense, il est le contrepoids de la ville coloniale; sans la Casbah, Alger perdrait son identité.

Mais le problème est un casse-tête économique et social: l'analyse historique montre comment tout le tissu, et dans le tissu, la maison, sont indissociables d'un mode de vie et de structures politiques et sociales médiévales. Lesbet décrit dans son ouvrage la survivance et le renouvellement de ces modes de vie pendant la période coloniale, qui traduisaient en fait une forme de résistance; passée l'indépendance, l'affrontement entre les pauvres et le pouvoir change de nature: il n'est plus celui d'un état de guerre mais celui de l'injustice sociale. La résistance devient passive, et, par concomitance, le cadre de vie se dégrade. Aussi, si toute réhabilitation d'un tissu passe par l'analyse de son histoire et de l'adéquation entre le cadre architectural et la façon d'y vivre, celle de la Casbah entre dans la problématique de l'appropriation d'un tissu médiéval. En Europe, cela a été relativement résolu en ce sens que les structures sociales traditionnelles ont été abandonnées et qu'on s'est contenté, après la phase intensive de démolitions qui a perduré jusqu'à la seconde guerre mondiale, de conserver ce qui restait de ces villes comme des décors. Les vocations touristique, commerciale et administrative, la vocation de résidence secondaire, les logements d'artistes ou la réhabilitation de luxe sont les dominantes de ces opérations, impliquant à chaque fois la préservation des façades et le renouvellement complet de l'intérieur. Or la Casbah pose le problème bien spécifique des médinas: celui inverse du modèle occidental,

l'architecture procédant de la structure intérieure (le patio) et la façade n'étant qu'une enveloppe sans rôle de représentation. La démarche européenne de rénovation du tissu médiéval se trouve donc apparemment mise en échec. Le second problème (celui de la rue non accessible aux voitures) existait aussi dans le tissu médiéval européen mais n'était pas de même nature: la Cité, en France ou en Italie par exemple, a pu s'adapter tant bien que mal à la pénétration automobile sans destruction de la trame construite.

Qui peut répondre à cette interrogation, de quel secours sera la connaissance historique, urbanistique ou architecturale d'un tissu tel que celui de la Casbah? S'il y a un problème simplement économique (le relogement d'un surnombre d'habitants) il y a aussi un problème sociologique: qui veut habiter la Casbah telle qu'elle fut, comment concilier le cadre ancien qu'on voudrait préserver avec les modes de vie d'aujourd'hui?

Sans une réponse globale à ces interrogations, il sera impossible d'avancer dans la solution au problème. L'approche la plus récente qui consiste à gommer provisoirement les vrais problèmes pour rénover des zones marginales où la voiture a accès et où l'intégration d'équipements de haut niveau peut être envisagée, présente plus de dangers que de garanties pour la survie de la Casbah: si, par ce moyen, on réduit encore la peau de chagrin, on intensifie, en plus, les contradictions inhérentes au tissu ancien.

La basse Casbah n'est plus tout-à-fait la Casbah, le tissu entre l'axe Amar Ali - Abd. Arbadji et la place des Martyrs, largement dégradé et abâtardi par les constructions coloniales, appelle un type d'approche radical, contrairement à la haute Casbah où seules des interventions douces peuvent être envisagées. Probablement faut-il réinventer là un espace qui soit non pas une reconstitution historique mais une interprétation moderne préservant la continuité urbaine de l'ensemble Casbah.

Enfin le quartier de la Marine est sûrement, dans tout Alger, ce qu'on pourrait appeler le point névralgique. Cœur de la ville turque, il était l'emplacement des souks, du palais du Dey, des équipements majeurs, et faisait la jonction entre la médina et le port dans la continuité. C'est aussi le lieu principal des vestiges archéologiques, car sa position d'arrière-port en a fait, depuis l'Antiquité, le lieu d'implantation des établissements urbains successifs.

A partir de la prise d'Alger en 1830, les saccages s'y sont succédés et l'indépendance ne les a pas arrêtés. La continuité

Casbah-port a été détruite progressivement et confirmée dans les années 50 par l'édification de l'avenue du 1er novembre. Chaque intervention dans ce quartier a été catastrophique, jusqu'au hideux parking faisant face à Djemaa El Kebir, et jusqu'au conservatoire en construction.

Cette accumulation d'erreurs a sans aucun doute été le résultat de l'ignorance et de l'opportunisme de certains responsables.

Le quartier de la Marine pourrait, moyennant une intervention massive, être réinventé pour jouer le rôle que l'histoire lui a dévolu: arrière - port, liaison entre port et médina, cœur commerçant mais aussi cœur sentimental de la vieille ville.

Le " Carrefour du millénaire " n'était qu'une première et timide approche de cette remise en question.

Dans la synthèse nécessaire des problématiques liées à la haute Casbah, la basse Casbah et la Marine, seule une concertation des disciplines sera garante de validité: l'histoire et l'archéologie expliqueront les vocations et les occupations du site; la sociologie proposera les possibilités réelles de l'habitat; l'économie politique planifiera les moyens; les géographes, l'urbaniste et l'architecte réaliseront la transcription spatiale de ces données, alors que, jusqu'à présent, leur fragmentation n'a jamais permis d'apporter des solutions réalisables.

La ville historique a subi, comme la plupart des cités précoloniales ayant vécu la présence coloniale, les effets du dualisme: cohabitation, tant humaine que par le cadre bâti, des populations autochtones et des occupants.

Au Maroc, cette dualité s'est traduite par la séparation des villes (la médina et la ville européenne) par la volonté de Lyautey. En Algérie, les cas de figure sont plus variés mais les saccages ont touché toutes les anciennes cités. Oran et Annaba ont pratiquement vu disparaître leurs quartiers précoloniaux. A Blida, la ville coloniale s'est carrément superposée à la ville turque. A Alger, la partie basse de la Casbah a été saccagée et la partie haute préservée, essentiellement pour des raisons pratiques mais aussi un peu pour des raisons culturelles (influence du romantisme, courants orientalistes, positions de Napoléon III).

Hors du quartier de la Marine, (démoli, reconstruit, redémoli) et du mitage de la basse Casbah, la ville européenne s'est donc développée dans la cuvette nord (Bab El Oued) et sur

les plages et coteaux sud (Isly, Mustapha, Belcourt, etc.).

Là encore, les études sur la ville coloniale sont nombreuses, celles de géographes (Lespès), celles de démographes, celles d'urbanistes, et beaucoup de descriptions sentimentales et littéraires, la ville exerçant une séduction très forte. Car il est vrai qu'à côté de la poésie sévère et presque anonyme de la Casbah ottomane, la ville européenne dégage un charme souvent désuet, varié à l'extrême, avec la décoration propre de chaque immeuble, reflet des fantaisies de la bourgeoisie enrichie du 19^e siècle et de la première moitié du 20^e siècle.

L'image d'Alger vue de la mer semble inamoviblement devoir rester cet ensemble composite des deux villes, la Casbah concentrée sur son site initial, la ville européenne étagée derrière et au-delà du front de mer de Chassériau. Le problème de la préservation nécessaire de cette image et de son contenu historique et architectural change de nature entre Casbah et ville coloniale: dans celle-ci, les Français ont déserté leurs habitations en 62 et 63 et les appartements ou les bureaux ont été occupés, réoccupés, loués légalement ou illégalement, achetés lorsque la loi des biens vacants a été modifiée, revendus avec profit, mais à peu d'exceptions près, ni le cadre urbain ni l'architecture n'ont sensiblement changé. Les constructions nouvelles se sont localisées sur les périphéries où des ouvrages modernes (la rocade en particulier) ont offert des assiettes répondant mieux aux conditions du marché.

Mais aujourd'hui le danger guette: la saturation des terres suburbaines, la métropolisation intensive de la capitale (dans le cadre de cette fatale surenchère: port, aéroport, infrastructure autoroutière, sièges du pouvoir, favorisent le développement des services, lequel favorise l'attrait de la capitale, les sièges de sociétés, nationales ou internationales, s'y implantent, le tout ayant également entraîné l'amélioration, certes aléatoire, du cadre de vie entre 1990 et 2000, en particulier au plan sécuritaire, et par conséquent ajouté à la force d'attraction de la ville sur les populations environnantes, saturation et métropolisation intensive déclenchent le processus de la spéculation. Le problème de la ville coloniale va être, sans aucun doute, dans les années qui viennent, celui de la résistance à ce phénomène, dont on discerne les premiers signes dans l'aménagement des anciennes banlieues (Ruisseau, Hamma, Hussein Dey, El Biar).

Les prix de terrain montent en flèche et vont sans doute atteindre des sommets dans le centre urbain: les inévitables requins de la promotion immobilière, profitant des lois de libéralisation, vont faire leur apparition et tenter, partout où

cela sera possible, de démolir et de construire plus haut et plus riche; de quel poids seront les arguments historiques, esthétiques, voire sociologiques si l'on s'avise de défendre la diversité sociale de la ville? Mais la bataille vaut d'être livrée, même si c'est celle de David contre Goliath, quelques gens de culture contre des spéculateurs ayant des alliances dans le pouvoir. Encore faut-il une assise cohérente à la défense de la ville. Si, pour la Casbah, en tant que patrimoine national et international, l'argumentation est clairement établie (sinon suivie d'effets), pour la ville coloniale elle est encore faible. Les réglementations protègent mal l'ensemble du centre urbain (Ben M'Hidi, Didouche Mourad au sud, Bab El Oued au nord), dans lequel il suffira de quelques saccages pour en déclencher d'autres. Les quartiers de villas pieds-noir, qui font l'un des charmes des coteaux d'Alger résisteront mal à cette même spéculation: le petit bourgeois de 1920 ou 1930 construisait au milieu d'un jardin une maison modeste de 80 à 100 m², souvent en rez-de-chaussée. Un notable actuel, pour construire les 300 m² de la villa qu'il est convenu d'avoir, n'aura aucun scrupule à démolir la petite maison que rien ne protège, car en fait elle n'a pas de grande valeur en soi: elle n'a qu'une valeur d'ensemble.

Disséminés dans le tissu de la ville coloniale et de sa proche banlieue, on peut repérer par contre des maisons d'un caractère très particulier et d'une grande qualité intrinsèque: ce sont les maisons turques de campagne, (les "djenane" du "Fahs" d'Alger), mal protégées par des services de monuments historiques sans moyens et sans autorité, et les villas des courants orientalistes de l'époque coloniale-courants qui eurent des périodes fortes: 1870, 1900, 1930, et des périodes de régression, selon les modes. Ces dernières villas, qu'on a appelées "néo-mauresques" ou "arabisantes", dont les plus belles sont celle de Bucknall, architecte de la colonie anglaise à la fin du 19^e siècle, ne sont, elles, pas protégées du tout, et si l'on n'y prend garde, vouées à disparaître, à continuer de disparaître.

Je parle ici en architecte, car le patrimoine de la ville coloniale est essentiellement urbain et architectural, mais les interférences avec le social, l'économique et le politique y sont sensibles. Là encore, une synthèse entre l'histoire et les problématiques présentes nécessite de recoller les morceaux de la connaissance.

Entre la ville ancienne, constituée par l'entité Casbah augmentée des deux villes coloniales (Bab El Oued et la ville des coteaux) et les actuelles périphéries qui, débordant la rocade, englobent les villages ou hameaux proches (Chéraga, Dely Ibrahim, Draria, Birkhadem, Gué de Constantine ...) se situe une frange de

banlieue dont la croissance s'étale entre 1930 et 1960. C'est dans cette frange que se localisent la plupart des cités dites parfois "de simple confort", ou "évolutives", ou, à la limite du dénuement, "de recasement" que les Français, soucieux de réduire la prolifération des bidonvilles, ont construites durant les trente dernières années de la colonisation, et de façon plus intensive entre 1956 et 1961. Chacune de ces entités mérite une étude particulière, même si l'on retrouve des caractères communs dans les normes de confort (ou d'inconfort), dans les typologies architecturales et les conditions sociales de l'habitat.

Ainsi, au départ, on pourrait traiter l'ensemble des cités dites "horizontales" (habitat à rez-de-chaussée dans lequel la trame de distribution dense et piétonnière est presque toujours basée sur le quadrillage, où les logements sont faits de deux pièces donnant sur une petite cour dotée d'un point d'eau) mais un fait intéressant va les différencier: celui de leur évolution depuis l'indépendance. Certaines (la Montagne, Dessoliers, par exemple) se sont densifiées, sur chaque parcelle un ou deux étages ont poussé, soit sur la cellule existante, soit (plus généralement) à la place de cette cellule. Je ne crois pas qu'une étude systématique ait été produite concernant ce processus: est-ce que ce sont les habitants d'origine qui ont pratiqué ces transformations (pour la plupart radicales) ou y a-t-il eu vente des parcelles, organisation de réseaux spéculatifs? Comment les gens ont-ils résolu l'adéquation entre la trame serrée, avec des ruelles étroites, et la hauteur des maisons? (Etant entendu que l'aspect "Casbah" qui en résulte n'est pas la traduction d'une typologie de médina, l'exiguïté des parcelles ne permettant pas de solutions à patio, mais simplement l'effet de densité des volumes construits). Pour éclaircir ce phénomène, la conjonction des études sociales, économiques, voire juridiques, et architecturales est à nouveau indispensable.

Mais d'autres cités, de norme analogue au départ n'ont pas subi cette même évolution. Ni Djenan El Hassan (1958) ni les cités du Clos Salembier (années 30) ne présentent de densifications autres que le remplissage intensif des espaces disponibles: récupération des loggias ou des courettes par exemple. Est-ce un bien ou un mal? Dans un pays à forte démographie, au développement et à l'économie précaires tributaires, en partie des cours du pétrole, il est probable que le logement minimum (même si l'on élève les normes de surface à des standards plus décentes) restera une nécessité: y a-t-il des solutions réellement évolutives (capables de se transformer sur elles-mêmes, non pas aléatoirement comme à la Montagne mais de façon planifiée) ou au contraire faut-il (comme à Djenan El Hassan) empêcher des évolutions et assurer un confort pérenne? On a trop tendance à occulter ces

problèmes qui reviennent en surface à chaque catastrophe (séismes ou inondations, épidémies dans les quartiers défavorisés, effondrement de maisons vétustes ...) ou lorsque, parfois, pour des raisons de récupération foncière, il s'agit d'éradiquer de l'habitat précaire ou du bidonville.

Chaque morceau de tissu urbain a son histoire, inscrite dans l'histoire politique, sociale, architecturale et mérite une étude de synthèse. Cela est vrai pour le tissu colonial et précolonial, dont nous avons évoqué quelques exemples; cela est vrai aussi pour le tissu récent. Depuis l'indépendance, quarante ans font déjà une histoire, et le remplissage inconsidéré des périphéries de la ville s'est traduit par une masse de constructions surabondante et incompréhensible. Une promenade dans ces périphéries, de Ouled Fayet à Réghaïa, nous plonge dans une perplexité profonde: Y a-t-il eu un urbanisme? Y a-t-il eu des décideurs politiques? Y a-t-il eu quelque part une volonté de cohérence? Quelle population habite là? Quels rapports entretient-elle avec la ville d'Alger telle qu'on la connaissait jusqu'aux années 70? Aujourd'hui, en 2002, quels ont été les effets sociaux et démographiques des douze dernières années, quels mouvements de populations se sont produits?

Il y a un effet pervers et paradoxal dans l'absence de continuité et de cohérence des actions de l'urbanisme (ou de non-urbanisme): c'est que toute la périphérie présente un aspect quasiment continu et indifférencié dont la constante est l'existence de l'urbain. En effet, quelle que soit la typologie du fragment de tissu (100 logements par ci, 1000 logements par là, un lotissement de villas, une zone d'activités, une école, etc.), ce fragment reste un morceau indépendant des morceaux voisins, mais même pas autonome: les villas ne sont que des villas, les immeubles collectifs d'habitation ne sont que des immeubles d'habitation. Aucun espace digne de ce nom ne relie ces fragments ni ne structure l'intérieur de ces fragments. Or l'urbain c'est tout ça: l'espace vivant, continu et différencié, les bâtiments divers aux fonctions multiples, les activités variées, les gens qui se mélangent, les gens qui se distraient. C'est de l'architecture et de la vie. Cela devrait être aussi de l'air qu'on peut respirer et des arbres.

Curieusement pourtant, il y a des petits bouts de morceaux urbains qui se fabriquent, généralement dans des alignements d'immeubles privés mitoyens: les rez-de-chaussée sont occupés intensivement par des pizzerias, des cybercafés, des vendeurs de pièces automobiles ou des commerces divers. Mais ces petits morceaux urbains sont à l'envers du bon sens: ils sont menagés le long de rues saturées par la circulation

automobile et ne disposent pas d'espaces d'agrément. Les arbres sont rares et lorsqu'il y en a, on les coupe pour mieux circuler.

Il sera intéressant de faire un bilan historique, social et architectural des périphéries. On constatera - entre autres faits épisodiques - que les changements de responsables politiques ont eu plus d'influence sur les directives successives que les urbanistes qui sont restés ou ont changé sans qu'on en perçoive d'autres effets que la perpétuation du marasme. Chaque responsable a eu pour préoccupation première d'affirmer qu'il n'y avait qu'une solution, et en analysant les discours des uns et des autres, on découvre que la croyance à la solution-miracle a toujours prédominé sur le recours aux méthodes. Souvent, le temps a manqué pour que ces directives portent des fruits, les changements d'hommes étant fréquents et les opérations, dans leur réalité financière, dans les conditions de l'entreprise, dans les défaillances, humaines, étant longues. Ce qui fait que l'on voit couramment se construire, envers et contre toutes directives du moment, des bâtisses ressortissant à des systèmes complètement dépassés, réfutés par les responsables mêmes qui les promulguent. Les forces d'inertie sont terriblement agissantes: aujourd'hui même, si l'on observe le paysage urbain le long des routes à Birkhadem, entre Dely Ibrahim et Ouled Fayet, un peu partout, on voit des groupes d'immeubles " en morceaux de sucre " intégralement standardisés, sans commerces, sans activités intégrées, sans espaces urbains, pour tout dire, désolants.

La vérité est qu'il n'y a pas de solution-miracle et que seule une appréhension méthodique et synthétique du problème urbain peut être porteuse d'une réponse. La ville - et sa composante première, le logement - ne répond ni à un questionnement politique, ni économique, ni démographique, ni social, ni architectural; elle est le lieu de rencontre de ces questionnements.

Ainsi l'idée actuelle qui circule dans les sphères décisionnelles est de résoudre le problème de l'habitat urbain par des immeubles de grande hauteur; (ces " IGH " que Ballard a décrit, à une autre échelle, dans une fiction terrifiante). Il y a des arguments: on a la vue dégagée, l'air moins pollué, on économise le foncier, on construit cher mais plus vite. Ce sont des arguments courts et sectoriels: s'est-on interrogé sur l'habitabilité du 15ème étage, en relation avec les pénuries et la pression de l'eau, avec l'entretien aléatoire des ascenseurs, le poids financier des charges qui en résultent pour l'occupant, l'hygiène des vide-ordures, ou simplement le comportement et la mentalité de l'habitant moyen, la coupure

par la hauteur des enfants avec leurs cadres de jeux et leurs copains, en bas, au sol? S'est-on interrogé sur la conséquence urbanistique, les trop grands parkings, l'absence d'espaces de convivialité? Pourquoi, dans les pays développés, ce sont les tours qui sont désertées, et que l'on finit par démolir? Y a-t-il une réelle économie du patrimoine foncier? Enfin, l'économie et les entreprises locales sont-elles en mesure de s'affronter aux technologies de l'immeuble haut? Ne va-t-on pas vers un asservissement aux entreprises étrangères et vers des dépenses de devises inutiles? Il est bien clair que ces questions appellent une concertation d'études, de recherches approfondies et pluridisciplinaires où l'université devrait jouer un rôle primordial.

En tout état de cause, on ne progressera, on ne maîtrisera l'urbanisme, qui, alors, pourra paraître d'une certaine utilité, que si l'on renonce aux solutions-miracles schématiques au profit d'une méthode d'approche, et que si, parmi les critères de choix des responsables, s'impose la notion de qualité (impliquant non seulement l'agrément du cadre urbain et d'une architecture variée et consensuelle, mais la satisfaction des aspirations humaines et sociales, sur le plan de l'habitabilité du logement et de l'intégration à la ville, mais encore la maîtrise de l'économie dans une vision de progrès et d'indépendance, et la participation des entreprises du pays dans une perspective de récupération des savoir-faire).

Dans la mesure où l'on peut être d'accord sur le fait que la construction de logements n'est pas faite pour répondre à des échéances politiques mais pour garantir une habitabilité de qualité, on arrivera facilement à admettre que l'analyse doit porter sur toutes les faces de la problématique.

La boucle se referme: la connaissance du présent et la connaissance du passé sont indissociables, lorsqu'on parle des qualités urbaine et architecturale, parce que les seules références qualitatives qu'on ait sur ce plan sont celles du passé: à Alger, la Casbah et la ville coloniale. Mais chacune de ces références ne peut servir de modèle, étant le produit d'une société dans son époque. A nous, à travers la connaissance la plus large possible, de savoir intégrer ces références dans les problématiques actuelles.

ALGER: LIMITES FLUCTUANTES POUR UN PROJET PRECIS

Rachid. Sidi Boumedine

Résumé:

Des plans pour Alger: projet enjeux et recomposition.

L'objectif de la présente intervention n'est pas tant d'exposer les contenus, les objectifs de certains plans d'urbanisme d'Alger en les mettant en parallèle, que de montrer que la ville, sa structure, sa physionomie, ont surtout été marquées par certains plans.

Nous développerons l'idée que cela est dû au fait que ces plans sont porteurs d'un projet politique explicite dans chaque cas par opposition à ceux qui se présentaient comme outils techniques de l'aménagement urbain, mais au service de projets implicites. Pour montrer la validité et les limites de cette hypothèse, la présentation des éléments de ces plans est destinée à contribuer à un état de la connaissance sur Alger.

Preliminaires.

Pas plus que les autres grandes agglomérations, Alger n'échappe, dans son extension par agglutinement ou absorption de nouvelles entités agglomérées, aux flous topographiques (topologiques), que désigne désormais, et de plus en plus, son nom d'Alger.

Cuneusement, plus cette entité enfle en avalant chaque jour de nouveaux toponymes, régurgitant au passage des chefs-lieux sous la forme de lieux-dits, de futurs quartiers dont on se demandera plus tard à quoi peut bien correspondre leur nom "Bir "... ou de " forêt "... ou plus, " Dzaïer " tend ici à désigner un autre lieu-dit, bien balisé, le centre de la ville.

On pourrait penser que les modes de gestion, la délimitation d'un ensemble de plus en plus vaste et, par la même occasion, de plus en plus complexe, s'adapteraient progressivement

aux extensions prises par l'agglomération en gagnant eux aussi en taille et en complexité.

On peut même supposer que la conjonction entre la masse et la complexité a un effet d'intensification des flux régionaux et, du fait du rôle de capitale, des flux nationaux, ce qui ne peut manquer d'engager l'exigence de réflexions - et de choix - sur la prise en compte de l'étendue de la région urbanisée en vue de son organisation.

Ici, le territoire n'est pas seulement l'agglomération c'est-à-dire la partie construite en continu mais celui qui contient les éléments matériels et immatériels qui, répartis de manière discontinue, participent directement de et à la ville. Il peut s'inscrire dans une entité spatiale - forcément plus vaste - administrativement définie.

On peut noter pourtant combien il est essentiel que cette taille soit pertinente à celle du territoire de la ville, c'est-à-dire qu'elle la contient, au moins.

En effet et nous abordons le second point, l'organisation de la gestion du territoire, à savoir à la fois le type d'instances et d'institutions de toutes natures qui concourent à cette gestion, et les règles ou procédures qui codifient leur action sur le territoire.

Enfin, il faut comprendre par Plan le dessein sur la ville, le projet au long terme, cette préfiguration sans laquelle il n'est pas possible de configurer [ordonner, organiser] de manière cohérente le cadre physique ou les activités multiples et complexes qui font une ville.

La prise en considération de ces trois éléments du triptyque permet de mesurer l'efficacité des dispositions prises en matière de gestion urbaine et, le cas échéant, de situer les failles dans ce domaine.

Un dispositif de gestion à contre-courant.

Nous allons examiner le cas de l'agglomération algéroise au cours des trente dernières années.

Si on s'intéresse en effet à cette gestion sous ses deux aspects les plus visibles, à savoir les découpages administratifs successifs et les organes créés pour gérer les totalités englobantes ou unités nouvelles, on peut découvrir des successions de décisions (de choix) qui semblent en contradiction avec l'évolution de l'agglomération en

LA STRUCTURE URBAINE D'ALGER: D'UNE VILLE TURQUE FORTIFIEE, A UNE GRANDE CAPITALE NATIONALE

Nadia Djelal-Assari

Résumé:

Les éléments naturels, à travers leurs contraintes mais aussi leurs incitations n'expliquent pas à eux seuls la morphologie générale et la structure urbaine actuelles d'Alger. Les facteurs historiques et socio-culturels ont également marqué la ville. L'espace s'est ainsi modelé selon une logique propre au contexte dominant de l'époque.

Ainsi, si, à l'époque turque, la ville, dans son site défensif, se présente comme un espace fortifié, très centré et dans lequel les pratiques sociales sont profondément ancrées à leur environnement, avec la colonisation, émerge une nouvelle logique d'organisation urbaine. La ville est structurée principalement à partir du centre colonial conquérant et dominateur, qui reste le point focal de l'ensemble urbain en dépit de l'émergence d'autres espaces centraux concurrents.

Aujourd'hui, l'espace urbain d'Alger est le résultat d'une structure ancienne qui se maintient plus ou moins bien et d'un remodelage nouveau qui s'impose progressivement et qui se traduit notamment par un triple mouvement: renforcement du centre, son élargissement par une annexion d'espaces voisins, émergence de centres secondaires.

Alger, grande capitale nationale, présente donc une logique spatiale qui combine à la fois les données historiques, géographiques et économiques. Indéniablement, l'élément majeur de l'ordonnancement d'Alger est son site, qui a donné à la ville non seulement sa beauté, mais aussi sa signification urbaine et son modelé spatial. Un site dont la beauté se traduit surtout à travers la grande variété de ses éléments. Au site d'origine, site défensif s'étalant sur les pentes est du massif de la Bouzaréa et sur lesquelles s'est constituée la ville turque, se juxtapose le site colonial, plus diversifié, englobant à la fois les collines du Sahel sur les hauteurs de la ville et la basse plaine alluviale côtière. Le site actuel,

occupant une partie de la plaine de la Mitidja, est le dernier ensemble sur lequel la capitale continue de s'étendre.

Les éléments naturels, à travers leurs contraintes mais aussi leurs incitations, n'expliquent pas à eux seuls la morphologie générale et la structure urbaine actuelle d'Alger. Les facteurs historiques et socioculturels ont également marqué la ville d'une empreinte profonde et difficile à effacer. Alger s'est construite à l'image de son histoire: par bonds successifs, marquée par des ruptures qui, à chaque fois modèlent l'espace selon une logique propre au contexte dominant de l'époque. L'organisation spatiale de la ville et sa structuration sont donc en relation très étroite non seulement avec les contraintes du site, mais également avec les vicissitudes de son histoire.

A l'heure actuelle, le site et les facteurs socioculturels continuent-ils à eux seuls à modeler la ville, ou bien pouvons-nous noter le rôle de facteurs nouveaux qui, par leur poids, contribuent à donner une autre structure et une autre signification à la ville?

La ville turque: dans son site défensif, un espace fermé, très centré

Le massif de la Bouzaréa qui culmine à 428 mètres a, par ses fortes pentes, facilité l'établissement d'une ville forte sur un de ses replats, la Casbah dominant et contrôlant les échanges de toute la région du Maghreb central pendant la période ottomane. Au départ, le site est un choix conditionné par des raisons stratégiques et défensives, offrant à la ville une position surélevée, protégée par la présence de nombreux ravins et escarpements et à l'abri des vents du nord et du nord-ouest, les plus fréquents et les plus froids en hiver.

La ville se divise globalement en deux parties: La ville haute ou Djebel est, selon A. Ravereau (1989), un ensemble d'une cinquantaine de quartiers résidentiels qui abritent la classe moyenne et qui constituent une masse compacte de maisons serrées les unes aux autres. Ces quartiers séparés par des grilles que l'on ferme la nuit ont, rapporte M.S. Messiah (1997), chacun ses boutiques "où les habitants trouvent à quelques pas de chez eux, les denrées alimentaires et les produits manufacturés de première nécessité, sans avoir à se déplacer jusqu'au centre ville où sont concentrés tous les souks spécialisés". La ville haute possède également des équipements de quartier: mosquée qui consiste souvent en une simple salle de prières, une ou plusieurs fontaines publiques pour l'eau douce, des hammams répartis à un intervalle régulier de 50 à 200 mètres, fours, moulins, écoles

vaniques. La répartition de ces équipements à travers tout le tissu de la ville haute, accentue l'autonomie fonctionnelle des quartiers, par rapport à l'ensemble, au niveau des besoins les plus courants.

La ville basse ou "Outa" se développe de part et d'autre de la grande artère qui sert à relier les deux faubourgs de Bab Azzoun au sud et de Bab El Oued au nord, à la ville fortifiée. Les bâtiments politiques et militaires ainsi que ceux de l'administration du Beylick se regroupent autour de la zone centrale de la Jénina. Le centre d'activités économiques, avec les souks et les commerces spécialisés s'échelonne de la Jénina jusqu'au faubourg sud de Bab Azzoun, les commerces les plus riches et les plus nobles au centre, les moins valorisés près des portes de la ville. Fondouks (hôtels), édifices religieux regroupant zaouias et mosquées, demeures et palais des dignitaires turcs et des Raïs se situent également dans la ville basse qui s'organise autour d'un point central (la Jénina), lieu de convergence des trois principales rues de la ville.

A l'extérieur des remparts, deux faubourgs: celui de Bab Azzoun au sud avec la caserne, les tanneries, le marché et les chemins pour pénétrer l'intérieur du pays; celui de Bab El Oued au nord, où se trouvent l'industrie liée à la construction et le cimetière. Au-delà des faubourgs, c'est le "Fahs" campagne algéroise, zone de jardins parsemée de haouchs et de splendides résidences d'été appartenant à des Raïs ou à des dignitaires de l'Etat.

A l'intérieur de cette ville, deux principes dominants: la hiérarchie et la centralité. La ville est un ensemble de quartiers dans lesquels la hiérarchie transparaît à travers le réseau de voiries, se traduisant par une série d'espaces: impasse - ruelle - rue, et à travers la disposition des différentes fonctions: les fonctions les plus nobles au centre, les fonctions les moins importantes en périphérie de la ville ou carrément à l'extérieur des murs. Cette hiérarchie va permettre l'émergence de centres qui vont jouer un rôle essentiel dans l'organisation spatiale à différentes échelles. Le centre de quartier d'abord, marqué par la salle de prières et les boutiques de première nécessité; le centre de la ville ensuite, autour duquel s'ordonne la ville à partir du principal édifice religieux, la Grande Mosquée et de l'édifice du pouvoir, la Jénina.

La ville est donc centrée et s'organise autour d'un pôle principal où Autorité et Spiritualité sont réunies dans un même espace. Plus tard, se sont joints à cet espace, le négoce (souk ou bazars), les finances (Dar es seka et Bet El Mel) ainsi que les établissements d'enseignement. Le centre de la

ville, lieu de convergence de toute la ville, s'impose donc comme une nécessité qui rassemble et contrôle. En définitive, si les particularités du site ont donné à Alger, ville turque, son modelé spatial si caractéristique, l'organisation sociale l'a également imprégnée assez fortement.

A partir de 1830, la colonisation anéantit l'ordre urbain existant et établit une nouvelle organisation urbaine qui va bouleverser la structuration de l'ensemble.

La ville coloniale: un centre conquérant et dominateur, point focal de l'ensemble urbain, mais concurrencé par l'émergence d'autres centres.

Avec la colonisation, la vieille ville d'Alger "connaît et subit un choc qui la transforme et la dépouille de tout ce qu'elle a accumulé durant les siècles de sa formation historique, sociale et spatiale" (L. Ichéoudène. 1997). A partir de 1830, c'est l'anéantissement de l'ordre urbain existant et l'établissement d'une nouvelle organisation urbaine fondée sur une situation de domination qui remplace la logique spatiale antérieure qui, elle, repose sur des pratiques sociales profondément ancrées à leur environnement.

La ville coloniale, "bloquée dans le sens transversal par le relief et coincée entre l'amphithéâtre des hauteurs et la mer" (R. Descloitres et J.C. Reverdy. 1961), ne se suffisant pas sur un espace trop exiguë, se développe à la fois en longueur le long de la baie vers le sud-est jusqu'à l'embouchure de l'oued El Harrach et sur les flancs des coteaux le long des axes routiers du plateau du Sahel, en direction de centres villageois isolés à caractère agricole, Bouzaréa, El Biar, Birmandreïs, Kouba, qui se sont formés spontanément dès le début de la colonisation.

L'ensemble urbain d'Alger présente à cette époque-là une structure constituée par deux entités. La première, la commune urbaine d'Alger s'étend de Bab El Oued et Notre Dame d'Afrique au nord jusqu'au Ruisseau et Clos Salembier au sud; le quartier du Telemly en constitue la limite ouest. Cette première entité représente en fait le centre colonial. La deuxième entité est composée par sept communes suburbaines, Birmandreïs, Bouzaréa, El Biar, Hussein Dey, Kouba, Maison Carrée (El Harrach), et Saint Eugène (Bologhine), nettement marquées au début par un caractère agricole avec de nombreux jardins maraîchers et de plaisance, mais qui se transforment rapidement par des extensions et des mutations sous l'effet conjugué de la congestion de la ville intra-muros et du développement des transports automobiles.

Cette opposition centre-banlieue est aussi la transposition des clivages socio-ethniques qui caractérisent Alger de l'époque coloniale: un centre occupé par une population européenne, donc conquérant et dominateur et point focal de l'ensemble urbain; une périphérie à caractère mixte, où quartiers européens et quartiers algériens ne sont jamais totalement imbriqués, mais juxtaposés les uns à côté des autres.

Le schéma structural d'Alger se traduit à l'époque par l'existence de plusieurs centres:

- Le centre-ville, centre colonial qui regroupe une très forte concentration humaine, 355 000 habitants, (R. Descloîtres et J.C. Reverdy, 1961) sur un espace réduit, et la majorité des fonctions tertiaires de service et de commerces supérieures qui se localisent sur les grands axes selon une forme linéaire allant de la Place du Gouvernement à la Place du Champ de Manœuvres.

- Les centres secondaires (anciens villages), soit à fonctions

complètes (Bab El Oued, Casbah, El Biar, Belcourt, Hussein Dey et El Harrach), soit à fonctions incomplètes (Birmandreïs, Kouba), c'est-à-dire des centres qui ne disposent pas de toutes les fonctions centrales, mais qui "affirment leur personnalité et leur rayonnement" (M. Taieb, 1971).

- Enfin, à cela il faut rajouter trois centres-relais secondaires (Bologhine, Hydra, Hamma) qui laissent pressentir des pôles centraux potentiels.

Et comme l'affirme M. Taieb, cette structure reflète un processus complexe qui fait que le centre, au lieu d'être relayé par des noyaux de centres secondaires, est concurrencé par ces derniers qui assument aussi des fonctions centrales au niveau de leurs zones respectives. De cela, nous constatons que le centre-ville colonial, en dépit de sa puissance économique, est incapable de répondre aux besoins de toute la population de l'agglomération, et les centres secondaires à ceux de leurs aires respectives. "Alger fonctionne comme un conglomérat d'unités urbaines et

Les équipements de la ville turque

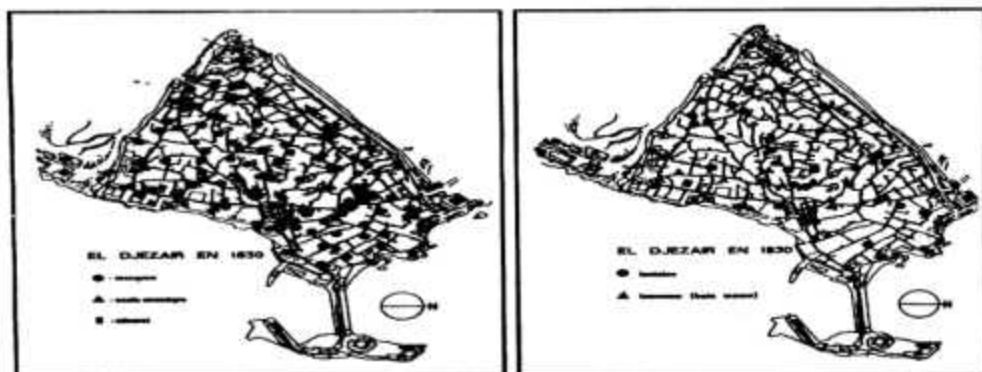
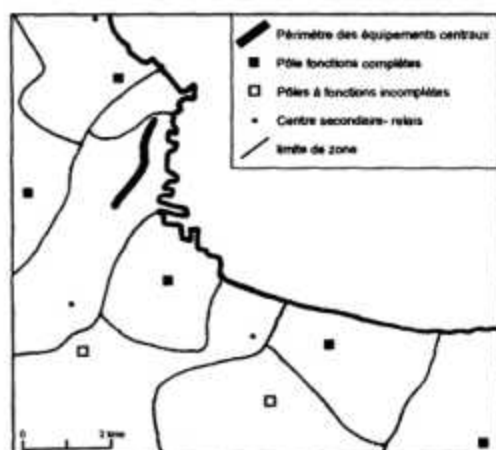


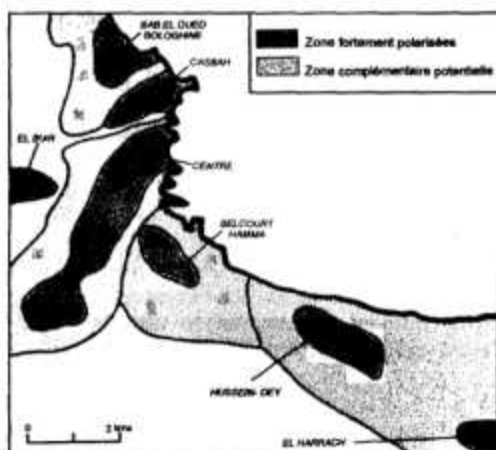
Fig 1: Les équipements de la ville turque

LA STRUCTURE URBAINE D'ALGER: D'UNE VILLE TURQUE
FORTIFIEE, A UNE GRANDE CAPITALE NATIONALE

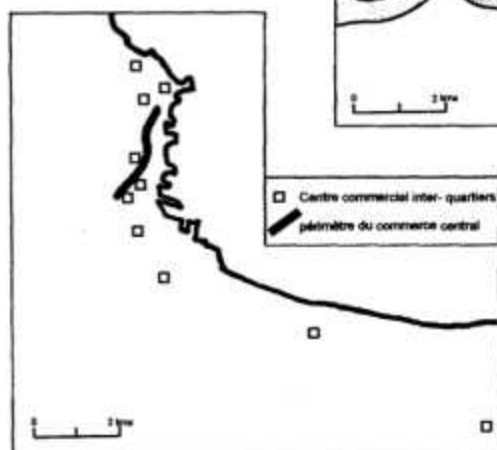


Esquisse de zones homogènes en fonction des centres de service

La structure urbaine
d'Alger en 1971



Les grands quartiers commerciaux d'Alger



Les grands pôles du commerce de détail à Alger

Source: M. TAIEB

Fig 2: La structure urbaine d'Alger en 1971.

autonomes et non comme un système hiérarchisé ».

Cette structure urbaine de la ville coloniale qui se traduit par un ensemble de centres, est en fait le résultat de son schéma de croissance qui s'est traduit au départ par un dédoublement entre, d'une part un centre actif en extension vers les quartiers du sud-est jusqu'à El Harrach et d'autre part, la naissance et le développement de noyaux urbains sur les hauteurs du Sahel, à partir des résidences secondaires et des maisons de campagne de l'époque turque. La ville coloniale est le résultat d'une jonction de plusieurs noyaux et non celui d'une croissance homogène et continue et d'une répartition sociale très marquée par la ségrégation socio-ethnique.

Après 1962, si la logique spatiale est non seulement reconduite mais aussi renforcée, notamment au niveau de l'espace central, de nouvelles formes urbaines vont aussi apparaître, bouleversant la structure coloniale de la ville.

La ville actuelle: vers l'affirmation d'une structure polycentrique

L'indépendance du pays a provoqué des mutations aussi bien sur le plan humain que sur le plan économique. Encore une fois, l'Algérie est soumise à une rupture historique brutale avec le départ des Européens, une nouvelle orientation de l'économie et le brassage énorme des populations se traduisant par un exode massif vers les centres urbains. Au niveau des villes algériennes en général et d'Alger en particulier, ces bouleversements vont opposer deux réalités: un cadre physique qui, malgré des changements parfois sensibles, est encore pour l'essentiel tributaire du passé colonial car conçu à sa mesure; des réalités humaines totalement nouvelles qui vont imposer un remodelage nouveau à l'espace urbain. A Alger, les mutations spatiales vont, après 1962, se faire en deux temps.

Dans un premier temps, de 1962 à la fin des années 80, période correspondant à la gestion socialiste de l'Algérie, la ville, à travers son mode de croissance, conserve une certaine pérennité dans sa structure. Le centre colonial reste l'espace central de la capitale algérienne avec la récupération du cadre bâti et son occupation par les nouvelles fonctions tertiaires. La plupart des fonctions du tertiaire public de haut niveau (institutions gouvernementales, politiques et financières), vont s'implanter dans le centre, dans les structures anciennes laissées par la colonisation. Ces services publics ne s'implantent donc pas uniquement en fonction des besoins en services, mais aussi en fonction d'un cadre bâti

existant et d'une organisation spatiale déjà établie. Quant aux fonctions tertiaires du secteur privé, elles ne sont relativement pas importantes pendant cette première période.

Dans un deuxième temps, à partir de 1990, avec le passage progressif à l'économie de marché, la situation du centre va évoluer. La concentration est non seulement maintenue, mais aussi renforcée par un attrait assez vif, aussi bien sur le plan économique, notamment en ce qui concerne les activités tertiaires supérieures, les services et les commerces de haut niveau, mais aussi sur le plan social, le centre étant habité en majorité par des cadres supérieurs et moyens. Le dernier recensement (RGPH- 1998) montre une diminution de la population résidente dans le centre, et laisse donc supposer que la fonction résidentielle est de plus en plus remplacée par les activités de bureau, notamment par le tertiaire privé de service aux entreprises. Ce processus de substitution est d'autant plus accéléré que la spéculation foncière et les valeurs immobilières sont en hausse, notamment dans l'ancien centre colonial, en dépit d'un cadre bâti qui commence à montrer des signes évidents d'obsolescence et de saturation.

Cependant, le centre ne pouvant subir de transformations en raison de son cadre naturel, architectural et urbanistique, nous assistons au cours de ces dernières années, parallèlement au maintien et même au renforcement de ses fonctions de gestion et d'autorité, à des mutations qui se traduisent par un glissement de certaines d'entre elles, vers d'autres espaces sur les hauteurs d'Alger. Aujourd'hui, le centre d'Alger a, par extension, intégré les deux communes de Hydra et d'El Biar qui se présentent comme les nouveaux espaces forts d'accueil du tertiaire central de haut niveau: ambassades pour la première, ministères et tertiaire aux entreprises pour la seconde. Ce phénomène n'est pas nouveau, puisque J. Pelletier signale en 1959 que « depuis la guerre à la recherche d'un micro-climat plus sain, du soleil et de la vue, elle (la ville) s'élève, elle monte le long des fortes pentes qui dominent les bas quartiers, elle tente de rejoindre les communes du plateau du Sahel ». Ce n'est pas seulement la ville qui grimpe sur les hauteurs, mais aussi le centre qui, exigu et donc très tôt saturé, oblige les équipements tertiaires, ou du moins ceux qui ne veulent pas trop s'éloigner du centre, à se fixer sur les hauteurs, en direction d'El Mouradia, Hydra, El Biar et vers l'ouest jusqu'à Dely Ibrahim et El Achour, pour ceux dont l'éloignement par rapport au centre est moins contraignant.

Le renforcement du centre et son extension par annexion d'espaces mitoyens sur les hauteurs s'accompagnent de

même temps de l'émergence d'autres espaces centraux se posant de plus en plus comme des lieux d'accueil de fonctions supérieures. Ce mouvement puise pendant les décennies 70 et 80 dans les structures urbaines coloniales anciennes et à partir de 1990 dans les formes nouvelles d'urbanisation.

Parmi les anciens villages coloniaux, devenus par la suite centres secondaires, certains s'affirment de plus en plus comme des espaces centraux à l'échelle de l'ensemble urbain, mais à un degré moindre par rapport au centre principal, en fixant les fonctions urbaines majeures: fonctions de commandement, d'échange, services financiers, services spécialisés, commerces (Kouba, Hussein Dey et El Harrach), espaces anciens mais qui émergent de l'ensemble, participent par leur développement spatial et économique à la nouvelle forme de structuration de la capitale qui tend indéniablement vers un polycentrisme, c'est-à-dire une structuration à partir de plusieurs centres.

À partir de 1990, les nouvelles formes d'urbanisation péri-urbaine sont accompagnées par un processus de tertiairisation progressif des espaces. Le tertiaire privé en développement depuis la libéralisation de l'économie, à la recherche de milieux d'accueil socio-économiques de qualité, fuyant un centre ou un péricentre trop congestionné, trop coûteux sur le plan foncier ou immobilier et de plus en plus difficiles d'accès, s'installe dans les zones péri-urbaines, là où le développement de l'urbanisation a favorisé l'émergence de quartiers nouveaux qui offrent de grandes villas confortables, situées dans des lotissements de plus en plus nombreux depuis la libéralisation du marché foncier par la loi d'orientation foncière de 1990. Ces villas détournées de leur vocation résidentielle initiale, sont louées à prix forts, soit entièrement à des entreprises du tertiaire privé de service (national ou étranger), soit partiellement à des commerces et se retrouvent en de nombreux points aussi bien à l'est qu'à l'ouest d'Alger.

Le tertiaire privé, de grande envergure, s'installe également de plus en plus dans des immeubles de bureaux, comme par exemple au quartier des Sources entre Kouba et Bir Mourad Rais avec le siège social de "Cévitel", ou au Ravin de la femme sauvage, axe reliant Bir Mourad Rais aux Annassers avec les sièges sociaux de banques ou de compagnies d'assurance. Les localisations des équipements se font, non plus en fonction de leur besoin de centralité, et donc de leur rentabilité, mais en fonction des disponibilités foncières et immobilières.

En définitive, Alger capitale nationale, présente deux sous-ensembles différenciés, centre historique mis à part. Le premier, constitué par l'ancien centre colonial et ses banlieues, est aujourd'hui un ensemble qui présente une certaine continuité spatiale et une homogénéité dans ses composantes physiques et architecturales. Cet ensemble qui s'est construit progressivement en intégrant à la fois les données physiques du site naturel et les données socio-culturelles de l'époque, est structuré par des points forts qui se présentent comme des espaces centraux, lieux de regroupement des activités tertiaires, notamment de haut niveau, et à partir desquels s'organisent leurs espaces respectifs. Le second ensemble, produit rapidement dès les premières années de l'indépendance sous l'effet d'une augmentation rapide et croissante des besoins économiques et sociaux, est surtout caractérisé par un grand étalement spatial, la discontinuité de son tissu, des localisations économiques très fortement soumises aux disponibilités foncières et immobilières et l'absence de structuration à partir de pôles centraux. A un ensemble urbain regroupé, marqué par une forte solidarité urbaine et une logique d'organisation et de structuration, s'oppose un ensemble urbain fragmenté et disloqué, accentuant l'éclatement de la ville et sa dispersion.

Conclusion

Alger, "ville millénaire, capitale juvénile" est le résultat de plusieurs facteurs combinés qui ont très fortement marqué de leur empreinte la morphologie générale de la ville et sa structure urbaine actuelle.

Ainsi la ville turque fermée dans ses remparts, très étroitement liée au site et produite par des pratiques sociales ancrées à leur environnement, est centrée sur un pôle principal réunissant à la fois autorité politique, économique et spirituelle.

Plus tard, dans la ville coloniale, à un centre symbole de conquête et de domination, occupé majoritairement par une population d'origine européenne, se juxtapose un ensemble d'unités urbaines, anciens villages agricoles mais qui sous la pression du développement urbain se transforment rapidement en espaces centraux plus ou moins autonomes et concurrençant progressivement le centre de la ville.

Aujourd'hui, la ville qui, dans un premier temps s'est

PROJETS DE FRONTS DE MER UNE COMPARAISON INTERNATIONALE

Eckhart Ribbeck

Résumé:

L'exposé présente une série de grands projets de construction de villes qui visent la rénovation d'anciennes zones portuaires et de surfaces riveraines.

La plupart des grandes villes situées au bord de la mer ou des grandes rivières découvrent et utilisent pour la première fois des qualités des fronts de mer. A ce propos, l'envergure des concepts de construction de villes est grande. Elle va de l'utilisation de type commercial, touristique et culturel jusqu'à la construction des habitations. Des exemples présentés, entre autres, sont les suivants: Barcelone, Lisbonne, Hambourg, Rotterdam, Rio de Janeiro, Buenos Aires, Lima.

History.

A glance on the world map shows that most big cities are port-cities or riverside cities. Urbanism has always reflected this fact, e.g. in the 16th century's Barcelona or Lisbon, where the harbour and the city's main square formed an impressing urban entrance lounge, where ships, visitors and goods were received (Fig 1).

However, apart from the profitable maritime trade, the proximity to the ocean offered few advantages. The coast was exposed to flood and storm, foreign warships and pirates. In the tropics, lagoons and swamps made the coast an unhealthy place, where malaria and other diseases spread. Apart from the harbour and its immediate environment the urban waterfront used to be filthy or undeveloped so that only the poor settled close to the water.

This picture changed in the late 19th and early 20th century, when sun, fresh air and sport became fashionable to the middle and upper class. At the same time, the control of waterborn diseases and engineering skills had progressed considerably, so that the privileged groups started to build summer houses along the coast. Decades later, these areas usually were transformed in

privileged upper class suburbs, where the scattered weekend and summer houses were replaced by permanent villas and apartment buildings (Fig 2).

According to the beaux-arts-urbanism of that time, waterfront boulevards were built not only in Europe, but also in the colonies. An outstanding example is Algiers, where French architects built an imposing waterfront with terraces and arcades. In the same way, the Bund in Shanghai is an early example of a colonial waterfront development (Fig 3 and 4).

Industrialization.

Simultaneously, in Europe and North America the urban waterfronts experienced a complete transformation as a result of rapid industrialization. In all big port cities, endless docks, warehouses, railway lines and other industrial equipment covered the coast. Contemporary air photos of Amsterdam, Hamburg, London or New York show an almost impenetrable industrial belt, sometimes cutting the city completely off from the water (Fig 5). Of course, this was also the result of the functional planning paradigm which led to a polarized urban structure, with industry and poor housing on one side of the urban waterfront and expensive residential development on the other. At that time, a rare example of a non-industrial waterfront project was the opera of Sidney, an expressive urban sculpture and landmark strong enough to provide the city with a fresh image (Fig 6).

Post-industrialization.

However, it took almost 20 years until waterfront projects became popular all over the world. The boom started in the 80s, when the industrialized cities suffered again some important transformations.

Many large scale and heavy industries disappeared due to rationalization and relocation and many port cities lost their traditional role because modern container harbours were built elsewhere. As a consequence, large industrial and port areas were left without use and started to decay.

The transformation of the industrialized countries into post-industrial societies, had an immense impact on urban planning and architecture. The rigid functionalism of the 60/70s was rejected in favour of more sophisticated or alternative concepts, like postmodernism, deconstructivism, high-tech and ecological building and planning. Planners,

installée dans le cadre hérité de la colonisation, se développe rapidement et de façon complexe, marquée par un renforcement du centre au niveau des activités tertiaires publiques et privées de haut niveau, l'extension de ce centre par intégration des espaces voisins sur les hauteurs de la ville, la confirmation d'autres espaces comme centres secondaires. Les nouvelles fonctions urbaines, soumises avant tout aux disponibilités foncières et/ou immobilières quant à leur implantation, participent par leur éparpillement, à la fragmentation de l'ensemble urbain et à la mise en place progressive d'une structure urbaine polycentrique.

Bibliographie

- DESCLOITRES Robert - REVERDY Jean Claude: 1961. L'Algérie des bidonvilles. Ed. Mouton et Co. Paris. 127 p.
- DJELAL Nadia: 2001. Equipements tertiaires et espaces urbains à Alger. Annales de géographie. n° 622. Nov/Dec. p.673-679. Armand Colin.
- ICHEBOUDENE Larbi: 1997. Alger, histoire et capitale de destin national. Ed. Casbah. Alger. 351 p.
- MESSIKH Mohamed Sadek: 1997. Alger, la mémoire. Ed. La Méditerranée. Tunis. 159 p.
- PELLETIER Jean: 1959. Alger, 1955: essai d'une géographie sociale. Ed. Les Belles Lettres. Paris. 141 p.
- RAVEREAU André: 1989. La Casbah d'Alger, et le site crée la ville. Ed. Sindbad. Paris. 232 p.
- TAIEB Messaoud: 1971. La structure urbaine d'Alger: éléments pour les études urbaines en pays sous-développés. Annales de géographie. n° 437. Jan/Fev. p.33 à 44. Armand Colin.

architects and the population as a whole started to rediscover the qualities of historic centers and traditional public spaces. It became fashionable to live in old housing areas, which during the 60/70s had been badly neglected and partly been occupied by poor immigrants. All this went hand in hand with an intensive effort of urban renewal. In Germany, this was the main task of urban planning during the 80s, supported by a new urban legislation and by large scale urban renewal programs.

In the 90s, after a decade of intensive renewal of the old city, the rehabilitation and conversion of old industrial, military and port areas became the new challenge for European planners and architects. The enormous potentials of abandoned industrial areas were discovered, due to its strategic location and good infrastructure. This was even more true for the dilapidated port areas, which in many cases offered an ideal opportunity for shaping the emerging post-industrial city. Increasingly, urbanism and architecture were not only follow-up activities to economic growth, but were used as strategic tools in order to trigger urban change and dynamism.

Waterfront-boom.

In 1994, Barcelona started a veritable waterfront boom by making intelligent use of the olympic games. New boulevards and public spaces were created close to the water and animated with cultural and tourist activities. The nearby neighborhoods - some of which had been slums before - were also renewed. Altogether, the Barcelona-project was a full success and became a blueprint for many waterfront projects worldwide (7).

A few years later, Lisbon (Portugal) presented another interesting waterfront project. Taking advantage of the EXPO 98, a large dilapidated industrial area at the border of the Tejo-River was redeveloped. The exhibition pavillions were built and also an attractive railway station designed by Calatrava. After the exhibition, the area was transformed into a comprehensive urban development with office buildings, hotels, high standard housing, tourist and sport facilities. Today, the former exhibition site is an attractive "island" in the mid of a chaotic urban landscape and at the same time, a first step for gradually upgrading this large area (Fig 8).

Europe.

Nowadays the idea of waterfront development has spread all over the world. Associations of waterfront-cities exist, international congresses on waterfront development are held and a growing number of specialized literature is available. In Europe, a large variety of waterfront-projects can be found in port cities like Amsterdam, Hamburg and Marseille (Fig 9, 10) and also in many riverside cities like Frankfurt and Düsseldorf (Fig 11). The old industrial and port areas are intensively recycled and reused for commercial and cultural activities or for high standard housing. In Berlin, a city located far from the sea but with countless lakes, rivers and canals, interesting waterfront projects exist, including some new "water-towns" with high quality housing development (Fig 12).

North america.

In North America the same enthusiasm exist and there is practically no waterfront without new projects. In New York, the construction of skyscrapers has slowed down considerably, not only because of the events of the 11th September. Instead, the planners are involved to renew Manhattans's immense waterfront, as is demonstrated by the Lower East Side Docks, Battery Park City and a series of new projects. Of course, new parks, cultural and leisure time facilities all around Manhattan would improve considerably the quality of life in this extremely dense and vertical city (Fig 13).

Latin america.

Waterfront projects also exist in Latin America, although the post industrial transformation is still incipient. The large scale project "Madero" has been developed in Buenos Aires (Argentina). The old port area close to the city center has been converted into a 3-Kilometer long marina, giving access to manifold tourist and leisure time activities. The old warehouses have been restored and some new attractive buildings erected. The old cranes are used as monumental sculptures (Fig 14).

Another project exists in Lima (Peru), where the steep coast gave the opportunity to an interesting architecture. Other Latin American cities, too, possess excellent potential for waterfront development, but nothing is done so far, due to the lack of funds. Such a case is Rio de Janeiro, with an enormous old port area which extends over 10 kilometers.

However, in the southern part of it's beautiful coast a new "beach city" is developed in Barra da Tijuca (Fig 15).

Asia.

Spectacular waterfront projects can be found in Asia, e.g. in Shanghai, where the futuristic skyline of Pudong has become a symbol for booming China (Fig 16). The same applies for the Marina Downtown project in Singapore (Fig 17). Both projects are not limited to waterfront boulevards, cultural and tourist activities, but are intended to create comprehensive world city centers with a full range of financial, economic and commercial activities. In fact these projects are not so much concerned with conversion or rehabilitation but with building brand new waterfront centers and cities.

In some cases waterfront development goes even further than that. Hongkong, Singapore and Tokyo are presently involved in reshaping their coast and in creating dozens of artificial islands in order to accomodate new airports, commercial and entertainment centers, hi-tech-production and housing.

Apparently it has become feasible in these densely populated agglomerations to build on artificial land in the mid of the water. Thus a new generation of waterfront projects is emerging which call to mind the futuristic designs of the 60s and the famous project of Kenzo Tange for the Bay of Tokyo. The large variety of waterfront projects which has emerged in the last two decades ranges from modest architectonic landmarks and seaside boulevards to comprehensive business centers and large scale waterfront cities. Some of these projects are not much more than a superficial decoration, whereas others have triggered a profound change of urban structure and life style. Many cities cut off from the sea for centuries are now facing the water, inviting people to make full use of this unique resource. It seems that almost everything is possible on the privileged strip of land between city and water.

Lessons learnt.

- Waterfront development is long range and comprehensive and should encompass all relevant disciplines;
- Meaningful community involvement in waterfront projects is indispensable and it should be early and continuous;
- Waterfront projects do not only deal with economic

development, with urban design or environmental issues, but rather with all of this in an integrated and comprehensive manner;

- It should be remembered that every waterfront is an integral part of a watershed consisting of creeks, rivers, estuaries or bays;
 - The best approach involves partnership between the private sector, public entities and citizens;
 - Public access to and along the urban waterfront should be essential to all projects, including residential developments. Visual access to the water likewise should be a main objective;
 - It is vital that communities learn from other waterfront projects without blindly copying them. Waterfront concepts and projects should flow from the nature of each place and embody it's essential spirit;
 - Wherever possible, a diversity of uses should be included along waterfronts, from quiet parks to vibrant commercial attractions. People of all income levels and cultures should feel welcome. Nighttime as well as daytime activities should be incorporated as well as distinct places for children and elderly people;
 - Waterfronts present an excellent opportunity for interpretation and education of natural values, local history and culture, including the industrial and transportation activities that often preceeded today's developments. Preserving and interpreting local history provides character and meaning to waterfront projects;
 - The tendency to clean up waterfronts should be approached carefully so that underlying values are not sacrificed. Preferences for uses that require access to water is important, even if they are visually not attractive;
 - Public art installations and the active participation of the local arts community should be encouraged, to ensure that artists way of seeing things is incorporated.
- (excerpt from the "Urban Waterfront Manifesto", 1999):

Références.

- Breen A. and Rigby D.: The new waterfront - a worldwide urban success story,
McGraw-Hill, N.Y., 1996;
Moore, Ch.: Water and architecture, N.Y., 1994

LE PAYSAGE ET L'ENVIRONNEMENT NATUREL ALGEROIS: UN PATRIMOINE A PRESERVER

*N. Chabbi-Chemrouk, L. Sidi-Moussa
et S. Ait-Cherkit*

Résumé:

Face à l'incessante détérioration du milieu naturel déterminée par les interférences toujours plus fréquentes entre activités humaines et ce dernier, le problème de la protection du paysage et de l'environnement, patrimoine collectif et commun à toute la société se pose comme une des préoccupations majeures de toutes les grandes villes algériennes et de la ville d'Alger en particulier.

En effet, à Alger peut-être plus qu'ailleurs, les problèmes environnementaux se posent avec acuité et sont générés par des pollutions dites globales mais aussi par la surexploitation des ressources et la dégradation des milieux naturels.

Au nom du progrès, de l'utilitarisme et de la rentabilité, les équilibres sont rompus et la pérennité de certaines valeurs du milieu naturel, soumises à des altérations continues, est fortement compromise.

Dans la communication proposée, nous commencerons par un bref constat sur la situation environnementale à Alger; nous présenterons ensuite une lecture critique des diverses formes et instruments de protection du paysage et de l'environnement en usage en Algérie. Nous concluons par quelques recommandations pour un paysage algérois pérenne.

Introduction.

L'impact négatif du processus d'extension urbaine sur l'environnement a entraîné dans de nombreux pays, notamment dans les pays les plus avancés, l'adoption de législations et de dispositions appropriées pour évaluer et intégrer les contraintes écolo-giques relatives à tout aménagement. Certains pays tels que l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, pour

n'en citer que quelques-uns, ont en ce domaine apporté des preuves tangibles, inscrites dans la texture du territoire, de l'intérêt de "l'écoute paysa-giste" dans la résolution de problèmes d'aménagement(1).

L'insertion des préoccupations paysagères et environnementales dans le processus d'aménagement n'a, par contre, pas encore acquis cette spontanéité et cet automatisme dans les pays en voie de développement et en particulier en Algérie(2). Pourtant, l'ampleur des mutations que subit le paysage algérois, dont la multiplicité tend aujourd'hui à s'estomper, n'est plus à démontrer tant l'action destructrice que subit le milieu naturel est très perceptible au niveau aussi bien régional que local. A cela s'ajoute un climat à longue saison sèche (5 à 6 mois), une déforestation inconsidérée, un défrichement intensif, une mauvaise exploitation des terres (labours et cultures érosives) et un surpâturage effréné.

La croissance anarchique des villes - une conséquence directe du développement global et du processus d'extension des franges péri-urbaines - constitue cependant, la principale source affectant de manière irréversible les caractéristiques spécifiques du milieu naturel. Il en résulte que les préoccupations environnementales, aujourd'hui réelles et grandissantes, possèdent indéniablement une dimension spatiale ce qui rend le couple aménagement/environnement indissociable. En Algérie, la pertinence de cette dualité se ressent au quotidien.

Le paysage et l'environnement naturel algérois:

Contraintes et potentialités.

L'action destructrice que subit le milieu naturel est aussi perceptible au niveau du territoire algérois. Il suffit de contempler les paysages très dégradés de ce territoire pour se rendre compte de l'importance et de la complexité des dégâts et de la tâche à accomplir. Notons les constructions anarchiques et la prolifération des franges péri-urbaines, la pression des infrastructures et le nombre croissant d'entreprises industrielles qui se délocalisent et s'installent en plein champs, les noyaux urbains qui s'étendent de manière discontinue à la campagne. Tout cela affecte de manière irréversible l'espace naturel algérois en allant dans le sens d'une perte de son identité (fig. n°1).

Alger aspire aujourd'hui au statut de métropole méditerranéenne. Son accession à ce statut, outre la satisfaction de plusieurs conditions (infrastructures, grands projets, remise à niveau des tissus...) passe nécessairement par la prise en charge et la

Carte d'occupation du sol en 1970



Carte d'occupation du sol actuelle



Figure N°1: La croissance anarchique des villes constitue la principale source affectant de manière irréversible les caractéristiques spécifiques du milieu naturel

ENTRE ORAN ET ALGER: UNE VIEILLE ET TOUJOURS ACTUELLE HISTOIRE.

Fouad Soufi

Résumé:

Qu'est-ce qu'un provincial peut bien dire sur la capitale du pays ? Que sait-il de cette ville ? Plus à l'aise pour évoquer Oran, il ne reste qu'à établir la comparaison, à mettre en valeur ce qui unit et ce qui sépare, à relire ce qui s'est écrit, à rechercher les permanences et les ruptures non seulement dans les rapports entre les deux villes mais aussi et surtout au niveau des représentations que l'on s'en fait à Oran.

Histoire urbaine, histoire des représentations de la ville (des deux villes s'entend), histoire de l'aménagement du territoire depuis 1962, le champ d'investigation est vaste qui autorise la lecture en parallèle de cette vieille histoire qui lie Alger et Oran, qui autorise une lecture parallèle de deux expériences urbaines: la ville qui s'étire en longueur comme pour envelopper sa baie - on voyait la mer de partout à Alger -, et la ville qui se love en hémicycle autour de la sienne, Oran tourne le dos à la mer écrivait Camus, tant il est vrai que dans certains quartiers la mer paraît lointaine.

C'est donc, entre les deux villes, une vieille histoire qui commence, avec ce formidable mouvement de fondation de ciels qu'a connu le Maghreb central en particulier au Xe siècle. Une vieille histoire faite autant de rivalité que de complémentarité. On attribue à Sidi Ahmed Ben Youssef el Miliani, ce dicton satirique: Constantine étudie, Alger fabrique et Oran gâte. Depuis, Oran a su fabriquer et étudier et Alger... La communication aura pour objet, non seulement de faire un parallèle de dix siècles d'histoire de ces deux villes dans leurs rapports, mais surtout d'essayer de comprendre comment malgré le statut politique privilégié de la capitale, une ville comme Oran, qui fait tache dans les programmes d'aménagement du territoire, a pu réagir.

Il s'agit, autant que faire se peut, de montrer à partir d'exemples précis le port, l'aéroport, les infrastructures et les idées toutes faites, comment les mécanismes ont fait qu'après 1962, Oran s'est vu privée de tout pouvoir de participation à la prise de décision alors même que son emprise sur la région est renforcée. Cette rivalité - il faut bien employer le mot -

a pris plusieurs tournures que l'on essaiera de présenter tout en sachant que le duel - que l'on perçoit déjà dans la seconde moitié du XVIIIe et du début du XIXe - ces beys d'Oran tout puissants - et qui va être exacerbé tout au long de la période coloniale, a toujours tourné au profit de ce que: l'on continue à appeler Alger.

Débat entre deux villes dont l'une a fini administrativement par disparaître - on ne le dit pas assez - à force de découpages et de changements de structures locales, la commune d'Alger n'existe plus. Il existe une agglomération de communes que l'on nomme par rapport à une collectivité publique territoriale, Alger. La wilaya d'Alger existe mais pas la commune. Oran est devenue, alors et presque par effraction, la rivale ayant administrativement abandonné la course, la première commune du pays par le nombre d'habitants. Mais l'administration ne fait pas la ville et les problèmes urbains sont à gérer par les textes communs à toutes les communes du pays et pourquoi pas ? Aujourd'hui et plus que jamais, Oran développe, de façon désordonnée, les moyens économiques et culturels à même de l'affranchir de la tutelle pesante de l'Etat central, lire Alger ? Un nouveau regard se pose sur Alger.

Introduction.

Mettre en rapport la capitale du pays et une ville seconde n'a de pertinence que dans une problématique plus large de la construction d'un Etat et de son fonctionnement. Mais l'exigence première est de s'écarter résolument de toute vision téléologique de l'histoire. Nulle part il n'est inscrit que ces villes et cet Etat devaient être ce qu'ils sont aujourd'hui.

Aujourd'hui, la question du statut de ces métropoles, autres qu'Alger, et que sont Oran, Annaba et Constantine est posée. Se pose, également, le problème de la Région et surtout du découpage régional proposé par les services de l'Aménagement du territoire. Qu'est-ce que la région Nord-Ouest, qui, comme un corset, s'ordonne autour d'Oran ? D'aucuns veulent y voir la volonté politique de limiter l'influence d'Oran sur son espace régional historique.

Cela ne traduirait-il pas plus simplement l'idée que se font les décideurs à Alger de la place d'Oran dans le maillage territorial ? Aussi, cette mise en relation du destin de ces deux villes prend un sens plus fort dans les représentations que l'on a de soi et de l'autre. Le fait d'isoler le problème d'Alger et de réunir systématiquement Oran, Annaba et Constantine, ne participe pas seulement d'une commodité

dans la démarche. C'est bien une hypothèse forte qui structure la méthode d'approche qui veut qu'il y ait d'un côté Alger et de l'autre l'Algérie mais qui a fini par accepter qu'entre les deux il y ait autre chose, une sorte d'échelon intermédiaire. Il reste peut-être à aller encore plus loin.

La mise en équivalence systématique entre Oran, Annaba et Constantine permet peut-être d'éviter les faux conflits. Mais elle ne peut empêcher Oran de revendiquer un espace régional qui n'a rien à voir avec la zone d'influence de Constantine et de Annaba. Le recensement de la population de 1998 confirme que l'addition des populations d'Annaba et de Constantine dépasse celle d'Oran, mais le chiffre de la population agglomérée autour d'Oran est supérieur à celui des populations agglomérées autour d'Annaba et Constantine réunies. N'y aurait-il pas, dans cette démarche, le signe qu'Oran pose problème quelque part aux décideurs ?

Le champ d'investigation est vaste qui autorise la lecture, en parallèle, de cette vieille histoire qui lie Alger et Oran. Lecture parallèle de deux expériences urbaines, celle de la ville qui s'étire en longueur comme pour envelopper sa baie - on voyait la mer de partout à Alger -, et celle de la ville qui se love autour de la sienne.

On connaît mieux Alger qu'Oran ?

Un premier et simple constat peut être fait; celui du déséquilibre qui existe dans l'accès à la connaissance des deux villes que le lecteur, même averti et familier, rencontre.

Depuis 1962, on aura plus écrit, à l'étranger, sur Alger que sur Oran. Alger, par son statut de capitale politique et économique du pays et de par son poids démographique, a rejoint le camp des métropoles du monde arabe et de la Méditerranée. Et pour cause, Alger structure le pays depuis le XVI^e siècle et plus encore depuis l'indépendance. Alger a très vite laissé Oran en plan et lui a confectionné un rôle de ville seconde.

Ne cherchons pas la ville d'Oran dans les travaux sur les métropoles du monde arabe, nous ne la trouverons pas. Nous ne la trouvons pas plus dans les études relatives aux métropoles de la Méditerranée(1). Elle n'a pas sa place non plus, au niveau plus modeste des villes du monde arabe(2) sinon incidemment, au détour d'une phrase. Elle ne figure pas parmi les villes de l'Islam(3). Ce n'est pas non plus une ville ottomane(4). Et comme les traités sur les villes coloniales sont passés de mode, que lui reste-il ? Andrée

Dagorne et Bernard Fenet d'une part, Mohamed Bouchikhi d'autre part, avaient introduit Oran dans un numéro des Cahiers de la Méditerranée(5) sur Les Villes intermédiaires en Méditerranée. Oran, ville intermédiaire ? Soit. Mais Robert Escallier dans son Essai de synthèse, en introduction à ce numéro, ne lui trouve pas d'emploi, lui qui cite pourtant Annaba, Batna et Constantine. Il ne nous reste, pour retrouver Oran, que la production sur la recherche urbaine en Algérie(6).

Pour être complet, il nous faut interroger l'histoire urbaine, l'histoire des représentations de la ville (des deux villes s'entend), l'histoire de l'aménagement du territoire depuis 1962.

Rachid Sidi Boumediène et Messaoud Taïeb ont bien raison de souligner la part importante prise par la géographie urbaine dans les recherches urbaines en Algérie(7). Peut-être aura-t-il manqué de mettre en évidence la place réservée à la partie historique dans la plupart des travaux et notamment dans ceux qui concernent Alger(8), alors même que les recherches historiques en Algérie ignorent superbement l'histoire urbaine. Architectes-urbanistes et géographes sont obligés de faire le travail des historiens.

Deux villes dans l'histoire des villes algériennes qu'il faudra faire.

Au départ, se pose, donc, au moins le problème de l'histoire des villes et de l'histoire urbaine dans notre pays.

Le constat a été dressé par l'historiographie coloniale. Il a été confirmé par tous ceux qui s'intéressent à la question: le Maghreb central qui devient l'Algérie n'a pas connu l'essor urbain des autres pays du Maghreb, et certainement pas celui des pays méditerranéens. Il n'a pas connu ces grandes villes qui seraient à l'origine de l'expérience historique de nos voisins, entre autres. L'esprit critique peut-il se satisfaire de ce qui s'apparente à des verdicts ?

Ne faudrait-il pas effectuer une double opération ? Ne faudrait-il pas d'abord en finir avec la tribu comme vecteur essentiel de l'évolution de notre histoire(9)? Ne faudrait-il pas ensuite dépasser Alger comme modèle unique de notre histoire ?

Il est vrai qu'il nous reste à étudier le phénomène d'urbanisation dans sa globalité. Il nous faut lire notre histoire en sortant de la sempiternelle question de la tribu

comme élément d'explication et fondement de notre histoire. Il nous faut comprendre que tout(10) s'ordonne autour de la Ville, des villes. Et parmi ces villes, on peut citer: Tihert, Tlemcen, Bejaïa, Constantine, Alger, Ghardaïa et bien entendu (enfin je le crois) Oran.

Il y a encore à réaliser cette synthèse de l'histoire de la fondation des villes algériennes et leur évolution historique. Dans sa thèse, toujours orpheline, Paul-Louis Cambuzat(11) en avait posé les premiers jalons. Il reste à la compléter par des travaux sur le Centre et l'Ouest du pays qui montreraient combien de sites urbains ont été plongés dans l'obscurité. Le travail premier de Djillali Sari est resté également sans suite.(12)

Mais il nous reste surtout à repenser le processus global de la formation de l'Algérie à partir du principal acteur: la cité, la ville. Il reste à comprendre et prendre en compte l'importance historique des villes, leur place et leur influence - quelle que fût leur taille - dans la formation de ce pays.

Il nous faut, de la même manière, sortir de l'histoire d'Alger. Il nous faut accepter que l'histoire d'Alger ne soit pas l'histoire de l'Algérie et que l'histoire de l'Algérie ne se réduise pas à l'histoire d'Alger.

Mais il nous faut aussi et surtout sortir du mythe de l'urbanisme colonial comme modèle presque parfait de fondation, de maîtrise de croissance urbaine et de gestion des villes. Il ne suffit plus de faire l'histoire de l'urbanisme colonial. Il nous faut faire tout à la fois la critique de cet urbanisme ainsi que la critique de l'angélisme actuel et du manque de vigilance de ceux qui, aujourd'hui, font nos villes (élus et urbanistes). Il faudrait apprendre à se débarrasser de ce complexe qui est le nôtre face au legs colonial. Ce n'est pas parce qu'on a fait pire après que l'on faisait bien avant.

Celui qui fut d'abord chef du service régional de l'Urbanisme à Oran, puis urbaniste en chef au GGA, Roux-Duport fait un constat peu amène de l'urbanisme en Algérie durant la période coloniale, lors d'une conférence le 9 janvier 1959: "L'absence de l'urbanisme", déclare-t-il, éclate et c'est probablement sans remède. A Alger, le désordre n'a pas réussi à détruire l'harmonie de la ville dont le site demeure l'un des plus beaux du monde... Oran n'a pas le même privilège. Le site oranais, sévère, mais non sans grandeur... a été gravement atteint."(13) L'urbaniste retrouve, là, l'émotion de la poétesse Blanche Cazes, qui en 1928 déjà, s'indignait: "Ce qui est absolument désespérant, c'est le sabotage systématique de la ville qu'on ne cesse d'enlaidir."(14) La

laideur de la ville c'est bien ce que dénonce aujourd'hui l'architecte Amine Si-Youssef (15). Quand on aime sa ville, nous rappelait B. Cazes, "on doit lui reconnaître ses défauts".

Il nous faut enfin admettre qu'hier comme aujourd'hui, Alger a bénéficié d'investissements en études et réalisations qui ont fini par provoquer un certain déséquilibre entre la capitale et le reste des villes du pays. On sait que le déséquilibre est mauvais pour la santé urbaine du pays.

Hier ? C'est-à-dire avant l'Indépendance, le Bureau du plan; aujourd'hui ? Le COMEDOR, l'OFARES, l'OFIRAC etc.

Hier. Dans une étude René Jovy écrivait: "L'avantage et l'originalité de la méthode d'urbanisme employée à Alger consiste précisément dans la conception, la mise en place et le maniement de cet organe essentiel qu'est le Bureau du plan. Mais l'avantage que prend Alger dans la compétition générale, grâce à cet instrument, risque de s'accroître rapidement et finalement de se retourner contre elle. Le processus cumulatif d'expansion dans lequel se trouve entraînée la capitale de l'Algérie peut, en effet, provoquer dans un délai plus ou moins bref un déséquilibre croissant entre elle-même et le reste de l'Algérie."(16) Aujourd'hui comme hier ? Les mêmes causes ont-elles produit les mêmes effets dans un autre contexte politique, économique et social ? Aux historiens futurs de nous le dire. Ajoutons pour être complet et clair que le Bureau du plan est une structure de la municipalité Chevallier, alors que le COMEDOR et autres sont des organismes d'Etat.

Entre-temps, il est bon de rappeler que l'histoire urbaine d'Oran et d'Alger débute au Xe siècle, avec ce formidable mouvement de construction des villes qui connaît à cette période une certaine accélération.

Entre nos deux villes, une vieille histoire faite autant de complémentarité que de rivalité.

N'y aurait-il pas quelque déni d'histoire à ignorer avec autant de légèreté les périodes précédentes ? Portus Divini et surtout Icosium ont bien existé. Certes, mais encore ?

Portus Divini ? Les Carthaginois avaient préféré le site de Madagh plus à l'Ouest et les Romains avaient utilisé surtout Portus Magnus à l'Est de l'Oran actuel. Les Andalous ont choisi, entre les deux, le site actuel.

Icosium ? Ce fut effectivement une cité romaine, mais quel fut son rôle ? Quels furent sa taille et son statut ? La véritable cité n'était-elle pas plus à l'Ouest, Cherchell ? C'est bien à

Buluggin b. Ziri que ce site doit sa fortune et que commence l'histoire d'Alger. Reste aux archéologues à faire la démonstration du contraire.

Abu Ras en Naciri, le grand polygraphe du XVIII^e siècle, rapporte dans son œuvre maîtresse qu'un érudit remarquable et juriste illustre Ibn Khémis avait visité Oran à la fin du IV^e siècle H. = début du XI^e JC: "Sa vue le charma profondément quoiqu'il arriva d'Alger. Cette dernière, il est vrai sortait à peine de terre...". Ibn Khémis aurait écrit: "Les deux villes frontières qui m'ont plu dans le Maghreb sont Oran de Khazer et Alger de Bologuine...". Par ailleurs, on attribue généreusement ce dicton sarcastique à Sidi Ahmed B. Youssef el Miliani, ce saint homme, mort en 1524, qui ne détestait pas se mêler des choses politiques d'ici-bas:

"Constantine étudie, Alger fabrique, Oran gâte". Quatre siècles et quelques années plus tard(17), en 1947, ironique, Albert Camus écrit, dans un texte intitulé "Petit guide pour des villes sans passé": "La douceur d'Alger est plutôt italienne. L'éclat cruel d'Oran a quelque chose d'espagnol. Perchée sur son rocher,... Constantine fait penser à Tolède. "Nous reviendrons à Camus. Et si René Lespès a rédigé deux sommes incontournables sur ces deux villes, il est bien le seul. Le restera-t-il pour longtemps encore ?

Relevons cette mise en parallèle, par trois personnages totalement différents et à trois époques non moins différentes, de trois des principales villes qui ont fait l'Algérie(18). Laissons là Constantine. C'était donc presque une tradition que de mettre en relation Alger et Oran. Mais depuis 1962, les choses ont profondément changé.

Une vieille histoire mais une histoire différente.

Un fait frappe l'observateur. Le commencement de la fortune d'Alger correspond au début d'une page particulière de l'histoire d'Oran. C'est l'heure à laquelle le royaume zianide se trouve coincé entre les deux puissants empires ottoman et espagnol. Et nos villes se retrouvent chacune dans un camp opposé.

Ce que Braudel avait appelé " la première puis le seconde et prodigieuse fortune d'Alger "(19) entre 1560 et 1620 correspond, donc, à une partie de la période espagnole d'Oran. Et alors que le dynamisme d'Alger s'avère celui d'une ville neuve, en rapide croissance, alors qu'Alger " est avec Livourne, Smyrne Marseille, la jeunesse de la mer " - dixit Braudel - Oran sort de l'histoire maghrébine.

Braudel fait cette remarque que les courants commerciaux du Maghreb se détournaient des présides " dont Oran(20) bien entendu.

Alger devient capitale du nouvel Etat qui s'installe dans ce Maghreb central et qui porte son nom. Ce nouvel Etat fixe ses frontières qui sont en gros et au Nord celles de l'Algérie d'aujourd'hui. Les très riches heures d'Oran ne sont plus qu'un souvenir et encore.

Oran a connu de très riches heures, en tant que cité commerçante grâce à son port, en tant que centre de rayonnement intellectuel également. Par son commerce, la ville participait pleinement à la vie économique de la Méditerranée. Elle avait été d'abord point d'appui des Umayyades de Cordoue au Maghreb, puis port militaire des Murabitun puis surtout du calife Abdel Mu'min. Elle est devenue port commercial et débouché des richesses du Soudan sous les Zianides. Accessoirement le sultan mérinide Abul'Hassan y avait installé six années durant sa résidence. Jean Léon l'Africain en rapporte le souvenir: "Oran est une grande ville qui fait dans les 6 000 feux... Elle est pourvue de tous les établissements qui caractérisent une ville policée... La plupart de ses habitants étaient artisans et tisserands. Beaucoup de citadins vivaient de leurs revenus... Quoi qu'il en soit, la population était aimable, bienveillante, amie des étrangers. Oran était très fréquentée par les Catalans et les Génois... La population élisait un président du conseil qui avait la charge des questions civiles et criminelles. "(21) Jamais Alger n'avait tenu, jusqu'à cette période, une place aussi importante. Et si notre auteur consacre plus de pages à Alger qu'à Oran, c'est qu'au moment où il rédige, cette dernière est déjà occupée par les Espagnols et qu'Alger s'installe dans son statut de capitale.

Le contraste est frappant entre la relative stabilité de la composante de la population d'Alger et les bouleversements socio-démographiques qu'a connus Oran au cours de son histoire moderne et contemporaine. Oran a changé au moins cinq fois de population.

On sait que la ville comptait, à la veille du 15 mai 1509 (date de son occupation par les Espagnols), 6 000 maisons soit environ 30 000 habitants: 4000 trouvent la mort et 8000 sont faits prisonniers. Le reste prend la fuite. Les 26 - 30 juin 1732, 10 à 12 000 tentèrent de résister au retour des Espagnols; les habitants prirent de nouveau la fuite. En 1792, le bey Mohamed el Kébir repeuple la ville par l'apport de populations musulmanes et juives venues d'Oujda jusqu'à Constantine. L'occupation définitive, en 1831, par les

Français, fait de nouveau déplacer ces populations dont certaines reviennent petit à petit. Enfin, après le 5 juillet 1962, la physionomie de la ville change de nouveau. Comme dans toute l'Algérie, la population européenne est remplacée par des apports d'habitants venus encore une fois depuis Oujda jusqu'au Constantinois et je n'évoque pas les apports de ces dix dernières années(22).

On sait aussi qu'une fois revenue dans le giron de l'Etat d'Alger, entre 1792 et 1830, Oran et le pouvoir local inquiètent le pouvoir central. Le Dey se méfiait plus du bey d'Oran que de ses collègues de Constantine et de Médéa. Les leçons de la tragique aventure du bey Salah de Constantine n'avaient pas empêché le bey Mohamed el Kébir d'étendre son influence jusqu'à Miliana, ni son successeur et frère le bey Boukabbus de favoriser le parti anglais contre le parti français qui avait la faveur du Dey. C'est aussi le temps des constructions monumentales et l'architecte qui réalise le palais du bey d'Oran -aujourd'hui pratiquement à l'abandon- construit également celui de Constantine et en partie celui du Dey à Alger selon les mêmes plans.

La période coloniale, des baisers comme des morsures.

Le pouvoir colonial s'installe à Alger. Puis tout se passe comme si, de nouveau, reprenait un drôle de débat mais une véritable lutte d'influence entre les parrains des deux villes. Cette lutte se déroule autant dans les salons du gouvernement général qu'à Paris. Chacune des deux villes placées à la tête d'un département, en 1848, essaie de s'imposer. Alger a pour elle la légitimité que lui confère son statut de siège du Gouvernement général, donc de centre de décision. Oran joue ce réservoir humain que lui envoie généreusement l'Espagne, mais aussi le Maroc. Même les territoires sont disputés. En 1867, Le Conseil général d'Alger avait émis le vœu que le Gouverneur général fasse à la province d'Alger une part de territoire plus considérable "en repoussant plus à l'Ouest sa frontière méridionale. Le Conseil général d'Oran réfute l'argumentation historique pour faire observer que de tout temps, le caïdat de Milianah a été placé sous les ordres du bey de Mascara et d'Oran.... Si tendances annexionnistes, il y a, elles ne sont pas le fait du bey Mohamed el Kébir mais de nos confrères d'Alger. "(23) L'épilogue interviendra en 1921 ! Béjaïa rendue à son aire, historiquement naturelle, constantinoise. Alger pousse ses frontières occidentales au-delà d'Orléansville.

Les territoires fixés, les représentants de chacune des deux villes vont s'affronter sur plusieurs dossiers.

Comme le lycée d'Oran au milieu des années vingt a du mal à recruter des agrégés pour ses classes terminales, la concurrence ne portera pas sur le terrain intellectuel. Les candidats choisissent Alger. Les bibliothécaires et les archivistes préfèrent, à tout prendre Alger(24).

On comprend peut-être alors cet échange de propos doux-amers de certains auteurs. On sait ce que Camus avait écrit sur Oran. On a oublié ce qu'avait écrit Claude-Maurice Robert: " On devine cette ville cupide, tracassière, sans lyrisme. Alger est une patricienne comparée à cette rustaude, dont les fards superposés déguisent mal une carnation de fille issue d'en bas, ignorante de l'usage du bain de siège et des douches. Et j'ai vécu trois ans ici ! Mais alors j'ignorais Alger, la ville de ma ferveur et de ma frénésie. Mais alors, j'étais rivé par de si tendres liens, que leur rupture a fait de moi l'éternel esseulé et l'éternel errant ".(25) La polémique déclenchée à la suite de cet article ne déborde pas des cercles littéraires.(26)

Albert Camus n'avait pas rompu ses si tendres liens. Mais il a retrouvé l'accent de son prédécesseur.(27) En 1939, dans *Le Minotaure* ou la halte d'Oran, on peut lire: " On n'agit pas sur les boulevards d'Oran le problème de l'être et l'on ne s'inquiète pas du chemin de la perfection " (p.817)... " Forcés de vivre devant un admirable paysage, les Oranais ont triomphé de cette redoutable épreuve en se couvrant de constructions bien laides. On s'attend à une ville ouverte sur la mer, lavée, rafraîchie par la brise du soir. Et mis à part le quartier espagnol (et le nouveau Front de mer). On trouve une cité qui présente le dos à la mer... " (p. 818) et enfin " Les Oranais accusent les Algérois de " chiqué ". Les Algérois laissent entendre que les Oranais n'ont pas l'usage du monde " (p. 822). Un italien Guido Saba dans une revue littéraire éditée à Sienne veut y lire une déclaration d'amour(28).

Albert Camus finit par tirer quelques enseignements de base dans son *Petit Guide* pour des villes sans passé (1947): " Pour le reste, il faut savoir dire du mal d'Alger quand on est à Oran (insister sur la supériorité commerciale du port d'Oran), moquer Oran quand on est à Alger (accepter sans réserves l'idée que les Oranais " ne savent pas vivre ").(29) On s'y croirait.

La rivalité est économique. Si, Oran, par la Cie du PLM interposée, se dote d'une gare de chemin de fer style Jonnart (néo-mauresque), Alger attend encore à ce jour une gare digne d'une capitale: le projet de la PLM ne s'est pas concrétisé.(30) Le port et l'affaire du Transsaharien sont deux exemples de cette rivalité économique.

Lespès note qu'à la fin des années 20, " la lutte pour la prééminence est ouverte entre les deux ports. "(31) Mais le port d'Oran connaît un léger handicap: " Ses voisins immédiats le long du littoral ne sont pas comme ceux d'Alger de simples satellites mais bien des ports indépendants... De toutes manières, l'avenir est loin d'être menaçant pour le port d'Alger. "(32) Ce n'est pas ce que pense Augustin Bernard qui prévoit qu'Oran est visiblement en voie de devenir le premier port de l'Algérie et de toute l'Afrique du Nord. "(33) Les efforts pour faire partir le Transsaharien à partir d'Oran ont été vains et l'on connaît l'épilogue de cette affaire. Ce sera une route, la Transsaharienne qui a pour point de départ Alger.

Peut-on considérer qu'il y eut, à un moment, une sorte de bataille démographique entre les deux villes ? En d'autres termes, que s'est-il produit de particulier et qui a permis à Alger de s'imposer démographiquement face à Oran ? Rien ne destinait, a priori, Alger à être la ville la plus peuplée du pays. En effet, et jusqu'en 1896, l'écart démographique entre les deux villes, dépasse à peine 9000 habitants et encore s'explique-t-il par la réunion de la population de la commune de Mustapha à celle d'Alger. Par contre, en 1911, Oran accuse, déjà, un déficit de près de 50 000 unités(34). Déficit qui va grandissant de recensement en recensement, jusqu'à dépasser 60 000 en 1954. Il faut préciser, encore, qu'il s'agit là de chiffres qui ne concernent pas les communes de Birmandreïs, El Biar, Hussein-Dey, Kouba, Maison-Carrée, Saint- Eugène.

On sait qu'entre 1896 et 1911, trois événements se produisent. Un événement administratif, en 1904, la commune de Mustapha est définitivement annexée à Alger; un événement politique, l'Algérie est dotée d'institutions propres qui fondent un Etat colonial distinct de l'Etat français, bien qu'il lui soit soumis. Plus aucune loi française n'est désormais applicable, ipso facto, à l'Algérie. Et enfin un événement démographique, les Algériens occupent de plus en plus de place dans l'espace algérois, tout en restant minoritaires. Ce qui permet à Augustin Bernard d'écrire: " Quant à la ville d'Oran, c'est parmi les grandes villes de l'Afrique du nord, celle qui compte proportionnellement le plus grand nombre d'Européens: 125 000 sur 150 000 habitants soit 83%; la proportion est de 72% à Alger, 42% à Tunis et 32% à Casablanca. Oran a une allure particulière, qu'on ne rencontre nulle part ailleurs au même degré dans la France africaine. "(35) On se console comme on peut. Il est vrai qu'Ahmed Tawfiq al Madani rapporte dans ses Mémoires, avoir, en 1937, marché longtemps avant de trouver une mosquée.

Mais, comme pour avoir le dernier mot, René Lespès rappelle que " si la grande ville de l'Ouest est la plus européenne, elle n'est certainement pas la plus française. A ce titre Alger conserve donc le premier rang ".(36) C'est probablement pour accentuer cette particularité que l'association dite des Amis d'Alger, qui regroupe parmi les plus hauts responsables de l'administration gubernatoriale propose, en 1930, de raser la Casbah et de " construire une nouvelle ville pour les Indigènes et non point un quartier nouveau. "(37)

Le fait est que de par son statut de capitale de l'Algérie coloniale, siège de l'ensemble des institutions politiques et administratives, qui font la décision, Alger fait désormais la différence.

En février 1959, un décret dote Alger d'un statut particulier: la ville est gérée par un Administrateur général et un Conseil municipal. Elle est divisée en arrondissements urbains(38). Ce changement des limites administratives de la ville préfigure ceux qui vont suivre après 1962.

Entre Oran et Alger, une histoire toujours actuelle.

Une ville comme Oran fait tache dans les projets, les programmes et même les politiques d'aménagement du territoire. Et c'est vrai, et c'est normal, que le gouvernement et les décideurs ont, pour Alger, les yeux de Chimène.

On comprend pourquoi la Casbah d'Alger paraît faire l'objet de toutes les sollicitudes des services de l'Etat. Mais on peut se demander si jamais il a été fait le bilan de tous les investissements d'Etat quand on sait qu'à Oran des monuments aussi anciens sinon plus attendent encore. Quand on sait aussi ce qu'il advient de la vieille ville de Constantine.

Après 1962, la République nouvelle s'installe à Alger et la consacre capitale du pays. La ville d'Oran s'est vue privée de tout pouvoir de participation à la prise de décision alors même que son emprise sur la région s'est renforcée.

Alors qu'Alger étend son emprise sur tout le territoire national, Oran organise son espace dont on peut dire aujourd'hui - en exagérant à peine - qu'il a presque retrouvé l'état qui fut le sien à la fin du XVIII^e siècle.

Première manifestation directe de cette concentration des activités autour d'Alger: le port d'Oran plonge dans une longue léthargie. Le port d'Alger assure l'essentiel du trafic portuaire national jusqu'au milieu des années 1970. Seuls les

ENTRE ORAN ET ALGER: UNE VIEILLE ET TOUJOURS ACTUELLE HISTOIRE.

embarras nés de son encombrement paraissent avoir poussé les décideurs à accorder un peu plus de place au port d'Oran. Par ailleurs, la différence de trafic entre les deux aéroports reste choquante.

Contre le secteur d'Etat, Oran rebâtit sa réputation de ville d'affaires et de commerce et développe, avec les villes qui l'entourent, de fortes relations. Constantine, de son côté, qui avait déjà perdu une grande partie de ses attributions au profit d'Annaba n'étend plus guère son influence que sur un territoire de moins en moins important. Sétif, Béjaïa et Batna développent des relations plus fortes avec Alger et Annaba pour sa part n'a pas pu tout enlever au Vieux Rocher. Alors qu'Alger n'a laissé aucune chance aux villes qui l'entourent: Blida, Médéa, Koléa, Cherchell, et Tizi-Ouzou, Oran maintient des rapports équilibrés avec les villes qui l'entourent: Mostaganem, Sidi-Bel-Abbès, Tlemcen, Mascara, Tiaret, Saïda. Plus loin au Sud, Bêchar et Adrar, plus loin à l'Ouest, Chlef et Tissemsilt.

Comme à Alger.

Il y a aussi l'imaginaire. La force de la représentation que l'on a de soi et de l'autre. Il est vrai que l'on doit au chanteur algérois Lili el Abassi, *Wahran al bahia*, la chanson à la gloire d'Oran. Il est vrai également qu'Oran avait choisi la chanson d'Abderrahmane Aziz pour chanter l'Indépendance quand Alger avait préféré celle de Mohamed el Anka.

Il est vrai enfin, que la Bataille d'Oran, la Bataille pour Oran commencée fin août 1961 et qui s'est tragiquement achevée le 5 juillet 1962 n'a pas encore sa place dans la mémoire historique nationale. Elle paraît bien modeste devant la très médiatisée Bataille d'Alger. Pourtant, cette Bataille d'Oran devenue Bataille pour Oran a fait un sort définitif à la chimérique République d'Oran et a permis de maintenir l'intégrité du territoire national. On l'oublie d'autant plus facilement qu'on l'ignore tout aussi facilement. Il est vrai comme le disait un journaliste américain " qu'au cours de la Guerre d'Algérie, un pétard qui explose à Alger faisait plus de bruit qu'une bombe qui explose à Oran.(39)". Ces événements attendent leur Yves Courrière et leur Montecorvo. Comme pour Alger.

Comme Alger, Oran a été divisée en secteurs urbains qui préfiguraient la création de communes. Un conflit avait opposé un wali au président de la DEC sur la nécessité de procéder ou pas au découpage de la ville. " Faisons comme à Alger", disaient les partisans du découpage, " Tirez les

leçons du découpage " d'Alger rétorquaient les contres. Il a été créé douze secteurs urbains comme l'Alger ... d'avant 1959.

On ne le dit pas assez, à force de découpages et de changements de structures locales, la commune d'Alger n'existe plus. La ville d'Alger est constituée depuis 1997 de communes urbaines dénommées arrondissements urbains et la wilaya d'Alger est dénommée Gouvernorat du Grand-Alger(40).

Sommes-nous revenus au statut de 1959 ? Presque. Sauf qu'il n'est pas prévu de président de la Ville d'Alger -, l'ancien maire. Alger n'étant pas une commune, elle ne peut avoir d'assemblée, ni de président, ni d'administration propre. Alger a cette singularité d'être la seule ville du pays, les autres sont des communes(41). Les pouvoirs de gestion sont transférés au Ministre-Gouverneur (le wali aujourd'hui) et le pouvoir de représentation au Président de l'Assemblée populaire de wilaya. L'échelon intermédiaire est composé par les vingt-huit présidents d'assemblées populaires d'arrondissements urbains. La commune d'Alger ayant disparu, Oran est devenue, alors et presque par effraction, la première commune du pays par le nombre d'habitants. Mais l'administration ne fait pas la ville et les problèmes urbains sont à gérer par des textes communs à toutes les communes du pays et pourquoi pas?

Premier point de rapprochement, Oran et Alger ont fait le plein de leur site administratif. Oran a pu " gratter " au Sud sur Es-Sénia et à l'Est sur Bir-el-Djir. L'annexion de Canastel (abusivement baptisée al Minzah) à Oran a pour objet de fournir une assiette foncière aux décideurs locaux. Le chef de la daïra d'Oran avait publiquement réclamé sa part dans la gestion d'une partie du foncier des autres daïras.

Alors qu'Alger a renoué avec son port, celui d'Oran est isolé de la ville par un mur dressé au nom de la sécurité. Et plus encore, Oran garde jalousement son mur sur lequel on a peint la mer.

Mais Oran veut son Frais-Vallon. Comme à Alger. Il est tout trouvé dans un dossier d'archives de la fin du XIXe siècle, vaguement dépoussiéré, un projet de route reliant le port à la sortie Est de la ville vers Tlemcen. Il importe peu que la réalisation de ce projet entraîne la destruction d'un corps de garde du XVIIIe siècle et des lavoirs du XIXe. Ils n'avaient pas été classés monuments historiques, ont-ils dit. L'environnement et la protection de la nature n'étaient pas encore à la mode et les jardins du ravin de Raz el Aïn sont

remplacés par le désert de pierre. Camus nous avait pourtant prévenu. " On ne peut pas savoir ce qu'est la pierre sans venir à Oran. Dans cette ville poussiéreuse entre toutes, le caillou est roi " (p.818). Mais foin d'histoire et d'environnement, la route du progrès doit passer. C'est un simple et modeste bidonville (habitat précaire dit-on aujourd'hui) qui bloque le projet depuis quelques cinq ans. Il faut dire qu'Alger n'est pas en reste et le massacre en cours du Val d'Hydra n'émeut personne outre mesure.

Oran a sa Casbah -le Vieux Château. Mais pas comme à Alger. Une véritable Casbah -la citadelle, le palais, du bey Bouchlaghem-, en ruine. Le site ancien, la vieille ville a été tellement travaillé par les trois siècles espagnols - le fort de Santa-Cruz ne ressemble guère aux citadelles du Moyen-Orient - qu'il faut aller chercher le palais du bey pour trouver un style architectural différent. Même ce que l'on nomme, abusivement, quartier juif- *Derb*- offre des rues rectilignes, vieux souvenirs de l'exigence d'un bey bâtisseur qui avait su imposer le respect de l'alignement.

Enfin, si du point de vue économique, il y aurait à redistribuer plus équitablement les investissements, du point de vue de l'urbanisme, Alger et Oran se rejoignent. La conclusion de Roux Duport me paraît toujours d'actualité: L'histoire des peuples se lit dans leurs cités. Que pensera-t-on de nous plus tard ? Sommes-nous aujourd'hui à la hauteur de ceux qui nous ont précédés ? Laisserons-nous dans nos villes la note d'art de notre temps?

L'art, je ne sais pas, mais la note certainement.

(1) Il est fait allusion ici au petit ouvrage de Jean François Troin: Les métropoles de la Méditerranée.- Aix, Tunis, Alif Edisud., 1997.

(2) Chaline, Victor: Les villes du monde arabe.- Paris, A. Colin, et Naciri M. et Raymond A. (dir.): Sciences sociales et phénomènes urbains dans le monde arabe.- Casablanca, Fondation du Roi Abdul Aziz, 1997

(3) Bouhdiba A. et Chevallier D.: La ville arabe dans l'Islam.- Tunis/ Pais, CERES/CNRS, 1982

(4) Raymond André: Grandes villes arabes à l'époque ottomane.- Paris, Sindbad, 1985

(5) Cahiers de la Méditerranée n°51, décembre 1995

(6) J'en renvoie à deux numéros qu'Insanyat a consacré aux villes

algériennes (n°5/1998) et aux recherches urbaines (n° 13/ 2001).

(7) Sidi Boumediène, R. et Taïeb, M.: La recherche urbaine en Algérie. Un état de la question. Tours, URBAMA, 1996. Pratiques urbaines, 14.

(8) Il est fait ici référence, immédiatement, mais non exclusivement, aux travaux de Larbi Ichheboudène, Maria Sgroi-Dufresne, Mouaouia Saidouni et Ahmed Amrouche.

(9) La proposition peut paraître audacieuse alors que d'un peu partout et surtout à l'Est il nous est rapporté des luttes sur fond tribal. Mais avec tout le respect que l'on se doit d'avoir pour ceux qui rapportent ces faits, on ne peut que constater qu'ils ne sont ni sociologues, ni anthropologues

(10) Comment définir ce tout ?

(11) Cambuzat, Paul-Louis: L'évolution des cités du Tell en Ifrikiya du VIIe au Xie siècle ... Alger, OPU, 1986

(12) Sari, Djillali: Les villes précoloniales de l'Algérie occidentale. Nédroma, Mazouna, Kalaa.- Alger, SNED, 1970

(13) GGA Gouvernement Général de l'Algérie et non pas ...

(14) Cazes, Blanche: A propos d'Oran.- in Oran. Littéraire, Artistique, Mondain, Sportif.- n°273, 7 janvier 1928

(15) Si-Youssef, Amine: Les outils urbanistiques peuvent contribuer à améliorer la qualité architecturale des édifices autant que celle de la ville.- Architecture, Urbanisme et les Grands Projets Urbains. Oran 21 mars 2000.

(16) Jovy René: L'Urbanisme algérien.- L'Afrique et l'Asie, n°3-1959

(17) Ce dicton est apocryphe, comme la plupart de ceux attribués à Sidi Ahmed b. Youssef. La distance temporelle qui le sépare du texte de Camus n'est certainement pas aussi importante. Il est en effet impossible historiquement en ce début du XVIe de choisir de comparer ces trois villes qui appartiennent à trois mondes politiques différents. Oran est devenue espagnole, Alger s'est affranchie des Zianides de Tlemcen pour se livrer aux frères Barberousse et Constantine relève au moins nominalement des Hafsid de Tunis par ceux de Béjaïa interposés.

(18) En fait, je prends le risque d'ajouter uniquement Tlemcen et Béjaïa pour des raisons qui me paraissent historiquement évidentes et accessoirement Aïn Madi qui mériterait une explication particulière.

(19) Braudel, Fernand: La Méditerranée sous Philippe II. Tome 2, p.206.

(20) ibid. p.185

(21) Jean Léon l'Africain/ Hassan al Wazzani: Description de

ENTRE ORAN ET ALGER: UNE VIEILLE ET TOUJOURS ACTUELLE HISTOIRE

l'Afrique. Trad. Epaulard.- Paris, Librairie d'Amérique et d'Orient A. Maisonneuve, 1981. Tome 2: pp. 341-342

(22) Selon certaines confidences, le recensement de 1998 n'a pas concerné ces populations nouvellement arrivées et mouvantes pour deux raisons: l'impossibilité de les rapprocher toutes et leur refus de se laisser recenser.

(23) Conseil général d'Oran. Délibérations. Session de 1868, séance du 9 octobre 1868, pp. 97-106.

(24) Sur cette question: Archives de la Wilaya d'Oran. Série S-Instruction publique.

(25) Oran n°265, 12 novembre 1927

(26) Il aurait été intéressant de savoir ce qu'en a dit la presse d'Alger. En tout état de cause, la presse littéraire d'Oran ouvre de nouveaux ses colonnes à celui qui devient lauréat du Grand Prix Littéraire d'Algérie en 1934.

(27) Toutes les références à Albert Camus sont extraites du tome 2 de la collection La Pléiade.

(28) Simoun n°19.

(29) Camus, Albert; op. cité p.849.

(30) La maquette de ce qui aurait pu être la gare d'Alger a été publiée, -entre autres- dans le Bulletin PLM, n°9, mai 1930

(31) Lespès, René: Alger. Etude de géographie et d'histoire urbaines.- Paris, Alcan 1930.- Coll. du Centenaire de l'Algérie, p. 745

(32) Ibid. p.751

(33) Bernard, Augustin: Oran, port du Maroc et du Sahara.- Bulletin du Cinquantenaire de la Société de géographie et d'Archéologie d'Oran, 1878-1928, 1928

(34) L'écart est déjà de 37 000 habitants en 1901 si l'on additionne les populations d'Alger et de Mustapha.

(35) Bernard, Augustin: article cité

(36) Lespès, René: Alger... op. cité, p. 585

(37) Cette association était présidée par le Bâtonnier Rey. Ainstiens à cette conférence qui avait pour objet de dénoncer l'incapacité des services publics: Sabatier, directeur de l'Intérieur au G.A. Morand, président de la Chambre de Commerce, Alazard, directeur de musée, Blachette et Vinson, industriels. Cette association préconisait également la construction d'une cité des affaires et d'un quartier des affaires. Travaux Publics et Bâtiments, 22 avril 1930 et 29 mai 1930

(38) Les communes d'Air de France, Birmandreïs, Bouzaréah, Dely-Ibrahim, El Biar, Hussein-Dey, Kouba Oued Smar, Saint-Eugène et Baraki lui sont rattachées.

(39) Propos entendus sur la chaîne de radio française en 1967 durant l'une des offensives du FNL sud-vietnamien. Propos rapportés de mémoire.

(40) L'historien se dit que GGA lui rappelle quelque chose et que les limites administratives se rapprochent de celles du Dar Soltan.

(41) La notion de ville n'est employée dans aucune mouture du code communal; ni dans aucun acte officiel. Elle apparaît pour la première fois dans cette ordonnance n°97-15 du 31 mai 1997 fixant le statut particulier du Gouvernorat du Grand-Alger.

DE LA HOUMA A L'ESPACE " CITÉ ", UNE EVOLUTION HISTORIQUE DE L'ESPACE SOCIAL ALGEROIS.

Larbi Icheboudene

Résumé:

Dans le présent travail nous proposons une lecture des effets sociaux de la production de l'espace urbain à partir de ses principales évolutions. Le postulat premier serait que l'espace social, dont on fait remonter l'origine à la légende fondatrice, répond aux nécessités de vie commune et donc de destins communs. Ainsi, facteur d'union et de progrès, l'espace social est celui des pratiques socioculturelles qui fondent la société urbaine et son identité. Cette dernière est d'abord exprimée dans les actes de la vie quotidienne et dans les relations sociales qu'implique l'existence collective. Autrement dit, l'espace traduit en quartiers, échelle locale de la vie sociale, est celui de la socialisation d'abord, puis de l'intégration citadine ensuite. Le postulat second serait que les qualités de l'évolution d'une société urbaine vers la cohésion sociale et culturelle, dépendent des conditions socio-historiques propres à l'espace produit et spécifiques à une période donnée. Dans le cas d'Alger, l'histoire du peuplement de la cité, et au-delà ses remparts, explique les logiques de formation de ses espaces sociaux.

Pour cette ville, nous proposons une rapide lecture des trois périodes de son histoire récente qui ont contribué de manière fondamentale à sa formation d'organisme urbain hérité. Il y a d'abord celle dite Ottomane, où la ville médina a été administrée sous le signe d'un urbanisme de fonctions, avec des espaces organisés sur la base de quartiers, de corporations de métiers et des ethnies composant la société urbaine. Ensuite succède l'Alger colonial, période d'édification de la ville moderne, correspondant à la logique culturelle et politique de son système, lui-même à l'origine des espaces ségrégués et différenciés de quartiers européens et quartiers musulmans. Enfin, la troisième période, résultant des pratiques précédentes, est celle de l'évolution du nouvel espace social objet de la réappropriation "nationale" de la capitale.

L'époque ottomane, les quartiers de la cohésion sociale.

Parmi les traits positifs qui peuvent être retenus de l'époque ottomane, il est celui de l'organisation du territoire au double plan administratif et politique ainsi que celui de la promotion d'Alger au rang de capitale. Cette Médina, produite au cours d'une longue histoire, est l'expression d'une société citadine aux dimensions de son époque et aux fonctions dominantes affectées aux catégories d'espaces correspondants. Il est vrai qu'au cours de cette période Alger a connu une grande effervescence et se développa au triple plan spatial (la ville et son arrière-pays Dar Es-Soltan, économique (parmi les plus riches de la Méditerranée) et démographique. Avec les activités de la course, source d'importants revenus, la ville va connaître des " périodes prodigieuses " (F. Braudel). Par ailleurs, il y a lieu de souligner que la ville et sa société évolueront vers une harmonie dans leurs rapports grâce à une organisation reconnue pour les qualités de sa gestion urbaine où les quartiers, encadrés et organisés, jouaient le rôle de cadre de socialisation et d'intégration citadine.

La ville: la partie haute et la partie basse.

Spatialement, les quartiers (*El houma*) organisent la ville en deux parties. Ainsi la partie haute était essentiellement résidentielle puisqu'à l'exception d'un four et d'une mosquée, aucune autre activité n'était permise. Par contre la partie basse, beaucoup plus cosmopolite et plus grande, était considérée comme l'espace public par excellence. Dans cette partie étaient les fonctions urbaines les plus publiques (les institutions politiques, les mosquées et les souks, les cafés, les écoles et les lieux de production). La périphérie abritait les activités que la ville ne permettait pas en son sein. Quant à l'organisation de la ville et de ses habitants, il est important de rappeler qu'à l'époque ottomane la ville est administrée sous l'autorité d'un *Khaznadji* et par des préposés aux fonctions "techniques". Les corporations de métiers "au nombre de 33 rassemblaient toute la population active et constituaient de véritables outils qui jouaient un rôle actif dans les activités urbaines" (A. RAYMOND).

Les communautés ethniques étaient organisées comme des entités administratives et Alger comptait 6 corporations de *Barranis* (gens du dehors).

Chacune avait son chef (AMIN), reconnu par le Gouvernement, qui servait d'intermédiaire entre la communauté qui était collectivement responsable et les autorités de la ville. Cette organisation sociale va évidemment jusqu'au quartier. Le quartier se distingue à un double point de vue. D'abord, il

correspond au genre de vie qu'on y mène, ensuite le quartier se définit en fonction des gens qui y vivent sans que cela ne constitue une opposition de classe entre les catégories sociales. La formation sociale des quartiers correspondait à cette ségrégation de fait.

Les quartiers:

Alger avait environ 50 quartiers qui portaient le nom de *Houma* dont la population variait entre 1000 et 2000 individus avec un lot d'habitations allant de 100 et 200 maisons. Ainsi les quartiers étaient un rouage essentiel entre les autorités et les populations. Le quartier constituait un contrepoids au rôle prépondérant du pouvoir central dans l'administration de la cité. Par exemple pour la sécurité et l'ordre, les institutions et les Communautés avaient des rôles essentiels. Voici le jugement que porte W. SHALER, consul américain qui semble avoir mieux connu et observé Alger. *"Il écrit: Il n'y a probablement aucune cité dans le monde où il y ait une police plus vigilante, où moins de crimes justiciables de la loi soient commis, ou encore où règne la meilleure sécurité pour les personnes et les propriétés"*.

Les catégories de quartiers: Du point de vue social, le quartier est une juxtaposition de maisons semblables où "le modèle familial sur lequel est construit le système social apparaît avec une efficacité certaine".
(R. LETOURNEAU).

Alger connaît au moins quatre types de quartiers: - La zone centre qui constituait le noyau d'activités politiques, administratives et religieuses. Cette zone publique et d'usage collectif est bien le centre de la ville qui se définit "soit comme le binôme du bazar et de la mosquée principale, soit comme zone d'activités diverses aux espaces spécialisés" L. Valensi. - Il y a ensuite la zone de l'habitat dense que constituait la partie haute de la ville, et - la zone d'activités artisanales et industrielles située à la périphérie où certaines portes de la ville avaient une activité spécialisée. Enfin, la zone du port qui a été très active tout au long de l'histoire d'Alger. Comme on le voit la notion de quartier était ainsi bien établie dans la ville, où les limites territoriales étaient marquées par les fonctions mêmes de ses espaces.

2-La période coloniale ou les quartiers de la société " clivée "
Nous écrivons clivée car la ville se définit par ses traits coloniaux dès les débuts des interventions brutales au cours de la conquête. En effet, les signes de départ étaient ceux de la négation de la société ou citadinité algéroises et de la ville

d'avant 1830. Aussi, l'espace urbain produit, tout au long du 19^e siècle, répondra au discours du monde colonial et aux objectifs de son économie. Voici quelques brefs rappels.

La prise d'Alger correspond au choc colonial que subit la ville dès les premiers moments de la conquête. En effet, la ville coloniale débute comme ville incrustée dans la Médina dont les débuts inaugurent l'opération destruction construction. Cette époque restera celle des transformations et de la fin de la Médina. Autrement dit la fin d'un monde.

La création de la ville et ses quartiers

Rapidement seront créés de nouveaux quartiers et communes qualifiés d'espaces européens tels (quartier de la Marine, commune de Mustapha, Belcourt, Bab-el-oued etc...). Pendant que l'Armée menait ses campagnes de "passification", les autorités d'Alger grignotaient les espaces bâtis par la construction de nouveaux immeubles dits de rapport et la réalisation de projets de ce que sera le futur Alger. Les promoteurs de ces réalisations useront des biais comme les expropriations et autres réquisitions sur les propriétés indigènes. Pendant ce temps la superficie de la Médina (Casbah) sera progressivement détruite et réduite de 50 à 18 hectares.

En fait la signification de telles opérations était la négation sociologique de tout ce qui pouvait encore rappeler les traits civilisationnels qui pré-existaient à la conquête. Mais malgré le lancement de nombreux chantiers et un dynamisme qui la caractérisait, Alger donnait l'aspect "d'une ville grise, d'une sous-préfecture des provinces françaises du 19^e siècle" (G. ESQUER). Il faudra attendre les années 1920, pour voir s'enclencher les grands projets de l'Alger moderne et une architecture en rupture avec les immeubles et les couleurs du siècle précédent. Il est vrai aussi que le développement urbain d'Alger se fera au fur et à mesure qu'augmentaient les niveaux de rente de l'économie coloniale et notamment les bénéfices des " patriarches de l'hectolitre " (BERQUE. J).

Cette période est celle des défis qui légitimeront la construction d'Alger, exemple type de capitale de l'empire colonial en Afrique du nord. De ce fait les grandes réalisations d'une structure urbaine aboutie seront achevées vers les années 1930. Ce qui imprimera à la ville sa configuration nouvelle et imposante, distincte de la Casbah reléguée au rang de quartier et amputée de ses qualités urbaines d'architecture, de société citadine et de ses commerces.

Les quartiers de la société clivée:

Rappelons que "la ville coloniale est la projection dans l'espace du système de domination, de prépondérance et de discrimination" (ROUISSI). Dans le cas d'Alger, c'est avec une politique délibérée de ségrégation, voire de négation de l'autre, que la ville a imposé une répartition socio-géographique des populations des deux communautés algéroises. Il en résultait une ville partagée, aux espaces qualifiés plus par l'emplacement des ethnies qui les occupent que par les fonctions supposées. Ainsi, les quartiers devenus européens seront différents des autres par les niveaux d'aménagements et d'équipements, la densité et les situations économiques des populations respectives. Par ailleurs, la géographie sociale de la ville révèle clairement le souci de différenciation entre les quartiers d'une part, et les statuts des personnes d'autre part. Cette différence criarde fait que même de nos jours encore les espaces importants de la ville moderne sont ceux de la ville européenne. Dans ces quartiers européens (place du Gouvernement et plus tard la Grande Poste comme espace de la haute vie urbaine) se trouvaient les meilleurs espaces de verdure. Les places publiques aménagées, les boulevards, les cafés célèbres, les banques et la Bourse qui faisaient d'Alger une ville de province française. Mais de ce monde urbain, le Musulman était exclu. Il n'avait ni les moyens matériels d'accès, ni les moyens politiques ou socioculturels. Le constat est que chaque terme de qualification urbaine de progrès avait son contraire dans la partie musulmane de la ville.

En dehors de la Médina, devenue "Casbah", il y avait peu de quartiers musulmans importants, sinon des espaces parsemés sur les hauteurs de la ville et habités par les populations venues au cours des crises économiques des années vingt. Les Musulmans étaient justement confinés majoritairement, soit sur les terrains des hauteurs encore non urbanisables, soit dans les célèbres bidonvilles (Mahiédine, Ruisseau, Gorias, Oued Ouchayah etc.).

Le quartier musulman de l'époque coloniale rassemble en même temps qu'il définit ses éléments où les habitants prennent conscience de leurs différences générales avec les Européens et leurs quartiers. Ce quartier se définit surtout par sa densité de population et la réduction des superficies d'espace libre. La Casbah qui a vu sa superficie réduite abritait déjà en 1931 quelques 2819 habitants à l'hectare NOUSCHI (A) et donc ses quartiers ne pouvaient plus recevoir les surplus de populations. Par ailleurs l'absence de moyens matériels ne permet pas d'extension sauf sur les espaces de bidonvilles apparus justement au cours des années 1930, suite aux mouvements d'exodes vers les villes. Aussi, la ville est "envahie par une

population que définit l'absence de gîte autant que l'irrégularité des ressources". BERQUE (J).

Cet état de misère et d'exclusion du système urbain en place est celui qui qualifie le mieux la majorité des quartiers musulmans d'Alger. C'est pourquoi les rapports entre les quartiers étaient ceux de l'exacerbation des différentes (statuts, ethnies, espace vécu...) et que les communautés en présence se croisaient mais ne se rencontraient pas. Il s'agit souvent de frustrations quotidiennes qui devaient faire réagir la communauté musulmane à lutter pour exister du fait des différences et du refus du monde colonial.

Par ailleurs, Alger officiel était la ville européenne tandis que la Médina était réduite à n'être qu'un quartier propice aux curiosités exotiques. Espace de la grandeur historique, dimension essentielle de la capitale, la Casbah jamais totalement pénétrée par le système colonial, est cet espace repaire le plus chargé de significations et de dimensions culturelles essentielles des Musulmans. Pour les siens, elle est le quartier refuge "qui vous protège du monstre", appréciée pour la solidarité de son tissu social et la cohésion culturelle qui en émanait. C'est pourquoi la Médina, reniée par l'ordre urbain colonial, allait être le siège des principales forces culturelles et politiques de luttes anti-coloniales et s'illustrer comme exemple aux côtés d'autres quartiers au cours de la bataille d'Alger.

Comme on le voit, les pratiques de l'ordre urbain colonial ont produit un espace ségrégué avec des communautés urbaines aux intérêts antagoniques. Ce système et sa société, demeurés sourds et aveugles aux revendications d'existence de la communauté dominée, ont conduit aux refus respectifs. Aussi la non assimilation et l'absence de considération pour la spécificité de l'autre fit que les deux communautés vécurent étrangères l'une à l'autre alors qu'elles partageaient la même ville. Ces différences culturelles au lieu d'être source d'enrichissements deviennent des éléments de rupture.

Du quartier à la cité nouvelle: évolution du nouvel espace social

De nos jours, parmi les grands problèmes sociaux urbains qui affligent la ville d'Alger, figure celui de l'organisation de l'espace. Si cette situation renvoie aux tares de la logique ayant présidé à la structure urbaine de l'Alger colonial, il convient de reconnaître que ces problèmes sont les résultats du gouvernement de la ville et du délaissement du secteur de l'habitat pendant que la population de la capitale est multipliée à chaque décennie.

L'évolution du nouvel espace social algérois est caractérisée

sur tout par les transformations survenues après l'indépendance, d'une part, et par les effets sociaux des politiques urbaines observées depuis les quarante dernières années d'autre part. Autrement dit, une politique qui a d'abord opéré la confiscation de la capitale par l'Etat et ses monopoles, pour délaisser les grandes questions urbaines, telles que le gouvernement de la ville, l'absence d'une planification urbaine et le délaissement du secteur de l'habitat. Il s'agit de situations dont les cumuls en déficits ont conduit aux situations de crises et explosions sociales qui ont remis en cause jusqu'à l'ordre urbain en place. Pour situer l'évolution de l'espace social, nous rappelons quelques grands changements que subit la ville et les situations nouvelles des quartiers, à l'indépendance du pays, pour ensuite montrer comment le développement urbain a été réalisé dans quasiment l'anarchie et le refus des plans élaborés, enfin révéler les réponses faites à la crise du logement aux effets sociaux multiples.

La réappropriation d'Alger et les effets du changement social.

Parmi les premiers changements intervenus à Alger avec l'indépendance, après celui de son statut (redevenir une capitale nationale), il y a celui de la réappropriation de la ville opérée dans de nombreux domaines et sous diverses formes. Parmi ces derniers, il y a d'abord ce mouvement de populations venues, depuis différentes régions du pays, prendre la place du peuplement colonial.

En 1962, Alger est en effet, perçue comme "la ville de l'indépendance", seul espace où l'on pouvait lire de la manière la plus claire les significations de "l'accès- promotion" à l'indépendance. Ville-cime, Alger symbolise l'indépendance qui signifiait alors la fin de la domination et de la misère et surtout l'espoir de la promotion sociale.

Alors qu'à l'époque coloniale la ville était impossible "d'accès et de droits", à l'indépendance on venait de partout à Alger qui devient subitement une sorte "espace national" ouvert à tous. Enfin, pour beaucoup le monde urbain et la promotion sociale qui lui était supposée permettait de tenter l'aventure et ce, d'autant que le monde rural est encore pour tous synonyme de misère.

Ainsi la ville va subir un double mouvement de population. Le premier est celui de ses citadins, tenus, bridés et confinés dans les frontières de leurs quartiers populaires avec un statut économique précaire. Ces populations vont se ruer sur les quartiers européens dont les propriétés étaient devenues "les biens vacants" et donc de possible occupation même au risque

d'enfreindre la loi. Les quartiers dits populaires plus ou moins abandonnés seront à leur tour pris d'assaut pour les populations encore plus exclues de la ville; celles des bidonvilles par exemple.

Le second mouvement est celui de l'exode de l'indépendance qui comprend d'abord, les migrations des citadins d'autres villes par stratégies d'accès au pouvoir, ensuite les populations du monde rural perturbé par son passé de guerre et perturbant par ses besoins. Pour ces ruraux l'indépendance voulait dire "pouvoir aller habiter Alger".

Ces populations (citadines ou rurales) vont ainsi occuper toute la ville, avec ses immeubles, villas ou commerces. C'est en fait un véritable transfert gratuit d'un patrimoine à la mesure d'une ville capitale, vers de nouveaux occupants de la ville.

C'est pour beaucoup un accès brutal au monde urbain auquel beaucoup n'étaient pas préparés et n'avaient pas "le mode d'emploi".

Et la géographie sociale des quartiers d'Alger est régie désormais par une nouvelle configuration, faites de nouveaux habitants.

Il en était ainsi de l'espace social algérois où d'une part, les anciens "quartiers populaires" sont occupés par des néo-citadins, à la recherche de repaires et d'intégration. Tandis que les anciens citadins partis vers les quartiers européens n'arrivent pas à retrouver (reconstruire) les ingrédients de la Houma et de l'ambiance qu'ils vivaient dans leur précédent quartier.

Le temps aura encore opéré les mitigations nécessaires à l'éclosion des rapports en vue l'intégration citadine dans l'espace communautaire ? Il faut compter avec le temps et les promotions socio-économiques des familles. Il semble que les qualités de l'habitat (appartement de standing, maison individuelle) et de l'urbanisme du quartier hérité effaceront les "barrières sociales" de départ. Finalement les populations qui ont accédé à ces quartiers s'y accommodent et prennent même conscience de leur "chance d'avoir osé, comme leurs voisins, à l'époque de l'indépendance".

Ayant pris le monopole des activités politiques, économiques ou institutionnelles, la capitale est ainsi d'une extraordinaire attraction. Mais le constat est que la capitale héritée n'a pas été préparée à ses missions nouvelles et à son statut de cime de tous les pouvoirs. Au cours des trente dernières années, sa population passe à près de trois millions d'habitants, aussi est-elle soumise à des pressions de besoins telles que ni les tentatives de plans, élaborés durant des années, ni les grands décideurs institutionnels ou politiques n'ont réussi à imposer un quelconque développement harmonieux de la ville.

Pourtant la croissance urbaine a été constante et exprimée par la

création de très nombreux quartiers (plus de 1500 quartiers de nos jours) anciens (devenus municipalités) et nouveaux à l'extérieur de la ville où sont réalisés d'imposants programmes de logement.

Jusqu'aux années 1980, les populations ayant pu améliorer leurs conditions d'habitations et économiques, par migration interne, sont adaptées à leurs nouveaux statuts, de loin supérieurs à celui de l'époque coloniale. Mais la formation de la Houma à retrouver sur les nouveaux espaces reste encore un problème pendant laissé à l'hypothétique œuvre du temps.

La fin de ces années 1980, commence à poindre les effets de délaissement de certaines questions dans le gouvernement de la ville. Il s'agit de non maîtrise de la gestion de l'espace, de l'absence d'une planification urbaine, malgré les propositions de plans et surtout de déficits cumulés en matière de logements. Les besoins sont apparus avec leur cortège de conflits sociaux et de crises au bord de l'explosion.

Avant de rappeler les solutions d'urgences qui apparurent comme clés, il convient de souligner que l'état de crise ne s'est pas limité à la seule question du logement à laquelle les pouvoirs consentaient des budgets et des discours à chaque explosion sociale. Cette crise longtemps entretenue et gérée pour des raisons d'hégémonie politique, va, par ses effets sociaux, s'étendre à celle de l'habiter, du rapport des citoyens à leur ville pour enfin devenir celle de l'ordre urbain en place et que les décideurs non pas prévue.

A la recherche de solutions:

C'est au cours de ces "séismes sociologiques" que des solutions seront proposées à propos du grave problème du logement. Il y eut d'abord le lancement des ZHUN, (Zone d'habitat urbaine nouvelle), ambitieux et lourds programmes de logements devant loger le plus grand nombre, sorte de villes dortoirs au lieu de villes nouvelles.

Ensuite, diverses formes verront le jour grâce à la promotion du logement, à la création des coopératives immobilières etc.. De nombreux quartiers naîtront de ces initiatives et programmes et ceux là vont de la cité d'habitation en logements collectifs aux quartiers dit résidentiels.

Par contre bien des quartiers dont les réalisations s'appuient sur des démarches et procédures souvent floues (cadre juridique, distribution de lots de terrain, peu de contrôle et de suivi etc) sont pour certains déviés de leur destination première de "quartier résidentiel". Ces quartiers deviennent alors des lieux de négoce de gros et d'autres d'activités dites de "commerce multiple".

Mais la majorité de ces quartiers est constituée par les cités d'habitations réalisées à travers les 57 communes d'Alger. Elles ne constituent point un quartier et sont qualifiées de "cités" dans le vocabulaire de leurs habitants. En fait parfois la "cité" porte le nom de l'entreprise réalisatrice ou celui du nombre de logements la composant. On ne dira pas telle rue ou tel lieu, mais un numéro de bâtiment, d'étage ou d'appartement etc... De plus les habitants n'ont qu'un usage limité de leur cité, c'est celui de l'appartement le soir venu. Dans ces conditions, il serait difficile de penser à la Houma (avec ses espaces et ses personnalités ayant chacun une réputation, une histoire...).

Passage du Quartier à la Cité:

Très rapidement voici proposées quelques points de lectures possibles, issus des résultats de notre enquête réalisée au cours des années 1990 dans 7 quartiers d'Alger.

Ces cités sont de tailles variées allant de 200 logements pour les moyennes aux ZHUN, regroupant sur un même site plusieurs cités qui forment de véritables monstres de 10.000 à 12.000 logements. Dans ce cas l'interrogation est de savoir s'il s'agit de villes nouvelles ou de villes dortoirs où sont niées l'architecture, l'urbanisme et même les minima d'équipements dits d'accompagnement. Les exemples dont Alger est affligée sont ces ZHUN notamment dans les quartiers de Bachdjarrh, devenu par le volume de sa population une commune, de Bab-Ezzouar constitué exclusivement de cités d'habitations, et de Ain-Naadja qui reflète toute la négation de la pensée urbanistique.

Les difficultés commencent avec la situation du site souvent isolé et extérieur à la ville et les problèmes de transports. L'absence d'équipements de proximité (écoles, commerces) et parfois même de viabilisation etc.... S'il est vrai que les programmes de ZHUN comportaient théoriquement toutes les commodités d'équipements, à la réalisation il n'en est rien.

L'espace collectif, non entretenu est délaissé par les organismes gestionnaires des cités que par les habitants plus prolixes en discours critiques qu'en initiatives pratiques.

Gros ménages et petits logements: Il est vrai que les programmes de cités ont suivi les normes du logement 3 pièces qui s'est imposé comme une fatalité à la famille algérienne. Par ailleurs, l'architecture et l'articulation intérieure sont souvent qualifiées de médiocres et répondent plus aux exigences de normes techniques qu'à celles des données sociales et pratiques. Parfois l'on est surpris par les découvertes dans les cités livrées. Jamais totalement finies, aussi les tâches de tout nouvel acquéreur sont les aménagements et les finitions.

Les rapports de voisinage: le voisin dans nos cités n'est pas

choisi, vient du hasard de l'attribution du logement. Aussi les rapports sont, particulièrement au départ, très difficiles. En fait l'installation dans la cité, l'habituelle méfiance du monde urbain et les niveaux sociaux différents conduisent aux attitudes de replis. Il est parfois question même de "l'assiette culturelle" d'origine. Il est vrai que l'absence de toute forme d'équipement exclue de fait les espaces de relations et de contacts entre habitants de la même cité. Aussi ces rapports sont limités aux petites discussions de parking où sont échangées quelques amabilités.

Ainsi la crise de l'habitat s'ajoute celle de l'habiter dans la mesure où l'Algérois des nouveaux quartiers ne peut pas accéder à un logement à sa convenance (relations sociales de proximité, habitudes). Il est quasiment privé de tout espace collectif dans sa proximité sociale, en bref de la vie de quartier qu'il a connue précédemment.

Les conditions actuelles sont telles que pour accéder à un logement, l'Algérois se trouve obligé de faire le passage de la vie quartier à celle de la cité (faute de vide social), soit passer du logement familial devenu insuffisant à l'appartement.

Comment alors retrouver l'espace social EL-Houma ? Celle-ci signifie par elle-même l'espace collectif et par extension Hymaya et Qaraba. C'est un repaire d'appartenance et un refuge que les espaces cités ne peuvent offrir. Cependant le nouvel ordre urbain et les changements sociaux récents ont apporté le flou urbain qui provoque la chute du quartier comme notion centrale de l'espace social Algérois et brise la cohésion encore réelle dans certains quartiers anciens.

Vers l'impossible Houma ? Cité idéalisée par le discours des Algérois d'ancienne citadinité, elle est encore recherchée puisqu'elle a été une expérience sociale et culturelle de l'histoire de la ville. Elle est devenue impossible de nos jours pour les raisons suivantes: d'abord les acteurs citadins à l'origine et enfants de la Houma sont étrangers aux actuels modes de production et d'occupation de l'espace. Ensuite, les modèles culturels dominants les dimensions de l'existence collective sont régis par des stratégies économiques en opposition avec les valeurs communautaires d'antan. Enfin, les contraintes de la vie sociale quotidienne ont aliénées par de sévères entraves.

En conclusion, ce que nous voulons montrer est que l'un des effets sociaux des politiques urbaines traduit la permanence de la crise de logement et donc des dimensions de la " mal-vie dans la mal-ville. Autrement dit, la crise de l'habiter est vécue comme une fatale conséquence des inadéquations socioculturelles d'une part et des inconséquences politiques en matière de gouvernance du monde urbain. Sur les plans plus

pratiques, les quartiers et leurs espaces sociaux nouveaux, les cités semblent affligés de deux grandes questions. La première est relative au besoin d'identification que les structures de l'habitat étouffent du fait de sa conception et de sa qualité générale.

La seconde est celle de la relation, condition première de l'intégration citadine. A l'observation et après enquête de terrain, il est avéré que les quartiers nouveaux sont privés de tout outils invitant à la relation (SARNIA). Comment alors pourraient être déclenchées ces activités locales d'animation ou de dynamisme facteur de développement des rapports sociaux, de l'existence collective et solidaire ?

Enfin, le rapport actuel de la société avec sa ville pourrait être défini comme suit:

- la ville est socialement balkanisée, spatialement dégradée et politiquement rebelle.

Bibliographie:

- BERQUE (J), Le Maghreb entre deux guerres, Paris, Seuil, Collec. Esprit, 1962, 492 p.
BENATIA (F), L'appropriation de l'espace à Alger, après 1962, Alger, Sned, 1978, 114 p.
BENATIA (F), Alger, agrégat ou Cité, Alger, Sned, 1980, 408 p.
BRAUDEL (F), La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II, Paris, A. Colin, 1976, 2 vol. 589 et 629p.
ESQUER (G), Alger et sa région, Paris, Arthaud, 1957, 176 p.
ICHEBOUDENE (L), Alger, histoire et capitale de destin national, Alger, Casbah-éditions, 1997, 351 p.
ICHEBOUDENE (L), L'intégration citadine ou la difficulté d'être Algérois, in Revue Reflexion, n° spécial -, " La ville dans tous ses états ", Alger, Casbah éditions 1999.
LETOURNEAU @ La ville musulmane en Afrique du Nord, in Biblio; de l'IESIA, vol. 10-13, 1957, pp. 9-130.
NOUSCHI (A), Le sens de certains chiffres, croissance urbaine et vie politique en Algérie, 1926 - 1936 - in Mélanges à C.A. JULIEN, Paris, PUF, 1964, pp. 199 - 210.
RAYMOND (A), Les grandes villes arabes à l'époque Ottomane, Paris, Sindbad, 1985, 381 p.
SHALER (W), Esquisse de l'Etat d'Etat, Paris, Ladvorat, 1830, 406 p.
SARNI (A), Les structures urbaines d'Alger, in Colloque de sociologie, Document Université d'Alger-centre, Alger, 1986 14 p.
VALENSI (L), Le Maghreb avant la prise d'Alger, 1790-1830, Paris, Flammarion, 1969, 140 p.

NOUVELLES ESTHÉTIQUES URBAINES DE L'AFRIQUE ET DU MAGHREB

Propositions pour une lecture du cadre algérois

Sylviane Leprun

Résumé:

" Si je refuse l'image, je produis l'image de celui qui refuse les Images, Saint-Augustin recommandait d'éviter cette aporie par le silence.

Il faudrait obtenir de soi un silence des Images.

(Ca ne veut pas dire que ce silence serait une indifférence supérieure, la sérénité d'une maîtrise: l'Epoché, (la suspension), cela reste un pathos: Je continuerais d'être ému (par les images), mais non plus tourmenté" Roland barthes (1)

Il serait vain et certainement présomptueux de vouloir apporter ici une réponse précise aux questionnements nombreux concernant la ville d'Alger actuelle. Notre proposition repose sur un constat fondé à l'origine dans une approche architecturale et anthropologique(2) et qui suscite par association une interrogation sur ce que l'on pourrait nommer les nouveaux modèles contemporains esthétiques des villes marquées du sceau colonial. Il s'agirait ici de manière peut-être quelque peu essayiste, de souligner des émergences esthétiques, qui laissent à voir et à comprendre ce que la ville produit comme sens dans l'entre-deux, d'un visuel déjà établi et d'un autre visuel inscrit dans la dynamique des nouvelles modélisations de la ville. Reprendre les visions établies dans un contexte spécifique et daté, qui correspondaient à une idéologie occidentale, dans un cadre où le réel peut côtoyer l'imaginaire, voire comporter une part de fictionnel, nous semble pertinent dans le contexte de ce colloque qui propose notamment, d'interroger les formes mimétiques de production de l'espace.

Formes mimétiques dont on comprendra qu'elles ne sont plus exclusives d'un rapport Nord-Sud, politique et idéologique, mais dessinent les traits d'une modernité transculturelle plus globalisante.

Si l'on accepte cette perspective, au-delà d'une identité plastique et architecturale évidente de la ville d'Alger, on

peut néanmoins comprendre les résistances spatiales et anthropologiques de cet espace fondé dans l'histoire, certes, mais également issu d'histoires complexes imbriquées les unes aux autres. La ville, cette ville d'Alger, n'est pas uniforme, même si elle est unique, au sens où elle est irremplaçable, dans sa matérialité autant que dans ses valeurs narratives. Car la ville décrit et se décrit, impliquant par là même des acteurs protéiformes, qui participent à ses déploiements visuels.

J'entends par déploiements visuels, des formes visibles de l'aménagement planifié, susceptibles d'apporter des modifications sensorielles et plastiques au cadre initial. Dans la ville d'Alger d'aujourd'hui figurent des signes de cette appropriation, monuments en particulier réalisés après l'indépendance. Ce sont les nouveaux insignes, et signes symboliques d'une urbanité à construire, aux confins de l'ordre colonial et d'un ordre d'ici et de maintenant. Ou à tout le moins qui pourraient traduire dans leurs représentations ce que serait l'image idéale ou idéalisée d'une ville ouverte sur le monde.

Une Ville rêvée.

La validité de l'anthropologie historique et culturelle pour comprendre la persistance des stéréotypes concernant Alger n'est pas étrangère, pour ne prendre que le versant des arts du spectacle, au rôle essentiel de l'événementiel scénographique contenu dans les manifestations exotiques des expositions.

Et si les rues d'Alger sont vraisemblablement encore, et plus encore celles de la kasba une forme majeure de l'espace traditionnel, cette conscience n'est pas étrangère également, à la place tenue par le concept de rue dans les sections coloniales des expositions universelles et coloniales. L'espace outre-mer est saisi dans et à partir d'une configuration originale qui repose sur le concept de rue orientale(3), toute de boutiques, d'amas d'objets, que le visiteur découvre et négocie un thé à la main. Cet orientalisme populaire et marchand stimule une sensorialité visuelle, tactile et olfactive, et permet ainsi d'assimiler un mode de vie supposé ou existant fantasmatisé dans bien des cas. La médina(4) intègre d'une part le concept de rue arabe et d'autre part une typologie que reprendront avec fidélité les guides touristiques, ou les récits de voyageurs. " Alger, en y arrivant par la mer, se dessine en forme de trapèze allongé et par un ton blanchâtre sur la colline du Sahel, couverte par une riche végétation.

Aucun monument remarquable n'existe dans cette ville

mauresque. La Kasba, qui couronne la haute ville, est un croupe de logements qui ne présentent rien de monumental; on y arrive par des rues extraordinairement rampantes, bordées de chétives maisons.(5) "

Cette description professionnelle, que signe Pascal Coste, a retenu notre attention, car elle est celle d'un architecte avisé, ayant vécu et connu et dessiné dans des rues du Caire, en Basse et Haute Egypte (1817-1827). Elle prend place, on le comprend, dans un ensemble littéraire beaucoup plus conséquent qui n'est pas dans le propos de cette livraison. L'intérêt de ce passage est notamment contenu dans la dimension comparatiste inscrite en filigrane de cette vision stricte de l'espace d'Alger. Plus pittoresque est le texte laissé par J.A. Peyssonnel en 1724 et 1725 lorsqu'il séjourne en Afrique du Nord. " Quoique la ville d'Alger ne contienne pas un grand circuit, elle ne laisse pas d'être très peuplée; on y compte cent mille âmes, y compris cinq mille familles de Juifs, naturels du pays. Les rues y sont extrêmement étroites, et en bien des endroits deux personnes ont peine d'y passer sans se toucher. Il y en a une qui traverse la ville, et va de la porte de Babazoun à celle de Babelouet; elle est un peu plus large, c'est là que tous les principaux marchands ont leurs boutiques. Les maisons sont presque toutes bâties de briques, à la turque, c'est-à-dire ayant une cour au milieu, des galeries à l'entour et les appartements autour de la galerie. Il y en a de fort belles, bâties par des bachas et des deys.(6) "

La rue constitue un espace privilégié de socialisation que la propagande gouvernementale intégrera ultérieurement dans sa vision économique et artistique du développement touristique. La rue est un cadre identifié et structurant du voyage et de l'édition des guides(7) dont les sommaires soulignent sa présence de manière récurrente. Mais au-delà de la justification du rôle pédagogique que peut jouer le guide, dans une initiation topographique adaptée, on peut sans grand risque d'erreur suggérer que la rue du guide touristique pédagogique et culturel, insinue sa propre mémoire dans un continuum visuel qui sans cesse réactive des images importées et exportées de l'espace urbain colonial. En cela soutenu par l'édition locale et métropolitaine, qui sans exclure la picturalité orientaliste, intègre des vues photographiques beaucoup plus proches du réel. D'un réel qui pourtant fictionnalise l'espace existant.

Le passage de la rue vernaculaire à la rue urbanisée s'effectue ainsi à partir d'un médium qui associe le texte et l'image, le récit au vécu physique des lieux. Le document écrit vient alors relayer la vision théâtralisée mais éphémère de la rue d'expositions, dont les traces mémorielles se trouvent surtout et encore précisément dans une expression bidimensionnelle de l'art(8).

Le cas de la rue illustre sur la durée un des cadres possibles de modélisation de l'espace urbain qu'il conviendrait d'étudier à partir de la perspective esthétique évoquée au début de ce texte. Car il s'agit bien ici de comprendre le langage actuel de cet espace collectif à la fois tracé et scénario où l'usager dessine également sa propre histoire individuelle.

Car si la rue on le comprend est normée, elle peut être tout autant considérée comme un espace de création inattendu, renouvelé par les acteurs que sont précisément les habitants, qui occupent un espace prédéfini, mais vivant.

Là est certainement le point commun qui pourrait en particulier être exploré dans une vision comparatiste des villes du Maghreb et des villes d'Afrique. Étudier la ville à partir de ces réseaux identitaires et urbains que sont les rues, re-dessinées par les appropriations multiformes.

On conviendra qu'en pointant la rue comme espace majeur des villes contemporaines nous puissions par une sorte de déplacement également identitaire tenter de mesurer les proximités et les différences avec d'autres rues en particulier négro-africaines. La rue est-elle si différente des rues du Maghreb ou au contraire la modélisation coloniale a-t-elle permis l'émergence d'un concept de rue dont les composants spatiaux seraient sinon absolument identiques, ou à tout le moins proches dans leurs pratiques dans tous les pays encore en développement, fixant par là-même des images mimétiques, globalisantes fondées en particulier sur une appréhension esthétique extérieure au contexte local ? Les boutiques sont de ce point de vue un exemple majeur de cette perspective où les codes plastiques interfèrent librement dans l'organisation commerciale et l'aménagement du lieu.

L'Esthétique Coloniale dans la création urbaine contemporaine.

La place occupée par l'architecture arabisante dans la ville d'Alger et au Maghreb en général, là encore s'enracine dans la culture occidentale et le regard persistant porté sur des monuments identifiables susceptibles de fonder une architecture locale adaptée. Le style arabisant attaché aux édifices administratifs, va essaimer et donner lieu à des créations aux échelles variées, qui du Palais consulaire, au tribunal administratif, à la mairie, proposeront des variations stylistiques attribuées aux hommes de l'art, architectes tout autant qu'aux petits maçons. Ainsi des glissements seront-ils sensibles à la lisière du néo-soudanais dans les contrées proches de l'Islam noir.

Le style soudanais, puis néo-soudanais et dans la filiation post-indépendance soudano-sahélien, vision du parallélisme asymétrique établi par le président Senghor illustrent tour à tour l'évolution d'une esthétique de l'aire soudanaise issue d'une relecture de l'architecture des mosquées et des habitations monumentales, en particulier de la région de Djenné et de Tombouctou. " Le parallélisme asymétrique c'est donc réduit à sa plus simple expression, la répétition diversifiée du rythme dans le temps et dans l'espace, c'est la diversité dans sa régularité, en un mot c'est la concrétisation de cette impression, ou de cet élément d'irrégularité qui caractérise le rythme négro-africain(9)." Tout comme à Alger, les villes coloniales de ces contrées rattachées à l'ancien Soudan colonial ont vu l'implantation de bâtiments apparentés à l'architecture sahélienne. On peut là encore sans grand risque d'erreur mentionner la place d'un formalisme architectural qui reposait sur une image urbaine qui d'une part prenait en compte des édifices majeurs en terre et d'autre part intégrait le courant moderne architectural outre-mer. Ces deux axes stylistiques se côtoyaient tandis que se maintenaient également les traces d'un petit bâti colonial issu des baraques militaires et des cases traditionnelles. À la différence de la ville d'Alger coloniale stratifiée à partir d'un site déjà habité, l'architecture coloniale en Afrique devait s'établir sur un terrain vernaculaire plus ouvert, au sens où les villes étaient pratiquement inexistantes, ou à tout le moins plus disséminées. La construction de la ville de Dakar de ce point de vue ne repose pas sur une restructuration telle que celle qui fut imposée à la ville d'Alger(10).

Comprendre l'image contemporaine urbaine, c'est aussi penser la place de la construction stylistique de la ville moderne coloniale et l'importance symbolique des monuments dans cet espace en devenir politique et culturel. Il est éclairant, bien après l'inauguration et la consécration du premier festival mondial des Arts nègres, en 1966 à Dakar, que les actes du 7^e séminaire consacré aux Transformations de l'architecture dans le monde islamique, (Dakar 1983), consacrent à nouveau une large place à l'architecture soudanaise y compris dans ses formes contemporaines(11). Lors du festival déjà mentionné Martial Sodogandji, architecte et urbaniste, proposait déjà en deux chapitres complémentaires une réflexion sur l'architecture négro-africaine moderne(12). " Il ne faut pas - écrivait-il - que l'architecture africaine tombe dans un éclectisme inerte et sans intérêt. Il faut au contraire arriver à des formes auxquelles l'histoire apporterait toutes les justifications nécessaires en recherchant le fonctionnel et l'harmonie des proportions. Il faut que toutes les réalisations soient en rapport réel avec l'état présent de la pensée avec la vie

moderne"(13). On observe donc dans ce passage l'importance de la recherche d'une forme identitaire négro-africaine de l'architecture moderne. Reprise en 1983 cette vision se trouve développée dans la communication de Roland Depret, architecte (BEHC Sénégal). On peut lire notamment dans le chapitre " Les intentions du langage architectural": " Les formes: c'est sans doute dans ce domaine que l'architecture actuelle s'est le plus affinée. Il y a au moins une intention claire; se démarquer du classicisme, de la stricte orthogonalité: à cet égard, la nouvelle architecture sénégalaise s'écarte résolument du " moderne " et s'apparente au " post-moderne ". Si, souvent les résultats ont été heureux ou prometteurs, assez souvent également les intentions d'originalité à tout prix, pour faire " Africain ", sont tombés dans l'anecdote ou le désordre(14). L'auteur note alors plusieurs points susceptibles de rendre compte de cette évolution: la recherche des formes dynamiques, l'affirmation d'une verticalité, les formes souples, les rythmes, les inspirations formelles.

Se pose également et en conclusion la place de l'Islam en tant que constituant possible d'une évolution architecturale. " Qu'en est-il de la tradition islamique ? En matière de domaine bâti, l'Islam religion ouverte, religion de la tolérance, s'est toujours fondu dans les traditions locales, en y apportant cependant l'essentiel de ses traditions propres. Le séminaire de Dakar est venu à point pour que, dans la problématique déjà posée de la tradition africaine, vienne maintenant s'insérer la tradition islamique."(15) La question d'une évolution des pratiques spatiales et de l'image de la ville se pose alors dans une dynamique sociale et religieuse susceptible de favoriser l'émergence de nouveaux modèles esthétiques.

L'ouverture vers d'autres formes d'expressions architecturales et plastiques, issues d'un croisement avec l'Islam est également présente dans un second article de Jean-Jacques Guibert " Symboles, signes, signaux: les murs de la ville "(16). Les devantures de boutiques qui figurent dans la publication montrent à l'évidence une lisibilité et une appartenance à la religion musulmane, à partir d'un mode de communication bidimensionnel qui tendra ultérieurement à se développer indéniablement valorisé par le tourisme. Le champ de la publicité est un terrain majeur et prolifique de cette forme d'expression.

Le mur et la rue deviennent ainsi des espaces politiques et religieux où l'appartenance aux différentes confréries, (mouride, tidjane) se déclare sur les façades qui deviennent un espace de parole, fût-elle parfois conflictuelle(17).

De Quelques éléments de conclusion.

En prenant en compte dans ce projet la durée comme fondement d'une stratification esthétique dans les villes issues de la période coloniale, et donc en insistant sur le poids des échanges visuels dans les formes actuelles de la ville, convoqués par les aménageurs ou les publications, nous souhaitons montrer dans des cultures où l'Islam trouve une longue place légitime, comment celui-ci peut jouer un rôle dans l'écriture contemporaine de la ville. Et dans la représentation d'une double esthétique architecturale au Maghreb et en Afrique de l'Ouest en particulier souligner l'importance symbolique et politique de bâtiments et/ou de monuments qui emportaient l'adhésion du pouvoir colonial. On aura donc compris, tous territoires confondus, que le caractère formel, scénographique et une certaine vision du Beau ont présidé à la création des styles coloniaux de la France.

Notre constat actuel qui demanderait un plus long développement et à tout le moins nécessiterait la production d'études de cas plus approfondies, repose néanmoins sur une observation conduite sur plus de vingt années au Sénégal et sur une rencontre plus récente avec le terrain algérien, à Alger en particulier, ville étudiée principalement à partir de sources archivistiques.

Ces lectures croisées déjà engagées précédemment nous conduisent à tenter de comprendre comment la notion de patrimoine colonial urbain trouve pleinement sa place dans la ville d'Alger, et pourquoi ce même concept semble actuellement se diluer dans le tissu urbain de Dakar, laissant place pour cette ville en particulier à la prééminence d'une écriture islamo-marocaine, (ou islamo-maghrébine) notamment dans les projets et réalisations situés dans les extensions de Dakar (lotissements route de l'aéroport Grand-Yoff).

À Dakar, la ville actuelle absorbe tous les signes appauvris, voire dégradés de l'accumulation industrielle et artisanale. La monumentalité, l'ordonnement sont gommés au profit d'une part d'une esthétique de la récupération et d'autre part des modèles individuels familiaux. Ces esthétiques sont polymorphes, volatiles, dans la mesure où la représentation de l'habitat reste intrinsèquement soumis aux usages communautaires, où le cadre urbain est à la fois une enveloppe esthétique vide, et surinvestie socialement⁽¹⁸⁾. En corollaire, on pourrait donc s'interroger sur l'infondé de l'esthétique seneghorienne, trop proche d'un partage intellectuel avec la métropole et l'Occident, trop éloignée

d'un tissu social de plus en plus ancré dans une arabisation négro-africaine culturelle et linguistique.

Ces remarques ne sauraient être présentées comme des certitudes. Pour autant il nous semble possible de proposer une lecture du phénomène de réappropriation patrimoniale à la lumière de ces deux exemples qui posent le problème de la légitimité collective de cette patrimonialisation. La ville d'Alger intègre selon toute vraisemblance une échelle de représentation globale et collective, qui touche non seulement la population algéroise mais aussi l'étranger. Ce problème de la représentation est au cœur de la problématique esthétique. La représentation de Dakar nous semble moins précise.

Les signes historiques de son architecture coloniale sont morcelés dans un tissu urbain qui se recompose sans cesse. Encore faudrait-il nuancer et là encore travailler sur les nouveaux modèles de cette représentation à forte connotation islamophone et/ou arabophone, eux-mêmes coexistants avec la culture africaine wolof, et ses composantes historiques lébou, Sérère, pour ne citer que ces groupes ethniques.

Il apparaît donc possible d'envisager, à la lumière de ces différents paramètres, et ce sera ma conclusion, que la ville d'Alger actuelle puisse susciter d'un point de vue patrimonial et dynamique, la recherche de nouveaux outils théoriques issus des sciences de l'art et susceptibles de rendre compte du capital esthétique et symbolique des espaces construits. Et cela en mesurant in situ la part contemporaine de l'Histoire et y compris de l'histoire coloniale, dans la représentation artistique, urbanistique et sociale de la ville d'aujourd'hui. Ce serait en quelque sorte comprendre dans l'urbanité les glissements Nord/Sud et Sud/Sud, les formes visibles et non visibles du bruissement⁽¹⁹⁾ de la langue des villes.

(1) Roland Barthes, *Le bruissement de la langue. Essais (Critiques IV)*, Editions du Seuil, "L'Image", 1984, p. 41-0.

(2) Je fais ici référence à des recherches antérieures sur les espaces coloniaux et sur les interfaces culturelles, notamment au sein du Laboratoire Architecture-Anthropologie de l'école d'Architecture de Paris La Villette, ministère de l'Urbanisme et du Logement, puis ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer, Bureau de la Recherche architecturale et Plan construction,

1984-1997.

(3) Les premières rues sont réalisées en 1889, avec l'exceptionnelle rue du Caire. Les rues d'Alger ainsi que les pavillons et palais relatifs à la colonie algérienne seront présents jusqu'en 1931 à Paris.

(4) Médina, n.f. est emprunté (v. 1897) à l'arabe madina "ville", antérieurement enregistré par le dictionnaire de Trévoux (1721-1771) comme nom propre des villes d'Espagne. Le mot désigne la ville indigène ancienne dans les agglomérations d'Afrique du Nord., Dictionnaire historique de la langue française, Le Robert, sld. A. Rev. 1992, p. 1215.

(5) Pascal Coste, Notes et souvenirs de voyages, Tome 11, Caver, 1878, p. 470 et sq. A propos de Coste et son regard sur la ville d'Alger, voir Sylviane Leprun, Interfaces culturelles et projet urbain. La ville européenne exportée, "Matériaux pour une lecture comparative des villes d'Alger et de Dakar (1840-1889). Capitales en devenir", laboratoire Architecture-Anthropologie, école d'Architecture de Paris la Villette, Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer, Plan construction, 1991, 29 p., in la ville européenne exportée. Reconnaissance de terrains, vol 2., Les Éditions de la Villette, Etudes et recherches, 1995, p. 10-72.
(6) J.A. Peyssonnel, Voyage dans les régences de Tunis et d'Alger, Présentation et notes de Lucette Valensi, Éditions La Découverte, 1987, p. 250-251.

(7) Voir sur ce terrain, carton GGA 64S60/61/62, 7 - M. Alquier, "Guide de Constantine", 1929, Archives nationales d'outre-mer, (CAOM).

(8) Voir nos recherches sur les expositions universelles et coloniales assorties d'une recherche sur l'image coloniale et exotique.

(9) Cours magistral du président Senghor sur le parallélisme asymétrique (Conseil national de l'Urbanisme), Dakar, 8.12.1974., in Sylviane Leprun, Espace, coloniaux en Afrique, noire, Laboratoire Architecture et Anthropologie, Unité pédagogique d'architecture N° 6, M.U. L., secrétariat de la recherche architecturale, 1984, p. 357.

Ce cours s'inscrit dans la logique visant à établir une esthétique nationale déjà précisée au sein du Conseil national de l'urbanisme (8.12.1972), "Enfin le chef d'Etat a particulièrement insisté sur la nécessité de trouver un style sénégalais pour nos monuments qui doivent exprimer le parallélisme asymétrique du style négro-africain. Il a préconisé des mesures d'incitation des constructeurs à adopter ce style et demandé que les architectes qui s'y sont convertis répondant à nos besoins bénéficient d'une attention particulière. Dans ce cadre, il a insisté sur la nécessité de veiller à l'application du décret sur la décoration des immeubles officiels, pour la promotion de nos artistes, car la Grèce Noire de l'Afrique, le Sénégal, doit créer une civilisation.", Ibid.

(10) Sylviane Leprun, supra, 5, "Matériaux..."

(11) (Lectures de la ville africaine contemporaine, Jean-Jacques

Guibert, "Ecologie et idéologie des villes aux portes du désert", Prix Aga Khan d'Architecture, Actes du séminaire 7, Dakar, Sénégal, 2-5 novembre 1983, p. 14-19.

(12) Colloque sur l'art nègre, 1er festival mondial des Arts nègres, Martial Sogodandji, "À la recherche de l'architecture négro-africaine", Rapport: Tome 1, Société africaine de culture, Dakar, 1-24 avril 1966, p. 469-497.

(13) Ibid. p. 494

(14) Roland Depret, "L'assimilation des pratiques traditionnelles dans l'architecture contemporaine", lectures..., op. cit., p. 77-78.

(15) Ibid P 78

(16) Lectures de la ville ..., op. Cit., p 81-90.

(17) Ibid., p 98-90

(18) Dans le cadre d'une recherche, Modèles culturels et habitat au Cap-vert (Sénégal), qui se situait dans la période 70-80, nous avons montré la place de ces représentations dans les pratiques des usagers.

Sld., G. Balandier, Laboratoire de sociologie et géographie africaines, Centre de création industrielle C.C.I., Centre Georges Pompidou, Sylviane Leprun et al., 1979-1980.

(19) Nous faisons ici référence à Roland Barthes, op. cit.

BAPTISER, DEBAPTISER: APPROPRIATION SYMBOLIQUE ET CONNAISSANCE DE LA VILLE PAR LA TOPONYMIE

Nedjma Abdelfettah

Espace de circulation, d'interconnaissance, de communication, d'échange, de multiplication et de variation des expériences, mais aussi de confrontation, de danger, de méfiance, de substitution de règles, tabous et interdits à même de réguler les relations dans l'espace du dehors, à ceux propres à l'espace intérieur, intime: la rue est tout cela. Elle est le lieu public par excellence, le lieu à partager avec le plus grand nombre, qui appelle en retour le contrôle public et induit ainsi une mise en scène de la force publique et, pour aller vite, une mise en scène du politique, du pouvoir.

Mais la rue n'est pas une. Du " triq ", au " chare ", au " derb ", à la " zenka ", à la " sikka " (1), à ce qui est appelé en kabyle " Abrid n'elbaylek " (2), il y a dans la façon dont elle était désignée dans l'espace pré-colonial, par exemple, et notamment à Alger, des distinctions probablement liées à la variété dans l'importance de son statut, des fonctions matérielles et symboliques, dont elle était investie, des activités qui s'y tenaient, de ses taille et place, de la gradation avec laquelle s'y déroulait le passage de l'intérieur vers l'extérieur, du privé au public, et vice-versa.

Ceci dit, cette distinction privé/public ne devrait pas nous tromper. D'un point de vue typologique, par exemple, la rue serait, en règle générale, solidaire du bâti et notamment de l'habitat, de l'espace domestique qu'est la maison: " Une maison de la Casbah n'existe que par la rue de la Casbah; la complémentarité joue dans tous les sens, au point qu'il n'est plus possible de savoir laquelle, de la rue ou de la maison a engendré l'autre ", rappelle Jean-Jacques Deluz (3).

Cette solidarité, Henri Klein (4) la généralisait même au toponyme, et plus particulièrement au nom de rue. Critiquant l'opération de rebaptisation des rues menée, tambour battant, par les Français après 1830, Klein, déplorait ainsi la perte de pittoresque, dans cet esprit caractéristique du Comité du vieil Alger (5): " Avec leurs dénominations anciennes, ces rues ont encore perdu, depuis l'occupation française, une grande

partie de ce charme particulier qu'elles tenaient, non seulement de leur architecture première tant altérée après 1830, mais encore des êtres qui y circulaient. "

Architecture, tracé des rues, sociabilité, toponymie seraient donc autant d'éléments constitutifs d'un ordre urbain, d'un système d'ensemble qui fait la ville, le territoire urbain et sa particularité, l'harmonie de cet ensemble. Mais dès lors qu'on aborde la question sous l'angle de l'harmonie perdue (ce qui est une tendance très lourde dans l'appréhension de la ville d'Alger, au moins depuis le Comité du Vieil Alger à nos jours), on court peut-être le risque de perdre de vue tout le processus historique de la formation de ce territoire, avec toutes les occultations possibles de traces d'altérité et de hasards, par désir d'identité pour certains, par désir d'exotisme pour d'autres, par déterminismes de diverses natures pour beaucoup.

La toponymie est un élément de ce processus historique d'évolution de l'espace urbain. Elle l'accompagne et devrait être étudiée comme telle, comme produit d'un processus historique, comme sédimentation et imbrication d'éléments résultant de ce processus, des éléments en perpétuelle réinterprétation, en perpétuelle actualisation, et qui sont l'expression de la sédimentation et de l'imbrication de mémoires différentes, différées, souvent concurrentes, en position de censeurs les unes envers les autres, et non comme un système cohérent, allant de soi, comme s'il avait été expressément construit pour prendre ou rendre tel ou tel sens. La dimension volontariste, loin d'être absente en 1832 comme en 1962, n'explique pas tout, ne domine pas toujours. De toute façon, qu'il s'agisse d'un système cohérent pensé d'emblée comme tel, ou d'un système qui fonctionne comme système seulement à posteriori, la toponymie fait plus qu'accompagner ou refléter l'évolution de l'espace public urbain, elle participe à la production même du sens qu'il prend: un sens dont il est possible de tenter la lecture dans ce déploiement et inscription discursifs sur la ville, sur et dans les murs de la ville.

La toponymie, science-carrefour et lieu de confrontation idéologique.

Le thème de l'alignement des rues par les pics du génie militaire aux lendemains de l'occupation française, a été largement abordé aussi bien par les historiens, que par les urbanistes, géographes et autres observateurs. Ses effets sur ce que la formule aujourd'hui consacrée de Marc Côte, a appelé un retournement de l'espace, dans le sens de l'extraversion, n'ont

pas manqué d'être analysés. " Ostentatoire, extraverti, accessible aux femmes, cet espace tourne son bâti vers le dehors, articulant le public au privé[...] Il a [désormais] pour centre la grande place et non la mosquée " écrit Omar Carlier(6). A ce propos, la métaphore sexuelle, sous l'aspect du viol, déjà présente dans cette idée du retournement violent, n'a pas manqué d'être utilisée en rapport avec cette obsessionnelle nécessité de l'élargissement, entre autres par Sadri Bensmail(7).

De son côté, Luc Vilan rappelle le caractère tout aussi obsessionnel des évocations de la rue algéroise et de ses particularités dans ce qu'il appelle " la littérature de complaisance " qui relayait l'opinion des soldats. Il établit un parallèle très intéressant entre les mots des " conquérants d'Alger[...] pour appeler à l'alignement de la Médina " et ceux de " Voltaire et de Laugier, fustigeant au siècle précédent le Paris médiéval "(8).

Mais, si l'imposition du nom revêt un caractère tout aussi évidemment violent que l'alignement, il n'y a pas d'auteurs qui se soient attardés sur ce qui accompagne pourtant de très près ce remodelage de l'espace urbain, et fait encore une fois, sens avec lui, à savoir l'action de débaptisation-rebaptisation des rues de la ville. Certes Luc Vilan l'évoque, mettant en exergue " le jeu de miroirs " entre Alger qui, en 1832 " se glisse dans les arcades très parisiennes de la rue Louis-Philippe 1er " et Paris, qui, " Pour célébrer la conquête de l'Algérie[...] choisit de donner le nom de la colonie à une rue de 1830 ", mais il le fait très brièvement, l'abordant sous l'angle du transfert de modèle urbain.

Certes, François Pouillon(9), de son côté, dans le prologue à la biographie qu'il consacre au peintre Etienne Dinot, s'arrête à ce qu'il appelle " le mal toponymique " ou " le syndrome du nom " et y fait quelques observations sur le " ravalement nominal " que connaissent les murs d'Alger après 1962; lequel ravalement est perçu par ses auteurs comme une réponse à une dégradation, à un " chantier " ouvert par le plan de Pelet en 1832(10).

Il y a bien eu aussi la thèse de Brahim Atoui(11). Mais si elle a eu le mérite d'être un travail précurseur, les affirmations qu'elle contient notamment pour ce qui concerne la ville d'Alger, sont pour le moins hâtives, voire même parfois erronées, comme nous essaierons de le montrer plus loin. De plus, aussi bien Brahim Atoui, que Fodil Chériguen(12) abordent la question de la toponymie du point de vue trop global de l'ensemble du territoire algérien, ce qui appelle des dépassements d'urgence. Pour ce domaine, en particulier, on conviendra que le retour au local, à la microanalyse est une

nécessité impérieuse.

L'empressement(13) avec lequel aussi bien les militaires français de la conquête que le jeune Etat indépendant(14) se sont attelés à la tâche pour débaptiser-rebaptiser, montre l'importance accordée à la toponymie dans les processus et les démarches d'appropriation et de réappropriation de la ville, dans les processus de construction identitaire et de construction de la mémoire collective dans la ville.

Avoir le pouvoir de nommer ou le prendre signifie forcément qu'on a un pouvoir préalable sur l'objet qu'on entend nommer, un pouvoir qu'on entreprend de concrétiser, de confirmer, de renforcer et... de perpétuer. Aussi bien après 1830, qu'après 1962, ceux qui prennent et ceux qui reprennent la ville prennent en même temps que des murs, des espaces, une multitude de sens, dans lesquels ils entreprennent de faire le tri, pour être plus sûrs d'être les vrais maîtres des lieux. Avec l'appropriation physique, se développent des discours affirmant cet acte, et un des discours les plus apparents, qui affleure à la surface des choses, est celui des noms de lieux.

En 1830, on détruit une partie de la ville conquise, mais nécessité fait loi, on se garde de tout raser. En 1962, il n'est pas envisageable de raser la ville laissée par l'ennemi, même si l'héritage est problématique. Mais dans les deux cas, les symboles sont d'une importance extrême. Et quoi de plus important comme symbole, que le nom, l'imposition du nom. Cette importance n'a pourtant pas incité à l'interrogation et l'œuvre de Klein(15) demeure la seule référence importante(16).

Un tel silence est peut-être explicable par le caractère de " science carrefour " de la toponymie(17), terrain idéal pour la trans-disciplinarité, ce cadre encore trop difficile à mettre en place pour la recherche urbaine algérienne. Son absence d'autonomie en tant que discipline à part entière est peut-être en cause. Mais il y a probablement aussi tous les tabous qui entourent ce vivier des confrontations idéologiques, et qui forcent le chercheur à la méfiance. Tout comme il faut peut-être voir dans cette absence d'engouement, un manque de considération et d'intérêt pour une discipline qu'on aurait tendance à regarder comme le terrain de prédilection de quelque historien ou littérateur amateur, quelque autodidacte en mal d'occupation sérieuse(18). En d'autres mots, l'utilité de recherches en toponymie reste à démontrer, d'abord aux spécialistes de la recherche urbaine eux-mêmes, qui auraient tendance à la voir plutôt comme un loisir, un exercice de culture générale dans le meilleur des cas, souvent teinté de

régionalisme et autre patriotisme local. Le résultat de cette désaffection est que nous sommes réduits à subir et même à véhiculer des idées toutes faites, qui, comme chacun le sait, ont plutôt la peau dure, et qui, à la longue ont tendance à s'affirmer comme un savoir à la légitimité indiscutable, voire même à disputer sa légitimité à toute tentative d'interrogation rigoureuse.

Les trois âges de la ville d'Alger.

La même prétention à une légitimité sans faille est celle qui enchâsse le développement de la ville algérienne et d'Alger, plus particulièrement, dans une sorte de schéma d'évolution historique devenu une véritable panacée. Ce schéma est construit sur le principe de trois phases distinctes, séparées en tout par des ruptures nettes, sans besoin de validation aucune. En effet, qu'il s'agisse d'architecture, d'urbanisme, de paysagisme, de toponymie ou autre, l'on est systématiquement invité à regarder Alger avant 1830 (caractérisée par le règne d'une harmonie due à l'usage de savoirs-faire dont la connaissance se serait perdue depuis. Si on y ajoute un zeste de sainteté, le tour est joué, la cité idéale est là, bien gardée, *mahroussa* !), entre 1830 et 1962 (une époque qui commence, certes, par des violences et pérennise un ordre violent, mais selon ce schéma n'en aurait pas moins inventé une autre cité idéale, sur les décombres de la précédente), depuis 1962 (une époque présentée comme celle qui amène le règne du désordre et des dysfonctionnements). Ces trois périodes sont lues comme homogènes en tout, d'une homogénéité qui aurait caractérisé la totalité de leurs durées respectives.

Les évocations d'Alger au passé suintent décidément de nostalgies multiples et contradictoires, preuve, bien sûr de l'existence en son sein de plusieurs mémoires, qu'il est utile d'interroger, mais preuve surtout que le présent est suffisamment pénible et particulièrement sous-équipé, démuné, pour laisser s'installer un voile épais d'impuissance sur les yeux de qui veut comprendre l'une ou l'autre des dimensions de la ville(19), et imposer la recherche de refuges dans un passé idéalisé.

Le monde universitaire résiste mal à cette invitation à la facilité. Très souvent, trop souvent même, en lieu et place d'une historisation la mieux prouvée ou au moins la plus à même de poser les éléments d'une discussion, la cité idéale perdue y est évoquée, voire plutôt invoquée: une cité idéale qui aurait cessé d'exister un certain 5 juillet 1962 ! Une ou plusieurs cités d'ailleurs, comme nous venons de le dire,

puisque sont considérés comme telles aussi bien la ville pré-coloniale, que la ville coloniale du fait qu'elles auraient été porteuses d'un ordre absent aujourd'hui ! Est-il utile d'épiloguer sur ce que les discours passésistes basés sur des appels à la réinstauration d'un ordre perdu et idéalisé peuvent receler comme dangers, ou sur la vacuité de modèles fonctionnant autour de l'idée de la prédestination évidente (Alger se devait de devenir une capitale, une grande métropole etc. C'était écrit dans son site, nous affirme-t-on, par exemple, qu'Alger était vouée aux grands rôles.) On remarquera que les deux discours vont de pair, généralement.

Pour en revenir au thème de la toponymie urbaine, Alger, selon le modèle précité, aurait donc connu un âge caractérisé par des noms qui allaient si " naturellement " avec les lieux avant 1830, et qui fleuraient bon le Maghreb orientalisé avec cette pointe de " pittoresque " chère à Henri Klein; une seconde étape ou d'autres noms sont venus troubler momentanément ce mariage heureux par quelques noms de généraux, avant d'en venir à des noms de fleurs qui allaient embaumer la ville et son ordre nouveau et à des gloires artistiques et scientifiques dites " universelles "; et pour finir aurait abouti à cet âge qui dure jusqu'à maintenant et qui, parce qu'il aurait consacré la référence exclusive aux noms des martyrs de la guerre d'indépendance nationale, serait l'âge sans " grande imagination "(20). Et la boucle est bouclée.

Révisionnisme politique, prise de recul et dénouement d'un traumatisme historique, avec une acquisition ou un recouvrement de la capacité à s'auto-soumettre à l'analyse critique, réalisme ou déplacement d'intérêts matériels tangibles (à voir avec tout ce qui se joue autour de la notion de patrimonialisation de la Casbah et de la ville coloniale), là n'est pas l'objet de notre intervention, même si la question mérite d'être posée. Ce qui nous intéresse ici, c'est ce qui se joue en périphérie, en marge du matériel, ce qui est en rapport avec les symbolismes et les représentations véhiculés par la toponymie urbaine.

Du temps de Lalla Khedidja El Oryana.

On doit au plan de 1832 de nous avoir transmis les noms de rue de la ville pré-coloniale d'Alger, dont il s'est fait le premier fossoyeur. Il y a, bien sûr, d'autres sources, comme les archives ottomanes auxquelles Shuval a confronté ce plan pour identifier les quartiers d'Alger. Mais la pratique de la plaque de rue ou de la nomenclature de rues étant, sauf erreur de notre part, inconnue sous la régence, les sources sont forcément disparates et dispersées. Le plan de Pelet croise

avec l'article de Klein, fournit 327 toponymes de la ville d'Alger. On y retrouve des rues portant des noms de portes (12), de fontaines (10), de puits (3), de hammams (11), des noms de rues proprement dites (33), de places (4), de quartiers (2), d'ouvrages fortifiés (6), de voûtes (7), de ponts (1), des noms liés au port (4), à des maisons ou des palais (7), des moulins, fours et boulangeries (15), des fours à chaux (1), des cafés (4), des tavernes et des débits de boissons alcoolisées (3), des boutiques, caravansérails et marchés (34), des fonctions, métiers et corporations (47), des communautés ethniques (10), des mosquées (46), des écoles (3), des saints (25, dont une femme), des zaouias (7), des cimetières (2), des institutions administratives (3), des animaux (6), des végétaux (4), des cours d'eau (3), des noms liés au relief ou à la topographie (7).

Les lieux désignés comme rues à proprement parler " *derb* " ou " *zenka* " au nombre de 28 ne portent que rarement des anthroponymes (9 fois sur les 28). Pour la totalité du corpus, il n'y a, d'ailleurs, que 79 anthroponymes. Mais si on peut parler de grands hommes ou d'hommes de bien parmi eux, il apparaît qu'on ne peut pas trouver dans cette liste, des références à des héros, au sens où l'entendait La Bruyère cité par Jean-François Chanut: " Il semble que le métier de héros est d'un seul métier, qui est celui de la guerre et que le grand homme est de tous les métiers, ou de la robe ou de l'épée, ou du cabinet, ou de la cour: l'un et l'autre mis ensemble ne pèsent pas un homme de bien. " (21) Il n'y a pas non plus de traces d'événements marquants. Peut-il alors être question, dans ce cas de commémoration ou de baptismation, avec cette idée que derrière le nom imposé, il y a intention de mémoriser, préméditation de l'imposition du nom, marquage, avec une visée pédagogique d'incitation au souvenir collectif, à l'intégration dans les référents identitaires collectifs?

Pour Philippe Raynaud, " La commémoration, c'est en premier lieu, la cérémonie destinée à rappeler le souvenir d'une personne ou d'un événement. C'est plus spécialement pour l'église, la fête des Morts, le 1^{er} novembre. C'est enfin, plus généralement, l'effort accompli pour perpétuer le souvenir. L'étymologie atteste l'origine religieuse du terme et indique l'idée d'un lien entre les hommes fondé sur la mémoire " (22). Or le corpus toponymique algérois pré-colonial nous semble être un corpus semblable à celui des villes médiévales maghrébines, mais aussi européennes, c'est-à-dire qu'il est dominé par les références dictées par la force de l'usage dans l'espace urbain, et non par une préméditation dans la volonté de mémoriser. Il y est surtout question de l'équipement de ce type de villes (portes,

fortifications, métiers et corporations, marchés, fontaines, cimetières, etc.), par rapport auquel se fait le repérage dans l'espace. Alger est fille et sœur d'Achir (23) fondée par le père de Bologhine, de la Kalaa des Béni Hammad, de Bougie (24), de Mahdya, du Caire, de l'héritage zirid-fatimide et des villes fondées par les différents royaumes berbères musulmans du moyen-âge. Mais elle est aussi, tout comme les villes précitées, semblables, le type de culte mis à part, aux villes pré-industrielles européennes (25) avant que la révolution française ne bouleverse le rapport au passé et à son usage, qu'elle n'introduise ce que les deux auteurs précités appellent la religion civile, dont la sanctification du héros est un aspect.

Dans cet Alger, la commémoration semble donc se cantonner dans la sphère non pas religieuse, mais plus étroitement encore dans celle de la sainteté. Car les lieux de culte ou d'enseignement religieux portent assez rarement un nom de saint, mais plutôt des noms de donateurs qui ont permis leur construction ou de propriétaires qui ont cédé le terrain où ils se trouvent etc. Propriété effective, matérielle et symbolique s'y confondent, tout comme dans une ville telle que Paris, où jusqu'au 19^e siècle (26), les rues pouvaient porter le nom du propriétaire d'un terrain, d'un magasin ou autre, y attachant. Le culte des morts, lui, ne concerne que les saints. Mais il y a presque autant de saints que de figures de saints, et certains d'entre eux préfigurent peut-être le héros des temps modernes. Nous savons trop peu de choses des saints de la ville d'Alger, pour en juger.

Mais involontairement ou pas, la rue algéroise mémorise, informe, met en scène un tissu de relations sociales et historiques. Alger est, par exemple, évidemment ville de pouvoir et nombreux sont les toponymes qui vont contribuer à mettre en scène ce rôle: noms de souverains et de leur descendance, de fonctionnaires (Hassan Pacha, Mustapha Pacha, Abdi Pacha, Khideur Pacha, Hamza Khodja, Ali Khodja, Moula Mohamed, fils de l'agha, caïd Ali, el Bachaouat, Chaouch, el Mezouar, Esserraf, consuls Pialla et Mrad, caïd malékite, janissaires, spahis, chaouch, oukil el hardj, kaïd el ouesfan, Seïda, Lallahoum, pachas, Nfiça fille d'Hassan Pacha), d'institutions (Diwan, Beit el mal etc.), mais aussi des noms comme celui dont les Français ont fait " Katarodjil " qui à l'origine était (kata' erdjel) rue, où, selon Klein, il était interdit de s'aventurer au delà d'une certaine heure, et où la peur sciait les jambes à qui osait enfreindre cet ordre. Celui de Serkadji (vinaigrier) qui désigne jusqu'à aujourd'hui la prison baptisée par les Français " Barberousse ", rappellerait, selon Shuval, une pratique d'interrogatoires musclés. Ce qui nous semble confirmé par l'expression arabe " n'qettarilou el khal fi 'aynih " (27).

Le nom de rue peut aussi témoigner d'usages anciens, comme, par exemple, dans ces noms liés à des rôles officiels hérités de périodes antérieures (Mezouar, issu du mot berbère Amezouarou, le premier, le meilleur, fonction que l'on retrouve dans les villages de Kabylie jusqu'à la guerre d'indépendance), ou dans ceux qui sont réinterprétés ou traduits comme Lallahoum(28) (leur maîtresse, c'est-à-dire, la maîtresse des femmes, la plus noble des dames) construit sur le modèle de Massinissa (Mas n'sen, en berbère, le plus noble des hommes) qu'on retrouve dans le nom du fondateur hammadite de Béjaïa (Ennasser Ben Alennas, Nacer fils du plus noble des hommes)(29).

Il informe sur le cosmopolitisme et la diversité ethnique (Djeraba: de Djerba, Ihoud: Juifs, Djordji: Géorgien, Selaoui: de Salé, Nessara: Chrétiens, Andalous, Gournia: Juifs de Livourne, Béni Mzab, Béni Chebana(30), etc.), sur la diversité des métiers. Il peut garder le souvenir de lieux supposés interdits en terre d'Islam (Seb'a Tebaren: les sept tavernes, el bousa: bière égyptienne selon Klein) ou sur le contournement de cet interdit par les puissants (Tbaren ben Lagha: les tavernes des fils de l'Agha). Il témoigne enfin de la misogynie ambiante, car même si on rivalise d'ingéniosité pour chasser les femmes au mieux entre " chebarlia: marchands de chebrellas, chaussures pour femmes ", " Bachmakdjia ", " Baboudjia ", il leur faut forcer bien des résistances pour mériter qu'une rue porte leur nom. Il faut être d'extraction noble et si possible une donatrice généreuse et donc une riche propriétaire " Lallahoum, N'fça bent Hassan Pacha, Seïda, Bent essoltane), ou être une femme sans homme (Ain el Hdjadjel: fontaine des veuves), ou encore verser dans une sainteté qui n'interdit plus rien et protège de la réprobation sociale comme Lalla Khedidja el Oryana (Notre dame Khadidja la rue). On peut difficilement prétendre épuiser l'analyse de tout le corpus, dans un cadre tel que le nôtre, et là n'est pas notre intention.

Nombreux sont les noms de rues et de lieux se trouvant dans cette liste ou ayant échappé aux auteurs du plan de 1832, qui défiant l'écrit et l'officiel, continuent à vivre jusqu'à nos jours (Ka' essour, Bir djebah etc.) Henri Klein faisait déjà le même constat, affirmant en 1912 que les noms des rues d'Alger avaient " des noms pittoresques que leur avaient donnés, depuis des siècles, les indigènes et qu'on eut le tort de ne pas conserver. Ceux par lesquels la fantaisie administrative les remplaça sont si peu hélas! appropriés au cadre original qui les reçut [...] Mieux inspirés que nous, les indigènes continuent, entre eux à désigner les ruelles de l'ancienne ville par leur nom primitif " Il ajoutait alors cette critique judicieuse, comme nous allons le voir plus loin: " Quelques appellations du passé furent, il est vrai, par nous conservés,

mais alors combien dénaturés ! ".

Quand " Alger était plaisamment dénommée la Ville des bêtes "(31).

Les rues d'Alger ont beau avoir du pittoresque, leurs noms un charme particulier, la colonisation n'est pas recherche romantique de dépaysement. Le désir d'exotisme, tant décrié plus tard, n'est pas à proprement parler le premier but de l'entreprise. Très vite, pour en finir avec l'étroitesse, l'enchevêtrement, le côté tortueux, l'insalubrité(32), comme nous le rappelions plus haut, les pics du génie militaire se mettent à l'ouvrage, pour redresser, percer, aligner, ouvrir, élargir, dégager, régulariser, assainir... ces rues. En même temps que les opérations menées par leurs engins, les nouveaux conquérants vont aussi s'occuper de quadriller et de numérotter les rues et maisons, systématiquement. Il importait de maîtriser ce territoire inconnu. Il importait aussi de marquer sa prise par une nouvelle imposition du nom, qui allait rappeler à tous qui était le vainqueur, et de le faire tout de suite. Le terme même de marquage a rarement été aussi approprié que dans ce cas, pour exprimer cette volonté de faire sien la ville barbaresque, de le faire savoir et de perpétuer son emprise sur elle. En même temps que les engins du génie militaire qui se mettaient à réaménager, refaçonner la ville, en commençant par ses rues, une machine tout aussi efficace procédait donc à une opération de substitution ou au mieux de ré-interprétation de ce matériau qui faisait corps avec les murs.

En 1832 est publié le fameux plan général d'Alger(33). En exergue à ce plan, ses auteurs, dont l'ingénieur et chef de bataillon Filhon " frère du président du tribunal supérieur "(34), devenu de fait " expert de la mémoire " de la toute nouvelle société coloniale, expliquent brièvement les principes qui ont prévalu dans le choix des nouveaux noms. Ils affirment avoir gardé des noms arabes pour toute rue portant le même nom d'un bout à l'autre, et donné des noms français à celles qui se trouvaient avoir plusieurs dénominations arabes partielles sur la longueur totale. Ils ajoutent qu'ils ont cherché à rappeler autant que possible les traits les plus saillants de l'histoire d'Afrique. A cela Brahim Atoui répond que " mis à part quelques toponymes, la nouvelle nomenclature mise en place ne rappelle en rien l'histoire de l'Afrique; par contre elle fait référence à l'histoire de l'Europe et plus particulièrement celle de la France: Charles Quint, Chartres etc."(35) Réponse bien imprudente, car ce qui va être vrai en grande partie plus tard, ne l'est pas encore en 1832. Il ne s'agit pas d'un simple transfert mécanique.

Si la mémoire européenne vient se substituer à la mémoire locale, ce n'est pas par la suppression de la référence à l'Afrique, comme l'affirme Atoui avec force, mais par la substitution d'un regard sur l'histoire de l'Afrique qui n'est pas celui de l'autochtone. Autrement dit, l'autochtone ne se perçoit pas ou en tout cas ne se perçoit plus depuis l'islamisation du Maghreb comme un Africain. La référence à l'antiquité africaine a été évacuée de sa mémoire. Il y a longtemps qu'il a refoulé cette autre mémoire du sauvage vaincu, qu'il a oublié sa djahilya(36). Le plan Pelet entreprend de la lui rappeler, en inscrivant sur des plaques les termes de (Alexandrie, Ammon, Annibal, Baalabeck, Bélisaire, Bocchus, Caton, Cléopâtre, Centaure, Cyrus, Didon, Garamantes, Genséric, Gétules, Héliopolis, Hercule, Hyde, Juba, Jugurtha, Lépante, Licorne, Lotophages, Libye, Massinissa, Médès, Micipsa, Numides, Ophir, Palmyre, Ptolémée, Sagittaire, Saint-Augustin, Salluste, Salomon, Scipion, Sidon, Silène, Sophonisbe, Sphinx, Syphax, Takfarinète, Thèbes, Tyr, Utique, Vandales, Zama.) De même, il entreprend de lui remettre en mémoire des noms plus proches dans le temps comme celui de Zaphira(37) (épouse de Mustapha Toumi, seigneur d'Alger assassiné par Kheireddine et qui aurait repoussé les avances de ce dernier) visant peut-être à raviver une mémoire du conflit.

Inviter à regarder ce plan comme une lecture française ou européenne de l'histoire de cet espace nouvellement conquis en Afrique, plutôt que comme un déploiement de références à l'histoire européenne proprement dite, ne fera, peut-être que mettre en évidence une étape intermédiaire, qui viserait en définitive (peut-être pas si consciemment que cela d'ailleurs, à ce moment-là) à l'appropriation de l'histoire de ce lieu et à son agrégation à l'histoire française. Mais parler d'étapes est indispensable et ne doit certainement pas être négligé, quand on aborde ce type de questions, car il n'y a pas d'attitude cohérente et continue de 1830 à 1962. Comme pour avant 1830 et comme pour après 1962, la toponymie urbaine est à regarder en archéologue; elle est à fouiller dans ses strates et ses imbrications qui ne sont pas dénuées de contradictions et qu'il est nécessaire de recontextualiser systématiquement.

Le fait d'étudier Alger dans sa singularité nous enferme dans la logique coloniale exclusivement. Or la lecture de l'ouvrage de Johannes Kramer(38) nous amène à replacer les acteurs de la colonisation dans le contexte européen qui est le leur. De 1794 à 1814, la ville allemande de Cologne est sous occupation française. Elle subit, elle aussi, une opération de rebaptisation des rues. Johannes Kramer reconstitue le conflit qui oppose les tenants de l'Aufklärung qui voient dans

la référence à l'Antiquité un moyen de resserrer les liens de la ville avec la France de la révolution, aux romantiques, pour qui la référence est la ville médiévale. La nomenclature de Cologne est adoptée à peine vingt ans avant celle d'Alger. Elle représente un cas de francisation de rues dans une ville européenne occupée, mais non colonisée, ce qui est un cas d'étude comparée très intéressant. La première chose qui différencie les deux démarches est liée au statut de "l'expert de mémoire". A Cologne, c'est Ferdinand Frantz Wallraf, un ami des Français, certes, un admirateur des Lumières et de l'Aufklärung, mais tout de même un historien allemand issu de la ville, de la société occupée. A Alger, c'est un chef de bataillon français qui parachève l'occupation des lieux. Même si les deux opérations sont accompagnées du même type de mesures (numérotation des maisons et rues etc.), cette différence fait la différence.

Il faudrait bien sûr procéder à une comparaison systématique. Mais il nous faut pour l'instant, revenir à Alger, où, à côté des références à l'Antiquité il y a des toponymes tirés de la longue concurrence que Christianisme et Islam se sont livrée en Méditerranée. Inévitablement, Charles Quint et Ximenes, mais aussi Abderrames et Abencérages sont choisis, des noms tout aussi étrangers les uns que les autres aux autochtones, parce que même les deux derniers cités qui peuvent encore être connus au moins chez quelques lettrés, ne le sont pas sous cette forme. En fait, il s'agit de ce que Klein appelle une altération, c'est-à-dire une réinterprétation qui peut prendre des formes diverses (traduction, comme dans Rue du diable, du divan etc.), défaut de prononciation Katarodjil (Kata' rdjel), Sogémah (souk el djouma'a), Locdor (Lakhdar), Eginai (El Djanaiz) etc., Hammam X (rue du bain maure). Par ces procédés, les nouveaux occupants déposèrent les Algérois de leurs noms et se les approprièrent. Même les saints n'échappent pas à cette action, car se glissent entre eux des références à des noms qui ne sont plus là pour commémorer les protecteurs de la ville, mais des noms de victoires ou de combats militaires que les Français veulent glorifier (ex: de Sidi Brahim)

1830 introduit le culte du héros, mais à petite dose, parce qu'en France même, il ne connaît pas encore une utilisation très large. Pour l'heure, de toute façon, on hésite entre honorer "la révolution" ou "la couronne" et on se contente de chercher à perpétuer le souvenir des acteurs de la découverte, de la colonisation que sont explorateurs, marins et géographes: "Alburquerque, Anfreuille, Bisson, Bruce, Brueys, Doria, Duquesnes, D'Estrées, Jean Bart, Marine, René Caillié, Sidney Smith, Tourville, Villegagnon".

Mais parce que le véritable héros de la conquête d'Alger est la marine, Alger va hériter d'un étrange corpus. Un nombre important de références animales y est effectivement choisi. L'explication fournie par Henri Klein est toute simple, il s'agit des noms des gabarres qui ont fait partie de la flotte qui a pris Alger. La chose est si "visible" que la ville est "plaisamment appelée la ville des bêtes", ajoute-t-il.

C'est plus tard que le transfert de mémoire va s'imposer au point qu'à la fin de la colonisation, on pourra dénombrer à Alger plus de 590 noms désignant des rues de Paris(39), soit plus du quart. 1848, 1870 et toutes les dates liées au développement de l'idéologie républicaine, sont autant d'étapes qui vont imposer un tout autre paysage toponymique, composé de gloires militaires, académiciens, marins de tout grade, artistes et écrivains, aviateurs... Dans ce paysage, il y a, notamment, après 1870, la recherche du compromis entre mémoire monarchiste et mémoire républicaine. Il y a aussi une savante composition entre le marquage par des références à l'autorité, les gloires militaires sont souvent aussi des hommes d'Etat, qui ont presque tous un jour ou l'autre exercé en Algérie. Il y a enfin ce désir de faire de la rue algéroise une vitrine de la civilisation française et de sa modernité.

Mais le melting-pot qui a formé ce peuple de colons ne laisse qu'assez peu de traces de sa diversité. En effet, alors que le recensement de 1936 donne encore ainsi ce qu'il appelle les nationalités des gens (kabyle, mozabite, arabe, italien espagnol, corse, français etc.), très peu de noms non français sont choisis. Si Garibaldi arrive à s'y insinuer, c'est pour son soutien aux Français. La société coloniale, en particulier grâce au Comité du vieil Alger, y place ses héros, ses gloires notamment à travers les écrivains algériens et les peintres orientalistes, mais à travers d'autres gloires qui ont foulé du pied le sol algérois ou algérien, comme si en le faisant, elles avaient apporté leur caution à l'Algérie française. Les rues de l'Alger coloniale ne laissent pas ou très peu de place au zèle religieux, elles célèbrent même souvent des anti-cléricaux absolus. La colonisation est républicaine, parfois anti-cléricale, ou catholique libérale. On y essaie un certain équilibre (rue de l'église, du temple, de la mosquée, du sabbat, du croissant, du minaret) et plus par souci politique une religion minorisée (l'Islam) et une religion minoritaire (judaïsme) trouvent dans les personnes d'un mufti et d'un rabbin leur représentant.

Il est intéressant de s'interroger sur le type "d'indigènes" que la rue coloniale honore ou tolère. Il n'est pas surprenant d'y trouver le général Yusuf, ou le nom de notables imposés par

l'usage, ni même de savants arabisants ou berbérissants tels que Bencheneb et Boulifa ou Bensedira. Il est encore moins surprenant d'y trouver la mention du nom de Bacri, que la rue précoloniale conservait sous le nom de Benzekheut. Mais des questions comme l'inexistence à côté de Bacri de son acolyte Bushnaq trouvent peut-être leur réponse dans le fait que ce dernier aurait tenté pendant des années auprès du gendre d'Hussein dey de créer un parti algérien(40).

Ce qui est le plus surprenant c'est de trouver des noms de rues à l'effigie de Kheireddine, de l'Emir Abdelkader, d'Hussein dey, des Dr Bentami et Bensmaïa(41) et même ... du Cheikh Benbadis. Pour Kheireddine, Louis Rinn nous donne l'explication: "La France doit à Kheireddine (sic), qui, maintes fois s'est battu pour elle (en note: notamment en 1543, au siège de Nice, dont il détermina la capitulation), ou s'est employé pour la servir, le bon renom et la situation privilégiée que nos nationaux ont toujours eus, avant 1830, dans l'Afrique du nord"(42).

Pour l'Emir Abdelkader, on peut y voir, l'inclination à la fois devant un rival de talent et un guerrier longtemps invaincu. On peut aussi le concernant et concernant Hussein Dey y voir une prétendue "magnanimité" envers ces pensionnés de la France, porteurs de la légion d'honneur. Faut-il lire la présence de Benbadis et des deux autres réformistes comme un compromis avec la société locale et ses revendications, dont Benbadis est un des porte-drapeaux, ou comme un signe de reconnaissance pour un courant qui mettra longtemps avant de se ranger aux côtés des indépendantistes algériens?

Nous ne pouvons qu'avancer des hypothèses, en l'absence d'archives, comme celles qui nous renseigneraient sur les acteurs de ces choix et sur leurs motivations. Par exemple celles des conseils municipaux où siégeaient des élus musulmans.

Mais pour nous résumer, on peut constater que quand les Français s'en vont, la carte toponymique donnera à voir une distribution assez méthodique entre les dix arrondissements de la ville. Bien évidemment, le deuxième arrondissement, où se trouvait l'ancienne médina, héritait de tous les noms évocateurs de l'autre, du sauvage, du vaincu, de son passé, mais aussi de traces de compromis, dans lesquelles nous inscrivons pour l'instant, la référence à Benbadis. Lieu de l'exotisme, du fantasme et de la muséification, la Casbah devenait ainsi un "centre historique", un conservatoire concentrant les références à l'Islam, à l'Orient, à l'Antiquité, à l'étranger etc. Le cinquième arrondissement qui comprend

des quartiers résidentiels de luxe recevait le plus grand nombre de références aux fleurs, façon d'y rendre le séjour plus agréable, le troisième et une partie du quatrième, plus officiels, se faisaient la vitrine du savant et du politique, quand des quartiers comme Hussein-dey affichaient un caractère populaire, industriel...

Un héritage ambigu.

Quoi de plus naturel, pour des hommes qui viennent de libérer leur ville et leur pays d'une présence étrangère et illégitime, que de vouloir se réapproprier pleinement les lieux, y compris, au niveau apparemment très symbolique de la toponymie ? Réintégrer le lieu et la jouissance pleine et entière du lieu, en réintégrant le nom, quoi de plus légitime ? Mais en 1962, ce que les Algérois en particulier et les Algériens en général réintègrent, ce qu'ils se réapproprient est complexe et ambigu. Il tient même un peu du cadeau empoisonné. Il est bien évident qu'on ne remet pas alors les pendules à l'heure, qu'on ne réintègre pas un état idéal de pureté et d'authenticité supposé avoir été laissé en suspens en 1830, dans l'attente de sa restauration définitive. On ne retrouve ni les murs de l'originelle Casbah, ni les noms qui les désignaient, ni le mode de vie qui les caractérisait. On se retrouve, pour schématiser, avec les produits d'un viol, qui vous condamnent à l'incapacité de faire comme si ce viol n'avait jamais eu lieu. D'où la difficulté de juger, si tant est que le rôle de l'homme de science était de le faire, des hommes et quelques femmes qui entreprennent de réalgerianiser Alger et l'Algérie en général. La fameuse formule du grand Kateb Yacine concernant la langue française, considérée par lui comme un butin de guerre, pourrait alors s'appliquer à bien d'autres objets, dont la patrimonialisation souvent inévitable en gros, ne pose pas moins d'épineux problèmes, liés au contexte de leur naissance. Il s'agit de trier dans un héritage allant du très concret parc immobilier à la très symbolique nomenclature des noms de rues, par exemple. Or, le code de la famille(43) est là, aujourd'hui, pour nous rappeler, a posteriori, que les Musulmans n'héritent pas de non-Musulmans (et réciproquement). Mais au-delà de ces préoccupations théologiques qui, à cette époque, n'auraient affleuré que pour trouver dans la formule de Kateb (même venant d'un mécréant honni) une solution licite au problème, en tout cas pour ce qui ne relevait pas du symbolique, il est clair que l'Algérie indépendante n'avait aucune raison de perpétuer le culte de Bugeaud, Mac Mahon et consorts... De toute façon, même si l'idée de "purification" n'est pas absente chez les premiers hommes qui reprennent la ville juste après 1962,

cette idée relève rarement du religieux. Il faut encore une fois effacer le plus possible de traces "négatives" du viol, car le hic, c'est qu'il y a des traces qu'on peut qualifier de positives ou au moins de neutres.

Encore une fois, le retour à avant 1830 n'était pas envisagé, pas envisageable. Les hommes qui libéraient l'Algérie étaient aussi les produits de la "nuit coloniale", sans laquelle la lutte anti-coloniale, la pensée anti-coloniale étaient bien évidemment un non-sens. Le fait même de baptiser des rues selon un modèle qui relève du commémoratif faisait partie de cet héritage ambigu. Ici, moins qu'ailleurs, la conception immaculée est de l'ordre de l'impossible. De plus, si la nécessité d'un tri se faisait sentir, c'est qu'il n'y avait pas que des Bugeaud qui étaient glorifiés. Avant 1962, il existait un chemin Abdelkader, une rue Cheikh Benbadis, une rue Averroès et d'autres qui montrent la complexité du processus aussi bien avant qu'après l'indépendance. La table rase est rendue relativement impossible, elle laisse la place plus souvent qu'on ne le croit à la nécessité de la réinterprétation de matériaux devenus, par la force des choses, patrimoine commun, lieu de mémoire commun à deux ennemis irréductibles, même si cette communauté ne signifie évidemment pas une communauté de sens.

Rendre la ville aux "Ouled el Houma".

Les premiers hommes et quelques femmes, les cercles de militants dans des kamas ou cellules du FLN, qui se chargent de ce type d'opération dans la première période de l'indépendance, qui s'emploient à expurger les murs de la ville de noms qui rappellent l'ancien occupant, semblent moins préoccupés "d'authenticité identitaire" que de ce qu'on appellerait aujourd'hui "le devoir de mémoire". Ce devoir, et il est aisé de le comprendre, se pose alors avec une grande acuité. Ces hommes et ces femmes regardaient comme un devoir absolu de maintenir leurs compagnons morts parmi les vivants pour un toujours indéfini, d'en maintenir vivace le souvenir. Certes, il s'agissait pour eux de baptiser les rues et autres lieux publics aux noms de ceux qui ont consenti le sacrifice suprême et ainsi mérité de la patrie, mais l'idée était aussi de rendre ces lieux à ceux qui en ont été privés de leur vivant et par leur mort. C'est ainsi que la priorité, à quelques grandes exceptions près, va être donnée aux "Ouled el houma". Enquêtes, recherches, vérifications permettent de recenser les morts originaires du quartier, de l'arrondissement et de leur "donner une place". Ces termes utilisés semblent traduire une volonté de nier la mort de ces absents d'une part, mais d'autre part, ils traduisent bien les attentes et conflits des vivants autour de ces opérations. "Donner

une rue à untel", c'est, bien sûr, donner un capital symbolique à ses proches. Le souci(44) premier est certes de garder avec soi, autour de soi tous ces compagnons et compagnes, amis et parents tombés, qui au maquis, qui dans les bagnes etc., voire même avant la guerre. Cette motivation est tellement forte, que le langage est loin de l'abstraction. Il s'agit, pour eux, de "donner à untel ou à untel" telle ou telle rue, comme si on leur concédait la propriété concrète d'un lieu, que leur souvenir (au moins) allait habiter, à défaut de leur corps. Les familles de ceux ou celles qu'on oublie adoptent d'ailleurs le même raisonnement, le même langage. C'est ainsi qu'on les voit protester contre le fait qu'on ne leur ait rien "donné" à l'indépendance pour parler de ce type précis de reconnaissance. Bien sûr, il n'est pas question pour nous de voiler le rapport souvent très direct entre capital symbolique et capital matériel. Nous sommes bien consciente, que dans ce qui s'apparente à un processus de sanctification, il y a souvent des retombées matérielles. Mais ce qui nous semble intéressant à établir, c'est la présence très consciente de l'idée d'appropriation du lieu par celui dont le nom sert à baptiser tel ou tel lieu. Les morts sont invités à continuer à vivre parmi les vivants, mieux encore à demeurer chez eux. A tel point que les "Ouled el houma" ont la priorité absolue et qu'à cette époque surtout, on n'est que rarement dans le registre du "culte des grands hommes" ou des héros d'exception, dont certains s'insinuent avec difficulté dans les listes, au prix de longues séances justificatives informant sur ce qu'on peut assimiler à des "karamat" dudit personnage.

Mais même sous cette forme, l'opération débaptisation-rebaptisation est loin d'être une opération de très grande envergure, au lendemain de l'indépendance. Sur les 2000 toponymes que l'Algérie française a pratiqués dans la ville d'Alger entre 1830 et 1961(45), seulement 271 vont être changés(46) dans les cinq premières années de l'indépendance.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, cette première opération ne touche qu'une partie très limitée des rues d'Alger dans l'immédiat après 1962. En effet, le guide d'Alger de 1967(47) n'en dénombre que 271. Les motivations d'ordre plus identitaire semblent encore sans grand impact; pour l'heure elles sont l'apanage de "savants" encore trop rares ou dont la légitimité n'est pas des plus évidentes, face à celles des combattants ou au moins des politiques.

L'opération se poursuivra, et le guide de 1971 ne montre pas non plus que l'attention qui y est accordée soit des plus grandes, puisque seuls 141 nouveaux changements y seront recensés. C'est semble-t-il vers la fin des années 1970, et plus tard, à partir des années 1980, que la fièvre prend.

Certes, cette fièvre se justifie par le fait que des "oublis" surprenants sont enregistrés: de nombreux noms de militaires français, même morts, continuent à "sévir" à Alger. Mais ce ne sont pas seulement ceux-là qui dérangent. Le contexte de ces années-là est celui de la lutte pour rendre l'environnement "authentique"; et toute présence étrangère va devenir de plus en plus indésirable. Par étranger aux murs de la ville, on entendra de plus en plus ce qui est à consonance européenne, sans vraiment faire dans la nuance. Même des noms de grands hommes dits "occidentaux" choisis après 1962 et au-delà, au moment où tiers-mondisme et socialisme font l'identité politique du pays, échappent difficilement à la purification.

Mais il faut sans doute se pencher sur le contenu des changements pour mieux comprendre ce qui se joue dans la ville.

Pour les 271 premiers changements, il semble qu'on se soit, encore une fois, surtout préoccupé de faire de la place aux héros du peuple, sans autres grandes préoccupations, sans se préoccuper fondamentalement du sens qu'on fait disparaître. Noms de fleurs(7), d'arbres et plantations (5), de fruits(2), d'animaux(5), de lieux, villes ou régions français (10) ou italiens (il est vrai, évoquant une victoire militaire française, 01), mais aussi marocains ou maghrébins (03) ou africains comme la mythique Tombouctou (01), et même algériens ou algérois (09) disparaissent. Des noms motivés par la proximité de tel ou tel lieu, de telle ou telle fonction disparaissent aussi (écoles, carrières, usine, mairie, regard etc.). Même des symboles religieux musulmans (croissant, minaret), juifs (sabbat), communs (pèlerins) ou historiques (janissaires) n'échappent pas au ménage. Rois, reines, héros berbères ou carthaginois cèdent aussi la place (Juba, Sophonisbe, Annibal, Scipion etc.). Le boulevard de la République est débaptisé et avec lui, la rue de la Fraternité. Parmi les notoriétés "indigènes", un arabisant qui a eu le tort d'être aussi berbérissant (Belkacem Bensédira)(48) disparaît.

Le ménage semble donc s'être fait sans grande méthode, même si certains traits permanents sont déjà là. Cela se vérifie-t-il dans ce qui est mis en place? En dehors de la liste de noms des martyrs, 21 noms sont introduits, dont cinq existaient déjà avant l'indépendance. Ils concernent des personnalités algériennes, celles qui faisaient déjà partie du répertoire de la ville coloniale, dont le déplacement va contribuer à donner un autre contenu: (L'émir Abdelkader, qui avait un chemin au cinquième arrondissement, va hériter d'une place centrale en ville, enlevée à Bugeaud; le cheikh

Benbadis qui régnait dans une rue du deuxième arrondissement, va y avoir une place en surplus, mais celle-là en remplacement de Lavigerie, le Cheikh el Kamal, lui, qui occupait la rue de la Carrière avant 1962, va prendre l'ex-rue Branly). A ces personnalités algériennes, s'ajoute le seul bey Salah Mahieddine, qui prend place à l'ex-rue des Janissaires. Un leader africain (Patrice Lumumba), un français (Henri Dunant) et l'américain Kennedy sont les seuls changements introduits parmi les noms propres. Quatre noms collectifs sont introduits (les martyrs ont désormais leur place à l'ex-place du Gouvernement et leur boulevard à l'ex boulevard Bru, les libérés s'installent dans l'ex-rue des Colons, et les fusillés du 17 Mai 1957 chassent Polignac). La liberté, pas celle du tryptique français, mais la *houria*, a désormais son parc, à la place de l'ex-maire d'Alger de Galland, de même que la rue de l'indépendance chasse l'explorateur Savorgnan de Brazza. Trois dates, celles du 1er Juillet (et non le 5 juillet), du 1er mai et du 1er Novembre célèbrent le déclenchement et l'aboutissement de la guerre, mais aussi l'orientation socialiste de l'époque. Les visées internationales de l'Algérie indépendante sont affichées à travers cinq noms de lieux: Tripoli (à la place de Constantine) du fait du congrès et de la charte du même nom évidemment, Port-Saïd et Dar Es-Salam, Pékin et l'Afrique. Enfin, fait important, huit femmes mettent le pied dehors et s'installent dans les rues de la ville(49). Les huit sont des héroïnes de la guerre d'indépendance nationale. Elles prennent place auprès de onze autres évocations féminines(50) datant d'avant 1962.

Entre 1967 et 1971, 141 autres changements sont opérés, pour porter le total des changements à 411(51). Vingt d'entre eux touchent à des rues qui ne portaient pas de nom propre(52): quatre nouveaux noms de fleurs et arbres, cinq d'animaux, six de lieux évocateurs de la France disparaissent. Mais on voit aussi bizarrement Bologhine, fondateur de la ville berbère pré-ottomane d'Alger, perdre sa rue et ne plus avoir droit qu'à une impasse (tout un symbole). El Mossili, lui aussi s'éclipse avec les Chevaliers de Malte, que tout séparait pourtant.

A la fin des années 1970 et au début des années 1980, le guide d'El Djazair dénombre pas moins de 921 changements, c'est-à-dire 510 de plus(53): un travail beaucoup plus systématique, plus méthodique, avec des visées identitaires et idéologiques bien affichées. On s'y attaque aux noms de lieux, essentiellement évocateurs de la France (67 de plus), mais il y a aussi d'autres villes maghrébines, espagnoles, africaines, voire algériennes qui disparaissent là aussi (Abidjan, Agadir, Arzew, Bizerte etc.). Noms d'animaux et

de fleurs continuent à s'effacer, mais on en choisit dans ce registre des nouveaux (cerisiers, peupliers), et on en garde encore certains (glycines, pins, chat, chèvres), ou du moins échappent-ils à la vigilance. Un autre roi berbère, Boccus, disparaît, mais celui-là avait trahi Jugurtha et s'était rallié à Rome, lequel Jugurtha est le seul à être retenu avec la prononciation arabe(Youghourta). Des dignitaires religieux, dont on sait peu de choses, disparaissent (El Hodeïfi Méziani, d'autres sont déplacés El Kinaï, El Kamal...), des toponymes locaux (Casbah, Bouzaréah, Oued Kniss) s'en vont aussi.

Le sens visé à travers les nouvelles dénominations est de plus en plus fortement la ré-installation du référent islamique comme référent dominant. Petit à petit, on semble s'acheminer vers cette crise qu'Omar Lardjane(54) interprétait comme la fin d'un consensus instauré dans le mouvement nationaliste algérien, et que nous pourrions, en paraphrasant Stéphane Michonneau(55) (qui parle de l'échec de l'Espagne du 19^e siècle à hispaniser les Espagnols), résumer en la difficulté pour l'Etat à "algérianiser les Algériens". Paradoxalement, c'est au moment où les textes juridiques se multiplient, où un comité d'experts auprès du ministère de la Défense est installé(56), où l'on est pris de fièvres commémoratives tous azimuts, que les choses se gâtent. Chacun reprend les siens: Messali va à Tlemcen, Abane à Béjaïa, Abbas à Sétif, Mammeri à Tizi-ouzou. Les batailles autour des baptisations-rebaptisations n'ont pas fini de faire parler d'elles. Et jusqu'à aujourd'hui, Alger n'a pas encore ressenti le besoin d'honorer la mémoire du Cheikh El Anka, Dahmane El Harrachi ou Fadila Dziry. Mouloud Feraoun, assassiné par l'OAS à Alger n'y a pas non plus trouvé refuge. Et contrairement à l'Alger colonial, aucun ancien édile de la ville n'y voit sa mémoire honorée.

(1) Ce dernier terme est signalé par Tal Shuval, La ville d'Alger vers la fin du XVIII^e siècle: population et cadre urbain, Paris, CNRS, 1998.

(2) En arabe "Triq el baylek", littéralement rue, voie du beylick, qu'on pourrait traduire par voie publique, (remplaçant sûrement la désignation médiévale et pré-ottomane du "triq essoltane": voie royale qui, en dehors des agglomérations, servait de passage à la mehalla chargée de prélever l'impôt, au moins depuis les Hafides).

(3) Deluz, Jean-Jacques, L'urbanisme et l'architecture d'Alger: aperçu critique, Alger, Liège, OPU; Mardaga, 1988, p.23

(4) Voir surtout: Klein Henri, Le Vieil Alger et sa banlieue, in:

Feuillets d'El-Djezaïr, vol.3, 1912, pp.5-78

Les rues de l'ancien et du nouvel Alger., in: Feuillets d'El-Djezaïr, vol.6, 1913, pp.5-44

(5) Nabila Oulebsir, Discours patrimonial et création architecturale. Le comité du vieil Alger, in: Alger. Une ville et ses discours
L'invention de la tradition: les travaux du Comité du Vieil Alger (1905-1930), in:

(6) Omar Carlier, L'Espace et le temps dans la recomposition du lien social: l'Algérie de 1830 à 1930, in: Urbanité arabe, pp. 149-224

(7) Sadri Bensmail, La ville comme lieu du changement des pratiques et de représentation idéologique. Dialogues et affrontements interculturels en Algérie, in: Ethnic encounter and culture change. Begren/London, 1997, pp.17-35

(8) Luc Vilan, Les Arcades de la Casbah: alignements dans Alger, in: Paris s'exporte.

(9) François Pouillon, La vie d'Etienne Dinot, peintre en Islam, Paris, Balland.

(10) Plan d'Alger et des environs dressé au dépôt général de la guerre, par ordre de Mr le duc de Dalmatie, ministre de la guerre, sous la dir. Mr le lieutenant-général. Pelet, levé par les officiers du corps d'Etat-major de la brigade topographique d'Afrique sous les ordres de Mr le Chef de bataillon Filhon, Paris, 1832.

(11) Brahim Atoui, Toponymie et espace en Algérie, Université de Provence (Aix Marseille I), dir. Marc Côte, 1996.

(12) Fodil Chériguén, Toponymie des lieux habités (les noms composés), Alger, Epigraphe, 1993.

(13) Le Plan Pelet a été publié en 1832.

(14) Le décret portant Hommages publics est publié en avril 1963.

(15) Henri Klein, op.cit.

(16) Voir quand-même: E.Pasquali, L'évolution de la rue musulmane d'El-Djezaïr, in: Documents algériens, série culturelle: villes d'Algérie, N°75, 25 avril 1955.

(17) Dauzat cité par Brahim Atoui.

(18) Mais, même si cela ne console pas, ce n'est pas forcément une spécificité algérienne. En jetant un coup d'œil sur la base de données " Electre ", par exemple, on constate la rareté de travaux universitaires sur la question de la toponymie urbaine. La plupart des publications sur la question sont classées sous les rubriques " Régionalisme ", " Tourisme ".

(19) Voir à ce sujet la réflexion de Larbi Ichheboudène sur la notion

de nostalgie, in:

(20) Brahim Atoui, p.211

(21) La Bruyère cité par Jean-François Chanet, La Fabrique des héros, in: Vingtième siècle: revue d'histoire, Janv-Mars 2000, pp. 13-34.

(22) Philippe Raynaud, La commémoration: illusion ou artifice?, in: Le Débat, histoire, politique, société, Janv-Févr.1994, N°78, pp.104-115

(23) E.Pasquali, op.cit. et pour plus d'approfondissements Lucien Golvin, Le Maghrib central à l'époque des Zirides: recherches d'archéologie et d'histoire, Paris, arts et métiers graphiques, 1957

(24) Il y a d'ailleurs une rue portant le nom de " café de Bougie: kahouat Bdjaya " et une référence aux Béné Achir dans la liste des toponymes d'Alger avant la colonisation.

(25) Voir par exemple pour la ville allemande de Cologne Johannes Kramer, Strassennamen in Köln zur Franzosenzeit (1794-1814), in: Romania Occidentalis, Band 9, Würzburg, Wissenschaftlicher Verlag A.Lehmann.

(26) J.Hillairet, Dictionnaire historique des Rues de Paris, 2T.

(27) Je lui distillerais du vinaigre dans les yeux.

(28) Encore en usage en kabyle aujourd'hui " Lallas n'tullas ".

(29) La remarque me semble avoir déjà été faite par Nacéra Benseddik.

(30) Si l'on n'est pas surpris de retrouver la trace des Kabyles et des Mozabites à Alger, l'existence d'un Djamé spécifique aux Béné Chebana nous semble un indice de leur possible participation aux côtés de Kheireddine à la prise d'Alger et à sa reconstruction comme pour les Béné Melikeuch, leurs voisins de Petite Kabylie. Pour plus de détails, voir: Louis Rinn, Le Penon de Argel: communication faite le 27 mai 1902 à la section d'histoire et d'archéologie, extrait du Bulletin de la société géographique d'Alger et de l'Afrique du nord, 1è trim. 1902, 14p.

(31) Henri Klein, Les rues de l'ancien et du nouvel Alger, in: Feuillets d'El Djezaïr, vol.6, 1913

(32) Voir plus haut la remarque de Luc Vilan sur la similitude des discours avec ceux du XVIIIè siècle sur le Paris médiéval

(33) Plan d'Alger et des environs dressés au dépôt général de la guerre, par ordre de Mr le duc de Dalmatie, ministre de la guerre, sous la dir. Mr le lieutenant-général. Pelet, levé par les officiers du corps d'Etat-major de la brigade topographique d'Afrique sous les ordres de Mr le Chef de bataillon Filhon, Paris, 1832.

- (34) Klein, Henri, Les rues de l'ancien et du nouvel Alger, in Feuillets d'El Djezaïr, vol.6, 1913.
- (35) Brahim Atoui, op.cit.
- (36) Jocelyne Dakhli, Des prophètes à la nation: la mémoire des temps anté-islamiques au Maghreb, in: Cahiers d'études africaines, n°107-108, XXVII-3-4, 1987, pp.241-267
- (37) Voir le récit d'Elisabeth Crouse, Un rêve d'El-Djezaïr, 1906 cité par Mouny Berrah, De Delacroix à Picasso, femmes d'Alger, in: Alger, 1000 ans de lumière, GGA, RSM [sd]
- (38) Johannes Kramer, op.cit.
- (39) J.Hillairet, op.cit.
- (40) Victor Demontès, Trois ans d'exil, trois ans d'intrigues: le dey Hussein en Italie, in: Bulletin
- (41) Voir notices biographiques de ces deux derniers réformistes dans: Achour Cheurfi, La classe politique algérienne de 1900 à nos jours: dictionnaire biographique, Alger, Casbah éditions, 2001.
- (42) Louis Rinn, op. cit. Il ajoute à la fin de l'opuscule " Nous ne devons pas oublier que Krireddine (sic), le vainqueur du Penon de Argel, fut notre hôte à Marseille et Toulon en 1543 et 1544, et que pendant ces deux années, grand amiral de la flotte ottomane, mis par le sultan à la disposition du roi François 1er, il a vaillamment combattu pour la France...
- (43) Adopté depuis 1984.
- (44) Entretien avec Ahmed Haddounou, dit Ahmed El Cabas, que nous tenons à remercier ici.
- (45) Guide d'Alger et du Grand Alger: Plan d'Alger et nomenclature des rues, Clavisson, Jacques Gandini, 1994.
- (46) Nous avons croisé les plans de Pelet (1832), l'article de Klein (1913), un plan de 1946 et celui de 1961.
- (47) Dalil el Djazaïr: Alger: plan et nomenclature des rues, boulevards, places, avenues, passages, quais etc, Lyon; Alger: Francis Bérerd; SNED, 1967, (Coll. Des Guides Pol).
- (48) Auteur de cours de langues berbère et arabe. Si Saïd Boulifa, auteur de: Le Djurdjura à travers l'histoire, 1925, sera aussi sacrifié. On voit par contre jusqu'à nos jours honorer la mémoire de Mohamed Bencheneb, défenseur du seul patrimoine arabo-musulman
- (49) Aïcha Ammari (ex-rue de la Tourette, 2è arrdt), Atika Benahmed (ex-rue Jules Dalou, 5è arrdt), Hassiba Benbouali (4è-5è), Malika Gaïd (ex-rue Maréchal Joffre, 7è arrdt), Malika Kharchi (ex-de la mairie, 8è), Ourida Meddad (ex-rue Gambetta, 2è arrdt), Saliha Farhat (ex-rue Corot, 4è arrdt), Saliha Ouatiki (ex-rue Marceau, 5è)
- (50) Edith Cavell (héroïne britannique, 1865-1915, fusillée par les Allemands en raison de son activité au service des alliés en Belgique occupée), Femme sauvage, Hélène Boucher (aviatrice française 1908-1934, tuée en vol d'entraînement), Isabelle Eberhardt (1877-1904, écrivain convertie à l'Islam), Juliette Dodu (1850-1909, aide-télégraphe, interceptait des messages allemands en 1870), Lalahoum, Lavandières, Luce Ben Aben, N'fissa Ramdane (fille de Hassan pacha, inhumée au cimetière Benali à la Casbah), Notre dame d'Afrique
- (51) Alger: guide et renseignements pratiques, SNED, 1971
- (52) (Bologhine, El Mossili), (Armandiers, Aubépine, Coquelicots, Giroflées), (Aigle, Coq, Cygne, Dauphins, Moutonnière), (Bellevue, Bourgogne, Jemmapes, Languedoc, Provence, Verdun), (Arcades, Aqueducs), (Chevaliers de Malte)
- (53) Guide d'El Djazaïr: plans détaillés par quartiers, nomenclature des rues, renseignements pratiques, SEED [sd].
- (54) Omar Lardjane, Identité collective et identité individuelle, in: Elites et questions identitaires, Alger, Casbah, 1996, pp.13-23.
- (55) Stéphane Michonneau, op.cit.
- (56) Arrêté du 6 octobre 1998 portant création de la commission permanente spécialisée de toponymie du Conseil national de l'information géographique, dont fait partie Brahim Atoui.

VUES D'ALGER ET LIEUX COMMUNS : FRAGMENTS POUR UNE HISTOIRE DE LA REPRESENTATION FRANÇAISE DE LA VILLE ENTRE COLONISATION ET DECOLONISATION

Alain Messaoudi

Résumé:

En recherchant aujourd'hui les descriptions d'Alger qu'ont rédigées les Européens pendant la période coloniale pour mieux connaître la ville d'alors, on n'est pas sans ressentir une certaine déception. Alger est un passage quasi obligé du voyageur et bientôt du touriste visitant l'Algérie. Elles témoignent d'un ressassement du point de vue qui fait modèle.

Dans un premier mouvement, la curiosité se porte le plus souvent sur le noyau ancien de la ville qu'il soit objet de dégoût ou d'admiration. Débris d'un passé sordide pour les progressistes hygiénistes apôtres de l'air et de la lumière. Ou custode d'une beauté défunte pour les romantiques amoureux du passé et de la couleur locale. La Casbah concentre généralement l'attention. Ce n'est que dans un deuxième temps que le regard embrasse les faubourgs, lieux de mélange et de transformations. Ce modèle de perception produit des textes d'une valeur très inégale et souvent faible pour celui qui en attend un savoir positif sur la ville. Cherchant à communiquer une impression plus qu'à inculquer un savoir c'est sur la perception de la ville par les Européens fraîchement débarqués qu'ils nous en apprennent le plus.

Une lecture des descriptions d'Alger, des guides touristiques aux récits de voyageurs, en passant par les œuvres littéraires et en aboutissant à la synthèse de René Lespes, publiée dans le cadre du Centenaire de 1930, permet de restituer les nuances et les variations du modèle. Il m'a paru cependant intéressant d'en étudier plus particulièrement, d'une part, les prémisses, de l'autre, les premiers infléchissements qui lui sont portés, quand l'axe monumental du Bd Laferrière tend, après 1930, à capter le premier regard.

Pour cela je me suis attaché tout particulièrement aux textes qu'ont consacrés à Alger deux illustres savants, connaisseurs des langues et des sociétés autant que voyageurs: en amont de la conquête française, la description de Jean Michel Venture de Paradis, chancelier interprète au service de la France en séjour à Alger, entre 1788 et 1790, texte qui n'est édité qu'un siècle plus tard; à la fin de la période coloniale, le chapitre que Jacques Berque consacre en 1962 au quartier Laferrière, comme lieu exemplaire de la mutation qui s'opère entre deux guerres.

Ma curiosité pour une ville que je n'ai habitée ni traversée n'est sans doute pas une fantaisie particulière. Il me semble qu'Alger conserve aujourd'hui pour les Français une puissance évocatrice et, par conséquent, une force d'attraction que n'ont pas les autres métropoles côtières de la rive sud de la Méditerranée. Alexandrie est bien lointaine et trop certainement déchue. Tripoli évoque la torpeur et l'ennui. Tunis ne dégage pas d'image forte. Oran semble trop matérialiste. Tandis qu'Alger fait peur, belle et dangereuse, avec les hauts lieux luxueux et les bas-fonds sordides de sa façade panoramique, et, loin derrière cet écran familier pour avoir été tant reproduit par l'image, tout l'inconnu de la ville aux limites incertaines. Le contraste entre l'ampleur de la diffusion des peintures et photographies de la ville en front de mer à l'époque coloniale, et la rareté des images de l'intérieur de la ville contemporaine intrigue(1). Après dix années où la guerre a fait reporter tout voyage, s'affirme le désir de voir de ses yeux ce sur quoi on a tant lu.

En effet, Alger a donné lieu à une littérature considérable. Relativement rares et tardives sont les monographies qui font d'Alger un objet d'analyse urbaine(2). En revanche, innombrables sont ceux, voyageurs et touristes, mais aussi, dans un second temps, témoins enracinés dans leur ville, journalistes, artistes, qui ont donné descriptions et impressions de la ville. Cette production considérable a permis la constitution d'un puissant réseau d'images, pérenne.

C'est un phénomène qui en soi n'a rien d'exceptionnel: on le retrouve pour toutes les villes d'une certaine importance, au Maghreb(3) comme dans le reste du monde occidental(4). Si l'imaginaire construit autour d'Alger est particulièrement documenté, c'est qu'il est d'emblée celui d'une capitale, non seulement à l'échelle algérienne, mais aussi à celle de l'Afrique du Nord(5), voire de l'empire français(6).

S'il reste aujourd'hui encore fortement présent, c'est à relier à une forte mémoire pied-noir d'une part, au nombre des franco-algériens de l'autre: passagers des deux rives, les uns

et les autres nourrissent par leur rapport intime et renouvelé à la ville-capitale l'attrait de ceux qui n'ont pas fait le voyage(7).

Images et textes de la période coloniale sont ainsi réédités, redécouverts, souvent sans recul critique, et l'emportent par leur masse sur ceux, plus rares, de la ville contemporaine(8). Grâce à ce goût qui n'est pas toujours sans nostalgie régressive, une documentation nombreuse est aujourd'hui d'accès aisé(9).

Mais ce processus de remise au jour reste partiel, souvent inconsciemment ou implicitement, dans son apparent désordre(10). Il ne faut donc pas confondre les représentations anciennes de la ville et leur réorganisation actuelle. Or, l'immensité du corpus des images et des textes sur Alger impose un critère de sélection explicite. Dans quelle mesure ces mots et ces images font-ils voir, dans quelle mesure rendent-ils aveugles ? Comment distinguer la vision neuve, l'intuition, du déjà vu paresseux et confortant ? Où trouver un œil à la fois averti et frais, savant, apte à déchiffrer les différents langages de la ville, et capable aussi d'une distance qui rappelle tout ce que l'évident peut avoir d'arbitraire ?

On a décidé ainsi, tout en survolant le plus grand nombre possible des ouvrages spécifiquement consacrés à Alger, de concentrer notre attention sur quelques textes, avec pour hypothèse que la connaissance des différentes langues parlées par les habitants d'Alger laissait supposer, a priori, une certaine compréhension de la ville. Ce critère n'est pas sans défaut : la capacité linguistique ne suppose pas l'intelligence des situations. Il est par ailleurs d'un usage délicat : souvent, à l'exception des savants dont les œuvres témoignent de leur compétence, on ne sait rien des usages linguistiques des auteurs, ou ce qu'on en sait est très grossier - qu'il a appris ou qu'il parle telle langue(11). Or, parmi les savants patentés, rares sont ceux qui, connaisseurs consacrés des sociétés maghrébines et de leurs langues, ont consacré des travaux ou consigné des observations sur Alger(12). Arabisants et berbérissants d'Algérie ont en effet généralement concentré leur attention sur des terrains qu'ils sentent plus sauvages, ruraux ou provinciaux, loin de la ville européenne ou européanisée. On a cependant deux textes importants sur Alger, qui, séparés de près de deux siècles, encadrent - est-ce un hasard ? - la période coloniale. L'un et l'autre sont dus à des hommes dans la force de l'âge qui ont en commun la connaissance des langues et l'engagement dans l'action politique. Le chancelier interprète Jean-Michel Venture de Paradis, dont l'expérience des langues orientales et du monde ottoman est déjà grande, rédige ses notes après qu'il a été

envoyé à Alger à la fin de l'année 1788 afin de seconder le consul de France aux prises avec le dey pour un contentieux maritime. Il ne connaît pas la ville où il restera deux ans, mais a passé un quart de siècle dans l'empire ottoman, à Istanbul, à Saïda, au Caire, enfin à Tunis les six dernières années. Près de deux siècles plus tard, Jacques Berque, professeur au Collège de France, publie en 1962 *Le Maghreb entre deux guerres*(13). Il est parvenu à transformer une carrière d'administrateur colonial et à accéder aux plus hautes sphères savantes, comme le processus de décolonisation s'accélérait. Alger est sa ville natale, une ville encore déchirée par la guerre et déjà promise à un nouveau statut.

Alger-Regence: une échelle turque.

Le titre donné à l'édition des écrits de Venture de Paradis concernant Alger, *Alger au XVIII^e siècle*, est ambigu. Due à l'arabisant Fagnan, cette édition tardive (1898), contemporaine d'un courant de réhabilitation du patrimoine ancien de la ville(14), peut laisser croire qu'il s'agit là d'une monographie urbaine(15). Or Venture, comme d'ailleurs les autres Européens qui décrivent la ville avant 1830, ne s'y intéresse pas en tant qu'unité particulière. Les passages descriptifs, ceux qui détaillent les groupes sociaux et les pouvoirs politiques urbains, s'intègrent tous dans des développements qui sont destinés à faciliter la compréhension du pouvoir turc. Jean-Michel Venture de Paradis consigne en effet ses observations sur Alger afin d'être utile à son gouvernement.

Cependant ces notes, bien qu'elles demeurent plus d'un siècle inédites, sont d'une réelle importance pour l'image qu'elles donnent d'Alger. En effet, conservées à la bibliothèque royale après la mort prématurée de leur auteur lors de la terrible retraite qui suit le siège de St-Jean d'Acre par les armées françaises en mai 1799 - Venture avait été en effet nommé par Bonaparte premier interprète de l'armée d'Égypte - elles sont lues et régulièrement reprises sans être citées par ceux qui publient des descriptions d'Alger au cours du premier tiers du XIX^e siècle. De la même façon que Joseph Cuq a restitué à Venture des écrits anonymes sur Tunis largement diffusés au XIX^e siècle après leur publication par Chateaubriand en appendice à ses *Itinéraires*(16), on peut, en ce qui concerne Alger, retrouver plusieurs formulations de l'illustre interprète dans l'ouvrage de grande diffusion que publie en 1830 Jacques Mac Carthy(17) en le donnant assez abusivement pour une simple édition augmentée du Voyage du docteur Shaw(18). Si Mac Carthy annonce avoir utilisé Laugier de Tassy comme source complémentaire, il ne cite pas Venture -

ce qui n'est pas de Laugier est de sa plume, affirme-t-il. Or, on remarque de troublantes identités pour ce qui est des éléments descriptifs du site et de l'urbanisme, détachés des fonctions, des activités et des hommes qui animent le texte de Venture. C'est avec exactement les mêmes formulations que Mac Carthy répète, d'une part, qu'Alger est bâtie en amphithéâtre sur le penchant d'une colline, avec des terrasses, des rues étroites, le bas des maisons en pierre et leur partie supérieure en briques, sans places ni jardins; de l'autre qu'il est nécessaire d'amarrer les vaisseaux du port de nombreux câbles pour les y maintenir contre le vent du nord(19).

Venture ne donne que très peu d'indications sur le passé de la ville; en revanche, il tente d'évaluer le nombre de ses habitants, les différents groupes qui la composent. Il décrit les maisons dont il propose aussi un dénombrement, et s'attache tout particulièrement à détailler l'intérieur de celle du Dey, dont il dit la modestie et la similitude avec les autres - " la maison du Dey n'est point bâtie différemment (...). Les appartements [où il se tient] sont tout petits et étroits(20)". Il y a là l'amorce d'une analyse politique qui indique une relative égalité de rapport entre le dey, les grands du divan et les principaux hauts fonctionnaires de police et de justice.

Toutes ces considérations perdent de leur attrait une fois la ville conquise. On comprend donc qu'elles n'aient pas été reprises par Jacques Mac Carthy, et qu'elles soient tombées dans l'oubli jusqu'à ce qu'on songe à exhumer les traces du patrimoine historique turc de la ville.

Alger panoramique: la casbah, le port et les jardins.

Après 1830, l'unité d'un Alger à la fois ville et gouvernement s'est dé faite. La façade reste là mais le cœur n'y est plus. Ceux qui s'intéressent à l'une ne se soucient guère de l'autre, et vice-versa. D'un côté, les curieux de politique s'attachent à comprendre le fonctionnement des pouvoirs entre Français - un nouveau pouvoir qui semble pendant longtemps ne pas se donner le soin d'aménager la ville ou de construire un cadre bâti adéquat - ce que certains analyseront comme signe de médiocrité(21). De l'autre, les artistes répètent à l'envi l'émotion qu'ils ressentent au spectacle de la ville blanche. Mais l'attraction esthétique qu'elle exerce toujours sonne de plus en plus creux, puisqu'elle reste, si l'on adopte l'analyse de Fromentin, étrangère, sourde, réticente au nouveau pouvoir et aux bouleversements qu'il suscite(22). La ville blanche n'est plus qu'un repère où, entre mer et ciel, le regard s'accroche dans sa perspective panoramique de la baie d'Alger. Cette vision extérieure, superficielle si l'on veut, est la plus

abondamment représentée, dans l'iconographie comme dans les textes, qu'elle se fasse de la mer, reprenant le modèle général des représentations de la ville antérieures à 1830, ou de la terre, désormais conquise(23). Les nombreuses vues de l'extérieur de la ville (environs déserts, fortifications) ne contreviennent pas à cette vision(24). Un autre thème majeur, le port, s'y articule: il est plus souvent panorama que lieu de contact ou ébauche de place(25). Si on trouve aussi dès 1830 des vues de l'intérieur de la ville, elles s'attachent aux monuments pittoresques, aux rues étroites, et ont souvent le désir de saisir une réalité vouée à la destruction ou à la disparition(26). Le souci d'un monde ancien est sensible dès les premières années, avant de connaître les développements liés au tourisme et à l'affirmation d'une identité algéroise à la fin du siècle. C'est finalement peut-être les constructions nouvelles qui sont dans les premières décennies le moins documentées(27).

Textes et images n'évitent pourtant pas absolument de montrer des espaces de relations sociales. Ils donnent leur importance aux places, " autant de centres de fusion pour les deux races(28)", et tout spécialement à la place du Gouvernement. Peuplée, lieu de cérémonies où sont représentées les différentes communautés, elle pourrait symboliser l'association dont certains portent le projet politique ainsi dans une aquarelle anonyme de 1832, qui, d'une facture naïve, met en scène sur fond de Janina les différents habitants de la ville, européens et indigènes(29). Or, ce qu'elles montrent plutôt, involontairement, c'est sa difficulté: la mosquée est placée en contrebas de l'esplanade, et la statue équestre du prince français lui tourne le dos, semblant ainsi confirmer le pessimisme de Fromentin(30). Le constat reste le même entre-deux guerres, lorsque le square Bresson, témoignant du déplacement de la centralité de la ville vers le Sud, devient omniprésent dans la littérature(31). Ce lieu où se croisent les plus riches et les plus pauvres n'est pas le lieu de paix qu'on attendrait, du moins à en lire la nouvelle génération d'écrivains " algériens "(32).

Après Louis Bertrand, et avec des sympathies politiques différentes, Charles Randau ou Lucienne Favre mettent au centre de leur œuvre le petit peuple de la casbah et des vieux quartiers européens. Combattant les faux-semblants qu'impose la fonction touristique d'Alger, ils ne se départissent pas toujours d'anciens clichés pittoresques. Dans Sur le pavé d'Alger de Randau par exemple, le narrateur et son compagnon Kleiss, Européens des quartiers sud, entendent corriger les stéréotypes naïfs de la voyageuse métropolitaine dont ils se font les cicérone, mais - est-ce une contrainte éditoriale ? - le tour d'Alger qu'ils lui proposent

ressemble étonnamment aux itinéraires donnés par les guides(33).

L'ouvrage par sa définition même est pittoresque: le texte, peut-être élaboré à partir d'un album de dessins préexistant, a été en tout cas construit en fonction de ces dessins(34), pour l'essentiel des figures sur le modèle des *Cris de Paris*(35). Or, lorsque ces métiers et types sont mis en scène dans un décor urbain, c'est presque toujours dans celui de la ville ancienne(36), sans presque jamais mêler Européens et "indigènes"(37). Le refus d'envisager les mutations de la ville s'affirme sur les hauteurs des quartiers sud, étape incontournable du circuit. Lorsque le taxi fait l'arrêt attendu à un tournant du Tèlemly pour admirer la splendeur de la vue, Kleiss, indifférent au paysage, préfère croquer un maure et un juif, tandis que le narrateur plaisante les exclamations les plus courantes des touristes qui englobent dans leur élan admiratif la laideur des buildings, les réservoirs à gaz et le "réseau compliqué des fils électriques qui s'enchevêtrent en toile d'araignée au dessus de la rue"(38). Par ailleurs, alors que la traversée de la ville ancienne s'arrête sur toutes les figures pittoresques qu'ils croisent, le "quartier à buildings et à blocs (39)" qu'ils traversent en voiture ne donne lieu à aucune précision. Les références à la vie politique se limitent à quelques notations sur la présence du parti communiste, via des "inscriptions de propagande(40)" qui maculent le porche blanc de l'église Sainte Marciennne et la figure ridicule d'un vendeur juif de cravates(41). Lucienne Favre, sous une forme proche du documentaire (Dans la Casbah), ou par le roman (Bab el-Oued) donne des scènes de la vie de quartiers populaires qui ont une touche plus radicalement sombre et accusatrice. Il y a là perception des tensions sociales, de la révolution que couve la misérable kasbah, avec une référence explicite à Balzac(42), mais sans que ces tableaux de quartiers ne s'orchestrent en une symphonie urbaine. L'attention portée aux vieux quartiers prolétariés détourne des importantes mutations de la ville moderne au sud, et des bidonvilles qui se nichent dans les interstices de la ville.

Cette difficulté à représenter la ville dans sa complexe intégralité, on la retrouve dans les travaux universitaires sur Alger. La célébration du centenaire suscite certes la publication d'une étude ambitieuse, qui couvre l'ensemble de l'agglomération algéroise: Alger, étude de géographie et d'histoire urbaines de René Lespès(43). Mais si cette thèse de doctorat due à un agrégé d'histoire et géographie demeure encore aujourd'hui essentielle par sa richesse d'information et pour son bilan historiographique, elle échoue à faire véritablement synthèse, un échec où retentit peut-être le compartimentage de la ville que l'analyste n'est pas parvenu à

surplomber. S'il réorganise le plan d'un premier travail élaboré dans le cadre d'un projet urbanistique(44), c'est pour s'affirmer banal représentant de l'école de Vidal de la Blache(45). Or ce modèle qui s'attache avant tout à étudier les solutions humaines d'adaptation aux contraintes d'un site naturel, s'il satisfait une mythologie coloniale de la mise en valeur du sol, n'engage pas à aborder de front les problèmes sociaux qui différencient Alger des autres grandes villes métropolitaines. Cette ville qu'il dit certes particulière par ses fonctions de capitale, et problématique par la variété de sa population - d'où un long chapitre -, Lespès la fait rentrer dans le rang des monographies urbaines à la française, au prix d'une désarticulation qui coupe court à l'intelligence.

Alger-métropole: le système vu d'un quartier.

Le texte de Jacques Berque est comme à l'opposé, à la fois par le genre d'ouvrage où il s'inscrit (une synthèse libérée des contraintes de la thèse universitaire), par la démarche (sans ambition encyclopédique, il choisit de faire comprendre la ville à travers le prisme d'un quartier), et par la concision (une vingtaine de pages). Le passage qu'il consacre au "quartier Laferrière" est à l'exact milieu du *Maghreb entre deux guerres*(46). Fragment moderne placé à la suite de chapitres consacrés aux tribus, aux villages et à la ville de Fès, elles font écho à la description du *nahj el Bacha*, quartier aristocratique en déclin de la médina de Tunis. Cet exercice exemplaire de sociologie urbaine, introduit par des notations générales(47), suit un déroulement à la fois chronologique et topographique, à partir de la mer, en repérant la mutation humaine à travers celle du paysage urbain. Autour du boulevard Laferrière, nouvel axe central qui opère une jonction rapide entre "la nature sahélienne et le port", le quartier voit s'implanter la haute administration et des commerces de luxe. Aux anciens habitants, classe moyenne européenne provinciale, se superpose "un ton de haute vie urbaine", sur le modèle parisien. Berque joue avec les échelles: après avoir situé le quartier dans l'histoire du développement d'Alger, il nous promène dans ses rues, puis, au fil de la journée, nous fait pénétrer dans un immeuble, pour y décrire ses habitants et, par la presse, leurs préoccupations, avant de réinscrire l'axe du centenaire dans l'ensemble de la ville. Il y repère une propension nouvelle à se couler dans le moule métropolitain, qu'il retrouve dans la presse (la une est désormais consacrée aux nouvelles métropolitaines), en politique (avec le report des débats idéologiques sur Paris, les problèmes locaux laissés à l'efficacité de l'expertise) et dans le domaine culturel (par l'assimilation française d'une culture néo-latine, au risque de l'oubli d'une culture néo-

maghrébine). L'imposition de ce modèle n'est pas sans susciter des résistances dans le quartier même (les anciens habitants du quartier opposent au déferlement du chic parisien la forme modeste et folklorique de leur culture - la future culture pied-noir), tandis qu'un peu plus loin, dans la kasbah où les naissances l'emportent sur les morts, "la vitalité indigène, rejaillissant du dedans, assiège l'institution(48)". Berque, témoin de la guerre d'Algérie, en dit la dangereuse approche, paradoxalement figurée par la destruction des fortifications édifiées sous la monarchie de Juillet: en les remplaçant au début du siècle, le boulevard Laferrière a effacé le signe de la réelle confrontation sur laquelle s'est construite l'Algérie. Il y a bien une place, le Forum, cœur du système, mais vide de Musulmans.

Ces quelques pages ont un très fort pouvoir de suggestion, car elles conjuguent des critères qui justifient objectivement le choix de ce quartier et un attachement très subjectif. Berque, sans le dire explicitement, décrit le quartier où il a vécu, l'immeuble de son enfance(49). La force d'attraction de Paris, il la connaît intimement. Sa réussite, c'est d'utiliser le dernier cri parisien(50) pour mieux dégager les problèmes fondamentaux qui se posent à Alger. Une rétrospection heuristique que permet sans doute seule la distance. Et qui est due aussi à l'intégration de ce fragment d'histoire sensible dans un ensemble plus vaste.

C'est là un moyen d'ouvrir à l'intelligence d'Alger, au-delà des stéréotypes pittoresques ou académiques. Il invite peut-être, à l'image de Venture ou de Berque, à éviter d'en faire un objet d'étude en soi, pour ne pas être dupe des représentations induites par la personification de la ville. Ou bien, plus modestement, puisque cette représentation s'est irréfutablement constituée, à en faire l'étude génétique, pour ne pas oublier son historicité.

(1) Rares sont les ouvrages qui, comme ceux de Jean-Jacques Deluz, nous font "sortir de l'imaginaire de la ville amphithéâtre" (Alger chronique urbaine, Paris, Bouchène, 2001, p. 189).

(2) La première publication de René Lespès date de 1925. C'est un trait de l'école française de géographie d'avoir tardé à faire de la ville un objet spécifique d'étude. Au travail de Lespès, par bien des égards décevant, ne succéderont pas d'autres approches globales. Jean Pelletier le complète dans une thèse qui met en évidence l'importance de la ségrégation à l'échelle locale du quartier (Alger, 1955, essai d'une géographie sociale, Paris, Belles Lettres, 1959), tandis que Robert et Claudine Descloitres et Jean-Claude Reverdy

limitent leur analyse aux bidonvilles (L'Algérie des bidonvilles. Le Tiers monde dans la cité, Paris/La Haye, Mouton, 1961). Alger est ensuite l'objet d'analyses essentiellement sociologiques et urbanistiques comme celles de Farouk Benatia (Alger, agrégat ou cité, l'intégration citadine de 1919 à 1979, Alger, SNED, 1980), Maria Sgroi-Dufresne (Alger. Stratégies et enjeux urbains, Paris, ERC, 1986) ou Safar-Zitoun Madani (Stratégies patrimoniales et urbanisation. Alger 1962-1992, Paris, L'Harmattan, 1996).

(3) On pourrait le décrire pour Oran, Constantine, Fès, Marrakech, Tanger, etc. On dispose de nombreuses études partielles: ainsi dans les actes d'un colloque coordonné par Françoise Charras et Paul Siblot (Visions du Maghreb, Montpellier, 18-23 nov. 1985, Aix, Edisud, 1987) ou dans Villes dans l'imaginaire. Marrakech, Tunis, Alger. Cahiers d'Études Maghrébines, n° 4, janv. 1992.

(4) Avec le développement du tourisme urbain, on assiste à des rééditions orientées de ces textes qui ont fait et refont l'image de la ville, devenant constitutifs du son patrimoine (comme pour Nantes La forme d'une ville de Julien Gracq ?). Il s'agit d'en donner une image attrayante: le sordide n'y figure que sous une forme pittoresque sans danger.

(5) On peut noter qu'en 1852 déjà, pour Fromentin, "Alger demeure toujours la capitale et la vraie reine des Moghrebins" (Une Année dans le Sahel, 1858, éd. établie par Elisabeth Cardonne, Garnier Flammarion, 1991, p. 41). Les auteurs la gratifient ensuite régulièrement du titre de capitale de l'Afrique française (ainsi Gabriel Esquer, Alger, Arthaud, 1949, p. 170 ou Augustin Bernard, L'Algérie, Larousse, 1950, p. 24).

(6) Alger où se forme en juin 1943 le Comité français de libération nationale est capitale de la France libre jusqu'à la libération de Paris en août 1944.

(7) L'hypothèse du maintien d'une image forte de la ville d'Alger malgré l'absence de politique touristique volontariste depuis l'indépendance demande à être confirmée par une enquête auprès des professionnels du tourisme.

(8) Ce mouvement de rééditions mériterait en soi une étude. Peut-on le rapprocher du développement en France des publications sur l'histoire ou le patrimoine local, quant à lui en partie lié à celui du tourisme ?

(9) Ainsi ont paru récemment aux éditions Paris-Méditerranée l'effarant Alger. La mémoire de Mohamed Sadek Messikh (1997) qui utilise sans aucune distance critique une iconographie en grande partie coloniale pour illustrer un texte qui ne prolonge pas la mémoire au-delà de 1830, et l'utile Alger et ses peintres (1830-1960) de Marion Vidal-Buë (2000) qui donne une très importante documentation sur la représentation picturale de la ville.

(10) Retracer les contours de cette sélection permettrait sans doute d'écrire un chapitre d'histoire immédiate.

(Une année..., p. 47-48). La disposition de la statue a-t-elle suscité des commentaires défavorables avant l'entre-deux-guerres ? En 1936, elle est en tout cas ressentie comme symboliquement déplorable par l'écrivain René Janon (" Et puis n'est-ce pas dignement la vieille mosquée que devrait saluer de l'épée le Duc d'Orléans, plutôt que les panneaux-réclame d'une marque de cirage qui déshonorent le fronton des grands immeubles d'en face ? " (Hommes de peine et filles de joie, Alger, Ed. de la Palangrote, 1936, p. 50).

(31) Ainsi, entre autres, dans l'Alger de Montherlant, alors que la place du Gouvernement conserve, semble-t-il, la prééminence chez les peintres.

(32) C'est là, " au carrefour le plus animé de la belle ville ", que le narrateur de Randau (Sur le pavé d'Alger, Fontana, 1937, pp. 16-36) désabuse une ignorante journaliste débarquée de France, tandis que les revendeurs-trafiquants les harcèlent: les yaouleds sont misérables, les notables en burnous n'ont rien d'aristocratique, la dame élégante attablée est une " respectueuse ". Montherlant (Coups de soleil, p. 22 sq.) y fait observer avec un plaisir cruel les guides " mangeurs " des touristes.

(33) Il reprend en tout cas l'aperçu général que propose le guide bleu au touriste pressé qui ne consacre qu'une journée à Alger, jusqu'à la combinaison des promenades à pied et en taxi (Algérie Tunisie, Paris, Hachette, 1930. L'édition de 1955, p. 51, conserve le même schéma).

(34) Un indice de cette prééminence: la table des matières est constituée de leurs titres.

(35) Ou plutôt de leur forme réactualisée pour le livre dans la lignée des Français peints par eux-mêmes (Le Men (Ségolène) Abèles (Luce), Les Français peints par eux-mêmes, Panorama social du XIX^{ème} siècle, Paris, Les Dossiers du Musée d'Orsay, catalogue d'exposition, 1993).

(36) Quelques rares images cependant superposent les lignes droites, froides et vides de constructions modernes au délié et coloré de la vie ("Le fleuriste", p. 163, devant un élément de l'église St Augustin au fond), et annoncent les oppositions dont jouera plus tard Sempé croquant la France profonde et rurale aux prises avec la modernité, avec ses carrés potagers au pied des HLM (Rien n'est simple, 1962; Tout se complique, 1963; Sauve qui peut, 1964).

(37) Une exception: la foule mixte qui assiste square Bresson à la réparation du câble électrique du tramway ("Voiture de réparations", p. 29).

(38) Sur le pavé d'Alger, p. 119. Le livre cependant sacrifie à la convention en donnant une image de la baie - image où la végétation au premier plan ne laisse rien voir de toutes ces désagréables choses modernes.

(39) Id., p. 111.

(40) Ibid., p. 113.

(41) " La journée est belle pour lui quand, après avoir réalisé le gain de quelques francs qui lui permet de végéter, il peut promettre à des prolétaires de café-bar de les introduire avec lui dans le royaume de Dieu, qui n'est autre que celui de Karl Marx." (p. 97).

(42) Dans la Casbah, Grasset, 7^{ème} éd., 1937, p. 248.

(43) Paris, Librairie Félix Alcan, 1930, 860 p.

(44) Alger. Esquisse de géographie urbaine. Introduction au plan d'agrandissement et d'embellissement de la ville d'Alger, Alger, Jules Carbonel, 1925. La publication de 1930 inverse l'ordre en plaçant l'aménagement du site avant le mouvement de la population et en insérant " Alger, ville d'hivernage ", chapitre conclusif en 1925, dans cette première partie qui regroupe ainsi tout ce qui correspond à l'évolution historique de la ville avant l'étude des caractères démographiques et économiques de la ville contemporaine.

(45) Le plan d'exposition est typique: conditions naturelles; Alger avant 1930; développement de la ville; mouvement de la population; port; grands travaux d'édilité. Aucun questionnement social ne sous-tend ces derniers chapitres, comme s'il ne s'agissait que de problèmes techniques. La nécessité d'une modernisation de l'équipement (le port, l'adduction d'eau) et d'un affranchissement du corset des zones de servitude militaire avaient été par ailleurs déjà bien observées par E. Reclus en 1885.

(46) Elles terminent le chapitre final (" Quartiers ") de la 2^{ème} partie (" Fragments d'histoire locale ") de l'ouvrage qui en comporte quatre, épilogue non compris et ouvrent sur le " faux apogée " du " Maghreb vers 1930 ". Berque manifeste la pérennité de l'intérêt qu'il porte à la connaissance d'Alger en donnant des préfaces aux travaux de Descloîtres (1961) et Benattia (1980).

(47) " Par l'échange continu qui s'y opère entre l'espace, le temps, les rythmes sociaux et l'éthique, le quartier relie donc les grandes lois historiques à la chaleur du groupe qui se fait ou se renouvelle. " (éd. Cérès, 2001, p. 312).

(48) Ed. Cérès, 2001, p. 354.

(49) Dans une démarche qu'on retrouve, plus tard, chez Pierre Sansot (La France sensible, Seyssel, Champ Vallon, 1985) ou dans les Essais d'ego-histoire (réunis par Pierre Nora, Paris, Gallimard, 1987).

(50) Berque fait ainsi référence aux travaux de sociologie urbaine entrepris sous la direction de Paul-Henri Chombart de Lauwe. Renouvelant l'approche méthodologique et, avec Jacques Bertin, l'expression graphique, on remarquera qu'ils prennent la capitale pour objet (Paris et l'agglomération parisienne. t. I, L'espace social dans une grande cité; t. II: Méthodes de recherches pour l'étude d'une grande cité (écologie, statistique, expression graphique); Etudes comparatives des unités résidentielles, Paris, PUF, 1952).

- (11) Ainsi, Charles Randau nous fait supposer sa maîtrise de la langue arabe par l'intermédiaire du narrateur dans *Sur le pavé d'Alger*, Fontana, 1937.
- (12) Les *Souvenirs et visions d'Afrique* d'Emile Masqueray, publiés en 1893, ne font par exemple aucune place à Alger. C'est à l'envoi d'un brillant étudiant parisien, Marcel Cohen, par son maître désireux de développer la science linguistique, Octave Meillet, qu'on doit une thèse sur *Le dialecte arabe des Juifs d'Alger*.
- (13) A Paris, aux éd. du Seuil. L'ouvrage connaît deux rééditions augmentées en 1970 et 1979. La dernière a été republiée en 2001 à Tunis par l'éditeur Cérès. Les pages concernant Alger, sauf quelques notes, demeurent telles quelles d'une édition à l'autre.
- (14) Avec comme manifestation la constitution en 1905 d'un comité du Vieil Alger présidé par le lieutenant-colonel de Grammont (Nabila Oulebsir, "Discours patrimonial et création architecturale. Le comité du Vieil Alger" in Naget Khadda et Paul Siblot (éd.), *Alger, une ville et ses discours*, actes du colloque de Montpellier, avril 1996, Praxiling-U. de Montpellier III, 1996).
- (15) Alger n'a pas suscité d'ouvrage arabe qu'on puisse rééditer, contrairement à Fès par exemple, dont A. Bel édite en 1923 un récit de fondation contemporain des mérinides, la *Zahrat el-Âs ou Fleur du myrte*.
- (16) Dans sa nouvelle édition des textes de Venture sous le titre de *Tunis et Alger au XVIII^e siècle*, Paris, Sindbad, 1983.
- (17) Il s'agit du père d'Oscar Mac Carthy, le modèle du personnage de Vandell mis en scène par Fromentin dans *Une année dans le Sahel*.
- (18) *Voyage dans la régence d'Alger ou description géographique, physique, philologique, etc.*, de cet État par le docteur Shaw; traduit de l'anglais, avec de nombreuses augmentations, des notes géographiques et autres, par J. Mac Carthy, membre de la société de géographie de Paris, auteur du "Choix de Voyages modernes", du "Dictionnaire de Géographie physique, politique, historique et commerciale", etc., avec une carte des régences d'Alger et de Tunis, dressée exprès pour l'ouvrage, Paris, Marlin, 1830. L'ouvrage est réédité la même année. C'est une communication de Zehor Zizi au séminaire de François Pouillon à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (2001-2002) qui nous a signalé le très grand décalage entre cette édition et le texte original de Shaw.
- (19) Venture, éd. Cuoq, 1983, pp. 108-109 et Mac Carthy, 1830, t. II, pp. 83-88 (éd. in 12°).
- (20) Venture, éd. Cuoq, p. 110.
- (21) En 1885 encore, Elisée Reclus considère dans sa *Nouvelle Géographie universelle* (t. XI) que les monuments modernes d'Alger n'ont pas encore atteint la beauté ou la qualité de la ville ancienne.
- (22) Eugène Fromentin fait son premier voyage à Alger en 1846. "L'Arabe croit vivre dans sa ville blanche; il s'y enterre, enseveli dans une inaction qui l'épuise, accablé de ce silence même qui le charme, enveloppé de réticences et mourant de langueur." (*Une année dans le Sahel*, 1858, p. 53). Kateb Yacine fera un siècle plus tard écho à cette image avec son *Cadavre encerclé*.
- (23) On en trouve les images dans G. Esquer (*Iconographie historique de l'Algérie depuis le XVI^e siècle jusqu'en 1871*, 3 vol., Plon, 1929) et dans M. Vidal-Buë (op. cit., chap. II, "La gloire de la baie. Le charme du Sahel").
- (24) La vision panoramique d'Alger reste encore aujourd'hui une référence forte, qu'on regrette sa disparition - "L'avion a beaucoup nui à la réputation d'Alger" (Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, *Villes du Sud*, Paris, Balland, 1990, "Alger. L'Andalousie mise à mal", p. 25), ou qu'on en fasse une transposition aérienne - "L'arrivée par avion à Alger-Maison Blanche devenue Dar el-Beïda a changé les perspectives, mais non les mythes. Après un peu moins d'une heure de vol au-dessus de la Méditerranée, la terre surgit dans la netteté d'un littoral d'épure." (Armand Frémont, *Algérie-El Djazair*. Les carnets de guerre et de terrain d'un géographe, Paris, François Maspéro, 1982, p. 54). J.-J. Deluz oppose quant à lui la vue imaginaire du bateau à la vue réelle de l'avion, sans convaincre: c'est le spectacle d'un grand "travelling avant" qu'offre l'autoroute côtière qui rejoint l'aéroport au centre de la ville ("Dar el Beïda", chap. 2 d'Alger, *chronique urbaine*, 2001).
- (25) Les images et les réactions suscitées par la construction à partir de 1860 du boulevard de l'Impératrice pourraient faire un intéressant thème d'étude: on notera l'hostilité d'un Charles Desprez, colon et indigénophile, devant la laideur industrielle du monument, barrière plutôt qu'échelle (Alger naguère et maintenant, Alger, imp. du courrier de l'Algérie, F. Maréchal, 1868, pp. 44-45).
- (26) On comprend ainsi l'existence de nombreux dessins du minaret de la mosquée Mezzo-Morto, détruite en décembre 1836, (G. Esquer, *Iconographie...*, notice n° 392). On pourrait trouver des exemples comparables en Europe, avec bientôt le relais de la photographie (par exemple à Paris l'oeuvre de Charles de Marville en 1865-69 puis d'Eugène Atget après 1898).
- (27) Le faubourg n'est pourtant pas absolument occulté: chez Fromentin, on l'aperçoit à travers le corricolo qui nous conduit au centre, tandis qu'il est heureusement caché à la vue de sa maison de Mustapha (*Une année dans le Sahel*, pp. 59-61 et p. 41). Plus tard, il occupe une place centrale dans l'oeuvre de Louis Bertrand.
- (28) Fromentin, *Une année dans le Sahel*, p. 46.
- (29) G. Esquer, *Iconographie...*, pl. XCIII. L'aquarelle fait partie de la collection Fayolle.
- (30) "Entre ces deux villes si distinctes, il n'y a d'autres barrières, après tant d'années, que ce qui subsiste entre les races de défiance et d'antipathies; cela suffit pour les séparer" et tout le passage qui suit

VISIONS PICTURALES DE LA VILLE D'ALGER (1830-1962)

Nadira Laggoune-Aklouche

Résumé:

La ville d'Alger a toujours fasciné les différentes générations de peintres qui s'y sont rendus; ils l'ont immortalisée en images, séduits par sa lumière, ses couleurs, ses paradoxes. Exotiques, orientalistes, réalistes ou tout simplement prétextes à des exercices picturaux modernes, les images de la ville n'en constituent pas moins des documents historiques et esthétiques en même temps.

Historiques, car les peintres, témoins de leur temps, retraçant des faits et des événements de la ville, ainsi que les traditions et les coutumes de sa population, accumulent des documents précieux riches en informations complétant le document historique écrit.

Esthétiques, parce qu'ils sont l'illustration des différents moments de la vie artistique de la ville, de l'attitude, de la perception, et de la vision picturale des artistes face à la ville, donnant de cette manière un aperçu très significatif de son activité plastique et de l'état de sa scène artistique.

Ces représentations, comme une histoire de la ville en images, suivront l'évolution de la cité, la reconstruisant, d'une image à l'autre, des premières heures de sa découverte à aujourd'hui.

Avant le 20ème siècle, les représentations de la ville se réduisent à des cartographies, estampes, ou daguerréotypes peu suggestifs; en majorité, les illustrations étaient des cartes et des panoramas comme par exemple l'illustration par Lord Exmouth en 1816, du bombardement de la ville ou celle de Benjamin Haster avant le bombardement, ou encore celle d'Henri Parke en 1818.

C'est avec la colonisation française que l'Algérie entre dans l'histoire, française en particulier, de l'art; elle fera dès ce moment l'objet d'une représentation riche et constante jusqu'à aujourd'hui. A partir de 1830, l'Algérie supplante l'Orient, en vogue depuis la campagne d'Egypte en 1798, auprès des peintres français et européens et rivalise avec Rome dans l'inspiration des romantiques pour lesquels cette dernière était

un modèle intarissable et permanent.

Avec le débarquement français, s'ouvrent pour les artistes français les horizons d'un nouvel Orient, l'Orient "africain" comme les historiens et le monde de l'art l'appelleront. Alger deviendra un passage obligé pour les peintres qui y trouveront un nouvel élan à l'orientalisme à la mode; Victor Hugo écrira à ce sujet, en pleine période de crise politique entre le Dey d'Alger et la France, dans sa préface aux "Orientales" en 1929: "... au siècle de Louis XIV, on était helléniste, maintenant, on est orientaliste".

Les premières illustrations de la ville, à la faveur du débarquement, furent l'œuvre de peintres officiels de la marine française qui accompagnent les troupes expéditionnaires envoyées par Louis-Philippe, comme Gilbert le Tanneur, Gudin ou Isabey; leurs travaux sont cependant plus proches du document militaire que du regard d'un peintre sur un paysage.

Premiers regards sur la ville:

Les premiers à donner une représentation différente de la ville seront deux artistes, l'un anglais, l'autre suisse: William Wyld et Adolf Carl Oth, dessinateurs de talent, qui donneront des images objectives de la ville, la reproduisant telle qu'elle se présentait à leurs regards d'étrangers découvrant des paysages inconnus, aux premières heures de la colonisation; ils fixeront leurs impressions dans des ouvrages qu'ils publieront en Europe, W. Wyld sous le titre "Voyages pittoresques dans la Régence d'Alger" en 1835 et en 1839 ("Impressions d'Afrique").

Sans nul doute, c'est avec eux que commence un intérêt certain pour de nouveaux territoires conformes aux rêves des romantiques; en 1839, Théophile Gautier écrit: "Alger n'eût-il servi qu'à ramener chez nous cette passion de l'Orient, quelque peu amortie par l'expédition d'Egypte, que déjà Alger serait quitte avec nous."

C'est la grande période du romantisme en France et dès les années 30 du 19ème siècle, commence à se former un cortège ininterrompu de peintres-voyageurs, peintres-photographes, qui viennent chercher en Algérie de nouvelles inspirations, transposant souvent, du moins pendant les premières années, leurs modèles gréco-romains sur de nouveaux paysages: factice ou superficiel, tragique, voluptueux, cet orient sera presque toujours sublimé; ils feront souvent œuvre de paysagistes, peignant de grandes vues de la baie d'Alger, étudiant la nature qu'ils meublent de personnages caractéristiques pour lui donner ainsi un cachet plus oriental, avec une prédilection pour les vues

depuis l'est où aboutissent les caravanes venant du sud: ce seront les tableaux de Charles de Tournemine, Félix Ziem, Théodore Frère ou Alexandre Genêt. Ils soulignent tous ce côté extraordinaire de la nature et de la couleur; Th. Frère, l'un des premiers à peindre la "Place du Gouvernement" (actuelle "Place des Martyrs"), parle de "...la magie des couleurs...le ciel torride...le vent brûlant... la Place du Gouvernement dévorée par le soleil...". Pénétrant plus avant dans la ville, les artistes découvriront, étonnés et curieux, une ville mystérieuse, ses remparts, ses ruelles étroites, sa casbah aux façades aveugles.

Paysages orientaux:

Désormais, l'orient est à quelques jours de Marseille, et les artistes accourent; Eugène Delacroix, le plus célèbre des peintres romantiques français, est du voyage et son passage à Alger en 1833, donnera à l'histoire de l'art l'un de ses plus beaux chefs-d'œuvre: "Femmes d'Alger dans leur appartement".

Basée sur des documents et des observations précises, cette œuvre marque une rupture avec l'orientalisme factice, emprunté et théâtral des travaux faits jusque-là, comme "Le massacre de Scio" ou "La mort de Sardanapale". Cette œuvre maîtresse servira plus tard d'exemple à beaucoup de peintres, qui, comme lui, se soucieront de découvrir le sens caché de ce décor qui les passionne, mais il n'empêchera pas une représentation, figée et folklorisée de se développer.

En 1847, Jules et Edmond de Goncourt, arrivés à Alger avec leurs boîtes d'aquarelles, y restent trois mois et publient à leur retour des "Notes sur Alger", dans lesquelles ils s'extasient, parlant de "...ce dévergondage oriental des couleurs les plus éclatantes...ce kaléidoscope de l'habillement humain...".

Un changement perceptible dans la vision, comparable à celui de Delacroix, s'opère avec l'arrivée de deux grands peintres français, Théodore Chassériau et Eugène Fromentin qui voyagent en Algérie entre 1846 et 1853.

T. Chassériau, envoûté par la ville, écrit: "...la ville comme du stuc ou du marbre blanc, l'horizon rose et bleuâtre...des vieillards à face orientale et singulière, vigoureusement peints sur des murs blancs...des maisons blanches...avec des tons argentés ou dorés, le ciel d'un bleu pur...".

E. Fromentin, quand à lui, retrouve curieusement des sensations de sa France natale; dès son arrivée il croit "entrer dans un port de la Manche..." et parle de "...l'avènement et le triomphe du gris

(...) tout est gris, depuis le gris froid des murailles jusqu'aux gris puissants et chauds des terrains et des végétations brûlées. "Cependant, il fut de ceux qui reprochaient aux artistes de ne s'attacher qu'au côté pittoresque de la ville et de négliger l'essence des choses; prenant la tête de la seconde génération d'orientalistes, peintre du Sahel algérois, d'une simplicité rare, il fixera ses souvenirs et ses impressions dans son ouvrage "Une année dans le Sahel" et "Un été dans le Sahara". Il va impulser le désir chez beaucoup de peintres, de découvrir la région et d'en modifier la perception.

Par décret ministériel, en Juin 1839, le nom d'Algérie est attribué au pays qui devient officiellement territoire français, ouvrant ainsi plus facilement l'accès à tous ceux qui veulent s'y installer; dès 1847, T. Gautier recommande aux peintres le voyage d'orient, qu'il considère comme aussi indispensable que le pèlerinage en Italie; beaucoup suivront son conseil, formant cette "grande caravane orientale" dont il parlait; P.E.A Hédouin, A. Leleux, J. F. Bellel, N. Berchère... les Provençaux seront les plus nombreux à être séduits par cet orient africain "à portée de main": V. Courdouan, F. Barry, T. Gudin et plus tard, Gustave Guillaumet et Alfred Dehodencq annonceront à leur tour une évolution plus sincère dans la représentation, bien qu'encore quelque peu exotique.

Tous ces artistes se mettent à parcourir la ville et à reproduire de manière plus ou moins fidèle, plus ou moins fantasque, ses boutiques, cafés maures, mosquées, cimetières, rues, types humains et scènes de mœurs, constituant ainsi une réserve d'images, qui reviendront longtemps comme un leitmotiv dans l'arsenal pictural de la ville. Cette grande quantité d'œuvres, où les sujets militaires cèdent le pas aux scènes de la vie courante, se limite cependant à une peinture documentaire où les clichés faits de marchands d'oranges, de porteurs d'eau, de femmes en haïks descendant les ruelles de la casbah, ses façades et ses encorbellements se multiplient à l'infini non seulement imposant pour longtemps, une vision assez académique de la ville mais surtout la banalisent; l'on observe en même temps, le développement d'un réalisme, qui, résultat de l'observation attentive du mode de vie du pays, comme une sorte de reportage sur le vif, multiplie ce genre de représentations; beaucoup de peintres, en peignant la pauvreté, pensent s'y apparenter: l'orientalisme est alors perçu comme un réalisme: c'est ce courant qui se développe à la même époque, incarné en Algérie par Etienne Dinet.

Mais il est indéniable que ces peintures orientalistes, colorées, vibrantes de soleil, éblouissantes, sensuelles, érotiques, tendres ou étranges fascinent et séduisent par leur maîtrise picturale et leur beauté nostalgique propres au romantisme. C'est le cas des

oeuvres splendides des orientalistes américains comme Frederick Arthur Bridgman, l'un des représentants les plus connus de l'école orientaliste américaine qui était un passionné de photographie; entre 1872 et 1886, il passe plusieurs hivers à Alger avec sa famille. Résidant à la casbah, il travaille sur sa terrasse, observant et peignant la vie quotidienne dans la vieille cité; maître des effets de lumière transparente sur les corps à l'ombre des tonnelles, virtuose de la lumière, ses œuvres sont très prisées par les milliardaires américains; ses compatriotes C. S. Pearce, W. Sartain, Addison Thomas Millar ou encore L. C. Tiffany séjournent à Alger et peignent des échoppes, des cafés et des rues de la vieille ville. Beaucoup d'artistes étrangers visitent la ville, y passent leurs hivers. L'aquarelliste anglaise Barbara Bodichon publie "Algeria considered as a winter residence for the english" et peint des paysages de la baie d'Alger dans la plus pure tradition aquarelliste anglaise; des italiens, les Simoni père et fils, G. Carelli, l'Allemand A. Shreyer, dont les images de l'Algérie sont très prisées par les Américains, les Bulgares A. Stryka et A. Jélézarov, le Suisse E. Girardet, les Belges nombreux s'y attardent, parmi les plus connus seront J.B. Huysmans, spécialisé dans les scènes de la vie quotidienne féminine, Verschaffelt ou H. Evenepoel peintre du port d'Alger, D. de North qui excelle dans les patios, cours de villas mauresques et architecture ancienne.

En 1861, T. Gautier, dans "Abécédair de salon de 1861" réaffirme la nécessité du voyage d'Alger, qu'il considère comme nécessaire pour les jeunes peintres: "...Ils vont là apprendre le soleil, étudier la lumière, chercher des types originaux, des mœurs, des attitudes primitives et bibliques..." Il est évident que l'Algérie est perçue comme un territoire d'inspiration exotique, une sorte de civilisation hors du temps, plus proche d'un passé religieux sublimé et figé dans des images imaginaires que d'un monde moderne en plein changement.

Car la fin du 19^{ème} siècle en Europe est marquée par l'apparition et le développement rapide de nombreux courants tout à fait novateurs, pour ne pas dire révolutionnaires, mais qui ne retentissent pas sur Alger, ou du moins pas encore; dans cette ville habitée par des Européens venus en grande partie des campagnes françaises, de commerçants, industriels ou d'ouvriers, se conserve encore pour de longues années, une tradition d'orientalisme où se côtoient des œuvres plus ou moins sincères, car prenant de plus en plus le visage d'une cité européenne, habitée par une société européenne (même si elle se crée à partir d'éléments différents par leurs origines), une clientèle aisée se forme, qui, imposant son goût pour le dépaysement exotique, consomme surtout des œuvres pittoresques et touristiques. L'Algérie est devenue en effet un pays de tourisme où beaucoup d'étrangers viennent passer

l'hiver, pour des raisons de santé et pour son climat tempéré, élargissant du même coup le cercle des artistes, des marchands de tableaux et de la clientèle.

L'importance de cette production va certainement jouer un rôle important dans la création, à Paris, en 1893, de "La société des peintres orientalistes français" qui met à l'honneur le terme "orientaliste" et milite pour la conservation des arts anciens de l'Islam avec comme animateur actif Georges Rochegrosse qui jouera un rôle important dans la vie artistique algéroise; en 1897, à Alger, est créée, la "Société des artistes algériens et orientalistes" à l'initiative de A. Chataud, H. Dubois, G. Galland, M. Noiré et E. Dinet.

La lumière de la cité:

Les grands courants picturaux du 20^{ème} siècle qui transforment radicalement le paysage pictural de la France, post-impressionnisme, Nabis, fauvisme, cubisme, l'influence de Cézanne ou de Matisse n'apparaissent qu'avec beaucoup de décalage à Alger et assez timidement, car une grande partie du public reste attachée aux traditions figuratives traditionnelles; les artistes nés en Algérie à la fin du 19^{ème} siècle attirés par l'art moderne, se déplacent en France pour y étudier, exposer et assimiler les nouvelles tendances: ce sera le cas de R. Limouse, d'Atlan ou plus tard de M. Khadda, M. Issiakhem, L. Antoni, A. Assus et d'autres.

Mais un courant, plus que les autres, a les faveurs des artistes: en plein épanouissement du mouvement impressionniste, deux de ses plus grands peintres vont visiter la ville d'Alger, en créant ainsi quelques-unes de ses plus belles images: A. Renoir et A. Lebourg.

Ce dernier, qui réside à Alger de 1872 à 1877, lègue, d'Alger et de l'Algérois, des vues parmi les plus exactes et les plus vivantes et aussi les plus belles; peintre d'Alger non plus orientale, mais méditerranéenne, c'est face à la baie, devant le ciel d'Alger qu'il développe sa palette impressionniste; peignant Alger sous ses différents aspects, il agit en véritable impressionniste, recherchant peut-être plus le fait plastique, l'exercice pictural que l'anecdote. Comme il le dira lui-même, son séjour à Alger donne à sa peinture l'occasion d'une nouvelle approche de la couleur et de la lumière; Alger en fera un véritable impressionniste, dernier des grands maîtres de ce courant, l'un des plus talentueux. Un impressionniste au talent précoce et à la mort précoce a cependant influencé ce maître, J. Seignemartin, dont les rares œuvres fixeront les nuances du paysage de la ville; peignant "la place du Gouvernement", il est subjugué: "(...)

sur cette mosquée blanche passe un manteau rouge, d'autres sont blancs, et les juives, les nègres, les maures qui ressemblent à des fantômes, enfin la lumière qui inonde tout ça".

Auguste Renoir est déjà un impressionniste affirmé lorsqu'il vient à Alger en 1879; dans ses tableaux, Alger est une ville méridionale, ses jardins et ses portraits d'Algériennes sont travaillés dans le même esprit pictural, les mêmes nuances de tons et la même palette que ceux qu'il utilise en France. Tous deux annoncent ainsi, une nouvelle perception des éléments naturels de la ville, devenue prétexte pour la pratique du métier mais aussi pour le plaisir de la contemplation esthétique.

L'institutionnalisation du voyage pictural:

Quelques années plus tard, alors que le voyage d'Alger était devenu presque une routine, le séjour dans la ville va être institutionnalisé pour les artistes. Sur les conseils du Recteur Ardaillon, de Victor Barrucand (critique d'art et homme de lettres), Arsène Alexandre propose à Jonnart, alors Gouverneur général de l'Algérie, la création à Alger, d'une "Maison des artistes", à l'image de la "Casa Velasquez en Espagne" et de la "Villa Médicis" en Italie; grâce à Léonce Bénédict et à l'autonomie budgétaire accordée à l'Algérie, dans le courant de l'année 1907, un arrêté gubernatorial érigeait la villa "Abd-el-tif" en Maison des artistes métropolitains avec pour principal mécène, la colonie.

Jean Alazard, alors conservateur du musée des Beaux-arts, qui fut le tuteur dès 1906 de cette institution, formula alors le besoin de la colonie de s'ouvrir à la métropole: "Il aurait été assez étrange que la France eût à ses portes un Orient authentique et qu'elle ne songeât point à le faire aimer de ses artistes (...). Par la variété de ses sites, par l'intérêt de son passé resté si vivant à nos yeux, l'Algérie était destinée à devenir pour les artistes un admirable répertoire de thèmes picturaux."

Jean Alazard exprime ainsi non seulement le désir de la colonie de participer à part entière, à l'évolution de l'art qui s'élaborait intensément en métropole et par là, de dépasser le complexe "artistique" qu'elle vivait par rapport à elle, mais aussi, la permanence d'un regard colonial sur ce territoire dont la richesse esthétique n'a pour origine que son appartenance à un orientalisme susceptible d'inspirer les peintres européens.

La villa Abd-el-tif, villa de style mauresque, construite par un dignitaire turc au 18ème siècle, est réquisitionnée par l'Etat français dès 1830 et devient "villa Médicis algérienne" en 1907, pour recevoir chaque année deux artistes métropolitains

lauréats du prix institué en 1907.

Située dans le "Bois des arcades", à proximité du musée des Beaux-arts d'Alger, c'est un lieu calme et reposant; patios fleuris, vasques et jardins ombragés, elle offre au regard, du haut de ses terrasses, un immense panorama de la baie d'Alger. C'est le lieu idéal pour des artistes déjà formés, à la vision différente, pour exprimer leur découverte de nouveaux paysages dont ils vont avec talent, dompter la nature, s'attacher à capter et à fixer la lumière, à tout moment du jour, en toute saison.

De 1909 à 1962, la villa recevra de nombreux peintres, graveurs, sculpteurs, en tout 180 artistes, dont 96 peintres, vont y séjourner, léguant à l'histoire de l'art des images de la ville irremplaçables sous de nombreux aspects; passé le premier "choc" émotionnel avec l'atmosphère algéroise, tous vont exprimer la délectation de la rencontre avec une ville qu'il n'oublieront jamais et qui fut si intense pour certains, qu'elle les amènera à s'y installer définitivement comme le fit, en 1892, Marc-Alfred Chataud, enrichissant ainsi cette "Ecole d'Alger" dont il fut le précurseur.

Avec les pensionnaires de la villa va se développer une représentation de la ville exempte de ces attitudes orientales dont on déplore l'aspect commercial déjà en 1934; Alger était déjà une grande ville française à cette période, avec ses jardins, son école de dessin, et surtout un paysage urbain à l'architecture européenne en pleine expansion; les années 1900 (et plus tard le centenaire de la colonisation) seront l'occasion d'inaugurer une nouvelle politique des arts avec la construction des musées (musée des Beaux-arts d'Alger, d'Oran et de Constantine). Les artistes vont la représenter telle qu'ils la découvrent, en plein développement; ils peindront le port, les rues de la ville, ses environs, à tout moment du jour, en toute saison.

A partir de ce moment-là, ce sont les images d'une Algérie pacifiée qui domineront et la ville offerte aux cimes est pacifique: les peintres rendent hommage à une ville qu'ils aiment visuellement, sincèrement; leur attitude est celle d'une vision contemporaine mêlée d'affectivité et d'attachement pour un paysage qui est devenu le décor de leur vie quotidienne: aquarelles, peintures à l'huile ou gouaches, ces paysages seront mélange de simplicité et de science, exercices picturaux et tendresse; de l'exotisme orientaliste à l'émerveillement impressionniste, le paysage de la ville se peuple et se construit.

Les tableaux des hauteurs de la ville (El-Biar, Bouzaréah, le Bois des Arcades...), peints depuis la villa Abd-el-Tif, les villas du 19ème siècle ou celles du début du 20ème siècle dans lesquelles vivaient souvent les artistes, montrent

l'interpénétration de la mer, du ciel, des rochers sous les conditions changeantes de la lumière et du temps: par beau temps, en fin de matinée, très tôt le matin avec l'ombre violette des reliefs ou sous la lumière froide de l'hiver. Ce seront souvent des prises de vues matissiennes de la villa, avec des premiers plans révélant les angles des terrasses, les entrées du port et les bateaux amarrés, les mosquées avec autant de couleurs: celles du béton, de l'eau, du ciel. Intensité colorée, prouesses picturales et passion, dans le regard de la plupart de ces artistes la ville respire le calme et la sérénité, le bonheur et la douceur de vivre; il en émane une atmosphère à la fois romantique et symbolique: la mer y est toute proche, la rumeur des vagues et le bruissement des feuillages perceptible, l'odeur du jasmin se devine, le Sahel est une vallée à la Corot.

Parmi ces nombreux artistes, L. Cauvy, L. Carré, M. de Buzon, M. de Bouviolle, J. D. Bascoules, C. Leroy, G. le Poitevin seront les plus célèbres de ceux qui s'y installeront définitivement; J. et E. Bouchaud, E. Corneau, P. E. Dubois, H. Clamens, R. Maguet, A. Hambourg, J. E. Bersier s'y établissent pour longtemps, ceci pour ne citer que les plus célèbres et les plus marquants pour l'histoire picturale de la ville, car il est bien évidemment difficile d'être exhaustif et de les citer tous.

Ils brossent au fur et à mesure un véritable panorama de la ville, des hauteurs verdoyantes et boisées au port, véritable port de la Méditerranée, souvent actif et bruyant, s'arrêtant au passage longuement sur la casbah ocre, rose ou aux blancs assourdis, et ses terrasses claires; ils la peignent en rose et en bleu, en beige et jaune, avec des drapeaux bleu, blanc, rouge ou du linge aux fenêtres; c'est bien d'un regard de peintre sur sa ville qu'il s'agit, souvent celle de son enfance, de sa jeunesse mais aussi un regard sur un pays qu'il n'a jamais fini de découvrir, un peintre pour lequel le bonheur de peindre et le bonheur de vivre se confondent.

La villa va donner un élan particulier à la vie artistique algéroise; c'est autour d'elle et des artistes qui y vivent que se font et se défont les cercles artistiques, que s'ouvrent les galeries d'art, se créent les salons et qu'apparaissent des critiques d'art et organisateurs d'expositions comme L. E. Angéli, principal animateur de la chronique artistique de la revue "Algérie", F. Arnaudès, qui serait à l'origine de l'expression "Ecole d'Alger" et V. Barrucand, critique d'art.

De tout cela se dégage alors une sorte de mouvement pictural proche de la nature algéroise qui servira d'argument esthétique à cette "Ecole d'Alger" dont J. Alazard dira: "...c'est d'Alger qu'est parti cet élan d'enthousiasme qui devait directement conduire à la création d'une école dont personne aujourd'hui, ne

saurait contester l'autorité: l'école algérienne ou mieux encore, l'Ecole d'Alger, ...dont il faut faire remonter l'origine à 1832, c'est-à-dire à l'époque du voyage de Delacroix au Maghreb".

En fait, c'est cette prédilection des peintres pour la nature et la ville, cette sensibilité particulière que soulignera M. P. Fouchet qui les rapproche sous cette dénomination, car il ne s'agit pas d'unité esthétique à proprement parler, mais plutôt de certaines conceptions plastiques appartenant à un même moment historique, celui du paysage du début du siècle, et une certaine perception de l'Algérie où ils passent les plus belles années de leur vie: "L'origine de ces hommes, le milieu où ils poursuivaient leurs recherches (...) c'est dans ces éléments qu'il faut chercher le secret de la parenté qui réunit les membres des écoles artistiques modernes et en particulier de l'école d'Alger", dira Jean Alazard.

L'instauration de bourses de voyages pour les artistes, de grands prix artistiques, de commandes publiques, les grandes expositions internationales vont renforcer cette nouvelle vague qui déferle sur le paysage artistique et qui va bientôt supplanter l'orientalisme, provoquant dès les années 20, après la guerre, un véritable "boom" artistique.

Le développement de l'urbanisme, le centenaire de l'Algérie en 1930, l'intervention des artistes dans la décoration des bâtiments administratifs (fresques de L. Carré dans les salles de réception du "Palais d'été", de L. Cauvy à l'Assemblée algérienne ...) accélèrent cette déferlante et magistrats, propriétaires fonciers, industriels, négociants, investissent dans la peinture, friands de paysages algériens.

C'est pendant la 2ème guerre mondiale que paradoxalement, la vie artistique est en pleine effervescence: mettant à profit son statut de capitale de la France libre, Alger s'enrichit de la venue de grandes personnalités du monde de l'art et des lettres: St. Exupéry, J. Kessel, A. Gide, H. de Montherlant, P. Valéry y séjournent, les galeries d'art se multiplient, le marché de l'art est florissant.

Sur la scène picturale algéroise, jusqu'à l'indépendance vont se côtoyer des expressions diverses, dont le matériau de recherche plastique fut toujours et encore le monde de la ville pendant longtemps; la transformation urbaine et architecturale de la ville continua d'inspirer les artistes comme P. Guion. R. Taphoureau, A. Conne, J. M. Atlan, A. Guermaz, H. Caillet, J. Simian, R. J. Clot et J. de Maisonneuve seront quant à eux les pionniers d'une représentation plus abstraite, suivis par Nallard, Manton, Bouzid; au milieu de tous, certains restent inclassables comme Sauveur Galliero, peintre des faubourgs pauvres de Bab-el-oued

à la vision intellectualisée, d'un expressionnisme intense et dépouillé; ou encore A. Marquet qui apportera beaucoup à l'évolution de la peinture de paysage: c'est le peintre par excellence du paysage méditerranéen, de l'eau et de l'air; sa peinture aux traits noirs, aux taches de couleur claires et lumineuses, sa vision épurée s'exerce sur ses sites préférés, le port et la gare maritime; il exercera une influence sensible sur les peintres comme A. Assus, P. Deval, J. Launois qui comme C. Brouty est spécialiste des scènes de mœurs croquées sur le vif dans les faubourgs algérois, L. Maissieux, J. D. Bascoules, S. Mondzain, L. M. Bernard, L. Fernez, G. Lino, tous ont en commun une prédilection pour le port, la baie et l'amirauté.

N. Pathé, E. Spielmann, L. Benisti, L. Bernasconi, S. Terraciano et beaucoup d'autres seront aussi de cette nouvelle génération de peintres qui domineront les cimaises algéroises; ils se caractérisent, dans l'ensemble, par une attitude plutôt réservée par rapport à la pratique intellectuelle d'un art moderne plus préoccupé par les expérimentations plastiques que par la contemplation de la nature. Les rares intrusions dans le monde de l'art moderne se limitent au néo-impressionnisme, synthétisme ou fauvisme avec très peu d'audaces dans le cubisme.

Du paysage d'Alger vu par des Algériens:

A Alger, quelques Algériens, qui émergent après la 2ème guerre mondiale se placent dans cette peinture à tendance abstraite: Mohamed Bouzid, à l'impressionnisme abstrait, travaille au couteau des peintures très structurées, à la gamme chromatique très contrastée; Ahmed Kara-Ahmed, formé à Paris, expose des compositions à la fois impressionnistes et abstraites. Cependant un certain orientalisme, réactualisé, apparaît avec A. Hemche, peintre des intérieurs, patios et villas mauresques et A. Mammeri, peintre des portraits de chefs et de cavaliers arabes, tous deux destinataires de bourses après la 1ère guerre mondiale, qui leur permirent de se former dans la peinture, encouragés en cela par des peintres français comme E. Herzig. Mais deux peintres algériens se distinguent vraiment des autres par leur manière de traiter le paysage urbain: il s'agit de Hassen Benaboura et de Mohamed Racim.

H. Benaboura peint sa ville natale, le quartier de Belcourt où il vit et travaille dans un style quelque peu enfantin mais surtout sincère et instinctif, comme un enfant au sens inné de la couleur et du trait, et revendique tout haut son appartenance, non seulement à ces quartiers mais aussi à cette communauté musulmane à laquelle il dédiera le Grand prix artistique de l'Algérie dont il sera lauréat en 1957.

Mohamed Racim, dont le statut de peintre authentiquement algérien fait l'objet de controverses dans les milieux artistiques et intellectuels algériens d'aujourd'hui, entreprendra de faire revivre l'art traditionnel de l'enluminure qu'il pratiquait déjà. S'entourant de jeunes artistes algériens (M. Ternam, A. Ali-Khodja, M. Boutaleb), il réalise les premières miniatures algériennes où dominent patios, vasques, gazelles et princesses, évoquant un mode de vie qui, non seulement a disparu, mais s'adresse à une élite sociale, rappelant l'histoire passée du Maghreb.

Son travail minutieux d'exécution et d'ornementation est constitué d'images somptueuses, poétiques et nostalgiques de la cité, de palais fleuris et de princesses oisives; en dehors de la casbah, ses paysages préférés seront l'atmosphère maritime de la cité des corsaires, le Sahel et les collines; mais son style reste unique, les quelques artistes qu'il forme évoluant par la suite dans une voie différente; il reste cependant le modèle, l'exemple toujours cité comme détenteur et créateur de la miniature algérienne authentique.

Nouvelles visions, nouveaux langages:

C'est avec l'indépendance que s'affirme une élite artistique algérienne, qui, partie d'Alger entre les années quarante et cinquante vers la France, à la conquête d'un art moderne et d'une vision différente, revient avec un profond désir d'appartenir au monde de la modernité, mais aussi avec un formidable besoin d'exprimer des revendications identitaires de liberté et d'indépendance par rapport à une culture coloniale dont ils ne se suffisent plus; M. Khadda, M. Issiakhem, Baya, M. Louail, seconde génération de peintres (après M. Boukerche, A. Hemche, A. Mammeri), auxquels viendront s'ajouter Benaneur, C. Mesli, D. Martinez se détournent volontairement de la peinture de paysage, considérée comme un héritage colonial, pour prendre en charge les inquiétudes, les questionnements qui obsèdent l'Algérien au sujet de son histoire et qui vont habiter leur création pendant longtemps.

M. Khadda va bien l'exprimer dans sa conférence au Centre culturel algérien à Paris en 1988, disant: "l'idée et le besoin de l'enracinement sont partout perceptibles dans la peinture algérienne d'aujourd'hui. Ils sous-tendent, selon nous, chaque œuvre d'art... Revendication radicale et globale pour certains artistes, avec toutes les étroitesse qui en découlent, ré-appropriation critique de l'héritage pour d'autres, le retour aux sources est sans conteste un fantôme qui hante les arts plastiques algériens depuis leur naissance".

Il ne croyait pas si bien dire, car son analyse très perspicace de l'état des arts plastiques, résume toute la problématique de la peinture algérienne d'aujourd'hui.

La première tentative de retour aux sources, initiée par M. Racim n'a pas donné de résultats probants car l'art traditionnel s'avère trop limité pour prendre en charge cette question brûlante de l'identité culturelle algérienne indépendante, d'autant plus que les artistes, accédant à la culture universelle (par l'intermédiaire des écoles d'art, des bourses d'études et des voyages à l'étranger...) développent une appréhension plus réfléchie et une démarche approfondie autour de cette question primordiale qui se posait à eux dès l'indépendance: quel art pour l'Algérie ?

Il s'avère alors impossible pour l'artiste d'ignorer l'histoire de son pays, ce réel qui l'interpelle; se tournant vers ce qui lui semble le plus authentique, ce patrimoine national fait d'art décoratif musulman, d'art populaire berbère, d'art rupestre du Tassili, il va en juxtaposer directement les éléments, les confrontant aux découvertes de l'art moderne occidental.

Cette quête de l'identité va, pour des années, submerger toutes les autres formes d'expression et, jusqu'aux années 80, faire passer au second plan tous les modes de représentation basés sur la copie et la reproduction du modèle orientaliste et figuratif colonial, dévalorisant du même coup toute une peinture de paysage qui continue d'exister car l'apprentissage de la peinture de chevalet commençant à peine, beaucoup de peintres vont en faire leur métier.

A Alger, creuset et nid de ce bouillonnement, des divergences, des polémiques, voire des conflits violents, allaient naître parmi ces artistes partagés entre partisans d'un art " libre ", guidé par l'élaboration d'un langage nouveau et les adeptes d'un art " populaire ", eux-mêmes partagés en deux tendances au sein de l'Union nationale des Arts plastiques, créée en 1963, qui les regroupait.

L'une considérait que le devoir de l'artiste est d'exprimer les souffrances du peuple colonisé et sa lutte pour sa libération, s'inspirant pour cela de l'art des pays socialistes, glorifiant " un seul héros, le peuple " et toutes ses actions révolutionnaires: ce fut le groupe avant-garde, qui, réuni autour de Farès Boukhatem, sera l'auteur d'une production artistique importante du point de vue quantitatif, mais plus proche d'un art de propagande directe que de la recherche d'un discours esthétique nouveau; répétant inlassablement ces thèmes, il se transformera, dans les années 70, en groupe " art et révolution ".

L'autre sera celle animée par le groupe composé de Choukri

Mesli, Denis Martinez, M. Saïdani, Benbaghdad, Abdoun, Baya, Dahmani, Zerarti ... Ce groupe sera à l'origine d'un mouvement unique dans l'histoire de la peinture algérienne, le mouvement " Aouchem ", qui, bien qu'il n'aura que quelques années d'existence, marquera de façon déterminante l'évolution de la jeune peinture algérienne indépendante.

C'est ainsi qu'une première exposition du groupe, en 1967, fit découvrir au public algérois étonné, de nouvelles images révoltées, rageuses et enthousiastes, où les éléments empruntés au terroir étaient délibérément mis en évidence; peignant sur des supports inhabituels tels que des nattes, peaux, tissus, l'appellation choisie pour cette nouvelle attitude plastique, " aouchem " qui signifie le tatouage, est inspirée des signes et motifs utilisés dans le patrimoine traditionnel, qu'il s'agisse de la décoration des maisons ou des tatouages corporels.

Les artistes précurseurs de ce mouvement parleront de réappropriation de l'histoire esthétique, du patrimoine culturel algérien, longtemps en hibernation; il est indéniable qu'en même temps, l'influence des courants artistiques européens, eux-mêmes basés (comme chez Paul Klee ou Picasso, par exemple), sur la découverte des arts africains ou orientaux, joue un rôle important dans ce moment décisif de l'histoire des arts algériens. Le recours à des signaux mythologiques remontant à la préhistoire, aux ressources folkloriques, aboutissent chez les artistes du mouvement " Aouchem ", à une recomposition des fragments du passé et du présent mais aussi, et surtout, à l'élaboration d'un langage plastique, qui fait de l'art algérien un art moderne dès sa naissance dont les pionniers seront Benanteur, Khadda, Issiakhem, Baya, Mesli et tant d'autres.

Ils inaugurent une lente, mais sûre, investigation de l'héritage ancestral et de l'art moderne occidental que plus tard, de plus jeunes créateurs vont enrichir: calligraphies, formes traditionnelles sont intégrées dans un langage plastique aux aspects formels plus libres, plus complexes, plus élaborés chez Zerrouki, Benbella, Korachi, Ould Mohand et d'autres qui incarneront cette génération, suivis par les nouvelles promotions issues des écoles d'art algériennes et étrangères dès la fin des années 70, qui, elles, seront plus préoccupées de mettre en peinture leur conviction d'être soi-même et de s'inventer une nouvelle esthétique qui serait la preuve de leur existence nationale et internationale: chez Akila Mouhoubi, Salah Malek, Abdelmalek Mahdjoubi, Abdelwahab Mokrani, Arezki Larbi, et beaucoup d'autres, l'art abstrait se répand, l'expression plastique est intellectualisée et s'intègre dans une démarche contemporaine universelle.

Tous ces artistes qui constituent l'avant-garde picturale

algérienne se détournent de la peinture de paysage, et du paysage d'Alger, développant un art de plus en plus réfléchi, de plus en plus pensé; dans leur univers fait d'ombres, de signes, de figures et de formes abstraites, le paysage n'est plus qu'une anamorphose, une transfiguration du réel.

Mais ils vont cependant marquer la ville de l'empreinte de leurs nouveaux langages dès les années 80, à la faveur d'une politique d'embellissement urbain: fresques, sculptures, céramiques, mosaïques révèlent alors au public algérois médusé et admirateur, l'existence d'un univers artistique qu'il ne connaissait pas.

Dans ces nouvelles attitudes, il s'agit en fait de l'épuisement de l'intérêt offert par la peinture de paysage, intérêt pictural, bien sûr, car comme dans le reste du monde moderne, le paysage naturel de la ville peuplé d'arbres et de jardins a disparu; d'autre part, il n'a plus la place privilégiée qui était la sienne auparavant: la photo, le cinéma et d'autres moyens visuels ont pris cette place et par conséquent, il ne donne plus la même prise à la peinture. Le développement industriel et démographique, la construction des grands ensembles et les constructions individuelles, ont fait que la ville a perdu ce pittoresque qui était le sien avant l'urbanisation. C'est la raison pour laquelle leur œuvre sera parsemée de visions de la ville s'inscrivant plus dans la construction d'une esthétique particulière que dans la représentation descriptive du paysage.

Une école du paysage:

Implicitement, sourdement, une polémique se met en place entre ces artistes et ceux restés fidèles non seulement à la description mais aussi à une forme d'art considérée comme trop proche de la peinture coloniale et donc " aliénante ". Mais ces derniers ne constituent pas une masse homogène et leurs démarches, leurs motivations ne relèvent pas tout à fait des mêmes buts.

Beaucoup d'entre eux, issus d'une même école " la Société des Beaux-arts d'Alger ", qui serait l'équivalent d'un conservatoire municipal, reçoivent une formation classique et sont initiés dès l'indépendance aux techniques classiques de la peinture.

Abderhamane Sahouli, formé au contact de Camille Leroy, directeur de la Société des beaux-arts d'Alger, dont il prendra la relève dès l'indépendance, devenu professeur de peinture à son tour formera toute une génération de peintres dont beaucoup prendront la voie du paysage; il est, jusqu'à aujourd'hui, malgré son âge avancé, resté fidèle au paysage d'Alger, dont il brosse

des images poétiques, teintées d'une sorte de naïveté propre aux œuvres conçues à l'écart des bouleversements picturaux; il initia à la peinture de chevalet Aïssa Hamchaoui, Nedjar, Bencheikh, Zermane, Chaouane, Bourdine, ainsi que beaucoup d'autres; beaucoup d'entre eux restent encore aujourd'hui attachés à ce caractère direct et descriptif de la peinture de paysage qui, même s'il trouve encore un écho certain chez un public qui continue à consommer une image plus accessible, plus facile à décoder, provoque l'agacement des générations plus jeunes, qui attendent de l'art plus de suggestion, de subversion, bref, cette complexité qui est celle du réel.

Aujourd'hui, leur nombre s'accroît, en même temps que celui des peintres autodidactes (formés au contact, plus ou moins heureux, passager ou durable, du monde de la peinture), presque au même rythme que l'intérêt d'un certain public pour ce type de peinture. Il n'existe pas d'analyses sur le phénomène de prolifération de ce type de représentations de la ville, mais il mériterait sans nul doute une analyse plus poussée, qui permettrait de mettre à nu les mécanismes à l'origine de son développement. Toujours est-il que, s'il est des talents certains parmi eux, ils se perdent dans la foule des représentations folkloriques et des clichés " populistes " de la ville.

La plupart d'entre eux, séduits par la copie d'images pittoresques et orientalistes léguées par les artistes coloniaux, se contentent de les imiter. Ils illustrent, entre autres, les croquis architecturaux de la casbah de Paul Guion, les peuplant de personnages, d'anecdotes simplistes, d'images éculées, cent fois recommencées, dans lesquelles la ville est " édulcorée " et " résumée ": femme voilée descendant une ruelle de la Casbah, porteur d'eau, vendeurs d'oranges, amirautes et baies à la Lebourg, envahissent régulièrement les cimaises des halls des hôtels et les galeries d'Alger.

La dernière décennie a vu le phénomène s'accroître pour se généraliser systématiquement à presque tous les espaces ouverts aux expositions. Cet engouement ne va pas sans provoquer le questionnement chez les spécialistes de l'art, théoriciens et universitaires, qui se penchent aujourd'hui sur la question de savoir pourquoi Alger occupe la scène socioculturelle ces dernières années.

Symbole de " la citadinité ", elle est elle-même proposée comme symbole civilisationnel, culturel et éducatif idéal.

Les discours du paysage:

Les éléments d'explication à la fois d'ordre esthétique, sociologique, culturel ou économique sont étroitement liés les uns aux autres par le fait qu'ils agissent en dernier ressort sur la composition du modèle social et des valeurs produites par la société.

L'une des raisons tient au fait que l'apprentissage de la peinture de chevalet relativement récent continue de constituer une découverte pour les amateurs d'art qu'ils soient artistes ou consommateurs; sa maîtrise et son exercice passant par l'acquisition des éléments de base du métier, les artistes en font une fin en soi, encouragés en cela par la fascination pour le pouvoir de la représentation.

Tenace car nouvelle, cette fascination est aussi celle que le public éprouve devant les œuvres d'art et " le mystère de la création ".

Il en résulte que le portrait, le paysage, ou la nature morte, vont attirer par leur capacité de ressemblance et de vraisemblance, beaucoup plus que d'autres œuvres qui, elles, ne donneraient pas à lire directement un discours au premier degré, mais appelleraient au questionnement autour de l'œuvre.

La raison suivante découle directement de la première, car la peinture va être exercée, par toute une armée de peintres, comme un métier; ils brandissent alors le savoir-faire pictural, l'exercice, la maîtrise et la pratique de la technique picturale comme les symboles de l'art véritable dans le sens très académique du terme: Hafid, Djemaï, H'sissen, Khelifi, Talbi, Laraba, Bennya pratiquent la peinture à la manière du début du siècle; réalistes, romantiques ou naturalistes, leurs méthodes artistiques sont plus proches d'une réalité passée, d'un temps immobile et hors époque que du réel, de plus en plus complexe, qui est celui que nous vivons aujourd'hui.

En fait cette façon de pratiquer la peinture est plus proche d'une appréhension de l'art comme une pratique populaire, s'apparentant en ce sens à la musique chaabi (lorsque H'sissen expose, par exemple, il accompagne presque toujours son exposition d'un concert chaabi, où il se produit lui-même), ou d'une autre forme d'artisanat typique de la cité algéroise.

Ces vues de la casbah, de la baie d'Alger ou de l'amirauté sont aussi, dans un certain sens, l'expression de la " revanche " de la peinture descriptive, de paysage, sur une peinture d'avant-garde qui, pendant longtemps a dominé les arts plastiques jusqu'à la fin des années 80: C. Mesli, D.Martinez, M.

Khadda, M.Issiakhem, Salah Malek, L. Hakkar, Zoubir Hellal, A. Mokrani, A.Silem, A. Mouhoubi, C. Chegrane et tant d'autres occupaient largement le monde des arts plastiques algérois, formant du même coup l'élite et l'avant-garde de la peinture algérienne par l'audace de leurs compositions et la richesse de leurs langages, repoussant, sans le vouloir, la première vers des espaces moins sollicités, moins privilégiés et, il faut le dire, moins cotés, comme ceux de l' " Unap " (Union nationale des arts plastiques, devenue aujourd'hui " Union des arts culturels ") qui devient alors le réceptacle de toutes les expressions plus ou moins talentueuses, de la peinture-propagande, de l'art pompier, ou encore d'un art plus populiste que populaire.

Le début de la dernière décennie a marqué la fin d'une grande période des arts plastiques. Cette avant-garde dont nous parlions plus haut, va disparaître de la vie algéroise: en exil, emportée par le terrorisme ou la maladie, ou simplement réduite à se taire devant l'énormité de la tragédie. Les cimaises désertées par cette imagerie imprégnée des discours contemporains de l'art universel, des nouveaux matériaux, vont vivre le retour, en force, des autodidactes et des techniques classiques de la peinture, impressionnisme ou réalisme (photographique) qui vont prendre, comme s'ils n'attendaient que cela, leur revanche sur une peinture, qu'en aparté ils considèrent plus comme l'expression de " l'incapacité à exercer la vraie peinture " que comme celle d'une singularité innovante.

Et c'est paradoxalement à cette période de crise tragique que vont proliférer et se multiplier ces images de la cité; c'est la ruée des peintres vers les expositions individuelles et collectives, où se côtoient, pêle-mêle, des artistes qui, souvent n'ont en commun que le pinceau et ces sujets récurrents dont la répétition relève aussi bien du pictural que du social ou du culturel.

Il est prouvé depuis longtemps, qu'en période de trouble, on se tourne vers le passé; pour y chercher le refuge par rapport à une réalité éclatée, pour y chercher un peu du bonheur qui auréole toujours le temps passé, car il est toujours idéalisé, noyé dans la brume des souvenirs d'enfance ou de jeunesse, qui, il est bien connu, sont toujours citées comme l'âge de l'insouciance et de la joie. On peut donc supposer que la situation tragique, qui habitait le quotidien, explique l'exaltation des images de la ville ancienne, la transfigurant, la colorant de traditions plus humaines, plus fraternelles.

Mais, ceci ne justifiant pas cela, du moins pas complètement, il apparaît dans cette attitude, chez certains peintres du moins, beaucoup de nostalgie (l'exposition du peintre Y.Hafid au mois de Juin 2001 à la galerie " Esma " l'exprimait bien par son intitulé

"Jadis...Alger"), non pas seulement la nostalgie qui naît de la décomposition impassible de la vieille ville, et qui susciterait, chez eux, le besoin de sa recomposition par l'image artistique, mais, et cela est plus profond, celle d'une "citadinité" et d'un mode vie, d'une culture qui lui seraient attachés. Cette "nostalgie" prend alors l'allure d'une revendication d'un certain statut social et de l'appartenance à une élite citadine, qui l'aurait acquis par, apparemment, le fait de s'être urbanisée plus tôt.

On voit très clairement alors, comment la représentation, véhiculant une certaine idéologie esthétique, sert de discours pour le rejet du droit à l'appropriation de la ville par tous ceux qui ne sont pas des "citadins", ou du moins qui le sont depuis peu, ou qui le sont devenus par les hasards de l'histoire.

Mais au-delà de la question de la nostalgie d'un "paradis perdu", l'on peut observer que ces artistes, qui d'ailleurs refont une peinture déjà faite depuis longtemps, s'inspirant (jusqu'à la copie !) des peintres coloniaux, comme Lebourg, Deshayes, Lepoitevin, Carré...ciblent une clientèle certaine, peignant alors presque sur commande pour des consommateurs déjà connus: l'existence de ces derniers est une motivation de taille pour les artistes et pas des moindres. Elle est cependant stimulée par la prise en charge des espaces de diffusion de l'art par une couche sociale aisée, issue de la bourgeoisie ancienne reconverte, dominée par des femmes qui en font en même temps qu'un hobby, une source de revenus appréciable; elles sont aussi peintres et perpétuent alors des images conventionnellement admises comme celles d'une féminité (algéroise...), femmes sur les terrasses de la casbah, dans les patios, bref, enfermées dans cet environnement traditionnel qu'elles-mêmes ne subissent plus tellement, avec une préférence pour les couleurs pastel et l'aquarelle dont la légèreté correspondrait à la finesse que l'on veut accorder au mode de vie ainsi sublimé: à ce titre, les intitulés de leurs expositions sont très significatifs: "Rémoniscences" pour la dernière exposition de Safia Zoulid ou autres "visions d'Alger" pour d'autres comme Fériel Baba-Aïssa, Aïcha Haddad, N.Z'hor Saadouni, L.Ferhat, I.et A. Bioud. Certaines disposent d'espaces privés d'exposition, et utilisent alors l'engouement des nouveaux riches, désireux de s'apparenter par l'acquisition de ce type d'œuvres, à ce mode de vie qui y est décrit, et d'une certaine manière se donner l'illusion d'appartenir à ce monde plus "raffiné" de la vieille bourgeoisie algéroise. Mais en réalité ces reproductions orientalistes, faites sur mesure, souvent bâclées, font partie du décor hétéroclite des nouvelles bâtisses individuelles au luxe tapageur et clinquant qui foisonnent aujourd'hui aussi bien dans les banlieues que dans les vieux quartiers de la ville.

Un marché pour ce type de peinture, apprécié aussi par les étrangers grands amateurs d'art local, existe aussi bien à Alger que de l'autre côté de la Méditerranée; il est même un argument commercial solide pour son développement et, quoi qu'ils en disent, pour les peintres eux-mêmes; même si pour certains, ils n'est pas l'expression de leur "être artistique" véritable, il n'en demeure pas moins qu'eux aussi ne résistent pas à l'appât d'un gain certain.

Beaucoup d'artistes peignent ainsi des moments qu'ils n'ont pas connus, magnifiant pour des valeurs qui ne leur appartiennent pas, puisant dans des ouvrages historiques des images pas toujours authentiques, sacrifiant à cette vogue de l'orientalisme qui décidément n'en finit pas; ils sont souvent d'ailleurs, d'excellents copistes, nullement embarrassés par un quelconque questionnement philosophique ou esthétique.

Il est intéressant de constater que ces images font en même temps l'unanimité du point de vue du goût esthétique aussi bien auprès de ceux qui tiennent lieu de "jet-set" dans la société que du simple citoyen moyen; ce pourrait être là, l'élément d'une explication qui tiendrait de la démocratisation peut-être de l'art mais aussi de la consommation esthétique; c'est aussi l'indice d'une hypothèse qui relèverait du besoin des peuples en matière iconologique, et qui conviendrait au cas présent si l'on part de l'idée que nos environnements traditionnels ont toujours été plutôt dépouillés, les seuls éléments de décor s'y réduisant à quelques symboles plus ou moins abstraits et les images descriptives pratiquement absentes. Ceci expliquerait alors la consommation et l'attrait des œuvres proposant la description, même figée, de la nature morte, paysage ou portrait. La question mérite d'être posée, mais elle concerne un autre débat, que l'on ne peut ouvrir ici.

Au bout du compte, au-delà de toutes ces considérations qui sont autant de tentatives de cerner les raisons qui expliqueraient cet aspect particulier de la scène picturale algéroise, s'impose l'évidence que les images ne sont pas innocentes et qu'il n'y a pas de neutralité dans la représentation.

Bien au contraire, l'art comme forme de la conscience sociale et champ immense de la vision du monde, reflète les comportements sociaux comme les changements dans la pratique sociale; le champ de l'art sera donc un lieu particulier d'expression des batailles idéologiques et esthétiques qui secouent la société en général; de ce fait il est très certainement producteur de valeurs esthétiques propres à orienter la formation du goût, catégorie esthétique malléable et dynamique; les images que les artistes proposent à la consommation s'avèrent être, dans cette logique, la proposition d'une vision du monde, de la ville, d'une façon de vivre, et véhiculent un discours propre

à influencer le consommateur, cherchant à le convaincre en s'appuyant sur la force du représenté et légitimant donc de cette manière ses images qu'il propose comme des réalités.

La représentation de la ville a toujours occupé une place importante dans l'histoire de la peinture et si elle revient aujourd'hui avec autant de force, c'est parce que l'environnement urbain, élément permanent de la définition de l'identité, y participe par la notion d'"appartenance" ou "non-appartenance". De ce fait, comme un livre ouvert, elle laisse voir tous les signes des luttes et des transformations en cours pour son appropriation.

Ce n'est pas par hasard non plus que l'architecture occupe une place importante dans la représentation de la ville: elle a toujours été la forme d'art la plus porteuse de l'idéal de l'homme, et, idéal esthétique d'abord, sa détérioration ou son raffinement déterminent pour les individus le degré et la forme de la civilisation; l'image que donne aujourd'hui la ville est celle d'une "centralité" entourée du chaos des grandes cités et des grands ensembles, de l'accumulation des maisons individuelles, bien loin de l'idéal commun, censé cimenter les valeurs de la collectivité. Sa représentation, comme celle des modes de vie qui s'y rattachent, laisse entrevoir la volonté, de la part de ceux qui dominent l'état du marché, d'imposer des valeurs propres à consolider le pouvoir d'une certaine couche sociale; ce qui explique l'accaparement de plus en plus évident de cette activité par des femmes, qui, comme l'explique si bien Bourdieu, sont les porteuses privilégiées du pouvoir de la bourgeoisie dans la sphère symbolique du culturel.

Enfin, il est sûr que cet état des lieux annonce, à travers la bataille des images, qui se précise de plus en plus, une lutte plus profonde, celle du pouvoir sur la ville, que la composante rurale petite-bourgeoise de la société se réapproprie depuis un certain nombre d'années, au grand affolement des tenants de la supériorité d'une "civilisation urbaine algéroise".

Bibliographie:

Ouvrages généraux:

- Akcerman Gerald M, "Les orientalistes de l'école britannique", Paris ACR Editions, 1991
 Akcerman Gerald M, "Les orientalistes de l'école américaine", Paris ACRE Editions, 1994
 Alazard Jean "L'orient et la peinture française au 19ème siècle, d'Eugène Delacroix à Auguste Renoir", Collection du Centenaire de l'Algérie, librairie Plon, Paris, 1930.

- Bourdieu Pierre, "La domination masculine"
 Arroussi Abdelhamid et Orif Mustapha "Panorama de la peinture algérienne, 1962-1994", Office Riadh-el-feth, Alger, 1995.
 Benedite Léonce, "Les peintres orientalistes français" in "Gazette des Beaux-arts", Paris, 1899.
 Fazekas Sabine, "La villa Abdelatif et ses peintres, 1907-1912", Mémoire d'histoire de l'art, ronéotypé, Université Paris Sorbonne.
 Julian Philippe, "Les orientalistes, la vision de l'orient par les peintres européens au 19ème siècle" Société française du livre, Fribourg, Office du livre, Paris, 1977.
 Laggoune Nadira, "Alger dans la peinture", RSM Editions, Alger 2000.
 Pouillon François, "Exotisme, modernité, identité, la société algérienne en peinture" in "Le Maghreb, l'Europe et la France, Editions du CNRS, Paris.
 Pouillon François, "Legs national, patrimoine national, Nasreddine Dinet, peintre de l'indigène algérien" in "Cahiers d'études africaines", Paris, 1990.
 Thornton Lynne, "Les orientalistes, peintres voyageurs, 1828-1908", ACR Editions, Paris, 1983.
 Vidal-Buë Marion "Alger et ses peintres".
 Malika Bouabdallah, "La peinture par les mots", Edition du musée des Beaux-arts d'Alger, Alger, 1994.

Revues:

- Revue "Algérie" année 1934.
 Revue "Algérie" année 1939.
 Revue "Algérie" 1942.
 Revue "Algérie" 1950.
 Revue "Algérie" 1956.
 Revue "Algérie" 1957.
 Revue "Algérie" 1958.
 Revue "Algérie" 1961.
 Revue "Algérie" 1962.

Autres sources:

- Manifeste du Mouvement "Aouchem".
 Catalogue de l'exposition "Les effets du voyage" de Fatma-Zohra Zamoum, Le Mans, 1995.
 Catalogue de la rétrospective d'arts plastiques "Grands prix de peinture du Comité des fêtes de la ville d'Alger", Editions du Comité des fêtes de la ville d'Alger, 1992.

LE MIROIR BRISE DE LA METROPOLE ALGEROISE

Jean-Pierre Frey

Résumé:

Nulle analyse de la ville, pas plus que des processus plus généraux d'urbanisation, ne sauraient se dispenser de recourir aux problématiques, objets, méthodes des diverses sciences humaines ou disciplines s'intéressant au phénomène urbain pour tenter d'édifier une image objective des phénomènes dont elle est le siège ou auxquels elle donne lieu. La ville ne saurait cependant pas plus se réduire à la simple agglomération d'édifices et d'êtres humains à laquelle le sens ordinaire renvoie, que son image être la somme ou la superposition d'objets plus ou moins scientifiques que les regards experts, érudits ou simplement spécialisés constituent selon des logiques différentes et parfois exclusives.

Au paysage topologique que la géographie propose dans ses vues d'ensemble s'oppose un choix trop souvent partial de rares façades d'édifices dans les revues d'architecture. Les plans d'urbanisme prétendent faire apparaître en même temps qu'advenir les lignes de force d'une logique planificatrice, souvent démenties par les implantations incontrôlées des populations.

Le regard épidémiologique médical ou hygiéniste ausculte au fin fond de l'intimité domestique, le géomètre arpente de long en large et parfois de travers sans parvenir à s'émanciper d'une pratique comptable, l'ingénieur donne toute la mesure de lui-même dans une ville enfouie et inaccessible au regard du commun, bref il y a bien non pas une image de la ville mais des images multiples se combinant comme dans un kaléidoscope. La sociologie fut bien tentée d'identifier ces images auprès des divers groupes sociaux d'habitants ou de visiteurs plus ou moins familiers des lieux fréquentés ou parfois même simplement fantasmés. Elle peut aussi s'employer à offrir une image cartographiée sinon de la morphologie sociale, du moins d'un certain espace social de la ville.

Reste que, au-delà de cette anatomie urbaine, l'image que le citoyen ordinaire se fait d'une ville garde une force considérable non seulement par ses vues synthétiques et empathiques de l'espace, mais aussi parce qu'elle ne cesse de se recomposer en s'alimentant de vues plus riches, précises et argumentées que les diverses disciplines instillent dans la littérature et le sens commun.

Introduction.

La démarche que nous suivrons pour organiser notre exposé consistera à mettre en balance les images et les approches ordinaires de la ville d'Alger telles qu'elles apparaissent dans des ouvrages grand public, consacrés à cette ville ou à l'Algérie des débuts de la colonisation à nos jours, et celles que les disciplines concourant à l'urbanisme, ont progressivement édifiées. On sera en particulier attentif aux emprunts faits à certaines de ces disciplines, notamment en relevant les aspects sur lesquels ils portent et les arguments à l'appui desquels on les utilise. L'évolution historique des principales lunettes empruntées successivement ou simultanément utilisées pour édifier une image communément admise ou en tout cas largement diffusée de la ville d'Alger devrait contribuer à nous inciter à en reconsidérer les images qui, clichés ou lieux communs, gagnent toujours à être régulièrement reconsidérées en questionnant leur pertinence.

C'est en partant de l'idée que les villes devaient une part de leur histoire autant aux images ordinaires que tout citoyen s'en fait - ces lieux communs aux sens propre et figuré du terme -, qu'aux regards experts et spécialisés, trop souvent partiels, restrictifs et partiels, que j'ai souhaité examiner les images que l'on donnait de la ville d'Alger dans une série d'ouvrages.

A défaut d'être des livres d'histoire urbaine, ils datent à peu près tous du XX^e siècle et comportent systématiquement soit des références à une vision historique de la ville, soit offrent un point de vue toujours daté sur un aspect ou un autre de cette agglomération à un moment précis de son développement. Des images de la ville, de sa population et de ses problèmes d'aménagement apparaissent ainsi au fil de la lecture, dessinant des figures privilégiées de cette histoire, laissant aussi transparaître des zones d'ombre, des points de vue orientés, des bévues tenaces, des cécités récurrentes... Sans avoir la prétention de faire un essai d'icnologie littéraire sur la ville d'Alger, nous attendons de cet exercice qu'il nous fasse mieux saisir ce que les approches architecturales et urbanistiques doivent aux visions ordinaires de la ville, et comment elles peuvent les approfondir, ou nous permettre de s'en méfier et de s'en dépendre. Suivre de nouvelles pistes dans l'exploration de cet espace revient en somme à en changer l'image en modifiant notre regard en prenant mieux conscience de notre point de vue. Nous avons aussi en tête le fait que l'un des livres fondateurs de l'urbanisme, il y a près de 90 ans, fut écrit par un juriste un peu poète qui, à propos de Nice, qualifiée de capitale d'hiver⁽¹⁾, a eu comme ambition d'allier le regard du promeneur aux considérations critiques de l'habitant urbain soucieux de l'apparence et de l'avenir des villes. C'est animé par le même souci que nous avons considéré Alger, d'autant que certains

auteurs ont explicitement fait cette relation(2).

Portraits et silhouettes: de la blancheur à la grisaille

Si les fantômes et les rêves les plus fous ont hanté les nuits des explorateurs, conquérants et aventuriers abordant un territoire présentant un attrait exotique certain: "altière sultane alanguie au bord de quelque lac d'opale "(3), "belle mauresque [...] nonchalante et prometteuse "(4), c'est avant tout la ville physique qui devait imposer une image dominante. Larbi Icheboudène a eu l'occasion de noter que les représentations imagées de la ville ne manquèrent pas. À en reprendre quelques-unes succinctement, on verra qu'elles fonctionnent largement sur le mode de la synecdoque et autres métonymies: "On dit Alger la blanche. Et il est vrai que la blancheur domine, criblée par la lumière [...] la blancheur d'Alger, c'est le vertige de la lumière et sa danse continuelle "(5) Cette "montagne de craie découpée par les hommes "(6), "immense gâteau de sel "(7) n'a jamais correspondu en fait qu'à la ville d'avant la conquête française, l'Alger "barbaresque "(8), "des pirates ", de la ville ancienne, toujours improprement appelée Casbah. Louis Bertrand, comme beaucoup d'autres, mettra le doigt sur le paradoxe du vieil Alger: faire figure de décor dans une vision idéale typique et rapidement folklorisée d'un côté, fonctionner sur le caractère caché et privatif de la vie domestique d'autre part.

"Nous ne nous demandons pas ce qui se cache derrière la toile, comment vivent, comment sentent et comment pensent ces figurants dont les coutumes sont si différentes des nôtres, ni surtout ce qu'ils pensent de nous. Les logis mystérieux, qui nous paraissent si pittoresques, nous ne nous demandons pas non plus pour quelle espèce d'humanité ils ont été bâtis, quels besoins matériels, quelles conceptions sociales, morales ou religieuses ils traduisent. [...] Enfonchez-vous maintenant dans ce couloir obscur, aux demi-ténèbres douteuses [...] Le réseau de vieilles rues montantes et tortueuses, c'est ce qu'on appelle improprement Casbah (la vraie Casbah, c'est la citadelle qui domine la ville). [...] Mais, à mon avis, la vraie Casbah n'est pas là, dans ce tumulte et ces couleurs ardentes de réveil. La vraie ne se livre point ainsi au regard du passant. Elle est retirée, murée et comme ensevelie derrière une triple barrière d'ombre, de silence et de refus."

BERTRAND (Louis), Alger, Paris, éditions du Siècle Fernand Sorlot, 1938, 152 p., pp. 20-24

Notons tout d'abord le fait que ce regard qui institue la ville ancienne comme un objet figuratif d'une imagerie populaire tenace -et reprise pratiquement par tous les auteurs et le sens

commun-, est celle de l'étranger qui découvre le site en y arrivant par bateau.

"C'est l'un des paysages urbains les plus justement célèbres de tout le littoral méditerranéen que la vue d'Alger pour le voyageur venant de la mer. Au-delà de l'île de l'Amirauté où la vieille tour octogonale du Penon domine les bâtiments tout blancs de la Marine, la vieille ville montre ses maisons arabes qui se pressent, se bousculent, se hissent à l'assaut de la colline, vers la Kasbah, et ce triangle de blancheur contraste avec la masse grisonnante des édifices européens étagés sur les flancs d'El-Biar ..."

LEYRITZ (Armand), in: Le Domaine colonial français, tome 2, Paris, Ed. du Cygne, 1929, 474 p., p. 118

Certains, comme ces guides cicérone qui indiquent l'endroit précis d'où il convient de faire LA photo, précisent même l'endroit et l'heure où l'image de la ville gagne à être saisie: "Dans la baie demi-circulaire qui s'arrondit au sud, le bateau virant à tribord, cherche l'entrée du port. C'est à ce moment précis qu'il faut regarder Alger, de la proue du navire. "(9) Il faudra même à cette occasion revenir sur une erreur assez courante de lecture des orientés puisqu'elle est "orientée face à l'est et non au nord comme j'étais tenté de le croire "(10). Bref, la ville que découvrent ces nouveaux conquérants est bien au sud de la Méditerranée mais regarde le golfe et la Kabylie plutôt que la France, dont elle ne sait sans doute que peu de choses, et dont elle se passait fort bien. La relation entre la ville et le port est de nature assez exceptionnelle et le restera. Sauf peut-être dans les récits de l'attaque de la ville à partir du débarquement à Sidi Feruch, on ne sait rien de son abord par la terre. On ne sait pas vraiment plus de choses non plus sur cette vision des vaincus(11) qui aurait contredit les lectures toutes plus ou moins désobligeantes ou fascinées (ce qui, d'un point de vue épistémologique, revient à peu près au même) de l'espace de cette "ville de barbares ". Certains auteurs subodoraient des traces anciennes, antérieures même à la conquête romaine dans cette structure de la ville que sont les principales voies de circulation(12) mais rien ne fut fait pour s'en enquérir, dans les premiers temps tout au moins.

Au contraire, l'armée et les premiers colons vont s'employer à faire disparaître une part des traces de cette culture indigène en démolissant maisons d'habitation et lieux de culte et en entamant l'intégrité de la ville fortifiée. L'angle d'attaque correspond alors au centre névralgique de la cité: le quartier de la Marine, en face du port, au pied de la Casbah, entre les portes de Bab-el-Oued au nord et de Bab-Azzoun au sud. On ouvrira donc, comme dans d'autres villes fortifiées une brèche dans les fortifications, dont la béance pourra garder le nom comme c'est

la cas à Constantine. L'agglomération va dès lors se restructurer à partir de la Place du Gouvernement, qui est à l'intersection de l'axe nord-sud et de sa perpendiculaire, qui va en gros du sommet de la ville ancienne, la véritable Casbah, à la darse du port. Dans la construction de l'image coloniale d'Alger -l'Alger coloniale allant bien au-delà, comme nous le verrons-, la nouvelle centralité se veut au cœur de la ville basse et procède de la création d'un espace public propice au côtoiement des divers groupes sociaux, aux fréquentations et aux festivités mondaines, aux défilés et à la circulation des véhicules (13): "La Place du Gouvernement, appelée à devenir le centre de l'Alger français, eut des débuts modestes [...] C'était cependant un des rares endroits où pouvaient rouler des voitures, inconnues à Alger avant l'arrivée des Français" (14). Contrôler en démolissant les fortifications et en perçant des voies dans la médina, embellir pour faire bonne figure conformément à l'image d'une ville bourgeoise européenne, tels furent les premiers objectifs poursuivis, et dont la ville actuelle garde la trace comme une cicatrice mal refermée.

"Le quartier de la marine, dont la transformation était envisagée dès 1860, et dont la destruction apparaissait depuis inévitable, a conservé le premier aspect qui lui fut malencontreusement donné dans les premières années de notre installation à Alger: celui d'une petite ville bâtarde, ni mauresque, ni complètement européenne, où subsistent les ruelles étroites, véritables boyaux, les impasses et quelques passages couverts et obscurs de la vieille cité des Barbaresques."

LESPEDES (René), "Les Grandes villes, Alger, capitale qui déborde hors du cadre de son site naturel", in: *Algérie 1937*, Alger, Ed. de Chantiers, 184 p., pp. 11-25, p. 15.

La ville, en somme, gardera toujours cette altérité, qui en fait en même temps son charme et son caractère étriqué. En dehors du fait que la topographie apportera son cortège de contraintes et d'obstacles à une planification unitaire, voire unique, elle juxtapose des tissus de nature et de conceptions esthétiques différentes, douteuses pour certains.

"L'aspect d'Alger mit le comble à mon désappointement. Ce n'était déjà plus, il s'en faut, cette carrière éblouissante, ce trapèze de marbre blanc, ce fantastique amas de choses indéchiffrables, étonnement du voyageur et ravissement du paysagiste. [...] le gris d'Alger est fade, ignoble, dégoûtant. Il sent la banalité, l'égoïsme et la sottise."

DESPREZ (Charles), *Alger naguère et maintenant*, Alger, impr. du Courrier de l'Algérie, F. Maréchal, 1868, 334 p., pp. 47-48

La Casbah va devenir une sorte de point de fixation dans une sorte d'idéal-type de l'image de la ville d'Alger. D'abord parce

que, par un contraste qui ne cessera de s'accroître au cours de l'histoire, elle représentera le passé, l'héritage, le terroir, mais surtout une sorte de conscience malheureuse aussi bien de la politique sociale, que de celles du logement et de l'urbanisation, étriquées, destructrices, jamais abouties, toujours différées. Qu'on l'aime ou pas, que l'on en apprécie les charmes ou que l'on s'afflige de sa décrépitude, la Casbah est appelée à demeurer ce par rapport à quoi la marche de l'histoire vers la modernité se mesure. Il nous semble impossible de rendre compte des jugements de valeur la concernant tant ils sont divers et variés tout au long de l'histoire. C'est donc un objet de controverse par excellence. Nul doute en revanche que sa renommée ne soit le résultat de la domination coloniale française, quelles que furent, donc, les idées que l'on ait pu s'en faire. On peut en effet relever avec André Nouschi

que " [...] la médiocrité de l'activité artisanale donne à Alger cette allure originale dans la Régence: une ville administrative, un port médiocre, un centre commercial et artisanal de faible rayonnement, sans ouverture réelle sur la mer ou sur l'intérieur, une quasi-place de guerre maritime. Si l'on ajoute à cela la précarité d'existence des Deys qui sont à la merci de la moindre conjuration de l'Odjaq, en réalité rien ne concourt à donner à la ville une place de premier plan dans la nomenclature des villes maghrébines" (15). Tlemcen, Tunis, Constantine, Bône, comme plus tard les places fortes de Mers-el-Kébir et Bizerte, relèguent toujours Alger dans un rôle de simple capitale administrative plutôt que de capitale économique ou culturelle. La montée en puissance du port d'Oran malgré les efforts consentis pour moderniser celui de la capitale ne cessera d'inquiéter les autorités coloniales. (16)

Bref, on a nettement l'impression que, à partir de 1830, la ville d'Alger sera ailleurs que dans la Casbah. A l'heure actuelle encore, les autorités s'en détournent en la laissant se dégrader au point qu'elle menace globalement ruine. Qu'elles s'en soient méfiées dans les périodes de conflits, que celle-ci soit apparue comme un territoire dangereux parce que difficilement contrôlable -et la Bataille d'Alger l'atteste-, on peut le comprendre. Mais que certains considèrent qu'elle fait en quelque sorte tache dans le paysage, voilà qui est plus paradoxal.

D'où peut bien venir ce profond mépris? D'une certaine idée de la modernité, sans doute, mais d'une modernité normative et planificatrice plutôt que de cette modernité discrète qui s'insinue dans l'univers domestique grâce aux modifications de la vie quotidienne des populations. Nous pensons donc que ce sont les modes de vie et les types de populations qui sont en cause plutôt que le quartier lui-même dans ce qu'il présente comme caractéristiques architecturales et urbanistiques.

La morphologie sociale et les méandres de la cohabitation:

Mais qui sont donc les " indigènes " de la Kasbah comme du reste de l'Algérie dans son ensemble ? Cette question aurait mérité d'être posée à tous les recensements et mériterait encore de l'être à l'heure actuelle. Serait-ce que l'on n'aurait pas vraiment envie d'aller la voir ? L'ethnologie et l'anthropologie ne sont devenues urbaines que trop tardivement pour nous édifier avec rigueur et précision sur cette question. On en reste en général à des grandes classifications(17), au mieux à des monographies circonscrites à un type d'habitat(18) ou à une ville(19), plus rarement (et surtout trop tardivement) à des analyses de type socio-démographique(20). Il faut dire que deux obstacles majeurs s'opposent à cette connaissance. Il y a d'une part la farouche résistance qu'oppose la société musulmane à toute incursion dans l'espace domestique et le refus de la libre expression des femmes. Il y a d'autre part la conviction (de la part des pieds-noirs en particulier) qu'il n'y a rien d'intéressant à analyser et, surtout, qu'on peut comprendre sans avoir besoin d'y regarder de plus près. Le regard de l'ethnologue est en quelque sorte doublement dérouteré: de l'espace domestique et, qui plus est, des quartiers urbains.

" Je comptais donc faire comme lorsqu'on étudie des Masais ou des Australiens, des Esquimaux ou des Peaux-Rouges: aller dans les villages mêmes, y rester quelque temps et conduire ainsi des enquêtes complètes de proche en proche. Ah bien ! J'ai dû déchanter ! Je n'avais oublié qu'une chose. C'est que l'Islam oppose aux enquêtes ainsi voulues une barrière continue. [...] Quand un Français de France met le pied en Algérie, il peut s'attendre à ce que les Français du pays lui répètent à satiété: Vous voulez voir des indigènes ? Mais il n'y en a plus ! ils n'ont plus rien d'intéressant [...] Alger ? la Kasbah ?

Ici, un paragraphe spécial. Mon Dieu ! m'en a-t-on dit sur la déchéance de la Kasbah d'Alger ! Une dame, qui était venue en Algérie il y a une vingtaine d'années, avait commencé le feu: Vous savez, inutile d'aller dans la Kasbah ! Ah, autrefois, je ne dis pas, c'était très intéressant, très pittoresque; mais maintenant, il n'y a plus rien ? Voilà le refrain: il n'y a plus rien ! [...] Je fus d'abord hypnotisé par ces affirmations unanimes, et je restai trois jours à Alger sans aller à la Kasbah. Enfin, par simple acquit de conscience, je me décidai à y grimper, en compagnie de mon ami William Marçais. Ah ! quelle surprise et quelles joies ! "

VAN GENNEP (Arnold), En Algérie, Paris, Mercure de France, 1914, 217 p., pp. 131-132

Nul doute que ces remarques du début du XXe siècle ne soient encore d'actualité, bien que toute la population ait changé. Le

problème est que l'on ne s'est jamais vraiment donné les moyens d'identifier clairement la population d'Alger, par exemple en fonction des itinéraires résidentiels: Les régions d'origine, certains flux migratoires privilégiés ou la simple référence aux patronymes ont sans doute ajouté à la confusion plutôt qu'elles n'ont permis de lever des ambiguïtés, qui ne peuvent que subsister, sans parler du costume et de la physiognomie.

" En 1830, l'Alger turc était une ville bourgeoise peuplée de capitaines, d'officiers, de fonctionnaires turcs, d'immigrés andalous riches et cultivés. En 1930, on ne voit plus guère dans la Kasbah que des Kabyles; "la Kasbah, dit un Andalou avec un sourire mélancolique, c'est Tizi-Ouzou"; on sait que la sous-préfecture de Tizi-Ouzou est la capitale officielle de la Kabylie. Ces Kabyles, en bloc, ne sont pas autre chose que la main-d'œuvre; l'Alger français a fait de la Kasbah sa cité ouvrière; il ne l'a pas seulement enkystée, il l'a digérée.

C'est un spectacle tragique: il y a là-dedans toute la féroce de la vie. L'aneantissement serait plus miséricordieux.

GAUTIER (E[mile]-F[élix]), L'évolution de l'Algérie de 1830 à 1930, Cahiers du Centenaire de l'Algérie III, Publications du Comité national métropolitain du Centenaire de l'Algérie, s.l.n.d., [1930], 95 p., p. 90

L'évolution historique (et philologique) des dénominations des populations utilisées pour spécifier les habitants des divers quartiers de la ville mériterait à elle seule une thèse. Mais quel crédit accorder aux désignations auxquelles ont eu recours la plupart des auteurs ? On sent bien que la question se pose de savoir à qui l'on a affaire. Nous ne nous prononcerons pas sur cette question pour la période précédant la colonisation française, mais, dès 1830, on voit fleurir des descriptions en tout genre.

Il n'est pas sûr non plus que le sens commun, c'est-à-dire les habitants eux-mêmes, aussi familiarisés qu'ils puissent être avec la société à laquelle ils appartiennent et avec leurs voisins, soient à même de donner une vision pertinente, équitable et juste de la composition de la population. On mélange en effet trop souvent une supposée origine géographique, la culture, la nationalité, la confession et surtout des jugements de valeur sur la légitimité de l'occupation des lieux. Ainsi, par exemple, chez Charles Desprez dans la deuxième moitié du XIXe siècle, la classification fonctionne-t-elle de façon arborescente à partir de deux grands ensembles: " ceux qui sont plus ou moins vêtus comme nous ", autrement dit: des Belges, Anglais, Suisses, Espagnols, et Israélites !, et " ceux qui le sont plus ou moins autrement ", c'est-à-dire: Maures (Arabes citadins), Arabes campagnards, Biskris, Kabyles, Mozabites et nègres (Soudaniens, Tombouctoune)(21). Pour les Européens, il s'agit de nationalités (mais on peut préciser les régions), pour les

indigènes, confondus en général sous la bannière confessionnelle de l'islam, il s'agit de groupes où l'origine géographique peut tenir lieu de définition ethnique. En règle générale, et quelles qu'aient pu être les classifications proposées, les Juifs dans cette histoire auront toujours une côte mal taillée, on fera toujours la différence entre les Arabes et les Kabyles, mais les pieds-noirs s'opposeront de plus en plus aux Français de France sans pour autant être comptés au nombre des indigènes. Peut-être comptait-on sur une subtile différence entre indigène et autochtones ?

Toujours est-il que, même Pasquali, qui fait l'effort d'identifier la population de la Casbah jusqu'à faire le lien entre le prénom et l'origine " ethnique " ou bien l'activité, le patronyme et le village d'origine, utilise les grandes catégories disponibles pour arriver à la conclusion que " la "CASBAH" est un véritable kaléidoscope humain dans lequel grouille un peuple composé d'une multitude d'hommes et de femmes de provenances et d'origines diverses "(22).

Admettons que les Kabyles dominent, non seulement dans la Casbah, mais aussi dans l'ensemble de l'agglomération, voire même dans l'appareil d'Etat ou tout au moins dans l'administration de la capitale, la question reste de savoir si la ville elle-même garde la trace matérielle (et purement symbolique ?) de la catégorie de population qui en fut à l'origine. Ce sont les concepts même de ville " musulmane ", " européenne ", " coloniale ", des quartiers " juifs ", des villages " nègres " qui sont en question dans la lecture du paysage urbain et des types d'habitat. En somme, la spécification peut se faire à l'échelle de différents objets dont l'espace se compose: le continent, le pays, la région, la ville, le quartier, l'immeuble, voire les éléments décoratifs ou les matériaux de construction, sans compter le mobilier et le costume. Il s'agit bien de l'habitat comme fait anthropologique et des aspects pratico-symboliques de l'organisation sociale dans l'espace urbain.

L'une des spécificités d'Alger est bien là: dans les traces d'une diversité exceptionnelle de groupes sociaux culturellement différenciés ayant cohabité de façon originale, à travers de subtils échanges, mais aussi de multiples ségrégations plus ou moins clairement affichées, reconnues et admises.

L'ostentation de divers signes distinctifs fut d'autant plus importante que la confusion eût été vraisemblablement considérée comme la pire des calamités par les parties prenantes de tout bord. On ne peut rien comprendre à une ville comme Alger, même à l'heure actuelle, si l'on fait l'impasse sur cette question du marquage culturel et symbolique des lieux dans les pratiques d'usage de l'espace, que celui-ci soit domestique ou

urbain, surtout dès lors que cette disparité intérieur/extérieur est reconnue comme procédant non seulement de différences confessionnelles, idéologiques et culturelles, mais aussi et surtout d'un processus historique de modernisation des modes de vie urbains(23).

" On ne peut vraiment saisir la physionomie particulière du peuplement d'Alger, ni même se rendre un compte exact des causes qui influent sur le mouvement de sa population, sans en examiner de près les divers éléments ethniques et leur localisation sur le territoire urbain. On se doute bien en effet qu'une agglomération aussi cosmopolite, et d'ailleurs greffée sur une ancienne ville indigène, ne saurait être traitée comme une ville européenne, si hétéroclite soit-elle. "

LESPES (René), Alger, Etude de géographie et d'histoire urbaines, 1830-1930, coll. Du Centenaire de l'Algérie, géographie, Paris, Lib. Félix Alcan, 1930, 860 p., p. 544

Cet auteur, sans doute celui qui a offert la connaissance et la vue les plus approfondies de cette ville dans ce qu'elle garde d'essentiel -au moins pour la partie centrale-, notait dans la foulée de cette remarque qu'il est " regrettable que l'on ait dû renoncer, dans les derniers dénombrements, à faire la distinction des Français d'origine et des naturalisés "(24). La question ne se pose plus dans ces termes, mais il reste que la connaissance la plus fine possible de la distribution de la population dans le parc immobilier -et dans les divers quartiers, selon la nature de l'organisation de l'espace domestique et de l'espace public-, reste une donnée essentielle de la compréhension de la ville.

La ville d'Alger et ses territoires

" Si Bab-el-Oued est le quartier espagnol, la rue de la Lyre peut bien prendre le nom de quartier juif. [...] Le quartier sélect est actuellement la rue d'Isly qui, au-delà du square Bresson, fait suite à la courte rampe de la rue Dumont-d'Urville. C'est vers cinq heures du soir, en hiver, qu'il faut venir se promener [...] où défile le tout Alger. "

CHOLLIER (Antoine), Alger et sa région, Grenoble, Arthaud, 1929, 176 p., pp. 39-40

S'il est vraisemblable que des migrants de la métropole aient logé dans la Casbah(25) ou se soient mêlés aux populations d'origine espagnole, maltaise, mahonnaise(26) des quartiers de la Marine et de Bab-el-Oued(27), véritable tour de Babel(28), c'est au-delà, à partir de la Place du Gouvernement, et, plus particulièrement du côté de Bab-Azzoun, dans un premier temps, que l'implantation française s'affirma(29). Le beau monde pouvait y paraître. Les descriptions du tout Alger faisant des " longueurs "(30) à " l'heure du trottoir ou du persil "(31)

sous les arcades de la rue Bab-Azzoun (du côté droit, le plus chic) en hiver et sur le boulevard de l'Impératrice en été, avec le cotoiement de ces milieux que tout oppose, donnent une idée précise de la naissance d'une véritable ville, sinon nouvelle du moins d'un nouveau type.

Le nombre de villes que comporte Alger varie selon les auteurs. S'il s'agissait bien d'organiser une " colonie européenne " de peuplement, il faut admettre que des territoires s'enchevêtrent, se superposent, se substituent les uns aux autres, se contaminent dans ce qu'ils ont de plus caractéristique plus qu'ils ne se seraient simplement juxtaposés. De ce point de vue, une approche proprement linguistique(32) calquerait un paysage sonore sur celui de la ville bâtie(33). L'accent et l'esprit gouailleux des Algérois relève d'une alchimie en vertu de laquelle le parler pied-noir(34), le pataouète(35), ce sabir(36) urbanisé, survivent en se métamorphosant dans le mélange actuel de français et d'arabe, un peu comme les Cagayous(37), Double-Tchatche(38) et autres Pépète(39) de la Cantère sont les ancêtres d'Omar Gatlato. Une approche culinaire permettrait sans doute de repérer des processus similaires...

A côté de la ville blanche va se développer la ville grise. C'est ainsi qu'avec enthousiasme ou mépris, les commentateurs vont saluer le développement d'une agglomération de constructions " occidentales " plus ou moins bien ordonnées. Les critiques portent autant sur le style, faisant de cet espace urbain une " succursale des Batignolles ", pour certains(40), une " ville ultra moderne, salubre, en avance d'un demi-siècle sur d'autres villes d'Europe ", pour d'autres(41), que sur la perte de l'originalité par rapport au site et au climat. Il y eut bien des tentatives sans doute moins d'adaptation que d'invention d'un vocabulaire architectural spécifique. Les vues d'un gouverneur comme Jonnart et les œuvres d'architectes comme Umbdenstock ou Fernand Pouillon (mais il y en a plein d'autres à redécouvrir), mériteraient plus d'attention(42) et moins d'ironie(43) car les réalisations de style mauresque ou arabesque(44) passeront sans doute rapidement pour ce que la ville offre de plus original comme architecture. Le regard du touriste qui, heureusement, n'a que faire des querelles d'écoles, contribue plus sûrement à la constitution d'un patrimoine que les producteurs eux-mêmes. Encore faut-il qu'il y en ait(45), et l'on peut craindre que leur rarefaction ne sonne le glas de la protection de certains édifices ou quartiers. Au demeurant, c'est souvent avec le recul de l'histoire et l'amnésie de la genèse des conditions de production que les œuvres s'apprécient. C'est un peu comme pour les arcades (nous pensons aussi à celles de Biskra imposées par le président Chadli) qui donnent un cachet particulièrement pittoresque aux rues et boulevard d'Alger et dont on peut regretter avec René Lespès que " pour ne pas imposer de

charges trop lourdes aux propriétaires, on y ait renoncé à l'époque contemporaine "(46).

Sans avoir besoin de détailler les divers quartiers de la ville, leur intégration progressive dans une agglomération qui efface aussi progressivement les limites et confond les périodes, on peut admettre qu'Alger présente une large variété de types d'édifices ressortissant à des conditions de production, doctrines, destinataires et conditions d'usage plus variées que dans la plupart des villes, notamment à cause (ou en vertu) des disparités de la population de la ville. La question qui se pose dès lors est celle de savoir si la spécification des quartiers peut se satisfaire de la simple référence -un peu paresseuse bien que parfois érudite- aux conditions initiales de production et d'usage des lieux. D'abord parce que la ville fait l'objet d'une constante redéfinition en fonction de ses conditions d'appropriation, ensuite parce que l'indépendance et l'occupation massive et brutale des biens vacants ont résolument changé la donne. Mais, surtout, rien n'a jamais garanti que l'image des édifices ou celle des quartiers soient conformes aux usages et à la demande sociale des destinataires. La stricte correspondance entre les caractéristiques des édifices et ceux des habitats des destinataires, au principe de la formation des types d'habitat, ne saurait jamais autant qu'ici dépendre des modifications que les occupants successifs ont fait et font encore subir aux lieux par diverses formes d'appropriation(47). C'est par cette voie chaotique que de nouveaux types d'édifices émergent laborieusement plutôt qu'ils ne feraient franchement irruption dans le paysage, même dans le cas des riches villas d'aujourd'hui dont on peut faire l'hypothèse qu'elles sont d'un éclectisme à l'image des bricolages financiers et des voies procédurières contournées dont elles sont issues. La question n'émerge que tardivement -dans les années 30, me semble-t-il, mais il faudrait le vérifier-, avec le démarrage d'une politique du logement visant massivement toutes les composantes de la population, et pas seulement les populations d'origine européenne. Le problème de la cohabitation de populations de conditions et de convictions différentes se verra ainsi explicitement posé.

" Dans un des cas de localisation le plus poussé: le quartier urbain, les nuances s'affirment entre cohabitants différents. Dans la même ville, rien n'est plus divers qu'un quartier européen et un quartier musulman. Nous ne pensons pas ici à l'opposition évidente, d'origine historique, entachée des diversités urbanistiques existant, par exemple, entre la Casbah d'Alger et la rue d'Isly. Nous avons présent à l'esprit l'aspect extérieur nettement différent, en partie à cause des niveaux de vie divers, mais aussi par tradition, entre patios espagnols et bidonvilles musulmans. Nous pensons surtout à l'absence de quartiers modernes, fussent-ils récents et construits dans les

mêmes normes architecturales. Dans celui habité par les Musulmans, les immeubles modernes, à l'euro-péenne, se parent bientôt de ces moucharabieh [sic] de roseaux qui cachent croisées et balcons, de couloirs d'accès en chicane. Ces modifications sont dues à une conception de la vie féminine qui, d'origine orientale, prend l'allure d'une prescription religieuse. Ces procédés ne sont pas des moyens de défense contre les regards européens mais contre éventuellement des coreligionnaires. Ils ont leur raison d'être dans une conception particulière de la vie en commun."

TINTHOIN (Robert), "Géographie de la cohabitation", in: Secrétariat social d'Alger, A la recherche d'une communauté. La cohabitation en Algérie, Alger, Editions du Secrétariat social d'Alger, 1956, 204 p., pp. 39-52, p. 43

Il y a bien évidemment, en termes de recherche, la question de l'appropriation du parc immobilier par les diverses catégories de population. La place occupée (la maison, le quartier) sont en effet un indice (voire un signe) de l'appartenance à un groupe social particulier dans une approche qui tiendrait d'une "histoire architecturale de la société" (48) et de la morphologie sociale issue des travaux de Maurice Halbwachs ou de Chombart de Lauwe(49). Mais il y a aussi à approfondir la question de la spécification des caractéristiques des destinataires des logements lors de la construction des édifices, notamment pour ce qui concerne les populations dites "indigènes" ou "musulmanes" de 1830 à 1962. Et ce sera non sans ironie, en tenant compte des ruses dramatiques de la raison moderniste, que l'on pourra aussi évaluer et faire le bilan de l'adaptation des logements construits depuis l'indépendance aux demandes de la population, avec son cortège d'emprunts et d'objectifs mal ciblés, déviés, rarement atteints. La démarche gagnerait à devenir longitudinale, pour mieux suivre les continuités et les ruptures sur la longue durée. Cela permettrait aussi d'éviter de faire de la création le seul moment d'attribution de sens -selon une idéologie toute architecturale qui se désintéresse de l'ancien pour se consacrer sans contraintes à des projets s'émancipant du contexte- au lieu de suivre son évolution dans l'avenir des édifices sur le long terme.

Le logement social qui est devenu la forme d'habiter dominante de ces dernières années -encore qu'une libéralisation des conditions de production en entame désormais l'intégrité- mérite ce type d'approche. Que furent les premiers HBM de l'Algérie ? Où sont-ils et à qui furent-ils destinés ? Qu'est-ce qui les différencie de leurs homologues de la métropole (la loi Siegfried spécifiant dans son article 16 qu'elle devait s'appliquer à l'Algérie) ? Lorsque, en 1956, un peu à la sauvette (c'est-à-dire trop tardivement), les autorités font le point sur les efforts consentis dans le domaine de l'habitat en mentionnant que "le

premier organisme d'HLM "le Comité départemental de patronage d'Alger" s'est constitué en 1900 et la première société d'HLM, "La Maison familiale", qui existe toujours, en 1906 "(50), elles commencent par confondre le logement social d'initiative privée, les sociétés ou les offices d'HBM (1889-1950) avec les HLM, qui leur font suite. En 1932, 83 groupements [organismes ou ensembles immobiliers ?] étaient censés représenter 2600 maisons individuelles, 2270 logements en immeubles collectifs pour un total de 21.000 personnes, pour toute l'Algérie. Les programmes massifs engagés par Jacques Chevallier affichent ouvertement la volonté de s'adresser aussi bien aux "Européens" qu'aux "Musulmans" [rappelons qu'on peut être l'un et l'autre, comme du reste ni l'un ni l'autre et néanmoins être Algérien ou, tout au moins, habiter en Algérie], par des opérations pouvant, selon le cas, s'adresser à l'une ou l'autre ou bien aux deux communautés.

"Au sein de ces vastes ensembles urbains, une répartition équitable a été effectuée entre les deux éléments de la population, Européens et Musulmans. C'est ainsi que 787 familles européennes et 789 familles musulmanes cohabitent en parfaite harmonie dans la partie "location" de Saada et de Mahçoul."

CHEVALLIER (Jacques), "Porte de l'Afrique moderne ouverte sur le vieux monde, Alger est à l'heure actuelle le premier chantier de France", in: Service de propagande, d'édition et d'information, Regards sur l'Algérie, Paris, impr. Yvert & Cie, 30 novembre 1956, 208-XCI p., p. 157

Bref, au-delà de la question de la localisation des différents groupes dans les divers segments du parc immobilier, se pose celle de savoir qui bénéficie de ces réalisations, de leur livraison jusqu'à maintenant; comment cohabitent ces groupes selon des modalités spécifiques d'agrégation et de ségrégation mais aussi et, peut-être surtout, comment fonctionnent les flux de mobilités sociales et résidentielles. Les occupants ne sont en effet pas toujours les ayants droit, ceux-ci n'y ayant pas forcément accès.

A Alger, plus que dans tout'autre ville, il n'y a pas de correspondance clairement lisible entre la nature du logement et la situation économique et sociale de l'occupant. Disons que les cartes ont été largement brouillées, et faisons l'hypothèse que les embryons d'économie de marché engagent l'ensemble de la société dans un vaste processus de décantation et de réajustement de la distribution de la population dans le parc immobilier.

Il y a évidemment quelques flux ou des stabilités plus aisément repérables que d'autres, et certains quartiers comme Hydra, El-Biar, etc. comportent plus de villas que de logements sociaux

collectifs. Mais les choses changent. Et l'on a d'autant plus de mal à savoir qui est qui et qui habite où, conformément à son pouvoir d'achat ou à sa situation sociale, qu'il n'est pas (encore ?) dans la culture dominante de procéder à ce type d'ostentation, à travers la façade des édifices en tout cas. S'il est vrai qu'à l'indépendance les nouveaux dirigeants prirent la place des anciens dirigeants en reprenant à leur compte les valeurs de modernité dont ils sont de fait les héritiers, ils relèguent aussi les nouveaux arrivants dans les endroits délaissés de la capitale ou propulsent des ruraux dans des logements correspondant à un degré d'urbanité qu'ils n'ont pas encore atteint. Ces migrants récents ne sont généralement pas en mesure d'assumer dans de bonnes conditions d'usage et d'entretien, notamment pour ce qui concerne les parties communes et les abords, une gestion des immeubles selon les nouvelles formes de sociabilité qui s'imposent. À défaut d'une transition en douceur pour passer du rural à l'urbain (notamment par le biais d'un habitat " individuel ", dont l'auto-construction montrera les voies nouvelles), les derniers arrivants se voient d'autant plus relégués aux marges de la ville que le caractère massif de l'exode accentue les déficits en logements comme en emplois. Le fait que l'un ait dépendu de l'autre ajoute à la confusion et le repli sur des valeurs supposées traditionnelles (et rassurantes) font office de projet politique. Il y a bien un déficit d'urbanité et d'accès équitable à la modernité promise par un marché de la consommation dans le fonctionnement de la ville. Le problème n'est pas nouveau mais il s'est considérablement accéléré en contribuant à la détérioration de la situation.

L'afflux massif de population reste un des phénomènes essentiels de constitution de la ville dans les deux derniers siècles. De ce point de vue, Alger serait une ville comme les autres si la croissance urbaine ne s'opérait pas systématiquement dans le débandade. L'expression qui revient le plus est celle " d'escalade " du site par les constructions, image qui se double de celle d'un flot de populations qui submerge l'ensemble ou dévale les pentes, selon le point de vue où l'on se place(51). " Poussant comme des champignons après la pluie, les villes auront une croissance que les municipalités, les urbanistes ne sauront ni limiter, ni normaliser, ni humaniser. " (52)

Logique et incohérences de la planification

Rares sont les auteurs qui estiment devoir rendre compte de ce qui se passe à la périphérie de l'agglomération ou recommandent d'y aller voir. Certains dénoncent très tôt la mise à sac du territoire et les défrichements(53), mais vantent aussi les charmes de la campagne environnante, ses villas mauresques

et ses jardins. Esquer, qui restera sans doute l'écrivain le plus sensible aux questions d'aménagement, mentionne même que " Belcourt ne peut manquer d'intéresser les urbanistes ", et l'urbanisme est bien, paradoxalement peut-être, une préoccupation majeure des autorités.

" Quand on pense aux heureuses réalisations que le Maroc doit à un urbanisme intelligent, on peut s'étonner qu'il n'en ait pas été de même pour Alger, et qu'après 1830, laissant intacte la ville turque, on n'ait pas construit la ville française en dehors, sur les hauteurs de Mustapha où l'espace ne manquait pas. De l'incertitude qui a pesé au début sur notre établissement en Afrique est résulté un provisoire qui a duré. [...] On a donc commencé par s'installer comme on a pu avec une intention d'économie qui a coûté très cher. La ville française a poussé au hasard des besoins, un besoin souvent dirigé par la spéculation. [...] Quant à l'urbanisme, il en a été question à Alger lorsque tout ou presque a été construit. "

ESQUER (Gabriel), *Alger et sa région*, Paris/Grenoble, Arthaud, 1957, 176 p., pp. 15-17

Cette référence au Maroc fait écho à celle de Lespès déclarant: " Eclairés par l'expérience de l'Algérie, nous n'avons pas commis les mêmes erreurs ni en Tunisie ni au Maroc. Ne pouvait-on pas aussi les éviter à Alger ? " Il donne comme raison de cette situation le fait que, place forte et port militaire, Alger fut tout d'abord soumise à des généraux gouverneurs raisonnant au coup par coup en termes de contrôle militaire de la ville ancienne et de sa population plutôt qu'à préfigurer sur un plus long terme un développement plus civil des activités, notamment portuaires. La ville restera toujours une capitale administrative plutôt qu'une métropole économique, mais aux mains d'un pouvoir qui enchaînera inexorablement attermoiements, concessions tardives aux groupes de pression en présence, sans jamais oser trancher. C'est vrai qu'une ville nouvelle, capitale économique et administrative émancipée de son port et des questions de défense et de contrôle de la ville ancienne - et qui se serait développée par exemple le long de la baie du côté de Maison carrée - aurait peut-être permis d'échapper aux turpitudes des pouvoirs en présence. C'est dire aussi que l'image de la ville n'a jamais pu être directement dépendante d'une activité ou d'un groupe social dominants qui lui auraient imposé son ordre et son esthétique. Les militaires éventrent, détruisent, font des boulevards à la place des fortifications, dégagent de la place pour les défilés, les pièces d'artillerie et les champs de manœuvre. La bourgeoisie commerçante et les colons exproprient, spéculent, investissent dans la débandade tout en se réservant de façon exclusive quelques havres de paix sur les hauteurs. Les beaux quartiers sont donc bien l'antithèse des quartiers populaires où les populations aussi bien " d'origine européenne " que "

musulmane" constituent un bas peuple d'autant plus attaché aux distinctions statutaires que les distances sociales et spatiales sont minimales, surtout avec les différences de poussée démographique et des revendications contradictoires. Les nantis auront toujours su prendre leur distance tout en préservant farouchement leurs intérêts. Les autres sont en revanche pris au piège de leurs conditions sociales.

Comment planifier une telle ville si ce n'est grâce à des compromis successifs et à des coups de force(54), et en résorbant tant bien que mal les poches d'injustice et de pauvreté. Contrairement à ce qu'appelle de ses vœux Le Corbusier - qui n'envisage de solution que via l'exercice de l'autorité dans des tracés rigides sur terrain vierge et face à des populations soumises(55) -, faire place nette n'eût pas suffi. C'est vrai que les plans des villages de colonisation sont particulièrement performants. Ils épargnent du reste, en général, les douars restant ainsi à l'écart des villes nouvelles. Mais, à l'échelle des grandes agglomérations, la question est plus délicate, et ne peut que difficilement se satisfaire de vues sommaires. Les réflexions de l'ordre d'un urbanisme qualifié de "culturaliste" tel qu'il fut enseigné à Paris, à partir de 1919(56), se développèrent pourtant très tôt à Alger. La création d'un Office public d'HBM (1921), l'élaboration d'un PAEE, dès les années 20, la fondation d'une Régie foncière (1932)(57), l'instauration de la Région algéroise d'urbanisme par le décret du 6 novembre 1937(58), la mise en place d'un Institut d'urbanisme de l'Université d'Alger sur le modèle de l'ITUUP [Institut d'urbanisme de l'Université de Paris] et destiné à "donner des urbanistes à l'Algérie" (59), travaillant notamment à une planification d'ensemble de l'agglomération dans l'Agence du plan, sont autant de dispositions exemplaires. "Alger a été dotée à cet effet d'un Bureau d'urbanisme sans précédent et sans égal en France, tant par sa conception que par ses méthodes d'exploration urbanistique. Une véritable "doctrine" de la ville a été établie, scientifiquement, à partir d'analyses et d'enquêtes précises." proclame-t-on en espérant sauver ce qui peut l'être face aux menaces qui pèsent sur la souveraineté française(60).

Le manque de confiance dans l'avenir invoqué par Lespès pour la période allant de 1846 au début du XXe siècle, les investissements insuffisants par rapport aux enjeux et à de légitimes ambitions, la timidité des moyens en études et en compétences malgré des projets souvent pertinents et pénétrants sur le long terme(61) caractérisent encore à l'heure actuelle la politique - ou plutôt son absence - appliquée à cette ville.

Conclusion:

On pourrait dire, en reprenant le diagnostic fait par Bruno Etienne en 1974(62), que la synthèse entre l'ethnocentrisme (l'invocation de la tradition, volontiers concédés aux pauvres, mais auxquels les riches et le pouvoir n'adhèrent pas) et l'eurocentrisme (la modernité de la ville comme marché de la consommation) que la nouvelle bourgeoisie ne se résout toujours pas à afficher dans une architecture réellement appropriée (à l'image des capitaux qu'elle négocie jalousement) et un espace public conçu comme un trait d'union entre les diverses classes de la société, n'est toujours pas faite.

Les problèmes récurrents, que sont l'eau, les égouts et la circulation, déjà mentionnés par Lespès en 1930, et auxquels s'ajoute la pénurie de logements et de terrains correctement planifiés et viabilisés pour construire, montrent que l'intérêt général est une notion qui ne fait toujours pas autorité sur les affaires de la cité. Chacun se sert de la ville et s'en sort comme il peut plutôt que la conscience civile d'une urbanité partagée n'impose le respect de l'identité collective de l'Algérois. Si le choc a été dur pour certains Algériens de devenir Algérois, et de le rester, c'est peut-être que la ville, dont on ne peut plus dire qu'elle fonctionne sur une discrimination proprement coloniale, n'offre toujours pas de territoires appropriés à l'expression d'identités sociales qui ont toujours autant de difficultés à exister non seulement dans l'espace, mais par l'espace. La question est donc moins celle des moyens de la planification que celle de la matière sur laquelle la planification peut s'appuyer pour imposer ses vues. Tant que les positions sociales et la correspondance entre trajectoire sociale et itinéraire résidentiel ressembleront à des assignations à résidence, que l'habitat fera figure de logements hérités d'un autre système de valeur et de modes de vie imposés ou improvisés plutôt que légitimement choisis et appréciés, l'espace de la ville restera disloqué.

Si Alger continue d'échapper à l'action des planificateurs, c'est, pour paraphraser Marcel Poëte ou Gaston Bardet, que son âme est rétive aux injonctions du pouvoir, que rien ne s'applique comme il faudrait (surtout par l'administration), que tout se délite parce que rien ne tient en place. Son image a donc toutes les chances de rester longtemps la même: celle d'une vivacité débordante, indisciplinée et désordonnée qui résiste à un ordre urbanistique qui tiendrait de la concorde civile. Lui faire prendre une autre figure supposerait qu'émerge une urbanité nouvelle. Cette urbanité reste à inventer et à faire respecter par tout le monde, quelles que puissent être les conditions sociales et les convictions profondes des habitants. Le caractère contradictoire et les tensions de cette ville n'ont jamais été aussi lisibles que dans le costume des citadins ou dans les façades des maisons.

C'est que les habitants n'ont toujours pas résolument choisi de se tourner vers un espace public perçu comme celui de tous les dangers parce que ressortissant à un pouvoir résolument extérieur à la société civile naissante

(1) SOUZA (Robert de), *L'Avenir de nos villes, études pratiques d'esthétique urbaine*. Nice, capitale d'hiver, Berger-Levrault, Paris, 1913, XV-518 p.

(2) DESPREZ (Charles), *Alger l'été*, Alger, Ed. d'amateur, 1863, 80 p. et *L'Hiver à Alger*, Paris, A. Challamel, 5^e édition, 1898, 323 p.

(3) CHOLLIER (Antoine), *Alger et sa région*, Arthaud, Grenoble, 1929, 176 p., p. 12

(4) VARINO (A.), *Au soleil d'Algérie*, Lib. Félix Juven, s.d., Paris, 288 p., p. 7

(5) NYSSSEN (Hubert), *L'Algérie*, Arthaud, Paris, 1972, 157 p., pp. 47-48

(6) FEYDEAU (Ernest), *Alger, étude*, Michel Lévy frères, Paris, 1862, 285 p., p. 3

(7) ESQUER (Gabriel), *Alger et sa région*, Arthaud, Paris/Grenoble, 1957, coll. Sites et monuments n° 21, 176 p., p. 12

(8) BERTRAND (Louis), *Alger, ditions du Siècle* Fernand Sorlot, Paris, 1938, 152 p.; ESQUER (Gabriel), *Alger et sa région*, Arthaud, 1957, Paris/Grenoble, coll. Sites et monuments n° 21, 176 p., p. 15

(9) ISNARD (Hildebert), *L'Algérie*, Arthaud, Paris, 1954, 258 p., p. 99.

(10) CHOLLIER (Antoine), *Alger et sa région*, Arthaud, Grenoble, 1929, 176 p., p. 12.

(11) WACHTEL (Nathan), *La Vision des vaincus, les Indiens du Pérou devant la conquête espagnole, 1530-1570*, NRF-Gallimard, Paris, 1971, 395 p.

(12) On ne possède que très peu de renseignements sur la topographie de ce vieil Alger berbère. On sait cependant que les anciennes voies romaines, devenues rues de la Marine, Bab-el-Oued et Bab-Azoun, furent des voies berbères. Bien peu de "dénominations berbères ont subsisté dans la ville turque et des noms arabes les ont remplacées." KLEIN (H.), "Alger berbère", in: *Le Livre d'or du département d'Alger*, Alger, impr. Fontana frères, s.d., 536 p., pp. 22-23

(13) CRESTI (Federico), "Alger 1830-1960: l'affrontement entre les "deux villes" ", in: *URBI, Villes coloniales*, VI, Liège, P. Mardaga, octobre 1982, pp. XVI-XXIV.

(14) ALZONNE (Clément), *L'Algérie, illustrations en couleurs* de C. Hirlemann, Fernand Nathan, Paris, 1937, 160 p., p. 62.

(15) NOUSCHI (André), "Les villes dans le Maghreb précolonial", in: *Système urbain et développement au Maghreb*, 1980, pp. 37-53, pp. 46-47

(16) LAYE (Yves), *Le Port d'Alger*, impr. L. Rives, MCMLI, Bibliothèque de la Faculté de Droit de l'Université d'Alger, vol. XIV, Alger, 393 p.

(17) BOURDIEU (Pierre), *Sociologie de l'Algérie*, coll. Que sais-je ? n° 802, PUF, Paris, 1958, 127 p.

(18) MAUNIER (René), *La Construction collective de la maison en Kabylie. Etude sur la coopération économique chez les Berbères du Djurdjura*, 1926

(19) MERCIER (Marcel), *La Civilisation urbaine au Mzab, étude de sociologie africaine*, impr. E. Pfister, Alger, 1922, 276 p.

(20) PELLETIER (Jean), *Alger 1955, essai d'une géographie sociale*, Paris, Les Belles Lettres, 1959, Cahiers de Géographie de Besançon, n°6, 146 p.; *Secrétariat social d'Alger, A la recherche d'une communauté. La cohabitation en Algérie*, Editions du Secrétariat social d'Alger, Alger, 1956, 204 p.

(21) DESPREZ (Charles), *Alger l'été*, Ed. d'amateur, Alger, 1863, 80 p., pp. 78-84

(22) PASQUALI (E.), *La "Casbah d'Alger", ce qu'elle a été, ce qu'elle est, ce qu'elle pourrait être*, multigraphié, Alger, le 7 mai 1951, 211 p., p. 143

(23) CITE (Marc), *L'Algérie ou l'espace retourné*, 1988, 362 p.

(24) LESPES (René), *Etude de géographie et d'histoire urbaines, 1830-1930*, coll. Du Centenaire de l'Algérie, géographie, Paris, Lib. Félix Alcan, Alger, 1930, 860 p., p. 564

(25) "La vieille ville n'est pas exclusivement peuplée de musulmans comme on pourrait le croire [...]", FAVRE (Lucienne), *Dans la casbah*, Grasset, Paris, 1937, 254 p., p. 11

(26) ESQUER (Gabriel), *Alger et sa région*, Arthaud, 1957, coll. Sites et monuments n° 21, Paris/Grenoble, 176 p., p. 45

(27) BERTRAND (Louis), *Alger, Editions du Siècle* Fernand Sorlot, Paris, 1938, 152 p.

(28) WAHL (Maurice), *L'Algérie*, G. Baillière, Paris, 1882

(29) "Comme dans toutes les sous-préfectures, il faut que chacun tienne son rang. Ceux qui propagent la civilisation méritent quelque égard" déclare non sans quelque juste ironie Jacques Marseille, cf.

- L'Age d'or de la France coloniale, Albin Michel, Paris, 1986, 143 p., pp. 97-98
- (30) VARINO (A.), Au soleil d'Algérie, Lib. Félix Juven, s.d., Paris, 288 p., p. 13
- (31) BERTRAND (Louis), Alger, Editions du Siècle Fernand Sorlot, Paris, 1938, 152 p., p. 88
- (32) CALVET (Louis-Jean), Les Voix de la ville. Introduction à la sociolinguistique urbaine, Payot, Paris, 1994, 309 p.
- (33) " Les Algérois d'aujourd'hui s'imaginent qu'il y a eu, entre 1880 et 1900, une langue populaire, une langue des rues d'Alger. Et de bons pédants d'université s'approprient déjà à écrire des thèses de doctorat sur cette langue morte. Pure imagination de gens qui ne sont pas sortis de leur cabinet. Il n'y a pas eu une langue populaire algéroise, il y en a eu plusieurs. Et voilà, la première erreur. Une autre erreur, c'est de les confondre. ", BERTRAND (Louis), Editions du Siècle Fernand Sorlot, Alger, Paris, 1938, 152 p., p. 100
- (34) MAZZELLA (Léon), Le Parler pied-noir, mots et expressions de là-bas, lexique établi par..., Rivages, Paris, 1989, 116 p.
- (35) BACRI (Roland), Le Roro, dictionnaire pataouète de langue pied-noir, étymologique, analogique, didactique, sémantique et tout. Les illustrations elles sont de Charles Brouty, Denoël, Paris, 1969, 165 p.
- (36) " Ici, on parle toutes les langues de l'Europe; là on ne parle que la langue insociable de l'Orient. De l'une à l'autre et comme à moitié chemin des deux villes, circule un idiome international et barbare, appelé de ce nom de sabir, qui lui-même est figuratif et veut dire "comprendre", ", Eugène Fromentin, Une année au Sahel, cité par LANIER (L.), 1889, pp. 207-208
- (37) Personnage des romans d'Auguste Robinet: MUSETTE [alias ROBINET (Auguste)], Cagayous, présenté par Gabriel Audisio, Baland, Paris, 1972, 253 p.
- (38) SIMONET (Jean), Double Tchatche, illustrations de Gil, Baconnier, Alger, 1959, 156 p.
- (39) BERTRAND (Louis), Pépète et Balthazar, mœurs algériennes, avec les aquarelles et dessins d'Emile Aubry, Lib. Plon, Paris, 1925, 361 p.
- (40) FEYDEAU (Ernest), Alger, étude, Michel Lévy frères, Paris, 1862, 285 p., p. 28
- (41) GOOSSENS (R.), F.D. Diffusion, Alger, Toulouse, 1969, 208 p., p. 41
- (42) PICARD (Aleth), " Architecture et urbanisme en Algérie, d'une rive à l'autre (1830-1962) ", in: BRUANT (Catherine), LEPRUN (Sylviane), VOLAIT (Mercedes), Figures de l'orientalisme en architecture, Edisud/CNRS/TREMAM, Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée n° 73-74, Aix-en-Provence, 1996, pp. 121-136
- (43) " On peut en sourire, on peut se moquer de cette architecture d'exposition universelle [...] Néanmoins, l'idée étant admise, confessons qu'on ne pouvait guère en tirer un meilleur parti. [...] Et puis enfin il fallait cela pour le touriste, qui, autrefois, pouvait se plaindre qu'Alger manquait de couleur locale ", BERTRAND (Louis), Editions du Siècle Fernand Sorlot, Alger, Paris, 1938, 152 p., pp. 139-141
- (44) BEGUIN (François), Arabisances, décor architectural et tracé urbain en Afrique du Nord, 1830-1950, Dunod, Paris, 1983, 170 p.
- (45) " Le goût de la "couleur locale" n'était pas alors très répandu. Le touriste n'était pas né. ", RICARD (Prosper), Les Merveilles de l'autre France, Algérie, Tunisie, Maroc, le pays, les monuments, les habitants, Hachette, Paris, 1924, 440 p., p. 174
- (46) LESPES (René), Etude de géographie et d'histoire urbaines, 1830-1930, coll. Du Centenaire de l'Algérie, géographie, Paris, Lib. Félix Alcan, Alger, 1930, 860 p., p. 213
- (47) SEMMOUD (Nora), Les Stratégies d'appropriation de l'espace à Alger, préface de Jean-Pierre Frey, L'Harmattan, Paris, 2001, coll. Histoire et perspectives méditerranéennes, 270 p.
- (48) RAYMOND (Henri), L'Architecture, les aventures spatiales de la raison, coll. Alors, n° 4, CCL/Centre Georges Pompidou, Paris, 1984, FREY (Jean-Pierre), La Ville industrielle et ses urbanités, La distinction ouvriers/employés, Le Creusot 1870-1930, coll. Architecture + Recherche n° 25, Bruxelles, Pierre Mardaga Ed., 1986, 386 p., 136 ill.
- (49) FREY (Jean-Pierre), " Paul-Henry Chombart de Lauwe: la sociologie urbaine française entre morphologies et structures ", in: Espaces et société, n° 103: Paul-Henry Chombart de Lauwe et l'histoire des études urbaines en France, L'Harmattan, Paris, 2001, pp. 27-55
- (50) XXX, in: Service de Propagande, d'Édition et d'Information, Regards sur l'Algérie, impr. Yvert & Cie, Paris, 30 novembre 1956, 208-XCI p., p. 159
- (51) " En Alger, deux cauchemars ont assez régulièrement tourmenté mes nuits pour prendre à la longue une allure prophétique. L'un empruntait la force de la mer... La Méditerranée montait à l'assaut de la ville [...] l'autre marée était humaine. Le flot de la Casbah déferlait sur la ville. ", FAVRE (Lucienne), Dans la casbah, Grasset, Paris, 1937, 254 p., pp. 249-250
- (52) WEILER (Henri), " L'Algérie d'aujourd'hui, peuplement et démographie ", in: Initiation à l'Algérie, Adrien-Maisonneuve, Paris, 1959, 422 p., pp. 141-196, p. 179
- (53) DESPREZ (Charles), Alger naguère et maintenant, impr. du Courrier de l'Algérie, F. Maréchal, Alger, 1868, 334 p., p. 284

- un groupe d'écrivains, d'explorateurs et de fonctionnaires, Flammarion, Paris, 1906, 632 p.
- CAMUS (Albert), *Le Premier homme*, Gallimard, Paris, 1994, France Loisir, Paris, 1995, 331 p.
- CHEVALLIER (Jacques), "Porte de l'Afrique moderne ouverte sur le vieux monde, Alger est à l'heure actuelle le premier chantier de France", in: *Service de Propagande, d'Édition et d'Information, Regards sur l'Algérie*, impr. Yvert & Cie, Paris, 30 novembre 1956, 208-XCI p.
- CHEVALLIER (Jacques), *Nous, Algériens...*, Calmann-Lévy, Paris, 1958, 187 p.
- CHOLLIER (Antoine), *Alger et sa région*, Arthaud, Grenoble, 1929, 176 p.
- CLACH (André), ESQUER (Gabriel), AUDISIO (Gabriel), GASTYNE (Christian de), *Visages de l'Algérie*, Horizons de France, Paris, 1953, coll. "Provinciales", 173 p.
- CORNATON (Michel), *Les Regroupements de la décolonisation en Algérie*, préface de G. Tillon, Ed. économie et Humanisme, les Éditions ouvrières, Paris, 1967, coll. "développement et civilisations", 295 p.
- CÔTE (Marc), *L'Algérie ou l'espace retourné*, Flammarion, Paris, 1988, 362 p.
- CRESTI (Federico), "Alger 1830-1960: l'affrontement entre les 'deux villes'", in: *URBI, Villes coloniales*, VI, P. Mardaga, Liège, octobre 1982, pp. XVI-XXIV
- CULOT (Maurice), THIVEAUD (Jean-Marie) sous le dir. de, *Architectures françaises outre-mer*, Paris: IFA, Liège: Pierre Mardaga, 1992, 406 p.
- DALLOZ (Pierre), "Alger à l'avant-garde des conceptions de l'urbanisme", in: *Alger revue*, été 1956, p. 11
- DELONCLE (Pierre), *La Vie et les mœurs en Algérie*, Cahiers du Centenaire de l'Algérie X, Publications du Comité national métropolitain du Centenaire de l'Algérie, s.l.n.d., 122 p.
- DELUZ (Jean-Jacques), *Alger, chronique urbaine*, Bouchène, Paris, 2001, 239 p.
- DELUZ (Jean-Jacques), *L'Urbanisme et l'architecture d'Alger. Aperçu critique*, Liège, Pierre Mardaga, Office des publications universitaires, Alger, 1988, 195 p.
- DESCLOITRES (Robert), DESCLOITRES (Claudine), REVERDY (Jean-Claude), *L'Algérie des bidonvilles, le tiers monde dans la cité*, Paris-La Haye, Mouton & Co / EPHE, 1961, p. 127
- DESPREZ (Charles), *Alger l'été*, Ed. d'amateur, Alger, 1863, 80 p.
- DESPREZ (Charles), *Alger naguère et maintenant*, impr. du Courrier de l'Algérie, F. Maréchal, Alger, 1868, 334 p.
- DESPREZ (Charles), *L'Hiver à Alger*, A. Challamel, 5^e édition, Paris, 1898, 323 p.
- DUMAS (Pierre), *L'Algérie*, Arthaud, Grenoble, 1931, coll. "Les Beaux pays", 230 p.
- ESQUER (Gabriel), *Alger et sa région*, Arthaud, Paris/Grenoble, 1957, coll. Sites et monuments n° 21, 176 p.
- ESQUER (Gabriel), *Les Commencements d'un empire, La prise d'Alger, 1830*, Grand prix littéraire de l'Algérie 1923, Second prix Gobert 1924, nouv. éd. revue et corrigée, avec 24 illustrations et deux cartes, Larose, Paris, 1929, 570 p.
- ETIENNE (Bruno), "Le flou urbain: l'affrontement des modèles", in: *Centre de Recherches et d'Études sur les sociétés méditerranéennes, Villes et sociétés au Maghreb, études sur l'urbanisation*, Editions du CNRS, Paris, 1974, 232 p., pp. 29-38
- FAVRE (Lucienne), *Dans la casbah*, Grasset, Paris, 1937, 254 p.
- FEYDEAU (Ernest), *Alger, étude*, Michel Lévy frères, Paris, 1862, 285 p.
- FREY (Jean-Pierre), "Généalogie du mot 'urbanisme'", in: *Urbanisme*, n° 304, janvier-février 1999, pp. 63-71
- GAFFAREL (Paul), *La Conquête de l'Algérie jusqu'à la prise de Constantine*, Lib. de Paris, Firmin-Didot et Cie imp.-éd., Paris, s.d., 192 p.
- GAUTIER (E[mile]-F[élix]), *L'Évolution de l'Algérie de 1830 à 1930*, Cahiers du Centenaire de l'Algérie III, Publications du Comité national métropolitain du Centenaire de l'Algérie, s.l.n.d., 95 p.
- GOOSSENS (R.), *Alger*, F.D. Diffusion, Toulouse, 1969, 208 p.
- Gouvernement général de l'Algérie, *Algérie et tourisme*, Alger, Baconnier, sd
- GSELL (S.), MARAIS (G.), YVER (G.), *Histoire d'Algérie*, Boivin & Cie, Paris, 1927, p. 327
- GSELL (Stéphane), *Promenades archéologiques aux environs d'Alger* (Cherchel, Tipasa, le tombeau de la Chrétienne, Société d'éditions "Les Belles Lettres", Paris, 1926, 168 p.
- HESS (Jean), *La Vérité sur l'Algérie*, Librairie Universelle, Paris, sd, 435 p.
- ICHEBOUDENE (Larbi), *Alger, histoire et capitale de destin national*, Casbah éditions, Alger, 1997, 351 p.
- ISNARD (Hildebert), *L'Algérie*, Arthaud, Paris, 1954, 258 p.
- JOANNE (Adolphe), *L'Algérie*, Lib. Hachette et Cie, septième édition, Paris, 1893, 70 p.
- JOANNE (Paul), *Géographie de l'Algérie*, avec une carte coloriée et 23 gravures, Hachette, Paris, 1908, 183 p.
- JORET (Madeleine), *L'Afrique en flânant de Paris à Tamanrasset*, Nouvelles éditions Debresse, Paris, 1966, 253 p.
- JULIEN (Charles-André) avec la collaboration de Magali Morsy, *Une pensée anti-coloniale, positions 1914/1979*, Sindbad, Paris, 1979, 267 p.
- KLEIN (H), "Alger berbère", in: *Le Livre d'or du département d'Alger*, impr. Fontana frères, Alger, s.d., 536 p., pp. 22-23
- LACOSTE (Yves), NOUSCHI (André), PRENANT (André), *L'Algérie, passé et présent. Le cadre et les étapes de la constitution de l'Algérie actuelle*. Préface de Jean Dresch, Editions sociales, Paris, 1960; 462 p.

- LAFFONT (Pierre), L'Algérie des Français, Bordas, Paris, 1981, coll. Voir l'Histoire, 126 p.
- LANIER (L.), L'Afrique, choix de lectures de géographie accompagnées de résumés, d'analyses, de notes explicatives et bibliographiques et ornées de 57 vignettes, de 11 cartes tirées en couleur et de 31 cartes intercalées dans le texte, Lib. Classique Eugène Belin, cinquième édition, revue et corrigée, Paris, 1889, 920 p.
- LAYE (Yves), Le Port d'Alger, impr. L. Rives, MCMLI, Bibliothèque de la Faculté de Droit de l'Université d'Alger, vol. XIV, Alger, p. 393
- LE CORBUSIER, "Algérie, application de la Charte d'Athènes, Alger", in: L'Architecture d'Aujourd'hui, n°3, France d'Outremer, septembre-octobre 1945, pp. 27-29
- LE CORBUSIER, La Ville radieuse, Ed. Vincent, Fréal & Cie, Paris, [1935] 1964, 345 p.
- LESPEDES (René), "Les Grandes villes, Alger, capitale qui débordait hors du cadre de son site naturel", in: Algérie 1937, Ed. de Chantiers, Alger, 184 p., pp. 11-25
- LESPEDES (René), "Les villes, la position du problème", in: Algérie 1937, Ed. de Chantiers, Alger, 184 p., pp. 9-10
- LESPEDES (René), Alger, Etude de géographie et d'histoire urbaines, 1830-1930, coll. Du Centenaire de l'Algérie, géographie, Lib. Félix Alcan, Paris, 1930, p. 860
- LEYRITZ (Armand), in: Le Domaine colonial français, tome 2, Ed. du Cygne, Paris, 1929, 474 p.
- MARÇAIS (William), "L'Islamisme et la vie urbaine", in: Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions et des Belles-Lettres, 1928, pp. 86 et sq.
- MARSEILLE (Jacques), L'Age d'or de la France coloniale, Albin Michel, Paris, 1986, p. 143
- MAUNIER (René), La Construction collective de la maison en Kabylie. Etude sur la coopération économique chez les Berbères du Djurjura, Institut d'Ethnologie, Travaux et mémoires de l'Institut d'ethnologie - III, Paris, 1926, 78 p., 2 tab., 3 pl. h.t.
- MAUNIER (René), Loi française et coutume indigène en Algérie, Domat-Montchrétien, Paris, 1932, in-8°, p. 174
- MAYER (René), Algérie: mémoire déracinée, L'Harmattan, Paris, 1999, p. 299
- MAZZELLA (Léon), Le Parler pied-noir, mots et expressions de là-bas, lexique établi par..., Rivages, Paris, 1989, p. 116
- MERCIER (Marcel), La Civilisation urbaine au Mzab, étude de sociologie africaine, impr. de E. Pfister, Alger, 1922, in-8°, 276 p.
- MONMARCH (Marcel) sous la dir. de, Les Guides bleus, Algérie, Tunisie, Lib. Hachette, Paris, 1923, p. 468
- MUSETTE [alias ROBINET (Auguste)], Cagayous, présenté par Gabriel Audisio, Baland, Paris, 1972, p. 253
- NAVARRÉ (Pierre), Visions impériales, Arthaud, Paris/Grenoble, 1946, 234 p.
- NOUSCHI (André), "Les villes dans le Maghreb précolonial", in: Système urbain et développement au Maghreb, Cérès Productions, Tunis, 1980, pp. 37-53
- NYSSSEN (Hubert), L'Algérie, Arthaud, Paris, 1972, p. 157
- PASQUALI (E.), La "Casbah d'Alger", ce qu'elle a été, ce qu'elle est, ce qu'elle pourrait être, multigraphié, Alger, le 7 mai 1951, p. 211
- PELLETIER (Jean), Alger 1955, essai d'une géographie sociale, Cahiers de géographie de Besançon, n°6, Les Belles Lettres, Paris, 1959, p. 146
- PICARD (Aleth), "Architecture et urbanisme en Algérie, d'une rive à l'autre (1830-1962)", in: BRUANT (Catherine), LEPRUN (Sylviane), VOLAIT (Mercedes), Figures de l'orientalisme en architecture, Aix-en-Provence, Edisud/CNRS/TREMAM, Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée n° 73-74, 1996, pp. 121-136
- PRIGNET (A.), Le Voyage d'un petit parisien en Algérie, nouvelle édition revue et augmentée, Lib. Hachette, Paris, sd, 195 p.
- RAVEREAU (André), La Casbah d'Alger, et le site créa la ville, Sindbad, Paris, 1989, p. 232
- RAYMOND (André), "Le centre d'Alger en 1830", in: ROMM, n° 31, 1981, pp. 73-84
- RECLUS (Elysée), Les Villes d'hiver de la Méditerranée, Hachette, Paris, 1864
- RENAUD (Pierre-J.-M.), "Les grands travaux d'urbanisme de la Région d'Alger", in: Travaux, nos de décembre 1941 et janvier 1942
- République française, Délégation générale du Gouvernement en Algérie, Direction du Plan et des études économiques, Plan de Constantine 1959-1963, Rapport général, Alger, juin 1960, p. 526
- RICARD (Prosper), Les Merveilles de l'autre France, Algérie, Tunisie, Maroc, le pays, les monuments, les habitants, Hachette, Paris, 1924, p. 440
- RONZE (Raymond), L'Algérie du centenaire vue par l'Université de France, Cahiers du Centenaire de l'Algérie, cahier complémentaire, Publications du Comité national métropolitain du Centenaire de l'Algérie, s.l.n.d., p. 63
- ROUX-DUFORT, "L'Urbanisme en Algérie", in: Enquête sur l'habitat en Algérie, III, supplément aux Annales de l'Institut Technique du Bâtiment et des Travaux Publics, douzième année, n° 137, mai 1959, cahier n° 8, p. 16
- ROY (J.-J.-E.), Histoire de l'Algérie depuis les temps les plus anciens jusqu'à nos jours, Tours, Alfred Mame et fils éditeurs, troisième édition, MDCCCLXX, p. 383
- ROZET (Georges), L'Algérie, Editions du centenaire de l'Algérie, Horizons de France, Paris, 1929, p. 160
- Secrétariat social d'Alger, A la recherche d'une communauté. La

- cohabitation en Algérie, Editions du Secrétariat social d'Alger, Alger, 1956, p. 204
- secrétariat social d'Alger, Le Sous-développement en Algérie, Alger, Editions du Secrétariat social d'Alger, 1959, Etudes du Secrétariat social d'Alger, p. 193
- SEMMOUD (Nora), Les Stratégies d'appropriation de l'espace à Alger, préface de Jean-Pierre Frey, Paris, L'Harmattan, 2001, coll. Histoire et perspectives méditerranéennes, p. 270
- Service de Propagande, d'Édition et d'Information, Regards sur l'Algérie, impr. Yvert & Cie, Paris, 30 novembre 1956, p. 208-XCI
- SGROI-DUFRESNE (Maria), Alger, 1830-1984: stratégie et enjeux urbains, Ed. Recherche sur les civilisations, 1986, coll. "Mémoires" n° 63, Paris, p. 252
- SIMONET (Jean), Double Tchatche, illustrations de Gil Baconnier, Alger, 1959, p. 156
- SOCARD (Tony), La Trame des villes, Impr. Guiauchain, Alger, 1945
- SOUZA (Robert de), L'Avenir de nos villes, études pratiques d'esthétique urbaine. Nice, capitale d'hiver, Berger-Levrault, Paris, 1913, p. XV-518
- TINTHOIN (Robert), "Géographie de la cohabitation", in: Secrétariat social d'Alger, A la recherche d'une communauté. La cohabitation en Algérie, Editions du Secrétariat social d'Alger, Alger, 1956, p. 204, pp. 39-52
- TOUSSAINT (Jean-Yves), Architecte-urbaniste en Algérie, un fragment de la thèse algérienne, Thèse en sociologie urbaine soutenue à l'Université de Paris X-Nanterre sous la dir. de Henri Raymond le 12 novembre 1993
- VAN GENNEP (Arnold), En Algérie, Mercure de France, Paris, 1914, p. 217
- VARINO (A.), Au soleil d'Algérie, Paris, Lib. Félix Juven, s.d., p. 288
- VIRCONDELET (Alain), Là-bas, souvenirs d'une Algérie perdue, Ed. du Chêne - Hachette Livre, Paris, 1996, p. 175
- WACHTEL (Nathan), La Vision des vaincus, les Indiens du Pérou devant la conquête espagnole, 1530-1570, NRF-Gallimard, Paris, 1971, p. 395
- WAHL (Maurice), L'Algérie, G. Baillière, Paris, 1882
- WAHL (Maurice), Les Villes d'Algérie. Alger, Paris, aux bureaux de la "Revue de l'Afrique française", 1887, in-8°, 31 p., fig., pl., extrait de la Revue de l'Afrique française et des antiquités africaines, tome V, 1887
- WEILER (Henri), "L'Algérie d'aujourd'hui, peuplement et démographie", in: Initiation à l'Algérie, Adrien-Maisonneuve, Paris, 1959, 422 p., pp. 141-196

EDITIONS
DALIMEN

Adresse : Villa n°8, Lot Radi H'mida
Chéraga - Alger 16 000 Algérie
Tél/Fax : 021 37 34 79
dalimeneditiondz@yahoo.fr

Imprimé en Algérie
2004

ISBN : 9961-759-21-4
Dépôt légal : 1356-2004



Ecole Polytechnique d'Architecture
et d'Urbanisme d'Alger - epau
Centre Culturel Français et le
Service Culturel de l'Ambassade
de France à Alger
Institut Cervantès d'Alger

Université d'Alger, Faculté des
Sciences Sociales et Humaines,
Département de Sociologie
Service Culturel de l'Ambassade
d'Allemagne à Alger
Institut Culturel Italien d'Alger

Délégation de la Commission européenne en Algérie



ISBN : 9961-759-21-4
Dépôt légal : 1356-2004

Couverture : conception epau / Boudjati Chakir